

Pierre Broué

Le parti bolchévique

1963

Table des Matières

Introduction à la première édition	7
Chap. I - La Russie avant la révolution	9
Une économie arriérée.....	9
Une structure sociale primitive.....	10
L'autocratie.....	11
Les forces politiques en présence.....	11
Chap. II - Le Bolchevisme avant la révolution	14
Les débats du parti social-démocrate russe.....	14
L' <i>Iskra</i> et <i>Que faire ?</i>	14
Naissance de la fraction bolchevique.....	15
Première scission de fait.....	15
La révolution de 1905 et la réunification.....	16
La fraction bolchevique dans le parti unifié.....	16
La réaction.....	17
La nouvelle scission : 1912.....	18
La situation à la veille de la guerre.....	18
Chap. III - Le bolchevisme : le Parti et les hommes.....	20
Un parti ouvrier social-démocrate.....	20
Un parti non monolithique.....	22
Le régime du parti.....	22
L'originalité du parti bolchevique.....	24
L'action ouvrière.....	24
L'organisation clandestine.....	25
Les hommes.....	26
Lénine.....	27
Chap. IV - Le parti de la révolution.....	29
Les problèmes de la révolution avant 1905.....	29
La discussion à la lumière de la révolution de 1905.....	29
Les socialistes et les soviets.....	30
La guerre : nouveaux alignements.....	31
Les forces socialistes en Russie.....	33
La révolution de Février.....	33
Les bolcheviks et le double pouvoir.....	33
Les bolcheviks, le pouvoir et la conciliation.....	34
Les thèses d'avril.....	34
Le parti de Lénine et Trotsky.....	36
De juillet à octobre.....	37
Le problème de l'insurrection.....	38
L'insurrection.....	40
Le II ^e Congrès et le problème de la coalition.....	40
La physionomie du parti vainqueur.....	41
Chap. V - Les débuts du régime soviétique et la paix de Brest-Litovsk.....	43
Le système soviétique.....	43

Le fonctionnement.....	44
Les partis et la démocratie soviétique.....	45
Le comité central et le problème de la paix.....	46
Le parti au bord de la scission.....	47
Le rétablissement de la cohésion.....	48
Chap. VI - La guerre civile et le communisme de guerre	49
L'empreinte de la guerre civile.....	49
Le parti dans les soviets.....	51
La construction de l'appareil du parti.....	52
Nouveau visage du parti.....	52
Les partis socialistes.....	53
Les anarchistes.....	54
Discussions internes au parti.....	55
La discussion syndicale.....	56
L'échec de la révolution européenne.....	57
Chap. VII - La crise de 1921, les débuts de la NEP et la montée de l'appareil	59
La crise de 1921 : Cronstadt.....	59
La Nep.....	61
Le monopole du parti.....	62
Le X° Congrès.....	62
La montée de l'appareil après le X° Congrès.....	64
Chap. VIII - La crise de 1923 : débat sur le cours nouveau	67
Lénine et la bureaucratie.....	67
Lénine et la montée de l'appareil.....	68
La crise économique : les ciseaux.....	69
L'échec de la révolution allemande.....	69
La maturation de la crise.....	70
Conflit au comité central.....	72
Le débat.....	72
Le cours nouveau.....	75
La bataille pour la XIII° conférence.....	76
La XIII° conférence.....	77
Chap. IX - L'interregne et la nouvelle opposition	79
Transformation du parti.....	79
Début du culte de Lénine et suppression du testament.....	79
Le XIII° congrès.....	80
La « bolchevisation » de l'Internationale.....	80
<i>Leçons d'Octobre</i> et la deuxième campagne contre Trotsky.....	81
Les difficultés de la Nep.....	83
Les thèses de Préobrajenski.....	83
Le point de vue de Boukharine.....	84
Naissance de la « nouvelle opposition ».....	85
La bataille avant le congrès.....	87
Le XIV° congrès.....	87
L'écrasement de l'appareil de Léninegrad.....	89
Le « socialisme dans un seul pays ».....	89

Chap. X - La lutte de l'Opposition Unifiée.....	90
L'unification de l'opposition.....	90
La politique droitiste de Staline-Boukharine.....	92
Débuts de l'opposition.....	93
La XV ^e conférence.....	95
La révolution chinoise.....	99
b La « discussion chinoise ».....	100
L'Appel des 83.....	101
La bataille de la plate-forme.....	102
Le XV ^e congrès.....	105
Les deux voies.....	106
Chap. XI - L'Opposition de droite.....	108
La crise du ravitaillement et le tournant à gauche.....	108
Les positions de Boukharine.....	109
Les oppositions au carrefour.....	111
La bataille préliminaire.....	112
Le VI ^e congrès de Internationale communiste.....	112
L'assaut contre les positions des droitiers.....	114
La liquidation politique des droitiers.....	115
Chap. XII - Le parti stalinien à ses débuts.....	117
Staline maître du jeu.....	118
Une idéologie officielle : le léninisme.....	118
La pyramide bureaucratique de l'appareil.....	119
Du léninisme au stalinisme.....	121
L'opposition face à une situation nouvelle.....	122
Chap. XIII - Le grand tournant	124
La collectivisation.....	124
L'industrialisation.....	126
La condition ouvrière.....	127
Le parti et le grand tournant.....	128
Portée sociale du grand tournant.....	129
Chap. XIV - La crise politique	132
Les intrigues de palais.....	132
La crise allemande.....	133
Le parti communiste allemand dans la crise.....	135
Les conséquences de la crise.....	136
Le XVII ^e congrès.....	137
L'assassinat de Kirov.....	138
La mise en place du dispositif de la terreur.....	139
Une opposition généralisée.....	140
Chap. XV - Les procès de Moscou	143
Le procès des Seize.....	143
Les problèmes posés par les aveux des Seize.....	144
Signification et portée du procès des Seize.....	145
Vers le deuxième procès.....	146

Le deuxième procès.....	147
Problèmes posés par le deuxième procès.....	148
La signification du procès.....	148
Procès à huis -clos et liquidation sans jugement.....	149
Le troisième procès de Moscou.....	150
La portée des aveux.....	152
Chap. XVI - Le parti de la bureaucratie	154
L'extermination des bolcheviks.....	154
Une nouvelle promotion.....	156
La bureaucratie.....	158
La différenciation croissante.....	159
La réaction organisée.....	160
La fin de l'« antifascisme ».....	161
Chap. XVII - Le parti et la guerre.....	163
Les premières défaites et leur signification.....	163
La résistance.....	165
Les objectifs de l'Allemagne.....	166
La « guerre nationale ».....	169
La sainte alliance contre la révolution mondiale.....	171
Les espoirs d'une génération.....	173
Chap. XVIII - L'après-guerre.....	174
Le parti dans la guerre.....	174
Luttes internes.....	175
La reprise en mains.....	176
Les contradictions nouvelles.....	178
Les contradictions anciennes.....	180
Le XIX ^e congrès.....	181
Vers une nouvelle purge ?.....	181
Chap. XIX - La déstalinisation et le mouvement révolutionnaire de 1956-57	183
La précritique yougoslave.....	184
Les événements de 1953.....	185
Une tumultueuse renaissance.....	186
La fin du mythe du socialisme.....	187
La bureaucratie.....	188
Le parti stalinien.....	189
La recherche des origines.....	190
Le programme de la révolution.....	191
Le problème de l'Internationale.....	193
En U.R.S.S., les néo-bolcheviks.....	194
La deuxième révolution.....	195
Chap. XX - Le parti après Staline : l'ère khrouchtchevienne	197
Les contradictions de l'économie.....	197
Les contradictions de la société.....	199
Les forces sociales en jeu.....	200
La jeunesse et les poètes.....	202
Le parti après la mort de Staline.....	203

L'affaire Béria.....	203
La déstalinisation et l'année cruciale.....	204
L'affaire du « groupe anti-parti ».....	205
Khrouchtchev maître du parti et du pays.....	206
<i>Puisqu'il faut conclure.....</i>	209

INTRODUCTION A LA PREMIERE EDITION

« Mus par une impulsion commune, nous étions tous debout, pour retrouver comme à tâtons le cours égal, l'unisson exaltant de *l'Internationale*. Un vieux soldat grisonnant sanglotait comme un enfant. Alexandra Kollontaï retenait à peine ses larmes. L'immense chant envahit la salle, creva portes et fenêtres et monta vers le ciel calme. La guerre est terminée ! La guerre est terminée ! dit à mes côtés un jeune ouvrier. Son visage rayonnait.

« Et lorsque ce fut fini et que nous restions là dans une sorte de silence embarrassé, quelqu'un, au fond de la salle, cria : Camarades ! Souvenons-nous de ceux qui sont morts pour la liberté ! Et nous entonnâmes alors la Marche Funèbre, cet air lent, mélancolique et pourtant triomphant, si émouvant, si russe. L'Internationale est, après tout, une mélodie étrangère, la Marche Funèbre semblait être l'âme même de ces masses obscures dont les délégués, rassemblés dans cette salle, édifiaient avec leurs confuses visions une Russie nouvelle. et peut-être plus encore »¹.

C'était le congrès des soviets de novembre 1917. Des délégués élus par les ouvriers, les paysans et les soldats russes venaient d'approuver l'insurrection victorieuse pour le pouvoir des soviets, décidée par le parti ouvrier social-démocrate russe (bolchevique) et exécutée par les représentants du soviet de Pétrograd. C'étaient « les dix jours qui ébranlèrent le monde ».

Pendant plus de vingt ans, ce livre de John Reed que Lénine voulait faire lire à tous les travailleurs, pour qu'ils y apprennent ce qu'étaient « révolution prolétarienne » et « dictature du prolétariat », a été interdit en U.R.S.S., dans le pays de la révolution d'Octobre, celui-là même dont les dirigeants se réclamaient de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat, et s'affirmaient disciples de Lénine.

L'événement le plus considérable de l'histoire de l'humanité depuis la Révolution française, l'espoir le plus bouleversant qui ait pris des hommes à la gorge depuis que les mots de « paix », de « liberté », de « socialisme », sont capables de faire briller les yeux, serrer les poings, tendre les mains de millions d'hommes, le printemps des peuples après la grande boucherie, a été, pendant tout ce temps, livré à ses ennemis et à ses profiteurs, à tous ceux qui, par intérêt, par bêtise ou par haine, le dépouillaient de sa puissance émotionnelle, le réduisaient à une vulgaire conspiration ou à une manœuvre bien exécutée, se refusaient à lui rendre son essence et sa réalité, celle de la lutte de millions d'hommes pour maîtriser les forces qui les maintenaient dans la misère et les avaient fait, pendant de longues années, s'entretuer. Aujourd'hui, cet édifice craque : la vérité commence à se faire jour, ou, plutôt, des milliers d'hommes, de jeunes hommes pour qui le monde n'est pas meilleur ni la vie plus belle commencent à tendre les mains vers elle, à chercher la forme de l'espoir enfoui. Au cœur de cette quête, il y a le parti bolchevique.

Laissons de côté la plus ancienne des légendes, l'homme-au-couteau-entre-les-dents, le massacreur de petites princesses et d'innocents tsarévitch, l'égorgeur de papes, l'intellectuel aigri, avide de vengeance et de pillage qui déchaîne les instincts primitifs du moujik bestial : ce bolchevik-là est entré dans l'histoire des images d'Epinal, après avoir, pendant des années, fourni le cadre de l'analyse des commentateurs sérieux de notre grande presse, y compris celle qui se réclamait du socialisme. Une autre s'est substituée à elle, plus tenace parce que plus enracinée finalement dans une profonde communauté d'intérêts entre dirigeants, d'un côté comme de l'autre du rideau de fer : celle de la phalange d'acier, de la cohorte soudée par l'engagement sacré et la fidélité aux chefs inflexibles et extralucides, du régiment au pas cadencé avec ses cadres et ses drapeaux, ses adjudants et ses généraux, et la piétaille des prolétaires et des paysans - pauvres, bien entendu - manœuvrant au commandement comme une troupe de gymnastes sur la place Rouge un 1^{er} mai. Image pour dévots, explication trop facile, vite insoutenable quand s'est déroulée à Moscou la grande parade de la liquidation des « ennemis du peuple » : l'ombre de l'espion s'étendait sur l'histoire, et, avec elle, la suspicion, l'inquiétude, le doute devant cette invraisemblable génération spontanée de traîtres qui semblait dès lors inséparable de toute « victoire du socialisme ». Toutes ces images superposées et clignotantes se sont définitivement brouillées après la mort de Staline : les jeunes générations n'ont plus sous les yeux, sur l'écran que, sans modestie, leurs aînés appellent « histoire », que des ombres incertaines.

Nous pensons nous approcher de la vérité en disant qu'en ce début de siècle, une poignée de jeunes intellectuels, fuyant la Sibérie où les avait déportés la toute-puissante police politique du tsar autocrate, ont essayé, loin de leur pays, d'apporter l'aide de leur pensée et de leur analyse politique à la lutte sourde que menait, dans l'empire moyen-âgeux de l'Europe orientale, une classe ouvrière naissante, fruste, mais fortement concentrée, à peine différenciée, étroitement solidaire. Ils ont connu les rigueurs et la pauvreté matérielles, la misère morale des émigrations, les querelles personnelles et les conflits d'idées : vécu - à distance et, de temps en temps, sur place - les grandes secousses qui ébranlent l'édifice vermoulu de la vieille Russie. Qui, des hommes « arrivés » des milieux socialistes, pouvait prendre au sérieux ces besogneux émigrés qui achevaient d'user leurs redingotes râpées sur les chaises de la Bibliothèque nationale ou d'ailleurs, puis en sortaient pour lancer l'excommunication majeure contre leurs frères en idéologie, leur disputer âprement les fonds et les journaux, les étiquettes et les c liaisons » ? Ces gosses, étudiants et ouvriers, qui, dès leurs quinze ans, se lançaient dans l'action illégale, polycopiaient des tracts pour les distribuer dans les usines, risquaient des années de prison pour avoir exprimé en public ou en privé une opinion politique, organisaient pourtant inlassablement grèves, manifestations, cercles d'études, écoles clandestines ? Tous ceux-ci pourtant étaient plus proches de la réalité que les champions arrivés du « réalisme » : ce sont eux qui, par leurs bulletins, leurs congrès, leurs thèses, leurs tracts, ont permis qu'une avant-garde ouvrière prenne conscience d'elle-même, s'organise et lutte pour son propre compte. Quand les ouvriers et les paysans russes, que n'avaient pas ligotés la toute-puissance d'appareils conservateurs de partis et de syndicats, ont balayé l'Etat tsariste, c'est vers ces pelés, ces galeux, vers ces intellectuels « déclassés », ces ouvriers avancés et ces forçats qu'ils se sont tournés. « Ecoutez, frérots », disait, devant John Reed, un paysan-soldat à un étudiant qui traitait Lénine d'« agent allemand », « il y a deux classes, voyez-vous, la bourgeoisie et le prolétariat »². Ce fut la grande lumière d'octobre : un parti qui disait la vérité, « expliquait patiemment », ne

¹ John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, pp. 167-158.

² *Ibidem*, p. 209.

demandait pas à être cru sur parole, car celui qui, en politique, croit sur parole, est un « imbécile sans espoir », un parti qui luttait pour développer la conscience et gagner la confiance, un parti dont les militants avaient plus de devoirs et des salaires inférieurs. Un parti qui, n'en déplaise aux prophètes des faits accomplis, était fort démocratique, appliquant ses décisions de congrès prises après de larges discussions, ne reconnaissant l'autorité que de qui savait le convaincre, un parti qui ne craignait même pas l'indiscipline puisque la critique et la sincérité y étaient tenues pour les premiers des devoirs d'un révolutionnaire.

Après, bien sûr, c'est une tout autre histoire. Les partisans du socialisme, cet épanouissement de l'humanité se rendant maîtresse des forces productives, ont vaincu dans un pays arriéré et déclaré la paix au monde. Pendant des années, ils connaîtront la guerre, la guerre civile, le chômage, la disette, la famine. Ils sont seuls, alors qu'ils s'étaient crus le détachement avancé de l'armée des Etats-Unis d'Europe. Ils fusillent alors qu'ils avaient aboli la peine de mort. Ils sont un parti de fonctionnaires clamant qu'il est l'avant-garde d'un prolétariat qui n'existe plus. Ils sont étouffés par la crasse, l'ignorance, la pauvreté que la routine des bureaux impose à un parti qui n'est plus que le champ clos où s'affrontent des forces contradictoires, bourgeoisie et prolétariat, paysan et commissaire. Le parti bolchevique n'est plus. Les bolcheviks disparaissent, réduits au silence, puis couverts de boue et assassinés. Sous les étiquettes enivrantes resurgissent, de tous les pores de la société, le retard séculaire, les mœurs seigneuriales, la résignation du moujik, les litanies des papes et la peur. Il est « minuit dans le siècle », et, pour des millions d'hommes, le « socialisme » n'aura d'autre visage que celui des prisons et des camps sans espoir.

L'aube, pourtant, pointe enfin aujourd'hui. C'est pourquoi il était temps d'essayer de retracer cette histoire. Une histoire faite par les hommes, comme toute l'histoire, une histoire où « tout n'était pas écrit », une histoire jonchée de rendez-vous manqués. Peut-être certains lecteurs la trouveront-ils triste - il ne s'agit pas de pleurer, mais de comprendre. Comprendre pourquoi Octobre a été ce grand espoir avant d'être ce grand espoir déçu. Nous en avons besoin : l'autre monde, celui de Kennedy, Macmillan, de Gaulle, Adenauer, n'est pas plus beau que celui de Wilson Lloyd George, Clemenceau et ces « antibolcheviques » allemands, socialistes et généraux, qui ont commencé par fracasser le crâne de Rosa Luxembourg avant de porter Hitler au pouvoir et de jeter des dizaines de millions d'hommes dans les camps, vers les fours crématoires et sur les champs de bataille. Il n'est pas plus beau, il est même pire. Les raisons de bâtir un monde nouveau naissent tous les jours de la barbarie triomphante. Or la connaissance de leur histoire est l'une des armes les plus précieuses des hommes.

Cet essai s'appuie sur l'essentiel des écrits des acteurs de ce temps, les différentes « histoires » officielles, ainsi que les témoignages et études, notamment des spécialistes anglo-saxons. Il doit évidemment beaucoup aux ouvrages scientifiques en cours de publication, la monumentale histoire de M. E.-H. Carr et les travaux d'Isaac Deutscher. L'interprétation de certains événements, l'importance attachée à d'autres, l'amour du sujet et des acteurs, la passion, le plus possible tempérée par la raison et l'analyse, sont à attribuer moins à l'auteur qu'au monde où il vit et aux espoirs qu'il nourrit - comme tant d'autres.

Il faut, de toute façon, espérer qu'un souffle révolutionnaire plus puissant que celui de 1917 balaiera bientôt les poussières des archives du Kremlin, ouvrira au grand jour les dossiers où s'entassent tant de secrets, de mémoires, écrits, procès-verbaux, comptes rendus, interrogatoires, tous les documents essentiels qui manquent aujourd'hui. Il ne s'agira plus alors pour les bolcheviks de réhabilitation, mais de victoire. L'Histoire aura répondu à l'attente de Préobrajenski, celui qui, en leur nom, écrivait à la mort de Lénine: « Périssent le semeur, pourvu que la moisson mûrisse »³, et qui a, lui, depuis longtemps, péri.

P. B.

Montereau, décembre 1962.

³ Préobrajenski « Lui » ; *Bull.* n° 10, 7 mars 1924.

Chap. I - LA RUSSIE AVANT LA REVOLUTION

La Russie du tournant du siècle passait aux yeux du petit bourgeois français pour le paradis des capitaux : les « emprunts russes », garantis par la fêrule du tsar autocrate, semblaient des placements de tout repos pour les petits épargnants comme pour les banques d'affaires. On sait aujourd'hui qu'il s'agissait d'une grave erreur d'appréciation, que la dénonciation de la « mauvaise foi » des bolcheviks mauvais payeurs ne peut qu'imparfaitement dissimuler. Aussi l'histoire conformiste et la grande presse se plaisent-elles, depuis, à insister, à l'occasion, sur les vices et les faiblesses de la monarchie tsariste. On évoque l'ombre du pape guérisseur, Raspoutine, l'ivrogne taré, « brute sensuelle et rusée », pour expliquer l'effondrement du « colosse aux pieds d'argile », comme écrivent toujours les manuels d'histoire. Ces vues traditionalistes et prudentes reflètent à leur façon l'état réel de la Russie d'avant la révolution et les traits profondément contradictoires qui la caractérisent. Immense pays de ruraux primitifs, ces moujiks si semblables aux vilains de notre Moyen-Age, elle est aussi le champ d'expansion d'un capitalisme moderne, aux formes américaines, employant un prolétariat fortement concentré dans de grandes usines modernes. Vastes propriétés nobles et communautés paysannes voisinent dans l'espace russe avec les monopoles industriels et financiers. Ce pays d'analphabètes est aussi celui d'une intelligentsia ouverte à tous les courants de pensée et qui a donné au monde quelques-uns de ses plus grands écrivains. Il est aussi, au début du XX^e siècle, le dernier bastion de l'autocratie, et sera le premier champ de bataille victorieux d'une révolution ouvrière.

C'est une autre banalité que de dire que la Russie, intermédiaire entre l'Europe et l'Asie sur la carte, l'est aussi par toutes ses structures. En fait, ce double caractère, européen et asiatique, se retrouve non seulement dans l'histoire, mais dans la vie sociale de la Russie. Née dans les clairières de la forêt tempérée, la civilisation russe a eu devant elle temps et espaces presque infinis. Jusqu'au XX^e siècle, c'est la lenteur de son évolution qui paraît être la clef de son histoire - ainsi s'explique le caractère arriéré de son économie, celui, primitif, de sa structure sociale, la médiocrité de son niveau culturel. C'est un monde vaste, aux ressources abondantes, mais immobile et figé, qui prend au XIX^e siècle, pendant la guerre de Crimée, la mesure de la civilisation occidentale : le tsar Alexandre II peut éprouver alors les faiblesses de son empire et comprendre que la force d'inertie n'est plus capable de le mener aux victoires dont il rêve. En ce sens, l'évolution de la Russie au siècle dernier ne diffère que peu de celle des pays arriérés, coloniaux et semi-coloniaux, « sous-développés », comme on dit aujourd'hui. Le problème, pour elle, au début du siècle, est le même que celui qui se pose aujourd'hui à tant d'états africains, asiatiques ou sud-américains : l'assimilation par le pays arriéré des techniques et des structures des pays et des sociétés les plus avancées entraîne le développement simultané de phénomènes dont l'histoire avait enregistré auparavant ailleurs la succession, ce qui, par des combinaisons multiples, provoque un rythme de développement et des conjonctions originales. C'est là ce que les marxistes - les seuls à avoir donné une explication scientifique de ce processus - ont appelé la « loi du développement combiné ». que Trotsky a définie comme « le rapprochement des diverses étapes, la combinaison de formes distinctes, l'amalgame de formes archaïques avec les plus modernes »¹, et qui constitue finalement la seule explication sérieuse de la révolution russe. L'ancien régime, en quelques mois, a cédé la place à un parti ouvrier socialiste; celui-ci avait su prendre la tête d'une révolution qui associait, comme écrit le même Trotsky, « une guerre de paysans, c'est-à-dire un mouvement qui caractérise l'aube du développement bourgeois, et une insurrection prolétarienne, c'est-à-dire un mouvement qui signale le déclin de la société bourgeoise »².

Une économie arriérée.

La Russie de la fin du XIX^e siècle - le premier recensement date de 1897 - compte 129 millions d'habitants. Elle en a plus de 160 en 1914. Le taux de natalité atteint 48 pour 1000. Sa population augmente de plus de deux millions par an pendant cette période.

Or 87 % des Russes vivent à la campagne, 81,5 % sont des paysans. Les parcelles deviennent plus petites quand les hommes se font plus nombreux - en 1900, leur superficie moyenne est inférieure de 55 % à ce qu'elle était en 1861. Aussi l'espace cultivé est-il aussi restreint qu'en Europe.

Et il l'est de façon aussi extensive et plus rudimentaire qu'en Amérique du Nord. Agriculteur aux techniques primitives, le paysan russe n'a nulle part dépassé la pratique de l'assolement triennal, amputant ainsi l'espace dont il pourrait disposer, et la pression démographique le contraint de plus en plus fréquemment à une culture continue, dévastatrice à brève échéance. Sa pauvreté, l'urgence des besoins qui l'ont contraint à renoncer en règle générale à l'élevage, le privent, en même temps, du fumier et de la force de travail du bétail. Ses outils, charrues notamment, sont le plus souvent en bois. Les rendements sont très faibles, le quart des rendements anglais, la moitié des rendements français; ils sont sensiblement égaux à ceux de l'agriculture indienne. Entre 1861 et 1900, ils diminuent encore de 60 à 80%, le nombre de paysans sans chevaux ne cessant d'augmenter. Pendant l'hiver 1891-92, la famine touchera trente millions d'individus, faisant 100 000 victimes sur un espace de 500 000 kilomètres carrés. La Russie devrait importer du blé pour nourrir une population croissante. Or, par la volonté de ses gouvernants, elle est un pays exportateur. Les céréales, dont la moitié de sa production de blé, et les produits alimentaires représentent 50 % de ses exportations, et l'essentiel du solde, 36 %, est constitué par des matières premières. Parce qu'elle est un pays d'économie agricole arriérée, la Russie est ainsi dans une étroite dépendance à l'égard du marché mondial.

Le phénomène est aussi net dans le domaine de l'industrie. Le tiers des importations russes consiste en produits manufacturés de l'industrie occidentale. L'industrie russe, née au XVIII^e siècle de la volonté d'« occidentalisation » des tsars, a très tôt végété, sur la baie du travail servile. La « raison d'Etat », au XIX^e, lui a donné une impulsion nouvelle. Les réformes sociales d'Alexandre II lui ont frayé la route : libérée du carcan du servage, la main-d'œuvre paysanne peut désormais affluer vers les entreprises industrielles où le rendement du travail « libre » est infiniment supérieur à celui du travail « servile ». Malgré la faiblesse du marché intérieur que ne parvient pas à compenser un étroit protectionnisme, elle bénéficie de l'apport des techniciens et des capitaux étrangers qui permettent un début d'équipement en moyens de communication dans la

¹ TROTSKY, *Histoire de la révolution russe*, t. I, p. 21

² TROTSKY, *ibidem*, t. I, p. 86.

dernière moitié du siècle. Après 1910, elle bénéficie des commandes massives d'armement et, dans une certaine mesure, de l'extension du marché intérieur avec le développement des villes et de la vie urbaine. En 1912, elle produit quatre millions de tonnes de fonte, neuf millions de tonnes de pétrole, vingt mille tonnes de cuivre, les neuf dixièmes du platine produit dans le monde. En fait, cette industrie, voulue, encouragée et même, à certains égards, créée par l'Etat tsariste, lui échappe largement : ce sont des sociétés anglaises qui contrôlent l'extraction du platine, des capitaux français et belges qui dominent - plus de 50% - dans l'ensemble des investissements de l'industrie du Donetz, des capitaux allemands qui contrôlent l'électrotechnique. Dans ces conditions, le commerce extérieur est étroitement subordonné au marché mondial et dépend même, dans une large mesure, directement de capitalistes et intermédiaires étrangers. Ainsi que l'écrit le professeur Portal, « c'était le capitalisme international dans son ensemble qui faisait de la Russie, à forcer un peu les termes, une sorte de colonie économique »³.

Une structure sociale primitive.

La société russe d'avant la révolution, ce sont, bien entendu, avant tout, les moujiks. Alexandre II les a libérés du servage, leur a attribué une partie des terres qu'ils cultivaient et qu'ils doivent maintenant racheter - la communauté villageoise, le *mir*, doit assurer la redistribution périodique des lots pour maintenir leur égalisation. Mais ils s'amenuisent sous la pression démographique. L'impôt dû au tsar et l'annuité pour le rachat pèsent lourdement sur l'exploitation paysanne. C'est là la condition de quelque cent millions de paysans qui se partagent 60 % du sol : le reste appartient à la couronne, pour une faible part à la bourgeoisie urbaine, et surtout à la noblesse terrienne. Après avoir défendu le mir comme une institution séculaire, garantie du conservatisme du moujik, le gouvernement tsariste s'est résolu à le « casser », avec les réformes de Stol : trois millions et demi de paysans étaient propriétaires en 1906, il y en a cinq millions en 1913, dont les propriétés couvrent un sixième de la superficie totale. Comme la population n'a cessé d'augmenter, la faim de terre n'a pas diminué. Dans l'état de la technique, il faut de six à douze hectares pour le strict entretien d'une famille paysanne. Or, 15 % des paysans n'ont pas de terre du tout, 20 % ont moins de douze hectares, 35 % seulement ont une terre qui assure leur subsistance. Compte tenu des usuriers et des mauvaises récoltes, 40 à 50 % des familles paysannes ont un revenu inférieur à ce qu'on peut appeler le « minimum vital ». Elles sont, de plus, endettées pour des années, toujours obligées qu'elles sont de vendre au plus bas prix, dès la récolte, faute de réserves, toujours à la merci d'une mauvaise année ou d'un créancier exigeant. La minorité de paysans cossus, les *koulaks*, ne représente pas plus de 12 % du total. Enfin, 140 000 familles nobles possèdent le quart des terres. Au début du XX^e siècle, on note une tendance nette à la diminution de la propriété des nobles, le plus souvent au bénéfice du koulak, intermédiaire entre le propriétaire noble et les métayers ou salariés qu'il emploie.

L'énorme majorité, 80 % au moins, des paysans, sont illettrés, et l'influence des prêtres de campagne, les popes, médiocres, ignorants et souvent malhonnêtes, s'exerce dans le sens de l'obscurantisme. Le moujik vit depuis des siècles à la limite de la famine, dans une superstitieuse résignation. Il courbe humblement l'échine et se sent infiniment petit devant la toute-puissance de Dieu et du Tsar. Parfois, pourtant, peur et humiliation se changent en rage, et l'histoire agraire russe est une succession de brèves mais sauvages jacqueries féroce ment réprimées. En ce tournant du siècle, la faim de terre grandit au même rythme que le nombre de bouches à nourrir. Le moujik peut d'autant moins ignorer les terres des nobles qu'il y travaille souvent. Sa lutte pour la terre sera l'un des moteurs les plus puissants de la révolution de 1917.

Les statistiques permettant d'évaluer le nombre d'ouvriers sont d'autant plus incertaines qu'une masse d'hommes, trois millions peut-être, oscillent en permanence entre l'activité industrielle et l'activité rurale. C'est une véritable main d'œuvre flottante, passant des années, parfois des mois seulement ou des semaines à travailler en ville sans abandonner pour autant le cadre familial et le milieu social rural. Les ouvriers proprement dits sont environ un million et demi en 1900, trois millions en 1912. Rares, sauf peut-être à Saint-Petersbourg, sont ceux qui ne sont pas fils de paysans, n'ont pas encore, à la campagne, de proches parents paysans qu'ils aident ou qui leur fournissent quelque secours quand ils chôment. Ils sont souvent proches d'eux, par leur niveau culturel et leur mentalité. Illettrés et superstitieux, soumis d'ailleurs à des conditions de travail extrêmement dures. Les lois qui limitent la durée de la journée de travail à onze heures et demie en 1897, à dix heures en 1906 ne sont, en fait, pas appliquées. Les salaires sont très bas, bien inférieurs à ceux de l'Europe ou de l'Amérique. Ils sont fréquemment payés en nature, au moins partiellement, système qui permet au patron de substantiels bénéfices, de même que la généralisation et la lourdeur des amendes infligées pour des manquements à la discipline du travail, et qui abaissent, en moyenne, les salaires de 30 à 40 %. Les taux varient énormément d'ailleurs d'une région et même d'une ville à l'autre.

Les ouvriers constituent pourtant une force autrement redoutable que la masse paysanne qui les écrase de son nombre. Très unis, car les salaires sont uniformément bas et les privilégiés rares, ils sont groupés dans de grosses entreprises. En 1911, 54% des ouvriers russes travaillent dans des usines employant plus de 500 ouvriers, alors que le chiffre pour les Etats-Unis est de 31% ; 40 % dans des entreprises employant de 50 à 500 ouvriers; moins de 12 % seulement dans des entreprises de moins de 50 ouvriers. A la différence du paysan, enfermé dans un cadre borné, les ouvriers circulent, passent d'une usine, d'une ville, d'un métier à un autre, bénéficient d'un horizon plus large. Par sa concentration, ses conditions de travail, de vie, le caractère moderne des machines qu'elle utilise et de son activité sociale, la classe ouvrière russe constitue un prolétariat moderne, plus spontanément porté à la révolte et à la lutte violente qu'à la négociation et au marchandage, plus fruste, mais plus combatif que celui d'Europe occidentale, lié au monde rural et encore uni, sans véritable « aristocratie ouvrière » de spécialistes.

C'est une poignée de familles qui constitue l'oligarchie financière et contrôle l'activité industrielle. La crise de 1901-1903 a accéléré le phénomène de concentration et a mis l'industrie aux mains des monopoles. Ainsi, dans la métallurgie, la société de vente *Prodamet*, fondée en 1903, devenue un véritable trust de l'acier, contrôle-t-elle 17 % des entreprises, soit les trente plus importantes, 70 % du capital, plus de 80 % de la production, occupant 33 % de la main-d'œuvre. A la veille de la guerre, elle est présidée par Poutilov, par ailleurs président du conseil d'administration de la Banque Russo-Asiatique, dominée par des capitaux français (60 %), étroitement lié au groupe Schneider et en rapports suivis d'affaires avec Krupp. Dans les entreprises de l'industrie textile, les capitalistes russes ont le plus souvent la majorité, mais en règle générale les entreprises industrielles

³ PORTAL, *La Russie de 1894 à 1914*, p. 34.

sont dominées par les banques, et les banques elles-mêmes par des capitaux étrangers. Ces derniers constituent 42,6 % de ceux des dix-huit plus grandes banques : le Crédit lyonnais, la Banque allemande pour le commerce et l'industrie, la Société générale belge sont les véritables maîtresses du crédit, et, par lui, de l'industrie russe⁴.

Il n'y a donc pas de véritable bourgeoisie russe, mais - et c'est encore un trait commun à tous les pays arriérés - une oligarchie qui mêle étroitement, dans une même dépendance à l'égard de l'impérialisme étranger, capitalistes et propriétaires; ceux-ci se retrouvent également au sommet de l'appareil d'Etat. En 1906, vingt dignitaires du Conseil d'Empire possèdent 176 000 hectares de terres arables, soit une moyenne de 8 000 par famille. Ainsi que l'écrit le professeur Portal, « l'administration supérieure, dans son ensemble, se recrutait parmi la noblesse foncière »⁵, et les travaux de Liachtchenko ont montré la compénétration entre les sommets de la bureaucratie et de la noblesse d'une part, et ceux des sociétés industrielles et bancaires, d'autre part : des grands-ducs sont actionnaires des chemins de fer et les ministres et hauts fonctionnaires quittent le service de l'Etat pour celui des banques quand ils ne se contentent pas simplement de les servir dans leurs fonctions officielles. C'est le caractère étroit de la bourgeoisie russe, sa connexion avec l'aristocratie terrienne, sa faiblesse économique par rapport à la bourgeoisie mondiale dont elle dépend, qui sont l'un des traits les plus caractéristiques de la société russe. Entre l'oligarchie et la masse des ouvriers et des paysans ne s'intercale qu'une poussière de classes moyennes, petits bourgeois des villes, koulaks des campagnes, intelligentsia des professions libérales, de l'enseignement, et, dans une certaine mesure, des couches inférieures de la bureaucratie. Privilégiées par rapport aux masses du fait de leurs possibilités d'accès à la culture, tenues à l'écart de toute décision politique par l'autocratie, ces couches sont traversées de courants divers et subissent des influences contradictoires sans pouvoir aspirer, faute d'assises, à un rôle indépendant devant lequel, d'ailleurs, elles reculent le plus souvent, à cause de leurs contradictions.

L'autocratie.

L'Etat tsariste, lui aussi, est le fruit du développement combiné et le résultat de la lenteur de l'évolution russe. En face d'une Europe en pleine expansion économique, il s'est maintenu en monopolisant la plus grande partie de la fortune publique, en tenant étroitement en bride des classes possédantes dont il a réglementé la formation, et qu'il gouverne par une sorte de despotisme à l'orientale. Au XVII^e siècle, il s'impose aux nobles et leur livre en échange la classe paysanne par l'institution du servage. C'est lui qui donne à l'industrie son premier élan, entame la modernisation avec les réformes de 1861, et, abolissant le servage, ouvre la voie aux nouvelles transformations économiques et sociales. Disposant d'une stricte hiérarchie de fonctionnaires à la fois soumis et arrogants, serviles et corrompus, d'une police moderne, très au fait des méthodes de surveillance, de corruption et de provocation, il semble d'une solidité à toute épreuve, un rempart inexpugnable contre toute subversion et même toute libéralisation. A la fin du XIX^e siècle, cependant, la contradiction s'accroît entre les besoins du développement économique, l'expansion industrielle, la libre concurrence et ses exigences, la croissance du marché intérieur, et les conditions de la vie politique qui empêchent tout contrôle sur le gouvernement de la part de ceux-mêmes qui l'estimeraient indispensable à leur activité économique. L'autocratie tsariste exerce une véritable tutelle sur la vie économique et sociale du pays, justifie ses méthodes de coercition par une idéologie paternaliste de droit divin. Une circulaire de 1897 sur l'inspection du travail ne menace-t-elle pas de peines administratives les directeurs d'usine qui auraient satisfait aux revendications de grévistes ? Convaincu du caractère sacré, non seulement de ses fonctions, mais encore de l'ensemble de la structure sociale existante, le tsar Nicolas II croit accomplir sa mission divine en interdisant à ses sujets toute initiative, n'attendant d'eux que la soumission à l'ordre établi ; il sera impuissant et irrésolu face à la crise révolutionnaire. Après un étincelant parallèle entre 1917 et 1789, Louis XVI et Nicolas II, Trotsky écrit de ce dernier : « Ses infortunes provenaient d'une contradiction entre les vieilles visées que lui avaient léguées ses ancêtres, et les nouvelles conditions historiques dans lesquelles il se trouvait placé »⁶.

Les forces politiques en présence.

En fait, le tsar et ses partisans, les Cent-Noirs organisateurs de pogroms, sa police et ses fonctionnaires, pouvaient, à la rigueur, gagner du temps par la répression, le recours systématique à la diversion, la « russification » des peuples non russes et l'utilisation du chauvinisme russe. La faim de terre du paysan le poussait inexorablement vers les domaines des nobles, quand bien même elles ne pouvaient suffire à l'apaiser. L'action ouvrière, dans ses revendications même les plus mineures, se heurtait en toute occasion à la puissance de l'Etat autocratique, rempart des capitalistes et gardien de l'ordre. Une « modernisation alignant la société russe sur le modèle occidental eût supposé de longues décennies de différenciation sociale dans les campagnes, la création d'un vaste marché intérieur dont la destruction des propriétés nobiliaires et la suppression des charges paysannes étaient des conditions nécessaires, si non suffisantes ; elle eût supposé, en outre, un rythme d'industrialisation que la faiblesse même du marché intérieur rendait insoutenable, et qui ne répondait d'ailleurs pas aux intérêts des capitaux étrangers prédominants. La modernisation de l'agriculture, malgré l'exemple prussien, paraissait impossible sans cette industrialisation. L'impérialisme et la recherche de débouchés extérieurs eussent pu remplir le double rôle de diversion et de soupape de sûreté que d'aucuns lui assignaient. Mais, dans le monde au développement inégal, ces ambitions se heurtaient - la malheureuse guerre contre le Japon en était la preuve - à des concurrences extérieures redoutables et accroissaient en définitive les risques d'ébranlement intérieur.

On comprend, dans ces conditions, la faiblesse des libéraux russes. Le mouvement libéral, né au sein des *zemstvos*, les assemblées de district, domaine des notables, n'avait et ne pouvait avoir d'autre programme que politique, la limitation de l'absolutisme monarchique, son adaptation aux conditions économiques nouvelles par l'association aux responsabilités de couches sociales plus larges de possédants. Le parti constitutionnel-démocrate, KD, qui sera surnommé « Cadet », né officiellement en 1905, dont l'historien Milioukov est à la fois le porte-parole et le théoricien, escompte une évolution pacifique,

⁴ Lyaschcenkoo, *History of the national economy of the U.S.S.R.*, pp. 678-708.

⁵ PORTAL, *op. cit.*, p. 23.

⁶ TROTSKY, *op. cit.*, t. I, p. 146.

à l'occidentale, qu'il attend de la libéralisation du régime. Il est étranger, et, dans une large mesure, hostile aux revendications plus concrètes et plus immédiates des masses paysannes et des ouvriers que préoccupe la lutte quotidienne contre un patronat défendu par l'Etat. Menacé en fait par le « Quatrième Etat », ce Tiers-état renoncera à la lutte dès les premières concessions de l'autocratie, en 1905, pour ne pas jouer le rôle de l'apprenti-sorcier; il se trouve, bon gré mal gré, amené à se rapprocher de l'oligarchie, contre la menace commune de l'action ouvrière et paysanne.

En fait, face à un régime qui - comme l'a dit Alexandre II, qu'aucun de ses successeurs ne songera à démentir - n'admet de se transformer lui-même par en haut que pour ne pas subir une révolution venue d'en bas, qui, sous peine de suicide, ne peut autoriser quelque forme d'opposition, aussi pacifique soit-elle, contre lui-même, il n'est d'autre voie que celle de la violence révolutionnaire. Les premiers révolutionnaires russes, les populistes - *narodniki* - ont espéré, attendu, tenté de préparer une révolution paysanne dont la promesse leur semblait contenue dans les luttes séculaires et la masse des moujiks. Sensibles aux particularités nationales et aux traditions, anxieux de rester fidèles à l'âme populaire, tout en créant un monde plus juste et plus fraternel, ils ont vu dans le mir et dans les usages communautaires le signe d'une certaine prédestination du peuple russe, le point de départ et la base possible d'un socialisme de type agraire. Pourtant, leur croisade en direction du peuple les a déçus : dans leur effort de propagande, ils ont pris conscience de l'immense obstacle constitué par l'ignorance et l'apathie des masses rurales et leur éparpillement. C'est cette expérience qui les a engagés dans la voie du terrorisme, méthode d'action proche d'ailleurs de celles qu'emploie spontanément la masse rurale paupérisée et asservie. Finalement, leur impuissance à mobiliser par leur parole les millions de moujiks, leur impatience aussi de secouer le joug intolérable de l'autocratie, les ont conduits à exalter l'action individuelle, le rôle de l'exemple et du geste, le sacrifice des héros.

Ce sont eux qui, au début du XX^e siècle, inspirent le parti socialiste-révolutionnaire, continuateur du populisme par sa foi dans le rôle révolutionnaire de la paysannerie dans son ensemble et dans le terrorisme politique comme méthode d'action. Ceux qui deviendront bientôt les sociaux-révolutionnaires - les s.r. comme on dit familièrement - nuancent leurs idées sous l'influence du développement économique, acceptent de faire une place, parmi les forces révolutionnaires, au prolétariat industriel, admettent que la différenciation qui s'opère au sein de la paysannerie y provoque des réflexes politiques divergents. Le « socialisme constructif » que défend au début du siècle Victor Tchernov, familier du socialisme occidental, envisage deux phases nécessairement successives de la révolution. Le programme des s.r., distinguant des revendications minima et des revendications maxima, facilitera l'approche du « socialisme populiste » par les couches petites-bourgeoises. C'est seulement une deuxième phase révolutionnaire qui doit réaliser le socialisme agraire sur la base du mir. La tâche immédiate est la construction d'une république démocratique. La grande majorité de l'intelligentsia, une importante fraction de la petite bourgeoisie forment les cadres de ce parti dont le soutien de masses sera assuré par les paysans : rien d'étonnant à ce que s'y trouvent côte à côte des nationalistes exaltés, des démocrates avancés, des révolutionnaires paysans proches des libertaires et des libéraux à la recherche d'un soutien populaire.

Mais l'évolution qui modernise ainsi les thèses populistes nourrit en même temps l'opposition de leurs adversaires à l'intérieur du camp révolutionnaire. Le marxisme se répand en Russie à l'époque du développement de la grande industrie et de la croissance du prolétariat. Son plus éminent représentant sera Georges Plékhanov, ancien populiste, qui fonde en 1881, sous le titre de « L'Emancipation du travail », le premier groupe marxiste russe. C'est lui qui traduit et diffuse en russe les principaux ouvrages de Marx et Engels, et, surtout, engage contre les populistes la lutte idéologique créant les prémisses de la victoire ultérieure des social-démocrates sur les s.r. Critiquant la conception populiste d'un développement privilégié et original de l'économie et de la société russes qui lui permettraient de passer au « socialisme » en évitant le stade du capitalisme industriel, Plékhanov s'attache à démontrer que le développement capitaliste est une étape inévitable et quelle crée, en engendrant le prolétariat industriel, la force qui permettra de renverser le capitalisme dans une étape ultime et d'assurer la victoire du socialisme sur la base du développement des forces de production. Ce sera la grande idée des social-démocrates que le prolétariat, malgré son petit nombre, du fait de sa concentration et de ses conditions de travail qui favorisent conscience de classe et organisation, jouera le rôle d'avant-garde qu'ils se refusent à attribuer à la masse paysanne informe et en cours de décomposition sous l'influence du développement capitaliste. Plékhanov, dans sa polémique, s'en prend tout particulièrement à la conception populiste du rôle des individus dans l'histoire : il soutient qu'ils ne peuvent jouer de rôle décisif que lorsque leur action s'exerce dans le sens du développement objectif des forces économiques et sociales, et condamne *ipso facto* un terrorisme qui s'appuie sur la volonté d'éveiller une masse paysanne historiquement condamnée à n'être qu'une arrière-garde.

Ainsi se définit, dans une large mesure contre le populisme, le courant marxiste russe. Aux yeux de l'observateur de l'époque, il peut, à bien des égards, paraître plus modéré : il accepte la perspective d'un développement capitaliste que certains des siens, les « marxistes légaux », iront jusqu'à soutenir en dépit des résistances ouvrières qu'il déclenche. Il condamne le terrorisme individuel qui semblait pourtant constituer la forme la plus extrême de l'action révolutionnaire. Ses perspectives, surtout, semblent à beaucoup plus lointaine échéance. Les s. r., partant de l'état présent du pays et d'une certaine conception de son passé, proposent l'action directe révolutionnaire immédiate. Les social-démocrates, eux, posent des principes pour l'action sur la base d'une analyse historique : la révolution qu'ils préparent se situe dans un avenir plus éloigné, au-delà, semble-t-il, d'une étape bourgeoise et capitaliste par laquelle la société russe doit inévitablement passer. Ils semblent, à bien des égards, constituer pour le régime une menace moins immédiate.

En réalité, derrière le radicalisme de leurs mots d'ordre, de leurs moyens d'action, les s. r. n'ont pas d'autre objectif qu'une démocratie politique dont les bases objectives semblent bien faire défaut. Les social-démocrates prônent et préparent une révolution sociale, c'est à dire, dans l'immédiat, appellent à l'organisation et l'action ouvrières, à la mobilisation pour la terre des paysans pauvres : ce faisant, ils mettent dès à présent en question l'équilibre de la société du lendemain, contribuent à accroître les contradictions réelles. Leurs perspectives, en outre, ne sont pas proprement russes, mais et c'est une force dans un empire qui opprime tant de nationalités diverses - internationales : elles reposent, non sur la prédestination d'un « peuple », mais sur la place occupée dans la production par une classe qui grandit dans tous les pays occidentaux avec la révolution industrielle. L'histoire montrera très vite que leur apparente modération recouvre des objectifs révolutionnaires infiniment plus radicaux : dans la situation du moment ils discernent, au-delà des apparences et des traditions, ce qui est révolu de ce qui est en train de naître. Dans les contradictions du présent, ils analysent le rapport de forces en train de se créer, afin de préparer l'avenir.

Or, au début du siècle, le mouvement social-démocrate russe est le seul qui, en Europe, n'ait pas encore réussi à créer un véritable parti ouvrier. Après les brillantes luttes théoriques menées par Plékhanov, le problème pratique se pose à ses élèves et à ses compagnons : plus que les autres, du fait même de l'immensité des obstacles que l'autocratie oppose à toute organisation, même à un niveau élémentaire, les social-démocrates de Russie vont s'attacher, en marxistes conséquents, à créer l'outil qui leur servira à transformer un monde qu'à la suite de Marx ils ne se contentent pas de vouloir interpréter. C'est le jeune Oulianov - Lénine - qui exprime le mieux cette recherche quand, après une expérience brève d'organisation, il écrit en émigration sa brochure sur *Les tâches des social-démocrates*. « Ne perdons pas un temps précieux, conclut-il. Les social-démocrates russes ont à fournir un immense effort pour satisfaire aux besoins du prolétariat qui s'éveille, pour organiser le mouvement ouvrier, pour fortifier les groupes révolutionnaires et leur liaison réciproque, pour pourvoir les ouvriers en littérature de propagande et d'agitation, pour rassembler les cercles ouvriers et groupes social-démocrates dispersés dans tous les coins de la Russie en un seul *parti ouvrier social-démocrate* » ⁷. C'est dans la recherche de leur instrument historique, dans la construction de leur parti, que les marxistes russes éprouveront d'abord leurs idées, leurs forces et leurs méthodes.

⁷ LENINE, *Œuvres choisies*, t. I, p. 170.

Chap. II - LE BOLCHEVISME AVANT LA REVOLUTION

Les références, souvent imprécises, au « parti bolchevique » avant la révolution de 1917, sont à l'origine d'une confusion fréquemment renouvelée entre trois organisations distinctes que l'histoire a étroitement entrelacées : le parti ouvrier social-démocrate russe, dont plusieurs fractions se disputent la direction entre 1903 et 1911; la fraction bolchevique dans ce parti; le parti ouvrier social-démocrate russe (bolchevique) fondé seulement en 1912. En réalité, le bolchevisme a été d'abord une certaine conception, formulée par Lénine, de la manière de constituer, en Russie, le parti ouvrier social-démocrate (nous dirions . révolutionnaire) nécessaire aux yeux de tous les socialistes de l'époque pour le renversement du capitalisme par la classe ouvrière et l'instauration d'un régime socialiste.

Les débats du parti social-démocrate russe.

Né d'un développement tardif du capitalisme, le mouvement ouvrier russe n'a vu aboutir que bien des années après celui d'Europe occidentale les efforts faits pour la création d'un parti ouvrier, dans des conditions, il est vrai, très différentes.

Les cités prolétariennes sont des îles au milieu de l'océan paysan. Toute organisation dépassant le niveau local est rendue pratiquement impossible par la répression. Les petits cercles socialistes qui se forment au cours des dernières années du XIX^e siècle dans les centres ouvriers sont décapités dès qu'ils sortent du cadre des discussions académiques. En 1896 la ligue de Moscou, en 1897 la ligue de Kiev, envisagent diverses mesures pour le rassemblement des organisations dispersées en un parti à l'échelle du pays, mais échouent. Ce sont les travailleurs juifs, plus instruits en général, plus cohérents du fait de leur position minoritaire, employés généralement dans des entreprises de petite dimension, qui, les premiers, parviennent à constituer une organisation à l'échelle du pays, le *Bund*, qui compte plusieurs milliers de membres. Il réunit en 1898, à Minsk, neuf délégués, dont un ouvrier, d'organisations social-démocrates de l'Empire, dont les ligues de Moscou, Saint-Pétersbourg, Kiev et Ekaterinoslav. cette assemblée s'intitule « premier congrès du parti ouvrier social-démocrate russe », rédige ses statuts et un manifeste, élit un comité central de trois membres. Mais, s'il est fondé, le parti n'est pas créé : comité central et congressistes sont presque immédiatement arrêtés. Le titre de « parti » subsiste comme l'étiquette commune de cercles et d'organisations aux limites plus ou moins nettes, pratiquement indépendants les uns des autres.

Renonçant alors à construire le parti ouvrier par le bas, à partir des cercles locaux, un groupe d'intellectuels émigrés va tenter, à l'inverse, de le construire par le haut, à partir d'un centre situé à l'étranger, donc à l'abri de la police, et en publiant, pour toute la Russie, un journal politique qui constituerait, grâce à un réseau clandestin, le centre et l'instrument de l'unification en parti des diverses organisations.

L'*Iskra* et *Que faire* ?

Les premiers marxistes russes du « groupe pour la libération du travail », fondé en émigration en 1883, Georges Plékhanov, Véra Zassoulitch, Paul Axelrod, seront le noyau de cette entreprise avec ceux de la deuxième génération marxiste, leurs cadets du groupe « Ligue d'émancipation de la classe ouvrière », de 1895, Vladimir Illitch Oulianov, bientôt dit Lénine, et Jules Martov, revenus de Sibérie en 1898. Le 24 décembre 1901 paraît à Stuttgart le premier numéro de leur journal, l'*Iskra* (L'Étincelle), dont l'épigraphe ambitieuse annonçait les intentions : « De l'étincelle jaillira la flamme ». Il se donne pour but de « concourir au développement et à l'organisation politiques de la classe ouvrière ». Il offre aux organisations clandestines de Russie un programme et un plan d'action, des mots d'ordre politiques et des directives pratiques pour une organisation clandestine, chargée d'abord de la diffusion du journal et que contrôle la compagne de Lénine, Nadieïda Kroupskaïa. A cette date, les ouvriers russes semblent en train de s'éveiller à la lutte revendicative : grèves et mouvements variés se multiplient. et les émissaires de l'*Iskra* - une dizaine au plus, au départ, trente au maximum en 1903 - parcourent le pays, nouent les liaisons avec les groupes locaux, recueillent les renseignements, fournissent les publications, sélectionnent aussi les militants d'envergure qu'ils font passer dans la clandestinité. « Membres d'un ordre errant qui s'élevait au-dessus des organisations locales, les considérant comme un champ d'action »¹, les iskristes cherchent à constituer un appareil central, un état-major des luttes ouvrières à l'échelle du pays, brisant les particularismes et l'isolement traditionnels, formant des cadres à une vue d'ensemble.

L'entreprise va être justifiée, sur le plan théorique, par le premier ouvrage de Lénine sur le problème du parti, *Que faire?*, publié à Stuttgart en 1902. Toute la vigueur du jeune polémiste est dirigée contre ceux des socialistes qu'il baptise « économistes » et qui, se réclamant d'« un marxisme adapté aux conditions russes », nient la nécessité de construire un parti ouvrier social-démocrate dans un pays où le capitalisme ne s'est pas encore imposé. A leur thèse selon laquelle, « pour le marxiste russe, il n'y a qu'une solution, soutenir la lutte économique du prolétariat et participer à l'activité de l'opposition libérale », Lénine riposte en affirmant que l'action spontanée des ouvriers, limitée aux seules revendications économiques, ne peut les conduire automatiquement à la conscience socialiste, et que les théories « économistes » n'aboutissent qu'à placer le mouvement ouvrier naissant dans le sillage de la bourgeoisie. Il faut, selon lui - et c'est précisément la tâche entreprise par l'*Iskra* - introduire les idées socialistes dans la classe ouvrière, en construisant un parti ouvrier qui sera le champion de ses intérêts, son éducateur et sa direction. Dans les conditions russes du début du XX^e siècle, le parti ouvrier doit être formé à partir de révolutionnaires professionnels. Face à la police de l'Etat tsariste, l'arme principale du prolétariat sera l'organisation rigoureusement centralisée, étroite, disciplinée, et aussi secrète que possible, de militants clandestins, le parti « fer de lance de la révolution », à la fois état-major et avant-garde de la classe ouvrière.

¹ TROTSKY, *Staline*, p. 57.

Naissance de la fraction bolchevique

Le deuxième congrès du parti se tient en juillet et août 1903 à Bruxelles, puis Londres. Quatre ouvriers siègent parmi la cinquantaine de délégués. Les *iskristes* sont en majorité, et le parti adopte sans difficulté un programme rédigé par Plékhanov et Lénine où figure, pour la première fois dans l'histoire des partis social-démocrates, le mot d'ordre de la « dictature du prolétariat », définie comme la « conquête du pouvoir politique par le prolétariat », « condition indispensable de la révolution sociale ».

Mais les gens de l'*Iskra* se divisent sur la question du vote des statuts, où deux textes s'affrontent. Lénine, au nom des « durs », propose de réserver la qualité de membre du parti à tous ceux qui « participent personnellement à l'une de ses organisations », tandis que Martov, au nom des « mous », préfère une formule qui l'attribue à ceux qui « collaborent régulièrement et personnellement sous la direction d'une de ses organisations ». Ainsi s'ébauche une divergence profonde entre les partisans d'un parti largement ouvert, lié à l'intelligentsia, qui soutiennent Martov, et les partisans de Lénine, défenseurs d'une conception étroite du parti, avant-garde disciplinée de révolutionnaires professionnels. Le texte de Lénine recueille 22 voix, celui de Martov, soutenu par les délégués du Bund et les deux « économistes » présents, en obtient 28 et est adopté.

Pourtant, « durs » et « mous » de l'*Iskra* se retrouvent d'accord pour refuser au Bund l'autonomie qu'il réclame au sein du parti russe et pour condamner les conceptions des « économistes ». Les délégués du Bund et les « économistes » abandonnent alors le congrès : les « durs », qui détiennent du coup la majorité, peuvent désigner un comité de rédaction et un comité central, formés en majorité de partisans de Lénine. Ces derniers, désormais, seront les *bolcheviks*, les majoritaires, les « mous » devenant les *mencheviks*, les minoritaires.

C'est le début de la grande querelle. De ce différend, considéré par tous comme mineur, va naître une première scission du parti. Lénine, maître des organismes dirigeants, invoque la discipline et la loi de la majorité. Les *mencheviks*, qui considèrent cette majorité comme accidentelle, dénoncent sa volonté de faire subir au parti ce qu'ils appellent un « état de siège ». Bientôt, Martov a regroupé derrière lui la majorité des social-démocrates de l'émigration, dont le mot d'ordre est le rétablissement de l'ancien comité de rédaction de l'*Iskra*, où Lénine se trouverait en minorité. Plékhanov, qui, au congrès, avait été d'accord avec Lénine, penche pour la conciliation avec les *mencheviks* et finit, en acceptant la cooptation de quelques-uns d'entre eux au comité de rédaction, par leur rendre le contrôle du journal. Le comité central, formé, au congrès, d'une majorité de *bolcheviks*, penche également pour la conciliation.

Il échouera. Lénine, certes, a été profondément secoué par la crise, au lendemain du congrès, et une résistance à laquelle il ne s'attendait pas. Surprise et déception sont telles qu'il subit une dépression nerveuse. En quelques semaines, il se retrouve pratiquement isolé, bientôt exclu de l'*Iskra*, sans l'avoir voulu ni prévu. Il se ressaisit pourtant rapidement, surtout quand ses anciens camarades semblent abandonner leurs conceptions communes, et déclenche la contre-attaque. Par Kroupskaïa, il a conservé les fils de l'organisation clandestine en Russie : il se lance à la conquête des comités et réussit à organiser, en août 1904, une véritable direction des groupes bolcheviques, la première ébauche de la fraction bolchevique, le « bureau des comités de la majorité » qui, à partir de janvier 1905, publie son propre organe, *Vpériod* (En avant !). Ces succès lui permettent d'arracher au comité central, longtemps hésitant, la convocation d'un congrès du parti qui se tient à Londres au début de 1905.

Première scission de fait.

La caution du comité central permettra au congrès de s'intituler « troisième congrès du parti », alors qu'il est en fait purement bolchevique. Les 38 délégués, en majorité militants professionnels envoyés par les comités russes, approuvent les prises de position de Lénine dans sa polémique contre les *mencheviks*, la conception du parti centralisé que ses anciens amis de l'*Iskra* viennent d'abandonner, et son organisation dans la perspective de l'éclatement proche d'événements révolutionnaires en Russie. La fraction bolchevique, à cette date, est pourtant loin d'être monolithique : Lénine a déjà dû lutter pour rallier à son point de vue l'ingénieur Krassine, qui est la figure la plus marquante du comité central. Il se trouve en conflit au sein du congrès avec un groupe de militants de Russie qu'il surnommait les *komitetchiki* (« comitards »). Il se fait battre à deux reprises, le congrès refusant d'inclure dans les statuts l'obligation pour les comités du parti de comprendre une majorité d'ouvriers, et exigeant que le contrôle politique du journal soit exercé par le comité central clandestin, résidant en Russie. Le porte-parole des *komitetchiki*, le jeune Alexis Rykov, est élu membre de ce comité central, dont font partie également Lénine et ses deux lieutenants, Krassine et le médecin Bogdanov.

La scission semble entérinée : le congrès en rejette la responsabilité sur les *mencheviks* de l'émigration qui ont, selon lui, refusé de se soumettre à la discipline des organismes élus au III^e Congrès, et lance un appel aux *mencheviks* des organisations clandestines pour qu'ils acceptent la discipline de la majorité. En fait, une résolution secrète charge le comité central de travailler à la réunification. Les *mencheviks*, au même moment, ont réuni à Genève une assemblée des délégués des groupes de l'émigration refusant de reconnaître le congrès de Londres, elle ne prend pourtant que le titre de conférence. La porte reste ouverte, malgré les apparences.

La polémique, certes, s'est développée dans l'Internationale : la conception centraliste de Lénine est vivement attaquée par certains social-démocrates allemands, notamment le groupe de gauche de Rosa Luxembourg qui dénonce l'« absolutisme russe » et le « danger bureaucratique de l'ultra-centralisme »². Mais, en Russie même, Lénine a marqué des points précieux. La forme clandestine d'organisation centralisée est incontestablement la plus efficace ; elle permet de préserver les militants en les déplaçant quand ils sont menacés, de créer des centres nouveaux en y implantant des émissaires ; elle offre aux ouvriers des garanties de sérieux par sa définition stricte. Surtout l'organisation révolutionnaire bénéficie du développement du mouvement ouvrier : c'est vers elle que viennent les jeunes qui s'éveillent à la vie politique et que n'effraient pas les perspectives de répression, pas plus que le travail et l'éducation, étapes nécessaires d'une lutte que la classe, dans son

² R. Luxembourg, *Leninism or Marxism*, (traduction anglaise de *Questions organisationnelles de la social-démocratie russe*) (*Die Neue Zeit*, 1904, n° 22).

ensemble, envisage avec de plus en plus de confiance. En 1905, ils sont quelque 8 000 bolcheviks dans des organisations clandestines, implantés dans la plupart des centres industriels. De la révolution qui couve, Lénine attend qu'elle lui donne raison en apportant à son mouvement la force fraîche des jeunes générations et de l'initiative des masses ouvrières en action.

La révolution de 1905 et la réunification.

La révolution éclate effectivement en 1905, précipitant dans l'action politique au grand jour des centaines de milliers d'ouvriers. La manifestation pacifique des ouvriers de Saint-Petersbourg, le 5 janvier, avec icônes et banderoles, est accueillie à coups de fusils : il y a des centaines de morts et des milliers de blessés. Mais ce « dimanche rouge » reste une date : le prolétariat apparaît désormais à tous, y compris à ses propres yeux, comme une force avec laquelle il faut compter. Dans les mois suivants, l'agitation économique, puis politique, va entraîner dans des grèves tout type, des centaines de milliers d'ouvriers jusque-là résignés ou simplement passifs. Après les mutineries dans l'armée et la flotte - la célèbre *odyssée du Potemkine* -, elle culmine dans une grève générale au mois d'octobre. Face au danger, le tsar s'efforce de briser le front uni des forces sociales qui l'affrontent : son Manifeste satisfait les revendications politiques essentielles de la bourgeoisie, qui se rallie aussitôt et abandonne ses inquiétants alliés de la veille. Les ouvriers de Moscou se battent seuls du 7 au 17 décembre, mais ils sont impuissants face à une armée bien reprise en mains ; le paysan sous l'uniforme accomplit sans faiblir la tâche répressive que lui assigne l'autocratie. Le mouvement révolutionnaire sera liquidé en quelques mois, secteur après secteur, et les organisations ouvrières durement frappées. La défaite est pourtant riche d'enseignements, car le déroulement des événements a posé tous les problèmes que les socialistes doivent résoudre, en premier lieu celui du parti.

En fait, les bolcheviks ne se sont que lentement adaptés aux conditions révolutionnaires nouvelles : les conspirateurs ne savent pas, du jour au lendemain, se faire orateurs et rassembleurs de foules. Ils sont notamment surpris par l'apparition des premiers conseils ouvriers, les *soviets*, élus dans les usines, puis les quartiers, qui s'étendent au cours de l'été à toutes les grandes villes et y dirigeront le mouvement révolutionnaire. Ils ne comprennent que tardivement le rôle qu'ils peuvent jouer, l'intérêt qu'ils présentent pour y accroître leur influence et y lutter pour la direction des masses. Les mencheviks, au contraire, se laissent plus facilement emporter par un courant dans lequel ils se fondent. Le seul social-démocrate de premier plan qui jouera un rôle dans cette première révolution soviétique est le jeune Bronstein, dit Trotsky, coopté autrefois, sur l'insistance de Lénine, au comité de rédaction de *l'Iskra*, mais qui, au II^e Congrès, s'est rangé au côté des mencheviks et a vivement critiqué les conceptions - jacobines -, de Lénine à propos de ce qu'il appelle « la dictature sur le prolétariat »³. En désaccord avec les mencheviks de l'émigration, il devient, grâce à son influence sur le groupe menchevik de Pétersbourg et ses immenses qualités personnelles, vice-président, puis président du soviét de la capitale sous le nom de Ianovski. Son action pendant la révolution et son attitude devant les juges qui le condamnent lui valent un prestige immense. Les bolcheviks de Pétersbourg, que dirige Krassine, font pâle figure à ses côtés.

L'organisation bolchevique se transforme rapidement pendant cette période : l'appareil clandestin demeure, certes, mais la propagande se développe et les adhésions se multiplient. La structure se modifie - les élections de responsables apparaissent. Les nouveaux, d'ailleurs, comprennent mal l'importance des désaccords passés. De nombreux comités bolcheviques et mencheviques fusionnent, sans attendre une décision centrale, que chacun réclame. Fin décembre 1905, une conférence bolchevique se tient à Tammerfors, en Finlande. Les délégués - au nombre desquels figure, sous le nom d'Ivanovitch, le futur Staline - décident, contre Lénine, de boycotter les élections promises par le gouvernement tsariste. Grèves et insurrection sont à l'ordre du jour, et c'est dans le même esprit qu'ils adoptent le principe de la réunion dont, quelques jours plus tard, Lénine et Martov jettent les bases. Martov accepte d'inclure dans les statuts la formule rédigée au II^e Congrès par Lénine et qui fut à l'origine de la scission. Les organisations locales des deux fractions élisent des délégués au congrès d'unification sur la base de deux plates-formes, avec représentation proportionnelle au nombre des voies obtenues par chacune.

La fraction bolchevique dans le parti unifié.

Au moment où le congrès d'unification se réunit à Stockholm, en avril 1906, le reflux a partout commencé en Russie. Les dirigeants du soviét de Saint-Petersbourg sont en prison, l'insurrection des ouvriers de Moscou vient d'être réprimée. De nouvelles divergences apparaissent sur l'analyse du passé comme sur les tâches présentes. Les bolcheviks veulent boycotter les élections à la III^e douma. Nombre de mencheviks pensent, avec Plékhanov, qu'« il ne fallait pas prendre les armes » et veulent orienter le parti vers l'action parlementaire. Ni les uns ni les autres ne pensent pourtant à revenir en arrière et à perpétuer la scission. Lénine, selon le témoignage de Kroupskaïa, pense que les mencheviks vont, très vite, admettre leurs erreurs. Il escomptait, selon elle, qu'« un nouvel essor de la révolution les entraînerait et les réconcilierait avec la politique bolchevique »⁴. Aussi est-ce bien la réunification qui est décidée - 62 délégués mencheviques, représentant 34 000 militants, 46 bolcheviques, en représentant 14 000, décident la reconstitution du parti, dans lequel ils admettent le Bund et les partis social-démocrates letton et polonais. Le comité central élu comprend deux Polonais, un Letton, sept mencheviks et trois bolcheviks, Krassine, Rykov et Desnitski. Vingt-six « délégués de l'ancienne fraction bolchevique », dont Lénine, déclarent que, malgré leurs divergences avec la majorité du congrès, ils sont hostiles à toute scission et continueront à défendre leurs positions afin de les faire triompher dans le parti. La fraction bolchevique sera bientôt dirigée par un « centre », clandestin par rapport au parti. Elle aura une tribune avec *Proletari* (Le Prolétaire), l'organe du comité de Saint-Petersbourg, que dirige un militant de vingt-cinq ans, Radomylski, dit Zinoviev.

Dans les mois qui suivent, ses progrès sont rapides à l'intérieur du parti. Le désaveu par certains mencheviks de l'action insurrectionnelle de 1905, le déclin des soviets, qui laisse de nombreux cadres ouvriers libres de se consacrer à un travail de parti, l'acharnement enfin des bolcheviks et la cohésion de leur organisation de fraction, parviennent à renverser le rapport de forces. Le congrès de Londres, réuni en mai 1907, est élu par 77 000 militants du parti russe ; il comprend, outre 44 délégués

³ TROTSKY, *Nos tâches politiques* (1905), pamphlet traduit et cité par Deutscher, *The prophet armed*, pp. 88-92.

⁴ Cité par TROTSKY, *Staline*, p. 143.

du Bund, 26 Lettons, 45 Polonais, 175 délégués russes divisés en 90 bolcheviks et 85 mencheviks. Avec l'appui des social-démocrates lettons et polonais, les bolcheviks s'assurent la majorité contre la coalition des mencheviks et des bundistes. Parmi les bolcheviks élus au comité central figurent Bogdanov, Rykov et Zinoviev. Le congrès introduit dans ses statuts le principe du « centralisme démocratique » : les décisions prises après une large discussion sont applicables strictement, et la minorité doit toujours se soumettre aux décisions de la majorité. Comme garantie de la liberté des décisions et du contrôle démocratique du centre, on décide la tenue d'un congrès annuel et de conférences trimestrielles rassemblant chaque fois des délégués élus pour la circonstance. Malgré sa victoire, Lénine, qui prévoit des « temps difficiles », où il faudra « la force de la volonté, l'endurance et la fermeté d'un parti révolutionnaire trempé pour savoir résister au doute, à la faiblesse, à l'indifférence, au désir d'abandonner la lutte »⁵, maintient et renforce la fraction ; après le congrès, les délégués bolcheviks élisent un centre de 15 membres; celui-ci est destiné à diriger la fraction, qui n'est d'ailleurs pas, pour Lénine, l'embryon d'un parti nouveau, mais « un bloc pour faire appliquer, dans le parti ouvrier, une tactique déterminée »⁶.

La réaction.

Les événements vont bientôt donner raison au pessimisme de Lénine. Le mouvement ouvrier s'affaisse; 1905 avait vu 2 750 000 grévistes, et 1906, 1 750 000; 1907 n'en verra plus que 750 000; 1908, 174 000; 1909, 64 000; et 1910, 50 000. Au milieu de 1907, le gouvernement Stolypine décide d'abattre le mouvement socialiste. La conjoncture est favorable : les répercussions en Russie de la crise mondiale, le chômage et la misère permettent au tsarisme d'utiliser le reflux pour essayer de liquider les éléments d'organisation. La répression se déchaîne, les comités sont démantelés par les arrestations. Le moral des ouvriers s'effondre, beaucoup de militants abandonnent leur activité. De plusieurs milliers à Moscou en 1907, ils ne sont plus que 500 à la fin de 1908, 150 à la fin de 1909 - il n'y a plus d'organisation en 1910. Pour l'ensemble du pays, les effectifs passent de presque 100 000 à moins de 10 000. Dans ce qui reste du parti, d'ailleurs, les désaccords s'accroissent entre les fractions qui s'émiettent. Seule l'extrême décomposition générale empêche d'autres scissions formelles le désir de conciliation à tout prix naît de l'impuissance et semble prévaloir dans la décrépitude de toutes les fractions.

Chez les mencheviks se développe le courant que Lénine appellera « liquidateur » : l'action clandestine paraît sans perspectives, il faut la limiter, sinon l'abandonner, rechercher avant tout l'alliance de la bourgeoisie libérale, gagner avec elle des positions parlementaires, limiter les dégâts. L'action révolutionnaire de 1905, aux yeux des liquidateurs, n'a pas été réaliste. Axelrod écrit : « L'élan de l'histoire pousse ouvriers et révolutionnaires même avec beaucoup plus de force vers le révolutionnarisme bourgeois »⁷. Martynov dit que le parti « doit pousser en avant la démocratie bourgeoise »⁸. Potressov affirme qu'il n'y a pas de parti et que tout est à faire. Martov dénonce comme une « utopie réactionnaire » l'idée d'un « parti-secte ». En fait, les mencheviks, dans cette situation nouvelle, en sont à reconsidérer l'objet même de leur action, parti ouvrier ou non, action clandestine ou non.

Les bolcheviks, malgré la désillusion de beaucoup et de nombreuses défections, reprennent la tâche entreprise clandestinement avant 1905. Pourtant, ils ne sont pas non plus à l'abri des divergences internes. La majorité d'entre eux voudraient encore boycotter les élections, cette fois parce que la loi électorale de Stolypine annule en fait toute représentation ouvrière équitable. Lénine juge qu'un tel mot d'ordre, dans une période d'apathie et d'indifférence ouvrière, risque d'isoler les révolutionnaires, qui doivent au contraire saisir toutes les occasions de développer publiquement leur programme. Les élections et la III^e douma elle-même doivent servir de tribune aux socialistes, qui ne se font aucune illusion sur leur caractère, mais ne doivent pas négliger cette forme de publicité. Isolé dans sa fraction, il n'hésite pas, à la conférence de Kotka, en juillet 1907, à voter, seul avec les mencheviks, contre le boycott des élections. Mais les partisans du boycott reprennent l'offensive après les élections, demandant la démission des élus socialistes. Ces partisans du « rappel », surnommés les « otzovistes », animés par Krassine et Bogdanov, sont bientôt renforcés par le groupe des « ultimistes » du comité de Saint-Petersbourg, qui se prononcent contre toute participation des activités légales, y compris celle des syndicats, étroitement tenus par la police. Lénine rallie finalement la majorité des bolcheviks, mais ne peut empêcher le départ des opposants qui se constituent à leur tour en fraction et publient leur propre organe, *Vpériod*, deuxième du nom.

En fait, le parti, tout entier semble se décomposer en violents soubresauts. La polémique fait rage autour de l'activité des *boïéviki*, ces groupes armés qui se livrent au terrorisme, attaquent banques et caisses publiques pour financer le parti par ces « expropriations ». Bolcheviks et mencheviks se disputent âprement l'argent des commanditaires sympathisants, se battent autour d'un héritage, réclament d'une même voix l'arbitrage des dirigeants allemands. A la fin de 1908, Plékhanov condamne les liquidateurs, rompt avec le gros des mencheviks et fonde sa propre fraction dite des « mencheviks du parti », en front unique avec les bolcheviks. Le désir d'unité à tout prix est renforcé par ces scissions successives. Les mencheviks proposent la tenue d'une conférence groupant des délégués de toutes les organisations légales et illégales, de toutes les fractions, qui reconstruirait l'unité brisée. Lénine y voit une opération inspirée par les liquidateurs, mais d'autres bolcheviks, qu'on appellera « conciliateurs », Doubrovinski, Rykov, Sokolnikov, Noguine, se rallient à cette politique unitaire. Trotsky, condamné et déporté, s'est évadé. A partir de 1908, il publie à Vienne la *Pravda* (Vérité), dont il organise la diffusion en Russie et dont il veut faire une nouvelle *Iskra*. Sa position est qu'il faut construire un parti ouvert à tous les socialistes, des liquidateurs aux bolcheviks. Il se proclame étranger à toutes les fractions, et, en fait, se trouve bientôt allié aux conciliateurs qui, sous le nom de « bolcheviks du parti », sont maintenant majoritaires chez les bolcheviks.

En janvier 1910, une séance plénière du comité central, qui s'étale sur trois semaines, semble consacrer le succès de la réunification réclamée par Trotsky et ses alliés. L'alliance de tous les « conciliateurs » l'impose aux récalcitrants de toutes les fractions. Les journaux bolchevique et menchevique, *Prolétaire* et la *Voix social-démocrate*, vont disparaître pour laisser la place au *Social-démocrate*, que dirigeront Lénine et Zinoviev avec Dan et Martov. Le bolchevik Kamenev est coopté au comité de la *Pravda* de Trotsky. Lénine a accepté toutes ces décisions. Il écrit à Gorki que de puissants facteurs l'y ont poussé, notamment

⁵ Cité par TROTSKY, *Staline*, p. 143.

⁶ LENINE, Lettres à Gorki - (26 février 1908), *Clarté*. N° 71, p. 10.

⁷ Cité par E.H. CARR, *The bolchevik révolution*, t. 1, p. 83.

⁸ Cité par E.H. CARR, *ibidem*.

« la situation difficile du parti », et « la maturation d'un nouveau type d'ouvriers social-démocrates dans le domaine pratique ». Il s'inquiète pourtant : au comité central se sont manifestées des tendances dangereuses, « un état d'esprit de conciliation en général, sans idée claire, sans savoir avec qui, pourquoi, comment », et, outre la « haine contre le centre bolchevique pour son implacable guerre d'idées », le « désir des mencheviks de faire du scandale »⁹.

L'accord sera de courte durée. Dès le 11 avril, Lénine écrit à Gorki : « Nous avons un bébé couvert d'abcès. [...] Ou bien nous les ferons crever, nous guérirons l'enfant et nous l'élèverons ou, si cela tourne mal, l'enfant mourra ». Il ajoute, constant dans son objectif : « Dans ce cas, nous vivrons quelque temps sans enfant (c'est-à-dire : nous reconstituerons la fraction), et ensuite nous enfanterons un bébé plus sain »¹⁰. En août, la conférence social-démocrate de Copenhague voit se préciser un nouvel alignement des forces : bolcheviks et « mencheviks du parti » viennent de décider la publication en commun de deux journaux en Russie, la *Rabotchaia Gazeta* (Gazette ouvrière), illégale, et la *Zvezda* (l'Etoile), légale, dont le premier numéro paraît le 16 décembre 1910 : la caution de Plékhanov est précieuse pour Lénine, qui combat les liquidateurs allié à celui est encore, aux yeux de beaucoup, le père de la social-démocratie russe.

La nouvelle scission : 1912.

A partir de 1910, les signes d'un réveil du mouvement ouvrier se multiplient en Russie. Les étudiants, les premiers, ont repris les manifestations. Les ouvriers, dont les conditions de vie sont devenues plus supportables avec la fin de la crise et la résorption du chômage, reprennent courage et goût à la lutte. Il y aura 100 000 grévistes en 1911, dans des grèves partielles, et 400 000 le 1^{er} mai. La fusillade de la Léna, en avril 1912 - 150 morts, 250 blessés -, marque le nouveau départ de la lutte ouvrière.

Lénine a jusque-là accepté, parfois à contrecœur, unité et conciliation. Mais la remontée ouvrière impose à ses yeux un tournant radical. En fait, tout le monde dans le parti viole les décisions du comité central de 1910 : le comité ne s'est plus jamais réuni, la *Pravda*, le *Vpériod*, la *Voix social-démocrate* paraissent toujours, tandis que, grâce au soutien du Polonais Tychko, Lénine et Zinoviev ont fait du *Social-démocrate* un organe bolchevique. Lénine pense que des événements révolutionnaires se préparent et qu'il faudra faire face avec un parti solidement structuré. Sous la direction de Zinoviev, les bolcheviks organisent à Longjumeau une école de cadres : les militants ainsi formés pénètrent illégalement en Russie pour y resserrer les contacts et préparer une conférence nationale. Mais la police veille : successivement Rykov, puis Noguine sont arrêtés ; c'est finalement « Sergo », le Géorgien Ordjonikidzé, qui parvient à mettre sur pied en Russie un comité d'organisation, avec l'aide du clandestin Sérébriakov. Dan et Martov protestent contre ces préparatifs et quittent le comité de rédaction du *Social-démocrate*.

Le 18 janvier 1912, la conférence projetée se réunit à Prague. De l'émigration, seuls les bolcheviks et quelques mencheviks du parti y participent, par contre, il y a plus de vingt représentants d'organisations clandestines de Russie. La conférence de Prague déclare agir au nom du parti tout entier ; elle exclut les liquidateurs et se prononce pour la création de « noyaux social-démocrates illégaux entourés d'un réseau aussi étendu que possible de sociétés ouvrières légales ». Elle élit un comité central où figurent notamment Lénine, Zinoviev, Ordjonikidzé, Sverdlov et l'ouvrier métallurgiste Malinovski. L'accord avec la *Pravda* de Trotsky est annulé. *Rabotchaia Gazeta* devient l'organe du comité central. C'est aussitôt après que sera coopté à la direction le militant géorgien Joseph Djougashvili, qui est « Koba » après avoir été « Ivanovitch » et avant de devenir « Staline ». Les militants de Russie, appliquant la décision de la conférence, se tournent vers les activités légales. Le parti se rallie à la proposition de Voronski d'un journal légal quotidien.

Après plusieurs mois de campagne et une souscription dans les principales usines des grandes villes, paraît, le 22 avril-5 mai 1912, le premier numéro de la *Pravda* : organe bolchevique en fait, elle comptera, pendant plus d'une année encore, Georges Plékhanov parmi ses collaborateurs. Interdite au bout de quarante jours, elle reparait sous le titre de *Rabotchaia Pravda* pour 17 numéros ; à nouveau interdite, elle sera successivement la *Severnaia Pravda* pour 31 numéros, la *Pravda Trouda* pour 20, la *Za Pravkou* pour 51, la *Proletarskaia Pravda* pour 16 numéros, la *Pout Pravdy* pour 91 : à cette date elle se transformera en revue, *Rabotchii*, puis *Troudovskaia Pravda*, et sera supprimée définitivement le 8 juillet 1914.

Quoique les appréciations, dans ces circonstances, soient extrêmement difficiles à porter, il semble bien que les bolcheviks, qui ont conservé l'étiquette du parti, aient été les grands bénéficiaires de la scission en Russie. C'est du moins l'opinion du chef de la police tsariste, qui déclare en 1913 : « Il y a maintenant des cercles, des cellules et organisations bolcheviques dans toutes les villes. Une correspondance et des contacts permanents ont été établis avec presque tous les centres industriels. [...] Il n'est rien d'étonnant à ce que, actuellement, le rassemblement de tout le parti clandestin se fasse autour des organisations bolcheviques, et que ces dernières représentent en fait le parti ouvrier social-démocrate russe »¹¹.

La situation à la veille de la guerre.

Les mencheviks ont été pris de court. C'est seulement en septembre 1912 qu'ils lancent à leur tour en Russie un quotidien légal, *Loutch* (Le Rayon) - il n'aura jamais l'audience de la *Pravda* dans le monde ouvrier. En août, à Vienne, Trotsky a réuni une conférence dont il voulait faire sortir la réunification. Mais il a échoué : bolcheviks et mencheviks du parti ont refusé d'y participer. Les partisans de ce qu'on appellera le « bloc d'août » créent un comité d'organisation : leur seul lien est une commune hostilité à Lénine et aux bolcheviks. La polémique, de nouveau, fait rage. Lénine organise la scission de la fraction social-démocrate des députés à la Douma et défend énergiquement le porte-parole de la fraction bolchevique, Malinovski, que les mencheviks accusent d'être un provocateur. Plékhanov rompt avec les bolcheviks, cesse de collaborer à la *Pravda* en août 1913, tente d'organiser sa propre fraction avec le journal *Edinstvo* (Unité) et rallie finalement le bloc d'août. Trotsky, lui, abandonne dans le même temps ce regroupement partiel qui est contraire à son objectif d'un regroupement général : il noue

⁹ LENINE, - Lettres à Gorki, *ibid.*, p. 13.

¹⁰ *Ibidem.*

¹¹ Cité par TROTSKY, *Staline*, p. 2.50.

des contacts avec un groupe d'ouvriers de Saint-Petersbourg, partisans eux aussi de l'unité de toutes les fractions. Lénine, qui s'est installé à Cracovie, dirige de là l'activité des bolcheviks, pousse Sverdlov à la direction de la *Pravda* à la place de Staline. Mais bientôt, Sverdlov et Staline sont arrêtés, dénoncés par Malinovski, qui est en fait un agent de la police. Les bolcheviks s'efforcent d'organiser un congrès au moment où leurs adversaires en appellent à l'Internationale contre les « scissionnistes ».

Le bureau de l'Internationale socialiste offre ses services en vue d'une médiation et réunit à Bruxelles, les 16 et 17 juillet 1914, une conférence pour la réunification du parti russe. Tous les groupes et fractions y sont représentés. Inès Armand, porte-parole des bolcheviks, y défend la position exprimée par Lénine dans un mémorandum : l'unité est possible dans un parti social-démocrate comprenant une aile révolutionnaire et une aile réformiste, comme le prouve l'exemple des partis occidentaux. Mais, en Russie, ce sont les liquidateurs qui ont brisé l'unité et refusé de se soumettre à la majorité. La réunification avec eux n'est possible que s'ils acceptent la discipline. La conférence, après un débat très vif où Plékhanov se fait remarquer par la violence de ses attaques contre Lénine, vote une résolution qui affirme que les divergences tactiques constatées ne justifient pas une scission. Elle pose cinq conditions au rétablissement de l'unité : la reconnaissance par tous du programme du parti ; l'acceptation par la minorité des décisions de la majorité ; une organisation pour le moment clandestine ; l'interdiction de tous accords avec des partis bourgeois ; la participation de tous à un congrès général d'unification. Inès Armand et le délégué letton sont seuls à ne pas voter ce texte, destiné à devenir une machine de guerre contre les bolcheviks, et surtout contre Lénine, qu'on espère-isoler de ceux de ses camarades dont on connaît les tendances « conciliatrices ». Mais la guerre brisera net cette opération, et d'abord en interdisant le congrès international prévu à Vienne pour le mois d'août 1914.

A cette date, la situation en Russie est extrêmement confuse. Les bolcheviks occupent, dans l'ensemble, des positions prépondérantes, mais le désir d'unité reste vif. Dans certaines villes coexistent des groupes bolcheviques et des groupes mencheviques, déployant les uns et les autres des activités tant légales qu'illégales, dépendant étroitement du comité central ou rattachés de façon plus lâche au comité d'organisation. Mais, en fait, tout est en pleine évolution. Ici, la scission est en route, et là l'unification. La guerre rasera tout cela. Bien des groupes locaux subsisteront en tant que groupes social-démocrates, ne se rattachant à aucune des deux grandes fractions et rassemblant des partisans des deux. Et, malgré la scission de 1913, les députés bolcheviques et mencheviques de la Douma se manifesteront ensemble, sous l'étiquette de fraction social-démocrate, pour voter contre les crédits de guerre.

Les bolcheviks resteront seize mois sans direction effective. Des centaines de militants sont arrêtés, emprisonnés ou déportés, d'autres sont sous l'uniforme, les ouvriers mobilisés sur place dans leurs entreprises. Une nouvelle période de réaction commence, où chaque militant n'est plus qu'un individu isolé. Quand, à partir de 1916, les ouvriers commencent à retrouver les voies de la lutte, la fraction bolchevique compte, au grand maximum, 5 000 membres dans une organisation peu à peu reconstruite. Mais c'est une poignée de cadres ; ces hommes qui ont appris pendant les années d'avant-guerre à organiser, à grouper les ouvriers, à diriger leurs luttes, à dérouter les forces de répression, constituent en somme les éléments de cette avant-garde ouvrière révolutionnaire que Lénine avait cherché à construire à travers l'histoire complexe du parti ouvrier social-démocrate russe et de sa fraction bolchevique.

Chap. III - LE BOLCHEVISME : LE PARTI ET LES HOMMES

Le parti, entre les mains de Lénine, fut un instrument historique incomparable. Car la dizaine de milliers de militants illégaux qui reprenaient le contact au lendemain des journées révolutionnaires de février 1917 allaient, en moins de huit mois, constituer une organisation que les larges masses ouvrières et, dans une moindre mesure, paysannes, reconnaissaient pour leur. Il allait les diriger dans la lutte contre le gouvernement provisoire, conquérir et garder le pouvoir. Lénine et ses compagnons, à travers les luttes de fractions et la répression, allaient donc réussir là où d'autres socialistes, placés dans des conditions au premier abord plus favorables, avaient en définitive échoué ; pour la première fois depuis qu'existaient des partis socialistes, l'un d'entre eux allait vaincre.

Un parti ouvrier social-démocrate.

Toute une historiographie, dont les sentiments affichés à l'égard du bolchevisme vont de l'admiration aveugle au dénigrement systématique, s'acharne à présenter en lui une idéologie nouvelle, sortie toute armée du cerveau de Lénine, le communisme, révolutionnaire ou stalinien, et, dans le parti bolchevique proprement dit, une organisation de type entièrement nouveau, une sorte de III^e Internationale avant la lettre, s'opposant, dès son apparition, au réformisme de la II^e Internationale incarné en Russie par les mencheviks et en Allemagne par le parti social-démocrate de Bebel et Kautsky. Mais il n'y a, dans cette conception, qu'une reconstruction artificielle, faite a posteriori, de l'histoire de l'organisation aussi bien que de celle des idées. *Que faire?*, pour tous ces auteurs, est la bible du bolchevisme conçu comme un courant nouveau. Or, rien ne permet d'admettre qu'il en été ainsi pour les bolcheviks et dans l'esprit de Lénine lui-même. Ce sont les conditions russes qu'il examine dans cet ouvrage, c'est la classe ouvrière russe dont il analyse les tendances, c'est une solution russe qu'il prône sans prétention à une analyse et des conclusions qui vailent pour d'autres pays à cette époque. Dans la préface écrite en septembre 1907 pour un recueil de ses articles et études intitulé : *Douze ans*, il écrit : « L'erreur fondamentale de ceux qui polémiquent aujourd'hui contre *Que faire?* consiste à détacher complètement ce travail de son contexte dans une situation définie et depuis longtemps dépassée du développement de notre parti. [...] *Que faire?* est un résumé de la tactique et de la politique d'organisation de groupe de *I'skra* en 1901 et 1902. Rien qu'un résumé ; rien de plus et rien de moins. Aucune autre organisation que celle qui fut mise en avant par *I'skra* ne pouvait, dans les circonstances historiques de la Russie de 1900-1905, avoir créé un parti ouvrier social-démocrate comme celui qui l'a été aujourd'hui. Le révolutionnaire professionnel a rempli sa tâche dans l'histoire du socialisme prolétarien russe »¹. Dès novembre 1905, d'ailleurs, il avait écrit cette définitive condamnation de ceux qui ont, une fois pour toutes, figé sa pensée dans un cadre mécanique et abstrait, et prétendent opposer schématiquement spontanéité et conscience chez Lénine dans les termes de *Que faire?*, comme si cet ouvrage avait eu, à ses yeux, une valeur universelle et une portée éternelle : « La classe ouvrière russe est instinctivement, spontanément social-démocrate (c'est-à-dire révolutionnaire. P.B.) et les dix années et plus de travail effectué par les social-démocrates ont fait beaucoup pour transformer cette spontanéité en conscience de classe »².

Que faire? met aussi l'accent sur la nécessité absolue d'organiser le parti clandestinement, en fait la condition même de son existence. Cependant, il n'exclut pas pour autant la perspective d'une action et d'une propagande légales si les circonstances historiques venaient à le permettre. Quand la révolution de 1905 aura permis aux ouvriers d'arracher des possibilités d'expression et d'organisation légales pour les partis politiques, socialistes compris, les bolcheviks n'auront pas l'idée de refuser d'en profiter. Mais Lénine condamne comme « liquidatrice » la conception de ceux des mencheviks qui veulent accepter le cadre fixé à leur action par l'ennemi de classe et ne développer d'activité et de propagande que légales. Car la loi fixe des limites aux partis, ne concède aux révolutionnaires une relative liberté d'expression et d'action que pour mieux préserver l'essentiel de sa domination : le régime tsariste n'accepte que contraint et forcé des libertés qui sont aussi une soupape de sûreté. « Jouer le jeu » et s'en tenir à ce qui est légal, c'est accepter les limites qu'il a lui-même fixées et renoncer à la partie de la critique révolutionnaire qu'il interdit comme « subversive ». Mais il ne s'agit pas de renoncer, sous ce prétexte, à utiliser les facilités permises par la loi, car seule la propagande légale peut atteindre de larges couches d'ouvriers. Elle doit donc être utilisée au maximum, et Lénine fera du journal, puis du quotidien légal, la première préoccupation de son groupe dans toutes les périodes où un tel instrument est réalisable.

A cet égard, l'exemple de la *Pravda* est caractéristique, car ce quotidien « ouvrier » est, à la veille de la guerre de 1914, la pièce maîtresse du développement du parti bolchevique. Le journal est lancé à la suite d'une campagne d'agitation publique dans les usines pour une souscription. Par les informations qu'elle donne les mots d'ordre qu'elle lance, la *Pravda* est, pour des dizaines de milliers d'ouvriers d'avant-garde, ce que *I'skra* avait été au début pour quelques centaines. Les correspondants ouvriers de la *Pravda* sont à la fois les agents de liaison du parti et les antennes dont il dispose pour connaître l'état d'esprit des ouvriers : à travers leurs informations s'opère une uniformisation de l'expérience ouvrière, élément d'une conscience collective. En une seule année, elle publie 11 114 « correspondances » de ce type, soit une moyenne de 41 par numéro. Journal « ouvrier » par son titre, fait en grande partie par des ouvriers, la *Pravda* est leur affaire - ce sont eux qui fournissent pour l'essentiel les contributions au « fonds de fer » créé pour faire face à tous les coups qui frappent le quotidien, amendes et saisies.

Car le journal légal doit, aux termes mêmes de la loi, indiquer une adresse, des responsables. Il ne peut se dérober aux poursuites, aux plaintes auxquelles l'Etat et les représentants des forces sociales adverses ne manquent pas de recourir pour essayer d'empêcher précisément la poursuite de son existence légale. Sur 270 numéros, 110 seront poursuivis. Les amendes s'élèveront au total à 7 800 roubles, deux fois plus que le fonds initial de démarrage ; elle se verra intenter 36 procès, et ses rédacteurs seront condamnés, au total, à 472 mois de prison³. C'est là un bilan lourd pour un journal qui s'efforce pourtant de

¹ Cité par Brian PEARCE, « Building the bolshevik party » dans *Labour Review* n°1, 1960, pp. 28-29

² Cité par P. PEARCE, *ibidem*, p. 27.

³ YAROSLAVSKI, *Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.*, p. 197.

ne pas donner prise à la répression, alors même que la police introduit dans son comité de rédaction un de ses agents, chargé de créer, par des articles, les occasions de le poursuivre.

Dans ces conditions, la liberté d'expression du journal est limitée, il ne peut légalement lancer les mots d'ordre qu'il estime justes, notamment à l'adresse des ouvriers et paysans sous l'uniforme. Sous peine d'asphyxie par saisie, condamnation et multiplication des amendes, il doit, tant bien que mal, se tenir dans les limites fixées par la loi. Pour diffuser les autres mots d'ordre, donner les explications nécessaires mais interdites parce qu'attendant à la « sûreté » de l'Etat, les moyens d'expression ne peuvent être qu'illégaux, afin que la police ne puisse pas en trouver immédiatement les responsables ou interdire leur publication : c'est le rôle des tracts, des brochures ou journaux illégaux. Dans les conditions politiques qui sont celles de la Russie tsariste, autant et plus que dans le cadre libéral des démocraties occidentales, il est sot de mettre tous ses œufs dans le même panier. Un journal légal peut être interdit, saisi, poursuivi, condamné. Un militant « légal » est connu de la police qui peut l'arrêter et, sous un prétexte, mettre fin à son activité. Si toute l'organisation était publique et légale, ses militants et ses rouages essentiels seraient connus de la police, ce qui permettrait à l'Etat de lui interdire, du jour au lendemain, toute réaction, voire tout fonctionnement. Il importe donc que le parti ouvrier dispose de militants, de ressources, d'imprimeries, de journaux, de locaux clandestins, inconnus, prêts à assurer la relève du « secteur légal » en période de réaction, et, de toute façon, échappant par leur caractère illégal lui-même à la nécessité de limiter leur action au cadre autorisé. C'est le caractère autocratique de l'Etat russe, c'est la toute-puissance de l'arbitraire policier qui ont contraint les social-démocrates russes à bâtir leur parti à partir d'un secteur clandestin; les « libertés démocratiques » n'y sont pas si anciennes en 1912 qu'elles leur paraissent normales et éternelles, et qu'ils aient oublié à quelles conditions ils ont pu les conquérir et comment ils peuvent les perdre.

L'illégalité n'est pourtant pas une fin en soi. Le vrai problème, c'est, en utilisant au maximum toutes les possibilités, de constituer un parti ouvrier social-démocrate, un détachement d'avant-garde conscient, armé de la connaissance des lois du développement social, faisant progresser dans la classe ouvrière la conscience de classe, l'organisant, la menant au combat, quelles que soient les conditions générales de la lutte. C'est dans cette perspective que les bolcheviks, après la période du boycott, participent systématiquement aux élections, même lorsque le truquage des lois électorales est manifeste. L'objectif n'est pas et ne peut pas être une victoire parlementaire, mais, ainsi, que le prouvent les souvenirs de Badaïev, l'utilisation de la publicité que fournit la tribune parlementaire pour la propagation des idées socialistes et la construction du parti.

Il est traditionnel d'opposer, sous cet angle, au parti social-démocrate bolchevique russe, le parti social-démocrate allemand, accroché à sa légalité, à ses conquêtes remarquables, à ses quarante-trois quotidiens, ses revues, ses écoles, ses universités, ses caisses de solidarité, ses « maisons du peuple », ses députés - et qui en est finalement le prisonnier. Car la peur de la répression qui pourrait remettre en cause ses conquêtes, fait du parti social-démocrate allemand l'otage volontaire des classes possédantes, il jule lui-même ses jeunesses et interdit à Karl Liebknecht la propagande antimilitariste « illégale » qui pourrait provoquer la colère de la bourgeoisie et un renouveau de la répression policière, mais dont il est pourtant difficile à un socialiste de nier qu'elle soit indispensable dans l'Allemagne de Guillaume II.

C'est pourtant seulement à travers la crise de 1914 que se révélera au grand jour le gouffre qui sépare les deux organisations dans leurs attitudes vis-à-vis de leurs gouvernements respectifs, en guerre l'un contre l'autre. Avant cette date, Lénine, sur un certain nombre de points précis, se trouve d'accord avec la critique développée par la gauche allemande et notamment par Rosa Luxemburg, mais les divergences entre eux sont suffisamment nombreuses et importantes pour prouver qu'il n'existait pas à cette époque une fraction cohérente de gauche dans la social-démocratie internationale. Seule l'analyse historique du passé permet d'opposer, dans l'histoire de la social-démocratie, le courant révolutionnaire de Lénine et Luxemburg au courant réformiste de Bebel et Kautsky. Avant 1914, le parti social-démocrate allemand est, aux yeux de Lénine et des bolcheviks, le type même du parti ouvrier tel qu'ils veulent le construire en Russie, compte tenu des conditions spécifiques. Lénine le répétera à plusieurs reprises, après avoir nettement et catégoriquement démenti l'interprétation inverse de ses intentions : « Où et quand ai-je prétendu avoir créé un courant particulier quelconque de la social-démocratie internationale, distinct du courant de Bebel et de Kautsky ? Où et quand se sont manifestées des divergences entre moi, d'une part, Bebel et Kautsky d'autre part ? »⁴. Le vieux-bolchevik Chliapnikov témoigne que, dans leur propagande auprès des ouvriers, les bolcheviks faisaient des social-démocrates allemands leurs modèles. Piatnitski a décrit ses sentiments admiratifs de bolchevik émigré devant le fonctionnement de l'organisation social-démocrate allemande, et reconnaît avoir été choqué par les critiques formulées en privé devant lui contre tel ou tel aspect de sa politique. La rancœur des bolcheviks sera d'autant plus vive après août 1914, lorsqu'ils devront revenir sur leur appréciation du courant Bebel-Kautsky et admettre que Rosa Luxemburg, en qui Lénine verra alors la « représentante du marxisme le plus authentique », avait eu raison contre eux sur ce point. Encore Lénine doutera-t-il même de l'authenticité du numéro de *Vorwärts*, qui publie la déclaration de la fraction social-démocrate du Reichstag votant les crédits de guerre, et envisagera l'hypothèse d'un faux fabriqué par l'état-major allemand...

En avril 1917, à la conférence du parti bolchevique, après son retour, Lénine sera seul à voter pour sa proposition d'abandonner le terme de « social-démocrate » dans le titre du parti : preuve, bien sûr, qu'il ne craignait pas d'être isolé dans sa propre organisation, mais aussi qu'il n'avait pas, avant 1914, préparé ni voulu de rupture avec la II^e Internationale et ses grands partis. Preuve aussi que, trois années après août 1914, il se trouvait, sur cette question, très en avant par rapport à ses propres camarades.

⁴ LENINE, *Œuvres choisies*, t. I, p. 464.

Un parti non monolithique.

De la même façon, quelles qu'aient été les responsabilités de Lénine et de sa fraction dans la scission de 1903, nous avons vu qu'ils ne l'avaient ni voulue, ni préparée, ni prévue, qu'elle les avait pris au dépourvu et que, sans transiger sur leurs principes, ils n'en ont pas moins travaillé ensuite à une réunification dont ils espéraient, bien sûr, qu'elle se ferait sous leur drapeau, mais dont il est incontestable qu'elle ne pouvait donner naissance qu'à un parti politiquement moins homogène et plus large que ne l'a été, pendant toutes ces années, la fraction dure des bolcheviks.

Dès 1894, polémiquant contre le populiste Mikhaïlovski, Lénine affirmait : « Il est parfaitement exact qu'il n'y a pas d'unanimité complète chez les marxistes. [...] Cette absence d'unanimité ne révèle pas la faiblesse, mais la force des social-démocrates russes. [...] L'unanimité des gens qui se satisfaisaient de l'acceptation unanime de « vérités rassurantes », cette tendre et touchante unanimité a été remplacée par des désaccords entre gens qui veulent une explication de l'organisation économique réelle, de l'organisation économique *présente* de la Russie, [...] une explication de sa réelle évolution économique, de son évolution politique et de celle de ses autres superstructures »⁵. Sa volonté de réunification à la veille de 1905 s'explique autant par la confiance dans ses propres idées que par la conviction que les conflits inévitables entre social-démocrates peuvent se régler à l'intérieur d'un parti qui est leur maison à tous. « Les divergences d'opinion à l'intérieur des partis politiques ou entre eux », écrit-il en juillet 1905, « sont ordinairement réglées, non seulement par les polémiques, mais aussi par le développement de la vie politique elle-même. Particulièrement, les divergences sur la tactique d'un parti sont souvent liquidées par le passage *de facto* de ceux qui ont des vues erronées sur une ligne correcte, parce que le cours même des événements [...] prive ces vues erronées de leur contenu et de leur intérêt »⁶.

A cet égard, il manifeste une grande confiance quant à l'évolution ultérieure des mencheviks, écrivant à la fin de 1906 : « Les camarades mencheviques passeront par le purgatoire des blocs avec les opportunistes bourgeois et reviendront à la social-démocratie révolutionnaire »⁷. Pour Kroupskaïa, en 1910, « Vladimir Illitch ne doutait pas qu'à l'intérieur du parti, les bolcheviks n'obtinssent la majorité et que le parti ne s'orientât, en fin de compte, dans la voie tracée par les bolcheviks, mais il fallait qu'il en fût ainsi pour le parti tout entier et non seulement pour sa fraction »⁸. En 1912, c'est seulement sur les adversaires du travail illégal, les liquidateurs, que la conférence de Prague lancera l'anathème. La collaboration avec les « mencheviks du parti » s'explique ainsi, non par une manœuvre tactique, mais par la conviction, exprimée dès décembre 1906, que « jusqu'à la révolution sociale, la social-démocratie présentera inévitablement une aile opportuniste et une aile révolutionnaire »⁹. C'est la position que défend Inès Armand, à Bruxelles : exception faite des liquidateurs, tout social-démocrate a sa place dans le parti où, en Russie comme en Occident, révolutionnaires et réformistes doivent normalement cohabiter, car seule la révolution tranchera en dernier ressort entre eux, en tant qu'expression ultime du « développement de la vie politique ».

Le régime du parti.

Depuis l'époque de Staline, la plupart des historiens et des commentateurs mettent l'accent sur le régime autoritaire fortement centralisé du parti bolchevique, et finissent par y voir la clé de l'évolution de la Russie pendant plus de trente années. En ce qui concerne le caractère fortement centralisé du parti, ils ne manquent pas de citations pour étayer leurs thèses. En réalité, les citations en sens contraire sont également fort nombreuses : on peut faire dire beaucoup de choses à Lénine, comme à bien d'autres, avec des phrases coupées de leur contexte. La vérité est que le souci premier de Lénine fut la construction d'un parti d'action, et que, dans cette perspective, sa construction, sa nature, son développement et son régime même ne pouvaient être conçus indépendamment des conditions politiques générales, du degré des libertés publiques, du rapport de forces entre la classe ouvrière, l'Etat et les classes possédantes.

Entre 1904 et 1905, dans sa polémique contre les mencheviks, alors que tous les socialistes sont clandestins, Lénine écrit : « Nous aussi, nous sommes pour la démocratie, quand elle est vraiment possible. Aujourd'hui, ce serait une plaisanterie, et cela, nous ne le voulons pas, car nous voulons un parti sérieux, capable de vaincre le tsarisme et la bourgeoisie. Réduits à l'action clandestine, nous ne pouvons pas réaliser la démocratie formelle dans le parti. [...] Tous les ouvriers conscients qui ont compris la nécessité de renverser l'autocratie et de combattre la bourgeoisie savent que, pour vaincre le tsarisme, il nous faut en ce moment un parti clandestin, centralisé, révolutionnaire, coulé d'un seul bloc. Sous l'autocratie, avec ses répressions féroces, adopter le régime des élections, la démocratie, c'est tout bonnement aider le tsarisme à détruire notre organisation »¹⁰. Et, dans *La belle cage ne nourrit pas l'oiseau*, il précise « L'ouvrier sérieux comprend que la démocratie n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour la libération de la classe ouvrière. Nous donnons au parti la structure qui répond le mieux aux besoins de notre lutte en ce moment. Ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est une hiérarchie et un centralisme rigoureux »¹¹. Au III^e Congrès, alors que le mouvement révolutionnaire s'amplifie tous les jours, il affirme : « Dans des conditions de liberté politique, notre parti peut être et sera complètement bâti sur le principe de l'élection. [...] Même sous l'absolutisme, on aurait pu appliquer beaucoup plus largement le principe d'élections »¹². La conférence de Tammersfors décide d'appliquer intégralement à l'organisation du parti les principes du centralisme démocratique, et « le principe de l'éligibilité la plus large, avec attribution aux organismes élus des pleins pouvoirs pour la direction idéologique et pratique, et le principe de la destitution de ces organismes et de l'obligation de publier largement et de rendre compte rigoureusement de leur activité ». Dans sa préface à *Douze ans*, Lénine, polémiquant à propos de *Que faire ?*, rappellera : « Le parti, malgré la scission, a utilisé la lueur

⁵ LENINE, *Selected Works*, vol. IX, p. 92.

⁶ LENINE, *Œuvres Complètes* (en russe), 3^e éd., vol. VIII, pp. 13-15.

⁷ *Ibidem*, vol. X, p. 170.

⁸ KIROUSKAIA, *Ma vie avec Lénine*, p. 142.

⁹ Cité par TROTSKY, *Œuvres*, t. 1, p. 322.

¹⁰ Cité par ZINOVIEV, *Histoire du P.C. B.*, pp. 103-104.

¹¹ *Ibidem*, pp. 105-106.

¹² Cité par John DANIELS, *Labour Review* n. 2, 1957, p. 48. (13) Cité par Brian PEARCE, *op. cit.*, p. 29.

momentanée de liberté pour introduire une structure démocratique pour son organisation publique avec un système électif et une représentation au congrès conforme au nombre de militants organisés »¹³.

Pour les bolcheviks, le « régime » interne reflète dans le parti les conditions générales de la lutte des classes. Il est pourtant, à son tour, un facteur autonome. Lénine l'éprouve, dans sa propre fraction, lorsqu'il se heurte aux *komitetchiki*, dont Kroupskaïa témoigne qu'ils n'admettent aucune démocratie interne et se refusent à toute innovation, faute de pouvoir s'adapter à des conditions nouvelles : hostiles à l'admission dans les comités d'ouvriers qu'ils jugent incapables d'y travailler, ils prétendent contrôler dans le détail toute activité, maintenir centralisation et hiérarchie rigides. Lénine leur rappelle que c'est le parti n'existe pas pour le comité, mais le comité pour le parti ». « Je pense souvent que les neuf dixièmes des bolcheviks sont vraiment formalistes. [...] Il faut recruter parmi les jeunes avec plus de largeur de vues, et encore plus courageusement, sans les craindre, oublier toutes les pratiques encombrantes, le respect pour les titres, etc. [...] Donner à chaque comité de base le droit, sans trop de conditions, de rédiger des tracts et de les distribuer. Ce ne serait pas une grosse affaire s'ils commettaient des erreurs, nous les corrigerions « gentiment » dans *Vpériod*. Les événements eux-mêmes enseignent dans notre esprit »¹⁴. Kroupskaïa indique que Lénine ne s'inquiète pas outre mesure de n'avoir pas été écouté par les *komitetchiki* : « Il savait que la révolution était en marche et obligerait le parti à admettre les ouvriers au sein des comités »¹⁵.

La clandestinité est évidemment favorable au centralisme autoritaire, dans la mesure où l'élection n'a de sens qu'entre hommes qui se connaissent et peuvent se contrôler. Elle limite néanmoins ses effets dans la mesure où elle distend les rapports entre les divers échelons de la hiérarchie et laisse aux comités locaux une importante marge d'initiative. Ce sont des groupes social-démocrates reliés à la fraction bolchevique qui lancent des tracts appelant à faire grève et à manifester le 15 novembre 1912 à Saint-Petersbourg : selon le témoignage de Badaïev, aucun organisme responsable du centre ni de la capitale, aucun membre du groupe parlementaire n'a été seulement averti¹⁶. Les dirigeants bolcheviques mettront plusieurs jours avant de savoir qui a pris la responsabilité de cet appel. Ils soutiendront cependant cette grève, qu'ils estiment avoir été mal préparée, parce qu'elle est populaire parmi les ouvriers. Ce genre d'incidents est fréquent. Piatnitski, qui depuis des années remplit d'importantes fonctions dans l'appareil clandestin, ne peut obtenir en 1914 l'adresse d'un responsable bolchevique à Samara où il a trouvé du travail. En fait, les bolcheviks y ont fusionné avec les mencheviks et, ayant trouvé le « contact » par ses propres moyens, Piatnitski prendra seul l'initiative de les réorganiser de façon indépendante, les convainquant sur la seule base de ses informations personnelles, et sans aucun « mandat »¹⁷.

Un des reproches le plus souvent faits au système d'organisation des bolcheviks est qu'il rendait plus faciles les ravages d'agents provocateurs de la police qui réussissaient à entrer dans l'organisation. Certains exemples illustrent cette thèse. Le médecin Jitomirski est agent de l'Okhrana quand, en 1907, il est chargé d'établir la liaison entre la Russie et l'émigration. En 1910, les journaux imprimés en Suisse ou en Allemagne arrivent régulièrement entre les mains de la police : le responsable de leur transport, Matvéï, est depuis des années au service de l'Okhrana. Mais il faut bien admettre que les provocateurs de la police savaient utiliser toutes les voies pour pénétrer dans le parti, et que c'était le régime policier de la Russie plus que le régime intérieur du parti qui facilitait l'utilisation par la police de militants jouissant de la confiance de leurs camarades et ayant accepté en prison de jouer le rôle d'informateurs.

L'exemple le plus connu est celui de Malinovski. Militant ouvrier, secrétaire du syndicat des métallurgistes de Saint-Petersbourg de 1906 à 1909, bon orateur, bon organisateur, Malinovski entre au service de la police en 1910, peut-être pour échapper aux conséquences d'une condamnation antérieure de droit commun. Il rejoint les bolcheviks en 1911, devient, par son activité, un militant si connu qu'il est présenté et élu député à la Douma, où il contribuera d'ailleurs à organiser la scission de la fraction social-démocrate. Pendant ce temps, il continue de renseigner régulièrement le chef de la police, dévoilant les pseudonymes, les locaux, les réunions prévues. C'est lui qui fait arrêter Rykov et Noguine avant la conférence de Prague, Sverdlov et Staline en 1914. Lénine l'a fait élire au comité central en 1912 et le défend jusqu'au bout contre les accusations des mencheviks, même après sa brutale démission de son mandat de député en mai 1914. C'est seulement après la victoire de la révolution que les archives de l'Okhrana révéleront toute la vérité sur ses agissements. Revenu de son plein gré, après avoir été prisonnier de guerre, Malinovski est jugé, condamné à mort et exécuté.

Indépendamment de l'aspect spectaculaire de l'aventure, il faut bien reconnaître que les structures, les méthodes et les principes d'action de l'organisation l'avaient relativement protégée de l'activité d'un agent de cette envergure. Le témoignage de Lénine à son procès donnera à l'affaire ses justes proportions « Il valait la peine - du point de vue de l'Okhrana - de tout faire pour introduire Malinovski à la Douma et au comité central. Lorsque cela a été atteint, il apparaît que Malinovski est devenu un des anneaux de la longue chaîne qui unit notre base légale aux deux grands organes du parti sur les masses, c'est-à-dire à la *Pravda* et à la fraction social-démocrate de la Douma. Le provocateur devait maintenir ces deux organismes, afin de garder notre confiance. Malinovski pouvait faire tomber et a fait tomber de nombreux camarades. Mais il n'a été capable ni d'arrêter, ni de contrôler ni de diriger l'activité du parti qui augmentait d'importance, qui accroissait son influence sur les masses, sur des dizaines et des centaines de milliers d'individus ». Et Lénine conclut : « je ne serais nullement étonné si l'une des causes du départ de Malinovski était qu'en fait il était plus lié avec la *Pravda* légale et la fraction parlementaire légale qui menaient du travail révolutionnaire que l'Okhrana ne pouvait le permettre »¹⁸.

¹³ Cité par Brian PEARCE, *op. cit.*, p. 29.

¹⁴ Cité par John DANIELS, *Op. cit.*, p. 48.

¹⁵ Kroupskaïa, *Op. cit.*, p. 77.

¹⁶ BADAÏEV, *Les bolcheviks au Parlement tsariste*, p. 49. (17) PIATNITSKI, *Souvenirs d'un bolchevik*, p. 148.

¹⁷ PIATNITSKI, *souvenirs d'un bolchevik*, p. 49.

¹⁸ BADAÏEV, *op. cit.*, p. 215.

L'originalité du parti bolchevique

En fait, ce n'est ni dans une conception idéologique, ni dans un régime particulièrement centralisé que réside l'originalité du parti bolchevique. La social-démocratie allemande n'est pas moins centralisée, ni moins strictement organisée que le parti russe : Piatnitski, spécialiste de l'appareil russe, décrit avec admiration l'organisation socialiste de Leipzig, le fonctionnement semi-clandestin des noyaux dirigeants, que les militants, dans leur jargon, appellent « charbonneries ». La « discipline de fraction » - la *Fraktionzwang* - est rigoureusement appliquée à tous les échelons de l'activité du parti allemand, avec plus de rigueur peut-être, du fait de la légalité et de la puissance financiers de l'appareil, qui ne laisse guère d'initiative. La crise d'août 1914 révélera la nature de la différence entre les deux partis : la social-démocratie allemande vote les crédits militaires et soutient son gouvernement en guerre au moment où les bolcheviks appellent à transformer en guerre civile la guerre impérialiste. La social-démocratie allemande, s'étant adaptée au régime politique et social, est devenue un parti réformiste, tandis que le parti bolchevique, resté irréductiblement hostile, maintenait ses perspectives et sa politique révolutionnaires.

C'est que, tout d'abord, les social-démocrates russes vivaient et militaient dans un contexte social infiniment plus explosif que ne l'était celui d'Europe occidentale. Le développement combiné de la société russe avait fait du prolétariat industriel une classe sociale éminemment révolutionnaire, ce que Deutscher a bien vu quand il écrit : « La classe ouvrière russe de 1917 était l'une des merveilles de l'histoire. Petite numériquement, jeune, inexpérimentée, inéduquée, elle était riche en passion politique, en générosité, en idéalisme et en qualités héroïques rares. Elle avait le don de rêver d'avenir et de mourir au combat d'une mort héroïque »¹⁹.

De ce phénomène, le bolchevik Préobrajenski a donné une analyse pénétrante : « L'avant-garde de notre classe ouvrière est le produit du capitalisme européen qui, déferlant dans un pays neuf, y a édifié des centaines d'entreprises formidables, organisées selon les derniers perfectionnements de la technique occidentale. Notre ouvrier, c'est le jeune barbare plein de force que n'a pas encore corrompu la civilisation capitaliste, qui n'est pas perverti par le confort et le bien-être, miettes de la table des exploiters des colonies, qui ne s'est pas encore laissé plier au joug de la légalité et de l'ordre bourgeois. Il a pour ancêtres les paysans qui pillaient les maisons et les récoltes des seigneurs, ceux que l'on fouettait dans les écuries des *komitetchiki* et que l'on envoyait sur des radeaux avec l'as de carreau (des forçats) dans les mines de l'Oural et de la Sibérie. Dans ses veines coule le sang des factieux qui, à l'époque de Stenka Razine et de Pougatchev, faisaient trembler le trône des tsars moscovites. Notre ouvrier a commencé à haïr le capital et à le combattre avant de le révéler comme organisateur d'un régime économique supérieur à l'artisanat. Il a commencé à le mépriser avant d'avoir goûté à la culture bourgeoise et de s'y être attaché. Il ne ressemble ni au prolétaire d'Occident, dressé par deux siècles d'industrie manufacturière et capitaliste, ni au semi-prolétaire de l'Inde et de la Chine. Qui ne comprend pas ses traits originaux ne comprendra rien à ses merveilleuses réalisations, ne saisira pas l'essence de ce phénomène sociologique qu'est le parti bolchevique. [...] Notre classe ouvrière alliait en elle l'élan révolutionnaire, la spontanéité de la verte jeunesse à la discipline qui cimente les millions d'êtres que groupe le travail autour de la machine »²⁰.

Dans la société russe sous les tsars, il n'est pas de voie de garage pour les militants ouvriers. Les syndicats sont dissous dès qu'ils ont une existence effective et les mencheviks les plus « légalistes », liquidateurs compris, reçoivent de la police des coups aussi sévères que les bolcheviks les plus durs. Il ne peut y avoir de postes ni pour des bureaucrates ni même pour d'honorables transfuges, puisque le militant qui voudrait abandonner la lutte pour se monnayer n'aurait d'autre voie que le mouchardage au service de la police. Aucune adaptation à l'Etat n'est possible sans capitulation ouverte le réformisme, né en Occident comme un état d'esprit avant d'incarner une tendance dans les organisations ouvrières, puis une couche privilégiée, n'a pas, en Russie, de racines sérieuses. Les conditions de la lutte politique et sociale font des militants une élite généreuse, courageuse et pure. Il faut multiplier ruses et initiatives pour préserver l'organisation et garder le contact avec les ouvriers. Aucune routine ne peut s'établir, et il faut savoir saisir les occasions.

L'action ouvrière.

Tous les mémoires de militants bolcheviques sur la période d'avant 1914 donnent une large place aux souvenirs de la « campagne des assurances » menée à la suite de la loi du 23 juin 1912 sur l'assurance-maladie. Le parti s'empare de tous les points faibles du texte pour mobiliser les ouvriers, qui arracheront successivement le droit de tenir des assemblées légales sur les questions d'assurances, Puis celui d'élire des délégués pour les représenter dans les caisses, la modification enfin du texte sur les conditions de bénéfice de la loi. C'est à peu près la seule circonstance où ces militants auront pu intervenir légalement dans des assemblées ouvrières et mener, dans toutes les usines, une action concertée.

Pour une agitation de type syndicaliste où le bolchevik puisse s'adresser à l'ensemble des ouvriers, il faut des circonstances favorables, qu'il s'efforce parfois de créer. Ouvrier d'une usine de Pétersbourg, Chliapnikov fait d'abord campagne dans son atelier pour « l'égalisation de la rétribution des ouvriers de même profession ou exécutant le même travail aux pièces »²¹. Quoique l'éventail des salaires soit peu ouvert, ce mot d'ordre unificateur est souvent le point de départ de l'agitation bolchevique dans l'entreprise. A une autre étape, il faut mener une agitation plus large, essayer de déclencher des mouvements. Pour cela, il n'existe pas de cadre, pas de bureau de section syndicale, pas d'assemblée générale possible dans la légalité. Il faut pourtant s'adresser aux ouvriers, et ce n'est possible qu'après une minutieuse préparation, pour laquelle les bolcheviks ont une technique très au point : sauf exception, comme lors de la campagne des assurances, ils n'ont de public que dans des réunions-surprises ; il faut préparer celles-ci soigneusement et, au moment choisi, barrer une porte pendant une pause, dans le réfectoire, dans un escalier au moment de la sortie. Les orateurs ainsi protégés doivent pourtant être prêts à prendre la fuite si l'alerte est donnée. La « prise de parole » est brève, l'orateur vient généralement de l'extérieur et doit parfois se masquer le visage derrière une casquette ou un foulard pour ne pas courir le risque d'être reconnu et dénoncé. Les militants de l'usine ont évidemment pour mission de préparer le rassemblement de l'auditoire et de veiller à la sécurité de leur

¹⁹ DEUTSCHER, *The prophet armed*, p. 163.

²⁰ PREOBRJENSKI, *op. cit.*

²¹ CHLIAPNIKOV, « A la veille de 1917 », *Bull. com.*, déc. 23, p. 598.

camarade : ils doivent, dans ces préparatifs, multiplier les précautions, de crainte des mouchards, et éviter de se faire repérer pendant la prise de parole, sans cesser toutefois de veiller.

Quand le militant a trouvé des ouvriers sympathisants, il faut pousser la discussion, déjà dangereuse, sur le terrain des idées. Pour cela, il faut éviter les lieux publics trop fréquentés, et infestés de mouchards. On évite aussi de se réunir dans un domicile privé, car moins il y a d'adresses de militants connues, moins la police sera renseignée. On fera donc, à quelques-uns, des « réunions volantes », en barque, un jour de repos, sur un chantier abandonné, dans un entrepôt dont on s'est assuré qu'il est régulièrement déserté à cette heure. Si des réunions sont nécessaires avec une assistance plus nombreuse, on va en forêt le dimanche et des guetteurs protègent l'assemblée des promeneurs indiscrets.

L'organisation clandestine

L'ouvrier qui entre dans le parti est déjà familiarisé avec les méthodes de la clandestinité. Il va s'y plonger un peu plus. Son nom et son adresse ne sont en possession que d'un seul responsable ; il est connu, il connaît ses camarades de parti sous un pseudonyme qui changera aussi souvent que cela paraîtra nécessaire pour dérouter la police. A la base, dans l'atelier ou l'usine, il y a la cellule, qu'on appelle plus souvent le « comité » ou le « noyau ». Elle ne recrute que par cooptation, et tout nouveau venu doit être examiné et accepté par ses membres avant d'être admis dans l'organisation.

Piatnitski a minutieusement décrit la pyramide du parti à Odessa avant 1905 : au-dessus des comités de base, il y a des sous-rayons, des rayons, et le comité de ville, tous recrutés exclusivement par cooptation. Chaque comité comprend des militants responsables, avec des fonctions bien définies, qui n'ont de contacts qu'avec leurs homologues de l'échelon inférieur ou supérieur ; les contacts verticaux sont ainsi réduits au strict minimum, afin d'accroître le cloisonnement et d'éviter qu'une arrestation d'isolé ne se répercute en cascade dans toute l'organisation. Les militants ne doivent pas, autant que possible, se rencontrer en dehors des réunions. Il y a seulement des permanences secrètes, à jour et heure fixes, de préférence dans des cafés où l'on peut se retrouver comme en passant, en cas d'absolue nécessité. Le comité d'Odessa, lui, se réunit dans des demeures particulières ; c'est lui qui tient tous les fils de l'organisation, puisqu'il contrôle tous les militants par l'intermédiaire des rayons et sous-rayons, et désigne en outre les orateurs pour les réunions d'usine et les responsables de groupes d'études que les militants doivent rassembler autour d'eux²².

L'organisation de Moscou en 1908, est à la fois plus complexe et plus démocratique, à la base, des assemblées d'usine, dirigées par une commission élue, au-dessus, quelques sous-rayons et, surtout, huit rayons, sous la direction d'un comité élu par des délégués des assemblées d'usine. Au sommet, le comité de Moscou, élu directement par une assemblée spéciale de délégués des assemblées d'usine. Au-dessus de lui, des commissions spécialisées : l'organisation militaire, comprenant un bureau technique dont le responsable n'est connu, dans le parti, que du seul secrétaire, un bureau spécial chargé de la propagande antimilitariste auprès des futurs conscrits et de la liaison avec les ouvriers mobilisés, un bureau des étudiants, un bureau des conférenciers et journalistes, chargé d'utiliser les compétences, le cas échéant d'en former, et de distribuer selon les besoins les uns et les autres dans tel ou tel rayon ou auprès de telle ou telle commission d'usine, et une commission financière²³.

Au cœur du parti, enfin, siège l'appareil technique, dont les tâches, nombreuses et importantes, exigent spécialisation, compétence et secret. Il faut se procurer les passeports, condition première d'une activité illégale : les meilleurs sont les vrais, correspondant à l'identité d'une personne vivante et irréprochable ; on les dit « en fer ». Mais la grande majorité de ceux dont dispose le parti sont des faux qu'il fabrique lui-même. Chliapnikov, pendant la guerre, possède un passeport au nom d'un citoyen français qui lui vaut, à l'occasion, la bienveillance de la police, soucieuse de ménager un ressortissant allié. Krylenko entre dans l'armée sous une fausse identité et y devient officier. L'une des tâches les plus importantes de l'appareil technique, dont les grands spécialistes seront Piatnitski et le Géorgien Avelii Enoukidzé, est le transport et la diffusion de la « littérature » en provenance de l'étranger : elle passe par la douane dans des valises à double fond, mais aussi par des filières de contrebande, les « passeurs » étant soit des professionnels que l'on paie, soit des militants ou sympathisants ayant organisé spécialement un réseau qu'utilisent d'ailleurs, le cas échéant, plusieurs organisations politiques clandestines.

C'est l'imprimerie illégale qui pose les plus gros problèmes. Il faut l'installer dans un endroit isolé ou, au contraire, très bruyant, souvent dans une cave, parfois au-dessous d'un magasin, afin que les allées et venues n'attirent pas trop l'attention. Il faut se procurer la machine, passer par des conditions : financières très dures, car la vente illégale est dangereuse aussi pour le vendeur. On est parfois contraint de l'apporter pièce par pièce dans le local approprié. Ce sont les imprimeurs membres du parti qui fournissent le petit matériel et les caractères volés dans leurs ateliers, par quantités infimes, pendant de longs mois. Le problème du papier, de son achat, de son transport, soulève d'énormes difficultés, à l'aller comme au retour, la couverture d'une boulangerie ou d'un magasin de fruits facilite l'opération. La circulation du matériel, qu'il soit imprimé sur place ou vienne de l'étranger, est une opération d'envergure : on met la caisse aux bagages, on loue un camionneur, on lui donne une fausse adresse que l'on change en cours de route pour l'envoyer effectuer la livraison dans un entrepôt, une remise inoccupée, d'où tout est enlevé dans le quart d'heure qui suit. Les responsables de ces tâches mènent une vie d'hommes traqués : certains imprimeurs clandestins ne quitteront la cave où ils ont travaillé, mangé et dormi pendant des mois que pour la prison.

Le « travail antimilitariste » est proche de l'appareil technique : particulièrement dangereux, il exige une clandestinité particulièrement rigoureuse. Lors des conseils de révision, les bolcheviks distribuent des tracts parmi les conscrits, leur expliquant le rôle de l'armée au service des exploiters, leur rappelant leur solidarité avec les travailleurs, les invitant à apprendre avec conscience le métier des armes, pour pouvoir un jour s'en servir contre les ennemis de classe. Les conditions de ce travail sont dures. Ce n'est qu'en période révolutionnaire, de 1905 à 1907, et à partir de février 1917, que les bolcheviks réussissent à organiser dans l'armée et la flotte des cercles clandestins, et à diffuser dans les casernes et sur les bateaux leurs

²² PIATNITSKI, *op. cit.*, pp. 100-101.

²³ *Ibidem*, pp. 136-138.

journaux spéciaux, *La Caserne* ou la *Vie du soldat*. En revanche, ils réussissent presque toujours à maintenir un contact, même épisodique, avec leurs militants ou même leurs sympathisants mobilisés.

En 1905 et 1906, les bolcheviks possèdent des organisations de combat, «groupes spéciaux recrutés parmi les militants », afin de « diriger directement l'insurrection armée » : un « groupe technique », dirigé par Krassine, fabriquera armes et munitions et assurera l'instruction militaire des groupes de combat. Le congrès de Londres décidera de les dissoudre, compte tenu de leur « transformation inéluctable, dans les conditions présentes, en cercles étroits de conjurés » qui, « s'isolant des masses et se démoralisant, apportent la désorganisation au sein du parti ». L'activité de ces partisans, les *boïéviki*, dont Staline fut vraisemblablement l'un des animateurs, avait soulevé en effet de vives polémiques au sein du parti. Les « expropriations » étaient en effet l'essentiel de leur activité et comportaient le risque d'une dégénérescence démoralisant d'importants secteurs de militants et risquant de jeter le discrédit sur le parti entier.

Le financement des activités du parti posait en effet un énorme problème : les cotisations n'ont jamais été suffisantes. Un rapport du comité de Bakou indique qu'elles ont constitué dans certaines périodes moins de 3 % des recettes. Iaroslavski²⁴ cite pourtant des comités locaux, comme Ivanovo-Voznessensk et Lodz, où elles forment jusqu'à 50 % des recettes. Le plus gros provient en général de contributions versées par souscriptions régulières dans les milieux de l'intelligentsia, sous le contrôle d'une commission financière spéciale. Les bolcheviks reçurent ainsi de fortes sommes d'un riche sympathisant par l'intermédiaire de Maxime Gorki, et de l'industriel Morozov par Krassine. L'un des conflits les plus aigus entre mencheviks et bolcheviks naquit de la dispute autour de la donation au parti d'une somme énorme léguée, après son suicide, par un étudiant sympathisant dont l'une des sœurs, exécutrice testamentaire, avait épousé le bolchevik Taratouta²⁵. Schapiro cite parmi les commanditaires les plus importants l'étudiant Tikhomirov, camarade de Molotov à l'université de Kazan²⁶. Enfin, certaines expropriations contribuèrent de façon appréciable à alimenter les caisses du parti. Dans l'ensemble, pourtant, celui-ci manqua toujours d'argent, et les révolutionnaires professionnels passaient parfois des mois à attendre un salaire qui, selon Iaroslavski, pouvait varier entre 3 et 30 roubles par mois au maximum²⁷.

Malgré l'accent mis par la propagande des bolcheviks sur la nécessité de l'alliance entre ouvriers et paysans, le travail d'organisation parmi les paysans fut à peine entamé avant la révolution, si l'on excepte quelques groupes d'ouvriers agricoles. Seuls des brochures et des tracts furent épisodiquement diffusés dans les campagnes par des groupes ouvriers.

Le travail étudiant eut plus d'ampleur dans les villes universitaires où existaient des bureaux social-démocrates d'étudiants, des groupes socialistes où s'affrontaient des militants des diverses fractions : les bolcheviks en sont et y recrutent, comme ils le font chaque fois que cela est possible également dans les cercles de lycéens. En 1907, un groupe de jeunes bolcheviks, que dirigent les étudiants Boukharine et Sokolnikov, convoque un congrès pan-russe des étudiants social-démocrates. Cette organisation disparaîtra l'année suivante; il n'y aura pas, jusqu'en 1917, de nouvelle tentative pour constituer une organisation de jeunes rattachée à l'idéologie bolchevique. Le point de vue exprimé à cette date par Kroupskaïa semble l'emporter : la compagne de Lénine souhaite en effet une organisation de jeunes révolutionnaires dirigée par les jeunes eux-mêmes, quel que soit le risque de lui voir commettre des erreurs, ce qui est, à ses yeux, bien préférable à celui de la voir étouffer sous la tutelle d'« adultes » bien intentionnés. Dans la situation de la jeunesse russe, une telle conception exclut la perspective de construire une organisation de jeunes purement bolchevique.

Les hommes

Cependant, le cœur de l'organisation des bolcheviks, la « cohorte de fer » des militants professionnels, a été recruté parmi de tout jeunes gens, ouvriers ou étudiants, à une époque et dans une société où il est vrai que l'enfance n'avait guère le temps de se prolonger, surtout dans les familles ouvrières. Ce sont des moins de vingt ans qui renoncent à toute carrière et à toute ambition autre que politique et collective, s'engagent sans retour pour s'identifier à la lutte ouvrière. Un Michel Tomski, lithographe, qui entre au parti à vingt-cinq ans, fait figure d'exception, malgré des années passées à militer comme sans-parti. A son âge, en effet, la majorité des autres ont déjà derrière eux des années de militantisme politique. L'étudiant Piatakov, fils d'une grande famille bourgeoise d'Ukraine, devient bolchevik à vingt ans : il a été, auparavant, militant anarchiste. L'étudiant Rosenfeld, dit Kamenev, a dix-neuf ans quand il adhère, comme le métallo Schmidt et le mécanicien de précision Ivan Nikititch Smirnov. C'est à dix-huit ans qu'entrent au parti le métallo Bakaïev, les étudiants Boukharine et Krestinski, le cordonnier Kaganovitch. L'employé Zinoviev, les métallos Sérébiakov et Loutovinov sont bolcheviks à dix-sept ans. Sverdlov travaille chez un pharmacien quand il commence à militer, à seize ans, comme le lycéen Kouibychev. Le cordonnier Drobnis et le lycéen Smilga entrent au parti à quinze ans et Piatnitski à quatorze. Ces jeunes hommes n'ont pas encore quitté l'âge de l'adolescence qu'ils sont déjà de vieux militants et des cadres. Sverdlov, à dix-sept ans, dirige l'organisation social-démocrate de Sormovo, et la police tsariste qui cherche à l'identifier l'a surnommé « le Petiot ». Sokolnikov a dix-huit ans quand il est secrétaire de l'un des rayons de Moscou. Rykov a vingt-quatre ans quand il est, à Londres, le porte-parole des *komitetchiki*, et entre au comité central. Zinoviev est déjà connu comme responsable des bolcheviks de Pétersbourg et rédacteur du *Prolétaire* quand, à vingt-quatre ans, il entre à son tour au comité central. Kamenev a vingt-deux ans quand il est délégué à Londres, Sverdlov en a vingt à la conférence de Tammerfors. Sérébiakov est l'organisateur et l'un des vingt délégués des organisations clandestines de Russie à Prague en 1912, à vingt-quatre ans.

Ces jeunes hommes sont venus par vagues successives, coïncidant avec les grèves et le mouvement révolutionnaire. Les anciens ont commencé à militer vers 1898 et sont devenus bolcheviks dès 1903, après eux est venue la génération de 1905 et des deux années suivantes; une troisième enfin adhère à partir de 1911-1912. La vie de ces hommes se traduit en années de bagne, d'action clandestine, de condamnations, de déportations, d'exil. Piatnitski, né en 1882, commence à militer en 1896. Arrêté en 1902, il s'évade, rejoint l'organisation « iskriste », puis émigre. Il milite à l'étranger jusqu'en 1905, revient en Russie à

²⁴ YAROSLAVSKI, *op. cit.*, p. 163.

²⁵ SCHAPIRO, *The communist Party of the soviet union*, pp. 107-108.

²⁶ *Ibidem*, p. 130.

²⁷ YAROSLAVSKI, *op. cit.*, p. 164.

cette date, milite à Odessa jusqu'en 1906, puis à Moscou de 1906 à 1908. Arrêté, il s'évade, passe en Allemagne où il assume d'importantes fonctions dans l'appareil technique jusqu'en 1913.

Pendant ce temps, il apprend un métier, celui d'électricien. Revenu clandestinement en Russie en 1913, il trouve du travail en usine et est de nouveau arrêté, puis déporté en 1914. D'autres biographies sont plus impressionnantes encore : Serge Mratchkovski est né en prison de parents condamnés politiques, y grandit enfant avant d'y revenir adulte, pour son propre compte cette fois, Tolski, en 1917, a trente-sept ans, dix années de prison ou de déportation derrière lui; Vladimir Milioutine a été huit fois arrêté, cinq fois condamné à la prison et a subi deux déportations; Drobniak a fait six années de prison et a été trois fois condamné à mort.

Le moral de ces hommes semble à toute épreuve, ils donnent le meilleur d'eux-mêmes, convaincus de ne pouvoir qu'ainsi exprimer toutes les possibilités dont bouillonne leur jeune intelligence. Passé à l'illégalité à dix-neuf ans, par le parti organiser les ouvriers de Kostroma, dans le Nord, Sverdlov écrit à un ami « Je regrette parfois Nijni-Novgorod, mais en somme, je suis content d'être parti, parce que, là-bas, je n'aurais pu déployer mes ailes, et je pense en avoir. A Novgorod, j'ai appris à travailler et je suis arrivé ici déjà en possession d'une expérience : j'ai un large champ d'action pour déployer mes forces »²⁸. Préobrajenski, animateur du parti illégal dans l'Oural pendant la période de réaction, est arrêté et jugé. Quand son avocat, Kerenski, tente de nier les charges qui pèsent sur lui, il bondit, le désavoue, affirme ses convictions et revendique la responsabilité de son action révolutionnaire. Il sera, bien entendu, condamné. Ce n'est qu'après la victoire de la révolution que le parti découvrira un économiste de grande valeur dans cet homme qui est militant professionnel depuis l'âge de dix-huit ans.

Car ces hommes étudient : des gens comme Piatakov, qui écrira un essai sur Spengler, pendant qu'il est traqué en Ukraine en 1918, comme Boukharine, sont des intellectuels de grande classe. Les autres, même moins brillants, étudient aussi, chaque fois qu'ils le peuvent, car le parti n'est pas une école seulement au sens figuré. On y apprend souvent à lire et chaque militant y devient un maître d'études, groupe autour de lui un cercle où l'on enseigne et où l'on discute. Les adversaires du bolchevisme se moquent volontiers de ce goût pour les livres qui semble, à certains moments, transformer le parti en un « club de sociologie », mais la conférence de Prague est effectivement préparée par la formation, à l'école de cadres de Longjumeau, de plusieurs dizaines de militants qui écoutent et discutent quarante-cinq leçons faites par Lénine, dont trente d'économie politique et dix consacrées à la question agraire, des cours d'histoire du parti russe, d'histoire du mouvement ouvrier occidental, de droit, de littérature et de technique du journalisme. Bien sûr, tous les bolcheviks ne sont pas des puits de science, mais leur culture les élève bien au-dessus du niveau moyen des masses, et ils compteront dans leurs rangs quelques-uns des intellectuels les plus brillants du siècle. A n'en pas douter, le parti élève, et, de toute façon, le révolutionnaire professionnel n'est pas le bureaucrate avant la lettre, si souvent décrit, non sans parti pris.

Trotsky, qui les connut bien et partagea leur vie sans être tout à fait des leurs, puisque non bolchevik, écrit à leur sujet : « La jeunesse de la génération révolutionnaire coïncidait avec celle du mouvement ouvrier. C'était l'époque des hommes de dix-huit à trente ans. Les révolutionnaires plus âgés se comptaient sur les doigts de la main et paraissaient des vieillards. Le mouvement ignorait complètement l'arrivisme, il vivait de sa foi en l'avenir et de son esprit de sacrifice. Il n'y avait ni routine, ni formules conventionnelles, ni gestes théâtraux, ni procédés oratoires. Le pathétique naissant était timide et maladroit. Les mots même de « comité » et de « parti » étaient encore neufs, avec leur fraîche auréole, et ils avaient pour les jeunes gens une résonance attirante et troublante. Celui qui entra dans l'organisation savait que la prison et la déportation l'attendaient dans quelques mois. On mettait son point d'honneur à tenir le plus longtemps possible avant l'arrestation; à se comporter avec fermeté en présence des gendarmes; à seconder le plus possible les camarades arrêtés; à lire en prison le plus grand nombre de livres; à s'évader au plus vite de déportation pour gagner l'étranger; à y faire provision de science pour rentrer et reprendre le travail révolutionnaire. Les révolutionnaires professionnels croyaient ce qu'ils enseignaient; rien d'autre n'aurait pu les inciter à entreprendre leur chemin de croix »²⁹.

Rien, sans doute, ne peut mieux expliquer les victoires du bolchevisme, et surtout leur conquête, lente puis foudroyante, de ceux que Boukharine appelle le « deuxième cercle concentrique du parti », ses antennes et ses leviers en période révolutionnaire, les ouvriers révolutionnaires, organisateurs de syndicats et de comités du parti, pôles de résistance, centre d'initiatives, animateurs et éducateurs infatigables par qui le parti a pu s'intégrer dans la classe et la diriger. De tous ceux-là, l'histoire a presque oublié les noms dans tous les cas. Lénine, parlant d'eux, dit les cadres « à la Kaïourov », du nom de l'ouvrier qui le cache en 1917 pendant quelques jours et à qui il gardera toujours confiance. Sans leur existence, le « miracle » bolchevique ne peut se comprendre.

Lénine

La description de ce que fut le parti bolchevique ne serait pas complète si l'on ne tentait de décrire celui qui l'a fondé et dirigé jusqu'à sa mort. Lénine, bien sûr, s'identifie d'une certaine manière au parti, il en est pourtant fort différent. D'abord, il est presque seul de sa génération, ses premiers compagnons de lutte, Plékhanov, son aîné, et Martov, son contemporain, dirigeant les mencheviks. Ses lieutenants de la première époque, Krassine et Bogdanov, se sont éloignés. A l'époque la conférence de Prague, les plus anciens de ses collaborateurs immédiats, Zinoviev, Kamenev, Sverdlov, Noguine, ont moins de trente ans. Il en a, lui, quarante-deux et il est, chez les bolcheviks, le seul de la génération d'avant l'*Iskra*, celle des pionniers du marxisme. Les jeunes hommes du noyau bolchevique sont d'abord et avant tout ses élèves.

Ce n'est pas le lieu d'aborder ici l'analyse des capacités intellectuelles de Lénine, de sa culture, de sa puissance de travail, de l'agilité de son raisonnement, de la pénétration de son analyse et de la profondeur de ses perspectives. Soulignons simplement que, convaincu de la nécessité de l'instrument historique qu'était le parti, il s'est acharné à le construire et à le renforcer pendant toute cette période, en s'appuyant sur les perspectives et les données du mouvement des masses, avec une remarquable confiance dans la solidité de sa propre analyse et de son intuition. Profondément convaincu que les conflits

²⁸ cité par BOBROVSKAIA, *Le premier président de la république du travail*, p. 14.

²⁹ TIROTSKY, *Staline*, p. 77.

idéologiques sont inévitables, il écrit à Krassine que « c'est une utopie d'attendre une solidarité complète à l'intérieur du comité central ou entre ses agents ». Il se bat pour convaincre, sûr d'avoir raison, sûr aussi que le développement politique lui donnera raison. Aussi accepte-t-il finalement d'un cœur léger une défaite qu'il escompte provisoire, comme celle qu'il subit face aux *komitetchiki* au congrès de 1905, à la veille d'une révolution dont il sait qu'elle va balayer leur routine. A la fin de la même année, il cède à la poussée des militants en vue d'une réunification que lui juge prématurée, mais limite d'avance les dégâts possibles en concentrant ses forces pour obtenir dans le parti unifié l'élection au comité central selon la représentation proportionnelle des tendances. Entre 1906 et 1910, il multiplie les efforts pour convaincre les dissidents de sa fraction et leur laisse finalement l'initiative de la rupture. En 1910, il s'incline devant la politique des « conciliateurs » défendue par Doubravinski qui il tient pour un militant précieux et qu'il espère rapidement convaincre par l'expérience

Intransigeant sur toutes les questions qu'il juge fondamentales - le travail illégal est, à ses yeux, l'une des pierres de touche du caractère révolutionnaire de l'action entreprise - il compose ou recule à l'occasion, et pas seulement lorsque, minoritaire, il doit donner l'exemple de la discipline qu'il invoque lorsqu'il a la majorité. Son objectif n'est pas d'avoir raison tout seul, mais de fabriquer l'outil, qui lui permettra d'intervenir dans la lutte des classes et d'avoir raison historiquement, « à l'échelle de millions », comme il aime à le répéter : pour conserver sa fraction, ces hommes soigneusement triés pendant des années, il sait attendre et même plier, mais ne dissimule jamais non plus qu'il n'hésiterait pas à tout recommencer si ses adversaires remettaient en cause l'essentiel. Dans la polémique idéologique ou tactique, il semble toujours aiguïser les angles, pousser les contradictions jusqu'à leur pointe extrême, accuser les contrastes, schématiser souvent et même caricaturer le point de vue de son adversaire. Ce sont là méthodes de combattant qui cherche la victoire, non le compromis, veut démontrer jusqu'au mécanisme même de la pensée de son antagoniste et ramener les problèmes à des données facilement compréhensibles pour tous. Mais il ne perd jamais de vue la nécessité de conserver la collaboration à l'œuvre commune de celui avec qui il croise le fer. Pendant la guerre, en désaccord avec Boukharine sur le problème de l'Etat, il lui demande de ne pas écrire de texte sur cette question, pour ne pas accentuer des désaccords sur des points qu'ils n'ont, à ses yeux, ni l'un ni l'autre suffisamment travaillés. Il argumente toujours, s'incline parfois, mais ne renonce finalement jamais à convaincre, car c'est ainsi et ainsi seulement - quoi qu'aient pu dire et quoi que disent encore ses détracteurs - qu'il a remporté ses victoires et qu'il est devenu le chef incontesté de sa fraction, bâtie de ses mains et dont il a lui-même choisi et formé les hommes. Cela lui paraît d'ailleurs parfaitement normal, et c'est sans malaise qu'il répond à ceux que troublent les conflits entre compagnons d'armes : « Que les gens sentimentaux se lamentent et geignent : Encore des conflits ! Encore des dissensions internes ! Encore des polémiques ! Nous répondons : sans luttes nouvelles et constamment renouvelées, aucune social-démocratie révolutionnaire n'a jamais été formée »³⁰.

Aussi son autorité - immense - sur ses compagnons, n'est-elle ni celle du prêtre, ni celle de l'officier, mais celle du pédagogue et du compagnon, du maître, de l'ancien - le Vieux, dit-on familièrement - dont on admire l'intégrité, la perspicacité, dont on apprécie les connaissances et l'expérience, dont on peut mesurer l'empreinte sur l'histoire récente et dont on sait qu'il est le constructeur de la fraction et du parti. Son influence repose sur la force et la vigueur de ses idées, son tempérament de lutteur et son talent de polémiste, non sur un conformisme et une discipline rigides. De Krassine à Boukharine, ses camarades montreront que c'est pour eux un terrible drame de conscience que de s'opposer à lui. Ils le font cependant, car c'est un devoir, « le premier des devoirs d'un révolutionnaire », dit-il, de critiquer ses dirigeants : les élèves ne se jugeraient pas dignes du maître s'ils n'osaient, pensant qu'il se trompe, combattre son point de vue. Ce n'est d'ailleurs pas avec des robots que l'on peut construire un parti révolutionnaire. Il le sait, lui qui écrit à Boukharine que, si l'on excluait les gens intelligents, mais peu disciplinés, pour ne conserver que les imbéciles disciplinés, on ruinerait le parti. Et c'est pourquoi, comme l'histoire du parti, celle de la fraction depuis 1903 n'est qu'une suite de conflits idéologiques dont il ne sort vainqueur qu'au prix d'une longue patience. A cet égard, il est difficile de séparer, dans l'étude, Lénine de sa fraction où l'unité de vues naît d'une discussion quasi-permanente aussi bien sur les grandes questions que sur la tactique du moment.

C'est sans doute d'ailleurs la capacité de Lénine à associer, par la lutte dans le domaine des idées, des éléments aussi divers, des caractères aussi opposés, des hommes aux tendances si contradictoires que Zinoviev, Staline, Kamenev, Sverdlov, Préobrajenski, Boukharine, qui explique en définitive le succès de son entreprise d'organisation : la « cohorte de fer » qu'a voulu être et qu'a été le parti bolchevique naissait, autant que de ce « merveilleux prolétariat » dont parle Deutsch, du cerveau de l'homme qui avait choisi cette voie pour la construire.

Mais c'est aussi ce qui explique la solitude de Lénine. Aucun homme, dans le parti, finalement, ne se trouvera à la hauteur de ses capacités : il aura des auxiliaires et des élèves, des collaborateurs et des camarades, mais ne connaîtra sans doute qu'avec le seul Trotsky - dont la personnalité même explique peut-être qu'il n'ait pas été bolchevik et n'ait pas reconnu avant 1917 l'hégémonie de Lénine - un certain compagnonnage sur un pied d'égalité. C'est ce qui fera de lui, parmi les vieux-bolcheviks, un homme irremplaçable, même si, comme le dit Préobrajenski, il était « moins chef au gouvernail que ciment de la masse ». Car, si l'on admet avec Boukharine que les victoires du parti étaient dues autant à sa « fermeté marxiste » qu'à son « élasticité tactique » - et c'était là le point de vue des vieux-bolcheviks -, il faut aussi reconnaître que, sous ces deux aspects, le seul Lénine était l'inspirateur, et qu'avec le temps, instruits par leurs défaites répétées, ses contradicteurs bolcheviks ont appris à s'incliner. Or, la période révolutionnaire, en le plongeant dans l'histoire qui se fait « par millions et par millions », ne lui a pas laissé le temps de former la génération de ceux qui auraient pu, peut-être, lui tenir tête victorieusement. C'est cas l'hypothèse que suggère l'histoire du parti jusqu'à la mort de Lénine ; une mort qui permet que, de cette pensée par essence antidogmatique, naisse le dogme du « léninisme », lequel se substituera finalement à l'esprit « bolchevique » qu'il avait su créer.

³⁰ LENINE, *Œuvres Complètes* (en russe), 3^e éd., Vol.XII, p. 393.

Chap. IV - LE PARTI DE LA REVOLUTION

Le parti bolchevique qui prend le pouvoir à Pétrograd en octobre 1917 est directement issu de l'organisation bâtie par Lénine depuis le début du siècle. Il est, pourtant, tout autre, transformé par la vague de fond révolutionnaire qui a porté vers lui des dizaines de milliers d'ouvriers et de soldats, et a jeté des millions d'hommes dans la vie politique. La petite organisation de révolutionnaires professionnels est devenue un grand parti révolutionnaire de masses, et, en ce sens, la grande querelle d'organisation entre les mencheviks et les bolcheviks est réglée en faveur des derniers. Surtout, le parti bolchevique, en prenant le pouvoir, a tranché définitivement la querelle théorique sur la nature de la révolution en Russie qui, depuis 1905, sous-tendait les conflits d'organisations entre social-démocrates.

Les problèmes de la révolution avant 1905.

En 1903, bolcheviks et mencheviks ne semblent diverger que sur les moyens de parvenir au but ultime, la conquête du pouvoir par la classe ouvrière et l'instauration du socialisme. La polémique qui suit le II^e Congrès révèle pourtant des divergences plus profondes. Karl Marx attendait la révolution prolétarienne de la classe ouvrière des pays les plus avancés, dans lesquels une révolution bourgeoise celle de 1789 en France avait, en battant la puissance de l'aristocratie foncière et l'absolutisme, créé les conditions du développement du capitalisme. Les premiers disciples russes de Marx ont considéré que la tâche révolutionnaire immédiate en Russie était le renversement de l'autocratie tsariste et la transformation de la société dans un sens bourgeois et capitaliste avec instauration d'une démocratie politique. Les « marxistes légaux » de l'école de Pierre Strouvé ont même poussé cette attitude jusqu'à ses conséquences les plus extrêmes, et Strouvé lui-même, devenu l'apôtre du développement capitaliste en Russie, a rejoint le parti cadet et le libéralisme politique. Si les gens de l'*Iskra* ont été d'accord pour construire un parti ouvrier, les discussions d'après scission révèlent qu'ils ne sont plus quant aux objectifs à assigner dans l'immédiat ce parti. Les mencheviks accusent les bolcheviks d'abandonner les perspectives de Marx, de tenter, artificiellement, d'organiser une révolution prolétarienne par le moyen de conspirations, alors que les conditions objectives ne permettent, dans une première étape, qu'une révolution bourgeoise. Les bolcheviks rétorquent que les mencheviks renoncent à organiser et à préparer une révolution prolétarienne qu'ils rejettent dans un avenir lointain : ce faisant, ils en viennent à se faire les défenseurs d'une sorte de développement historique spontané, menant automatiquement au socialisme à travers des « étapes » révolutionnaires différentes, bourgeoise-démocratique, d'abord, prolétarienne-socialiste ensuite, et ce fatalisme les conduit à restreindre, pour l'immédiat, l'action des ouvriers et des socialistes au rôle de force d'appoint pour la bourgeoisie dans la lutte contre l'autocratie pour les libertés démocratiques.

De fait, les arguments développés par les mencheviks à partir de la scission se ramènent de plus en plus à ceux qu'emploient en Occident les tenants du socialisme réformiste, le paradoxe étant qu'il n'existe pas en Russie d'aristocratie ouvrière semblable à celle qui, en Occident, constitue l'assise sociale du réformisme.

La discussion à la lumière de la révolution de 1905.

Pour tous les social-démocrates russes, la révolution de 1905 a été une révolution bourgeoise par ses objectifs essentiels, l'élection d'une Assemblée constituante et l'établissement des libertés démocratiques. Mais il est non moins clair que cette révolution bourgeoise a été de bout en bout menée par la classe ouvrière, avec ses moyens de classe, manifestations de rues, grèves et l'insurrection des ouvriers de Moscou. Malgré quelques mutineries de soldats, paysans sous l'uniforme, et de brèves flambées d'insurrections paysannes localisées, la paysannerie, dans son ensemble, n'a pas bougé. Le tsarisme a finalement conservé le contrôle de l'armée et les paysans sous l'uniforme ont finalement écrasé le mouvement ouvrier. Quant à la bourgeoisie russe, elle a reculé dès les premières concessions du tsarisme, abandonnant la lutte alors qu'elle était loin d'avoir obtenu entière satisfaction. Mencheviks et bolcheviks se sont jetés dans l'action révolutionnaire avec la même résolution et sans réticences : c'est un jeune officier menchevique, Antonov-Ovseenko, qui a dirigé l'une des plus importantes mutineries dans sa propre unité. Après la défaite, ils se retrouvent d'accord dans l'analyse fondamentale et la même explication de l'échec : la bourgeoisie a reculé par, peur des masses ouvrières et la passivité paysanne a été le principal facteur de la résistance et le plus gros atout de la contre-révolution. Ils divergent pourtant quant aux conclusions à tirer de cette première expérience révolutionnaire.

Les mencheviks ne sont pas surpris de l'échec. Plékhanov a jugé erroné, après coup, le recours aux armes à Moscou. Le déroulement des événements confirme ce qu'ils ont, en définitive, toujours pensé : la révolution socialiste, à la charge de la seule classe ouvrière, suppose au préalable un développement des forces productrices au cours d'une phase de développement capitaliste qui ne sera possible qu'après une révolution bourgeoise. Il faut donc distinguer soigneusement les deux étapes qui mèneront la Russie de son état semi-féodal à la victoire du socialisme : une première révolution, bourgeoise-démocratique, réalisera une oeuvre équivalente à la révolution de 1789 en France, et ce n'est qu'ultérieurement, sur la base de la transformation capitaliste de la société, que pourra se produire une révolution socialiste menée par le prolétariat devenu ainsi la classe dominante numériquement avant de l'être politiquement. Ces deux phases historiques, ces deux étapes révolutionnaires seront forcément séparées par un laps de temps plus ou moins long. C'est cette analyse qui conduit un certain nombre de mencheviks à défendre l'idée d'une alliance des socialistes avec la bourgeoisie libérale pour une première étape : ainsi se justifie la tendance que Lénine baptisera « liquidatrice », puisqu'elle en vient à abandonner la construction d'un parti ouvrier, qu'elle ne tient plus pour la condition de la victoire dans la première étape.

Pour les bolcheviks, la révolution de 1905 a démontré que le prolétariat était capable d'écraser ses deux adversaires, l'autocratie et la bourgeoisie, à condition d'avoir l'appui, manquant en 1905, de la paysannerie. Lénine est d'accord avec les mencheviks pour reconnaître la nécessité du passage, en Russie, par l'étape de la révolution démocratique-bourgeoise avant celle de la révolution socialiste prolétarienne. Cependant, l'expérience de 1905 démontre à ses yeux que, par crainte du prolétariat, la bourgeoisie est incapable de la mener à son terme, ce que le prolétariat seul peut faire, en se gagnant l'alliance

de la paysannerie qui veut la terre. La révolution démocratique-bourgeoise en Russie ne se fera donc pas sous la direction de la bourgeoisie, comme ce fut le cas dans les pays avancés, mais pourra être menée à bien seulement par une « dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie » qui « donnerait la possibilité de soulever l'Europe », et « le prolétariat socialiste européen, secouant le joug de la bourgeoisie, nous aiderait, à son tour, à compléter la révolution mondiale »¹. Ainsi, Lénine, tout en maintenant la distinction entre les deux étapes, y introduit-il deux éléments d'une transition qui lui permettent de situer son analyse dans le prolongement des célèbres phrases de Marx sur la « révolution ininterrompue »² : la révolution socialiste peut, dans des circonstances historiques données, sortir directement, en Russie et en Europe, de la révolution bourgeoise-démocratique en Russie, ce qui fait de la construction du parti ouvrier social-démocrate en Russie une impérieuse nécessité.

Trotsky est le seul dirigeant social-démocrate en vue qui ait joué un rôle important dans la révolution de 1905. Malgré ses liens d'organisation avec les mencheviks, il s'oppose de façon radicale à leurs conceptions théoriques : c'est de cette époque que datent les éléments essentiels de sa théorie de la « révolution permanente ». Pour lui, le trait caractéristique de la structure sociale russe est le développement d'une industrie capitaliste sous le patronage de l'Etat et avec des capitaux étrangers. Il existe donc un prolétariat alors qu'il n'y a pas de véritable bourgeoisie, ce qui signifie que, « dans un pays économiquement arriéré, le prolétariat peut se trouver au pouvoir plus tôt que dans un pays capitaliste avancé »³. Or, le déroulement de la révolution de 1905 a montré, selon lui, « qu'une fois au pouvoir, le prolétariat sera inévitablement poussé, par la logique de sa situation, à administrer l'économie comme une affaire d'Etat »⁴, ce qui signifie que l'achèvement de la révolution démocratique-bourgeoise par le prolétariat implique automatiquement le passage simultané à l'accomplissement de la révolution socialiste. Les conditions mises par Lénine à la transition de la première à la deuxième étape, l'appui des paysans en lutte pour la terre et la révolution dans les pays avancés, ne sont plus, aux yeux de Trotsky, que des conditions de la victoire finale, aussi rejette-t-il la formule de la « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » à laquelle il propose de substituer celle de « dictature du prolétariat soutenu par la paysannerie et la guidant ». Pas plus que Lénine, il n'envisage la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays. « Sans le soutien direct d'Etat du prolétariat européen, la classe ouvrière de Russie sera incapable de se maintenir au pouvoir et de transformer la suprématie temporaire du prolétariat en dictature durable »⁵.

Les socialistes et les soviets.

Aux yeux des historiens, le fait capital de l'histoire de la révolution de 1905 est, à juste titre, l'apparition des soviets, au travers desquels triompheront en 1917 la révolution prolétarienne et le parti bolchevique. Il est d'autant plus intéressant de remarquer que les soviets n'ont pas été organisés à l'instigation de l'une des tendances du mouvement ouvrier et que la polémique entre socialistes, au lendemain de 1905, n'en fait que peu de cas.

Le premier soviet est apparu à Ivanovo-Voznessensk, le « Manchester russe » : il est né d'un comité de grève et d'assemblées quotidiennes de grévistes pendant les soixante-douze jours du conflit⁶. La forme du conseil élu de délégués contrôlés par leurs mandants et à tout instant révocables était apparue sur le sol russe et allait être rapidement adoptée dans tous les centres ouvriers. Il semble que ce soit à l'initiative des ouvriers imprimeurs que soit né le soviet de Saint-Petersbourg; il s'élargit rapidement à des délégués d'usines de tous les ouvriers de la capitale, à des représentants de syndicats non ouvriers et des différentes fractions de la social-démocratie. C'est lui qui dirige la grève générale, prend la responsabilité d'en assurer l'ordre tout en réglant les transports et autres services publics dont le fonctionnement est indispensable à son succès même; c'est lui qui, après la reprise, impose la journée de huit heures dans les entreprises. Il prend l'initiative de publier un quotidien, les *Izvestia* (Les Nouvelles), organise le refus de l'impôt, lance le célèbre manifeste avertissant les créanciers que la révolution ne paiera pas les intérêts des emprunts russes, impose, contre l'inflation montante, le paiement des salaires en monnaie-or. Il donne l'impulsion à l'organisation de syndicats, organise les groupes ouvriers d'autodéfense qui répriment une tentative de pogrom par les Cent-Noirs⁷. C'est son exemple et la publicité qui lui est faite qui entraînent la formation de soviets dans toutes les grandes villes. Quelle que soit l'occasion de leur formation ou leur point de départ local, comité de grève, comité d'action, assemblée, les soviets de 1905 sont des conseils formés de délégués des travailleurs groupés autour des délégués d'usines, élus par tous les ouvriers, organisés ou non, composés de représentants révocables à tout instant par ceux qui les ont désignés. Tous se comportent, à plus ou moins brève échéance, comme des autorités révolutionnaires, exerçant un pouvoir concurrent de celui de l'Etat, un deuxième pouvoir de fait, appuyé sur les travailleurs et exerçant son autorité, souvent répressive, sur les autres classes de la société.

Les mencheviks, dont la propagande a volontiers mis en avant des mots d'ordre comme « Etat populaire », « auto-administration » ou « commune », ont soutenu la création des soviets et ont joué un rôle non négligeable. Dans leur perspective la révolution bourgeoise, cependant, ils ne peuvent envisager d'y voir des organes de pouvoir pour une période durable. Les mencheviks de Saint-Petersbourg sous l'influence de Trotsky, agissent en contradiction avec la ligne des dirigeants de l'émigration. En fait, majorité des mencheviks voit dans les soviets le point de départ du parti de masse ou des syndicats à l'allemande qu'ils ont l'ambition de construire et de développer dans la période où la société russe s'alignerait, suivant leur schéma, sur le modèle de la société capitaliste et démocratique d'Europe occidentale.

Les bolcheviks, nous l'avons vu, ont été beaucoup plus réticents à l'égard des soviets : certains y voient une tentative de dresser un organisme informe et irresponsable en rival de l'autorité du parti. Les bolcheviks de Saint-Petersbourg commencent par refuser de participer en tant que tels au soviet des délégués ouvriers et il faudra, pour les y décider, tout le prestige et

¹ LENINE, *Œuvres choisies*, t I, p.480.

² *Ibidem*, p. 540.

³ TROTSKY, *Results and prospects*, p. 195.

⁴ *Ibidem*, p. 199.

⁵ *Ibidem*, p. 237.

⁶ ANWEILER, *Die Rätebewegung in Russland*, pp. 49-52.

⁷ *Ibidem*, pp. 53-58.

l'insistance de Trotsky auprès de Krassine, représentant du comité central. De manière générale, ceux qui sont les plus favorables aux soviets ne consentent à y voir, dans le meilleur des cas, que des auxiliaires du parti. Lénine lui-même ne semble pas leur avoir accordé ni l'importance, ni la signification qu'il leur donnera en 1917. C'est ainsi qu'après la dissolution du soviet de Pétersbourg, il approuve les bolcheviks qui s'y sont opposés à l'admission des anarchistes : à ses yeux, le soviet n'est « ni un parlement ouvrier, ni un organe d'auto gouvernement prolétarien », mais seulement une « organisation de combat pour atteindre des buts définis »⁸. En 1907, il admet qu'il faudrait étudier scientifiquement la question de savoir si les soviets constituent vraiment « un pouvoir révolutionnaire »⁹. En janvier 1917, dans une conférence sur la révolution de 1905, il ne mentionne les soviets qu'en passant, les définissant comme des « organes de lutte »¹⁰. C'est seulement au cours des semaines suivantes qu'il modifiera son analyse, sous l'influence de Boukharine, du Hollandais Pannekoek et surtout du rôle joué par les nouveaux soviets russes.

Sur cette question aussi, Trotsky fait figure d'isolé et de précurseur. Placé au cœur de l'expérience du soviet de Pétersbourg, il en dégage les leçons, trace le bilan de son action et conclut : « Il n'y a aucun doute qu'à la prochaine explosion révolutionnaire, de tels conseils ouvriers se formeront dans tout le pays. Un soviet pan-russe des ouvriers, organise par un congrès national, [...] assurera la direction. [...] De ces cinquante jours, le [futur] soviet sera capable de déduire tout son programme d'action. [...] coopération révolutionnaire avec l'armée, la paysannerie et les secteurs plébiens des classes moyennes, abolition de l'absolutisme, destruction de l'appareil militaire de l'absolutisme, [...] abolition de la police et de l'appareil bureaucratique; journée de huit heures; armement du peuple et, avant tout, des ouvriers; transformation des soviets en organes révolutionnaires d'auto gouvernement dans les villes, formation de soviets paysans pour diriger, sur place, la révolution agraire; élections à l'Assemblée constituante »¹¹. Il affirme. « Un tel plan est plus facile à formuler qu'à appliquer, mais si la révolution doit vaincre, le prolétariat ne peut qu'assumer ce rôle. Il accomplira cette tâche révolutionnaire sans exemple dans l'histoire du monde »¹².

Seul ou presque à affirmer, comme il l'a fait devant ses juges, que le soviet, « organisation-type de la révolution », parce qu'« organisation même du prolétariat » serait l'« organe du pouvoir du prolétariat »¹³, Trotsky devait rester à l'écart de la querelle majeure entre social-démocrates sur la participation à un gouvernement provisoire qui naîtrait d'une nouvelle révolution. Les mencheviks la condamnent : c'est à la bourgeoisie que revient de diriger la révolution bourgeoise, les socialistes se devant de rester dans l'opposition et de refuser toute collaboration au pouvoir, leur rôle étant de travailler à renforcer les positions de la classe ouvrière, tout en l'empêchant de s'engager prématurément dans la lutte pour le socialisme. Les bolcheviks, au contraire, affirmaient qu'en renonçant à participer à un gouvernement provisoire, les social-démocrates renonceraient du même coup à l'achèvement de la révolution démocratique. Il y a, évidemment, quelque malice de la part de l'histoire à ce que, en 1917, les mencheviks aient accepté de participer au gouvernement provisoire, et que les bolcheviks le leur aient reproché comme une trahison. Mais c'est qu'à cette date l'édification des soviets était devenue l'affaire des ouvriers et des paysans, et ce développement spontané et tumultueux, révolutionnaire, avait définitivement démodé les vieilles querelles, de la même façon que l'éclatement de la guerre, quelques années plus tôt.

La guerre : nouveaux alignements.

La guerre de 1914 va diviser les social-démocrates suivant des lignes nouvelles. Les grands partis de la II^e Internationale, socialistes français et social-démocrates allemands à l'exception du petit groupe internationaliste autour de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht -, participent à l'union sacrée, chacun dans leur pays, soutiennent la défense nationale, subordonnent la lutte pour le socialisme et même toute lutte ouvrière immédiate à la nécessité de vaincre préalablement par les armes le militarisme et l'impérialisme d'en face. En fait, dans les pays occidentaux, les partis socialistes choisissent de Préserver les liens qui, désormais, les attachent à leur bourgeoisie en restant solidaires d'elle dans le conflit armé : l'Internationale tant qu'organisation ouvrière a fait faillite puisque dirigeants, à quelque Etat ou système d'alliances qu'ils placent leur solidarité nationale avec l'Etat de la solidarité internationale avec les ouvriers autres pays. Pour employer le langage de Lénine, le réformisme se mue en « social-chauvinisme ». Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que le courant patriotique ait été moins vigoureux en Russie qu'en Occident le réformisme n'y a pas de base sociale autochtone et la déclaration de guerre y est immédiatement utilisée sans vergogne par le gouvernement tsariste pour justifier l'interdiction de la presse ouvrière de toutes tendances. Députés bolcheviques et mencheviques de la Douma seront d'accord pour voter contre les crédits militaires que leurs homologues français et allemands ont immédiatement acceptés, de crainte de perdre dans la répression tout ce qu'ils appellent encore leurs « conquêtes ».

La social-démocratie russe va pourtant connaître toutes les divisions de la social-démocratie internationale, quoique dans un rapport de force différent, qui s'explique par les caractères spécifiques de la société et du mouvement ouvrier russe. Plékhanov condamne comme une « trahison » le refus de voter les crédits militaires, et soutient le point de vue de la défense nationale : comme les socialistes français, il pense que la défaite de l'impérialisme allemand, rempart du capitalisme et du militarisme européens, sera favorable à la victoire du socialisme, rejoignant ainsi, malgré une contradiction qui n'est qu'apparente, les socialistes allemands qui voient, eux, dans la défaite de l'autocratie tsariste, rempart de la réaction, le gage de la victoire du socialisme, à travers celle du pays où le parti est le plus fort... Il a avec lui la majorité des mencheviks de l'émigration et du secrétariat à l'étranger, mais est loin d'entraîner la totalité des militants, puisque de nombreux mencheviks situés jusque-là à sa droite refusent d'endosser sa position patriotique.

Lénine, de son côté, réfugié en Suisse après quelques difficultés en Autriche, rédige un manifeste du comité central du parti qui affirme : « Il n'y a pas de doute que le moindre mal, du point de -vue de la classe ouvrière et des masses travailleuses

⁸ ANWEILER, *Die Rätebewegung in Russland*, p. 100.

⁹ ANWEILER, *Die Rätebewegung in Russland*, p. 103.

¹⁰ ANWEILER, *Die Rätebewegung in Russland*, p. 103.

¹¹ TROTSKY, *Histoire du soviet*, cité par Deutscher, *The prophet armed*, p. 149.

¹² *Ibidem*.

¹³ TROTSKY, « discours devant le tribunal, 19 sept. 1906 », cité par *Fourth International*, mars 1942, p. 85.

de tous les peuples de Russie, serait la défaite de la monarchie tsariste, qui est le gouvernement le plus réactionnaire et le plus barbare, opprimant la plus grande quantité de nations et la plus forte masse de la population de l'Europe et de l'Asie »¹⁴. Constatant l'effondrement de la II^e Internationale, le comité central bolchevique, reprenant les principes qui ont servi à la construction de son organisation pour les proposer à tous les socialistes, déclare : « Que les opportunistes « ménagent » les organisations légales au prix de la trahison de leurs convictions, les social-démocrates révolutionnaires, eux, utiliseront l'esprit d'organisation et les liaisons de la classe ouvrière pour créer des formes illégales de lutte en faveur du socialisme et de la cohésion ouvrière qui correspondent à l'époque de la crise. Ils créeront ces formes illégales, non pour lutter aux côtés de la bourgeoisie chauvine de leur pays, mais aux côtés de la classe ouvrière de tous les pays. L'Internationale prolétarienne n'a pas succombé et elle ne succombera pas. Les masses ouvrières créeront une nouvelle Internationale à travers toutes les difficultés »¹⁵. En février 1915, une conférence des groupes bolcheviques émigrés réunie à Berne et à laquelle participent de nouveaux venus de Russie, Boukharine et Piatakov, se prononce pour la « transformation en guerre civile de la guerre impérialiste ».

Ainsi, à l'initiative des bolcheviks, en opposition au « défensisme » des partis de la II^e Internationale, apparaît un courant « défaitiste », partisan de la construction d'une III^e Internationale. La capitulation de la II^e Internationale face à la guerre a créé les conditions d'une scission durable du mouvement ouvrier mondial. Il faudra cependant des mois encore pour que les principes et les prises de positions nouvelles triomphent, dans le nouvel alignement des forces, des préjugés et des attitudes anciennes.

Pour commencer, à l'intérieur de l'émigration russe, de multiples positions s'échelonnent entre le défensisme de Plékhanov et le défaitisme de Lénine. Martov et de nombreux mencheviks se refusent à admettre que la victoire des Hohenzollern ou des Habsbourg soit plus favorable ou pire pour la cause du socialisme que celle des Romanov. Ils dénoncent le caractère impérialiste de la guerre, le cortège d'affreuses souffrances qu'elle entraîne pour les travailleurs de tous les pays, affirment que le devoir des socialistes est de mettre fin à la guerre en luttant pour une paix démocratique, sans annexion, et que sur cette base l'union des socialistes de tous les pays peut se refaire, en commençant par le refus de ceux des pays belligérants de voter les crédits de guerre.

Trotsky est tout près de Martov. Dès l'été 1914, il attaque violemment les social-démocrates allemands et français dans une brochure intitulée *L'Internationale et la guerre*. Il écrit : « Dans les conditions historiques actuelles, le prolétariat n'a pas d'intérêt à défendre une « patrie » nationale, anachronique, qui est devenue le principal obstacle à un progrès économique, mais a intérêt au contraire à la création d'une patrie nouvelle, plus puissante et plus stable, les Etats-Unis républicains d'Europe, base des Etats-Unis du monde. A l'impasse impérialiste du capitalisme, le prolétariat peut seulement opposer l'organisation socialiste de l'économie mondiale comme programme pratique du jour »¹⁶. Mencheviks internationalistes de Martov et amis de Trotsky vont se retrouver avec d'anciens bolcheviks dans *Naché Slovo*, le quotidien en langue russe de Paris que dirige Antonov-Ovseenko.

A travers les polémiques, les positions se précisent. Dès novembre 1914, Trotsky écrit : « Le socialisme réformiste n'a aucun avenir, parce qu'il est devenu partie intégrante de l'ordre ancien et complice de ses crimes. Ceux qui espèrent reconstruire la vieille Internationale, imaginant que ses dirigeants pourraient, par une amnistie réciproque, effacer leur trahison de l'internationalisme, empêchent la renaissance du mouvement ouvrier »¹⁷. Il s'agit pour lui de « rassembler les forces de la III^e Internationale ». Rosa Luxembourg vient, de son côté, de prendre une position identique : l'aile révolutionnaire de la social-démocratie allemande s'organise dans l'illégalité. Pourtant, Martov s'inquiète de l'évolution de Trotsky il ne croit pas que la nouvelle Internationale puisse être plus qu'une secte impuissante. En février 1915, Trotsky fait dans *Naché Slovo* le récit de ses désaccords avec les mencheviks et de sa rupture, en 1913, avec le bloc d'août. *Naché Slovo* devient la plaque tournante de l'internationalisme socialiste, un carrefour des courants internationalistes russes : autour d'Antonov-Ovseenko, Trotsky et Martov, se retrouvent d'anciens bolcheviks otzovistes comme Manuilski, d'anciens conciliateurs comme Sokolnikov, des militants en rupture avec le menchevisme comme Tchitchérine et Alexandra Kollontaï, les amis de Trotsky comme Joffé, les internationalistes cosmopolites que sont le Bulgare Roumain Christian Racovski, français d'éducation, le Galicien Sobelsohn, dit Karl Radek, mi-Polonais, mi-Allemand et l'Italo-Russe Angelica Balabanova.

Trotsky presse Martov de rompre avec les « social-chauvins ». Lénine accuse Trotsky de vouloir préserver ses liens avec eux. En juillet, Trotsky écrit que les bolcheviks constituent le noyau de l'internationalisme russe. Martov rompt avec lui et quitte le journal. En septembre, trente-huit délégués de douze pays, belligérants compris, se réunissent en Suisse, à Zimmerwald. Lénine y défend le point de vue défaitiste, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile et la construction d'une nouvelle Internationale. La majorité, plus pacifiste que révolutionnaire, ne le suit pas. Un manifeste rédigé par Trotsky, appelant les travailleurs à lutter pour mettre fin à la guerre, est cependant adopté à l'unanimité. En 1915, les députés bolcheviques emprisonnés, les mencheviks participent à l'union sacrée, et leur leader Tchkhéidzé semble désavouer Zimmerwald. Véra Zassoulitch et Potressov, les vieux chefs mencheviques, soutiennent Plékhanov. Trotsky hésite encore et, en mai 1916, se demande si les révolutionnaires, « n'ayant pas les masses avec eux », ne sont pas « contraints d'être pour un temps l'aile gauche de « leur » Internationale »¹⁸.

Lénine et Trotsky polémiquent encore, sur le « défaitisme », dont Trotsky ne voit pas ce qu'il apporte de plus, outre les accusations de sabotage, à ceux qui sont décidés à mener la lutte révolutionnaire sans s'occuper de l'issue de la guerre, sur les « Etats-Unis d'Europe », où Lénine voit un mot d'ordre temporisateur, qui risque de freiner la lutte révolutionnaire dans chaque pays, en laissant croire que la révolution ne peut vaincre que dans tous les pays d'Europe simultanément. En réalité, ainsi que l'a montré Isaac Deutscher, les différences sont minimes et se nourrissent surtout de la méfiance née des querelles passées. Le quotidien russe de New York *Novy Mir*, où collaborent, avec Trotsky, l'ex-menchevik Kollontaï, le bolchevik

¹⁴ *Cahiers du bolchevisme* n° 24, août 25, p. 1511.

¹⁵ *Ibidem*, p. 1512.

¹⁶ Cité par DEUTSCHER, *Op. Cit.*, p. 215.

¹⁷ *Ibidem*, p. 217.

¹⁸ *Ibidem*, p. 235.

Boukharine et le révolutionnaire russo-américain Volodarski, préfigure, au début de 1917, cette fusion de tous les internationalistes russes, bolcheviks compris, dont les « vperiodistes » font leur cheval de bataille, et dont Boukharine, contre Lénine, veut faire la préface de la construction d'une nouvelle Internationale.

Les forces socialistes en Russie.

Pendant un temps, toute organisation social-démocrate semble avoir disparu. Le courant patriotique emporte même des révolutionnaires professionnels, comme l'ouvrier Vorochilov, qui s'engage dans l'armée tsariste où il deviendra sous-officier. Les bolcheviks et les mencheviks internationalistes sont durement frappés; les mencheviks défensistes évitent de mettre en péril par leur action l'union sacrée qu'ils prônent. En novembre 1914, le parti bolchevique est décapité par l'arrestation, à une conférence commune, de ses députés et du bureau russe du comité central. Tous sont jugés, condamnés et déportés. Kamenev maintient devant le tribunal une attitude fermement internationaliste, mais se désolidarise du défaitisme tel qu'il a été exprimé dans le manifeste du comité central.

Ce n'est qu'au printemps 1916 que Lénine et Zinoviev, de Suisse, réussissent à rétablir le contact avec ce qui a survécu de l'organisation en Russie. Un « bureau russe » est reconstitué, autour de Chliapnikov, qui a établi personnellement les liaisons, avec l'ouvrier Zaloutski et l'ex-étudiant Skriabine, dit Molotov. Quelques journaux reparaissent illégalement, à Pétrograd, Moscou, Kharkov. En janvier 1917, le métallo Loutovinov réussit à regrouper les militants de la région du Donetz et à organiser une conférence régionale. Les conditions de travail sont précaires, chaque fois qu'une direction du travail est reconstituée à Moscou, elle est immédiatement arrêtée. Quand, à partir de 1916, le mouvement ouvrier commence sa remontée, les groupes ouvriers qui se constituent sont le plus souvent autonomes : à Moscou, celui de la Tverskaia, le comité du parti du rayon de Pressnia, à Pétrograd, l'organisation interrégionale qui défend le principe de la reconstruction d'un parti ouvert à tous les internationalistes. Adversaire résolu du défensisme menchevique, méfiant à l'égard des principes d'organisation des bolcheviks, il a réussi en 1915, pendant quelques mois, à établir un contact précaire avec Trotsky et la rédaction de *Naché Slovo*. Dans l'ensemble, les possibilités d'action restent médiocres : il faudra trois années de massacre dans les tranchées et de souffrances à l'arrière, la montée irrépressible de la colère, pour qu'avec la révolution de Février et l'irruption dans la rue de larges masses jusque-là passives, les regroupements en gestation dans l'émigration prennent une réalité concrète en Russie.

La révolution de Février.

Avec l'année 1917 s'ouvre une ère nouvelle. La guerre, dans tous les pays, a aiguisé toutes les contradictions, grippé la machinerie administrative et économique. La prolongation du massacre fait naître des sentiments de révolte. C'est contre la guerre, fléau de leur génération, que se dressent les jeunes hommes qu'elle broie tous les jours, les familles qu'elle mutile. En Allemagne, en France, en Russie, dans tous les pays belligérants apparaissent les premiers symptômes d'une agitation révolutionnaire : ainsi que Lénine l'avait prévu, le cortège de souffrances provoquées par la guerre impérialiste met à l'ordre du jour sa transformation en guerre civile, même quand la lutte commence sous le drapeau du pacifisme.

L'empire tsariste est, comme on l'a souvent répété, « le maillon le plus faible de l'impérialisme ». Dès 1916, il donne des signes de défaillance. Le tsar, discrédité par l'engouement de la tsarine pour le crapuleux Raspoutine, imbu de son autorité pourtant, est discuté jusque dans les sommets de la bureaucratie et de l'armée. La guerre n'a amené que des désastres militaires dans les deux premières années : à partir de 1916, elle désorganise par ses exigences toute la vie économique. Les transports, avec un matériel suméné, sont de plus en plus difficiles à assurer. Les vivres manquent, aussi bien pour la population des villes que pour l'armée. Les prix montent en flèche. L'hiver de 1916-1917 donne au régime le coup de grâce. La discipline se relâche dans les troupes démoralisées, souffrant du froid et de la faim autant que des coups des ennemis. Le mécontentement gronde dans les usines et les quartiers ouvriers des grandes villes. En février, la crise éclate : le 13, 20 000 ouvriers débraient pour le deuxième anniversaire du procès des députés bolcheviques ; le 16, le pain est rationné, les stocks de charbon s'épuisent et, le 18, les ouvriers de l'usine Poutilov sont congédiés; le 19, on pille plusieurs boulangeries. A Pétrograd, le 23, ce sont les ouvrières du textile qui lancent les premières manifestations de rue, pour commémorer la journée internationale des femmes. Le 24, la grève s'étend spontanément, les mots d'ordre antigouvernementaux et pacifistes prennent place. Dans les cris des manifestants, aux côtés des revendications concernant le ravitaillement. Les premiers coups de feu sont tirés. Le 25, les premiers signes de sympathie pour les ouvriers apparaissent dans les rangs des soldats, qui tirent en l'air. Le 26, des mutineries se produisent au sein de différents régiments stationnés dans la capitale. Le 27, l'insurrection ouvrière et la révolte des soldats se conjuguent : le drapeau rouge flotte sur le Palais d'Hiver.

Tandis que s'organisent les élections au soviet de Pétrograd, les députés de l'opposition libérale constituent à la hâte un « gouvernement provisoire ». Le tsar abdique. Dans les jours qui suivent, le mouvement révolutionnaire s'étend. Tandis que les décrets du gouvernement provisoire consacrent le démantèlement de l'ancien régime, libérant les détenus politiques, amnistiant, accordant l'égalité des droits, y compris ceux des nationalités, la liberté syndicale, et annonçant la convocation prochaine d'une Assemblée constituante, le soviet de Pétrograd, qui a organisé ses commissions de quartier, sa commission de ravitaillement et sa commission militaire, lance, sous la pression des ouvriers et des soldats, le célèbre *Prikaz* n°1, qui sera l'instrument de la désagrégation de l'armée, de la ruine de la discipline : la seule force dont le gouvernement provisoire aurait pu disposer lui échappe dans les semaines qui suivent. Les problèmes les plus décisifs, y compris celui du pouvoir, se posent à la suite de celui qui a provoqué l'insurrection, la guerre.

Les bolcheviks et le double pouvoir.

La révolution de Février 1917, « insurrection anonyme », a été un soulèvement spontané des masses. Elle a surpris tous les socialistes, y compris les bolcheviks dont le rôle, en tant qu'organisation, a été nul dans son déclenchement, quand bien même les militants, individuellement, ont joué dans les usines et les rues le rôle d'animateurs et de cadres. Le 26 février encore, le bureau russe dirigé par Chliapnikov conseillait aux ouvriers la prudence : quelques jours après, pourtant, se trouve

créée une situation de double pouvoir. D'un côté, le gouvernement provisoire, formé des parlementaires représentants de la bourgeoisie, coiffant les débris de l'appareil d'Etat tsariste, s'efforçant simultanément de rebâtir un appareil d'Etat et d'endiguer la révolution; de l'autre, les soviets de députés ouvriers élus dans les usines et les quartiers des villes, véritables parlements ouvriers, dépositaires de la volonté des travailleurs qui les désignent et les renouvellent. En ces deux pouvoirs s'affrontaient deux conceptions de la démocratie, démocratie représentative et démocratie directe, et, derrière elles, deux classes, la bourgeoisie et le prolétariat, que la chute du tsarisme laissait désormais face à face.

Le heurt, pourtant, ne sera pas immédiat. Mencheviks et s.r. sont en majorité dans les premiers soviets et au premier congrès pan-russe. Conformément à leurs analyses, ils ne cherchent pas à lutter pour le pouvoir. Pour eux, seul un pouvoir bourgeois peut prendre la place du tsarisme, faire élire une Constituante, conclure une paix démocratique, sans annexions. Les soviets, à leurs yeux, ont été l'instrument ouvrier de la révolution démocratique-bourgeoise et doivent demeurer dans la république bourgeoise des positions de la classe ouvrière. Mais ils ne sauraient réclamer un pouvoir que la classe ouvrière n'est pas mûre pour exercer et qu'elle réclamera, selon eux, ultérieurement, aux termes d'une évolution spontanée que les socialistes doivent se garder de « forcer ». Dans la pratique, Lénine résumera brutalement leur attitude en disant qu'elle équivaut à une « remise *volontaire* du pouvoir d'Etat à la bourgeoisie et à son gouvernement provisoire ».

Les bolcheviks, le pouvoir et la conciliation.

Les premières prises de position des bolcheviks ne sont pas exemptes d'hésitations. Leur premier manifeste, du 26 février, rédigé par Chliapnikov, Zaloutski et Molotov, ainsi que les premiers numéros de la *Pravda*, dénoncent le gouvernement provisoire comme « un gouvernement de capitalistes et de grands propriétaires », réclament un « gouvernement révolutionnaire provisoire », la convocation par le soviet d'une Constituante élue au suffrage universel chargée d'établir une « république démocratique ». Cependant, Molotov est mis en minorité au comité de Pétrograd quand il propose de qualifier de « contre-révolutionnaire » le gouvernement provisoire : le comité propose, au contraire, de soutenir le gouvernement « tant que ses actes correspondent aux intérêts du prolétariat et des larges masses démocratiques du peuple ». La *Pravda* a reparu le 5 mars. Elle réclame « des négociations avec les prolétaires des pays étrangers [...] pour mettre fin au massacre », position incontestablement internationaliste, sensiblement différente cependant de la ligne défaitiste développée par Lénine depuis 1914, et adoptée par le comité central en émigration.

Le 13 mars, les dirigeants déportés, libérés par la révolution, arrivent à Pétrograd : Mouranov, Kamenev, Staline reprennent la direction de l'organisation bolchevique. Un tournant se produit dans la ligne politique de la *Pravda*, dont Staline prend désormais la direction. Les bolcheviks se rallient à la thèse des mencheviks suivant laquelle il faut désormais que les révolutionnaires russes poursuivent la guerre afin de défendre leurs récentes conquêtes démocratiques contre l'agression de l'impérialisme allemand. Kamenev rédige plusieurs articles ouvertement défensistes, écrivant notamment qu'« un peuple libre répond aux balles par des balles ». A la fin du mois, une conférence bolchevique adopte cette ligne, malgré quelques résistances : elle décide, sur proposition de Staline, que le rôle des soviets est de « soutenir le gouvernement provisoire dans son action aussi longtemps qu'il marche dans la voie de satisfaire la classe ouvrière »¹⁹. En fait, de simples nuances séparent ces positions de celles des mencheviks qui sont aussi partisans d'un « soutien conditionnel ». Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que la même conférence, le 1^{er} avril, sur la proposition de Kamenev et Staline, accepte d'envisager la réunification de tous les social-démocrates que leur propose, au nom du comité d'organisation, le menchevik Tséretelli. La vieille conception conciliatrice semble l'emporter.

En fait, cette attitude des bolcheviks est évidemment dictée par leur ancienne analyse des tâches de la révolution : Février a marqué le début de la révolution bourgeoise, et, ainsi que Staline l'expose, il s'agit maintenant de « consolider » les conquêtes démocratiques-bourgeoises, ce qui ne peut être que l'œuvre d'un gouvernement bourgeois, soutenu conditionnellement et, par conséquent, contrôlé par le prolétariat groupé dans les soviets. Ainsi donnent-ils raison à Trotsky qui, après 1905, leur avait prédit que la conception d'une révolution par étapes distinctes les conduirait à une « auto-limitation » bourgeoise-démocratique du prolétariat »²⁰. Une minorité, pourtant, résiste, parmi les métallos, qu'anime Chliapnikov, et que rejoindra bientôt Kollontaï. Sa thèse, suivant laquelle les soviets constituent dès maintenant un embryon de pouvoir révolutionnaire, rejoint, sur ce point, les vues défendues par l'organisation interrégionale.

Les thèses d'avril.

Le retour de Lénine, le 3 avril, va renverser la situation dans les rangs bolcheviques, puis, par contrecoup, dans le cours de la révolution elle-même. Dès les premières nouvelles qu'il a reçues de Russie, il s'est inquiété des signes de conciliation qui marquaient la politique bolchevique. De Zurich, il adresse à la *Pravda* quatre lettres, les « Lettres de loin » : il faut constituer une milice ouvrière qui sera l'organe exécutif du soviet, il faut immédiatement préparer la révolution prolétarienne, dénoncer les traités d'alliance avec les impérialistes, se refuser à tomber dans le piège du « patriotisme » et travailler à la transformation en guerre civile de la guerre impérialiste. Seule la première des quatre sera publiée : les dirigeants bolcheviques sont effrayés du caractère radical de cette orientation, préfèrent imaginer que Lénine est mal informé. Il ne lui reste plus qu'à revenir en Russie, par n'importe quel moyen, pour convaincre ses camarades. Les Alliés lui ayant refusé tout visa de transit, il négocie finalement, par l'intermédiaire du socialiste suisse Platten, avec l'ambassade allemande : Lénine et ses compagnons traverseront l'Allemagne dans un wagon « exterritorialisé » et s'engagent à tenter d'obtenir en échange la libération d'un nombre égal de prisonniers allemands. L'état-major allemand croit ainsi lancer en Russie un élément supplémentaire de désorganisation de la défense qui permettra sa victoire militaire : il assure en fait, involontairement, le retour et le triomphe de celui dont les efforts sont tendus vers la destruction de tous les impérialistes.

¹⁹ Cité par E. H. CARR, t. 1, p. 76.

²⁰ TROTSKY, 1905.

Le marin bolchevique Raskolnikov a raconté dans ses mémoires comment Lénine, à peine entré dans le wagon du train qui l'attendait à la frontière russe, s'en prit vigoureusement à Kamenev et aux thèses défensistes de ses articles de la *Pravda*. A la gare de Pétrograd, le 3, c'est publiquement qu'il prend ses distances. Il est accueilli par une délégation du soviet de Pétrograd. Tchkhéidzé, qui la conduit, prononce un discours de bienvenue : il faut, dit-il, « défendre la révolution contre toute atteinte qui pourrait se produire, tant de l'intérieur que de l'extérieur ». Tournant le dos aux officiels, Lénine s'adresse à la foule des ouvriers et des soldats qui l'ont attendu et salue en elle « la révolution russe victorieuse, l'avant-garde de la révolution prolétarienne mondiale »²¹. Puis il va rejoindre ses amis bolcheviques et commence à développer sa féroce critique de la politique menchevique qui prétend défendre les conquêtes de Février en poursuivant une lutte dite patriotique en alliance avec les rapaces impérialistes. Ces thèses plongent dans la consternation l'équipe dirigeante, dont elles contredisent point par point l'analyse et l'orientation. Elles paraîtront le 7 avril dans la *Pravda*, signées de son seul nom, sous le titre : « Des tâches du prolétariat dans la révolution actuelle ».

Se ralliant tacitement aux thèses de la révolution permanente, il affirme : « Le trait distinctif de la situation actuelle en Russie consiste en la transition de la première étape de la révolution, qui remet le pouvoir à la bourgeoisie, à cause de l'insuffisance de la conscience et de l'organisation prolétariennes, à sa seconde étape, qui remettra le pouvoir aux mains du prolétariat et des couches les plus pauvres de la paysannerie »²². Il qualifie d'« ineptie » et de « criante dérision » les exigences de la *Pravda*, qui demande à un gouvernement capitaliste de renoncer aux annexions, alors qu'il est « impossible de terminer la guerre par une paix vraiment démocratique sans renverser le capital ». La tâche du parti bolchevique, minoritaire dans la classe ouvrière et les soviets, est d'expliquer aux masses que « le soviet des députés ouvriers est la seule forme possible du gouvernement révolutionnaire » et que l'objectif de leur lutte est de construire, « non une république parlementaire, mais une république des soviets d'ouvriers, de paysans pauvres et paysans, de tout le pays, de la base au sommet »²³. Les bolcheviks ne gagneront les masses qu'en « expliquant patiemment, avec persévérance, systématiquement », leur politique : « Nous ne voulons pas que les masses nous croient sur parole. Nous ne sommes pas des charlatans. Nous voulons que les masses se détachent par expérience de leur erreur »²⁴. Le rôle des bolcheviks est de « stimuler réellement la conscience des masses comme leur initiative locale, audacieuse et décidée; de stimuler la réalisation spontanée, le développement et la consolidation des libertés, de la démocratie, du principe de la possession de toutes les terres par le peuple entier »²⁵. C'est de cette initiative révolutionnaire que naîtra l'expérience qui donnera aux bolcheviks la majorité dans les soviets ; alors viendra le moment où les soviets pourront prendre le pouvoir et appliquer les premières mesures du programme bolchevique, nationalisation de la terre et des banques, contrôle des soviets sur la production et la distribution. La dernière thèse de Lénine concerne le parti, dont il propose de changer en même temps le nom et le programme, « Il est temps d'enlever sa chemise sale et d'en mettre une propre », écrit-il en proposant d'abandonner l'étiquette de « social-démocrate » pour adopter celle de « communiste », la tâche étant, selon lui, de « créer un parti communiste prolétarien » dont « les meilleurs éléments du bolchevisme ont déjà, écrit-il, créé les éléments »²⁶.

Ainsi, sur tous les points décisifs, position à l'égard de la guerre, du gouvernement provisoire, conception même du parti, Lénine s'oppose-t-il à la ligne appliquée par les bolcheviks jusqu'à son arrivée. Kamenev pourra écrire dans la *Pravda* que « ces thèses ne représentent que l'opinion personnelle de Lénine ». Rappelant les résolutions adoptées antérieurement, il affirme : « Ces résolutions restent notre plate-forme, que nous défendrons aussi bien contre l'influence désagréable du « jusqu'au-boutisme révolutionnaire » que contre la critique du camarade Lénine. Le schéma général de Lénine nous paraît inadmissible parce qu'il considère la révolution bourgeoise-démocratique comme achevée, et pose la question de la transformation immédiate de cette révolution en révolution socialiste ».

La discussion, ainsi brutalement ouverte, va se poursuivre pendant quelques jours. D'un côté, Kamenev, Rykov, Noguine, que Lénine traite ironiquement et sans douceur de « vieux-bolcheviks », et qui l'accusent de s'être rallié à la théorie de la révolution permanente. De l'autre, Lénine, Zinoviev, Boukharine. Staline semble s'être presque immédiatement rallié aux thèses de Lénine. La conférence nationale, réunie le 24 avril, rassemble 149 délégués, élus par 79 000 adhérents, dont 15 000 de Pétrograd. Contre Lénine, Kamenev affirme : « Il est prématuré de dire que la démocratie bourgeoise a épuisé toutes ses possibilités », alors que « les tâches bourgeoises-démocratiques restent inachevées ». Soutenant que les soviets d'ouvriers et de soldats sont « un bloc des forces petites-bourgeoises et prolétariennes », il pense que « si la révolution démocratique bourgeoise était achevée, ce bloc [...] n'aurait plus aucune tâche déterminée, tandis que le prolétariat aurait à lutter contre le bloc petit-bourgeois ». Il conclut « Si nous nous rallions au point de vue de Lénine, nous resterions sans travail politique, des théoriciens, des propagandistes publiant d'excellentes études sur la future révolution socialiste, mais écartés de la réalité suivante comme militants politiques et comme parti politique défini »²⁷. Il propose donc de conserver la ligne adoptée au mois de mars et de « faire surveiller de très près le gouvernement provisoire par les soviets ». Rykov consacre son intervention au problème de la révolution socialiste : « D'où viendra, demande-t-il, le soleil de la révolution socialiste ? » Il affirme : « A en juger par toute la situation, par le niveau petit-bourgeois de la Russie, l'initiative de la révolution socialiste ne nous appartient pas. Nous n'avons pour cela ni les forces, ni les conditions objectives requises. La question de la révolution prolétarienne se pose à nous, mais nous ne devons pas surestimer nos forces. Devant nous, il y a de gigantesques tâches révolutionnaires, mais leur réalisation ne nous entraînera pas au-delà du cadre du système bourgeois »²⁸.

Dans l'intervalle, la situation politique s'est rapidement modifiée. Quelques jours avant la conférence du parti, une note du cadet Milioukov, ministre des affaires étrangères, annonçant que le gouvernement provisoire était décidé à respecter tous ses engagements vis-à-vis des Alliés et affirmant « l'aspiration de tout le peuple à poursuivre la guerre mondiale jusqu'à la victoire finale », provoque des manifestations populaires, les 20 et 21 avril, et ouvre une crise ministérielle qui ne sera résolue que le 5

²¹ Cité Par CARR, op. cit., t. 1, P. 78.

²² LENINE Œuvres complètes, t. XXIV, p. 12.

²³ Ibidem, p. 13.

²⁴ Ibidem, p. 15.

²⁵ LENINE, Œuvres choisies, t. II, p. 23.

²⁶ Ibidem, p. 15.

²⁷ Iaroslavsky op. cit., p. 262.

²⁸ Ibidem, p. 263.

mai. La radicalisation des masses, l'attitude résolue des soldats dont certains refusent de marcher contre les manifestants, apportent de l'eau au moulin de Lénine, tout autant que l'affirmation jusqu'au-boutiste du ministre cadet. Il développe ses arguments contre les vieux-bolcheviks. affirme que « la révolution bourgeoise est achevée en Russie et que le pouvoir est aux mains de la bourgeoisie », mais que la lutte pour la terre, le pain, la paix ne pourra être menée à bien que par le passage du pouvoir aux soviets, qui sauront « bien mieux, de façon plus pratique et plus sûre, comment marcher vers le socialisme ». La dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie est une formule antique que les vieux-bolcheviks ont « ineptement apprise au lieu d'avoir étudié l'originalité de la nouvelle et vivante réalité ». Tourné vers Kamenev, il lui rappelle la formule de Goethe : « Grise est la théorie, mon ami, mais vert l'arbre de la vie »²⁹. Il se moque féroce des propositions de contrôle des soviets sur le gouvernement, s'écriant : « Pour contrôler, il faut avoir le pouvoir. Le contrôle n'est rien quand ceux que l'on contrôle ont les canons. Contrôlez-nous, disent les capitalistes, qui savent qu'on ne peut pas opposer un refus au peuple maintenant. Mais, sans le pouvoir, le contrôle n'est qu'une phrase de petit bourgeois qui entrave la marche et le développement de la révolution russe »³⁰.

Lénine l'emporte finalement sur les points essentiels en discussion, avec des majorités variables : à l'unanimité moins 7 abstentions sur la question de la guerre, par 122 voix contre 3 et 8 abstentions sur la décision « d'engager un travail prolongé » afin de « transférer aux soviets le pouvoir d'Etat », 71 voix seulement sur 118 votants pour la résolution qui affirme la nécessité d'entrer dans la voie de la révolution socialiste. On revanche, il est battu sur les résolutions concernant le parti : il est seul à voter pour sa proposition d'abandonner l'étiquette « social-démocrate » et, malgré son affirmation que l'« unité avec les défensistes » serait une trahison, la conférence accepte la création d'une commission mixte de bolcheviks et mencheviks pour l'étude des conditions de l'unification telle qu'elle avait été défendue par Staline le mois précédent. Lénine a « redressé » le parti, malgré les vieux-bolcheviks attachés à ses formules anciennes : sa victoire est pourtant loin d'être totale, puisque sur les huit camarades élus avec lui au comité central, l'un est rallié de dernière heure à ses thèses, Staline, quatre sont des opposants du groupe des vieux-bolcheviks, Kamenev, Noguine, Milicutine et Fedorov Zinoviev, Sverdlov et le tout jeune Smilga, seuls, ont soutenu Lénine sans réserves depuis l'ouverture de la discussion.

Il ne faudra pourtant que quelques semaines pour que le développement du mouvement révolutionnaire et la lutte des bolcheviks pour conquérir la majorité des soviets entraînent l'ensemble du parti à accepter sans réserves les thèses que Lénine développera quelques semaines plus tard dans *L'Etat et la révolution*, faisant des soviets un « pouvoir de même type que la Commune de Paris », dont la source n'est pas « une loi discutée et votée auparavant dans un Parlement, mais une initiative des masses venue d'en-bas, une « usurpation directe »³¹ théorie qui sera la base même de l'action des bolcheviks dans les mois suivants et de la victoire de la révolution.

Le parti de Lénine et Trotsky.

La conférence d'avril provoque le départ de l'extrême-droite, les défensistes Voitinski et Goldenberg. Elle hâte les conditions de l'unification avec les mencheviks internationalistes. Déjà de nombreuses organisations social-démocrates autonomes avaient rejoint le parti bolchevique avant cette date. A Pétrograd, pourtant, l'organisation interrayons était restée à l'écart. Lié à Trotsky, le groupe avait pris position pour le pouvoir des soviets et le tournant de la *Pravda* après le retour de Kamenev et Staline l'avait détourné d'une fusion immédiate à laquelle, selon Chliapnikov, il était décidé au début de mars. Mais le problème se repose après la victoire des thèses de Lénine dans le parti bolchevique. Trotsky est revenu le 5 mai après un long périple du Canada en Scandinavie. Il adhère aussitôt à l'organisation interrayons où se retrouvent de nombreux mencheviks internationalistes, Iouréniev, Karakhane, d'anciens bolcheviks, et, de façon plus générale, les militants qui ont été liés à lui depuis plusieurs années : Joffé, Manuïlski, Ouritski, de la *Pravda*, Pokrovski, Riazanov, Lounatcharski de *Naché Slovo*.

Au lendemain de son arrivée, devant le soviet de Pétrograd, il prend position aussi nettement que Lénine et dans le même sens que lui, annonçant que la révolution « a ouvert une ère nouvelle, une ère de sang et de fer, une lutte qui n'est plus de nation à nation, mais des classes souffrantes et opprimées contre leurs gouvernants ». Affirmant que les socialistes doivent lutter pour donner « tout le pouvoir aux soviets », il conclut : « Vive la révolution russe, prologue de la révolution mondiale ! »³². Le 7 mai, à une réception organisée par l'organisation interrayons et les bolcheviks en son honneur, il déclare qu'il a définitivement rompu avec son vieux rêve d'unification de tous les socialistes et que la nouvelle Internationale ne peut se construire qu'à partir d'une rupture totale avec le social-chauvinisme. Dès le 10, il rencontre Lénine.

Peu de choses, désormais, séparent les deux hommes, et ils le savent. Lénine est pressé de gagner au parti Trotsky et ses compagnons. Il a déjà proposé d'en faire le rédacteur en chef de la *Pravda*, mais n'a pas été suivi. En tout cas, il lui demande d'entrer dans le parti et offre, sans conditions, à Trotsky et à ses amis, des responsabilités à la direction de l'organisation et à la rédaction de la *Pravda*. L'amour-propre, certaines réticences, peut-être de ses compagnons, retiennent Trotsky. Il a sans doute plus que Lénine le souvenir des querelles passées et pourtant dépassées. Il souligne que le parti bolchevique s'est « débolchevisé », qu'il a acquis une optique internationale, et que rien ne les sépare plus. Mais c'est précisément pour cela qu'il voudrait le voir changer d'étiquette. « Je ne peux pas me considérer moi-même comme un bolchevik ». Il souhaite un congrès de fondation et un titre nouveau pour un parti nouveau, enterrant définitivement le passé. Lénine ne peut accepter de faire une pareille concession à l'amour-propre de Trotsky : il est fier du parti et de sa tradition, tient à ménager aussi l'amour-propre des vieux-bolcheviks déjà passablement ébréchés en avril, qui lui reprochent, à lui, son ralliement à Trotsky, et considèrent toujours ce dernier comme un adversaire personnel. C'est assez d'avoir imposé les thèses et de se préparer à imposer l'homme : les bolcheviks resteront bolcheviks et Trotsky viendra de son plein gré, car ses réticences sont par trop dérisoires.

²⁹ LENINE, *Œuvres complètes*, t. XXIV, p. 35.

³⁰ Iaroslavsky, *op. cit.*, p. 263.

³¹ LENINE, *Œuvres complètes*, t. XXIV, pp. 28-29.

³² DEUTSCHER, *op. cit.*, pp. 253-254.

Dans les semaines qui suivent, effectivement, Trotsky, bon gré, mal gré, devient aux yeux des masses, dont il est l'orateur préféré, un véritable bolchevik. Il est en prison, après les manifestations armées de juillet, avec une pléiade de bolcheviks, anciens et nouveaux, que le deuxième gouvernement provisoire, auquel les mencheviks participent, a jetés en prison et accusés à la fois d'être agents de l'Allemagne et d'avoir préparé une insurrection armée. Ni lui, ni Lénine, passé dans la clandestinité, n'assistent au VI^e Congrès qui commence le 26 juillet et s'appelle « congrès d'unification ». Les délégués ont été élus par 170 000 militants, dont 40 000 pour la seule ville de Pétrograd. Le parti bolchevique de 1917, le parti révolutionnaire que Lénine appelait à former en avril autour des « meilleurs éléments du bolchevisme », est né de la confluence au sein du courant bolchevique des courants révolutionnaires indépendants que constituent aussi bien l'organisation interrégionaux que les nombreuses organisations social-démocrates internationalistes jusque là restées à l'écart du parti de Lénine.

Ainsi se concrétise la conception du parti qu'il défend depuis des années : la fraction bolchevique a réussi à faire prévaloir, ainsi qu'il l'espérait, sa conception d'un parti ouvrier, et à y rallier les autres révolutionnaires. Telle est l'histoire, telle que l'ont vue et vécue les contemporains. Il faudra plus de dix ans pour qu'elle soit pour longtemps déformée. En 1931, expliquant ce qu'avait été, pour les bolcheviks, la constitution du parti en 1917, Karl Radek devait rappeler qu'il avait « accueilli ce qu'il y avait de meilleur dans le mouvement ouvrier » et qu'on ne devait pas, en faisant comme s'il était sorti tout droit de la fraction de 1903, « oublier les courants et les ruisseaux » qui s'y étaient déversés en 1917. Mais, parce que cette vérité historique était intolérable pour le petit groupe des hommes qui s'étaient, avec Staline, emparés du pouvoir, tous les moyens, depuis lors, ont été employés pour la faire disparaître. Réécrivant l'histoire au nom des exigences de la politique stalinienne, Kaganovitch devait s'écrier : « Il faut que Radek comprenne que la théorie des ruisselets crée la base pour la liberté des groupes et des fractions. Si on tolère un « ruisselet », il faut lui donner la possibilité d'avoir un « courant ». [...] Notre parti n'est pas un réservoir de ruisseaux troubles, c'est un fleuve si puissant qu'il ne peut conserver aucun ruisselet, car il a toute possibilité de faire disparaître tous les obstacles sur son chemin »³³.

En fait, les événements qui suivent le VI^e Congrès le prouvent avec éclat : la force du parti unifié vient de la fusion totale de ces courants divers autant que de la diversité des itinéraires qui les ont menés, à travers des années de lutte idéologique, à la lutte en commun pour la révolution prolétarienne. La direction élue en août reflète le rapport de leurs forces. Lénine est élu au comité central avec 133 voix sur 134 votants, suivi par Zinoviev, 132 voix, Trotsky et Kamenev 131. Sur 21 membres, 16 viennent directement de la fraction bolchevique, y compris le Letton Berzine et le Polonais Dzerjinski. Milioutine, Rykov, Staline, Sverdlov, Boubnov, Mouranov, Chaoumian sont des *komitetchiki* typiques ayant passé autant d'années en prison ou en déportation que dans la clandestinité n'ayant fait à l'étranger que de brefs séjours. Kamenev, Zinoviev, Noguine, Boukharine, Sokolnikov, Artem-Sergueiev ont fait de longs séjours à l'étranger, parfois partagé avec Lénine les responsabilités de l'émigration. La majorité d'entre eux a été, à un moment ou à un autre, en désaccord avec Lénine : Rykov, lorsqu'il était le porte-parole des *komitetchiki* en 1905, Noguine et Sokolnikov avec Rykov encore en 1910 comme conciliateurs, Boukharine et Dzerjinski pendant la guerre, sur la question nationale, Mouranov, Kamenev, Rykov, Staline, Milioutine, en mars-avril. D'autres ont eu des itinéraires plus complexes, dans la fraction ou sur ses marges : Krestinski, vieux-bolchevik, a travaillé pendant la guerre avec les mencheviks de gauche de Maxime Gorki, Sokolnikov, vieux-bolchevik lui aussi, a été conciliateur, puis, pendant la guerre, collaborateur de *Naché Slovo*, avant de revenir de Suisse avec Lénine. Kollontaï, vieille militante, a été menchevique à partir de 1903, a commencé en 1914 à se rapprocher des bolcheviks, qu'elle a rejoints en 1915. Trotsky enfin, ainsi qu'Ouritski et le suppléant Joffé, les anciens de la *Pravda* de Vienne, n'ont jamais été bolcheviks. Le parti bolchevique d'octobre, celui qui, pour le monde entier, sera « le parti de Lénine et Trotsky », vient de naître ainsi que l'écrit Robert V. Daniels, « la nouvelle direction du parti était tout sauf un rassemblement de bœuf-oui-oui disciplinés »³⁴. Tel quel, il est bien à l'image du jeune et déjà vieux parti : Lénine, avec ses 47 ans, est le doyen du comité central dont onze membres ont entre 30 et 40 ans, trois moins de 30 ans. Son benjamin, Ivan Smilga, a 25 ans : il est militant bolchevique depuis 1907.

De juillet à octobre.

Les journées de juillet ont marqué un tournant important. C'est contre l'opinion des dirigeants bolcheviques que les ouvriers de Pétrograd ont déclenché les manifestations armées que le parti jugeait prématurées. Mais l'influence de ses militants a évité le pire et permis une retraite ordonnée : les manifestations ne se sont pas transformées en une insurrection qui aurait voué à l'isolement une « Commune » de Pétrograd. Pourtant, le gouvernement exploite la situation et frappe durement les bolcheviks : les locaux du parti, un peu partout, sont envahis et saccagés, sa presse est interdite, les arrestations se succèdent. Les bolcheviks ne seront pas surpris : ils ont des locaux, du matériel, une habitude des conditions clandestines de fonctionnement. La *Pravda* disparaît, mais elle est remplacée par une multitude de feuilles clandestines, bientôt par un journal « légal » qui a changé son titre. Trotsky, Kamenev et d'autres sont arrêtés, mais de nombreux militants, munis de faux papiers, passent dans la clandestinité, échappant à l'arrestation, utilisent les réseaux clandestins préservés depuis février, les possibilités nouvelles d'actions illégales qu'ont ouvertes les responsabilités de nombreux militants dans les soviets. Le comité central décide de mettre Lénine à l'abri des coups de la répression : il se cachera en Finlande, sous une fausse identité, jusqu'au mois d'octobre. La presse bourgeoise essaie d'ensevelir les bolcheviks sous les calomnies, les accuse à l'aide de faux documents d'avoir touché de l'or allemand, rabâche la légende du « wagon plombé », réclame bruyamment la tête des traîtres. Le parti reçoit des coups sérieux, mais l'organisation demeure et poursuit son activité, éclatante confirmation des thèses de Lénine sur la nécessité d'une préparation, en toutes circonstances, aux tâches du travail illégal.

Les ministres bourgeois ont déclenché une crise ministérielle. Le 23 juillet, le « travailliste » Kerenski un compagnon de route bourgeois des s.r. forme un nouveau gouvernement provisoire où les ministres « socialistes » sont en majorité. Il s'agit pour lui de consolider le régime et d'abord en le maintenant dans la guerre : les socialistes des pays alliés, Albert Thomas, Marcel Cachin, arrivent en renfort pour donner la caution des Occidentaux à l'effort patriotique russe. Car le « soutien populaire » est nécessaire à la poursuite de la guerre. Il faut en même temps renforcer l'Etat : la peine de mort est rétablie

³³ KAPANOVITCH, « discours à l'Institut des professeurs rouges », *Corr. int.* n° 114, 23 déc. 1931, p. 1260

³⁴ R. V. DANIELS, *The conscience of the revolution*, p. 49.

pour les tribunaux militaires, la censure fonctionne de nouveau, le ministre de l'intérieur reçoit le droit d'interdire des journaux, de procéder à des arrestations sans mandats légaux.

Mais la propagande des conciliateurs ne séduit ni les ouvriers qui ont vu frapper les bolcheviks, ni les bourgeois qui voudraient une action plus sérieuse. La crise économique empire : les industriels sabotent véritablement, aussi bien pour préserver leurs biens que pour démontrer les conséquences de l'« anarchie révolutionnaire », dont ils souhaitent qu'elle soit rendue responsable de la misère. La chute du rouble continue et s'accélère : il vaudra en octobre 10 % de sa valeur de 1914. Les entreprises ferment, les lock-outs se succèdent, jetant sur le pavé des centaines de milliers d'ouvriers affamés qui, inévitablement, font leur le mot d'ordre, repris par les bolcheviks en juillet, du « contrôle ouvrier » et des nationalisations.

Surtout, avec quelques mois de retard, la campagne, à son tour, s'ébranle. Depuis février, les gouvernements provisoires où siégeaient des ministres s.r., habituels défenseurs des intérêts paysans, ont multiplié les promesses de réforme agraire et ont été incapables de réaliser quoi que ce soit dans ce domaine. Les bolcheviks qui, par l'armée, ont multiplié les contacts avec les paysans, poussent à l'action directe, à la saisie des terres : à partir de la moisson, c'est une véritable révolution agraire qui commence, les châteaux sont brûlés, on s'empare des récoltes, on saisit les terres sous la direction de comités agraires, puis de soviets paysans. Le gouvernement appelle d'abord à la patience, au respect de l'ordre et de la propriété, puis fait appel aux cosaques abhorrés contre les paysans révoltés : les bolcheviks ont beau jeu pour démontrer aux paysans qu'ils sont leurs seuls vrais amis.

Au début d'août, Kerenski convoque une Conférence d'Etat, sorte de substitut d'Etats généraux, groupant des représentants d'organisations politiques, sociales, économiques, culturelles de tout le pays il espère en faire sortir un nouveau compromis, « l'armistice entre le capital et le travail ». Les bolcheviks la boycotteront et les forces contre-révolutionnaires, qui considèrent maintenant comme terminée la tâche des conciliateurs, en profitent pour se concerter. Industriels et généraux se mettent d'accord. Le moment est venu de frapper à la tête le mouvement révolutionnaire. C'est le généralissime de Kerenski, Kornilov, qui est choisi comme « sauveur suprême » ; le 25 août, il envoie contre la capitale une division de cosaques aux cadres sûrs. L'impuissance de Kerenski, que les ministres bourgeois abandonnent dès qu'il parle de destituer le généralissime, la complicité des Alliés éclatent aux yeux de tous. Or, le putsch s'effondre en quelques jours. Les cheminots refusent de faire circuler les trains. Les soldats eux-mêmes, dès qu'ils apprennent la besogne dont on veut les charger, se mutinent, et les officiers se retrouvent seuls, bien heureux si leurs hommes ne les ont pas abattus. Au moment décisif, les bolcheviks sont sortis de leur semi-clandestinité, ont appelé à la résistance dans les soviets, qui seront les seuls organismes à survivre à l'orage de cette semaine, pendant que se volatilisaient les débris de l'appareil d'Etat. Les marins de Cronstadt marchent au secours de la capitale et commencent par ouvrir les portes des prisons et libérer les militants bolcheviques détenus depuis juillet, Trotsky en tête. Partout se constituent des gardes rouges dont les bolcheviks sont les organisateurs ; dans les régiments, les soviets de soldats se multiplient, font la chasse aux kornilovistes, portant ainsi au corps des officiers des coups mortels.

Aussi le putsch a-t-il pour principal résultat de retourner complètement la situation en faveur des bolcheviks, désormais auréolés du prestige d'avoir été les vainqueurs de Kornilov. Le 31 août, le soviet de Pétrograd vote une résolution présentée par leur fraction, qui réclame tout le pouvoir pour les soviets. Le vote est solennellement confirmé, le 9 septembre, par une condamnation sans équivoque de la politique de coalition avec les représentants de la bourgeoisie au sein des gouvernements provisoires : les mencheviks sont désormais à contre-courant, puisque les uns après les autres les soviets des grandes villes, celui de Moscou, le 5 septembre, puis ceux de Kiev, Saratov, Ivanovo-Voznessensk, alignent leur position sur celle du soviet de la capitale qui, le 23 septembre, porte Trotsky à la présidence. Il devient clair, désormais, que le III^e Congrès des soviets, prévu pour débiter le 20 octobre, réclamera pour lui le pouvoir et condamnera l'alliance des mencheviks et des s.r. avec des ministres bourgeois. Contre cette perspective, le comité exécutif pan-russe des soviets, que préside le menchevik Tséretelli, tente d'élargir la base de la coalition qu'il soutient avec la convocation, sur le modèle de la conférence d'Etat, d'une Conférence démocratique, qui désigne à son tour un pré-Parlement.

Le problème de l'insurrection.

De sa retraite de Finlande, Lénine a compris très vite que la situation s'est renversée : le 3 septembre, dans un projet de résolution, il parle de « la rapidité d'ouragan si incroyable » avec laquelle se déroulent les événements. Tous les efforts des bolcheviks doivent, écrit-il, « tendre à ne pas retarder sur les événements, de façon à pouvoir éclairer au mieux les ouvriers et les travailleurs ». Il pense que « la situation critique conduit inéluctablement la classe ouvrière peut-être à une allure catastrophique dans une situation où, par suite d'événements qui ne dépendent pas d'elle, elle se verra obligée d'affronter, en un combat décisif, la bourgeoisie contre-révolutionnaire et de conquérir le pouvoir »³⁵. Le 13 septembre, il estime que le moment est venu il adresse au comité central deux lettres destinées à être discutées à sa réunion du 15. « Ayant obtenu la majorité aux soviets des deux capitales, les bolcheviks peuvent et *doivent* prendre le pouvoir ». Il presse le comité central de soumettre la question à ce qui est, de fait, son congrès : la réunion de ses délégués à la Conférence démocratique, « la voix unanime de ceux qui sont en contact avec les ouvriers et les soldats, avec les *masses* »³⁶. Il affirme : « L'Histoire ne nous pardonnera pas, si nous ne prenons pas le pouvoir dès maintenant »³⁷. Les bolcheviks doivent présenter leur programme, celui des ouvriers et des paysans russes, à la Conférence démocratique, puis « lancer toute la fraction dans les usines et dans les casernes ». Quand elle y sera concentrée, « nous serons à même de juger du moment où il faut déclencher l'insurrection »³⁸.

Or, la même distance qu'en avril sépare Lénine de la majorité des autres dirigeants bolcheviques. Le 30 août, la *Pravda*, que dirige Staline, a publié un article de Zinoviev : sous le titre : « Ce qu'il ne faut pas faire », il rappelle le sort de la Commune de Paris et met en garde contre toute tentative de prendre le pouvoir par la force et prématurément. C'est la position même du

³⁵ LENINE, *Œuvres complètes*, t. XXV, p. 243.

³⁶ *ibidem*, t. XXVI, pp. 10-12.

³⁷ *Ibidem*, p. 12.

³⁸ *Ibidem*, p. 18.

parti en juillet, mais Lénine estime que la situation s'est profondément modifiée. Pourtant, ses lettres ne convaincront pas le comité central. Kamenev se prononce contre les propositions de Lénine et demande que le parti soit mis en garde contre toute tentative d'insurrection. Trotsky, lui, est partisan de l'insurrection, mais pense qu'elle doit être décidée par le congrès pan-russe des soviets. Finalement, la majorité du comité central suit Kamenev qui propose de brûler les lettres de Lénine et de ne pas lui répondre.

Lénine engage dès lors la bataille. Il sait qu'il a pleinement convaincu Smilga, qui préside le soviet régional de l'armée, de la flotte et des ouvriers de Finlande il comploté avec lui contre la majorité du comité central, l'utilise pour « faire de la propagande auprès du parti » à Pétrograd et à Moscou, envisage avec lui les plans les plus variés pour le déclenchement de l'insurrection. Il bombarde le comité central de lettres véhémentes, dénonçant les « hésitations » et les « vacillations » des dirigeants. C'est d'extrême justesse, par 9 voix contre 8, que le comité central décide de suivre Trotsky et Staline qui proposent de boycotter le pré-Parlement qui va sortir de la Conférence démocratique. Mais la fraction bolchevique à la Conférence démocratique, elle, suit Rykov et Kamenev qui, adversaires de l'insurrection, sont partisans de la participation au pré-Parlement. Le 23, Lénine écrit au comité central : « Trotsky était partisan du boycott. Bravo, camarade Trotsky ! La thèse du boycott a été repoussée à la fraction bolchevique de la Conférence démocratique. Vive le boycott ! » Il en appelle à un congrès extraordinaire du parti sur la question du boycott, affirme qu'en aucun cas le parti ne peut accepter une décision de participation : « Il faut amener les masses à discuter la question. Il faut que les ouvriers conscients prennent l'affaire en mains, provoquent sa discussion et fassent pression sur les « milieux dirigeants »³⁹. Le 29 septembre, il écrit au comité central qu'il ne peut admettre que ses lettres soient restées sans réponse et encore moins que la *Pravda* censure ses articles, ce qu'il considère comme « une allusion délicate au bâillonnement et une invitation à se retirer ». Il écrit : « Je dois présenter ma demande de démission du comité central, ce que je fais, en me réservant de faire de la propagande, dans les rangs du parti et au congrès du parti. Car ma conviction la plus profonde est que, si nous attendons le congrès des soviets et laissons tout de suite échapper l'occasion, nous causons la perte de la révolution »⁴⁰. Il revient à la charge le 1^{er} octobre : « Attendre est un crime »⁴¹.

La majorité du comité central hésite, ébranlée, et se résout à demander à Lénine de faire clandestinement le voyage de Pétrograd pour une discussion, avec lui, du problème de l'insurrection. Dans les jours qui suivent, d'ailleurs, la situation dans le parti se modifie. Trotsky réussit à convaincre la fraction des délégués bolcheviques au pré-Parlement qu'ils doivent le boycotter après une déclaration de guerre à la séance d'ouverture. Ils quitteront la salle après qu'il ait, en leur nom, lancé le signal : « La révolution est en danger ! Tout le pouvoir aux soviets ! ». Les bolcheviks de Moscou, par la voix de Lomov, réclament la décision d'insurrection. Le 9, Trotsky fait décider par le soviet de Pétrograd la formation du comité militaire révolutionnaire qui sera l'état-major de l'insurrection. Le 10 octobre, Lénine, déguisé et rasé, est à Pétrograd, discute passionnément et obtient finalement, par 10 voix contre 2, le vote d'une résolution en faveur de l'insurrection, « inévitable et complètement mûre », invitant « toutes les organisations du parti à étudier et à décider toutes les questions d'ordre pratique, conformément à cette directive ».

Les deux opposants sont Zinoviev et Kamenev qui, dès le lendemain, font appel de la décision du comité central par leur « Lettre sur le moment présent » adressée aux principales organisations du parti. « Nous sommes profondément convaincus, écrivent-ils, que d'appeler à présent à une insurrection armée revient à jouer sur une unique carte non seulement le sort de notre parti, mais aussi celui de la révolution russe et internationale. Il ne fait pas de doute qu'il existe des situations historiques où une classe opprimée doit reconnaître qu'il vaut mieux aller de l'avant à la défaite que de se rendre sans combat. La classe ouvrière russe est-elle dans une telle situation aujourd'hui ? Non, cent mille fois non. [...] Pour autant que le choix dépend de nous, nous pouvons et nous devons nous borner aujourd'hui à une position défensive. Les masses ne veulent pas lutter. [...] Les masses des soldats nous soutiennent [...] à cause de notre mot d'ordre de paix. Si nous devons mener une guerre révolutionnaire, elles nous abandonneraient à grande allure »⁴². Le plus grand danger, à leurs yeux, est de surestimer les forces prolétariennes, car le prolétariat international n'est pas près de soutenir la révolution russe.

Les préparatifs, pourtant, vont leur train : le 11, les délégués bolcheviques au congrès venant de la zone nord sont convoqués à Pétrograd : dès le 13, les bâtiments de la flotte que Smilga contrôle, mettent leur radio à la disposition de la propagande bolchevique et appellent les délégués à se rassembler par anticipation. Le 16 octobre, se réunit un comité central élargi : par 19 voix contre 2 et 4 abstentions, il confirme la décision du 10, puis repousse une résolution de Zinoviev proposant de suspendre les préparatifs de l'insurrection jusqu'à la réunion du congrès des soviets. Le soir même, Kamenev remet sa démission de membre du comité central.

Le 17 octobre, le journal menchevique *Novaïa Jizn*, que dirige Maxime Gorki, publie une information concernant la « lettre sur le moment présent ». Le lendemain, alors que le quartier général du soviet de Pétrograd, l'institut Smolny, voit se tenir une conférence illégale des délégués de régiments destinée à faire le point des forces militaires de l'insurrection, Zinoviev et Kamenev répondent au journal de Gorki et en profitent pour développer, publiquement cette fois, leurs arguments contre l'insurrection, laissant toutefois entendre, par une précaution à double sens, que le parti n'a pas encore pris de position sur la question. L'indiscipline est grave. Trotsky vient d'être délégué auprès de la garnison de la forteresse Pierre-et-Paul, dont l'attitude est incertaine, afin de la convaincre de passer dans les rangs des partisans de l'insurrection, et il a réussi. Lénine réagit très violemment dans deux lettres, l'une adressée à tous les membres du parti, l'autre au comité central; il traite Zinoviev et Kamenev de « briseurs de grève » et réclame leur exclusion du parti. Puis il envoie à *Rabotchii Put* la nouvelle *Pravda* un article de vive polémique contre les adversaires de l'insurrection, sans toutefois nommer Zinoviev et Kamenev. Trotsky ayant été amené à démentir que la décision d'insurrection ait été prise, Zinoviev et Kamenev se servent de cette déclaration pour couvrir leur geste.

³⁹ *Ibidem*, p. 51.

⁴⁰ *Ibidem*, pp. 78-79.

⁴¹ *Ibidem*, p. 139.

⁴² BUNYAN et Fisher. *The bolshevik revolution*, pp. 59-62

Le 20 octobre, *Rabotchii Put* publie simultanément la suite de l'article de Lénine, la déclaration de Zinoviev se référant au démenti de Trotsky et une note de la rédaction rédigée par Staline en termes conciliants qui semblent pourtant impliquer un désaveu de l'attitude de Lénine : « L'âpreté du ton du camarade Lénine ne change pas le fait que nous restons tous d'accord sur les questions fondamentales ». Le soir même, au comité central où Sverdlov lit la lettre de Lénine, Trotsky attaque vivement Staline pour sa note conciliatrice. Staline, à son tour, offre sa démission, puis plaide pour la conciliation et demande au comité central de refuser la démission donnée par Kamenev. En définitive, la démission de Kamenev est acceptée par 5 voix contre 4. Zinoviev et lui sont sommés par une résolution de ne plus prendre publiquement position contre les décisions du parti.

L'insurrection

C'est donc pratiquement au grand jour, dans une ambiance ultradémocratique, cinglant démenti à la tenace légende d'un parti bolchevique caporalisé, que s'est déroulée la discussion sur l'insurrection. Malgré la désignation par le comité central d'un bureau politique chargé de superviser les préparatifs, ceux-ci se déroulent sous la direction du comité militaire révolutionnaire. Le 22 octobre, il donne à l'équipage du croiseur *Aurora*, dont l'équipage est gagné aux bolcheviks, l'ordre de rester sur place, alors que le gouvernement provisoire lui a donné celui de lever l'ancre. Le 23, le comité place ses délégués auprès de toutes les unités militaires dont les délégués viennent d'ailleurs de faire savoir qu'ils ne reconnaissent plus le gouvernement provisoire. Dans la nuit, le gouvernement se décide à agir, interdit la presse bolchevique, fait fermer ses imprimeries, appelle à Pétrograd les élèves-officiers. Le comité militaire révolutionnaire envoie un détachement qui rouvre l'imprimerie de la *Pravda*. Dans la journée du 24, les détachements ouvriers sont armés dans toutes les forteresses, dans la soirée, les marins de Cronstadt arrivent à Petrograd; de Smolny, où siège le comité, partent les détachements et les commissaires qui vont occuper tous les points stratégiques de la capitale. Le Palais d'Hiver tombera vingt quatre heures plus tard, après quelques coups de semonces tirés par l'*Aurora*. L'insurrection a triomphé.

La querelle au sein du parti bolchevique semble s'être éteinte dès que l'action a commencé : Kamenev, démissionnaire, depuis le 20, du comité central, a participé à sa réunion du 24 ; il passe la nuit du 24 au 25 à Smolny, aux côtés de Trotsky qui dirige l'insurrection; Lénine les rejoindra bientôt. Quand le congrès des soviets s'ouvre, au soir du 25 octobre, c'est Kamenev que le parti bolchevique propose pour la présidence.

En fait, et avant même que le congrès n'émette formellement les votes qui donneront à l'insurrection la sanction révolutionnaire qu'en attendent les dirigeants bolcheviques, c'est une fois encore le développement du mouvement des masses qui a tranché les divergences. Dans tout le pays, des assemblées d'ouvriers, de paysans, de soldats discutent, argumentent, combattent ou soutiennent la décision d'insurrection. John Reed a décrit l'une d'elles, dans le régiment d'auto-mitrailleuses où le bolchevik Krylenko vient de livrer un âpre duel oratoire aux adversaires de l'insurrection, mencheviques et s.r. Les soldats présents votent : une cinquantaine se rangent à droite de la tribune et condamnent l'insurrection, mais plusieurs centaines se massent à gauche parce qu'ils l'approuvent. Le journaliste américain conclut : « Qu'on s'imagine cette lutte renouvelée dans chaque caserne de la ville, de la région, sur tout le front, dans la Russie tout entière. Qu'on s'imagine les Krylenko sevrés de sommeil, surveillant chaque régiment, volant d'un endroit à l'autre, discutant, menaçant, suppliant. Qu'on s'imagine la même scène se répétant dans toutes les permanences des syndicats, dans les usines, dans les villages, à bord des navires ; qu'on songe aux centaines de milliers de Russes, ouvriers, paysans, soldats, marins, contemplant les orateurs, s'appliquant avec une telle intensité à comprendre et à choisir, réfléchissant avec une telle acuité, et, à la fin, se décidant avec une telle unanimité ! Ainsi était la Révolution russe »⁴³.

Le II^e Congrès et le problème de la coalition

Sur les 650 députés du congrès pan-russe des soviets, 390 sont bolcheviques quelque 150 s.r. voteront avec eux. Le présidium du nouveau comité exécutif comprend 14 bolcheviks sur un total de 25 membres. Aux côtés des dirigeants du parti, les membres du comité central, Lénine, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Rykov, Noguine, Kollontaï, figurent de vieux militants, Riazanov, Lounatcharski, Mouralov - Trotsky dit : Mouranov - le Letton Stouthka et les dirigeants de l'insurrection Antonov-Ovseenko, du comité militaire révolutionnaire, Krylenko et le tout jeune Sklianski. Pendant la discussion arrivent d'exaltantes nouvelles : la chute du Palais d'Hiver, le passage à l'insurrection des troupes envoyées par Kerenski pour la combattre. La minorité, mencheviks de droite et s.r., quitte la salle. Le congrès approuve l'insurrection, vote les fameux décrets qui fondent le régime soviétique, approuve par acclamations le nouveau gouvernement de « commissaires du peuple » le mot a été, à la dernière minute, proposé par Trotsky, adopté avec enthousiasme par Lénine que propose le comité central bolchevique. Ils sont 15, dont 4 ouvriers, tous bolcheviks. Il désigne ensuite un comité exécutif qui comprend 71 bolcheviks et 29 s.r. dissidents, partisans de collaboration au pouvoir avec les bolcheviks, les s.r. de gauche. Il se sépare après une session qui a duré quinze heures en deux jours. La page semble tournée.

Pourtant, la querelle qui s'est déroulée dans le parti à la veille de l'insurrection rebondit presque immédiatement au lendemain de sa victoire. C'est en effet à la quasi unanimité que les délégués du II^e Congrès ont voté une résolution présentée par le menchevik internationaliste Martov mais soutenue par le bolchevik Lounatcharski, demandant que le conseil des commissaires du peuple soit élargi à des représentants des autres partis socialistes. Aux yeux de beaucoup de militants, bolcheviks compris, le conseil des commissaires purement bolchevique n'est en effet qu'une solution provisoire et il n'y a d'issue véritable que dans un gouvernement de coalition des partis socialistes. Le comité exécutif du syndicat des cheminots, le *Vikhjel*, reprend quelques jours plus tard à son compte le mot d'ordre de la coalition, et, pour donner plus de poids à sa revendication, menace de couper les communications du gouvernement s'il n'entreprend pas immédiatement les négociations en vue de la constitution d'un gouvernement socialiste de coalition.

⁴³ REED, *op. cit.*, p. 187.

Le 29 octobre, le comité central où ne siègent ni Trotsky, ni Lénine, ni Staline, et, après lui, le comité exécutif du congrès des soviets, acceptent de négocier. Une délégation dirigée par Kamenev se rend à l'invitation des cheminots et rencontre les représentants des mencheviks et des s.r. Or, ceux-ci, encouragés en sous-main par les diplomates alliés, si l'on en croit Jacques Sadoul, exigent le désarmement des gardes rouges, la constitution d'un gouvernement de coalition d'où seraient exclus et Lénine et Trotsky, et qui serait responsable, non devant les soviets, mais devant « les larges masses de la démocratie révolutionnaire », une formule trop large pour ne pas être ambiguë. Les parlementaires de l'exécutif des soviets, les bolcheviks Kamenev et Riazanov compris, acceptent de discuter sur ces bases et signent avec leurs interlocuteurs un appel au cessez-le-feu, à l'heure même où s'affrontent les cosaques du général Krasnov qui marche sur Pétrograd et les gardes rouges de Trotsky. A leur retour, devant le comité central, Trotsky les accuse d'avoir envisagé et préparé un désaveu de l'insurrection et d'avoir été dupés par leurs adversaires. Lénine va plus loin et propose la rupture immédiate des pourparlers. Riazanov et Lounatcharski se déclarent prêts à accepter l'élimination de Lénine et de Trotsky du gouvernement si cette condition est nécessaire pour la conclusion d'une coalition de tous les socialistes. Le comité central repousse ces deux positions et vote celle de Trotsky qui propose de poursuivre les négociations sur la base de la recherche de conditions qui garantiraient au parti bolchevique la prépondérance dans la coalition. Ainsi, le 2 décembre, pour la deuxième fois, les bolcheviks acceptent-ils le principe de la coalition avec les partis socialistes qui se sont opposés au pouvoir des soviets, à la condition qu'ils acceptent aujourd'hui de le reconnaître comme un fait accompli et d'y prendre leurs responsabilités.

Mais la minorité bolchevique ne s'incline pas, car elle croit que la résolution du comité central empêchera, en réalité, toute coalition. Kamenev, qui préside toujours l'exécutif des soviets, y propose la démission du conseil des commissaires du peuple exclusivement bolchevique que préside Lénine et la constitution, à sa place, d'un gouvernement de coalition. Volodarski oppose à cette motion celle qui a été adoptée par le comité central. Au cours du vote, plusieurs commissaires du peuple, Rykov, Noguine, Lounatcharski, Milioutine, Teodorovitch, des responsables du parti, Zinoviev, Lozovski, Riazanov, votent contre la résolution présentée par leur propre parti. Le lendemain, un autre bolchevik, Larine, présente à l'exécutif une motion sur la liberté de la presse, blâmant la répression gouvernementale contre la presse de droite et l'interdiction des journaux qui appellent à l'insurrection armée contre le gouvernement bolchevique. Le texte n'est repoussé qu'à deux voix de majorité. Lozovski et Riazanov ont encore voté contre le gouvernement. Sommés d'avoir à se soumettre à la discipline, une partie des opposants démissionnent avec éclat de leurs responsabilités pour protester contre « la politique catastrophique du comité central » et « le maintien d'un gouvernement purement bolchevique par le moyen de la terreur politique »⁴⁴. Lénine, dans une proclamation diffusée dans tout le pays, les stigmatise comme des déserteurs. Pour lui, il ne peut y avoir de doute : si l'opposition n'accepte pas les décisions de la majorité, elle doit quitter le parti. Il écrit : « La scission serait un fait extrêmement regrettable. Mais une scission honnête et franche est aujourd'hui de beaucoup au sabotage intérieur, à la non exécution de nos propres résolutions »⁴⁵.

En réalité, il n'y aura pas de scission. L'opposition est condamnée par l'ensemble des militants, par les meetings d'ouvriers et de soldats qui ont approuvé l'insurrection. Ensuite, il est très vite clair que les mencheviks et les dirigeants s.r. n'ont jamais eu d'autre intention que d'offrir aux bolcheviks le choix entre le suicide politique l'élimination de Lénine et Trotsky et le refus d'une coalition qui justifierait alors l'emploi contre eux de tous les moyens. Une partie des s.r. refuse de suivre la majorité des dirigeants dans la voie qui mène à la lutte armée contre le régime soviétique le nouveau parti des s.r. de gauche, constatant que mencheviks et s.r. refusent en réalité la coalition, accepte de partager le pouvoir avec les bolcheviks et délègue plusieurs des siens au conseil des commissaires du peuple. Des opposants, Zinoviev est le premier à revenir et à reprendre sa démission. Le 21 novembre, il écrit : « C'est notre droit et notre devoir de mettre le parti en garde contre ses propres fautes. Mais nous restons avec le parti. Nous préférons commettre des fautes avec des millions d'ouvriers et de soldats et mourir avec eux plutôt que de nous en séparer à cette heure décisive de l'histoire. [...] Il n'y aura pas, il ne peut pas y avoir de scission dans le parti »⁴⁶. Kamenev, Milioutine, Rykov et Noguine l'imitent le 12 décembre. Ils attendront un peu plus longtemps pour recouvrer leurs responsabilités. Kamenev, qui a été remplacé par Sverdlov à la présidence de l'exécutif des soviets, va être envoyé en mission en Europe occidentale. Seul Lozovski persévéra dans son opposition, sera finalement exclu et fondera un éphémère « parti socialiste ouvrier ».

Il n'y aura pas de crise dans les rangs du parti bolchevique le problème de l'Assemblée constituante, où la majorité appartient aux s.r. de droite, les candidats ayant été désignés avant la scission. Boukharine proposera l'invalidation des députés de droite et la proclamation d'une Convention révolutionnaire, et le bureau de la fraction bolchevique manifestera quelque hésitation. Mais Lénine imposera sans peine son point de vue : la Constituante ayant rejeté une « déclaration des droits du peuple travailleur et exploité » qui reprenait l'essentiel des décisions du III^e Congrès des soviets, et montré ainsi son intention de remettre en question la révolution et le nouveau pouvoir soviétique, est dissoute par les gardes rouges le 19 janvier. Aucun bolchevik ne s'élèvera contre la dissolution d'une Assemblée dont l'élection avait été, en son temps, l'un des mots d'ordre centraux de l'agitation du parti. Les thèses d'avril avaient définitivement triomphé.

La physionomie du parti vainqueur

Le parti bolchevique supporte dorénavant l'essentiel des responsabilités du pouvoir nouveau. Dans le monde entier, les spécialistes s'interrogent. Ces énergumènes vont-ils tenir ? Lénine répond : « La bourgeoisie ne reconnaît qu'un Etat est fort que lorsqu'il peut, usant de toute la puissance de l'appareil gouvernemental, faire marcher les masses comme l'entendent les gouvernements bourgeois. Notre conception de la force est différente. *Ce qui fait la force d'un Etat, selon nous, c'est la conscience des masses.* L'Etat est fort quand les masses savent tout, peuvent juger de tout et font tout sciemment »⁴⁷. Les bolcheviks croient à leur avenir, parce qu'ils se croient simplement une avantgarde de la révolution mondiale, mais aussi parce qu'ils savent que leur fusion avec les éléments actifs de la classe ouvrière est si totale qu'on ne peut décider si c'est le parti qui

⁴⁴ BUNYAN et FISHER, *op. cit.*, p. 204.

⁴⁵ LENINE, *Œuvres complètes*, t. XXVI, p. 293.

⁴⁶ *Isvestia*, 21 nov. 1917, cité par SERGE, *L'an I de la révolution*, pp. 104-105.

⁴⁷ LENINE, *Œuvres choisies*, t. II, p. 274.

les a gagnés ou s'ils se sont emparés du parti pour en faire leur organisation. C'est ce que Volodarski exprimait déjà en juillet en disant : « Dans les usines, nous jouissons d'une influence formidable, illimitée. Le travail du parti est rempli principalement par les ouvriers eux-mêmes. L'organisation a monté d'en bas et c'est pourquoi nous avons toutes raisons de penser qu'elle ne se disloquera pas »⁴⁸.

Rien ne contredit plus ouvertement en effet la tenace légende du parti bolchevique monolithique et bureaucratisé que le récit de ces luttes politiques, de ces conflits d'idées, de ces indisciplines publiques et répétées, en définitive jamais sanctionnées. Ce sont les masses devenues révolutionnaires qui sanctionnent les décisions qu'elles avaient d'ailleurs suggérées par leurs initiatives : Lénine, le premier à stigmatiser Kamenev et Zinoviev, en les traitant de « jaunes » ou de « déserteurs », dans le feu de l'action, est aussi, l'étape franchie, le premier à manifester son désir anxieux de les garder dans le parti où l'on a besoin d'eux, où ils ont leur place et où l'on ne pourrait les remplacer du jour au lendemain. Dans le parti bolchevique à la fin de 1917, il y a plus que jamais place pour les désaccords et même l'indiscipline, dans la mesure où la passion et la tension des journées révolutionnaires les expliquent, et où, l'accord étant fondamental sur le but, la révolution socialiste, l'accord sur les moyens ne peut résulter que de la discussion et de la conviction.

En réalité, la position des conciliateurs avait ses racines dans l'ancienne théorie des étapes distinctes de la révolution, abandonnée seulement après le triomphe des thèses d'avril. La rupture avec elle ne pouvait se faire en quelques semaines, au moins dans les têtes de ceux qui l'avaient développée, et c'est là l'explication de l'attitude de Zinoviev et de Kamenev. Il est, bien sûr, facile, en s'appuyant sur leurs textes de novembre 1917, de suggérer, comme le fait Robert Daniels, que les adversaires bolcheviques du monopole bolchevique du pouvoir avaient pressenti le danger de la dégénérescence du parti s'identifiant à l'Etat. En réalité, il n'est pas possible d'aller plus loin qu'Isaac Deutscher quand il écrit : « L'histoire devait justifier cet avertissement quoique, lorsqu'il fut fait, il n'ait pas eu apparemment de base »⁴⁹.

Le fait est que Lénine, Trotsky et les autres dirigeants bolcheviques ne prévoyaient ni ne souhaitaient à cette date un monopole bolchevique du pouvoir. Avant l'insurrection, Lénine avait appelé à tenter « la dernière chance [...] d'assurer le développement pacifique de la révolution, l'élection pacifique de ses députés par le peuple, la lutte pacifique des partis du sein des soviets, la mise à l'épreuve, dans la pratique, du programme des différents partis, le passage pacifique du pouvoir d'un Parti à un autre »⁵⁰. Au lendemain de l'insurrection, le comité central déclarait encore : « En Russie, le pouvoir soviétique est conquis et le passage du gouvernement des mains d'un parti soviétique à un autre parti soviétique est assuré sans aucune révolution, par un simple renouvellement des députés aux soviets »⁵¹. Mais à cette date, les mencheviks avaient quitté la salle du III^e Congrès des soviets où ils étaient largement minoritaires ; les s.r. et eux refusaient de prendre au mot les bolcheviks et leur proposition de gestion commune dans le cadre des soviets : les uns envisageaient la lutte armée aux côtés des chefs de l'armée, de l'oligarchie et des Alliés, tandis que les autres se préparaient à prendre position au-dessus de la mêlée.

Si, des années plus tard, les soviets ne seront plus coquille vide face au tout-puissant appareil bolchevique, c'est tout de même, et entre autres, pour cette importante raison qu'à l'époque des soviets vivants, le parti bolchevique avait été le seul à défendre leur pouvoir tandis que mencheviks et s.r., opposants loyaux ou collaborateurs de la république bourgeoise, s'étaient refusés à jouer ce rôle dans la république soviétique des conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats.

⁴⁸ Cité par TROTSKY, *Histoire*, t. III, p. 364.

⁴⁹ DEUTSCHER, *op. cit.*, p. 335.

⁵⁰ LENINE, *Œuvres Choiesies*, t. II, p. 150.

⁵¹ *Ibidem*, p. 282.

Chap. V - LES DEBUTS DU REGIME SOVIETIQUE ET LA PAIX DE BREST-LITOVSK

L'isolement des bolcheviks des autres tendances socialistes après la prise du pouvoir n'a en réalité rien de fortuit. Les dirigeants du parti s.r., incapables, pendant leur passage au pouvoir, de satisfaire les revendications des masses qui figuraient à leur programme, refusant de rompre avec la bourgeoisie et avec les Alliés, ne sont pas prêts à seconder ceux qui prétendent s'atteler à la tâche après leur échec. Quant aux mencheviks, ils considèrent - et considéreront toujours - comme une folie sanglante la prise du pouvoir par un parti ouvrier quand la Russie n'est mûre que pour une révolution bourgeoise et une république démocratique. Ni les uns, ni les autres n'ont cru que le régime créé en octobre pourrait connaître des lendemains. Comme les partis bourgeois et les milieux de l'oligarchie, ils attendent son effondrement, qu'ils jugent inévitable. Tous considèrent qu'il importe de le hâter, dans la recherche du moindre mal, en isolant au maximum les dirigeants bolcheviques. Les mencheviks les plus proches de la révolution, et même un « quart-de-bolchevik » comme l'historien Soukhanov considèrent comme une utopie l'idée de construire un Etat socialiste dans un pays arriéré, mais, plus encore, jugent catastrophique la destruction de l'ancien appareil d'Etat, dont ils pensent que, dans les conditions de guerre et d'effondrement économique, il ne peut que mener tout droit à la destruction des forces productives essentielles du pays. Et si Soukhanov souhaite pourtant ne pas se couper « des masses et de la révolution elle-même » en abandonnant les soviets, en revanche la majorité des dirigeants s.r. et mencheviques, tout en proclamant leur volonté de lutter contre les bolcheviks « sans la bourgeoisie, au nom de la démocratie », préfèrent rompre ces liens que ceux qui les rattachent à la bourgeoisie internationale : ils ne partagent pas, bien entendu, les espoirs de révolution mondiale des bolcheviks et pensent que l'appui des Alliés sera indispensable pour construire une Russie bourgeoise et démocratique à la fin des hostilités. D'où leur fidélité à l'alliance militaire pendant leur passage au gouvernement provisoire et les dispositions favorables de nombre d'entre eux face aux ouvertures des Alliés qui veulent à tout prix maintenir la Russie dans la guerre et, dès le lendemain de l'insurrection, soutiennent les efforts faits en vue d'éliminer Lénine et Trotsky d'abord, au cours de la discussion sur la coalition, puis de soutenir la légitimité de l'Assemblée constituante dissoute, en janvier 1918.

En fait, les bolcheviks n'avaient fait, depuis février, que chevaucher une vague révolutionnaire qu'ils n'avaient pas déclenchée et qu'ils orientaient sans avoir le pouvoir de la maîtriser. Mencheviks et s.r., en rompant avec eux, rompaient aussi avec elle et couraient le risque immédiat de devenir prisonniers des forces bourgeoises dont ils acceptaient l'appui. Les bolcheviks, de leur côté, se devaient de concrétiser la victoire révolutionnaire en satisfaisant les revendications fondamentales des masses. Ce sera l'objectif des grands décrets du II^e Congrès des soviets. Le décret sur la terre abolit la propriété privée foncière. « La terre ne peut être ni vendue, ni achetée, ni louée, ni engagée, ni aliénée d'aucune façon. Toute la terre devient la propriété de la nation et la jouissance de ceux qui la travaillent ». La socialisation de la terre ne figurait pas au programme du parti bolchevique : elle sera pourtant adoptée parce que conforme au désir de la grande majorité de la masse paysanne. Elle figurait au programme des s.r., que reprennent les s.r. de gauche, alliés paysans des bolcheviks, et concrétisera l'alliance de la paysannerie avec le pouvoir des soviets, seul capable de réaliser son programme. De la même façon, le décret sur le contrôle ouvrier répond au désir des ouvriers de prendre en charge leurs usines, en évitant que l'insuffisance des connaissances techniques ne provoque le chaos dans la production industrielle.

Mais la réalisation de la pièce maîtresse du programme de la révolution, la revendication première des masses, la paix, était incomparablement plus difficile. Certes, il fallait, de toute façon, couler cette formidable insurrection dans un cadre nouveau, organiser l'énergie révolutionnaire émanant de millions d'hommes, maintenir le fonctionnement de l'économie sérieusement atteinte, faire face aux dangers de contre-révolution armée ou non, mais la guerre faisait obligation aux bolcheviks d'entreprendre cette tâche immense sous la menace des armées allemandes tout au long d'un front de plusieurs milliers de kilomètres : or, faute de soulèvement révolutionnaire dans les pays belligérants, et, au premier chef, en Allemagne, la paix ne pouvait être qu'un diktat accepté dans les pires conditions d'infériorité.

L'isolement politique des bolcheviks avait aussi pour conséquence fatale le durcissement de leur autorité à l'égard de ceux qui n'acceptaient pas le fait accompli de l'insurrection. Trotsky avait confié à Sadoul son désir d'une authentique coalition : dans le cas contraire, précisait-il. « pour éviter de nouvelles tentatives antibolcheviques, il faudra exercer une répression impitoyable et l'abîme se creusera davantage »¹. C'est avec une pleine conscience de l'ensemble de ces dangers que les bolcheviks se sont efforcés, avant tout, de tenir, en attendant le secours de l'Europe industrielle, et, d'abord de l'Allemagne ouvrière : « Ce n'est pas notre volonté, dira Lénine, mais les circonstances historiques, l'héritage du régime tsariste et la débilité de la bourgeoisie russe qui ont fait que [notre] détachement s'est trouvé porté en avant des autres détachements du prolétariat international : ce n'est pas que nous l'ayons voulu, ce sont les circonstances qui l'ont imposé. Mais nous devons rester à notre poste jusqu'à ce qu'arrive notre allié, le prolétariat international »². Pour « rester à leur poste », les bolcheviks ne voyaient d'autre moyen que de poursuivre et d'approfondir l'activité des masses qui les avaient portés au pouvoir : « Rappelez-vous, déclarait Lénine, aux ouvriers et paysans russes, qu'à présent c'est vous-mêmes qui dirigez l'Etat : nul ne vous aidera si vous ne vous unissez pas vous-mêmes et si vous ne prenez pas entre vos mains toutes les affaires de l'Etat »³.

Le système soviétique.

Or, le seul système qui permette, suivant l'expression de Lénine, « à une cuisinière de diriger l'Etat », est le système des soviets. Ils existent à peu près partout, à la veille de l'insurrection d'octobre, exerçant tout ou fraction du pouvoir. C'est en leur nom que l'insurrection est menée et le II^e Congrès pan-russe des soviets la consacra en remettant partout « le pouvoir, aux soviets ». Le sens de la mesure est défini par l'appel du comité exécutif du 4 (17) novembre 1917, rédigé par Lénine : « Les

¹ SADOUL, *Notes sur la révolution bolchevique*, p. 69.

² LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XXVII, p. 395.

³ *Ibidem*, t. XXVI, p. 311.

soviets locaux peuvent, selon les conditions de lieu et de temps, modifier, élargir et compléter les principes de base établis par le gouvernement. L'initiative créatrice des masses, tel est le facteur fondamental de la nouvelle société. [...] Le socialisme n'est pas le résultat des décrets venus d'en haut. L'automatisme administratif et bureaucratique est étranger à son esprit : le socialisme vivant, créateur, est l'œuvre des masses populaires elles-mêmes »⁴.

Le cadre de l'organisation et les principes de son fonctionnement seront précisés par des circulaires du conseil des commissaires du peuple et du commissariat du peuple à l'intérieur. Celle du 5 janvier 1918 stipule : « Les soviets sont partout les organes de l'administration, du pouvoir local : ils doivent exercer leur contrôle sur toutes les institutions de caractère administratif, économique, financier et culturel. [...] Tout le territoire doit être recouvert d'un réseau de soviets qui doivent être étroitement imbriqués les uns sous les autres. Chacune de ces organisations, jusqu'à la plus petite, est pleinement autonome dans les questions de caractère local, mais conforme son activité aux décrets généraux et aux résolutions du pouvoir central et des organisations soviétiques plus élevées. Ainsi est mise sur pied une organisation cohérente de la République soviétique, uniforme dans toutes ses parties »⁵. C'est le schéma même que reprendra la Constitution soviétique de 1918, qui précise, dans son article 10, que « toute l'autorité dans le territoire de la R.S.F.S.R. est aux mains de toute la population laborieuse organisée dans les soviets urbains et ruraux », et, dans l'article 11, que « l'autorité suprême [...] est aux mains du congrès pan-russe des soviets et, dans les intervalles entre les congrès, du comité exécutif »⁶.

Les soviets sont des conseils, groupant les travailleurs autant que possible sur le lieu de leur travail, dans le cadre de leur vie sociale. En fait, seuls les soviets de village représentent une véritable démocratie directe : assemblées générales, ils peuvent se passer d'élus, peuvent discuter entre eux et décider de leurs problèmes. Pendant un certain temps, c'est à eux seuls qu'on réservera la dénomination de soviets, les conseils de députés étant appelés *sovdepi*. Les représentants de soviets de village forment le soviet du district, les délégués des districts le congrès d'arrondissement, de même que les soviets d'usine et de quartier forment les soviets des villes et des cités. A cet échelon, soviets de paysans et soviets d'ouvriers se rencontrent : le congrès d'arrondissement, rural, et le congrès de cité, urbain, forment un congrès provincial au-dessus duquel se trouvent les congrès régionaux, qui désignent leurs représentants au congrès pan-russe des soviets, auquel les soviets de grandes villes délèguent, eux, leurs représentants directement.

Le droit de vote pour les soviets n'est ni « universel » ni « égal » : la dictature du prolétariat est exercée par les seuls prolétaires ; sont exclus du droit de vote les hommes ou femmes qui emploient des salariés, ceux qui ne vivent pas de leur travail et, de façon plus précise, les hommes d'affaires, les prêtres et les moines. (Cependant, par rapport à la conception dite « léniniste » de la dictature du prolétariat qui fut largement diffusée dans les années suivantes, il est intéressant de noter la position affirmée par Lénine en 1918 : « Aujourd'hui encore, il convient de dire que la restriction du droit électoral est un problème particulier à telle ou telle nation. [...] Ce serait une erreur d'affirmer d'avance que les révolutions prolétariennes de demain en Europe, toutes ou la plupart d'entre elles, apporteront nécessairement des restrictions aux droits électoraux de la bourgeoisie »⁷. La représentation des ouvriers est plus importante que celle des paysans. Les soviets de village ont un député pour 100 habitants, avec un minimum de trois et un maximum de cinquante, ceux d'arrondissement ont un député pour 1 000 habitants ou dix membres de soviets locaux et ceux de province un pour 10 000 électeurs ou cent députés. Mais au congrès régional, il y a un député pour 25 000 électeurs ruraux et un pour 5 000 électeurs urbains. La même proportion se retrouve dans les congrès pan-russes où les ouvriers ont un député pour 25 000 électeurs et les paysans un pour 125 000. C'est le résultat direct des conditions de la fusion entre le congrès des Soviets d'ouvriers et celui des soviets de paysans : les bolcheviks défendront cette inégalité en arguant de la nécessité d'assurer à cette époque en Russie l'hégémonie de la classe ouvrière, tout en se refusant d'ailleurs à en faire un principe universel.

En dehors de ce cadre, il n'y a que peu de prescriptions générales, sauf le principe fondamental de la révocabilité des élus. Lénine déclare : « Toute formalité bureaucratique et toute limitation disparaît des élections, et les masses elles-mêmes déterminent la tenue et le rythme des élections avec le plein droit de révoquer leurs élus »⁸. Le mandat des soviets locaux sera néanmoins fixé à trois mois, le congrès pan-russe des soviets devant se réunir au moins deux fois par an.

Le fonctionnement.

Il n'existe aucune étude du fonctionnement des premiers soviets en dehors de l'esquisse, d'ailleurs excellente, de Hugo Anweiler. On peut cependant affirmer que, dans les mois qui ont suivi l'insurrection d'octobre, les soviets ont rapidement étendu leur autorité à l'ensemble du territoire, se substituant en particulier aux conseils municipaux dont 8,1 % sont dissous en décembre 1917, 45,2 % en janvier 1918, 32,2 % en février, et les derniers entre mars et mai⁹. Dans bon nombre de villes, notamment les plus grandes, une partie de l'appareil administratif municipal continue à fonctionner sous le contrôle du soviet. Les soviets des échelons intermédiaires, districts et arrondissements, dont le rôle a été important pour l'extension du réseau soviétique, cesseront assez vite leur activité. De nombreux soviets locaux agiront en véritables gouvernements indépendants, proclamant de minuscules républiques soviétiques ayant leur propre conseil des commissaires du peuple. Réalisation de l'Etat-commune ou insuffisances de l'Etat prolétarien nouveau ? Lénine, en tout cas, après le début de la guerre civile, persistera à affirmer que cet éparpillement était nécessaire : « Dans cette aspiration au séparatisme, écrira-t-il, il y avait pour une grande part quelque chose de sain, de bienfaisant, en ce sens qu'il s'agissait d'une aspiration créatrice »¹⁰.

L'établissement du pouvoir central et son fonctionnement se heurteront à d'autres difficultés et connaîtront d'autres tâtonnements. Les commissaires du peuple trouvent des ministères déserts ou révoltés, se heurtent à des obstacles de toute sorte, depuis l'absence de clef pour pénétrer dans leur bureau jusqu'à la grève du personnel. Les premiers services de la

⁴ *Ibidem*, t. XXVI, p. 300.

⁵ Cité par ANWEILER, *op. cit.*, pp. 274-275.

⁶ Cité par CARR, *op. cit.*, t. I, p. 132.

⁷ LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. II, p. 450.

⁸ Cité par CARR, *op. cit.*, t. I, p. 131.

⁹ ANWEILER, *op. cit.*, p. 276.

¹⁰ LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XXVIII, p. 30.

plupart des commissariats sont improvisés, manu militari, par des détachements de militants révolutionnaires ouvriers ou soldats, celui des affaires étrangères pour Trotsky par les marins de Markine, celui du travail pour Chliapnikov par des métallos du syndicat. Quand des bandes de pillards se répandent dans les caves des grandes maisons et des hôtels aristocratiques pour s'emparer des vins et de la vodka, ce sont des groupes d'intervention d'ouvriers et de marins bolcheviques et anarchistes qui leur font la chasse, font sauter les caves, détruisent les stocks de « vodka qui endort le peuple ». Les premières tentatives contre-révolutionnaires à Pétrograd se heurtent à des groupes de ce type et leurs auteurs, vaincus, seront traduits devant des assemblées spontanément réunies, véritables tribunaux composés d'ouvriers volontaires ou élus.

Cette avant-garde ouvrière constitue pendant quelques jours l'unique force véritablement organisée au service du gouvernement, dont les contours ne se définissent d'ailleurs que peu à peu. Le congrès pan-russe se réunira trois fois en six mois, et, dans l'intervalle, l'autorité appartient au comité exécutif qu'il élit. Ce dernier pourtant compte plus de deux cents membres, ce qui en fait un organisme trop lourd pour son rôle d'exécutif : aussi désigne-t-il des commissaires du peuple dont le conseil formera le véritable gouvernement. Chaque commissaire est flanqué d'un « collègue » de cinq membres du comité exécutif qui ont le droit d'en appeler de ses décisions au conseil ou au comité exécutif. Les conflits seront nombreux dans cette période : les commissaires du peuple ayant tendance, sous l'emprise de la nécessité à agir sans attendre l'avis du comité exécutif, finiront par légiférer et conserveront en définitive ce droit qui ne leur était pas attribué à l'origine mais pas non plus, d'ailleurs, interdit.

Les partis et la démocratie soviétique.

Les soviets, à tous les degrés, comprennent évidemment des membres de plusieurs partis. Le fait que les élections aient lieu presque toujours au vote public exclut dans une large mesure les représentants des organisations de droite, d'abord, puis de toutes celles qui se réclament de l'autorité de l'Assemblée constituante. Pourtant, le comité exécutif élu par le III^e Congrès comprend encore 7 s.r. de droite, à côté des 125 s.r. de gauche et des 160 bolcheviks.

Les s.r. de gauche tiraient leur origine de la tendance du vieux parti, animée par Natanson et Spiridonova, qui avait rejeté la politique d'union sacrée pendant la guerre. Au congrès de mai 1917, ils avaient présenté leur propre plate-forme, se prononçant pour la rupture de toute alliance avec les partis bourgeois, un gouvernement purement socialiste, la paix immédiate et la socialisation des terres. Exclue par la direction de leur parti pour avoir refusé de suivre les dirigeants qui, en signe de protestation, ont quitté la salle du II^e Congrès qui venait d'approuver l'insurrection d'octobre, ils se constituent à cette date en parti indépendant et, nous l'avons vu, sont représentés au gouvernement. Membres de la majorité, ils ont 284 élus au IV^e Congrès, 470 au V^e, sur 1425 députés. Même après leur départ du gouvernement, ils occupent des postes importants dans le nouvel Etat, dans l'armée et la police spéciale contre-révolutionnaire, la *Tchéka*. Leurs porte-parole, Katz dit Kamkov, Karéline, et surtout la prestigieuse Marie Spiridonova, terroriste légendaire et apôtre de la révolte paysanne, harcèlent de leurs critiques et d'attaques parfois très violentes les dirigeants bolcheviques. Depuis l'insurrection d'octobre jusqu'au début de la guerre civile, leur presse paraît avec une totale liberté.

Les mencheviks subsistent également. Une fraction d'internationalistes est restée au congrès des soviets malgré le départ du gros des députés du parti. La réunification entre les internationalistes de Martov et le parti de Dan se fait en mars 1918 et elle est suivie d'un congrès en mai. Un organe central menchevique, *Novy Loutch*, paraît jusqu'en mai 1918, de même que *Vpériod*, qui est l'organe du groupe de Martov, et une dizaine d'autres journaux ou périodiques. Ils se plaindront cependant de subir saisies, interdictions, arrestations arbitraires. Celles-ci doivent être attribuées davantage à des circonstances et des initiatives locales qu'à une politique répressive d'ensemble, alors pourtant qu'une importante fraction des mencheviks continue de se déclarer favorable à une intervention étrangère et que la majorité se déclare fidèle à l'Assemblée constituante.

Les anarchistes ont joué un rôle non négligeable, avant comme après octobre. Ils ont une influence réelle parmi les marins de la flotte de la Baltique, et certains régiments, de Moscou notamment, leur sont acquis. Ils se subdivisent en un grand nombre de groupes dont certains, condamnant l'insurrection qui crée un nouveau « pouvoir », acceptent de défendre l'autorité des soviets que d'autres dénoncent dès le début. Dans l'ensemble, ils marchent avec les bolcheviks lors de la dissolution de la Constituante, qui sera d'ailleurs prononcée par l'un d'entre eux, le marin Jélezniak. Au début de l'année 1918, ils ont leurs locaux, leurs organisations, leur presse, leur milice, la garde noire, et leurs incontrôlés, qu'on accuse de différents actes de brigandage et de pillage. A l'exécutif, leur porte-parole est Alexandre Gay, qui confie à Sadoul qu'il « creusera la tombe des bolcheviks »¹¹. En avril, la Tcheka déclenche contre eux une vaste opération, encercle leurs locaux et en arrête plusieurs centaines. La garde noire est dissoute. Officiellement, cette épuration a pour but de se débarrasser des éléments troubles qui se sont infiltrés dans leurs rangs : elle a d'ailleurs été déclenchée sur une plainte du colonel Robins, officieux représentant des Etats-Unis. La plupart des arrestations ne seront du reste pas maintenues : les militants connus sont libérés et, à défaut de leurs armes, conservent leur presse et leurs locaux. En fait, de nombreux militants anarchistes sont, dans les débuts de la révolution très attirés par le bolchevisme et se réconcilient avec l'Etat tel que le conçoit Lénine et tel que le représentent les soviets : le Russo-Américain Krasnostchékov et le Franco-Russe Kibaltchitch, dit Victor Serge, rejoignent le parti bolchevique; d'autres, sans y entrer : collaborent étroitement, comme l'ancien forçat Sandomirski et son camarade Novomirski, comme l'anarcho-syndicaliste Alexandre Schapiro et surtout l'ancien animateur des syndicats révolutionnaires I.W.W. américains le Russo-Américain Bill Chatov, qui sera un des fondateurs de la République soviétique d'Extrême-Orient et de l'armée rouge. Gay lui-même participera bientôt à la guerre civile dans les rangs des Rouges et sera exécuté par les Blancs en 1919.

Ainsi fonctionne tant bien que mal, dans le cadre des soviets, un régime à plusieurs partis, avec ses inévitables corollaires de conflits d'idées, joutes oratoires et polémiques dans la presse. Le lecteur russe peut même suivre les comptes rendus de débats à l'exécutif où s'affrontent les ténors des partis, Léon Sosnovski, porte-parole de la fraction bolchevique, et Boukharine qui est l'un des orateurs gouvernementaux les plus écoutés, Gay, Martov, Karéline et Spiridonova, sous l'autoritaire férule de Sverdlov, président à la voix de stentor, surnommé « ferme-gueule ». C'est pour les bolcheviks un incontestable succès

¹¹SADOUL, *op. cit.*, p. 296.

puisque leur isolement, ainsi, n'est pas total. Il prouve que leur influence ne diminue pas puisqu'ils peuvent, après la victoire, ne pas recourir aux mesures répressives que leur situation précaire aurait pu leur dicter.

Dans ce cadre, pourtant, bien des difficultés vont apparaître, en particulier sur la question de la liberté de la presse. Les bolcheviks n'ont pas là-dessus une position abstraite. Trotsky l'expose en termes clairs au soviet de Pétrograd : « Tout homme qui a un certain capital a le droit, parce qu'il en a les moyens : d'ouvrir une usine, un magasin, un bordel ou un journal a son goût. [...] .Mais les millions de paysans, ouvriers et soldats jouissent-ils de la liberté de la presse ? Ils n'ont pas la condition essentielle de la liberté : les moyens, réels et authentiques, de publier un journal »¹². Il propose la nationalisation des imprimeries et des usines de papier et l'attribution de facilités d'impression aux partis et groupes ouvriers selon leur influence réelle. Lénine rédige en ce sens un projet reconnaissant à tout groupement qui représente dix mille ouvriers au moins le droit d'éditer un journal et prévoyant de lui en donner les moyens¹³. Rien de cela n'entrera dans le domaine des réalisations et les seules mesures effectivement réalisées en matière de presse ont été répressives. Pourtant, les premières interdictions de journaux appelant à soutenir par les armes la cause de la Constituante ont provoqué, nous l'avons vu, de vives protestations dans les rangs révolutionnaires. En fait, le gouvernement se trouve pris entre deux nécessités contradictoires : celle d'avoir à autoriser l'expression d'une opposition qu'il considère comme légitime et même nécessaire, celle, d'autre part, de ne pas permettre à l'adversaire d'utiliser la presse pour se servir d'armes qu'il a toutes raisons de craindre, dans l'état de la Russie où rumeurs, paniques, alarmes peuvent facilement fournir à la provocation un terrain favorable. Rien ne reflète mieux cette double préoccupation que l'appel lancé par Volodarski, commissaire à l'information, dans la *Krassnaia Gazeta* de Petrograd : « La liberté de critiquer les actes du pouvoir des soviets, la liberté d'agitation en faveur d'un autre pouvoir, nous la donnerons à nos adversaires. Si vous l'entendez ainsi, nous vous garantissons la liberté de la presse. Mais renoncez aux fausses nouvelles, au mensonge et à la calomnie »¹⁴. Ce même Volodarski allait le 21 juin tomber sous les balles de terroristes s.r., ceux mêmes à qui il avait offert la liberté d'expression à condition qu'ils renoncent à la violence verbale ...

A cette date, la situation a terriblement empiré. Depuis le mois de mars la disette s'aggrave, provoquant des troubles de la faim un peu partout, laissant, suivant l'expression de Kaïourov, « les villes affamées face à face avec cent millions de paysans hostiles »¹⁵ commençant à se dresser contre les réquisitions. Les agents des Alliés, les généraux tsaristes préparent la contre-attaque, les armes à la main. Surtout, le problème de la paix divise profondément la majorité soviétique, dresse les s.r. de gauche contre les bolcheviks, divise profondément les bolcheviks eux-mêmes : le traité de Brest-Litovsk va consacrer l'amputation d'une importante partie du territoire russe. La guerre et la nécessité d'y mettre rapidement un terme ont ainsi profondément bouleversé les données initiales du problème de la démocratie soviétique.

Le comité central et le problème de la paix.

Les thèses d'avril avaient posé le problème conformément aux perspectives de Lénine et Trotsky sur la révolution européenne : la guerre ne se terminerait par une paix démocratique que si le pouvoir d'Etat passait dans d'autres pays belligérants à des éléments prolétariens. A plusieurs reprises, Lénine et Trotsky affirment que la révolution russe ne saurait survivre sans victoire de la révolution européenne. C'est donc dans cette perspective qu'il faut comprendre les offres de paix faites à tous les belligérants et qui s'accompagnent d'un effort intense pour atteindre les masses par la propagande révolutionnaire et la fraternisation. Cependant, dans les semaines qui suivent la victoire d'Octobre, aucun mouvement révolutionnaire ne se produit en Europe. Pour le gouvernement bolchevique, la paix devient une absolue nécessité, aussi bien pour satisfaire l'armée et la paysannerie que pour gagner du temps en attendant la révolution européenne.

La manœuvre est délicate : il faut en même temps négocier et combattre, politiquement, les gouvernements bourgeois, utiliser, en somme, les négociations à des fins de propagande révolutionnaire. Il faut éviter de paraître prendre parti pour l'un ou l'autre des clans impérialistes, éviter cependant que la Russie révolutionnaire ne fasse les frais d'une paix de compromis entre les impérialistes, qui leur permettrait aussi de prévenir la révolution qui gronde chez eux. Les négociations d'armistice commencent à Brest-Litovsk en novembre 1917, entre une délégation allemande et une délégation russe, les Alliés ayant refusé de participer à des négociations générales. L'armistice, signé le 2 décembre, établit un statu quo territorial, armées russe et allemande restant sur leurs positions, et donne à la délégation russe d'importantes satisfactions morales : les troupes allemandes du front russe ne seront pas transférées sur le front ouest, des « relations » sont organisées entre soldats russes et allemands, conditions de toute fraternisation et du développement de la propagande révolutionnaire des Russes.

Aux pourparlers de paix qui commencent le 22 décembre, Trotsky dirige la délégation russe. Il va se faire le procureur des peuples contre la diplomatie impérialiste, cherchant en même temps à gagner du temps et à démasquer la politique allemande. Mais, le 5 janvier, le général Hoffmann sort une carte : la Pologne, la Lituanie, la Russie blanche, la moitié de la Lettonie doivent rester occupées par l'armée allemande. Les Russes ont dix jours pour répondre par oui ou par non. Doivent-ils céder, le couteau sur la gorge ? Ont-ils la force de résister comme ils avaient toujours affirmé qu'ils le feraient dans de telles circonstances, en menant une « guerre révolutionnaire » ? Ni Lénine, qui défend la première des positions, ni Boukharine, qui défend la deuxième, n'arrivent à rallier la majorité au comité central qui, finalement, suit Trotsky, et décide par 9 voix contre 7 de mettre fin à la guerre sans signer la paix. Trotsky informera donc la délégation allemande que « la Russie, tout en refusant de signer une paix d'annexion, déclare la fin de la guerre » . Les délégués russes quittent Brest-Litovsk.

Mais l'Allemagne, qui vient de signer un traité de paix avec un gouvernement fantoche de l'Ukraine, fait savoir qu'elle considère l'attitude russe comme une rupture de l'armistice. Le 17, l'offensive de l'armée allemande se développe sur tout le front. Lénine propose au comité central de reprendre les pourparlers pour signer la paix. Il est battu par 6 voix contre 5. Contre lui, Boukharine et Trotsky ont fait prévaloir la décision de « reculer la reprise des négociations de paix jusqu'à ce que l'offensive allemande soit suffisamment claire et que soit révélée son influence sur le mouvement ouvrier »¹⁶. Mais Lénine estime que ce

¹²Cité par DEUTSCHER, P.A. p. 337.

¹³LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XXVIII, p. 30.

¹⁴Cité par SERGE, *An I*, p. 273.

¹⁵*Ibidem*, p. 252.

¹⁶BUNYAN et FISHER, *op. cit.*, pp. 510-511.

sont là phrases creuses et que la majorité du comité central se dérobe en fait à ses responsabilités. Il pose donc la question de savoir ce qu'il faudra faire si l'armée allemande continue à avancer et si la révolution n'éclate pas en Allemagne : cette fois, le comité central, par 6 voix contre 1, celle de Joffé, et 4 abstentions, indique qu'il faudrait effectivement reprendre les pourparlers. Trotsky, dans ce vote, a rejoint Lénine.

Le 18, le comité central se réunit de nouveau, car l'avance allemande progresse d'une manière foudroyante en Ukraine. Lénine propose de reprendre les négociations sur la base des propositions sur lesquelles la délégation russe a refusé de signer précédemment : Trotsky le suit encore et cette proposition est adoptée par 7 voix contre 5. Le gouvernement va donc reprendre contact avec l'état-major allemand, dont la réponse parvient le 23 février. Les conditions sont aggravées : il faut cette fois évacuer l'Ukraine, la Livonie, l'Esthonie. La Russie va être amputée de 26 % de sa population, 27 % de sa superficie cultivée, 26 % de ses voies ferrées, 75 % de sa capacité de production d'acier et de fer ¹⁷.

La discussion reprend au comité central : Boukharine demande le rejet des conditions allemandes et la résistance à outrance, la « guerre révolutionnaire ». Lénine exige la fin du « bavardage révolutionnaire », menace une fois encore de démissionner si le comité central ne se range pas à son avis. Staline propose, comme un moyen terme, la réouverture des négociations. Lénine exige alors que le comité central se prononce pour l'acceptation ou le rejet immédiats des conditions allemandes : il propose l'acceptation et sera suivi par 7 voix contre 4. Trotsky n'est pas convaincu, mais se refuse à courir le risque d'avoir à mener une guerre révolutionnaire sans Lénine à la tête du gouvernement. Le même jour, le comité exécutif des soviets approuve la position du comité central défendue par les bolcheviks par 116 voix contre 84 : de nombreux députés bolcheviques s'abstiennent. Le traité amputant la Russie est signé le 3 mars 1918 à Brest-Litovsk.

Jusqu'au dernier moment, toutes les éventualités ont été envisagées, y compris l'acceptation des offres d'aide matérielle et militaire transmises par les ambassadeurs des pays alliés : les mêmes lignes de partage se retrouvent d'ailleurs sur cette question dans le comité central, les partisans de la « guerre révolutionnaire » votant pour refuser l'aide alliée. En revanche, Trotsky, qui est partisan de l'accepter, le cas échéant, sera soutenu par Lénine qui vote « pour recevoir des pommes de terre et des munitions des brigands impérialistes » ¹⁸.

Le parti au bord de la scission.

En fait, la discussion autour de Brest-Litovsk a mené le parti à deux doigts de la scission. Dès la décision du comité central, un groupe de responsables, parmi lesquels Boukharine, Boubnov, Ouritski, Piatakov, Vladimir Smirnov, démissionnent de toutes leurs fonctions, reprennent leur liberté d'agitation à l'intérieur du parti comme à l'extérieur. Le bureau régional de Moscou déclare qu'il cesse de reconnaître l'autorité du comité central jusqu'à la réunion d'un congrès extraordinaire et de nouvelles élections. Sur proposition de Trotsky, le comité central vote une résolution garantissant à l'opposition le droit de s'exprimer librement à l'intérieur du parti. L'organe du parti à Moscou, *le Social-démocrate*, s'en prend cependant publiquement à l'acceptation du traité, le 2 février. La République soviétique de Sibérie refuse d'en reconnaître la validité et se considère toujours comme en état de guerre avec l'Allemagne.

Le 4 mars, le comité du parti de Pétrograd fait paraître le premier numéro d'un quotidien, le *Kommunist* dont le comité de rédaction est formé de Boukharine, Karl Radek et Ouritski, et qui va être l'organe public de l'opposition de ceux que l'on appelle désormais les « communistes de gauche ». Cette initiative, coïncidant avec la tenue du congrès qu'elle avait réclamé et où elle est battue semble indiquer la détermination de l'opposition de s'engager dans la voie de la scission et de la constitution d'un parti rival de celui qui vient de changer, cette fois à l'unanimité, son nom pour celui de « parti communiste ».

C'est en effet toute une ligne que les « communistes de gauche » opposent à celle de Lénine. La chute brutale de la production industrielle a amené le conseil des commissaires à restreindre la portée des initiatives prises par les ouvriers dans les entreprises sous le drapeau du « contrôle ouvrier ». Au comité central, puis au congrès, Lénine a fait adopter des mesures énergiques pour enrayer la désorganisation de l'industrie : maintien, le plus longtemps possible, de l'ancienne administration capitaliste des entreprises, concessions pour s'assurer les services des spécialistes et techniciens bourgeois, rétablissement de l'administration et de la direction par une seule personne, encouragement à la productivité ouvrière par un système de primes contrôlé par les syndicats. Lénine ne dissimule pas que le contrôle ouvrier est à ses yeux un pis-aller, en attendant que soit possible l'organisation d'un contrôle d'Etat. Les communistes de gauche voient dans ces mesures un recul de la révolution. Pour Boukharine, le parti est à un tournant de son histoire : ou bien la révolution russe se bat sans compromission contre le monde capitaliste par la « guerre révolutionnaire », tout en parachevant son œuvre intérieure par une nationalisation totale et la remise de la direction de l'économie à un organisme émanant des comités de contrôle, ou bien elle signe la paix avec l'Allemagne et entre dans la voie du compromis à l'extérieur et de la dégénérescence à l'intérieur. Lénine a affirmé la nécessité d'une période de « capitalisme d'Etat » pour l'économie; les communistes de gauche décèlent l'amorce de la restauration de rapports « petits-bourgeois » dans les entreprises, dénoncent la conception « centraliste bureaucratique » qui l'inspire, l'abandon, en pratique, de « l'Etat-commune, administré par en bas » qui devrait être la base de l'Etat ouvrier. Et Boukharine ironise sur la présence, désormais obligatoire, d'un « commissaire » auprès de chaque cuisinière appelée à diriger l'Etat!

A ce réquisitoire, Lénine répond par une analyse de la situation « extraordinairement pénible, difficile, périlleuse au point de vue international; nécessité de louver et de reculer; période d'attente de nouvelles explosions de la révolution qui mûrit laborieusement en Occident; à l'intérieur du pays, période de lente édification, d'impitoyables rappels à l'ordre; longue lutte acharnée livrée par le rigoureux esprit de discipline prolétarien à l'élément menaçant du laisser-aller et de l'anarchisme petit- y sont affrontés. Boukharine et ses amis craignent certes que l'acceptation de la paix le couteau sur la gorge ne s'abaisse sur les communistes » ¹⁹.

¹⁷ SCHAPIRO, C.P.S.U., p. 186.

¹⁸ Cité par CARR, *op. cit.*, t. III, p. 146.

¹⁹ LÉNINE, *Œuvres choisies*, t. II, p. 405.

Faut-il, avec Robert V. Daniels, voir dans cette polémique le germe des éclatements futurs, le conflit entre l'aspect utopique et l'aspect réaliste du bolchevisme ? Soulignons plutôt, avec E.-H. Carr, que la discussion ne se termine pas par la victoire d'un principe sur un autre, car ce ne sont pas des principes qui signifient l'abandon de la politique de révolution internationale et ne soit en quelque sorte la préface d'une sorte de ligne de la coexistence pacifique qui ne saurait qu'aboutir à la dégénérescence de la révolution. Mais Lénine n'abandonne pas la perspective de la révolution européenne : « Il est absolument exact, proclame-t-il, que, sans révolution allemande, nous périrons »²⁰. Il refuse d'admettre, comme Riazanov le suggère, que le parti se trouve placé devant le dilemme d'être « avec les masses paysannes ou avec le prolétariat d'Europe occidentale ». Il veut la paix immédiate, condition de l'appui paysan et répit en attendant du renfort : « Ce serait une erreur de fonder la tactique du gouvernement socialiste de Russie en essayant de déterminer si la révolution socialiste éclatera ou non en Europe et surtout en Allemagne dans les six prochains mois »²¹. Il maintient que « la révolution socialiste doit venir et viendra en Europe » et affirme de nouveau : « Toutes nos espérances en la victoire définitive du socialisme sont fondées sur cette certitude et sur cette prévision scientifique »²².

Le rétablissement de la cohésion.

Le parti retrouvera sa cohésion dans les mois qui suivent. L'attitude de Trotsky, à cet égard, est déterminante. « Il n'y aurait pas de coup plus grave porté aujourd'hui à la cause du socialisme, que l'effondrement du pouvoir soviétique en Russie »²³, a déclaré le comité central. Ce souci de préserver les chances de la révolution européenne qui est, avant tout, le sien, la profonde considération qu'il éprouve désormais pour Lénine, déterminent son attitude au comité central et au congrès de mars 1918 : il maintient ses réserves et ses critiques, mais multiplie les efforts pour empêcher la cristallisation des divergences. C'est lui qui convainc Joffé et Dzerjinski de ne pas suivre Boukharine dans son opposition publique, et c'est lui qui, pour le garder, fait offrir à Boukharine la liberté d'expression totale à l'intérieur. Dans cet effort de synthèse par la démocratie interne dans la perspective de la révolution mondiale, il est, après avoir empêché l'éclatement l'agent de la cohésion retrouvée.

Boukharine, qui a longtemps semblé résolu, hésite. Ce n'est pas une mince affaire que de créer un nouveau parti communiste et d'engager la lutte contre celui que dirige Lénine, avec la perspective de remplacer ce dernier à la tête de la révolution. Les communistes de gauche, eux aussi, redoutent une scission dont ils sentent qu'elle comporte des risques redoutables et, pour eux, des responsabilités écrasantes. *Kommunist*, transféré à Moscou cesse sa parution quotidienne, devient hebdomadaire. La discussion dans le parti ne tourne pas à l'avantage de l'opposition. Dès le mois de mai, elle a perdu la majorité à Moscou et dans la région de l'Oural, que dirigeait Prébobrajenski. Les communistes de gauche ont-ils envisagé une alliance « parlementaire » avec les s.r. de gauche, adversaires de la signature comme eux, au comité exécutif des soviets ? Il semble bien qu'une telle combinaison leur ait été proposée : un changement pacifique de majorité au sein de l'exécutif aurait amené la substitution au gouvernement de Lénine d'un gouvernement Piatakov, partisan de la guerre révolutionnaire. Boukharine, qui révélera plus tard ces conversations, précise cependant que les communistes de gauche ont refusé ces avances des s.r. de gauche.

D'ailleurs, c'est finalement l'attitude de ces derniers qui sera déterminante pour ramener l'opposition au bercail. Au mois de juillet, ils décident de déclencher une campagne terroriste pour provoquer la reprise de la guerre avec l'Allemagne. Sur l'ordre de leur comité central, un groupe de s.r. de gauche, avec le jeune Blumkine, membre de la Tcheka, abattent l'ambassadeur d'Allemagne, le comte von Mirbach. D'autres s.r. de gauche, également membres de la Tcheka, arrêtent des responsables communistes et tentent un soulèvement à Moscou. Les communistes de gauche, Boukharine en tête, participeront à la répression. Les débats du congrès des soviets ont montré le gouffre qui se creusait entre les s.r. de gauche et les bolcheviks. Les communistes de gauche décident de rester dans le parti car ils n'ont pas d'autre choix à l'heure du danger. La crise interne, en définitive, aura, une fois de plus, renforcé sa cohésion. Lénine a encore affirmé le droit de ses contradicteurs à quitter le parti, écrivant dans la *Pravda* du 28 février : « Il est parfaitement naturel que des camarades qui sont nettement opposés au comité central le condamnent énergiquement et expriment leur conviction qu'une scission est inévitable. C'est le droit le plus élémentaire des membres du parti »²⁴.

Une année plus tard, le 18 mars 1919, il dira : « La lutte qui a pris naissance dans notre parti au cours de l'année écoulée a été extrêmement féconde, elle a suscité de multiples heurts sérieux, mais il n'y a pas de lutte sans cela »²⁵. C'est qu'à cette date, il y a déjà dix mois que les opposants ont repris leur place dans les rangs du parti et luttent sur tous les fronts. La guerre civile, commencée le 25 mai 1918 par la révolte de la Légion tchécoslovaque durera trente mois, épuisant le pays, absorbant toutes les forces des révolutionnaires. Le monde capitaliste soutient les armées blanches : pour lui comme pour les bolcheviks le front de la guerre civile est celui d'une lutte internationale où s'affrontent le vieux monde et l'avant-garde de ces Etats-Unis socialistes d'Europe dont Trotsky confiait en 1917 à John Reed qu'ils étaient l'objectif du lendemain et qui figurent au programme de l'Internationale communiste.

²⁰ *Ibidem*, p. 353.

²¹ *Ibidem*, p. 317.

²² *Ibidem*.

²³ Cité par CARR, *B. R. t. III*, p. 56.

²⁴ LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XXVII, p. 63.

²⁵ *Ibidem*, t. XXIX, p. 71.

Chap. VI - LA GUERRE CIVILE ET LE COMMUNISME DE GUERRE

La guerre civile, commencée par la révolte de la Légion tchécoslovaque en mai 1918, s'étend rapidement. Les 50 000 Tchèques sous commandement français constituent une force redoutable : rejoints par des volontaires russes, ils marchent vers l'Ouest, occupant successivement Tchéliabinsk, puis Omsk, atteignant la Volga en Russie. Le succès de leur entreprise semble décider les Alliés à intervenir de façon concertée : les troupes franco-anglaises débarquent à Mourmansk début juin, puis à Arkhangelsk, où 12000 soldats ont officiellement mission de « protéger » la région contre une attaque allemande. Cependant, tandis que les partisans ukrainiens, qu'organisent les bolcheviks Piatakov, Eugénie Bosch, Kotzioubinski, harcèlent les troupes allemandes en Ukraine, les Alliés, sous prétexte de soutenir les Tchèques, débarquent une centaine de milliers d'hommes à Vladivostok au mois d'août. Dans le Sud, le général monarchiste Denikine met sur pied une armée de volontaires qu'équipera en armes et munitions le gouvernement britannique, qui envoie aussi une mission militaire. En septembre, premier succès soviétique : Trotsky, à la tête de la 5^e armée rouge, bat les Tchèques et reprend Kazan.

A partir de novembre 1918, les Allemands sont, en principe, éliminés, mais les Alliés les remplacent, par les portes ouvertes de la Baltique et des Dardanelles. Pendant ce temps, chez les Blancs, les éléments monarchistes et réactionnaires ont écarté mencheviks et s.-r. : le 18 novembre, l'amiral Koltchak prend la tête de l'ensemble des forces antibolcheviques. Aussi l'année 1919 sera-t-elle pour les bolcheviks celle du plus grand péril : les troupes françaises, 12 000 hommes environ, débarquées à Odessa, occupent le sud de l'Ukraine et de la Crimée, les soldats anglais occupent Batoum et Bakou, tiennent le Caucase, le Kouban, l'est du Don, débarquent à Revel où ils soutiennent les gouvernements blancs de la région, cependant que les Alliés demandent officiellement aux Allemands de maintenir les troupes du général Von Der Goltz contre les Russes en Lettonie et en Lituanie.

Début 1919, le projet d'encerclement de Clemenceau est réalisé. Louis Fischer résume la situation : « A l'ouest, la Russie était séparée du monde extérieur par la Baltique, les Allemands, la flotte anglaise et la Pologne; au nord, par les troupes anglaises, françaises, américaines et serbes; au sud, par les Français en Ukraine, Denikine dans le Kouban et les Anglais en Caucase et en Transcaspië; à l'est enfin, par les Japonais et leurs fidèles atamans à l'est de la Sibérie, par les Tchèques et par Koltchak à l'ouest »¹. L'accord, pourtant, n'est pas total parmi les Alliés : le Premier anglais, Lloyd George, craint des mutineries et des troubles sociaux et déclare : « Si l'on commençait une entreprise militaire contre les bolcheviks, cela rendrait l'Angleterre bolchevique et il y aurait un soviet à Londres ». Clemenceau, le maréchal Foch, Winston Churchill défendent au contraire l'idée d'une intervention.

C'est finalement la solution de la prudence qui l'emporte : les Alliés aident les Blancs en les équipant et en les armant. En mai, Koltchak, le « Chef suprême », atteint l'Oural, Denikine est maître du Sud, Ioudénitch, parti d'Estonie, menace Pétrograd, ravagée par le typhus et la famine. Le 19 octobre, son avant-garde est à 15 kilomètres de la ville. L'arrivée du train blindé de Trotsky, qui galvanise les défenseurs, le sursaut ultime des ouvriers épuisés sauvent la situation le 21 et Ioudénitch se replie. Au même moment, la cavalerie rouge culbute les troupes de Denikine près de Voronej, et un peu plus tard la 5^e armée rouge reprend Omsk à Koltchak.

Le régime soviétique a frôlé la défaite militaire, mais il émerge, victorieux. Koltchak repoussé derrière l'Oural, les débris de son armée sont anéantis en janvier 1920. Il sera pris et fusillé. Ivan Smirnov, commissaire de la 5^e armée, dirige la soviétisation de la Sibérie, ce qui lui vaudra le surnom de « Lénine de la Sibérie ». Le danger renaît à l'Ouest avec l'intervention polonaise au mois de mars : la contre-offensive de l'armée rouge, d'abord victorieuse, échoue devant Varsovie, où les Alliés ont délégué le général Weygand comme « conseiller ». L'armistice est signé en septembre. Pendant la guerre contre la Pologne, le général baron Wrangel, appuyé par des conseillers, des capitaux et du matériel français, a rassemblé les débris de l'armée Denikine et attaqué l'Ukraine rouge. Mais son armée, refoulée en Crimée, sera détruite en novembre 1920 : la guerre civile se termine.

L'empreinte de la guerre civile.

Ces trente mois de lutte sans merci ont profondément changé l'atmosphère du pays. Dans son Histoire socialiste, Jean Jaurès avait écrit sur la révolution française ces lignes que Boris Souvarine a opportunément rappelées à propos de la guerre civile : « Quand un pays révolutionnaire lutte à la fois contre les factions intérieures et contre le monde, quand la moindre hésitation ou la moindre faute peuvent compromettre pour des siècles peut-être le destin de l'ordre nouveau, ceux qui dirigent cette entreprise immense n'ont pas le temps de rallier les dissidents, de convaincre leurs adversaires. Ils ne peuvent faire une large part à l'esprit de dispute ou à l'esprit de combinaison. Il faut qu'ils abattent, il faut qu'ils agissent, et, pour garder intacte leur force d'action, pour ne pas la dissiper, ils demandent à la mort de faire autour d'eux l'unanimité immédiate dont ils ont besoin »². En octobre, les vainqueurs étaient généreux : l'un des premiers actes du congrès des soviets après l'insurrection avait été d'abolir la peine de mort, une première fois supprimée en février, puis rétablie par le gouvernement Kerenski à la demande des chefs de l'armée. Les ministres du gouvernement provisoire déchu, arrêtés, sont presque aussitôt remis en liberté. Le général Krasnov, qui s'est soulevé au lendemain de l'insurrection d'octobre, est mis en liberté avec d'autres officiers contre leur parole de ne pas reprendre les armes contre le régime soviétique. Une telle générosité se révélera coûteuse : ces hommes formeront les cadres des armées blanches dans les mois suivants.

Aussi, après la révolte des élèves-officiers, Trotsky devient-il menaçant : « Nous n'entrerons pas au royaume du socialisme en gants blancs sur un parquet ciré »³. La Tcheka, organisée par le comité militaire révolutionnaire au soviet de Pétrograd sous la direction de Dzerjinski, devient en décembre une « commission extraordinaire pour combattre la contre-révolution et le sabotage ». Elle développe son activité et commence à frapper à partir de mars, au moment de l'offensive allemande; la répression s'aggrave à partir de juillet : les socialistes révolutionnaires ont assassiné Volodarski, les Alliés ont

¹ L. FISCHER, Les soviets dans les affaires mondiales, p. 131.

² SOUVARINE, *Staline*, p. 237.

³ Cité par CARR, B. R. t. 1, p. 357.

débarqué dans le Nord. L'ancien s.-r. Savinkov, agissant probablement pour le compte du 2^e bureau français, organise un soulèvement à Iaroslav. L'avance des Tchèques détermine les dirigeants du soviet de l'Oural, qu'inspire le bolchevik Beloborodov, à faire exécuter, dans la nuit du 16 au 17 juillet 1918, le tsar et sa famille. L'insurrection des s.-r. de gauche à Moscou, la série d'attentats contre les dirigeants bolcheviques vont précipiter le grand tournant. Le 30 août, Ouritski est tué, Lénine grièvement blessé, à la sortie d'un meeting dans une usine, par la terroriste s.-r. Dora Kaplan. Le comité exécutif central décide de répliquer à la « terreur blanche » par la « terreur rouge ». La Russie connaîtra, elle aussi, ses « massacres de septembre ».

La « terreur rouge » est une terreur de classe. « La Tchèque, déclare le tchékiste Latsis, ne juge pas, elle frappe ... Nous ne faisons plus la guerre à des individus isolés, nous exterminons la bourgeoisie entant que classe. Ne cherchez pas dans le dossier des accusés des preuves pour savoir s'ils sont ou non opposés au gouvernement soviétique en paroles ou en actes. La question à l'ordre du jour est de savoir à quelle classe sociale ils appartiennent, leur extraction, leur instruction, leur profession. C'est cela qui décide de leur sort »⁴. Le caractère extraordinaire de la mission de la Tchèque est souligné par un autre de ses dirigeants, Peters, qui précise : « Dans son activité, la Tchèque est complètement indépendante, effectuant perquisitions, arrestations, exécutions et ne rendant compte qu'ensuite au conseil des commissaires du peuple et à l'exécutif des soviets »⁵.

Il est évidemment impossible de donner des chiffres précis quant à l'ampleur de la répression. Les chiffres officiels sont certainement bien inférieurs à la réalité, mais reflètent l'importance du tournant de juillet : Peters indique 22 exécutions pour les six premiers mois de 1918 et 6000 pour les six derniers mois. L'historien Chamberlin tient pour vraisemblable un total de 50 000 victimes. Il est incontestablement inférieur à celui des victimes des Blancs. Surtout, comme le souligne Victor Serge, l'ensemble de la Terreur rouge fera moins de victimes que certaines des plus terribles journées de la bataille de Verdun.

En tout cas, les bolcheviks ont conscience que ce prix doit être payé si l'on veut éviter dans l'avenir des notes plus lourdes encore en vies humaines. Fidèles à leurs principes, leurs dirigeants ne dissimulent ni ne renient leur politique terroriste. Au soviet de Kazan, Trotsky déclare : « Maintenant qu'on accuse les ouvriers de faire preuve de cruauté dans la guerre civile, nous disons, instruits par l'expérience : l'indulgence envers les classes ennemies serait la seule faute impardonnable que puisse commettre en ce moment la classe ouvrière russe. Nous nous battons, au nom du plus grand bien de l'humanité, au nom de la régénérescence de l'humanité, pour la tirer des ténèbres et de l'esclavage »⁶. Et s'adressant aux ouvriers américains, instruits de toutes les atrocités de la Terreur rouge, Lénine dit : « Nos fautes ne nous font pas peur. Les hommes ne sont pas devenus des saints du fait que la révolution a commencé. Les classes laborieuses opprimées, abêties, maintenues de force dans l'étau de la misère, de l'ignorance, de la barbarie, pendant des siècles, ne peuvent accomplir la révolution sans commettre d'erreurs. [...] On ne peut enfermer dans un cercueil le cadavre de la société bourgeoise et l'enterrer. Le capitalisme abattu pourrit, se décompose parmi nous, infestant l'air de ses miasmes, empoisonnant notre vie : ce qui est ancien, pourri, mort s'accroche par des milliers de fils et de liens à tout ce qui est nouveau, frais, vivant »⁷.

Plus que la Tchèque, pourtant, c'est l'armée rouge qui marque les hommes et l'époque de son empreinte. Nommé commissaire du peuple à la guerre en mars 1918. Trotsky est convaincu que la révolution ne vaincra que si elle dispose d'une véritable armée moderne, disciplinée, instruite, dirigée par un véritable état-major de spécialistes. L'antimilitarisme ne doit pas paralyser les révolutionnaires dans leurs initiatives, mais les inspirer dans leur volonté de lutter et de payer le prix de la victoire. Aussi le décret sur l'instruction militaire rédigé par Trotsky rappelle-t-il qu'une des fins essentielles du socialisme est « d'affranchir l'humanité du militarisme et de la barbarie des conflits sanglants entre les peuples »⁸. Pour Trotsky, « le travail, la discipline et l'ordre sauveront la république des soviets »⁹. Epaulé par un petit état-major de militants au premier rang duquel un tout jeune homme, l'étudiant Sklianski, se révélera grand organisateur, il s'attelle à la tâche : il faut mobiliser, instruire, encadrer, commander plusieurs millions d'hommes. Il faut ravitailler, armer, équiper l'armée rouge. Une armée moderne a besoin de techniciens. Ils existent : ce sont les anciens officiers tsaristes, en majorité hostiles au régime soviétique. Malgré les résistances de nombreux bolcheviks, Trotsky les emploiera - plus de 30 000 -, résolvant le problème de leur surveillance par la création des commissaires politiques qui ont en même temps pour mission d'entretenir le moral révolutionnaire des soldats ouvriers et paysans.

Lénine exhorte les ouvriers de Pétrograd à se donner à cette tâche : « Rester à Pétrograd, crever de faim, traîner autour des usines vides, se complaire au rêve futile de restaurer l'industrie de Pétrograd. ou bien sauvegarder la ville. C'est stupide et criminel. Les ouvriers de Pétrograd doivent par dizaine de mille partir pour l'Oural, pour la Volga, pour le Sud, [...] où l'ouvrier de Pétrograd est indispensable comme organisateur, comme guide, comme chef »¹⁰. D'anciens officiers comme Toukhatchevski ou Chapochnikov coudoieront à la tête de l'armée rouge, les militants bolcheviques, les ouvriers Vorochilov, Schmidt, les anciens sous-officiers Boudienny, Blücher, Frounzé, le marin Mouklévitch, l'étudiant Iakir. Les marins de Cronstadt les ouvriers de Pétrograd se retrouvent sur tous les fronts de la guerre civile aux responsabilités politiques et parfois militaires les plus élevées. Boukharine et Preobrajenski peuvent écrire : « La République est un camp retranché. Nous vivons sous le régime de la dictature militaire du prolétariat »¹¹.

Le « communisme de guerre » naît des nécessités mêmes de la guerre. Il faut, pour les mobiliser, contrôler toutes les ressources du pays : c'est sous l'emprise de la nécessité qu'il faudra nationaliser l'industrie sans que les ouvriers aient eu le temps de passer par l'école du contrôle. Le ravitaillement et l'équipement, l'armement sont des impératifs absolus. Le commerce privé disparaît totalement; pour nourrir, soldats et citoyens, les détachements d'ouvriers armés perquisitionnent dans les villages, réquisitionnant le grain. Les paysans pauvres sont organisés contre le koulak pour la défense du régime. Les recettes budgétaires sont nulles et le gouvernement n'a pas l'appareil nécessaire à la levée d'impôts : la planche à billets

⁴ Cité par FAINSOD, *How Russia is ruled*, p. 359.

⁵ *Ibid.*, pp. 536-537.

⁶ Cité par SERGE, *An I*, p. 364.

⁷ LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XXVI, pp. 67-68.

⁸ BUNYAN et FISHER, *op. cit.*, p. 572.

⁹ Cité par DEUTSCHER, *P. A.*, p. 407.

¹⁰ LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XXIX, pp. 571-572.

¹¹ BOUKHARINE et PREOBRJENSKI, *L'A. B. C. du communisme*, p. 191.

fonctionne sans discontinuer. Une gigantesque inflation augmente les difficultés que seule une contrainte accrue permet de surmonter. Bientôt on paiera en nature les salaires qui sont, déjà, bien inférieurs au strict minimum alimentaire. Ainsi que le souligne Isaac Deutscher, il y a dans cette situation une, grimaçante ironie : le contrôle gouvernemental total, la suppression du marché, la disparition de la monnaie, l'égalisation des conditions de vie semblent la réalisation du programme communiste alors qu'ils n'en sont que la tragique caricature. Car ce communisme-là n'est pas né de l'épanouissement des forces productives, mais de leur effondrement. Il n'est que l'égalité dans la misère, proche du retour à la barbarie. Il faut toute l'énergie révolutionnaire des bolcheviks pour entrevoir, derrière les flammes cruelles de l'énorme fournaise, ainsi que le dit Trotsky aux jeunes communistes, « la lutte de l'homme pour se rendre maître de sa propre vie »¹².

Le parti dans les soviets.

L'insurrection des s.-r. de gauche, en juillet 1918, marque la fin de la période du système soviétique multi-parti. Les bolcheviks restent pratiquement seuls dans les soviets. Au IV^e congrès pan-russe, sur 1164 députés, il y avait, en face de 773 bolcheviks, 353 s.-r. de gauche, 17, maximalistes, 10 sans parti, 4 anarchistes, 4 mencheviks internationalistes¹³. Il n'y aura jamais plus de minorité aussi importante au congrès pan-russe. Dans les autres soviets, la composition politique se modifie radicalement à partir de juillet 1918. Les bolcheviks disposent désormais d'une écrasante prépondérance, les non-bolcheviks n'étant officiellement que des « sans-parti », la seule étiquette compatible avec la prudence pour un menchevik ou un s.-r. Le soviet de Pétrograd, à la fin de 1919, comprend 1800 députés dont 1500 bolcheviks, soit 82 %, 300 « sans-parti », 3 mencheviks, 10 s.-r. Celui de Saratov compte 472 bolcheviks sur 644 députés, soit 72,9 %, 172 « sans-parti » et 4 « divers ». Les congrès provinciaux avaient dans la première moitié de 1918, 48,4 % de députés bolcheviques, 19,5 % de députés d'autres partis, 32,1 % de sans-parti. Dans les six derniers mois de la même année, ils comptent 72,8 % de bolcheviks, 18,3 % de sans-parti, 8,9 % se réclamant d'autres partis. L'évolution est plus marquée encore dans les congrès régionaux, qui comptent, dans les six premiers mois de 1918, 52,4 % de députés bolcheviques, 24,5 % de députés d'autres partis, dont 16,8 % de s.-r. de gauche, 23,1 % de sans-parti. Après les événements de l'été, on compte 90,3 % de bolcheviks, 5,7 % de sans-parti, 4 % de députés d'autres organisations. Le phénomène ne cessera de s'accroître jusqu'en 1921, où les bolcheviks seront représentés par 99 % des députés aux congrès régionaux¹⁴.

Mais la prédominance quasi-exclusive des bolcheviks dans les organismes soviétiques est loin d'être le seul trait essentiel de l'appareil d'Etat pendant la guerre civile. En fait, les soviets se sont peu à peu vidés de leur activité et de leurs participants, au fur et à mesure de la mobilisation des militants pour les secteurs les plus névralgiques. L'armée rouge et la Tcheka leur échappent complètement : rattachées directement à l'autorité centrale, elles couvrent une très importante partie de l'activité politique et administrative, réduisant les soviets à une compétence purement locale, exercée généralement par leur présidium, leurs comités exécutifs et leur appareil technique de fonctionnaires, hérité souvent de l'ancien Etat tsariste. Kamenev, au VII^e Congrès pan-russe, en décembre 1919, a tracé ce tableau de leur fonctionnement : « Nous savons qu'au cours de la guerre, les meilleurs travailleurs ont en masse quitté les villes et qu'il en résulte souvent une situation dans laquelle il faut ici ou là, recréer un soviet dans telle province ou telle ville, et lui donner les bases d'un fonctionnement régulier. [...] Les assemblées de soviets comme organisation politique languissent ainsi bien souvent, les gens s'occupant de tâches purement techniques. Les assemblées générales de soviets se tiennent rarement et, quand les députés se réunissent, c'est seulement pour être informés d'une circulaire, écouter un discours, etc »¹⁵. Il résume la nouvelle situation au sein des soviets en déclarant au IX^e Congrès du parti : « Nous administrons la Russie et c'est seulement par l'intermédiaire des communistes que nous pouvons l'administrer »¹⁶. Car tous les postes responsables de l'Etat, à tous les échelons du pouvoir des soviets, sont occupés par des communistes, de même que ceux de la Tcheka et de l'armée rouge.

De ce fait, les dirigeants bolcheviques ne font pas mystère. « Le pouvoir soviétique, affirme Zinoviev, n'aurait pas duré trois ans ni même trois semaines sans la dictature de fer du parti communiste. Le contrôle du parti sur les organes soviétiques et sur les syndicats est l'unique garantie solide qu'aucune coterie, aucun groupe d'intérêts ne s'imposera, mais seulement les intérêts du prolétariat tout entier »¹⁷. Et Trotsky, dont une partie de l'ouvrage *Défense du terrorisme* est consacrée à la justification de la « dictature du parti », écrit : « Le parti a assuré aux soviets la possibilité de se transformer, d'informer les Parlements ouvriers qu'ils étaient en un appareil de domination des travailleurs. Dans cette substitution du pouvoir du parti au pouvoir de la classe ouvrière, il n'y a rien de fortuit, et même, au fond, aucune « substitution ». Les communistes expriment les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Il est tout à fait naturel qu'à une époque où l'Histoire met à l'ordre du jour la discussion de ces intérêts dans toute leur étendue, les communistes deviennent les représentants avoués de la classe ouvrière dans sa totalité »¹⁸.

Cependant, cette transformation des rapports entre parti et soviet dans la première année de la guerre civile, a affecté non moins profondément le fonctionnement du parti lui-même. Avant 1917, les « révolutionnaires professionnels » constituaient en quelque sorte l'« appareil » du parti, dont le réseau avait joué un rôle si important en 1917, entre février et octobre. Mais, depuis la prise du pouvoir et surtout depuis le début de la guerre civile, les anciens « révolutionnaires professionnels » cessent d'être des militants dont le champ d'action est le parti et la classe où il faut faire progresser le parti. Ils sont devenus, ainsi que l'écrit Boukharine, « chefs d'armée, soldats, administrateurs, gouvernants d'ouvriers »¹⁹. En 1919, il n'y a plus, nulle part, de « permanents » pour les organisations locales du parti, et même pas un embryon d'appareil central. Sverdlov, qui est secrétaire du comité central, n'a, autour de lui, qu'un état-major d'une quinzaine de camarades. C'est qu'il est en même temps président du comité exécutif des soviets. Or, les organismes réguliers ne se réunissent que rarement; les décisions importantes

¹² Cité par DEUTSCHER, P. A., p. 442.

¹³ Cité par SERGE, *An I*, p. 312.

¹⁴ Cité par ANWEILER, *op. cit.*, p. 291.

¹⁵ *Ibidem* p. 297.

¹⁶ Cité par CARR, B. R. t. I, p. 222.

¹⁷ Cité par ANWEILER, *op. cit.*, p. 303.

¹⁸ TROTSKY, *Défense du terrorisme*, p. 120.

¹⁹ BOUKHARINE, dans *Bull. com.* n° 11, 15 mars 1923, pp. 64-65.

d'orientation sont prises au comité central, et les organismes soviétiques suivent, à travers les communistes, du comité exécutif jusqu'aux soviets locaux. Les directives politiques sur des points plus particuliers, mises au point directement entre Sverdlov et Lénine, qui, seuls, gardent le contact avec les responsables que la guerre disperse à tous les horizons, sont transmises, par Sverdlov, de préférence à travers le réseau des soviets, ou si l'on veut à travers le réseau des communistes des soviets.

La toute-puissance des communistes s'affirme parallèlement à une sorte d'éclipse de leur parti : il n'a pas d'autonomie financière et dépend entièrement des soviets sur ce terrain. En fait, Sverdlov pourra dire que les organisations bolcheviques locales ne sont plus que les « sections d'agitation des soviets locaux »²⁰. Le parti en tant qu'organisation semble s'être fondu dans le sein des soviets, qui sont le seul canal de transmission des directives. Le vocabulaire courant montre d'ailleurs à quel point les dirigeants eux-mêmes pensent le parti en termes d'hommes plus qu'en termes d'appareil, puisque Boukharine et Préobrajenski dédieront leur *ABC du communisme* « au parti qui commande une armée de millions d'hommes et couche dans les tranchées, au parti qui gouverne un pays immense et charge du bois en son volontariat du samedi »²¹.

Préobrajenski ne scandalisera personne en suggérant de consacrer la disparition du parti, inutile à ses yeux tant que les communistes sont les dirigeants reconnus de l'Etat. Ossinski propose la normalisation de la situation de fait et suggère la fusion du conseil des Commissaires du peuple et du comité exécutif en un collège unique où entreraient tous les membres du comité central du parti : c'est ce qui est fait en Lettonie soviétique sous la direction de Stouthka. Mais il ne semble pas y avoir d'urgence à régler ce problème : les capacités de Sverdlov - un homme dont l'autorité reposait sur sa loyauté - permettent au parti de traverser toute cette période « sans un seul conflit digne d'être mentionné »²². Sa mort, le 17 mars 1919 va, en revanche, obliger le parti à revoir les principes de son fonctionnement et du coup, en révisant les rapports entre le parti et les soviets, à restituer au parti son « indépendance ».

La construction de l'appareil du parti.

C'est le VIII^e Congrès, réuni en mars 1919, qui s'attaque à cette tâche. Sur le principe, tout le monde est d'accord : le parti doit diriger les soviets, non prendre leur place. Il faut assurer leur fonctionnement normal en leur rendant ; des existences indépendantes quoique parallèles. Les soviets fonctionnent mal et le congrès pan-russe lui-même ne s'est réuni qu'une seule fois en une année. Mais ils ne seront remis en état de marche qu'après la révision du moteur, le parti qu'il faut faire fonctionner à tous les échelons. D'abord, les membres du parti doivent cesser d'exécuter purement et simplement les directives, ou, au contraire, de discuter librement dans les organismes soviétiques ou ailleurs avec les sans-partis : les communistes, partout où ils se trouvent, doivent s'organiser en « fractions du parti soumises à une discipline stricte », suivant la tradition bolchevique qui est aussi celle de la social-démocratie allemande. Le comité central doit fonctionner normalement, c'est-à-dire qu'il se réunira au moins deux fois par mois. Dans l'intervalle de ses réunions, un bureau politique aura pour mission de prendre les décisions urgentes et sera, en quelque sorte, son exécutif, une sorte de sous-comité, responsable devant lui, et composé d'abord de cinq membres, Lénine, Trotsky, Staline, Kamenev et Boukharine.

Les bases de l'appareil sont posées avec la création du bureau d'organisation du comité central, chargé des affectations de responsables du parti, jusque-là effectuées de façon anarchique, et d'un secrétariat du comité central responsable du fonctionnement général de l'organisation et de l'application des décisions du congrès. Krestinski, élu secrétaire et membre du bureau d'organisation, Staline, membre à la fois du bureau politique et du bureau d'organisation, assureront liaison et coordination entre ces organismes. Au congrès suivant, décernant à Krestinski un véritable satisfecit, et montrant son souci de ne pas livrer le parti et ses élus à la bureaucratie de l'appareil, Lénine dira : « Au cours de cette année, le travail courant du comité central a été dirigé par les deux organismes élus du comité central, le bureau d'organisation et le bureau politique. Pour permettre coordination et unité de vues entre eux, le secrétaire était membre des deux. La pratique s'est établie qu'il était la fonction principale et propre du bureau d'organisation de répartir les forces du parti, tandis que le bureau politique s'occupait des questions politiques, [...] mais l'habitude s'est établie que la demande d'un seul membre du comité central suffisait pour qu'une question, quelle qu'elle soit, soit considérée comme politique »²³.

En 1919, Krestinski est assisté de cinq « adjoints techniques » ; dès 1920, il sera épaulé par deux autres secrétaires, également membres du comité central, Sérébrakov et Préobrajenski, qui se révélera, du fait des circonstances, le plus actif des trois. Le secrétariat dirige les bureaux centraux du parti, divisés en neuf départements. Le personnel est de 80 employés au départ, de 150 en mars 1920, de 600 en mars 1921. Le parti dispose dorénavant de ressources propres et le secrétariat se donne pour tâche de lui donner une structure qu'il peut maintenant étayer par l'utilisation de « permanents » rétribués et se consacrant exclusivement à l'activité du parti. Il renoue peu à peu tous les fils avec les organisations locales et régionales : le comité central qui avait, en mai 1919, reçu 470 rapports d'organisations de base, en reçoit en moyenne 4 000 par mois en 1920. Au lieu de 71 circulaires mensuelles en 1919, il en expédie 253 en 1921. En 1922, quand Staline deviendra secrétaire général, le secrétariat aura achevé de « fichier » tous les membres du parti et pourra étendre son activité et son contrôle direct à l'extérieur, aux organisations soviétiques et syndicales.

Nouveau visage du parti.

Les archives des premières années de pouvoir du parti bolchevique ont disparu avec Sverdlov, dont l'extraordinaire mémoire permettait de suppléer à l'absence de dossiers. Aussi est-il assez difficile de mesurer avec précision les modifications intervenues, car l'afflux des recrues pose des problèmes imprévus. Certes, celles des heures noires de la guerre civile n'ont pas à recevoir de leçons de dévouement ni d'esprit de sacrifice. Le jeune communiste Bamine raconte qu'en 1919 il recrutait dans les usines et les écoles en disant : « Venez au parti qui ne vous promet ni privilèges, ni avantages. Si nous sommes

²⁰ Cité par SCHAPIRO, C. P. S. U., p. 243.

²¹ BOUKHARINE et PRÉOBRJENSKI, *op. cit.*, dédicace hors pagination.

²² Cité par TROTSKY, « Le testament de Lénine », *IV^e Internationale* n° 14, p. 45.

²³ Cité par FAINSOD, *How*, p. 155.

victorieux, nous ferons un monde nouveau. Si nous sommes battus, nous nous battons jusqu'au dernier »²⁴. Ceux qui sont venus dans ces conditions sont de la même trempe morale que les combattants clandestins sous le tsarisme. Mais ils sont loin d'avoir leur culture et Iaroslavski pourra écrire en 1921 que « parmi les camarades du parti, il est extrêmement difficile de trouver des camarades qui aient lu, ne fût-ce que *Le Capital* de Marx ou quelque autre ouvrage de base de la théorie marxiste »²⁵ : on ne lit guère, sur le front de la guerre civile. En fait, si des opportunistes rejoignent le parti, c'est à la fin de cette période, quand son succès est assuré. L'augmentation numérique est rapide : 250 000 membres en mars 1919, 610 000 en mars 1920, 730 000 en mars 1921. En 1919, 50 % des militants ont moins de 30 ans et 10 % seulement plus de 40 ans. La vieille garde est noyée sous le nombre : en 1919, 8 % seulement des membres du parti y sont entrés avant février 1917, 20 % avant octobre. Le niveau culturel est médiocre : 5 % ont reçu une instruction supérieure, et seulement 8 % une instruction secondaire.

Les statistiques d'octobre 1919 nous fournissent, d'autre part, de précieux renseignements sur l'origine sociale et l'emploi des membres du parti : 52 % sont classés comme « ouvriers », 15 % « paysans », 18 % « employés », 14 % « intellectuels ». Elles précisent que 11 % seulement sont effectivement employés dans l'industrie, dont une faible proportion sans doute en tant qu'ouvriers manuels ; 53 %, soit plus de la moitié, travaillent à des échelons divers de l'Etat soviétique, 8 % dans l'appareil de « permanents » du parti et des syndicats ; 27 % enfin, soit plus du quart, servent dans l'armée rouge, la majorité d'entre eux comme officiers et surtout commissaires. En fait, l'écrasante majorité des membres du parti exercent des fonctions d'autorité et sont à un titre ou à un autre des « gouvernants »²⁶. Les nécessités de la guerre civile leur ont imposé un régime de parti qui, pour 70 % d'entre eux, est le seul qu'ils aient jamais connu, celui où, selon l'expression de Karl Radek, le parti était « d'abord une armée, une troupe de choc, et ensuite seulement un parti politique »²⁷.

Peut-on estimer, avec Victor Serge, que le parti ouvrier s'est, à cette date, transformé en « parti d'ouvriers devenus fonctionnaires »²⁸ ? D'une part, pendant la guerre civile, les fonctions des communistes ne sont guère tâches de bureaucrates. Du parti ouvrier, d'autre part, ils ont gardé la foi et l'attachement à un égalitarisme qui fait fixer le salaire de tous les militants, commissaires du peuple compris, à un « maximum communiste » égal au salaire d'un ouvrier spécialisé. En fait, les membres du parti ne connaissent aucun privilège, s'imposent plus de devoirs que les autres - le travail volontaire des « samedis communistes » en est un, pesant - et vivent dans la même misère. Un morceau de sucre, une boîte de conserves étrangère est un cadeau de prix à la table de la famille Lénine ou Trotsky. Dans la famille d'Ionov, beau-frère de Zinoviev, membre de l'exécutif, directeur de la Librairie d'Etat, un nouveau-né meurt de faim. Il n'en est pas moins incontestable que les militants ouvriers, devenus, suivant l'expression de Boukharine, « gouvernants » d'ouvriers, perdent leur état d'esprit initial, leur fonction modifiant petit à petit leur psychologie : de façon peu perceptible encore s'amorce le processus que Christian Racovski appelle la « différenciation fonctionnelle » et qui conduira nombre de communistes à cesser en fait de faire partie de la classe ouvrière.

Les partis socialistes.

Les méthodes du communisme de guerre et les exigences d'une conjoncture périlleuse, l'effacement du parti en tant que groupe face à l'appareil d'Etat contrôlé par ses militants et soumis à ses dirigeants, expliquent autant que les péripéties de la guerre civile la situation à maints égards contradictoire faite pendant cette période aux autres partis socialistes. A plusieurs reprises, les dirigeants bolcheviques réaffirment leur attachement au principe de la démocratie prolétarienne : la dictature n'est dirigée que contre l'ennemi de classe et les partis ouvriers doivent jouir des libertés essentielles. Mais en même temps ils les frappent ou les persécutent en les harcelant suffisamment pour les interdire en fait, même lorsqu'ils ne disposent pas de l'argument irréfutable qu'est leur participation à des actions armées contre le régime soviétique.

Au cours de leur conseil national de mai 1918, les s.-r. prennent position en faveur de l'intervention étrangère « à des fins purement stratégiques ». Tandis que Semenov organise à Pétrograd les groupes terroristes qui abattent d'abord Volodarski, puis Ouritski, prépareront des attentats contre Trotsky et Lénine qu'ils manqueront de peu, d'autres dirigeants participent aux différents gouvernements blancs, à Samara sous la protection des Tchèques, à Arkhangelsk, sous celle des Anglais, à Omsk. Le s.-r. Avksentiev préside la conférence d'unification des Blancs à Oufa, en septembre 1918, et fait partie du gouvernement provisoire qui sera renversé en novembre par l'amiral Koltchak. Les s.-r. de gauche ont tenté un soulèvement à Moscou en juillet : quelques jours après, un des leurs, le colonel Mouraviev, tente d'entraîner ses troupes contre les bolcheviks.

Le parti menchevique est moins directement compromis : certes, les dirigeants syndicaliste Romanov figure parmi les conseillers de Denikine, un membre du comité central, Maiski, est ministre dans le gouvernement de Samara, tandis que des adhérents plus modestes servent à des titres divers les Blancs. Mais le parti désavoue - quoique tardivement - ces initiatives : Maiski est exclu en septembre 1918. La conférence de mai 1918 s'est prononcée pour le rappel de l'Assemblée constituante, mot ordre de toutes les tentatives de contre-révolution armée à cette date et le parti, malgré une hostilité de principe à l'intervention étrangère, conserve dans ses rangs les partisans de Lieber, qui réclament ouvertement une alliance militaire avec les Alliés. Le gouvernement bolchevique pouvait estimer que les mencheviks n'avaient pas donné, au mois de Juin 1918, de preuve tangible de leur attachement à la légalité soviétique et de leur rupture avec tous les groupes armés des Blancs, et, à ce titre, les traiter en suspects.

Aussi, le 14 juin, les députés du comité exécutif votent-ils une résolution défendue par Sosnovski par laquelle ils excluent de leur sein les s.-r. de droite et du centre et les mencheviks pour leur alliance avec les contre-révolutionnaires, et « invitent de même tous les soviets d'ouvriers de paysans et de soldats à priver de leur siège les représentants de ces partis ». Le quotidien menchevique *Vpériod* continue pourtant à paraître à Pétrograd où, selon Victor Serge, il est très lu en 1918. Les s.-r. de gauche ont éclaté après l'insurrection de juillet : des militants qui la désapprouvent, organisés dans les groupes « communistes-révolutionnaires » et « communistes-populistes » essaient de maintenir l'alliance des s.-r. de gauche avec les

²⁴ BARMINE, *Vingt ans au service de l'U. R. S. S.*, p. 108.

²⁵ *Pravda*, 28 août 1921, cité par P. I. SORLIN, *Lénine, Trotsky, Staline*, p. 74.

²⁶ SCHAPIRO, *C. P. S. U.*, p. 243.

²⁷ KARL RADEK, *Bull. com.* n° 15, 14 avril 21, p. 247.

²⁸ VICTOR SERGE, *Destin d'une révolution*, p. 174.

bolcheviks. Les dirigeants s.-r. de gauche sont jugés en novembre et condamnés à des peines légères, trois ans de prison pour la majorité d'entre eux, un an pour Spiridonova, qui sera aussitôt libérée, de même que Blumkine, l'assassin de Mirbach, qui adhère au parti bolchevique et part pour le front. La Tcheka frappe certains groupes anarchistes, laisse d'autres groupes s'activer, publier des journaux et se quereller violemment entre eux. Serge, qui les connaît bien, dit qu'ils envisagèrent une insurrection en novembre 1918, mais y renoncèrent, ne sachant que faire contre la famine en cas de victoire. Le leader paysan Ukrainien Makhno vient à Moscou au cours de l'été y rencontrer, ses camarades, est reçu par Lénine et Sverdlov, qui l'aideront à repartir dans l'Ukraine occupée par les Austro-Hongrois et les Blancs du hetman Skoropadski; Il y organisera ses célèbres guérillas paysannes.

A l'automne la pression extérieure se relâche, avec le début de la débâcle allemande puis la révolution de novembre Le VI^e Congrès, formé exclusivement de délégués bolcheviques, demande le retour à la « légalité. révolutionnaire » la limitation des pouvoirs de la Tcheka. Malgré le décret d'exclusion qui les frappe, Lénine a fait inviter Dan et Martov, parce qu'il a, dit-il, « besoin de leur critique ». Fin octobre 1918, le comité central menchevique, réuni à Moscou, décide d'abandonner le mot d'ordre, décidément contre-révolutionnaire, de réunion de la Constituante, reconnaît la révolution d'Octobre comme « historiquement nécessaire », et, tout en réclamant « la fin de la terreur économique et politique » et « de libres élections aux soviets », s'engage à soutenir « les actions militaires du gouvernement soviétique contre l'intervention étrangère ». L'exécutif des soviets annule le 30 novembre sa mesure d'exclusion du 14 juin : les mencheviks sont de nouveau admis dans les soviets. Dans un grand discours devant la Conférence ouvrière, Lénine justifie cette politique de la main tendue : « A l'heure actuelle, à l'heure où la révolution a éclaté en Allemagne, un revirement s'est opéré chez les mencheviks et chez les socialistes-révolutionnaires. Les meilleurs d'entre eux aspirent au socialisme. Mais ils pensaient que les bolcheviks, poursuivaient un fantôme, un conte de fées. Or, aujourd'hui, ils ont acquis la conviction que ce qu'attendaient les bolcheviks n'était pas le fruit de l'imagination, mais une réalité vivante, que cette révolution mondiale est venue, et qu'elle grandit dans le monde entier les meilleurs des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires commencent à se repentir de leur erreur ils commencent à comprendre que le pouvoir des soviets n'est pas seulement un pouvoir russe, mais le pouvoir mondial des ouvriers. [...] Dès l'instant où des gens ont compris leur erreur, il faut les accueillir. [...] Notre seul ennemi, c'est celui qui vit du travail d'autrui. Les autres ne sont pas nos ennemis. Ce sont seulement des hésitants; or, les hésitants ne sont pas pour autant des ennemis »²⁹.

Les socialistes-révolutionnaires vont s'engager dans cette porte ouverte. Leur expérience avec les Blancs a porté ses fruits : à Samara comme à Omsk, puis en Sibérie, ils ont été débordés par les généraux tsaristes. Une conférence socialiste-révolutionnaire se tient à Pétrograd en février 1919 et condamne la lutte armée contre le pouvoir soviétique. Les anciens dirigeants du soulèvement de Samara qui se rendent sont aussitôt amnistiés. Lénine défendra devant le VIII^e Congrès du parti, en mars, la légalisation des mencheviks et des s.-r., dont le journal *Délo Naroda* reparait, pour peu de temps d'ailleurs. En juillet 1919, dans un manifeste intitulé : « Que faire ? », les mencheviks réclament le retour au fonctionnement normal du régime soviétique, la liberté des élections par le scrutin secret et la liberté d'agitation et de propagande pour les partis socialistes. En octobre, le soviet de Pétrograd distribue de nouveau des armes aux groupes anarchistes que dirige Kolabouchkine et qui participeront efficacement à la défense de la capitale. En décembre, au VIII^e Congrès pan-russe Trotsky, « avec une joie réelle, sans arrière-pensée ni ironie », remercie Martov qui a stigmatisé les violations de la Constitution et réclame le rétablissement des libertés : « Il a parlé de *notre* armée et de *notre* lutte internationale. Il a utilisé le nous et, ce faisant, a renforcé politiquement, et moralement notre cause »³⁰.

En janvier 1920, la levée du blocus de l'Entente laisse entrevoir la fin de la guerre civile : les pouvoirs de la Tcheka sont réduits, la peine de mort de nouveau abolie. Les mencheviks ont à Moscou un club et des locaux : des Travailleurs britanniques assisteront en mai à une réunion de leur comité central. Ils tiennent en août une conférence dont la presse rend compte. Ils dirigent des syndicats, comme celui des imprimeurs, et interviennent en tendance organisée dans les congrès. Ils ont des élus dans la plupart des soviets locaux : 46 seulement à Moscou, mais 250 à Kharkov. Début 1920, les socialistes-révolutionnaires groupés autour de Steinberg publient un nouveau quotidien qui se prononce « contre le monopole bolchevique du pouvoir » et réclame le retour à une « véritable démocratie ouvrière »³¹.

Les anarchistes.

Les rapports avec les anarchistes sont plus complexes, ne serait-ce que du fait de la multiplicité de leurs groupes. L'un d'entre eux, en juillet 1919, organise contre les locaux du parti de Pétrograd un attentat à la bombe, où Boukharine est blessé. En août, pourtant, Lénine écrit : « De très nombreux ouvriers anarchistes deviennent maintenant les partisans les plus sincères du pouvoir des soviets, et puisqu'il en est ainsi, c'est donc la preuve que ce sont nos meilleurs camarades et amis, les meilleurs révolutionnaires, qui n'étaient ennemis du marxisme que par suite d'un malentendu, ou, plus exactement, non par suite d'un malentendu mais parce que le socialisme officiel, régnant à l'époque de la II^e Internationale, avait trahi le marxisme, était tombé dans l'opportunisme, avait falsifié la doctrine révolutionnaire de Marx en général, et les leçons de la Commune de Paris en 1871 en particulier »³². En septembre de la forteresse d'Augsbach où il est emprisonné, l'anarchiste allemand Mühsam écrit, exprimant le point de vue de nombreux anarchistes : « Les thèses théoriques et pratiques de Lénine sur l'accomplissement de la révolution et des tâches communistes du prolétariat ont donné à notre action une nouvelle base. [...] Plus d'obstacles insurmontables à une unification du prolétariat révolutionnaire tout entier »³³. Le II^e Congrès de l'Internationale Communiste verra se poursuivre dans les coulisses des négociations entre Lénine et l'anarchiste Aleynikov sur les conditions d'une collaboration entre libertaires et bolcheviks.

²⁹ LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XXVIII, pp. 377-378.

³⁰ Cité par DEUTSCHER, P. A., p. 447.

³¹ Cité par AN WEILER, *op. cit.*, p. 293.

³² LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XXIX, p. 567.

³³ Erich MÜHSAM, *Bull. com.* 22 juillet 1920.

Le haut fait du mouvement anarchiste en Russie est l'épopée du mouvement paysan de Makhno³⁴ qui se développe en Ukraine à partir de l'automne 1918. De retour dans sa province après son voyage à Moscou pendant l'été 1918, le jeune militant organise ses premiers groupes armés, mène ses premières opérations contre les troupes du fantôme des puissances centrales, l'hetman Skoropadski. A la fin de 1918, il a 1 500 hommes sous ses ordres, et, au début de 1919, organise dans le territoire qu'il contrôle un congrès qui désigne une sorte de gouvernement régional, le soviet militaire révolutionnaire des ouvriers, paysans et insurgés. A la fin de février, Makhno prend contact avec l'armée rouge, qui le reconnaît et s'engage à le ravitailler : ses unités accueillent des commissaires politiques jusqu'au niveau du régiment, mais gardent leur titre d'armée insurgée et leur drapeau noir. Tandis que se prépare l'action militaire commune contre l'armée de Denikine, la capitale de Makhno, Gouliai-Polié, devient le centre politique de l'anarchisme russe avec l'arrivée de Voline, ancien rédacteur en chef du *Nabal* (Tocsin) de Kiev, que les bolcheviks viennent d'interdire, et du théoricien de Moscou, Archinov, qui vont tous deux occuper d'importantes responsabilités dans le mouvement makhnoviste.

La convocation d'un nouveau congrès des Insurgés amène une détérioration des rapports avec les autorités soviétiques, d'autant plus que les unités de l'armée rouge sont invitées à y envoyer des délégués. Comme ces désaccords se produisent en pleine offensive blanche, Makhno se démet de ses fonctions. Pendant l'été, il s'associe avec un aventurier, le chef de bande Grigoriev, qu'il abat quelque temps après dans un guet-apens, prenant du même coup sa succession à la tête de ses hommes. En septembre, il remporte une grande victoire sur Denikine. A la fin de l'année, il est au sommet de sa puissance.

On discutera sans doute longtemps encore du rôle de ce personnage haut en couleurs, brutal et ivrogne, esprit fruste, mais travailleur puissant et surtout extraordinaire meneur d'hommes. Son armée noire est pendant quelques mois maîtresse de tout le sud de l'Ukraine. Elle repose sur la masse paysanne, aussi hostile à la volonté de restauration des Blancs qu'à la réquisition des Rouges, sur des groupes de paysans, partisans remarquablement entraînés et combattifs, sur une « sécurité militaire », la *razvedka*, qui n'a rien à envier à la Tcheka. Mais les rapports sont tendus avec les habitants des villes et notamment les ouvriers : de vifs incidents éclatent à Ekaterinoslav avec les syndicats. La politique financière de Makhno provoque une gigantesque inflation que les paysans, à qui ne se pose pas de problème de ravitaillement, supportent, mais qui plonge l'ouvrier dans la misère. Aux cheminots qui demandent à être payés, Makhno, selon Victor Serge, répond : « Organisez-vous vous-mêmes pour exploiter les chemins de fer. Moi, je n'en ai pas besoin »³⁵. A cet égard, les réalisations de son régime sont particulièrement minces : sa force militaire, reposant sur la rapidité des déplacements de sa cavalerie et de son infanterie montée en carrioles, a fini par souffrir de la diminution du nombre, des chevaux et de l'incapacité des dirigeants à organiser, même quand ils sont maîtres des villes, la production d'armes et de munitions.

Quand le contact est repris à la fin de 1919 avec l'armée rouge, les rapports sont bons malgré des incidents du passé. Makhno a autorisé un journal bolchevique, la *Zvezda*, mais il interdit pratiquement toute action au parti sous le prétexte qu'elle visait à « établir sur les masses un régime portant atteinte à leur liberté totale », fait fusiller le commandant de sa division de fer et plusieurs autres bolcheviks, organisateurs de cellules clandestines. Début janvier, ordre est donné à l'armée insurgée de prendre position sur la frontière polonaise. Elle refuse. Une guerre civile de huit mois éclate entre l'armée noire et l'armée rouge, féroce comme toutes les guerres de ce type, et dans laquelle chacun des camps a beau jeu de dénoncer les atrocités de l'autre.

Pendant cette période, pourtant, deux groupes anarchistes de Moscou, les « anarchistes universalistes » et les « anarchistes syndicalistes » possèdent des locaux, des permanences, éditent des brochures de Pelloutier, Bakounine. Le deuxième groupe, inspiré par Alexandre Schapiro, refuse les offres de Rosmer et de Trotsky d'ouvrir des négociations pour la reconnaissance officielle de leur groupe et la garantie de leur presse³⁶. Victor Serge a raconté comment ils avaient repoussé de semblables propositions de Kamenev leur offrant la légalisation de tout leur mouvement à condition qu'ils s'épurent, et conclut, après leur refus indigné : « Ils préféraient disparaître, perdre leur presse et leurs locaux »³⁷. Voline, arrêté pendant une retraite de l'armée noire, est transféré à Moscou : Lénine et Kamenev s'opposent à son exécution, qu'ils semblent avoir évitée de justesse.

Cependant, vers le milieu de l'année 1920, la menace de l'armée Wrangel amène une nouvelle trêve en Ukraine. Béla Kun, Frounzé, Goussev signent, au nom de l'armée rouge, avec Makhno, un nouvel accord en octobre. L'armée insurgée se subordonne à nouveau à l'armée rouge, des deux côtés on libère les prisonniers politiques et on s'accorde la liberté d'expression. Voline est libéré, revient à Kharkov, publie de nouveau *Nabal*, prépare une conférence anarchiste pan-russe. Après la victoire commune sur Wrangel, dont les derniers soldats sont massacrés en Crimée, l'armée rouge prend l'initiative d'une rupture prévue par les deux partis. Après un ultimatum sommant l'armée insurgée de s'intégrer complètement et, bien sûr, rejeté, elle attaque : Karetnik, commandant de l'armée insurgée en Crimée, arrêté par surprise, est fusillé. Makhno, avec 2 000 hommes, résiste, échappe à l'encerclement. Il va tenir la campagne pendant presque une année encore. Voline, arrêté de nouveau, refuse toutes les offres que lui offrent les bolcheviks et reste irréductible dans son opposition.

Discussions internes au parti.

Il n'est pas étonnant que la période de la guerre civile ait vu la disparition des grandes polémiques internes. Les dangers extérieurs commandent une cohésion à toute épreuve, mais ils ne suppriment pas pour autant les conflits. Chaque période de relâchement autorise ainsi une explosion de controverses qui ne s'épuisent pas. La fin de la période verra réapparaître des discussions publiques entre bolcheviks qui rappellent celles des années 17 et 18.

³⁴Point de vue « makhnoviste » dans *La révolution inconnue* de Boris VOLINE. La mise au point la plus récente et la plus complète est celle de David FOOTMAN dans *Soviet Affairs* n° 6 *St-Antony's College Papers* et dans *Civil War in Russia* (pp. 245-305) que nous avons suivie de près.

³⁵Victor SERGE, Mémoires d'un révolutionnaire, p. 120.

³⁶ROSMER, Moscou sous Lénine, p. 142.

³⁷SERGE, Mémoires d'un révolutionnaire, p. 120.

L'une des principales questions a été soulevée par ce que l'on a appelé l'« opposition militaire ». La construction de l'armée rouge heurte bien des sentiments solidement ancrés chez les militants bolcheviques. L'organisation d'un état-major, d'une armée régulière, d'un commandement unique impliquent l'abandon des méthodes de partisans, des gardes rouges et des milices qui avaient constitué de façon assez informe, l'essentiel des forces armées révolutionnaires initiales. La discipline au feu est rétablie et la peine de mort appliquée aux refus d'obéissance heurte les sentiments antimilitaristes des communistes. L'utilisation d'officiers de carrière, qui constituent la moitié du nouveau corps, l'abandon du principe électif « politiquement sans objet et techniquement inadéquat » selon Trotsky, provoquent de très vives réactions. Les adversaires de la politique militaire officielle prônent une organisation prolétarienne de l'armée du type « milices » ou formations de partisans. Des communistes de gauche comme Vladimir Smirnov y coudoient, avec le groupe de Tsaritsyne inspiré par Staline, les « militaires rouges » mécontents Frounzé et Vorochilov.

L'opposition antimilitariste de principe s'incline assez vite devant les résultats obtenus. Il sera plus difficile de surmonter les rancœurs nées, chez les sous-officiers révolutionnaires, de l'emploi massif, comme techniciens d'anciens officiers tsaristes. C'est du moins sous cet angle que Trotsky analyse l'opposition dite « de Tsaritsyne » dans laquelle il voit la première manifestation organisée d'un groupe bureaucratique³⁸, la réaction de parvenus médiocres et incapables d'apprendre, mais se cramponnant aux privilèges et aux commandements que leur valent, pensent-ils leurs mérites révolutionnaires passés. Le VIII^e Congrès, en tout cas, approuve la politique militaire de Trotsky, défendue par Sokolnikov et critiquée par Vladimir Smirnov par 174 voix contre 95.

Au IX^e Congrès, une nouvelle opposition se manifeste. Le groupe « centralisme démocratique » avec Vladimir Smirnov, Ossinsky, Sapronov, dénonce la centralisation excessive, l'abus des méthodes d'autorité. Ses protestations entraînent la formation d'une commission de contrôle qui invite à lui signaler tous les abus, « quelle que soit la position ou la fonction des personnes incriminées ». C'est au cours de l'automne 1920 que se regroupe, derrière Chliapnikov et Alexandra Kollontaï, l'« opposition ouvrière », dont le programme de contrôle de la production par les syndicats, d'épuration du parti des non-ouvriers et de retour au principe des élections de responsables, sera largement diffusé, y compris dans la presse, avant d'être publié sous forme de brochure distribuée dans le parti à la veille du X^e Congrès.

La discussion syndicale.

L'opposition ouvrière sera ainsi amenée à jouer un rôle dans la controverse sur les syndicats, la plus importante depuis Brest-Litovsk, ouverte par Trotsky en accord avec Lénine et qui se terminera par un sérieux conflit entre les deux hommes. Les origines lointaines en remontent en 1919. Inquiet de l'effondrement de l'économie russe, persuadé de l'urgence d'entreprendre la reconstruction, Trotsky rédige un projet de thèse pour le comité central dans lequel il propose l'application des méthodes de guerre sur le front économique et la remise au commissariat de la guerre de la direction économique. La « militarisation du travail » est, à ses yeux, du même type que celle qui a permis la formation de l'armée rouge. Elle exige « les mêmes efforts héroïques, le même esprit de dévouement ». Pour lui, loin d'être contraire à la démocratie ouvrière, « elle consiste en ce que les masses doivent déterminer elles-mêmes une organisation et une activité productrices telles qu'une pression de l'opinion publique ouvrière s'exerce impérieusement sur tous ceux qui y mettent obstacle »³⁹.

L'idée est séduisante et aura l'appui de Lénine. Mais elle demande à être étudiée de très près, car la tâche est, en définitive, infiniment plus complexe que la construction d'une armée. Surtout, elle risque de soulever d'énormes protestations parmi les travailleurs et parmi les responsables syndicaux qui, quoique communistes, sont sensibles à la pression de leur base, hostile à une militarisation qu'elle entend comme une caporalisation. Or, Boukharine, rédacteur en chef de la *Pravda*, publie par erreur le projet de Trotsky dans le numéro du 17 décembre 1919. L'émotion est grande parmi les dirigeants de syndicats, et malgré Trotsky qui avertit : « Notre situation économique est cent fois pire que notre situation militaire n'a jamais été »⁴⁰, la fraction bolchevique des syndicats repousse le projet, le 12 janvier 1920, à une écrasante majorité.

Persuadé qu'il n'est point d'autre issue pour prévenir la catastrophe économique imminente dans le cadre de la politique du communisme de guerre, Trotsky songe alors à renoncer à cette politique même. Au comité central de février 1920, il propose de rétablir un marché en substituant aux réquisitions un impôt progressif en nature et en s'efforçant de fournir aux paysans des produits industriels en quantité correspondante. C'est l'essence de la politique qui sera adoptée un an plus tard sous le nom de Nep : mais Lénine n'est pas convaincu et la proposition est rejetée par 11 voix contre 4⁴¹.

Trotsky reprend alors ses propositions antérieures : il faut pousser le communisme de guerre jusqu'à ses plus extrêmes conséquences. Sous sa direction, l'armée rouge, en Ukraine, au Caucase, dans l'Oural, se tourne, dès la fin de la guerre civile, vers les tâches économiques. Il accepte de prendre en mains la reconstruction des transports, réclame des pouvoirs étendus, traite avec une impitoyable sévérité les « déserteurs du travail », commence à introduire une « émulation socialiste ». Or, s'il remet en marche les trains - un véritable miracle -, il soulève aussi l'opposition irréductible du syndicat des cheminots. Le comité d'organisation des transports (*Tsektran*) qu'il a mis sur pied et substitué à la direction syndicale, devient la bête noire des responsables syndicaux, bolcheviks compris, qui le dénoncent comme un organisme dictatorial et bureaucratique. Zinoviev, patron du parti de Léninegrad, attaque également le *Tsektran*, dans des articles et discours, pour ce qu'il appelle ses « méthodes policières » ; vieux-bolchevik, il a pris ombrage du prestige de Trotsky, et espère vraisemblablement redorer sa popularité dans un conflit où Trotsky ne va pas au-devant de la sienne. Mais il se heurte, en outre, à Préobrajenski, secrétaire du parti, qui condamne ces méthodes.

Pendant des mois, Lénine et la majorité du comité central soutiennent Trotsky, lui confient, en toute connaissance de cause, d'autres tâches urgentes, comme la remise en route de l'industrie du Donetz et de l'Oural. Mais il se heurte à de

³⁸ Cité par DEUTSCHER, P. A., p. 427.

³⁹ Discours à la conférence des travailleurs des transports, *Bull. com.* n° 4, p. 55.

⁴⁰ Cité par DEUTSCHER, P. A., p. 493.

⁴¹ TROTSKY, *Ma Vie*, t. III, pp. 479-480.

nouveaux syndicats qu'il menace de « briser », Tomski, président des syndicats, pose la question au comité central du parti le 8 novembre : Trotsky a-t-il le droit d'éliminer des dirigeants élus ?

Cette fois, Lénine ne couvre plus Trotsky. Par 8 voix contre 6, le comité central adopte un texte qui, tout en défendant « les formes saines de militarisation du travail », condamne « la dégénérescence de la centralisation et du travail militarisé en bureaucratie, en morgue, en fonctionnarisme mesquin et en ingénierie tracassière dans les syndicats ». Il charge une commission d'étudier la question des rapports entre parti et syndicats et déclare que seul son responsable, Zinoviev, pourra s'exprimer en public à ce sujet.

Trotsky voit dans cette décision un désaveu et refuse de siéger dans une commission qu'il juge partielle. Le 7 décembre, Zinoviev rapporte devant le comité central et propose la suppression immédiate du Tsektran. Aucune décision n'est prise, mais deux clans sont formés. La discussion va devenir publique : Trotsky l'a, le premier, proposée à Lénine comme une mesure nécessaire à la santé du parti qui pourra ainsi connaître les thèses, selon lui très dangereuses, de l'opposition ouvrière, dont il pense que les dirigeants syndicaux bolcheviques sont proches. Cette discussion, Zinoviev la désire également; il mène une véritable campagne annonçant « une ère nouvelle » où l'on « respirera librement », promettant « le rétablissement de la démocratie ouvrière et paysanne de 1917 par le principe de l'élection » et affirmant : « Si nous avons nous-mêmes confisqué les droits démocratiques les plus élémentaire pour les ouvriers et les paysans, Il est temps aujourd'hui d'en finir avec cet état de choses. Nous établirons des contacts plus intimes avec la classe ouvrière. Nous tiendrons des réunions dans les casernes, les camps, les usines. Les masses laborieuses comprendront alors que ce n'est pas une plaisanterie quand nous proclamons que c'est une ère nouvelle qui va commencer et qu'aussitôt que nous pourrons respirer de nouveau librement, nous transférerons nos réunions politiques dans les usines. [...] On nous demande ce que nous entendons par démocratie ouvrière et paysanne. Je réponds : rien, de plus et rien de moins que ce que nous entendions par la en 1917 »⁴². Ses attaques lui valent une réprimande du secrétariat. Aussi, à la réunion de la fraction bolchevique du congrès des soviets, attaque-t-il violemment le bureau d'organisation. Un conflit éclate avec Préobrajenski, qui demande au comité central du 30 décembre de condamner ce qu'il considère comme une « agression » de la part de Zinoviev. Il obtient satisfaction. Lénine, absent, n'a pas pris part au vote mais Staline Tomski, Kalinine, Roudzoutak et Petrovski votent avec Zinoviev pour « la suppression du bureau d'organisation », en réalité contre la personne de Préobrajenski : ainsi s'ébauchent des alliances qui dureront.

Le débat va remplir les feuilles de discussion, occuper des centaines de réunions du 30 décembre au début de mars. Des sept plates-formes initialement présentées trois finalement, s'affrontent. Trotsky, rejoint par Boukharine propose d'intégrer les syndicats à l'appareil d'Etat en les chargeant de la production et par conséquent de la productivité et de la discipline du travail. Hostile aux responsables syndicaux qu'il juge « trade-unionistes » il souhaite la promotion d'éléments ouvriers nouveaux, plus attachés à la mission de production qu'à la défense d'intérêts particuliers, capables de promouvoir ce qu'il appelle la « démocratie productive » puisque, souligne-t-il, c'est par cette étatisation seulement que les travailleurs participent réellement à la discussion et à la direction de l'économie. Le point faible de cette position est qu'elle ne dit mot du rôle de défense des intérêts ouvriers par les syndicats. Encore que l'idée ne soit pas explicitement formulée dans leur thèse, il est permis d'avancer que Trotsky et Boukharine ne concevaient pas la nécessité d'une défense des ouvriers contre un Etat ouvrier.

A l'autre extrémité de l'arc-en-ciel des tendances, l'opposition ouvrière dénonce violemment la militarisation et la bureaucratisation, auxquelles elle oppose le « contrôle ouvrier » sur la production, exercée par les syndicats dans les entreprises et par un congrès des producteurs à l'échelle du pays. Comme mesures immédiates, elle réclame l'égalisation des salaires, la distribution gratuite des aliments et produits de première nécessité aux ouvriers d'usine et le remplacement progressif des salaires en argent par des salaires en nature. Préobrajenski, qui est leur plus sérieux critique, n'aura pas de mal à montrer l'insuffisance de ces thèses qui obligent en fait les paysans à supporter seuls le fardeau de l'industrie et des privilèges ouvriers. Critiquant la conception anarchiste des amis de Kollontaï qui proposent une « économie sans tête », il réfute par des arguments économiques leur égalitarisme : « Nous sommes trop pauvres pour nous offrir le luxe de l'égalité : chaque poud (16,38 kilos) de pain donné aux mineurs de la période de construction de l'économie, quand tout progrès dépend du charbon, donne plus de résultat que cinq autres pouds donnés dans d'autres branches de l'industrie »⁴³.

Les thèses de Lénine, que soutiennent Zinoviev, Staline et la majorité du comité central, se rapprochent plus de celles de Trotsky que de celles de l'opposition ouvrière. Les syndicats doivent, selon eux, « éduquer » les ouvriers, développer notamment leur sentiment de responsabilité à l'égard de la production, et le parti doit maintenir sur eux son contrôle. Mais ils ne doivent pas être mis en tutelle et doivent continuer à exprimer les aspirations des travailleurs et à assurer leur défense, au besoin contre l'Etat. Car, pour Lénine, l'« Etat ouvrier » reste une abstraction, et l'Etat soviétique est plutôt un « Etat ouvrier et paysan à déformations bureaucratiques ».

Les thèses de Lénine l'emportent au Congrès, par 336 voix contre 50 à celles de Trotsky et Boukharine et 18 à l'opposition ouvrière. Lénine porte sur l'ensemble de la discussion une appréciation sévère : « Ce luxe était tout à fait inadmissible et, en permettant une telle discussion, nous avons certainement commis une faute. Nous avons mis à la première place une question qui, pour des raisons objectives, ne pouvait occuper cette place, et nous nous sommes emballés sans nous rendre compte que nous détournions notre attention des questions réelles et menaçantes qui étaient si près de nous »⁴⁴.

L'échec de la révolution européenne.

Ainsi, à la fin de la guerre civile, la majorité des dirigeants bolcheviques sont-ils conscients des énormes difficultés que rencontre le régime, et, notamment, de l'existence d'une certaine opposition ouvrière s'ajoutant à l'hostilité ouverte des masses rurales. Tous continuent cependant à vouloir identifier la dictature du parti à la dictature du prolétariat, à les considérer comme la seule voie du retour à la démocratie ouvrière de 1917-1918. Trotsky veut reconstruire, par des méthodes administratives et autoritaires, l'appareil économique et la classe ouvrière elle-même, conditions de la restauration de la démocratie ouvrière.

⁴² Cité par Workers' opposition, p. 59.

⁴³ Cité par Brian PEARCE, « 1921 and all that », *Labour Review*, avril-mai 1959, p. 226.

⁴⁴ Discours au congrès le 8 mars, cité par ROSMER, *op. cit.*, p.167.

L'opposition ouvrière fait de nécessité vertu, admet la possibilité de construire directement le socialisme dans un pays arriéré sans moyens ni techniciens, réclame le retour immédiat à la démocratie ouvrière, comme si le prolétariat était la phalange combative de 1917, accepte délibérément que se creuse le fossé entre ouvriers et paysans, faisant des premiers des privilégiés nourris par le travail des seconds. Lénine refuse aussi bien de laisser se creuser le fossé entre parti et ouvriers, ce que provoquerait la politique défendue par Trotsky, que d'admettre l'effondrement économique qui serait la conséquence de l'application du programme de l'opposition ouvrière. Cherchant à éviter la catastrophe qu'il entrevoit au bout de ces deux routes, il s'efforce de ne rien briser, de maintenir la cohésion entre membres du parti, entre parti et syndicats, de ménager pour tous une marge de manœuvre, et surtout de gagner du temps, le temps de reconstruire et de parer au plus pressé, celui de la production et du travail, de la confiance à défaut de l'enthousiasme. Les événements justifieront bientôt ses alarmes et sa prudence.

C'est que, pendant ces années où les dirigeants bolcheviques ont été plongés dans la lutte quotidienne pour la survie de leur révolution, la révolution européenne sur laquelle ils avaient compté a échoué. En août 1918, Kamenev est revenu d'une longue et difficile tournée en Europe et a lancé devant le soviet de Pétrograd sa dramatique conclusion : « Nous sommes seuls, camarades ! »⁴⁵. Puis il y a eu la révolution allemande de novembre 1918, le réseau des conseils d'ouvriers et de soldats couvrant tout le pays, la fuite du Kaiser : la révolution européenne devenait réalité, l'isolement des Russes était terminé. Mais la bourgeoisie allemande jouissait d'une autre solidité que la bourgeoisie russe et avait mieux su tirer les leçons de la révolution d'Octobre que les révolutionnaires allemands eux-mêmes. Le grand état-major allemand, bastion des forces contre-révolutionnaires, utilise le parti social-démocrate pour freiner l'élan des conseils ouvriers, la bourgeoisie allemande multiplie les concessions pour préserver, avec l'aide des Alliés, une force militaire sûre, et le social-démocrate Noske dirige l'organisation des corps francs contre-révolutionnaires. Les révolutionnaires allemands de la ligue Spartacus, formés dans la lutte contre la centralisation bureaucratique de la vieille maison social-démocrate constituent - trop tôt ou trop tard - un parti communiste qui n'a ni la cohésion, ni la patience du parti bolchevique : la majorité de ses militants refuse de participer aux élections, de militer dans les syndicats, renonce à l'explication patiente, à la conquête des masses, ne retient de l'expérience russe, qu'elle connaît mal, que l'ultime phase de l'insurrection armée. A peine constitué, le jeune parti tombe dans le piège qui lui est tendu à Berlin, se lance, malgré Rosa Luxembourg, sa seule tête politique, dans un combat prématuré où l'avant-garde ouvrière, isolée des masses prolétariennes, est écrasée par les corps francs de Noske. Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, ses porte-drapeau prestigieux, sont assassinés, comme le sera bientôt Léo Jogisches qui, sous le nom de Tychko, avait joué un rôle important dans la social-démocratie polonaise et russe. L'une après l'autre, les républiques « soviétiques » allemandes sont écrasées par les corps-francs, de la Ruhr à la Baltique, de la Saxe à la Bavière : les conseils ouvriers disparaissent.

Pourtant en mars 1919, les bolcheviks ont mis en jeu toute leur autorité auprès des révolutionnaires étrangers pour les convaincre de la nécessité de proclamer la III^e Internationale, l'Internationale communiste : avec la perspective de victoires révolutionnaires prochaines dans plusieurs pays avancés. La fin tragique de la révolution hongroise des conseils, victime de l'inexpérience de ses dirigeants autant que de la coalition formée contre elle, ne semble pas infirmer ce pronostic. L'Italie connaît une vague de grèves révolutionnaires : le mouvement turinois des conseils d'usine révèle la même tendance profonde que les soviets russes et les conseils allemands.

Le parti communiste allemand s'est effondré après l'échec de 1919, mais il renaît bientôt : la classe ouvrière allemande brise comme fétu, en mars 1920, la tentative de putsch du général Von Lüttwitz et du haut fonctionnaire impérial Kapp. Des centaines de milliers d'ouvriers avancés se détournent de la social-démocratie réformiste : la fusion entre le minuscule parti communiste et le parti social-démocrate indépendant, en décembre 1920, donne naissance à un parti communiste de masse - le premier et le seul en dehors du parti russe -, un instrument révolutionnaire incomparable qui rassemble l'élite des intellectuels et des militants ouvriers d'avant-garde, la direction révolutionnaire qui avait manqué en 1919. Ainsi, depuis 1918 la vague révolutionnaire en Europe semble n'avoir pas cessé de lancer ses assauts. C'est le mouvement de grève des ouvriers britanniques qui a obligé le gouvernement à renoncer à l'intervention au côté des Blancs dont Winston Churchill s'était fait l'apôtre. Ce sont les mutineries des marins de la flotte de la mer Noire, avec André Marty, qui ont empêché le gouvernement français de développer son action dans le Sud. Mais la révolution n'a nulle part vaincu. La majorité des socialistes français ont accepté les draconiennes vingt et une conditions fixées par l'Internationale pour accueillir de nouveaux partis : Ils ne sont pas pour autant devenus des bolcheviks, ont conservé leur structure et leur vieille direction social-démocrate opportuniste.

Après l'écroulement des espoirs de soulèvement ouvrier en Pologne à l'automne 1920, la vague révolutionnaire semble refluer. Lénine, Trotsky, absorbés dans les tâches urgentes de la guerre civile, ont laissé au tribun Zinoviev la responsabilité pratique d'une Internationale communiste où aucun dirigeant étranger ne saurait discuter d'égal à égal avec les Russes. Or, Zinoviev semble avoir sous-estimé la tâche d'explication et d'éducation qui serait celle de la nouvelle direction internationale. Il remporte à Halle un éclatant succès, en ralliant la majorité des indépendants, mais applique à l'Internationale des méthodes de direction par trop sommaires. En mars 1921, ce sont ses envoyés, et particulièrement le malheureux dirigeant de la révolution hongroise, Béla Kun, qui inspirent une piètre tentative improvisée d'insurrection en Allemagne centrale. Une grave crise secoue le parti allemand après ce cuisant échec. L'épisode de mars 1921 est la preuve que la vague révolutionnaire d'après-guerre se termine. L'isolement de la révolution russe a des chances de durer.

C'est ce qui donne à la situation des bolcheviks son caractère tragique et rend les contradictions difficilement surmontables. La révolution russe doit survivre et tenter de conserver le terrain conquis dans les conditions mêmes où ses dirigeants avaient pensé qu'elle ne pourrait, en aucun cas, se maintenir.

⁴⁵SERGE, *An I*, p. 346.

Chap. VII - LA CRISE DE 1921, LES DEBUTS DE LA NEP ET LA MONTEE DE L'APPAREIL

Le pays qui a connu la première victoire de la révolution prolétarienne et la construction, du premier Etat ouvrier semble, trois ans plus tard, près de se décomposer. Des régions entières vivent dans un état d'anarchie proche de la barbarie sous la menace de bandes de brigands. Toute la structure économique semble s'être écroulée. L'industrie produit en quantité 20 % de sa production d'avant-guerre, 13 % en valeur. La production de fer représente 1,6 %, celle d'acier 2,4 %. La production de pétrole et de charbon, les secteurs les moins atteints, ne représente que 41 et 27 % de celle d'avant-guerre: dans les autres secteurs, le pourcentage varie entre 0 et 20. L'équipement est atteint : 60 % des locomotives sont hors d'usage, 63 % des voies ferrées inutilisables. La production agricole a baissé en quantité comme en valeur. La surface cultivée est réduite de 16 %. Dans les régions les plus riches, les cultures spécialisées en vue du commerce ou de l'élevage ont disparu et laissé la place à de pauvres cultures de subsistance. Les échanges entre villes et campagnes sont réduits au minimum, de la réquisition au troc entre individus.

Il y a pourtant un marché noir où les prix sont de quarante à cinquante fois supérieurs aux prix légaux. Le niveau de vie des populations urbaines est bien inférieur au strict minimum vital. En 1920, les syndicats estiment que les dépenses absolument nécessaires représentent des sommes deux et demie à trois fois supérieures aux salaires. Les travailleurs les plus favorisés reçoivent entre 1 200 et 1 900 calories au lieu des 3000 jugées nécessaires par les spécialistes. Aussi les villes, affamées, se vident-elles. A l'automne 1920, la population de quarante capitales de province a décru de 33 % depuis 1917, passant de 6 400 000 à 4 300 000. En trois ans, Pétrograd a perdu 57,5 et Moscou 44,5 % de sa population. Par rapport à l'avant-guerre, l'une a perdu la moitié et l'autre le tiers de ses habitants.

Ainsi, quatre ans après la révolution, la Russie présente-t-elle ce paradoxe d'un Etat ouvrier, fondé sur une révolution prolétarienne, dans lequel on assiste, suivant l'expression de Boukharine, à une véritable « désintégration du prolétariat ». Alors qu'il y avait trois millions d'ouvriers d'industrie en 1919, il n'y en a plus que 1 500 000 en 1920, 1 250 000 en 1921. Encore la plupart ne sont-ils pas vraiment employés : l'absentéisme « normal » dans les entreprises est de 50 %, l'ouvrier touche un salaire qui est presque une allocation de chômage et les syndicats estiment que la moitié des objets fabriqués dans certaines entreprises sont immédiatement revendus par ceux qui les ont produits : il en est de même, et c'est plus grave, pour les outils, le charbon, les clous, l'équipement.

Réduite en nombre, la classe ouvrière a peut-être encore plus profondément changé en profondeur. Son avant-garde, les militants de l'époque clandestine, les combattants de la révolution, les organisateurs de soviets, la génération des cadres expérimentés comme celle des jeunes enthousiastes, a quitté les usines, en masse, dès le début de la guerre civile : les ouvriers révolutionnaires sont à des postes de commandement dans l'armée rouge, dans l'appareil d'Etat, sur tous les fronts à travers l'immense pays. De ceux qui sont restés, les plus actifs forment les cadres syndicaux, les plus capables ont recherché, dans la misère générale, la solution individuelle qui leur permettrait de survivre, eux et les leurs : par centaines de milliers, les prolétaires des villes ont rejoint la campagne, avec laquelle les liens étaient toujours restés vivaces. Il n'y a plus d'avant-garde, ni même de prolétariat au sens marxiste du terme, mais une masse d'ouvriers déclassés, un sous-prolétariat misérable et demi-oisif. La régression est si profonde, la chute dans la barbarie si réelle que l'année 1921 verra la réapparition de la famine qui, suivant les informations officielles, affectera 36 millions de paysans; on enregistrera même des cas de cannibalisme.

La crise de 1921 : Cronstadt.

L'explosion se produit au début de 1921. La crise, à vrai dire, couvait depuis la fin de la guerre civile. S'il est vrai qu'entre deux maux, l'armée blanche et l'armée rouge, les paysans avaient choisi le moindre avec la seconde, les réquisitions leur deviennent d'autant plus intolérables après la défaite des Blancs qu'ils n'ont plus à craindre une restauration qui leur reprendrait les terres. Aussi le mécontentement paysan ne cesse-t-il de croître à partir de septembre 1920 : il y a des soulèvements en Sibérie pendant l'hiver et le ravitaillement des villes est menacé. C'est à l'appui des paysans d'Ukraine que Makhno doit de pouvoir tenir, en armes, avec ses hommes. La crise, de la campagne, se propage à la ville. A Pétrograd, pendant de longues semaines, le salaire de l'ouvrier se réduit à une demi-livre de pain par jour : grèves et manifestations se multiplient en février.

C'est cette agitation qui sera la toile de fond de l'insurrection de Cronstadt. La discussion sur les syndicats, la campagne de Zinoviev pour la « démocratie ouvrière », jettent de l'huile sur le feu. Tentant d'exploiter le mécontentement des marins contre la centralisation qu'imposent les commissaires politiques, le comité du parti de Pétrograd réclame la direction politique de la flotte : Zinoviev sert de caution à ceux qui dénoncent la « dictature des commissaires ». Or, c'est sur un terrain favorable que germent, à Cronstadt, tous ces éléments d'agitation.

La base navale avait été en 1917 le bastion des marins révolutionnaires. Elle ne l'est plus. L'avant-garde, ici aussi, a été aspirée par les tâches nouvelles. Les dirigeants de 1917 ne sont plus là. Rochal, le bolchevik, a été égorgé par les Blancs en Roumanie, l'anarchiste Iartchouk est en prison, Markine a été tué sur la Volga, Raskolnikov, Dingelstedt, Pankratov, sont dispersés dans tout le pays, commissaires ou chefs militaires, commandants de tchékas. Il y a, parmi les marins, décapités de leurs têtes politiques, beaucoup de nouvelles recrues. Il leur reste pourtant une tradition, un prestige, une force. Sans doute sont-ils travaillés par les courants politiques d'opposition. L'influence des mencheviks, sensible dans les usines de Pétrograd, ne l'est pas dans la flotte. En revanche, anarchistes et socialistes-révolutionnaires ont sans doute accru une audience qui n'avait jamais complètement disparu, et qui se traduira au moins dans les mots d'ordre des insurgés. Il est cependant impossible d'attribuer à quelque groupe que ce soit, ni même à une initiative délibérée, les premières manifestations de l'opposition politique des marins, directement nées de l'agitation des ouvriers en février.

Les 24, 25 et 26 février, les usines de Pétrograd se mettent en grève les unes après les autres; des assemblées de grévistes réclament la fin des réquisitions, l'amélioration du ravitaillement, la suppression des armées du travail qui est l'un des mots d'ordre des mencheviks. Des orateurs y demandent fréquemment la réduction des pouvoirs de la *Tchéka*. Le 24, le soviét

constitue un comité de défense de trois membres, dirigé par Lachévitch, qui proclame l'état de siège, donne les pleins pouvoirs, dans chaque usine à d'autres comités de trois, les *troïki*, et fait appel, pour le maintien de l'ordre dans les rues, aux élèves-officiers. Des délégués des marins de Cronstadt ont participé à toutes les réunions des principales usines et vont en rendre compte à leurs camarades de la citadelle. C'est probablement une réunion de ce genre qui se tient à bord du cuirassé *Pétropavlovsk*, le 28 février, en présence des commissaires de la flotte. Elle adopte une résolution en quinze points, réclamant la réélection des soviets au scrutin secret après une campagne électorale libre, la liberté de presse et de réunion pour les anarchistes et les partis socialistes, les syndicats ouvriers et paysans, une réunion, le 10 mars au plus tard, d'une conférence sans parti des ouvriers soldats et marins de Pétrograd, Cronstadt et de la région, la libération de tous les prisonniers politiques de partis socialistes et des personnes arrêtées pour avoir participé à des mouvements ouvriers ou paysans, l'élection d'une commission chargée de revoir les dossiers de tous les détenus, l'abolition des sections politiques d'éducation et d'agitation, l'égalisation des rations alimentaires de tous les travailleurs, l'abolition des détachements chargés de perquisitionner et de réquisitionner les grains, ainsi que de toutes les unités communistes, le droit pour les paysans de disposer de leur terre et de jouir de leur bétail, la liberté de production pour les artisans n'employant pas de salariés¹. Rien ne permet, à cette date, de considérer ce programme comme insurrectionnel. Le comité de défense de Pétrograd, en tout cas, ne le fait pas, qui envoie à Cronstadt deux orateurs, le président de l'exécutif, Kalinine, qui a déjà su apaiser plusieurs grèves à Pétrograd, et le commissaire de la flotte, Kouzmine.

Le 1^{er} mars, les deux dirigeants s'adressent, place de l'Ancre, à quelque 6 000 marins, soldats et paysans, sous la présidence du communiste Vassiliev, dirigeant du soviet de Cronstadt. Ils sont fréquemment interrompus et ne réussissent pas à convaincre l'assemblée qui, à une écrasante majorité, adopte la résolution du *Pétropavlovsk* puis décide, à l'unanimité, de réunir une conférence de délégués chargée de préparer de nouvelles élections au soviet².

C'est à cette conférence du lendemain qu'éclatent les premiers incidents sérieux : Kouzmine, ayant proclamé la volonté du parti communiste de ne pas se laisser chasser du pouvoir au moment du danger, est accusé d'avoir menacé les Cronstadtiens. Son arrestation et celle de Vassiliev sont décidées par acclamation. Le bruit s'étant répandu que les communistes de l'école du parti marchent sur la salle de réunion, la conférence se termine dans la confusion après avoir désigné par acclamation un comité de cinq membres qui, élargi peu après, par la cooptation des dix nouveaux venus, sera le Comité provisoire révolutionnaire, présidé par le marin Pétrichenko. La rébellion, désormais, est ouverte contre ceux que les Cronstadtiens appellent « les usurpateurs communistes » et la « commissarocratie » : elle entraîne derrière elle, semble-t-il, la majorité des communistes de Cronstadt³.

Pour le gouvernement bolchevique, la situation est extrêmement grave. Bien qu'aucun dirigeant ne semble avoir vraiment cru à l'influence des gardes-blancs dans le début de l'affaire, la propagande décrit immédiatement le mouvement comme inspiré par des officiers blancs et dirigé par l'un d'entre eux, le général Kozlovski. Ce dernier, ancien officier de l'armée tsariste servant dans l'armée rouge est, à Cronstadt, le chef de l'artillerie: il siègera au comité de défense de la ville après le 4 mars, mais ne semble avoir été en rien un inspirateur du mouvement. Pourtant, l'expérience de la guerre civile et montré que les soulèvements populaires spontanés contre le régime soviétique ont toujours fini, malgré le caractère démocratique de leurs revendications initiales, par tomber aux mains des réactionnaires et des monarchistes. Dès le 3 mars, des délégués de Cronstadt essaient de prendre pied à Oranienbaum et de gagner à leur cause la 5^e escadrille aérienne : s'ils avaient réussi, Pétrograd serait tombée en quelques heures⁴. Le secrétaire du parti de Pétrograd, Serge Zorine, découvre les préparatifs d'un chef de régiment, prêt à passer aux Cronstadtiens, et qui déclarera, avant d'être fusillé : « J'attendais cette heure depuis des années. Je vous hais, assassins de la Russie »⁵. Malgré les appels des insurgés à une « troisième révolution », qui les dressent évidemment contre les partisans de la Constituante, les émigrés blancs multiplient les avances et les offres de service, qui seront d'ailleurs repoussées. Pétrichenko refuse de recevoir Tchernov jusqu'à ce que la situation soit clarifiée⁶. Milioukov, le chef cadet, écrit que les insurgés ont trouvé la voie juste pour abattre le régime en lançant - ce qui n'est pas vrai - le mot d'ordre des « soviets sans communistes ».

Lénine assure : « Ils ne veulent pas des gardes-blancs, mais ne veulent pas non plus de notre régime »⁷. Il semble qu'il redoute surtout que les marins ne jouent le rôle du cheval de Troie. Cronstadt est une position stratégique vitale, elle dispose d'une artillerie lourde importante. L'île est bloquée par les glaces, mais si l'insurrection se prolonge, après la fonte, elle peut constituer une tête de pont pour une intervention étrangère, aux portes de Pétrograd. Ce sont les insurgés qui prennent les premières initiatives militaires, les 2 et 3 mars. Le gouvernement semble avoir d'abord songé à négocier, mais se résout à employer la force après quelques jours de guerre de propagande, par tracts et radio.

Les nouvelles du pays n'ont rien de rassurant : Victor Serge dit que l'on compte plus de cinquante foyers d'insurrections paysannes. Le socialiste révolutionnaire Antonov a rassemblé dans la région de Tambov une armée paysanne de 50 000 hommes, que l'on mettra des mois à réduire. Makhno tient toujours en Ukraine. Tous ces mouvements pouvaient se répandre avec une rapidité foudroyante, si Cronstadt tenait pendant un certain temps : ici ou là, comme à Saratov, des paysans attaquent les villes pour y massacrer les communistes. Pour les bolcheviks, la Terreur blanche se profile à l'horizon, et l'ennemi peut profiter du mécontentement populaire pour reprendre pied en Russie. Ils se décident donc à trancher dans le vif.

Au X^e Congrès, Lénine affirme : « Nous avons là une manifestation petite-bourgeoise démocratique, réclamant le commerce libre et protestant contre la dictature du prolétariat. Mais les éléments sans parti ont servi de marchepied, d'échelon,

¹ Texte intégral pp. 22-23 de l'étude « The Kronstadt Rising », par George KATKOV, parue dans le numéro 6 des *St-Antony's Papers, Soviet Affairs*, de loin la plus complète en même temps que la plus récente. En français, outre le livre de Voline, voir *La commune de Cronstadt*. par Ida METT (Spartacus) exprimant le même point de vue et le dossier publié en 1959 dans *Arguments* n° 14.

² KATKOV, *op. cit.*, p. 28.

³ *Ibidem*, pp. 29-32.

⁴ *Ibidem*, p. 32.

⁵ SERGE, *M. R.* p. 129.

⁶ KATKOV, *op. cit.*, p. 42.

⁷ Cité par SCHAPIRO, C. P. S. V., p. 205.

de passerelle aux gardes-blancs »⁸. C'est sur la « conjuration contre-révolutionnaire monarchiste du commandant de l'artillerie Kozlovski, « non aperçue des matelots » comme l'écrit Radek, que les proclamations des bolcheviks mettent l'accent »⁹. Le 5 mars, en tant que chef de l'armée rouge, Trotsky somme les mutins de se rendre sans conditions. Ils refusent. Toukhatchevski prépare l'assaut avec des troupes d'élite : tchékistes et élèves-officiers de l'armée rouge. Les opérations sont rondement menées, car le temps presse du fait du dégel qui isolerait la forteresse de la terre ferme. Elles seront coûteuses en vies humaines; car les assaillants s'engagent sur la glace sous le feu des canons de Cronstadt. Commencées le 7 mars, elles s'achèvent le 17. Un certain nombre de dirigeants insurgés s'échappent, dont Pétrichenko qui se réfugiera à l'étranger, mais la répression est sévère. On fusille des Cronstadtiens dans les rues et d'autres encore le seront, nous dit Serge, des mois après, des centaines, « par petits paquets »¹⁰.

L'insurrection est liquidée. Le Thermidor que Lénine redoutait avait eu lieu, mais les bolcheviks avaient vaincu les thermidoriens. Les traces, pourtant, restent profondes. Le programme des insurgés charriait bien des échos du programme de la révolution de 1917, dont Cronstadt avait été le fer de lance, et les revendications qui l'accompagnaient correspondaient aux aspirations de nombre d'ouvriers et de paysans, las de subir des sacrifices, fatigués, harassés et affamés. « Nous avons été trop loin », dira encore Lénine. Le parti, pourtant, a suivi : les militants délégués au X^e Congrès, y compris ceux de l'opposition ouvrière, ont servi dans l'attaque et la répression. Loutovinov, lieutenant de Chliapnikov, qui se trouvait à Berlin, a catégoriquement condamné l'insurrection et approuvé l'assaut donné par l'armée rouge. Pourtant, il est clair que de nouveaux rapports se sont créés entre le parti et les travailleurs : « Devons-nous céder à des travailleurs à bout de forces physiques et de patience, moins éclairés que nous sur leurs propres intérêts généraux ? », se demandait Radek quelques jours auparavant devant les élèves de l'Académie militaire de l'armée rouge. Il concluait : « Le parti estime qu'il ne peut pas céder, qu'il doit imposer sa volonté de vaincre aux travailleurs fatigués, disposés à lâcher pied »¹¹. Pour la première fois, au nom de « sa plus grande conscience », le parti qui jusque-là les dirigeait en sachant les convaincre, avait combattu, les armes à la main, des travailleurs qui s'étaient librement exprimés dans un sens réactionnaire à ses yeux. L'accord lyrique de 1917 appartenait au passé.

Avec l'insurrection et la répression de Cronstadt se terminait aussi le rêve de Mühsam et d'autres, l'unification des révolutionnaires marxistes et libertaires. Après l'échec de la médiation des anarchistes américains Emma Goldman et Alexandre Berkman, Cronstadt sera le symbole de l'hostilité désormais irréductible entre ces deux courants du mouvement ouvrier.

La Nep.

Ce n'est sans doute pas par hasard que la révolte de Cronstadt coïncide avec l'adoption au X^e Congrès du parti d'un tournant radical en matière de politique économique connu sous le nom de Nouvelle politique économique, familièrement appelée Nep. Contrairement à de superficielles affirmations fréquemment répétées, ce n'est pas Cronstadt qui a provoqué l'adoption de la Nep, mais les mêmes difficultés sont à l'origine des troubles et du tournant. Les racines des événements de mars 1921 se situent à la fois dans les conséquences de la guerre civile et la fin des combats. Tout au plus peut-on estimer que le tournant de la Nep a été pris trop tard et que l'insurrection de Cronstadt a été la sanction de ce délai inutile : la plupart des revendications économiques des mutins figuraient dans le projet préparé par le comité central communiste au cours des premiers mois de 1921 comme mesures inévitables dans la nouvelle situation.

La Nep est caractérisée par la suppression des mesures de réquisition, remplacées par un impôt progressif en nature, le rétablissement de la liberté du commerce et la réapparition d'un marché, le retour à l'économie monétaire, la tolérance d'une industrie privée moyenne et petite, et l'appel, sous contrôle d'Etat, à des investissements étrangers. Effort pour sortir du cercle vicieux du communisme de guerre, elle constitue en quelque sorte son renversement, puisqu'au lieu de partir de la nécessité de tirer des campagnes de quoi nourrir les villes, elle part de celle d'encourager le paysan à fournir les produits de son travail, pour déboucher sur une politique de productivité industrielle nécessaire au soutien du marché. Les historiens se sont plu à souligner les deux tendances contradictoires des explications données par les dirigeants communistes qui font de la Nep tantôt une retraite temporaire et tantôt la reprise, après un détour imposé par la guerre, de la politique économique ébauchée en 1917. C'est qu'elle avait le double objectif de rallier les masses paysannes et de développer, avec l'industrie, les bases économiques et sociales du nouveau régime. Elle était imposée par l'échec de la révolution européenne. Lénine, au X^e Congrès, l'explique : « Une révolution socialiste, dans un pays comme le nôtre, peut finalement l'emporter, mais à deux conditions. D'abord, si elle est soutenue au bon moment par une révolution socialiste dans un ou plusieurs pays avancés. [...] Nous avons fait beaucoup pour réaliser cette condition. [...] Mais nous sommes encore loin de sa réalisation. L'autre [...] est un compromis entre le prolétariat qui exerce sa dictature qui tient entre ses mains le pouvoir d'Etat, et la majorité de la population paysanne »¹².

C'est en effet l'isolement de la révolution russe qui conduit les dirigeants bolcheviques à promouvoir la Nep, non l'adoption de la Nep qui les détourne de l'objectif de la révolution européenne. Car mars 1921 est, non seulement le mois de Cronstadt et celui du X^e Congrès, mais aussi celui de l'échec de la grève insurrectionnelle en Allemagne. Hâtivement préparée, pauvrement organisée, imposée au comité central du parti allemand par le Hongrois Béla Kun, émissaire de Zinoviev, utilisé peut-être dans l'espoir qu'un succès révolutionnaire ferait l'économie du tournant de la Nep, elle est la démonstration qu'il faut abandonner et la tactique de l'offensive et les perspectives révolutionnaires à court terme. Le capitalisme européen a réussi à se stabiliser et les communistes doivent ajuster leur tactique à cette situation. Lénine et Trotsky, presque seuls d'abord contre une majorité hostile, réussissent finalement à en convaincre les délégués du III^e Congrès de l'Internationale. Le rapport de Trotsky conclut : « L'histoire a accordé à la bourgeoisie un délai durant lequel elle pourra souffler. [...] . Le triomphe du

⁸ Discours au V^e congrès, *Bull. com.* n° 15, 14 avril 21, p.243.

⁹ RADEK. « Cronstadt », *Bull. com.* n° 19, 12 mai 21, p. 322.

¹⁰ SERGE, M. R., p. 130.

¹¹ Cité par BARMINE, *op. cil.*, pp. 143-144.

¹² Cité par CARR, B. R., t. II, p. 277.

prolétariat au lendemain de la guerre avait été une possibilité historique : elle ne s'est pas réalisée. [...] Nous devons mettre à profit cette période de stabilisation relative pour étendre notre influence dans la classe ouvrière, en gagner la majorité avant que surgissent des événements décisifs »¹³. Les partis communistes, avant de prendre le pouvoir, doivent « conquérir les masses » : c'est à cette tâche que les appelle l'Internationale communiste à partir de 1921.

Le monopole du parti.

Libéralisation dans le domaine économique, le tournant de la Nep est une étape importante dans la voie du monopole politique du parti bolchevique. Justifiée tant bien que mal jusqu'alors par les nécessités de la lutte militaire, la dictature se maintient et se renforce au nom d'autres périls. La fin du communisme de guerre, le relâchement des contraintes redonnent en effet vigueur à des forces sociales jusque-là comprimées et même supprimées; la paysannerie aisée des koulaks, la nouvelle bourgeoisie des *nepmen*, enrichis par la reprise des affaires, spécialistes et techniciens bourgeois employés dans l'industrie.

Les dirigeants bolcheviques sont hantés par la crainte de voir ces forces redoutables se coaliser contre le régime. Le parti est las. Zinoviev le déclare sans ambages : « Beaucoup de militants sont mortellement fatigués : on exige d'eux une extrême tension d'esprit; leur famille vit dans des conditions pénibles; le parti et le hasard les transfèrent ici ou là. Il en résulte forcément une usure physiologique »¹⁴. Les archives de Smolensk révèlent qu'à cette date le parti y compte 17 % de tuberculeux¹⁵. Des dizaines de milliers des meilleurs militants sont morts : la fin de la guerre civile provoque en revanche l'afflux des arrivistes et les ambitieux, tous ceux pour qui la carte est une assurance sociale. Sa force, en 1917, lui venait de sa vieille garde, aujourd'hui décimée et usée, et de ses liens avec une classe ouvrière ardente et combative, généreuse et enthousiaste. Il n'y a plus de véritable prolétariat révolutionnaire et les prolétaires qui restent se détournent du parti et de ses perspectives historiques pour se cramponner à la recherche d'un salut individuel problématique. Comment les bolcheviks pourraient-ils accepter la libre confrontation des idées et la libre compétition dans les élections aux soviets quand ils savent que les neuf dixièmes de la population leur sont hostiles, quand ils pensent que leur renversement amènerait dans un chaos sanglant, une chute plus profonde encore dans la barbarie et le retour au règne réactionnaire de pogromistes ?

Jamais sans doute depuis 1917 les mencheviks n'avaient eu une telle influence dans les usines et les syndicats. Pour la première fois, ils représentent, de même que les anarchistes, une force réelle parmi les ouvriers. Aussi les promesses de légalisation ne seront-elles pas tenues : les organisations concurrentes du parti sont interdites de fait sinon de droit. Le journal socialiste-révolutionnaire de gauche disparaît en mai 1921 : Stenberg réussit à s'enfuir mais Kakov, Karéline disparaissent dans les prisons, comme Spiridonova en octobre 1920. Il y avait encore de nombreux anarchistes en liberté pour assister en février 1921 à l'enterrement de Kropotkine, mais, après Cronstadt, ils sont arrêtés en masse. Makhno réussit à s'échapper en Roumanie, Voline, après une grève de la faim, est autorisé à partir à l'étranger. Malgré les promesses de Kamenev, le vieil Aaron Baron reste en prison, tandis que sa femme est fusillée à Odessa. A l'automne de 1920, Martov reçoit un passeport pour l'Allemagne et y restera. Dan, arrêté après Cronstadt, sera autorisé à émigrer ensuite. A partir de février 1921, c'est en Allemagne que paraît la revue menchevique *Sotsialistichesky Vestnik* (Courrier socialiste) qui sera encore pendant plusieurs années diffusée presque librement en Russie.

De nombreux anciens opposants se tournent vers les bolcheviks : ils trouvent parfois un accueil chaleureux : Semenov, après Blumkine, rejoint les services secrets où cet ancien terroriste a sa place. Les mencheviks Martynov, ancien « Economiste », Maiski, Vychinski, Troianovski se rallient. Le parti devient, du fait de son monopole politique, le seul organisme où puissent s'exprimer les pressions divergentes des classes et les désaccords politiques.

Le X^e Congrès.

Ces conditions nouvelles pèsent sur le parti qui doit faire face à deux sortes d'impératifs contradictoires. D'une part, il ne peut, sans perdre son caractère de parti communiste, admettre de devenir le champ clos de forces sociales opposées, comme l'impliquerait sa position de parti unique. Parti au pouvoir, il ne peut non plus, sans tourner le dos à ses objectifs mêmes, continuer à diriger le pays sans démocratie interne, à la façon d'un détachement militaire. Contraint de filtrer soigneusement les adhésions, il doit pourtant prendre garde à ne pas s'isoler et se replier en une sorte de franc-maçonnerie d'anciens, coupée des jeunes générations qui, depuis plusieurs années, grandissent sous le nouveau régime. C'est parce qu'il se trouve aux prises avec des nécessités contradictoires que le parti a adopté des solutions qui ne sont apparues qu'ultérieurement comme contradictoires et même antinomiques, alors que la presque totalité des dirigeants et des militants les ont considérées comme complémentaires. Cela explique que le X^e Congrès, qui fut avant tout pour les contemporains celui de la démocratie ouvrière à retrouver, devint dans les années suivantes celui qui, par le biais de l'interdiction des fractions, annonçait et préparait le monolithisme.

Il est peu probable que l'influence de Zinoviev au X^e Congrès soit due aux efforts qu'il avait déployés antérieurement dans sa campagne pour la restauration de la démocratie ouvrière. Il jouissait généralement, au contraire, d'une solide réputation d'homme à poigne, jamais embarrassé précisément, de scrupules démocratiques, et divers auteurs racontent qu'une des recettes pour obtenir un succès d'hilarité devant un auditoire ouvrier consistait à l'époque en un choix de bonnes citations de Zinoviev sur la démocratie. Mais il est significatif qu'un tel homme ait justement choisi ce cheval de bataille. Les incidents autour du Tsektran le déroulement de la discussion sur les syndicats avaient amplement démontré que nombreux étaient les militants et les responsables qui pensaient avec Préobrajenski que « l'extension des possibilités de critique était précisément l'une des conquêtes de la révolution »¹⁶. C'est dans cette perspective que Trotsky avait également demandé que soit engagé un « débat libre » au sein du parti sur la question syndicale.

¹³ TROTSKY, *The first five years of the I. C.*, pp. 219-226.

¹⁴ Cité par SOUVARINE, *Staline*, p. 298.

¹⁵ FAINSOD, *Smolensk under soviet rule*, p. 45.

¹⁶ Cité par SCHAPIRO, *B. et l'O.*, p. 222.

Le X^e Congrès se réunit le 8 mars. Le canon grondait à Cronstadt. Plus de deux cents délégués quitteront la salle pour aller participer à l'assaut. Rien d'étonnant que, dans ces conditions, la deuxième journée ait été marquée par un très sérieux avertissement de Lénine. Parlant de l'opposition ouvrière, il déclare : « Une déviation légèrement syndicaliste ou demi-anarchiste n'aurait pas été très grave, car le parti l'aurait reconnue à temps et se serait employé à la réduire. Mais quand cette déviation se produit dans le cadre d'une écrasante prépondérance paysanne dans le pays, quand le mécontentement de la paysannerie contre la dictature prolétarienne est en train de grandir, quand la crise de l'agriculture paysanne atteint la limite, quand la démobilisation de l'armée paysanne est en train de jeter des centaines et des milliers d'hommes brisés qui ne peuvent trouver de travail, ne connaissent d'autre activité que la guerre et alimentent le banditisme, le temps n'est plus à la discussion sur des déviations théoriques. Nous devons dire nettement au congrès : nous ne permettrons plus de discussions sur des déviations, il faut les arrêter. [...] L'atmosphère de controverses est en train de devenir extrêmement dangereuse, elle est en train de devenir une véritable menace pour la dictature du prolétariat »¹⁷. Plus qu'aucun autre, Lénine semble avoir compris le caractère périlleux de la situation : cherchant à justifier la condamnation de l'opposition ouvrière, il emploie des arguments où transparait une appréciation extrêmement pessimiste : « Si nous périssons, il est de la plus grande importance de préserver notre ligne idéologique et de donner une leçon à nos successeurs : Nous ne devons jamais l'oublier, même dans des circonstances désespérées »¹⁸.

Pourtant, le danger provient aussi, incontestablement, du régime militaire du parti. Boukharine, au nom du comité central, présente le rapport sur la démocratie ouvrière¹⁹. Il commence par rappeler que l'une des contradictions du communisme de guerre, par l'introduction dans l'organisation d'une « militarisation » et un « centralisme extrême » absolument nécessaires, a été d'avoir abouti « à créer un pareil hautement centralisé sur la base d'un niveau culturel très arriéré des masses ». Un tel régime n'est plus ni souhaitable, ni applicable. « Il faut, déclare-t-il, tendre nos forces dans le sens de la démocratie ouvrière et la réaliser avec la même énergie qu'on avait déployée dans la période précédente à militariser le parti. [...] On doit comprendre démocratie ouvrière à l'intérieur du parti une forme d'organisation qui assure à tous les membres une participation active à la vie du parti, aux discussions sur toutes questions qui s'y posent et à leur solution, ainsi qu'une participation active à la construction du parti ». Sur l'épineuse question des nominations, il est catégorique : « La démocratie ouvrière rend impossible le système de la nomination, et se caractérise par l'éligibilité de tous les organismes du haut en bas, par leur responsabilité et le contrôle qui leur est imposé ». Les méthodes de travail dans démocratie ouvrière doivent consister en de « larges discussions sur toutes les questions importantes, la liberté absolue de critique à l'intérieur du parti, l'élaboration collective des décisions du parti. »

La solution qu'il propose rappelle la définition du centralisme démocratique donnée par les statuts de 1919 : « Les décisions des organismes dirigeants doivent être appliquées rapidement et exactement. En même temps, la discussion dans le parti de toutes les questions controversées de la vie parti est entièrement libre jusqu'à ce qu'une décision soit prise ». Elle en précise l'esprit, dans le cadre de la démocratie ouvrière, par la recherche d'« un contrôle constant de l'opinion publique du parti sur le travail de ses organismes dirigeants et une constante interaction dans la pratique entre ces derniers et l'ensemble du parti, en même temps que l'approfondissement de la stricte responsabilité des comités appropriés du parti, à l'égard, non seulement des organismes supérieurs, mais aussi des organismes inférieurs ». Le texte ainsi présenté par Boukharine réunit l'unanimité des congressistes, car il répond au fond à une aspiration générale, exprimée aussi bien par le rapporteur et ses amis que par Zinoviev et les siens et par Chliapnikov et les autres opposants.

Résolution principielle, elle porte aussi la marque de l'actualité. C'est au nom de la démocratie ouvrière que l'accès du parti doit être défendu aux arrivistes, aux intrigants et aux ennemis de classe : un stage d'une année, pendant lequel ils n'auront pas le droit de vote, sera désormais imposé aux candidats qui ne sont pas d'origine ouvrière. Reprenant un vœu du VIII^e Congrès et montrant que les dirigeants bolcheviques sont conscients du danger de dégénérescence qu'impliquent la perpétuation des permanents et la différenciation fonctionnelle entre ouvriers et gouvernants d'ouvriers, elle prévoit l'exécution systématique de la décision suivant laquelle « les ouvriers qui s'ont restés longtemps au service des soviets ou du parti doivent être employés dans l'industrie ou l'agriculture, dans les conditions de vie des autres ouvriers »²⁰. Ainsi le parti montre-t-il sa détermination de demeurer, tout parti dirigeant qu'il soit, un parti ouvrier.

Il importait aussi, pourtant, aux yeux des dirigeants bolcheviques, de fixer, en fonction des dangers immédiats, les limites de cette démocratie qu'ils étaient unanimes à réclamer. Le 11, Boukharine annonce son intention de déposer une motion sur « l'unité du parti », évidemment dirigée contre les tenants de l'opposition ouvrière. Finalement, c'est Lénine qui se chargera de présenter, le 16 mars, dernier jour du congrès, deux motions particulières. L'une condamne comme une déviation anarcho-syndicaliste le programme de l'opposition ouvrière, dont elle déclare les opinions sur le rôle des syndicats dans la direction de l'industrie « incompatibles avec l'appartenance au parti ». L'autre attire l'attention sur ce qu'elle appelle « des indices de fractionnisme », « l'apparition de groupes avec leurs programmes propres et une tendance à se replier sur eux-mêmes jusqu'à un certain point et à créer leur propre discipline de groupe ». Or, une telle situation affaiblit le parti, encourage ses ennemis : elle rappelle aux militants que « quiconque émet une critique » doit « tenir compte, quant à la forme, de la situation du parti entouré d'ennemis »²¹. Là encore, le groupe de Chliapnikov et Kollontaï est visé d'autant plus clairement que la résolution ordonne, sous peine d'exclusion, la dissolution immédiate des groupes constitués autour de plates-formes particulières. L'article 4 précise que toutes les discussions sur la politique du parti, qu'il est interdit de mener en « fractions », ont en revanche leur place dans les réunions d'organismes réguliers du parti et précise : « A cette fin, le congrès décide de publier un bulletin de discussion périodique et des périodiques spéciaux ». L'article 7 prévoit que, pour l'application de cette résolution, le comité central recevra le pouvoir d'exclusion, y compris d'un de ses membres, pourvu que la décision soit prise à une majorité des deux tiers ; il ne sera pas publié.

¹⁷ LÉNINE, *Selected Works*, vol. 9, p. 92.

¹⁸ Cité par R. V. DANIELS, *Conscience*, p. 147.

¹⁹ Rapport et résolution, *Bull. com.* n° 24, 9 juillet 21, pp. 401-405.

²⁰ *Ibidem*, p. 403.

²¹ Cité par SchAPIRO, B. et l'O., pp. 262-263.

Cette résolution devait être la clef de voûte de la transformation ultérieure du parti et de la disparition de la démocratie ouvrière à laquelle elle se proposait seulement de fixer un cadre. Vingt-cinq délégués seulement ont voté contre elle. Quelques-uns ont fait des réserves, notamment Karl Radek, qui s'est inquiété du pouvoir d'exclusion confié au comité central mais l'a votée cependant, eu égard aux menaces contre le régime : « En votant pour cette résolution j'estime qu'elle peut fort bien servir contre nous et pourtant je l'appuie. [...] Qu'au moment du danger, le comité central prenne les mesures les plus sévères contre les meilleurs camarades. [...] Que même il se trompe ! C'est moins dangereux que le flottement qu'on peut observer en ce moment »²². L'attitude de Lénine peut d'ailleurs sembler rassurante : on sait qu'il propose une mesure de circonstance, justifiée par la gravité de la situation, on sait qu'il pense « que l'action fractionnelle la plus vigoureuse se justifie [...] si les désaccords sont réellement très profonds et si le redressement de la politique erronée du parti ou de la classe ouvrière ne peut être obtenu autrement »²³. Et lorsque Riazanov propose d'adopter un amendement interdisant à l'avenir l'élection du comité central sur la base de listes de candidats partisans de plates-formes différentes, Lénine le combat vigoureusement : « Nous ne pouvons priver le parti et les membres du comité central du droit de se tourner vers le parti si une question essentielle soulève des désaccords. [...] Nous n'avons pas le pouvoir de supprimer cela »²⁴.

Avant de voter ces deux résolutions, le congrès avait déjà désigné le comité central, précisément sur la base des plates-formes présentées aux votes des militants lors du débat sur la question syndicale. L'initiative de cette mesure était venue de Pétrograd, le 3 janvier, inspirée évidemment par Zinoviev, qui y avait vu un moyen commode d'éliminer certains de ses antagonistes et notamment les trois secrétaires qui avaient voté pour la plate-forme de Trotsky-Boukharine. Trotsky avait protesté contre ce qui, à son sens dénaturait l'intérêt du « débat libre » engagé, contraignait tous les candidats et tous les participants à la discussion à s'engager et, en fait, à former des groupes sur un point particulier. Mais au comité central du 12 janvier, il avait été battu par 8 voix contre 7. Aussi la composition du comité central reflète-t-elle d'importants changements. Il ne comprend que quatre partisans des thèses de Trotsky et Boukharine, Krestinski, Préobrajenski, Sérébiakov, les trois secrétaires, ne sont pas réélus : Ils paient ainsi, vraisemblablement, le libéralisme dont ils ont fait preuve à l'égard de l'opposition ouvrière aujourd'hui condamnée, et leur fermeté contre les attaques demagogiques de Zinoviev. Andreiev, Ivan N. Smirnov, signataires de la plate-forme Trotsky-Boukharine, disparaissent aussi. Tous sont de vieux militants, piliers du comité central pendant la guerre civile, connus aussi pour leur indépendance d'esprit. Ceux qui les remplacent sont de vieux-bolcheviks également ; le fait qu'ils aient presque tous eu dans le passé, des heurts avec Trotsky et qu'ils soient liés à Staline n'a à cette époque, guère de signification : Molotov, Iaroslavski, Ordjonikidzé, Frounzé, Vorochilov deviennent titulaires, Kirov et Kouibychev suppléants. Zinoviev prend au bureau politique la place de Boukharine, qui devient troisième suppléant. Molotov est élu « secrétaire responsable » du comité central, et sera assisté dans sa tâche nouvelle par Iaroslavski et Mikhaïlov. Malgré leurs protestations et sur l'insistance de Lénine, Chliapnikov et Koutouzov, de l'opposition ouvrière, sont élus.

La montée de l'appareil après le X^e Congrès.

Les lendemains du X^e Congrès, dans la période de crise marquée par les débuts laborieux de la Nep, n'ont pas vu se traduire dans les faits la résolution sur la démocratie ouvrière : le nouveau secrétariat à poigne plus ferme que l'ancien. Le Tsektran - ô paradoxe - est rétabli dans ses prérogatives et le secrétariat crée une section spéciale pour la « direction et le contrôle des transports ». Une conférence de la fraction du congrès des syndicats avait voté, le 17 mai, une résolution précisant que le parti « devait faire un effort spécial pour appliquer les méthodes normales de la démocratie prolétarienne, particulièrement dans les syndicats, où le choix des dirigeants doit être laissé aux masses syndiquées elles-mêmes »²⁵. Riazanov, auteur de la proposition, se voit interdire toute fonction syndicale et Tomski, qui a laissé faire, est relevé de ses fonctions au conseil central des syndicats sur proposition d'une commission spéciale présidée par Staline. La majorité des cercles d'études qui se fondent au cours de l'année sont dissous presque aussitôt sous des prétextes divers. Les réactions, même dans les organismes dirigeants, sont vives. Sosnovski, dans la *Pravda*, critique vigoureusement la façon dont l'appareil s'efforce de supprimer les divergences : « Quand les meilleurs éléments d'une organisation s'aperçoivent que les filous ne sont pas inquiétés, tandis que les camarades qui les ont combattus sont déplacés de Vologda à Kertch ou vice-versa, c'est alors que commencent à se répandre, parmi les meilleurs, ces sentiments de désespoir et d'apathie, ou encore de colère, qui constituent la base matérielle de tous les groupements « idéologiques » d'opposition possibles. [...] C'est seulement lorsqu'un tel groupement apparaît qu'au centre on commence à s'intéresser à la question. » Affirmant que le militant communiste est celui qui apporte à sa tâche « la fécondité de l'esprit de création et sait, par son exemple, enflammer les masses », il constate que ce type de militant est aujourd'hui mal vu des cadres du parti du fait de « son respect insuffisant pour les paperasseries bureaucratiques ». Il accuse : « En transposant mécaniquement et superficiellement la « liquidation des intrigues », nous avons étouffé le véritable esprit communiste et seulement éduqué des « hommes-qui-ont-la-carte-du-parti »²⁶.

La réaction de ce vieux-bolchevik dans l'organe central du parti montre que la tradition démocratique reste vigoureuse. Quand l'ouvrier Miasnikov, bolchevik depuis 1906, réclame publiquement la liberté de la presse pour tous, monarchistes compris, Lénine tente de le convaincre dans une correspondance privée. Miasnikov ne sera exclu qu'après des actes répétés d'indiscipline, et encore sous réserve de réintégration au bout d'une année s'il respecte la discipline du parti. En août, Chliapnikov ayant critiqué dans une cellule, en termes jugés inadmissibles, un décret du présidium de l'économie nationale, le comité central refuse à Lénine les deux tiers de voix nécessaires à l'exclusion qu'il réclame en application de l'article 7.

L'opposition ouvrière, ayant fait appel des décisions du parti à l'Internationale dans une lettre connue sous le nom de « déclaration des 22 », est accusée d'indiscipline grave. Une commission formée de Dzerjinski, Staline et Zinoviev demandera l'exclusion de Chliapnikov, Medvédiév et Kollontaï au XI^e Congrès, qui la refusera.

²² *Ibidem.*, pp. 264.

²³ Cité par John DANIELS, *Labour Review* n° 2, 1957, p. 47.

²⁴ Cité par R. V. DANIELS, *Conscience*, p. 150.

²⁵ Cité par SCHAPIRO, *B. et l'O.*, p. 268.

²⁶ SOSNOVSKI, *Taten und Menschen*, p. 153.

Pourtant, ces résistances mêmes révèlent une pression accrue sur les militants, une centralisation croissante dans le parti dont l'appareil s'affermir, accroît, malgré les réductions du X^e Congrès, son poids et son autorité. Si le comité central refuse de se servir de l'exorbitant privilège qui lui permet de s'amputer d'une minorité, c'est peut-être entre autres raisons parce que ses membres sentent peu à peu diminuer l'autorité sans partage dont ils devraient en principe jouir. Il ne se réunit plus que tous les deux mois et ses pouvoirs sont de plus en plus confisqués en pratique par le bureau politique, porté à sept membres en 1921.

A l'intérieur de ce dernier organisme augmente l'influence de ceux qui tiennent en mains l'appareil du parti. Celui-ci ne cesse de croître numériquement, justifiant la multiplication des permanents par la mobilisation des militants, le contrôle des organisations, l'animation de l'agitation et de la propagande. Au mois d'août 1922, on recense 15 325 responsables permanents du parti dont 5 000 exerçant au niveau des districts et des usines. Le secrétariat du comité central termine cette année-là le fichier des militants qu'il contrôle et mobilise désormais. Sous son égide fonctionne un bureau des affectations, l'*Uchraspred*, fondé en 1920 pour assurer pendant la guerre civile les transferts de communistes dans les secteurs névralgiques et rendre possible leur « mobilisation ». Les nécessités d'une action rapide le conduisent très vite, nous l'avons vu, à intervenir dans les nominations de responsables du parti, à remplacer lui-même le responsable qu'il a décidé de muter. Si, pour les postes les plus élevés, l'intervention du bureau d'organisation est nécessaire, pour les échelons inférieurs, l'*Uchraspred* fait des nominations par le biais des « recommandations » du secrétariat du comité central, dont l'autorité s'étend ainsi dans toutes les régions : en 1922-1923, il procédera à plus de dix mille nominations et mutations de ce type, dont celles de quarante-deux secrétaires de comités provinciaux et des affectations à des postes importants de l'appareil administratif ou économique, par-dessus la tête des électeurs ou des responsables des commissariats compétents. Sous le secrétariat de Krestinski et de Preobrajenski ont été créés des bureaux régionaux du parti qui jouent le rôle de charnière entre secrétariat et organisations locales et dont l'autorité ne cesse de croître.

En 1922 est créée, auprès du secrétariat, la section d'organisation et d'instruction, qui sera l'un de ses instruments les plus efficaces. Elle dispose d'un corps d'« instructeurs responsables » qui jouent le rôle de véritables inspecteurs généraux, visitent les organisations locales, font des rapports contrôlent l'activité générale, sélectionnent les cadres. La section peut également déléguer des pouvoirs importants à des responsables que l'on appelle les « plenipotentiaires du comité central » et qui disposent, en son nom, d'un droit de veto sur toute décision d'un organisme du parti : instrument efficace, évidemment, pour discipliner un comité provincial ou local trop rétif.

Certes, la création des commissions de contrôle a été réclamée par les oppositions successives, afin précisément de lutter contre les abus d'autorité des responsables de l'appareil : c'est ainsi que l'opposition ouvrière y voit une garantie contre la bureaucratie. Un système compliqué fait élire ses membres dans les organisations locales pour les commissions provinciales, au congrès provincial pour la commission centrale. Mais les élus manquent en fait d'autorité face aux représentants de l'appareil normal. La tâche d'épuration les oblige évidemment à une étroite collaboration avec les services du secrétariat qui centralise les renseignements, et finalement la commission centrale de contrôle se subordonnera les autres.

Au lendemain du X^e Congrès, la « purge » sera particulièrement sévère : 136 836 membres au parti sont exclus, 11 % pour « indiscipline », 34 % pour « passivité », 25 % pour des « délits mineurs » comme ivrognerie ou carriérisme, 9 % pour des fautes graves, chantage, corruption ou prévarication. Bien des éléments douteux sont ainsi éliminés mais il est vraisemblable, comme le diront Chliapnikov et ses amis, que des oppositionnels ont été frappés aussi ou menacés, par une interprétation souvent trop large de la résolution condamnant l'opposition ouvrière. Au cours de l'année 1922, il est clair que l'appareil du parti est en train de prendre la haute main sur l'ensemble de l'organisation, et, par elle, sur la vie du pays tout entier, de se substituer en somme au parti, comme le parti s'était substitué aux soviets. Cela est clair dans l'évolution des commissions de contrôle, qui deviennent un appendice de la bureaucratie qu'elles avaient pour mission de combattre.

Cela l'est encore plus dans le cas de l'Inspection ouvrière et paysanne (*Rabkrin*) sur laquelle Lénine semblait avoir beaucoup compté. Ces commissions d'inspection, primitivement destinées à assurer le contrôle des travailleurs sur le fonctionnement de l'appareil d'Etat, sont devenues, sous l'autorité du commissaire à l'inspection ouvrière et paysanne, Staline, des annexes de la commission de contrôle, elle-même en étroite contact, non seulement avec le secrétariat, mais avec l'ancienne Tchéka rebaptisée Guépéou.

Il se produit ainsi dans le parti un véritable transfert d'autorité à tous les échelons : des congrès ou conférences aux comités, élus ou non, des comités à leurs secrétaires permanents. La persistance et l'aggravation de la pratique des nominations, contrairement aux résolutions du X^e Congrès, rend les secrétaires responsables, non devant la base, mais devant l'appareil et le secrétariat. Une véritable hiérarchie des secrétaires se crée, indépendante, et qui manifeste un esprit de corps très accentué. Sosnovski décrit ainsi ceux qu'on commence à appeler les *apparatchiki*, les hommes de l'appareil : « Ils ne sont ni chauds, ni froids. Ils prennent connaissance de toutes les circulaires de comités [...] ils font tous leurs calculs numériques pour l'action prescrite, contraignent toute l'activité du parti à s'insérer dans le cadre mathématique de leurs rapports soigneusement rédigés, sont satisfaits lorsque tous les points sont remplis et qu'ils peuvent faire connaître au centre l'accomplissement réglementaire de ses prescriptions. Après de ce type de travailleurs du parti pleuvent toutes sortes de plans, programmes, instructions, thèses, enquêtes, rapports. Ils sont contents quand le calme règne dans leur organisation, quand il n'y a pas d'« intrigues », quand personne ne les combat »²⁷. Au-dessus des membres ordinaires, simples travailleurs, il y avait déjà dans le parti ses responsables dans les soviets, l'armée, les syndicats; il y a maintenant une couche supérieure, puisque les *apparatchiki* sont ceux qui ouvrent l'accès à toutes les responsabilités, celles des bureaux et de la pyramide des secrétaires.

Cependant, le parti regimbe au XI^e Congrès, tenu sans Lénine, à l'exception du rapport initial. Le rapport de Zinoviev est plein de prudentes allusions aux « cliques » et aux « groupes » qui révèlent un état d'esprit d'opposition très répandu. Une proposition de suppression des commissions locales de contrôle, très applaudie, obtient 89 voix contre 223. Une résolution, qui sera votée, mettra le doigt sur la racine du mal en déclarant : « Les organisations du parti ont commencé à être systématiquement recouvertes par un énorme appareil [...] qui, se développant graduellement, a commencé à faire des incursions bureaucratiques et a engloutir une part excessive des forces du parti »²⁸. Mais cet énorme appareil semble encore

²⁷ *Ibidem*, p. 152.

²⁸ Cité par DANIELS, *Conscience*, p. 166.

anonyme et n'a pas de visage connu. Et le même congrès approuve le président de la commission centrale de contrôle qui affirme : « Maintenant, nous avons plus que jamais besoin de discipline et c'est nécessaire parce que l'ennemi n'est pas aussi visible qu'avant. Quand il y a un répit apparaît parmi nous le désir d'être libéré du joug du parti: Nous commençons à penser qu'un tel moment est arrivé, mais il n'est pas arrivé »²⁹.

Pour l'orateur il ne devait jamais arriver. Il appartient en effet au groupe d'hommes d'appareil dont l'influence ne va cesser de grandir et qui occupent déjà presque tous, en 1922, des postes décisifs. Leurs noms sont encore peu connus : il y a la pléiade des secrétaires des Bureaux régionaux, Iaroslavski, secrétaire régional en Sibérie en 1921, secrétaire du parti en 1922 et qui passe ensuite à la commission centrale de contrôle, Lazare Kaganovitch, secrétaire au Turkestan, devenu en 1922 responsable de la section d'organisation et d'instruction du secrétariat, Serge Kirov : secrétaire de l'Azerbaïdjan, devenu suppléant du comité central en 1921, Stanislas Kossior, successeur de Iaroslavski en Sibérie, Mikoyan, secrétaire du Caucase-Nord, qui entre au comité central en 1922, Ordjonikidzé, secrétaire de Transcaucasie qui y est depuis 1921, Kouibychev, secrétaire du Turkestan, secrétaire du parti en 1922, président de la commission centrale de contrôle en 1923. Leurs chefs de file sont Molotov, secrétaire responsable du parti en 1921, Solts président la même année de la commission centrale de contrôle et surtout Staline, membre du bureau politique, commissaire à l'inspection ouvrière et paysanne et membre influent du bureau d'organisation.

Tous ces responsables sont de vieux-bolcheviks mais forment un groupe caractéristique. De nombreux liens personnels les unissent. Kaganovitch, Molotov, Mikoyan ont exercé au même moment d'importantes fonctions à Nijni-Novgorod, où les a remplacés un jeune *apparatchik*, André Jdanov. Ordjonikidzé et Staline, tous deux Géorgiens, sont liés depuis la clandestinité : Kouibychev s'est attaché à Staline pendant la guerre civile. Staline, Molotov et Solts étaient ensemble au comité de rédaction de la *Pravda* avant la guerre. Tous ont de plus en commun un état d'esprit, une conception de l'existence et de l'action qui les distinguent des autres bolcheviks : parmi eux, ni théoricien, ni tribun, ni même un dirigeant ouvrier de masse, mais des hommes habiles, efficaces, patients, des organisateurs discrets, des hommes de bureau et d'appareil, prudents, routiniers, travailleurs, obstinés, conscients de leur importance, des hommes d'ordre, en définitive. C'est Staline qui les unit et les rassemble : c'est autour de lui qu'ils constituent une fraction qui ne dit pas son nom, mais qui agit et qui étend son réseau.

En 1922, tout est prêt pour le règne des bureaux : il ne manque que « the right man in the right place », Staline au poste de secrétaire général, où il pourra rassembler dans sa main les fils tissés au cours des années précédentes, incarner la puissance nouvelle de l'appareil. Ce sera chose faite après le XI^e Congrès. Faut-il croire le délégué qui a raconté dans ses mémoires que la candidature d'Ivan Smirnov avait fait l'unanimité, mais que Lénine s'opposa à sa nomination, le jugeant indispensable en Sibérie ? Faut-il croire aussi que Lénine s'accorda vingt-quatre heures de réflexion avant de proposer Staline³⁰ ? Faut-il imaginer une intervention de Zinoviev qu'une commune hostilité personnelle à Trotsky rapprochait du Géorgien et qui voyait en Smirnov un ami personnel de Trotsky ? Ce sont là conjectures pures. Le fait demeure : le petit entrefilet de la *Pravda* du 4 avril 1922 annonçant la nomination de Staline comme secrétaire général ouvrait une période nouvelle de l'histoire des bolcheviks comme des peuples russes. Il passa presque inaperçu : seul au XI^e Congrès, Prébrazhenski avait demandé comment un seul homme pouvait, dans un régime soviétique et un parti ouvrier, cumuler entre ses mains des fonctions et des pouvoirs de cette envergure.

C'est qu'avec la Nep une ère nouvelle venait de commencer pour la révolution russe, qui abandonnait, pour n'y plus revenir, l'enthousiasme héroïque des années d'apocalypse. Dans la lente remontée économique, la patiente reconstruction que permettait le tournant de 1921, retentissaient les paroles de Lénine qui avaient véritablement clos un chapitre : « Emportés par la vague d'enthousiasme, nous comptions, nous qui avons éveillé l'enthousiasme populaire - d'abord politique, puis militaire -, nous comptions pouvoir réaliser directement, à la faveur de cet enthousiasme, les tâches économiques aussi grandioses que les ; tâches politiques générales, que les tâches militaires. Nous comptions - ou peut-être sera-t-il plus exact de dire : nous pensions, sans un calcul suffisant - pouvoir, par les ordres exprès de l'Etat prolétarien, organiser à la manière communiste, dans un pays de petits paysans, la production et la répartition des produits par l'Etat. La vie a montré notre erreur. [...] Ce n'est pas en s'appuyant directement sur l'enthousiasme, mais au moyen de l'enthousiasme engendré par la grande révolution, en faisant jouer l'intérêt personnel, l'avantage personnel, en appliquant le principe du rendement commercial, qu'il nous faut d'abord, dans un pays de petits paysans, construire de solides passerelles conduisant au socialisme, en passant par le capitalisme d'Etat »³¹.

Quelques années plus tard, le tendre, l'ardent Boukharine devait à son tour définir les sentiments nouveaux que lui avaient inspirés le tournant : « Dans le feu de l'autocritique, les illusions de la période de l'enfance sont détruites et s'évanouissent sans laisser de trace, les rapports réels émergent dans toute leur sobre nudité et la politique prolétarienne prend le caractère - moins émotionnel parfois, mais aussi plus assuré - d'une politique qui serre de près la réalité, et, aussi, la modifie. De ce point de vue, le passage à la Nep représente l'effondrement de nos illusions »³².

C'est dans des conditions toutes différentes que s'ouvre la nouvelle période : il y a plus de grisaille et plus de routine, moins d'héroïsme et moins de lyrisme. Les *apparatchiki* apparaissent bien à leur heure. Aucun, pourtant, de ceux qui les ont vu grandir et se sont heurtés à eux ne croit possible leur victoire : comment des bureaux pourraient-ils enlever à Lénine la direction de son parti ?

²⁹ *Ibidem*, p. 165.

³⁰ *Ibidem*, p. 170.

³¹ LÉNINE, *Œuvres choisies*, t. II, p. 917.

³² BOUKHARINE, *Bolchevik* n° 2, avril 1924, p. 1.

Chap. VIII - LA CRISE DE 1923 : DEBAT SUR LE COURS NOUVEAU

Le 26 mai 1922, Lénine est frappé d'une attaque. Convalescent pendant l'été, il ne reprend qu'au mois d'octobre une activité normale. Il est donc difficile de faire la part de ce qu'il a accepté et couvert pendant sa période de demi-retraite. En revanche, la toute dernière période de sa vie politique, à la fin de 1922 et dans les deux premiers mois de 1923, est marquée par sa rupture personnelle avec Staline et l'amorce d'une lutte contre l'appareil qu'interrompra la rechute finale. Longtemps, les seuls éléments d'information dont l'historien ait disposé ont été ceux qu'apportait le témoignage de Trotsky, confirmé, sur tel ou tel point de détail, par une allusion en congrès ou une déposition. L'historiographie stalinienne n'ait farouchement, bien entendu, cette version que les « révélations » contenues dans le rapport Khrouchtchev ont définitivement validée, du moins dans ses grandes lignes.

Lénine et la bureaucratie.

Il eût été étonnant qu'un homme de l'envergure intellectuelle de Lénine n'ait pu saisir les risques de dégénérescence que comportaient pour le régime des soviets et le parti la victoire de la révolution et son isolement dans un pays arriéré. En mars-avril 1918, il avait écrit : « L'élément de désorganisation petite-bourgeoise (qui se manifestera plus ou moins, dans toute révolution prolétarienne, et qui, dans notre révolution à nous, se manifestera avec une extrême vigueur en raison du caractère petit-bourgeois du pays, de son état arriéré, et des conséquences de la guerre réactionnaire) doit forcément marquer les soviets, eux aussi, de son empreinte. [...] Il existe une tendance petite-bourgeoise qui vise à transformer les membres des soviets en « parlementaires », ou, d'autre part, en bureaucrates. Il faut combattre cette tendance en faisant participer tous les membres des soviets à la direction des affaires »¹. C'est parce qu'il avait conscience que l'obstacle principal à l'application de ce remède résidait dans l'inculture des masses qu'il avait, dès le lendemain de la prise du pouvoir, rédigé le décret de réorganisation des bibliothèques publiques prévoyant les échanges de livres, leur circulation gratuite, l'ouverture des salles de lecture tous les jours, dimanche et fêtes compris, jusqu'à 11 heures du soir. Mais les effets de telles mesures ne pouvaient être immédiats. En 1919, devant le VIII^e Congrès, il affirmait : « Nous savons parfaitement ce que signifie l'inculture de la Russie, ce qu'elle fait du pouvoir soviétique qui a créé en principe une démocratie prolétarienne infiniment supérieure aux démocraties jusque-là connues [...], nous savons que cette inculture avilit le pouvoir des soviets et recrée la bureaucratie. En paroles, l'Etat soviétique est à la portée de tous les travailleurs; en réalité, aucun de nous ne l'ignore, il n'est pas à la portée d'eux tous, loin de là »².

Ses discours de 1920, 1921, 1922 fourmillent de références à la bureaucratie de l'appareil d'Etat, à l'héritage du tsarisme. Mais le reflux des masses, l'assoupissement ou l'étouffement des soviets ne permettent pas d'utiliser les remèdes d'abord envisagés. Lénine semble bien avoir approfondi le problème et compris que la confusion croissante entre parti et Etat était la source de bien des maux. Il le déclare sans ambages au XI^e Congrès : « Il s'est établi des rapports erronés entre le parti et les administrations soviétiques : nous sommes tous d'accord là-dessus. [...] Formellement, il est très difficile d'y remédier, car un parti gouvernemental unique dirige chez nous. [...] La faute en a été à moi aussi, à bien des égards »³.

Est-il allé plus loin dans l'analyse et a-t-il envisagé la fin du système du parti unique ? Cela aussi semble probable puisqu'une note manuscrite en vue d'un article rédigé au moment du congrès mentionne à plusieurs reprises la « légalisation » des mencheviks. Il reste cependant convaincu de la nécessité d'agir avec prudence pour ne pas compromettre des résultats encore fragiles, conscient qu'il est aussi de l'immensité des difficultés. Dans un rapport au comité central, après avoir souligné la mauvaise qualité de l'appareil d'Etat, il poursuit : « La première machine à vapeur était inutilisable. Qu'importe ! [...] Nous avons maintenant la locomotive. Notre appareil d'Etat est franchement mauvais. Qu'importe ! Il a été créé, c'est une immense invention historique, un Etat de type prolétarien a été créé ». Sa conclusion reflète la conscience qu'il a des limites de ce qu'il est possible de faire pour améliorer la situation. « Tout le nœud de la question consiste à séparer fermement nettement et sainement ce qui constitue un mérite historique mondial de la révolution russe d'avec ce que nous accomplissons aussi mal que possible, ce qui n'a pas encore été créé et ce qui, maintes fois, devra être refait »⁴. Le caractère pragmatique de sa pensée sur ces problèmes fondamentaux apparaît peut-être plus encore dans ces lignes consacrées aux grèves, au début de 1922 : « Dans un Etat prolétarien de type transitoire comme le nôtre, le but final de toute action de la classe ouvrière ne peut être que le renforcement de l'Etat prolétarien exercé par la classe du prolétariat au moyen de la lutte contre les déformations bureaucratiques de cet Etat ». Parti, soviets et syndicats ne doivent donc pas dissimuler que « le recours à la lutte gréviste, dans un Etat où le pouvoir politique appartient au prolétariat, peut être expliqué et justifié uniquement par des déformations bureaucratiques de l'Etat prolétarien, et par toutes sortes de survivances du passif capitaliste dans ses institutions, d'une part, ainsi que par le manque de développement politique et le retard culturel des masses laborieuses, de l'autre »⁵.

En fait, avant toute autre mesure, c'est à la préservation et à l'amélioration de l'outil, essentiel à ses yeux, le parti, que Lénine entend consacrer ses efforts. Même un historien aussi hostile à Lénine que Schapiro admet qu'« il semble que Lénine ait gardé sa croyance qu'on pouvait élever le niveau de ses membres, mettre un frein à l'expansion de l'arrivisme et de la bureaucratie, et développer les aptitudes du prolétariat et sa confiance en lui-même »⁶.

¹ LENINE. *Œuvres complètes*. t. 27, p. 283.

² *Ibidem*. t. : 29, p. 177.

³ *Œuvres choisies*, t. II, p. 979.

⁴ *Ibidem*. t. II, p. 975.

⁵ *Ibidem*. t. II, p. 929,

⁶ SCHAPIRO. *n. et l'O.*, p. 278.

A cet égard, les mesures de 1922 fixant la durée du stage pour l'admission au parti à six mois pour les ouvriers et les soldats de l'armée rouge d'origine ouvrière et paysanne, douze mois pour les paysans et deux ans pour les autres catégories sociales semblent avoir été, à ses yeux, très insuffisantes, puisqu'il proposait six mois pour les seuls ouvriers ayant travaillé dix mois au moins dans l'industrie lourde, dix-huit mois pour les autres ouvriers, deux ans pour les anciens soldats et trois ans pour toutes les autres catégories sociales. Son grand souci de préserver le capital de la vieille garde bolchevique permet de supposer que les conditions de stage exigées pour l'exercice de responsabilités dans le parti - un an pour être secrétaire de cellule, trois ans pour un secrétaire de district, l'appartenance au parti avant octobre pour un secrétaire régional - ont eu, au minimum, son approbation pleine et entière. Ses derniers écrits montrent en tout cas qu'il était resté fidèle en 1923 aux principes qui avaient été les siens dans la construction du parti par le développement de la conscience ouvrière : il conseille d'écarter des tâches de direction « les ouvriers ayant déjà rempli depuis longtemps des emplois soviétiques », parce qu'« ils ont une certaine tradition et une certaine mentalité contre lesquelles il serait bon de lutter », et recommande de s'appuyer sur « les meilleurs éléments de notre régime social, à savoir les ouvriers avancés, d'abord et en second lieu, les éléments vraiment instruits pour lesquels on peut se porter garant qu'ils ne croiront rien sur parole et qu'ils ne diront pas un mot qui soit contraire à leur conscience »⁷.

Ces discours et articles consacrés au thème de la bureaucratie et de l'appareil sont approuvés par tous, bureaucrates compris. Dans la *Pravda* du 3 janvier 1923, Sosnovski décrit pourtant comment ceux-là mêmes qui les applaudissent ne changent pas pour autant leur pratique : « Lénine a souvent souligné que l'appareil des fonctionnaires des bureaux se rend souvent maître de nous, alors que c'est nous qui devrions en être les maîtres. Et tous d'applaudir Lénine, et aussi les commissaires, les chefs, les responsables. [...] Ils applaudissent de bon cœur, car ils sont tout à fait d'accord avec Lénine. Mais prenez-en un par un des boutons de son veston et demandez-lui : « Alors, l'appareil de ton bureau, lui aussi, il s'est rendu maître de son chef ? » Il va prendre un air outragé : « Ce n'est pas pareil. C'est tout à fait exact, mais seulement pour l'autre, pour le voisin. Moi, j'ai mon appareil bien en mains ».

Lénine et la montée de l'appareil.

Dès son retour à l'activité politique, après sa première attaque, Lénine concentre son attention sur le problème de la bureaucratie montante, qui l'a frappé pendant sa progressive reprise de contact. Se plaignant des « mensonges et des vantardises communistes » qui lui font « atrocement mal au cœur » il cherche parmi ses compagnons de lutte l'allié et le confident dont il a besoin avant toute offensive. Selon Trotsky, c'est à lui qu'il propose en novembre, « un bloc contre la bureaucratie en général et contre le bureau d'Organisation en particulier. »⁸ : Le 14 décembre : il a une deuxième attaque qui le laisse à moitié paralysé. Le 15, il dicte la note qui sera comme son « testament » : le texte, publié en 1925 par les soins de Max Eastman, sera longtemps dénoncé comme un faux par les dirigeants russes avant d'être confirmé en 1956 par Khrouchtchev avec l'éclat que l'on sait. Il y commente qualités et défauts des principaux dirigeants bolcheviques, prévoit la possibilité d'un conflit entre Staline et Trotsky, conseille de l'éviter, sans suggérer pourtant de solution.

Dans les jours qui suivent, il va subir un véritable choc : la révélation des événements qui se sont déroulés en Géorgie. C'est en 1921 que l'armée rouge est entrée en Géorgie pour y soutenir une « insurrection » bolchevique. La résistance à la domination russe y est vive et se traduit par un sentiment national très vif chez les communistes géorgiens. A l'été 1922, ils se dressent contre le projet du commissaire aux nationalités, Staline, qui prévoit la formation d'une République fédérée comprenant la Géorgie, l'Arménie, et l'Azerbaïdjan, et destinée à adhérer à l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques au même titre que la R.S.F.S.R., la Biélorussie et l'Ukraine. Le 15 septembre, le comité central du parti communiste géorgien prend position contre le projet, que soutient Ordjonikidzé, secrétaire du bureau régional de Transcaucasie. La protestation de Boudou Mdivani, dirigeant du parti communiste géorgien, auprès de Lénine provoque un premier heurt entre Staline et Lénine, qui l'accuse de s'être montré « trop pressé ».

Mais à la mi-octobre, quand le comité central du parti russe approuve le plan de Staline, les communistes géorgiens, malgré l'appel de Lénine à la discipline, refusent de s'incliner. Ordjonikidzé, installé à Tiflis, entreprend alors de briser leur résistance par les méthodes de l'appareil et contraint le comité central géorgien à démissionner. L'opération, probablement inspirée par Staline, dont Ordjonikidzé n'est que l'exécutant, est menée rondement, avec recours à la répression policière et à la violence. Les appels des communistes géorgiens provoquent la constitution d'une commission d'enquête présidée par Dzerjinski : elle donnera son blanc-seing à l'action menée par Ordjonikidzé. Déplacés par le bureau d'organisation, séparés de leur organisation, les dirigeants géorgiens réussissent pourtant à atteindre Lénine et à lui présenter un dossier accablant pour l'activité déployée contre eux en Géorgie par Staline et Ordjonikidzé.

Lénine découvre alors brusquement l'étendue des dégâts et se le reproche, en termes inhabituels chez lui : « Je suis, je crois, terriblement coupable, à l'égard des travailleurs de Russie, pour n'être pas intervenu assez vigoureusement et assez radicalement sur cette question ». Les « forces puissantes qui détournent l'Etat soviétique de sa route doivent être désignées : elles émanent d'un appareil qui nous est foncièrement étranger et représente un salmigondis de survivances bourgeoises et tsaristes », « seulement couvert d'un vernis soviétique » et qui enfonce de nouveau le pays dans un « bourbier d'oppression ». Contre Staline qu'il désigne de façon transparente dans la discussion de l'affaire géorgienne, il a des mots très durs : « Le Géorgien qui considère avec dédain ce côté de l'affaire, qui lance dédaigneusement des accusations de « social-nationalisme » (alors qu'il est lui-même non seulement un vrai, un authentique « social-national », mais encore un brutal argousin grand-russe), ce Géorgien-là porte atteinte en réalité à la solidarité prolétarienne de classe »⁹.

⁷ LÉNINE. *Œuvres choisies*. t. II, p. 979.

⁸ TROTSKY. *Ma vie*, t. III, pp. 200 sq.

⁹ Ces notes, dont l'existence avait été révélée par Trotsky, n'ont été publiées qu'après le XX^e congrès Cf. Lénine *Œuvres complètes*. t. 36, pp. 620-623.

Ces lignes sont dictées le 30 décembre. Le 4 janvier, il ajoute à son testament le post-scriptum sur Staline, dont il dénonce la brutalité et qu'il recommande d'écarter du secrétariat. Puis il porte l'attaque en public en traitant dans un article paru dans la *Pravda* du 23 janvier des « insuffisances de l'inspection ouvrière et paysanne », le département de Staline, à qui il avait déjà reproché dans une lettre écrite en septembre 1921, de chercher à « prendre » ou à « démasquer » les gens plutôt qu'à « les améliorer ». Le 6 février paraîtra un nouvel article sur la question - le dernier article de Lénine - intitulé : « Mieux vaut moins, mais mieux ». Il accable Staline, toujours sans le nommer : « Les choses sont répugnantes, avec l'appareil d'Etat », « il n'y a pas de pire institution que l'Inspection ». Il faut détruire « la bureaucratie, non seulement dans les institutions soviétiques, mais dans les institutions du parti ». Pour tous les lecteurs avertis de la *Pravda*, c'est une bombe : Lénine dénonce publiquement Staline. Trotsky est le seul à avoir donné un récit des hésitations, bien vraisemblables, du bureau politique, à publier cet article. Kouibychev aurait même proposé de ne l'imprimer que dans un exemplaire unique destiné à abuser le malade¹⁰. Mais la complicité de son entourage n'est pas acquise : l'article est publié. Lénine, d'ailleurs, continue ses attaques : le rapport Khrouchtchev a définitivement confirmé, en même temps que précisé, le récit fait deux années plus tard par Kamenev à Trotsky de l'incident survenu entre Staline et Kroupskaïa qui amène Lénine à envoyer, dans la nuit du 5 au 6 mars, une lettre de rupture à Staline. Le 9, il subit une troisième attaque, qui le prive définitivement de l'usage de la parole. Le parti bolchevique est privé de sa tête au moment où plus que jamais il en aurait besoin : le pays est secoué par une grave crise économique, l'Allemagne est sur le point de voir éclater la révolution si longtemps attendue. Lénine agonise.

La crise économique : les ciseaux.

Les premiers résultats de la Nep ont été positifs. L'organisme économique s'est remis en marche. L'agriculture, libérée du carcan des réquisitions, se développe. Si le paysan pauvre vit mal, le koulak dispose de surplus importants et la récolte de blé de 1922 atteint les trois quarts de celle d'avant-guerre. Les villes renaissent. Pétrograd, tombée à 740 000 habitants en 1920, atteint 860 000 habitants en 1923 et bientôt le million. L'industrie reprend aussi : les usines désertées, aux vitres brisées, aux machines volées pièce à pièce, aux cheminées éteintes, reviennent à la vie. En 1922, la production n'est encore que le quart de ce qu'elle était avant-guerre, mais elle est en augmentation de 46 % par rapport à l'année précédente. Cette renaissance est un profond encouragement, une preuve de la vitalité et du dynamisme du régime aux yeux de bien des Russes : venant après les noires années, elle paraît à beaucoup une précieuse conquête, l'aube d'une époque nouvelle.

Il y a pourtant des ombres au tableau. Les progrès de l'industrie d'Etat sont beaucoup moins sensibles que ceux du petit artisanat et de l'industrie privée. Les progrès de l'industrie lourde sont lents en comparaison de ceux de l'industrie légère. La hausse des prix de cette dernière semble dérober au consommateur paysan une part importante de son bénéfice. Surtout, cette croissance a d'importantes conséquences sociales. D'abord la Nep entraîne un nouvel affaïssement relatif du prolétariat industriel qui en a initialement bénéficié en tant que consommateur. D'autre part, les cadres de l'industrie renaissante, administrateurs et ingénieurs, recrutés parmi les techniciens d'origine bourgeoise, soucieux de rendement et de productivité, prennent une importance dont les syndicats s'inquiètent. A partir de l'automne 1922, la hausse des prix industriels entraîne l'extension du chômage : de 500 000 chômeurs à cette date, on passe à 1 250 000 à l'été de 1923. La liberté économique provoque une différenciation croissante des salaires, qui sont plus élevés dans l'industrie des produits de consommation que dans l'industrie lourde, dans l'industrie privée que dans l'industrie d'Etat. Les « industriels rouges » subissent la pression du parti en vue de la réduction de leurs frais généraux et de l'augmentation de la productivité, dont les premiers effets concrets sont précisément l'extension du chômage et la stagnation des salaires.

Au printemps et à l'été 1923, la crise ne fait que s'aggraver. Trotsky, dans un diagramme présenté au XII^e Congrès, la qualifie de « crise des ciseaux » : les courbes des prix industriels et agricoles, après s'être recoupées à l'automne 1922, ne cessent de s'écarter. A la fin de l'été 1923 les prix industriels atteignent 180 à 190 % du niveau d'avant-guerre, tandis que les prix agricoles stagnent aux environs de 50 %. L'augmentation de la productivité, seul moyen envisagé pour faire baisser les prix industriels, passe par la concentration des entreprises et le chômage : dans le cadre de la Nep, les intérêts à long terme de l'économie infligent aux ouvriers de nouvelles souffrances. Le problème se pose de savoir si elle doit être intégralement maintenue - ce qui signifie le renvoi à plus tard de la reprise de l'industrie lourde, la baisse autoritaire des prix industriels et la poursuite de la conciliation avec les paysans par le développement de l'exportation et des allègements fiscaux - ou si elle doit être corrigée par une aide à l'industrie. Au bureau politique, la majorité choisit la première solution, le statu quo, tandis que Trotsky se prononce pour le début de la planification destinée avant tout à permettre le développement de l'industrie lourde. Ce désaccord, latent en mars au XII^e Congrès, ne sera rendu public qu'à l'automne 1923.

L'échec de la révolution allemande.

Or, l'année 1923 voit se créer en Allemagne une situation révolutionnaire sans précédent dans un pays avancé. La crise des « réparations » dues par l'Allemagne aux Alliés, l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises, la politique des milieux dirigeants du capitalisme allemand, provoquent une inflation catastrophique. Le mark s'effondre ; la livre sterling est cotée 50 000 marks en janvier, 250 000 en février, 500 000 en juin, 1 500 000 en juillet, plus de 5 millions en août. Tout l'édifice social est ébranlé jusqu'à ses fondements : les possesseurs de revenus fixes sont irrémédiablement ruinés, la petite bourgeoisie est acculée à la misère, les ouvriers qui peuvent pourtant mieux se défendre, voient leur niveau de vie s'effondrer.

Cette catastrophe économique entraîne un bouleversement politique. La puissance financière du parti social-démocrate et des syndicats est anéantie par l'inflation. Leur influence, basée sur l'« aristocratie » des ouvriers les mieux payés, se volatilise. L'Etat s'écroule : Il n'a plus de quoi payer ses fonctionnaires ni même ses forces de répression. Pendant ce temps, les détenteurs de capitaux placés en machines ou en devises étrangères font des bénéfices fabuleux. Les paysans stockent leurs produits : les villes ont faim. Emeutes, bagarres, manifestations de rue se multiplient, exprimant la double haine des impérialistes étrangers et des capitalistes qui profitent de la crise. La haute finance et l'armée subventionnent des groupements

¹⁰TROTSKY, *La révolution défigurée*, in *De : la Révolution*, p. 164.

d'extrême droite, anticapitalistes d'idéologie et de programme, comme le parti nazi d'Adolf Hitler. La révolution menace, plus sérieuse encore qu'en 1918-19.

C'est que la situation a profondément changé. Les petits groupes d'opposition de 1918-19, divisés et éparpillés, ont fait place à un parti communiste puissant qui compte plus de 200 000 membres, au début de l'année, dans les bastions ouvriers, et une influence qui se traduit par des chiffres de voix vingt fois plus élevés que ceux de ses militants. Il a un appareil solide, jouit du soutien financier et technique de l'Internationale. Depuis la crise de 1921, il a été réorienté vers la « conquête des masses ». A partir du début de la crise, ses progrès sont foudroyants : au syndicat des métaux de Berlin, les candidats communistes auront deux fois plus de voix que les candidats social-démocrates, contre un dixième l'année précédente. Cependant la direction, profondément divisée, hésite.

Au printemps, la majorité du parti s'oriente vers une ligne de prudence dont l'inspirateur est Radek, soucieux surtout de rompre l'isolement diplomatique de l'U.R.S.S. et peu confiant dans une victoire révolutionnaire : les communistes tendent la main aux nazis pour un front anti-impérialiste. La gauche du parti, puissante dans la Ruhr pousse à l'action révolutionnaire tandis que la direction tempore.

Le 10 juillet, la grève des imprimeurs de la Banque nationale provoque une grève générale spontanée, qui balaie le gouvernement Cuno. La bourgeoisie allemande va chercher de l'aide auprès des Alliés. L'Internationale communiste et les dirigeants bolcheviques commencent à s'intéresser à la situation allemande. La direction du parti communiste allemand est convoquée à Moscou. Tout l'été se passe à de fébriles préparatifs de la « prise du pouvoir » dont le secrétaire du parti communiste allemand, Brandler, a fini par accepter la perspective. Les Allemands réclament la présence de Trotsky pour diriger l'insurrection, mais Zinoviev s'y oppose. Piatakov et Radek partiront entourés de techniciens. Des gardes rouges, les « centurions prolétariens », sont organisées : on stocke des armes. Les responsables comptent sur les comités d'usine et les comités d'action de chômeurs et de femmes pour jouer le rôle de soviets. En Saxe et en Thuringe, les communistes entrent dans des gouvernements que dirigent des social-démocrates de gauche, pour transformer ces *lænder* en bastions de la révolution : ainsi Brandler devient ministre du gouvernement saxon du Dr Zeigner. En attendant, et par crainte d'actions prématurées, les militants freinent l'impétuosité des masses allemandes, suspendent toute action autre que la conspiration. Ce plan minutieux échoue : faute d'avoir pu convaincre à Chemnitz la conférence des comités d'usines, le 21 octobre, la direction renonce à l'insurrection. Le moment favorable est passé. Ainsi que l'écrira Trotsky, « les espoirs des masses se changent en désillusion comme résultat de la passivité du parti, quand l'ennemi se ressaisit de sa panique et prend avantage de cette désillusion »¹¹.

La Reichswehr rétablit l'ordre en Saxe, écrase l'insurrection de Hambourg. Avec l'aide américaine, l'Allemagne capitaliste va se relever : toute chance de succès révolutionnaire proche s'évanouit. La direction russe, Zinoviev surtout, porte une écrasante responsabilité dans cette défaite, car Brandler n'a rien fait sans la consulter. Elle lui en fait pourtant supporter le poids, le dénonçant et appuyant son éviction de la direction du parti communiste allemand. Ni Staline, qui conseillait de « freiner les Allemands » au lieu de les « pousser »¹². Ni Zinoviev, président de l'Internationale, ne veulent endosser la responsabilité de leurs erreurs.

Les conséquences ne sont pas moins dramatiques pour l'évolution politique en Russie : pendant l'été 1923, une ferveur internationaliste et révolutionnaire secoue le parti. Meetings, banderoles, affiches, articles célèbrent l'approche de la victoire de l'Octobre allemand. La Jeune génération goûte à l'enthousiasme révolutionnaire et se passionne¹³. Le parti semble revivre sous l'impulsion des forces Jeunes ainsi mobilisées, et la secousse éprouvée se traduira dans l'ardeur des discussions de l'hiver. En revanche, la défaite sans combat des communistes allemands condamne, cette fois pour longtemps, la révolution russe au ghetto. La désillusion qu'elle provoque, alors que les dirigeants russes avaient présenté comme certaine et proche la victoire de la révolution, pèsera lourdement sur le moral, la confiance, l'activité des militants. Elle sera un facteur déterminant dans le conflit dont l'explosion au grand jour avait été retardée par l'attente anxieuse des événements.

La maturation de la crise.

La mise hors de combat de Lénine a repoussé un combat qui semblait, en avril, inévitable entre lui et Staline, incarnation de l'appareil. Trotsky, à qui la secrétaire de Lénine, Fotieva a remis le 6 mars la lettre de Lénine sur la question nationale, dictée les 30 et 31 décembre 1922, n'a pas mené la lutte qu'il avait projeté de déclencher avec Lénine. Il dit à Kamenev en mars qu'il est hostile à tout combat au congrès pour des changements en matière d'organisation. Il est pour le maintien du statu quo, contre le remplacement de Staline, contre l'exclusion d'Ordjokindzé, contre des sanctions en général. Il attend de Staline des excuses, un changement d'attitude, une manifestation de sa bonne volonté, l'abandon de ses intrigues et une « honnête coopération »¹⁴ ..

On peut épiloguer indéfiniment sur cette attitude surprenante, ce recul, cet abandon du bloc conclu avec Lénine. Crainte de se poser ainsi ouvertement en dauphin ? Désir de mettre toutes chances de son côté dans l'espoir d'une guérison proche de Lénine ? Souci de ne pas envenimer des rapports déjà peu cordiaux, depuis fort longtemps, avec certains vieux-bolcheviks qui le considèrent comme un intrus et un rallié de la onzième heure, jaloux sa popularité et son prestige, redoutent autant sa puissance de chef de l'armée rouge que les sarcasmes de son esprit mordant ? Complexe d'infériorité, hésitation caractérielle ? La réponse sans doute ne sera jamais donnée, et les explications de son autobiographie ne sont pas convaincantes. Un seul fait est certain : la reculade ne le servira pas : il semble en, effet avoir sous-estimé son adversaire.

¹¹TROTSKY « *Leçons d'Octobre* », Cahiers du bolchevisme n° 5, 19 décembre 1924, p. 335.

¹²Texte intégral dans Trotsky, *Staline*, p. 505.

¹³Ruth FISCHER, *Stalin and german communism*, p. 312.

¹⁴TROTSKY, *Ma vie* t. III, p. 209.

Staline, sorti d'un mauvais pas par l'abstention de Trotsky au XII^e Congrès sur la question géorgienne, rétablira dans les mois suivants une situation compromise, et resserrera sur le parti une étreinte dont il ne dépendait probablement que de Trotsky qu'elle fût desserrée au printemps de 1923. A cette date, en effet, Boukharine semble avoir été sérieusement préoccupé par les risques de dégénérescence interne de la révolution victorieuse. Dans un discours prononcé à Pétrograd sur le thème « Révolution prolétarienne et culture », il souligne que l'inculture du prolétariat - considérablement inférieur à la bourgeoisie sur ce terrain, alors que la bourgeoisie, au cours de sa révolution, était infiniment supérieure à ce point de vue aux classes féodales qu'elle abattait - rend les « faux frais » de la révolution prolétarienne inévitables et plus importants que ceux de la révolution bourgeoise dans le passé. Aussi la dégénérescence est-elle à ses yeux un réel danger. Elle peut provenir d'abord de l'emploi, inévitable, d'éléments politiquement hostiles mais techniquement capables à des postes de responsables : ils risquent de « remplir peu à peu les formes soviétiques d'un contenu bourgeois et liquidateur de la révolution ». La composition prolétarienne de l'appareil ne lui semble pas, en outre, pouvoir constituer une garantie suffisante contre une telle évolution : « Même une origine prolétarienne, les mains les plus calleuses et d'autres qualités aussi remarquables ne sont pas une garantie suffisante contre la transformation des éléments prolétariens privilégiés en une classe nouvelle »¹⁵. Pourtant, ce n'est pas une alliance Trotsky-Boukharine qui va sortir de ces réflexions parallèles des deux dirigeants.

Les oppositions se sont cristallisées au bureau politique sur la politique économique immédiate, dans la discussion sur la crise des ciseaux. Staline, Zinoviev et Kamenev sont pour le statu quo, s'opposent aux projets de planification et d'industrialisation mis en avant par Trotsky. Leur alliance, que l'on surnommait bientôt la troïka, va se sceller autour de la défense de l'appareil, vivement attaqué au congrès par plusieurs délégués, et dans une commune hostilité à Trotsky qui ne les désarmera pas par son refus de mettre en question une situation que nombre de ses amis jugent pourtant intolérable.

Préobrajenski dénonce la non-application des principales résolutions du X^e Congrès, y compris celle concernant la démocratie interne, l'aggravation du régime autoritaire, la substitution, à tous les échelons du système de la recommandation à celui de l'élection, Vladimir Kossior attaque la « clique » du secrétaire général, la persécution systématique, par le biais des changements d'affectation des militants qui osent exprimer des critiques, la préférence systématique pour, la docilité au lieu des capacités comme critère du choix des responsables. Loutovinov ironise sur l'infaillibilité pontificale dont la direction se targue, affichant la « prétention de sauver le parti sans ses militants ». Boudou Mdivani et Makharadzé, écrasés au congrès géorgien de mars, dénoncent le chauvinisme grand-russe de l'appareil manipulé par Staline et Ordjonikidzé. Boukharine qualifie de chauvine la politique de Staline en matière de nationalités, souligne la prévention que manifestent à l'égard des Géorgiens accusés de déviatisme la majorité des délégués qui n'ont été informés que par l'appareil. Au nom de la délégation ukrainienne, Racovski parle d'une politique de « russification » des minorités, dit que Staline reprend sur ce terrain la tradition tsariste. C'est lui qui invoque l'autorité de Lénine et sa lettre - toujours pas publiée. - sur la question nationale pour condamner la conception centralisatrice que Staline a fait prévaloir dans la Constitution de l'U.R.S.S.

Trotsky, lui, quitte la salle pendant la discussion de l'affaire géorgienne, se tait pendant les dénonciations de l'appareil, apporte son soutien à la troïka en affirmant la solidarité inébranlable du bureau politique et du comité central, en répondant indirectement aux critiques par un appel à la discipline et à la vigilance, presque semblable à celui de Zinoviev. Une sorte de conception particulière de « solidarité ministérielle » du bureau politique lui fait endosser publiquement, une politique qu'il a combattue, accepter d'être en retrait par rapport aux positions mêmes de Lénine, puisqu'il ne s'oppose ni à la réélection de Staline au secrétariat général, ni à l'élection de Kouibychev à la tête de la commission de contrôle. Renonçant à utiliser les armes dont il dispose au service d'une politique qu'il estime juste, il désarme volontairement ceux qui pourraient le soutenir et se transforme en otage entre les mains de ses adversaires : Boukharine, qui au Congrès s'est dressé contre la troïka quand Trotsky s'est abstenu, deviendra, l'un, des plus efficaces soutiens de celle-ci dans les mois qui suivent.

Sans doute Trotsky n'eut-il pas à attendre longtemps avant de comprendre la vanité de son sacrifice. Réinstallé dans ses fonctions, Staline resserre son emprise sur l'appareil des secrétaires, affirme son autorité sur un comité central porté à quarante membres, et dont l'écrasante majorité se range derrière la troïka. Il fait arrêter, sous prétexte de conspiration, le leader communiste tatar Sultan Galiev, coupable d'avoir projeté une fédération soviétique des populations musulmanes et qui sera accusé de « saper la confiance des nationalités anciennement opprimées dans le prolétariat révolutionnaire ». Au cours de l'été, la situation économique s'aggrave : les salariés ne sont plus payés, des grèves sauvages éclatent, un petit groupe d'opposants qui s'intitule le Groupe ouvrier essaie d'intervenir dans le mouvement pour en prendre la tête, mais il est immédiatement frappé par la Guépéou : Miasnikov est arrêté en juin, Kouznetzov et vingt-huit autres communistes en septembre, accusés d'avoir préparé une manifestation de rues. La Guépéou frappe de la même manière le groupe « Vérité ouvrière » du vieux Bogdanov. Tous ces militants sont exclus du parti. La gravité de la situation est telle que Dzerjinski, devant une sous-commission du comité central, en septembre, déclarera : « Le dépérissement de notre parti, l'extinction de notre vie intérieure, la substitution de la nomination à l'élection sont en train de devenir un danger politique »¹⁶.

C'est pourtant le même homme, chargé de la répression contre les groupes ouvriers de l'opposition qui provoquera la rupture ouverte et l'entrée de Trotsky dans la lutte en demandant au bureau politique que chaque membre du parti soit tenu de dénoncer à la Guépéou toute activité d'opposition. Cette initiative semble avoir convaincu Trotsky de la gravité de la situation. Au même moment, il réussit par une menace de démission à empêcher l'entrée de Staline au comité révolutionnaire de la guerre, mais doit accepter la mise à l'écart de son fidèle adjoint de la guerre civile Sklianski le « Carnot de la révolution russe » et son remplacement par deux hommes de la troïka, Vorochilov et Lachévitch. C'est ainsi, parce qu'il est devenu l'objet des attaques de la troïka, qu'il se résout à mener le combat qu'il a, jusque-là, conduit seulement, et comme à contre-cœur, en coulisse.

¹⁵ L. REVO, « La révolution de la culture », Bull. com. n°2, 1924.

¹⁶ Cité par KAMENEV, *Pravda* 13 décembre 1923.

Conflit au comité central.

Le 8 octobre, Trotsky adresse au comité central une lettre qui va faire de lui le chef de l'opposition. Analysant la proposition de Dzerjinski, il constate qu'elle révèle « une extraordinaire détérioration de la situation à l'intérieur du parti depuis le XII^e Congrès ». Tout en admettant que les arguments développés à cette époque en faveur de la démocratie ouvrière lui ont paru quelque peu entachés d'exagération et même de démagogie « du fait de l'incompatibilité entre une totale démocratie ouvrière et le régime de la dictature » il affirme que, depuis le congrès, « la bureaucratisation de l'appareil du parti s'est développée dans des proportions inouïes par l'emploi de la méthode de sélection par le secrétariat. Il s'est créé une large couche de militants entrant dans l'appareil gouvernemental du parti qui renoncent complètement à leurs propres opinions de parti ou au moins à leur expression ouverte, comme si la hiérarchie bureaucratique était l'appareil qui crée l'opinion du parti et ses décisions ». L'une des caractéristiques de cet autoritarisme, « dix fois supérieur à celui des pires jours de la guerre civile », est le rôle qu'y joue « la psychologie du secrétaire, dont le principal trait est que le secrétaire est capable de décider de tout ». Le mécontentement des militants frustrés de leurs droits risque de provoquer « une crise d'une extraordinaire sévérité, dans la mesure où ils risquent d'identifier les « vieux-bolcheviks » au secrétariat ». Trotsky conclut en menaçant d'en appeler au parti tout entier si le comité central se refusait à essayer de redresser la situation¹⁷.

Le 15 octobre, quarante-six militants - dont quelques-uns au moins étaient au courant de l'initiative de Trotsky, sans qu'on puisse lui attribuer la leur - adressent au comité central une déclaration. Parmi eux se trouvent quelques-uns des bolcheviks les plus éminents, des gloires de la guerre civile : Préobrajenski, Alski, Sérébriakov, Antonov-Ovseenko, Ivan N. Smirnov, Vladimir Smirnov, Piatakov, Muralov, Sapronov, Ossinski, Sosnovski, Vladimir Kossior. Malgré son caractère secret, le texte est révélateur de la profondeur de la crise interne qui conduit à un regroupement aussi large de militants responsables sur une plate-forme de lutte pour la démocratie interne. Les difficultés économiques proviennent de l'empirisme de la direction du comité central : les succès ont été obtenus « en l'absence de toute direction », mais faute de mesures appropriées et notamment d'une politique active de planification, une grave crise économique menace. Or, la faillite de la direction s'exprime par l'état du parti soumis à un régime de dictature et qui n'est plus un organisme vivant, agissant par lui-même. « Nous assistons de plus en plus à une division toujours croissante et maintenant à peine voilée dans le parti entre la hiérarchie du secrétariat et le « peuple tranquille », entre les fonctionnaires professionnels du parti, nommés et choisis d'en haut, et la masse du parti, qui ne participe pas à sa vie de groupe ». Les congrès et les conférences sont de plus en plus transformés en « assemblées exécutives de la hiérarchie ». « Le régime qui a été mis en vigueur dans le parti est absolument intolérable; il tue toute initiative dans le parti, le sommet a un appareil de fonctionnaires appointés qui fonctionne indéniablement en période normale, mais fait inévitablement long feu en période de crise et menace d'aller à une banqueroute totale en face des événements sérieux qui se préparent »¹⁸. La première réponse du bureau politique adressée à Trotsky montre que la direction se refuse à accepter la discussion sur le terrain où elle est posée. Rappelant le refus de Trotsky de devenir vice-président du conseil, le bureau politique l'accuse d'être partisan du « tout ou rien » et met son opposition au compte d'une ambition sans limites.

La deuxième réponse viendra à la séance plénière du comité central et de la commission centrale de contrôle du 25 au 27 octobre. Trotsky, frappé de la curieuse maladie qui le tiendra à l'écart des conflits décisifs de cette époque, est absent. C'est Préobrajenski qui, au nom de l'opposition, propose des mesures immédiates : discussion des grandes questions politiques à tous les échelons, liberté totale d'expression dans le parti, discussion dans sa presse, retour à la règle de l'élection des responsables, examen de la situation des militants « transférés » à cause de leurs opinions et de leurs critiques. Le comité central riposte sur le terrain de la discipline, lançant l'accusation de fractionnisme : « Le geste du camarade Trotsky, à un moment crucial de l'expérience du parti et de la révolution mondiale » est « une grave erreur politique, particulièrement parce que l'attaque du camarade Trotsky, dirigée contre le bureau politique, a objectivement pris le caractère d'un geste fractionnel, menaçant de frapper un coup contre l'unité du parti et d'y créer une crise ». Elle a, en outre, « servi de signal à un groupement fractionnel » : la déclaration des 46 est condamnée comme un acte de division « menaçant de placer toute la vie du parti dans les mois à venir sous le signe d'une lutte interne et ainsi d'affaiblir le parti à un moment qui est crucial pour le destin de la révolution internationale »¹⁹; la déclaration ne sera donc pas publiée. La situation apparaît cependant comme suffisamment sérieuse pour qu'une discussion soit ouverte dans le parti et les colonnes de sa presse : la discussion, une fois encore, sert de soupape de sûreté.

Le débat.

La controverse va se dérouler de novembre 1923 à mars 1924. C'est Zinoviev qui ouvre le débat, le 7 novembre, dans la *Pravda*. « Le malheur, écrit-il, est que la plupart des questions essentielles sont réglées d'avance, du haut vers le bas ». C'est pourquoi « il est nécessaire que la démocratie ouvrière dans le parti, dont nous avons tant parlé, commence à prendre plus de réalité ». La centralisation est certes inévitable, mais l'élargissement des discussions est souhaitable. Rien de décisif, rien d'agressif non plus dans cette manière bonhomme et quelque peu désabusée d'ouvrir le débat.

Les premières discussions tournent autour de critiques sérieuses du fonctionnement de l'appareil. Boukharine déclare : « Si nous faisons une enquête et recherchions combien de fois les élections se font dans le parti par ces seules questions jetées du haut de la tribune : « Qui est pour ? » et « Qui est contre ? », nous découvririons vite que, dans la majorité des cas, les élections sont devenues de simples formalités ; non seulement les votes se font sans aucune discussion préalable, mais sur la seule question « Qui est contre ? ». Comme on se met dans un mauvais cas en se prononçant « contre » les autorités, il n'est pas difficile d'en prévoir l'issue habituelle. C'est de cette façon que se passent les élections dans toutes nos organisations

¹⁷ Le texte intégral de la lettre de Trotsky est inconnu et se trouve et ne se trouve pas dans les archives de Harvard. Larges extraits dans Eastman, *Depuis la mort de Lénine*, Annexe IV, pp. 219-220.

¹⁸ Texte intégral traduit du russe en anglais dans CARR, *Interregnum*, pp. 367-373.

¹⁹ Cité par DANIELS. *Conscience*, pp. 219-220.

de base. [...] Il va sans dire que de telles méthodes suscitent un grand courant de mécontentement. La même chose se produit, à d'infimes nuances près, à tous les degrés de la hiérarchie du parti »²⁰.

La plupart des autres contributions dans la tribune de discussion de la *Pravda* sont d'abord très en deçà de cette position, se limitant à la critique de tel ou tel aspect ou manifestation d'esprit bureaucratique, sans généralisations. Mais le ton change avec Préobrajenski, le 28 novembre. Il s'en prend en effet aux « camarades, même parmi les plus responsables, qui ricanent à propos de la démocratie à l'intérieur du parti dans l'esprit du X^e Congrès ». Pour lui « le parti qui a décidé, au X^e Congrès, de passer des méthodes militaires aux méthodes démocratiques, s'est engagé en fait dans une voie diamétralement opposée, [...] ce qui était peut-être inévitable dans la première période de la Nep. Maintenant que le passage à la politique de la Nep est réalisé, [...] l'application de la résolution du X^e Congrès est non seulement possible, mais indispensable. Ce passage à la démocratie n'a pas été fait à temps. L'automatisme de la routine acquise une fois pour toutes domine la vie du parti : il a été légitimé ». Faisant appel aux souvenirs du parti du temps où Lénine le dirigeait, il affirme : « Il est caractéristique qu'à l'époque où nous avions des fronts tout autour de nous, la vie du parti traduisait beaucoup plus de vitalité et l'indépendance des organisations était beaucoup plus grande. Au moment où non seulement les conditions objectives pour la réanimation de la vie intérieure du parti et son adaptation aux nouvelles tâches sont apparues, mais où il existe aussi une réelle nécessité pour le parti de le faire, non seulement nous n'avons pas avancé d'un pas par rapport à la période du communisme de guerre, mais nous avons au contraire intensifié le bureaucratisme la pétrification, le nombre de questions décidées d'avance par en haut; nous avons accentué la division du parti, amorcée pendant la période de guerre entre ceux qui prennent les décisions et portent la responsabilité et les masses qui appliquent ces décisions du parti dans l'élaboration desquelles elles n'ont pris aucune part ».

Cette intervention permet de mieux situer les limites de la discussion. Le 1^{er} décembre, Zinoviev, se référant à la privation du droit de vote pour les militants avant deux ans de stage, déclare : « Au point de vue de la démocratie ouvrière abstraite, c'est une parodie de démocratie. Mais il était à nos yeux nécessaire du point de vue des intérêts fondamentaux de la révolution, du point de vue du bien de la révolution, de donner le droit de vote seulement à ceux qui apparaissent comme les vrais gardiens du parti. [...] Le bien de la révolution, c'est la loi suprême. Tout révolutionnaire dit : au diable les principes « sacrés » de la démocratie « pure » ! Le 2 décembre, Staline précise à son tour : « Il est nécessaire de mettre des limites à la discussion, d'empêcher le parti qui est une unité combattante du prolétariat, de dégénérer en club de discussion ».

Pendant que cette discussion se déroule, le bureau politique s'efforce de trouver un terrain d'accord avec Trotsky en vue, d'une prise de position unanime de la direction. Le 5 décembre, Il adopte une résolution qui est le fruit de discussions en sous-commission entre Staline, Kamenev et Trotsky : et qui semble annoncer un cours nouveau. Elle reconnut que les contradictions objectives de l'époque de transition s'expriment dans un certain nombre de tendances négatives, qu'il faut combattre. Telles sont « de profondes différences dans la situation matérielle des membres du parti en relation avec les différences de leurs fonctions et ce qu'on appelle les « excès », la croissance des relations avec les éléments bourgeois et leur influence idéologique, l'étroitesse de l'horizon, qui doit être distinguée de la spécialisation nécessaire, et l'apparition, sur cette base, de l'affaiblissement de liens entre communistes de différents secteurs de travail; un danger de perdre de vue la perspective de la construction socialiste dans son ensemble et de la révolution mondiale [...]; la bureaucratisation des appareils du parti et le développement de la menace d'un divorce entre, le parti et les masses ». « Le parti, déclare-t-elle, doit procéder à une modification sérieuse de sa politique dans le sens d'une application stricte et méthodique de la démocratie ouvrière », qui « implique pour tous les camarades la liberté d'examiner et de discuter ouvertement les principales questions du parti, ainsi que l'élection des fonctionnaires et des collègues de la base au sommet » Comme mesures pratiques, elle préconise « l'application intégrale de l'élection des fonctionnaires et particulièrement des secrétaires de cellules », la décision « de soumettre - à moins que des circonstances exceptionnelles ne s'opposent - toutes les questions essentielles de la politique du parti à l'examen des cellules », un effort pour la formation de cadres, l'obligation pour tous les organismes de rendre compte, et un « afflux de nouveaux ouvriers d'industrie »²¹.

Les principes reprennent, avec peut-être moins de précision, ceux qui étaient énoncés par la résolution du X^e Congrès, mais les mesures préconisées s'accompagnent de nombreuses restrictions : il est clair que cette résolution est une concession à un mécontentement qui n'est que trop évident. Le rappel de l'interdiction des fractions, venant après le rejet par le comité central des propositions de Préobrajenski et la condamnation, comme fractionnelle, de la déclaration des 46, montre bien les intentions des auteurs.

Trotsky, pourtant, vote cette résolution ambiguë, et qui n'apporte rien qu'une couverture à la direction. Il justifiera son vote en disant que le texte, à ses yeux, « déplace le centre de gravité du côté de l'activité, de l'indépendance critique, de l'auto-administration du parti »²². En fait, il sait parfaitement que son interprétation et l'application qu'il voudrait faire de la résolution diffèrent profondément de la conception qu'en a la troïka : le 2 décembre, devant les communistes de Krassnaia Pressnia, Staline vient de reconnaître un malaise, dont il voit l'origine dans « les survivances du communisme de guerre » sous forme de « survivances militaristes dans la tête des travailleurs »²³.

Dans une lettre à l'organisation du parti de Krassnaia Pressnia, publiée le 10 décembre, Trotsky donne sa propre interprétation de la résolution du 5 décembre. Rappelant que le danger de bureaucratisme émane de l'appareil « constitué inévitablement par les camarades les plus expérimentés et les plus méritoires », il exprime ses craintes que « la vieille garde » puisse « se figer et devenir insensiblement l'expression la plus achevée du bureaucratisme ». Rappelant le précédent de la dégénérescence des dirigeants de la II^e Internationale, pourtant « disciples directs de Marx et d'Engels », il affirme qu'un tel danger existe pour la vieille génération des bolcheviks russes. « C'est la jeunesse qui réagit le plus vigoureusement contre le bureaucratisme » : il réclame pour elle la confiance et un changement de méthodes. « Notre jeunesse ne doit pas se borner à

²⁰Rapport steno du XIII^e congrès p. 154, cité par EASTMAN, *op. cit.*, pp. 51-52.

²¹Corr. int. n° 5, 24 janvier 24 pp 42-45.

²²TROTSKY, *De la Révolution*, p. 27.

²³Bull. com. n° 5, 1924, pp. 138 : 141.

répéter nos formules. Elle doit les conquérir, se les assimiler, se former son opinion, sa physionomie à elle et être capable de lutter pour ses vues avec le courage que donnent une conviction profonde et une entière indépendance du caractère. Hors du parti l'obéissance passive qui fait emboîter mécaniquement le pas après les chefs; hors du parti l'impersonnalité, la servilité, le carriérisme ! Le bolchevik n'est pas seulement un homme discipliné : c'est un homme qui, dans chaque cas et sur chaque question, se forge une opinion ferme et la défend courageusement, non seulement contre ses ennemis, mais au sein de son propre parti ».

La lettre de Trotsky contient un appel non déguisé au combat : « Avant la publication de la décision du comité central sur le « cours nouveau », le simple fait de signaler la nécessité d'une modification du régime intérieur du parti était considéré par les fonctionnaires préposés à l'appareil comme une hérésie, une manifestation de l'esprit de scission, une atteinte à la discipline. Et maintenant les bureaucrates sont prêts formellement à « prendre acte » du « cours nouveau », c'est-à-dire pratiquement à l'enterrer [...] Avant tout, il faut écarter des postes dirigeants ceux qui, au premier mot de protestation ou d'objection, brandissent contre les critiques les foudres des sanctions. Le « cours nouveau » doit avoir pour premier résultat de faire sentir à tous que personne désormais n'osera plus terroriser le parti »²⁴.

Le conflit, cette fois, est ouvert entre l'appareil, d'une part, Trotsky et les 46, de l'autre. La situation est pourtant complexe, car l'opposition s'appuie contre l'appareil sur les arguments de Trotsky et combat comme une manœuvre de diversion la résolution du 5 octobre qu'il a votée avec la troïka. Préobrajenski et ses camarades élaborent une résolution dans laquelle ils proposent l'élection des responsables à tous les niveaux, une formulation nouvelle de l'interdiction des fractions, permettant une véritable démocratie interne, le rétablissement de la vieille règle suivant laquelle c'est la cellule qui doit se prononcer d'abord en matière de sanctions disciplinaires.

L'assemblée des militants de Moscou a lieu le 11 décembre. Kamenev s'y montre peu combatif. Il souligne la nécessité de la démocratie ouvrière, dans laquelle l'élection des responsables seule garantit la liberté de discussion. Admettant que la démocratie ouvrière illimitée comprend le « droit de groupe », il justifie l'opposition du comité central à ce droit par le fait que le parti est au pouvoir : les groupes existent dans les partis communistes étrangers parce qu'« ils n'arrivent pas à éliminer certaines survivances social-démocrates dans leur lutte contre le pouvoir ». Il ne cite pas Trotsky, mais s'en prend à Préobrajenski qui a dénoncé la troïka et le met au défi de produire un seul document émanant d'elle. Il conclut en demandant aux militants de « voter la confiance au comité central »²⁵.

Les interventions qui suivent sont plus intéressantes. Krylenko analyse la notion de fraction, qui n'est pas autre chose qu'un « groupe distinct lié par une discipline spéciale ». A ses yeux, la conception défendue par Kamenev confond « fraction et groupe », « réduit toute démocratie dans le parti au droit d'intervention individuelle de camarades isolés », ce qui conduit à « supprimer la démocratie ouvrière dans le parti ». Il affirme : « Le droit de s'unir sur des plates-formes déterminées est pour la démocratie à l'intérieur du parti un droit intangible sans lequel elle n'est plus qu'une phrase vide »²⁶. Le président de l'exécutif, Kalinine, admet carrément que l'appareil ne veut pas de démocratie : « Dans la situation actuelle, aucun communiste ne peut admettre la démocratie complète. [...] Qui est-ce qui souffre de l'absence de démocratie ? Ce n'est pas la classe ouvrière, mais le parti lui-même. Or, au sein du parti, il y a très peu de gens qui ne touchent pas à l'appareil, qui ne participent pas à son travail compliqué. [...] Qui profitera le plus de notre démocratie ? A mon avis, ceux qui ne sont pas surchargés de travail. Ceux qui sont libres pourront profiter entièrement de la démocratie, mais ceux qui sont accablés de besogne ne le pourront pas »²⁷. Des autres orateurs inscrits, le seul Iaroslavski se livre à une vive attaque contre Trotsky. Sapronev et Préobrajenski soutiennent les vues de l'opposition, réclamant expressément la liberté des groupements, à l'appui de laquelle Radek invoque l'autorité de Lénine.

La résolution de Préobrajenski échoue de peu, mais l'ambiance de la réunion semble indiquer que l'opposition a le vent en poupe. Le 15 décembre, Staline lancera dans la *Pravda* la première attaque *ad hominem* : quand il se compte dans les vieux-bolcheviks, Trotsky a la mémoire courte; la dégénérescence risque de venir, non de la vieille garde, mais des « mencheviks entrés dans notre parti et qui n'ont pu se débarrasser de leurs habitudes opportunistes ». Il accuse Trotsky de « duplicité », sa lettre du 10 étant un soutien à l'opposition des 46 au comité central dont il vient pourtant de voter la résolution. A l'égard des jeunes, il pratique une « basse démagogie ».

La polémique monte d'un ton avec l'assemblée des militants de Pétrograd le 15. Zinoviev reprend la révélation que Boukharine vient de faire dans un meeting à Moscou sur les contacts pris en 1918 entre communistes de gauche et socialistes-révolutionnaires de gauche sur l'éventualité d'un renversement de majorité et d'un gouvernement Piatakov. Ce rappel a un double objectif : montrer, d'une part, que « la lutte de deux fractions dans un parti qui détient le pouvoir contient le germe de deux gouvernements » souligner, d'autre part, que nombre des 46 ont été en 1918 « communistes de gauche » et adversaires de Lénine. Abordant le fond du problème, il affirme : « Le bureaucratisme doit être écarté, mais ceux qui veulent amoindrir l'appareil du parti en général doivent être rappelés à leurs devoirs communistes, car notre appareil est le bras droit du parti ». Traitant la question de l'attitude de Trotsky, il lance : « Le trotskysme est une tendance bien définie dans le mouvement ouvrier », mais souligne « quelles que soient nos divergences actuelles dans ces questions, Trotsky est Trotsky et reste un de nos dirigeants les plus autorisés. Advienne que pourra, sa collaboration au bureau politique du comité central et dans d'autres organes est indispensable »²⁸.

Pendant ce temps, la discussion se poursuit dans les colonnes de la *Pravda* et le ton monte : son responsable, Konstantinov, est révoqué pour avoir protesté le 16 décembre et écrit que « la calomnie et les accusations sans fondement sont devenues les armes de discussion de nombreux camarades ; il faut que cela cesse ». Son successeur n'est pas plus

²⁴TROTSKY. *De la Révolution* p 86.

²⁵*Bull. com.* n° 5, 1924, pp. 135-136.

²⁶*Bull. com.* n° 1, 1924, p 7.

²⁷*Ibidem*, p. 6.

²⁸*Bull. com.* n° 8, 1924, pp. 222-228.

souple aux directives du comité central et sera révoqué à son tour. Le 21, Zinoviev attaque un texte de Trotsky, intitulé : *Cours nouveau*, qui circule dans le parti : pour lui Trotsky soutient le comité central comme « la corde le pendu », et exprime en réalité « une résistance à la ligne. [...] L'erreur essentielle du camarade Trotsky consiste en ce qu'il manifeste une certaine réapparition d'idées anciennes admettant la légitimité de courants divergents ». Il conclut une longue description du « trotskysme » en affirmant : « Tout le comité central, aussi uni - peut-être plus, même - qu'au temps de Vladimir Illitch, considère que le camarade Trotsky commet maintenant une erreur politique radicale ».

Le cours nouveau.

Le texte qui a provoqué l'attaque de Zinoviev paraît enfin dans la *Pravda* des 28 et 29 décembre. Peu polémique, malgré quelques saillies féroces, il contient une analyse minutieuse et très nuancée de la situation politique, dans l'appareil d'Etat et dans le parti, une étude des origines du bureaucratisme et une esquisse du « cours nouveau » que doit prendre le parti. Pour Trotsky, en effet, la discussion qui se déroule marque une étape du développement du parti, son passage « à un stade historique supérieur ». Pour lui, « la masse des communistes » dit en quelque sorte aux dirigeants : « Vous avez, camarades, l'expérience d'avant Octobre qui manque à la plupart d'entre nous, mais sous votre direction, nous avons acquis, après Octobre, une grande expérience qui devient chaque jour plus considérable. Et nous voulons non seulement être dirigés par vous, mais participer avec vous à la direction du prolétariat. Nous le voulons, non seulement parce que c'est notre droit à nous, membres du parti, mais aussi parce que c'est absolument nécessaire au progrès de la classe ouvrière »²⁹. L'explosion de mécontentement qui secoue le parti résulte d'une longue évolution antérieure, accélérée par la crise économique et l'attente de la révolution allemande, qui ont fait apparaître « avec une netteté particulière le fait que le parti vit en quelque sorte à deux étages : l'étage supérieur où l'on décide, et l'étage inférieur où l'on ne fait que prendre connaissance des décisions »³⁰. Le « bureaucratisme » que la résolution du comité central vient de reconnaître n'est pas un « trait fortuit » mais un « phénomène général » plus profond qu'une simple survivance : « le bureaucratisme de la période de guerre n'était rien en comparaison du bureaucratisme qui s'est développé en temps de paix, alors que l'appareil [...] continuait obstinément à penser et à décider pour le parti »³¹. C'est de cet état de choses que découle un double danger de dégénérescence : parmi les jeunes, exclus de la participation à l'activité générale, et dans la vieille garde. « Pour voir dans cet avertissement basé sur la prévision marxiste objective un « outrage », un « attentat », il faut vraiment susceptibilité ombrageuse et la morgue des bureaucrates »³².

Trotsky analyse ensuite la composition sociale du parti dont moins d'un sixième des militants travaillent en usine, la majorité étant employée dans les différents appareils de direction. Or, « les présidents de comités régionaux ou les commissaires de division, quelle que soit leur origine représentent un type social déterminé »³³. Autrement dit, « la source du bureaucratisme réside dans la concentration croissante de l'attention et des forces du parti sur les institutions et appareils gouvernementaux et dans la lenteur du développement de l'industrie »³⁴ qui ne permet pas d'entrevoir dans un délai bref un changement dans la composition sociale du parti. Le bureaucratisme est donc « un phénomène essentiellement nouveau, découlant des nouvelles tâches, des nouvelles fonctions, des nouvelles difficultés du parti »³⁵. Les « méthodes de l'appareil » prévalant, la direction fait place à l'administration, « prend un caractère d'organisation pure et dégénère fréquemment en commandements ». Le « secrétaire » vit des soucis journaliers de l'appareil d'Etat, « perd de vue les grandes lignes », et, « croyant mouvoir les autres, est mû lui-même par son propre appareil »³⁶.

Or, dans l'Etat soviétique russe où « le parti communiste est obligé de monopoliser la direction de la vie politique », il est, bien sûr, souhaitable d'éviter dans le parti des « groupements stables [...] pouvant prendre la forme de fractions organisées », mais il est impossible en même temps d'éviter « les divergences de vue dans un parti d'un demi million d'hommes »³⁷, et l'expérience montre qu'il ne suffit nullement de déclarer que les groupements et les fractions sont un mal pour en empêcher l'apparition »³⁸. Les oppositions de 1917, résolues par la prise du pouvoir, de 1918, par la signature de la paix, de 1921 par le tournant de la Nep, montrent que les fractions se surmontent par une politique juste : la résolution du X^e Congrès les interdisant ne peut, à cet égard, avoir qu'un « caractère auxiliaire », dans le cadre d'une réelle démocratie ouvrière. Il existe effectivement des fractions dans le parti, dont la plus dangereuse, celle qui nourrit les autres, est la « fraction bureaucratique conservatrice », d'où s'élèvent des « voix provocatrices », où l'on « fouille dans le passé » pour y rechercher « tout ce qui est capable d'introduire plus d'acharnement dans la discussion »³⁹, où l'on met ainsi en péril l'unité du parti en prétendant l'opposer au besoin de démocratie.

Répondant à Zinoviev, Trotsky affirme qu'« il serait monstrueux de croire que le parti brisera ou permettra à qui que ce soit de briser son appareil ». Mais « il veut le renouveler et lui rappelle qu'il est son appareil, qu'il est élu par lui et qu'il ne doit pas se détacher de lui »⁴⁰. Le bureaucratisme, comme l'a déjà vu Lénine, est un phénomène social qui a pour causes profondes,

²⁹TROTSKY, *De la Révolution*, p. 32.

³⁰*Ibidem*, p. 33.

³¹*Ibidem*, p. 34.

³²*Ibidem*, p. 36.

³³*Ibidem*, p. 38.

³⁴*Ibidem*, p. 38.

³⁵*Ibidem*, p. 40.

³⁶*Ibidem*, p. 41.

³⁷*Ibidem*, p. 42.

³⁸*Ibidem*, p. 44.

³⁹*Ibidem*, p. 49.

⁴⁰*Ibidem*, p. 49.

en Russie, « la nécessité de créer et de soutenir un appareil étatique alliant les intérêts du prolétariat et de la paysannerie dans une harmonie économique parfaite » dont on est encore loin; Il se complique du fait du manque de culture des grandes masses. « Evidemment, le parti ne peut s'arracher aux conditions sociales et culturelles » existantes, mais, « organisation volontaire » il peut mieux se préserver, à condition de voir le danger. Les appels à la tradition de la fraction conservatrice, ne font que le désarmer : « Plus l'appareil du parti est renfermé en lui-même, plus il est imprégné du sentiment de son importance intrinsèque, moins vite il réagit devant les besoins émanant de la base et plus Il est enclin à opposer, aux nouveaux besoins et aux nouvelles tâches la tradition formelle. Et si quelque chose est capable de porter un coup mortel à la vie spirituelle du parti et à la formation doctrinale de la jeunesse, c'est bien la transformation du léninisme, méthode réclamant pour son application, initiative, pensée critique et courage idéologique, en un dogme qui n'exige que des interpréteurs désignés une fois pour toutes »⁴¹.

La bataille pour la XIII^e conférence.

La publication de *Cours Nouveau* marque le sommet de la controverse, mais aussi la fin de la discussion libre : le secrétaire général contrôle désormais de très près la *Pravda*, où Boukharine a immédiatement répondu en accusant une fois encore Trotsky de « déviation » et d'« opposition au léninisme ». Les oppositionnels ne s'y exprimeront plus que rarement, encadrés par les articles des partisans du comité central. Il n'y aura d'autre réponse à *Cours nouveau* qu'une fin de non-recevoir. En fait, le succès des thèses de Trotsky et des 46 a semblé si grand à Moscou que Trotsky, le 10 décembre, pouvait écrire que la capitale avait « pris l'initiative de la révision de l'orientation du parti ». Le danger est apparu à l'appareil, qui va assurer son succès dans la discussion par les méthodes qui lui sont propres, avec les pouvoirs dont il dispose et qu'on veut, précisément, lui arracher.

Le droit de nomination lui permet d'isoler Trotsky et de décapiter l'opposition. La nomination de ses amis à de hauts postes diplomatiques n'est pas l'effet du hasard : l'envoi de Joffé en Chine, puis celui de Krestinski en Allemagne n'ont pas éveillé de suspicions. Mais, quand Christian Racovski est nommé ambassadeur à Paris à l'été 1923, il est clair que l'appareil se débarrasse ainsi d'un des porte-parole des résistances nationales au XII^e Congrès, d'un ami proche de Trotsky, d'un adversaire de Staline, d'un des cadres les plus capables d'une opposition qui se cherche. Racovski, du fait de son éloignement de Russie, n'a pas signé la déclaration des 46, mais le parti ukrainien, sous l'influence de ses amis, devient à la fin de l'année un bastion de l'opposition. Tchoubar, successeur de Racovski à la présidence du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, Kaganovitch, chargé du secrétariat, le « réorganise » et Kotzioubinski, combattant clandestin de 1918, porte-parole de l'opposition, est envoyé à Vienne. Les cellules de l'armée rouge votent en majorité pour les thèses de l'opposition. Le responsable politique de l'armée, Antonov-Ovseenko, est révoqué pour avoir envoyé une circulaire sur la démocratie ouvrière, conforme aux décisions congrès, sans en avoir référé préalablement au comité central. Boubnov qui le remplace a, lui aussi, signé la déclaration des 46, mais la renie dès cette date; ainsi Staline fait-il d'une pierre deux coups.

Quoique les Jeunesses communistes ne participent pas la discussion, la majorité de leurs militants membres du parti sont avec l'opposition : quinze membres élus de leur comité central sont, non seulement relevés de leurs fonctions dans l'organisation par le secrétariat du parti, au mépris des statuts, mais encore envoyés « en mission » dans des localités éloignées, ce qui donne la majorité, dans la direction, aux partisans de la troïka. Trotsky publiera pourtant en annexe de *Cours nouveau* une lettre de dirigeants des jeunes, tous sympathisants de l'opposition : Fedorov et Daline, membres du comité central, André Chokhine, Alexandre Bezymenski, Dougatchev, trois des six membres du premier présidium des jeunes en 1918 et eux anciens secrétaires de Moscou, maintiennent leur position.

Ils sont l'exception : à Moscou, à Pétrograd, des responsables et des militants sont déplacés, affectés à des centaines ou des milliers de kilomètres : la menace seule fait plier plus d'un opposant, décide plus d'un hésitant. Comme l'opposition, dont Trotsky n'est d'ailleurs pas formellement membre, ne s'organise pas en fraction pour éviter de tomber sous le coup d'accusations d'indiscipline, l'appareil n'a pas de peine à isoler les délégués qui la représente et à les éliminer dans le système d'élections à plusieurs degrés ainsi, à Moscou, les partisans de l'opposition sont en majorité dans les cellules, ils ne sont plus que 36 % dans les conférences de district, 18 % à la conférence provinciale, où Préobrajenski obtient 61 voix contre 325 à Kamenev. Quoique l'opposition ait eu la majorité - peut-être grâce au « déplacement » de ses cadres - dans des centres comme Riazan-Penza, Kalouga, Simbirsk, Tchéliabinsk, quoiqu'elle fût en majorité dans au moins un tiers des cellules de l'armée rouge, et dans la presque totalité des cellules d'étudiants, elle n'aura finalement que trois délégués à la conférence nationale.

Seules des manipulations d'appareil ont pu réduire à ce point la représentation de l'opposition. La bataille est cependant pour elle un grave échec, par rapport à ses espérances initiales. Elle a, certes, triomphé chez les jeunes, particulièrement chez les étudiants - qui représentent à cette date une élite intellectuelle et militante d'origine ouvrière récente -, et répondu en cela au pronostic de Trotsky. Mais elle a échoué dans son effort principal en direction des ouvriers du parti, puisqu'à Moscou, où elle a le plus de voix, elle n'obtient la majorité que dans 67 cellules d'usine sur 346. On a proposé pour expliquer cet échec plusieurs interprétations, mis en relief l'absence, dans la plate-forme des 46, de tout appel à l'intérêt immédiat des ouvriers, souligné une probable impopularité de Trotsky dans certains secteurs ouvriers depuis la discussion sur les syndicats. Aucun de ces éléments ne peut être négligé - Staline savait ce qu'il faisait quand il traitait Trotsky de « patriarche des bureaucrates » -, aucun cependant n'est à lui seul plus satisfaisant que les explications simplistes qui recourent à l'habileté manœuvrière de Staline ou aux méthodes démagogiques de Zinoviev. Il semble qu'E.-H. Carr soit plus proche de la vérité quand il écrit : « L'incapacité de l'opposition à se fonder sur le prolétariat était un symptôme de la faiblesse, non seulement de l'opposition elle-même, mais aussi du prolétariat »⁴².

⁴¹ *Ibidem*, p. 61.

⁴² CARR. *Interregnum* p 328 .

C'est très vraisemblablement ce sentiment de l'inéluctabilité de la défaite à court terme qui explique l'abstention de Trotsky dans la phase finale de la bataille. Frappé de ce mal mystérieux qui ne cessera de l'accabler pendant ces années, il ne participe à aucune des réunions du parti en dehors du bureau politique et laisse à Préobrajenski, Piatakov et autres, capables et brillants, mais loin d'être des hommes de son envergure, le soin de défendre les thèses qui sont les siennes et celles des 46. Il accepte le 21 décembre le verdict des médecins du Kremlin qui lui prescrivent l'éloignement de Moscou et une cure de repos de deux mois, qu'il ira faire au bord de la mer Noire. Incontestablement, cette attitude contribue à affaiblir l'opposition. L'explication, en tout cas, en est difficile, et les hypothèses suggérées peu conformes au tempérament de luttreur de Trotsky, quand elles invoquent une hésitation devant le bien-fondé de la lutte ou un recul devant ses conséquences. La clef de son attitude est plus vraisemblablement à chercher dans un découragement face à des développements politiques imprévus, un sentiment d'impuissance en face d'un appareil aux ambitions et à l'efficacité en définitive insoupçonnés, un besoin de délai, de temps mort, pour un réexamen.

La XIII^e conférence.

Il est impossible d'affirmer que l'intervention de Trotsky avec toute sa vigueur aurait pu modifier le cours des choses dans les quelques semaines d'intense discussion, à partir de la mi-décembre, car sa demi-paralysie politique est, au fond, la conséquence logique de son refus de se battre depuis la maladie de Lénine et de son intervention presque contre son gré en octobre, de sa tactique de compromis au bureau politique lors du vote de la résolution du 5 décembre. Plusieurs semaines avant la conférence, en tout cas, les jeux sont faits : la presse ne publie désormais plus d'articles de l'opposition, mais les responsables se succèdent dans ses colonnes, affirmant leur détermination de faire prendre au parti un « cours nouveau », malgré les manœuvres des « déviationnistes », des « antiléningistes », des « mencheviks » et des « petit-bourgeois » dissimulés sous la bannière du « trotskysme ». La brochure *cours nouveau*, rassemblant les principales interventions de Trotsky, ne sera publiée que trop tard pour être utile dans la discussion et constituera mois un instrument pour l'opposition qu'une manifestation de la solidarité idéologique de Trotsky avec elle. Ce sont les principaux des 46 qui poursuivront donc seuls, dans le parti, une lutte commencée simultanément, mais jamais menée en commun.

Les débats de la conférence se dérouleront normalement. Dans la discussion sur les problèmes économiques, Préobrajenski intervient pour souligner la croissance alarmante du capital commercial et industriel privé. Piatakov, très brillant, reprend les thèses qui sont communes à Trotsky et aux 46 : le développement de l'industrie pose des problèmes qu'il est absurde de réduire à une discussion sur le rythme alors qu'il s'agit de diriger. L'instrument existe : c'est le plan d'Etat (Gosplan) qui doit permettre de cesser d'improviser en matière économique, en se basant sur une conception d'ensemble, de parfaire et de préciser les objectifs conformément aux conditions et aux ressources. C'est une erreur de croire que l'industrie étatique doit s'adapter spontanément au marché, sous prétexte que ce dernier se développe spontanément. La planification seule permettra d'adapter l'industrie et de lui rendre possible la conquête du marché : sans elle, la nationalisation deviendrait un obstacle au développement économique. Molotov, Kamenev, Mikoyan ironisent, qualifient d'utopiques ces projets de planification de l'industrie sur plusieurs années accusant l'opposition de vouloir faire prévaloir en matière économique des conceptions centralisatrices et bureaucratiques, et - éternelle accusation contre Trotsky et ses amis - de vouloir sacrifier la paysannerie au développement de l'industrie. L'issue du vote ne fait aucun doute.

La discussion sur les problèmes du parti est introduite par Staline. Il admet l'existence d'un certain bureaucratisme, résultant selon lui de la pression exercée par la bureaucratie d'Etat sur le parti, accrue par le bas niveau culturel du pays et les survivances psychologiques du communisme de guerre. Evoquant les discussions en sous-commission de la résolution sur la démocratie ouvrière, il déclare : « Je me souviens comment nous nous heurtâmes avec Trotsky, au sujet des groupements et des fractions. Trotsky ne s'opposait pas à l'interdiction des fractions, mais défendait résolument l'idée de l'admission de groupements dans le parti. C'est là la position de l'opposition. Ces gens ne semblent pas comprendre que par l'admission de la liberté des groupements, ils ouvrent la porte à des gens comme Miasnikov, leur permettent de tromper le parti en présentant une fraction comme un groupement. Car quelle est la différence entre un groupement et une fraction ? Seulement une différence d'aspect. [...] Si nous admettions les groupements, nous ruinerions le parti, nous le transformerions d'une organisation monolithique et compacte en une alliance de groupements et de fractions qui négocieraient entre elles et concluraient des alliances et des accords temporaires. Ce ne serait pas un parti, ce serait la fin du parti »⁴³. Pour lui, la bureaucratisation réelle a servi de prétexte à Trotsky pour intervenir en violant la discipline, avec son optique « anarcho-manchevique ». tenter de dresser le parti contre son appareil les jeunes contre les vieux, les étudiants contre les ouvriers. Il faut affermir l'unité du parti, la prémunir contre toutes les menaces, et, pour montrer la détermination des bolcheviks, inclure dans la résolution finale le point 7 de celle du X^e Congrès interdisant les fractions, qui donne au comité central les pouvoirs d'exclusion que l'on sait.

Préobrajenski intervient au nom de l'opposition, reprend tous les arguments déjà mis en avant, rappelle la vie intense du parti au temps de la démocratie ouvrière, proteste contre l'exhumation systématique des vieilles querelles et contre l'identification au « léninisme » de la cause des bureaucrates.

La réponse de Staline est plus vive que son rapport : l'interdiction des fractions a été votée au X^e Congrès, au temps où Lénine dirigeait le parti, le stage minimum imposé aux responsables, qui empêche de fait leur élection, a été décidé au XI^e Congrès, Lénine dirigeant le parti. Ce que Préobrajenski et ses amis demandent est une « modification de la ligne de conduite du parti étroitement attaché au léninisme ». Répondant à Préobrajenski, il exprime nettement le fond de sa pensée sur un point précis ; le fait est assez rare à l'époque pour mériter d'être noté. « En fait, s'écrie-t-il, à quoi aboutit Préobrajenski ? Il ne demande ni plus ni moins que de restituer à la vie du parti le caractère qu'elle avait en 1917 et 1918. A cette époque-là, le parti divisé en groupes et fractions était en proie à des luttes intestines, à un point dangereux de son histoire, placé devant une question de vie ou de mort. [...] Préobrajenski nous présente la vie du parti en 1917 et 1918 sous des couleurs idéales. Mais nous ne connaissons que trop bien cette période de la vie du parti, dont les difficultés allaient jusqu'à provoquer des crises

⁴³ Compte rendu sténographique, cité par Leites et Bernaut, *Ritual of Liquidation*, p. 64.

graves, Préobrajenski songe-il à rétablir cet état de choses, cet « état idéal : de notre parti ? »⁴⁴. En réalité, le parti est menacé par une coalition hétéroclite qui va de Trotsky, « le patriarche des bureaucrates », aux « antiléningistes de toujours » qui sont les Préobrajenski et les Sapronov.

La résolution finale constate que le parti a subi l'assaut d'un regroupement des petits cercles des anciennes oppositions cimenté autour de l'activité « fractionniste » de Trotsky. L'opposition a « donné comme mot d'ordre la destruction de l'appareil du parti en cherchant à reporter le centre de gravité de la lutte contre la bureaucratie de l'Etat dans le parti ». Ses positions sont condamnées comme un « abandon du léninisme », « reflétant objectivement la pression exercée par la petite bourgeoisie ». Elle fixe comme remèdes à la bureaucratisation reconnue le recrutement rapide de cent mille ouvriers d'usine, la réduction du nombre des étudiants membres du parti, l'amélioration de l'éducation des militants par l'enseignement systématique du « léninisme », le resserrement de la discipline, une sévérité accrue dans la répression des « activités fractionnelles. »⁴⁵.

La troïka a donc remporté finalement une victoire politique totale : l'appareil, en outre, a vigoureusement résisté au premier assaut sérieux. Que pensent les militants du parti ? Pour nombre d'entre eux, sans doute, il n'y a pas de problème : le parti continue, ayant surmonté une crise passagère. Certains sont troublés par les attaques lancées par de vieux-bolcheviks contre Trotsky, incarnation du parti depuis 1917, avec Lénine. Les plus cyniques et les plus démoralisés ont compté les coups dans la lutte pour le pouvoir qui s'est déroulé sous leurs yeux. Bien des *apparatchiki* ont, comme Kalinine, bonne conscience : ils ont eu l'impression que Trotsky, a frappé le parti dans le dos et que le parti s'est bien défendu.

Chez les partisans de l'opposition déferle une vague de découragement. Des militants se suicident : Loutovinov, le vieux-bolchevik, animateur de l'opposition ouvrière, Eugénie Bosch, militante d'avant-guerre, organisatrice du parti clandestin en Ukraine, pendant la guerre civile, Glatzmann, l'un des secrétaires de Trotsky, et plusieurs militants moins connus. D'autres paient, dans leur situation matérielle, une prise de position qu'a sanctionnée une mutation; certains se jurent bien d'être à l'avenir plus prudents. Pour le noyau de ceux qui restent persuadés d'avoir eu raison contre le parti, il ne peut être question de résister après le vote de la conférence : ce sont des militants disciplinés. Pourtant, la bataille politique qui vient de se dérouler a jeté un jour cru sur les progrès et la profondeur de la dégénérescence dont ils avaient souligné les symptômes. Pour la première fois dans l'histoire du parti, on s'est battu, non tant sur des principes des idées ou des problèmes tactiques que sur des questions de personne. Pour la première fois aussi, l'appareil est intervenu ouvertement, imposant par la menace et même la force sa discipline dans le vote. Pour eux tous cependant, un espoir subsiste : la guérison de Lénine, dont la personnalité et l'autorité peuvent renverser une situation toujours précaire dans un parti encore tout frémissant des coups que se sont portés les protagonistes du conflit sur le « cours nouveau ».

⁴⁴ *Corr. int.* n° 8, 1924, p. 70.

⁴⁵ Résolution de la XII^e conférence, *Bull. com.* n° 9, 1924, p. 238.

Chap. IX - L'INTERREGNE ET LA NOUVELLE OPPOSITION

Lénine meurt le 21 janvier 1924. Le problème de sa succession formelle est déjà réglé. Le pâle Rykov devient président du conseil des commissaires du peuple. Trotsky, toujours absent, sera prévenu trop tard pour revenir à temps. Ce sont les hommes de la troïka qui président aux cérémonies funèbres, prononcent les discours, célèbrent la mémoire du disparu. Staline, dernier orateur, énonce sur un rythme de litanies les « commandements » du défunt. Cette exaltation presque mystique, empreinte de réminiscences bibliques, plus proche de la tradition des papes que de l'enseignement de Marx, résonne curieusement dans la grande salle du congrès des soviets : une page est tournée.

Transformation du parti.

La campagne de recrutement d'ouvriers d'industrie décidée par la XIII^e conférence est placée sous le patronage du chef mort. La promotion « appel de Lénine » amènera en quelques mois, plus de deux cent mille nouveaux adhérents, augmentant finalement en un an l'effectif du parti de 50 %. Malgré son étiquette, la campagne consacre une rupture profonde avec les méthodes employées du vivant de Lénine. D'une part, il ne s'agit plus de l'adhésion enthousiaste et convaincue d'ouvriers gagnés par d'autres militants, ni même de celle d'ambitieux contraints par la force des choses de faire leurs preuves, et de démontrer capacité et dévouement, mais d'un recrutement quasi officiel, effectué dans le cadre des usines, sous la pression de secrétaires qui sont des autorités officielles et ne manquent pas de moyens de pression pour faire adhérer au parti unique des travailleurs avant tout préoccupés par leurs problèmes quotidiens et la nécessité de conserver leur emploi. Les nouveaux venus, d'autre part, ne sont pas ou sont peu instruits - ils forment le gros des 57 % d'illettrés que, selon Staline, le parti compte en mai 1924 - très éloignés, par conséquent, des problèmes politiques inexpérimentés et malléables.

Ils forment entre les mains de l'appareil une masse de manœuvre docile, se rangeant toujours derrière les dirigeants, de toute façon très éloignée de l'esprit révolutionnaire de l'ouvrier bolchevique, qui va noyer sous le nombre les militants rétif. En leur faveur, on lève les restrictions imposées par les congrès antérieurs : les nouveaux venus exerceront pleinement leurs droits de militants, voteront, occuperont des fonctions responsables, pourront être délégués au congrès sans qu'il soit tenu compte des durées de stage antérieurement exigées. On conçoit mieux quel atout ce flot d'adhérents nouveaux a pu constituer pour la manipulation des cellules et organismes responsables par les soins de l'appareil et du secrétaire général, lorsqu'on constate que le recrutement de l'Appel de Lénine s'est effectué parallèlement à une épuration qui a, cette fois, frappé les militants liés à l'opposition des 46. On comprend que Molotov ait pu affirmer dans ces conditions « Le développement du parti dans l'avenir sera sans aucun doute basé sur l'Appel de Lénine »¹.

Début du culte de Lénine et suppression du testament.

Les discours et les articles de deuil donnent le ton d'une nouvelle époque. Le congrès des soviets qui siège à la mort de Lénine débaptise Pétrograd, qui devient Léninegrad, fait du 21 janvier un jour anniversaire de deuil, décide d'ériger dans toutes les villes des monuments à sa mémoire, d'embaumer son corps et de le placer dans un mausolée sous les murs du Kremlin afin de permettre les pèlerinages devant la momie. Contre ces décisions surprenantes pour des révolutionnaires par leur inspiration quasi religieuse la seule voix de Kroupskaïa s'élèvera : « Ne permettez pas que votre deuil pour Illitch prenne des formes de révérence externe pour sa personne. N'élevez pas des monuments, ne donnez pas son nom à des palais, ne faites pas des cérémonies à sa mémoire ; il attachait si peu d'importance à tout cela, tout cela lui pesait tant. Souvenez-vous de la pauvreté [...] qu'il y a encore dans le pays. Si vous voulez honorer la mémoire de Vladimir Illitch, construisez des crèches, des jardins d'enfants, des maisons, des écoles, des bibliothèques, des centres médicaux, des hôpitaux, des hospices pour les infirmes, et surtout mettons ses principes en pratique »².

Tandis que Zinoviev, promu grand-prêtre, déclare « Lénine est mort, le léninisme est vivant »³, tandis que le comité central décide la création d'un nouvel organe le *Bolchevik*, destiné à résumer systématiquement le « léninisme » en propositions simples et accessibles à tous, il faut pourtant régler le problème du testament, dont Kroupskaïa estime qu'il doit être porté à la connaissance du parti, pour respecter la volonté du défunt. Il sera lu le 22 mai, à une séance du comité central élargie aux plus anciens militants, et y produit l'effet d'une bombe. Zinoviev vole aussitôt au secours de Staline que le texte, dans l'atmosphère d'adoration du mort, semble condamner sans rémission : « Le dernier mot d'Illitch est pour nous la loi suprême, [...] mais sur un point au moins les craintes de Lénine se sont révélées sans fondement. Je veux parler de celui qui concerne notre secrétaire général. Vous avez tous été témoins de notre travail en commun ces dernières années, et comme moi, avez été heureux de confirmer que les craintes d'Illitch ne s'étaient pas réalisées »⁴. Il propose, soutenu par Kamenev, de maintenir Staline au poste dont Lénine voulait le chasser. Aucune opposition ne se manifeste. La suite allait de soi malgré Kroupskaïa qui voulait la lecture au congrès, par quelque 30 voix contre 10 le comité central décide de garder le « testament » secret et de ne le communiquer qu'aux chefs des délégations du congrès. Trotsky s'est tû d'un bout à l'autre de la réunion : son silence va, pour des années, en faire le complice des faussaires. Pour la deuxième fois, son abstention sauve Staline et ceux qui, défiant Lénine et dissimulant ses dernières volontés montrent que leur maintien au pouvoir prime chez eux les autres préoccupations. Elle éclaire, en tout cas, son abstention ultérieure : pour Trotsky, le parti reste le parti et ceux qui le dirigent doivent, quels que soient leurs errements, être ménagés, dans l'intérêt même du parti.

¹ Cité par CARR, *Interregnum*, p. 356.

² *Pravda*, 30 janvier 1924.

³ *Ibidem*.

⁴ DANIEL, *Conscience*, p. 239, d'après Bajanov.

Le XIII^e congrès.

Le danger du testament écarté, le XIII^e congrès, qui se tient à partir du 23 mai, sera pour les vainqueurs du jour une répétition sur une plus grande échelle et avec plus d'éclat de la XIII^e conférence. Zinoviev, le premier aborde la question du conflit sur le cours nouveau dans un long discours d'ouverture et une nouvelle charge contre l'opposition et une autoglorification des dirigeants qui ont surmonté la crise et déjoué la manœuvre visant, par son comité central, à affaiblir, le parti. Encouragé sans doute par le silence de Trotsky sur l'affaire du testament, il affirme que la controverse a montré qu'il était « maintenant mille fois plus nécessaire que jamais que le parti soit monolithique ». Il reprend réquisitoire contre Trotsky et va jusqu'à demander à l'opposition une rétractation publique et la reconnaissance de ses erreurs : « Le pas le plus sensible et le plus digne d'un bolchevik que l'opposition pourrait faire, s'écrie-t-il, serait de venir à la tribune du congrès et de dire : J'ai commis une erreur et le parti avait raison »⁵.

Cette prétention, sans précédent dans l'histoire des bolcheviks, provoque quelque émotion parmi les délégués. Kroupskaïa, dont l'autorité morale en tant que, veuve et collaboratrice de Lénine est grande, montera à la tribune pour dire qu'elle est « psychologiquement inacceptable ». Elle fournira à Trotsky l'occasion d'une réponse simple et digne, souvent interprétée à contresens par les historiens qui veulent y voir plus qu'une affirmation de militant discipliné : « Rien ne pourrait être plus facile que de dire devant le parti : « Toutes mes critiques, et toutes mes déclarations, tous mes avertissements, toutes mes protestations, tout cela n'a été qu'une erreur d'un bout à l'autre. » Mais, camarades, je ne le pense pas. [...] Les Anglais ont coutume de dire « Right or wrong, my country. » Nous pouvons dire avec une bien plus grande justification : qu'il ait raison ou tort, sur certaines questions ou à certains moments, c'est mon parti. » Et il répète ce qui déjà imprégnait les pages de *Cours nouveau* : « En dernier ressort, le parti a toujours raison, parce qu'il est l'unique instrument historique que la classe ouvrière possède pour résoudre ses problèmes. [...] On ne peut avoir raison qu'avec son parti et à travers lui parce que l'histoire n'a pas encore créé un autre moyen pour avoir raison »⁶. Battu, il s'incline, mais ne désespère pas de convaincre. En fait, il maintient qu'il a raison, et, en reprenant tous les arguments développés avant la XIII^e conférence, tiendra pourtant à se distinguer des 46 en précisant qu'il est hostile aux groupes dans le parti parce qu'il serait difficile de ne pas les assimiler à des fractions. Préobrajenski montera aussi à la tribune pour protester contre le fait que l'épuration a surtout frappé des opposants et contester - ce que Trotsky n'a pas fait - l'utilisation par le comité central du succès de la promotion Appel de Lénine, car ci c'est faire preuve d'un inadmissible optimisme que de prétendre que cette entrée, d'ouvriers dans le parti confirme et approuve tout ce que nous avons fait en matière de politique interne, y compris les perversions bureaucratiques »⁷.

Le congrès, dans plusieurs résolutions, approuve les décisions de la XIII^e Conférence et la ligne du comité central, renouvelle la condamnation de l'opposition que *Bolchevik* quelques jours plus tard taxera encore de « demi-menchevisme intérieur, quart de menchevisme, mille fois dangereux que le menchevisme cent pour cent, le vrai menchevisme » au moment où il faut une « unité bolchevique à cent pour cent »⁸.

La « bolchevisation » de l'Internationale.

C'est en 1924, selon l'histoire officielle, que l'Internationale a été « bolchevisée ». Entre 1919 et 1921, elle est construite sur la perspective de luttes révolutionnaires immédiates pouvant aboutir à brève échéance à la prise du pouvoir dans plusieurs pays. Ainsi s'expliquent les vingt et une conditions imposées aux partis pour leur adhésion et les statuts qui visent à en faire un parti mondial centralisé, un « parti bolchevique international ». Seul Lénine s'inquiète de cette russification : cette organisation, artificiellement imposée à des partis qui n'ont ni l'expérience ni la tradition des révolutionnaires russes, risque de freiner leur développement. Les délégués du III^e congrès de l'Internationale communiste ne le suivent pas : ils ne l'avaient pas non plus suivi au II^e congrès, lorsque, rappelant la trop grande influence des socialistes allemands dans la II^e Internationale, il avait proposé d'installer le siège de l'exécutif à Berlin, afin de réduire l'influence des dirigeants russes.

En fait, c'est le contraire qui se produit, de son vivant même. Les partis communistes, petites sectes comme le parti anglais, grands partis de type sociale-démocrate comme le parti italien ou le parti français, n'ont ni expérience des luttes, ni dirigeants capables de tenir tête aux dirigeants russes. Le parti communiste allemand, après l'assassinat de Liebknecht et Rosa Luxembourg, est divisé en plusieurs tendances violemment opposées. Son ex-secrétaire, Paul Levi, est exclu en 1921, pour avoir publiquement condamné l'action insurrectionnelle de mars. Lénine fait tout son possible pour le conserver dans le parti afin d'éviter la scission et, après son exclusion, il écrit aux communistes allemands, qu'il a « seulement perdu la tête »⁹.

Mais avec Lénine disparaît de l'Internationale le souci d'éduquer et d'associer. Zinoviev, sous le prétexte de « bolcheviser » les partis communistes, va en faire des organisations serviles, dépendant entièrement de l'exécutif. Alfred Rosmer, témoin et acteur écrit : « Au moyen d'émissaires qu'il dépêchait dans les sections, il supprimait, dès avant le congrès, toute opposition. Partout où des résistances se manifestaient, les moyens les plus variés étaient employés pour les réduire ; c'était une guerre d'usure où les ouvriers étaient battus d'avance par les fonctionnaires qui, ayant tout loisir, imposaient d'interminables débats ; de guerre lasse, tous ceux qui s'étaient permis une critique et qu'on accablait du poids de l'internationale cédaient provisoirement, ou s'en allaient »¹⁰.

Après la défaite de Trotsky, tous ceux qui l'ont défendu sont frappés. Boris Souvarine, l'un des fondateurs du communisme français, est exclu de la direction, puis du parti, pour avoir traduit et publié *Cours nouveau*. Brandler, rendu seul responsable de la défaite allemande, est écarté de la direction du parti communiste allemand. Les dirigeants communistes

⁵ Cité par CARR, *Interregnum*, p. 361.

⁶ *Bull. com.* N° 77, 1924, pp. 639-642.

⁷ Cité par DANIEL, *Conscience*, p. 238.

⁸ *Bolchevik*, 5 juin 24, cité par SORLIN, *op. cit.*, p. 162.

⁹ « Lettre aux camarades allemands », *Bull. com.* n° 57, 1921, p. 960.

¹⁰ Rosmer, *op. cit.*, pp. 287-288.

polonais Warski, Walecki et Wera Kostrzewa sont écartés pour avoir protesté contre les attaques dirigées contre Trotsky. Au V^e congrès, Zinoviev promet de leur « casser les reins ». Répondant à Staline le 3 juillet 1924, Wera Kostrzewa accuse : « Nous sommes contre la création à l'intérieur du parti d'une atmosphère de lutte permanente, de tension, d'acharnement les uns contre les autres. [...] Je suis persuadée qu'avec votre système vous allez discréditer tous les dirigeants du parti, les uns après les autres, et j'ai peur qu'au moment décisif le prolétariat n'ait plus à sa tête d'hommes éprouvés. La direction de la révolution pourrait tomber entre les mains de carriéristes, de « chefs saisonniers » et d'aventuriers »¹¹.

Mais le ton, au V^e congrès, est donné par une autre militante, la jeune Allemande Ruth Fischer. Eloquente et ardente, mais sans aucune expérience de la lutte des classes, compagne de Maslow, militant allemand d'origine russe, porte-parole de la gauche en 1923, elle a été imposée à la tête du parti communiste allemand par Zinoviev à la place de la vieille garde des militants de la ligue Spartacus condamnés comme « droitiers ». Elle incarne la tendance « bolchevisante », dénonce comme « liquidateurs mencheviques » Trotsky, Radek et Brandler et réclame la transformation de l'internationale en « parti bolchevique mondial » monolithique d'où seraient exclus tous conflits de tendance. Ce programme est, en fait, déjà aux trois quarts réalisé. La subordination définitive à Moscou des partis communistes a été possible seulement parce que ce parti bolchevique conserve aux yeux des ouvriers avancés le prestige révolutionnaire du vainqueur d'octobre. Wera Kostrzewa reflète le sentiment de bien des communistes quand elle affirme, à la fin de son intervention, à l'adresse de Zinoviev et Staline : « Vous savez qu'il nous est impossible de lutter contre vous. Si demain, vous demandiez aux ouvriers polonais de choisir entre nous et l'Internationale Communiste, vous savez très bien que nous serions les derniers à leur dire de vous suivre »¹². La pseudo-bolchevisation, tuant esprit critique et pensée communiste indépendante, anéantit ainsi toute chance de faire des partis de l'Internationale des partis capables de jouer le rôle joué en Russie par le parti bolchevique.

Leçons d'Octobre et la deuxième campagne contre Trotsky.

Militant discipliné, acceptant pour le moment de s'incliner et de taire, Trotsky reste inquiétant pour la troïka. Le *Bolchevik* du 5 Juin ne dissimule pas son irritation à propos du « discours en caoutchouc » qu'il a tenu au XIII^e congrès. Elle n'a cependant pas intérêt à le provoquer et, du moment qu'il accepte de se taire sur les problèmes politiques essentiels, s'attache à ne pas le faire. Pourtant, Trotsky n'est pas décidé il se laisser enterrer sous la calomnie. Une occasion de s'expliquer lui est offerte avec la publication, depuis longtemps prévue, du volume III de ses *Ecrits* et discours aux Editions d'Etat, consacré précisément à l'année 1917. Ces textes sont, évidemment, irréfutables en eux-mêmes et donnent à Trotsky la place qui fut la sienne au cours de la révolution, le premier après Lénine, comme il consentait il l'admettre, sinon le premier avec lui. Mais l'histoire, pour le militant et combattant impénitent, n'a de valeur que si elle est comprise, expliquée, que si elle sert d'instrument pour transformer le monde, pour le troisième volume de ses œuvres, Trotsky écrira une étude qui est l'équivalent d'une épaisse brochure, dans laquelle il reprend, à propos d'Octobre, les « leçons » qui lui paraissent essentielles et dans laquelle il regroupe les idées principales défendues par lui sur le rôle du parti dans la révolution à plusieurs reprises et notamment au cours de l'année 1923. Du terrain solide, irréfutable, que constitue le passé et que lui fournissent les textes publiés par les Editions d'Etat, il entend faire un tremplin pour tout le parti, pour la compréhension de l'étape qui vient à peine de commencer, pour l'avenir.

Les pages denses de la préface intitulées « *Leçons d'Octobre* » brossent d'abord un tableau d'ensemble de l'histoire du parti bolchevique. Trotsky y distingue trois périodes : La période préparatoire, avant 1917, l'époque révolutionnaire, 1917, l'ère post-révolutionnaire. Des trois - et ce n'est pas seulement parce que Trotsky y fut l'incarnation du bolchevisme consacré par l'expression courante à l'époque du « parti de Lénine et Trotsky » -, c'est évidemment la deuxième qu'il juge l'époque décisive : elle fut pour le parti l'épreuve par excellence, sa justification historique. Or l'histoire, telle qu'elle ressort des documents et des écrits et discours de Trotsky comme de tout autre, fait apparaître au cours de l'année deux crises au sein du parti : celle d'avril où la majorité des cadres bolcheviques orientés vers la conciliation avec les mencheviks et l'adaptation à une république démocratique se cabrent sous les coups que donne Lénine, dictant, avec l'appui de l'avant-garde ouvrière, la nouvelle orientation, - et celle d'octobre où Zinoviev, Kamenev et une partie de l'état-major bolchevique ne cèderont à Lénine que parce qu'il a su rallier l'assentiment des larges masses et leur démontrer dans l'action et le succès la justesse de son point de vue. La « leçon » est d'importance : c'est l'autorité de Lénine et son sens des mouvements sociaux profonds qui ont pu seuls venir à bout, lors de l'épreuve décisive, de la vieille garde bolchevique qui se prétend aujourd'hui gardienne de la tradition. Trotsky souligne que Zinoviev, ni Kamenev n'ont pas le moindre titre à se prévaloir du « léninisme » dans la mesure où, au cours de circonstances décisives, à la veille notamment de la prise du pouvoir, ce mur où l'on voit le maçon révolutionnaire, ils ont pris position contre Lénine, que lui, Trotsky, dont le passé n'était pas bolchevique, épaulait sans restriction.

D'octobre 17, il passe à octobre 23, rappelle à grands traits la situation en Allemagne l'année précédente, les hésitations du parti communiste allemand, qui laisse passer le moment favorable et s'effondre sans combat. Ce que l'Octobre russe a démontré de façon positive, l'Octobre allemand l'a confirmé de façon négative : or ce sont les mêmes dirigeants du parti qui ont la responsabilité de l'Internationale - que Zinoviev préside - et, avec elle, de l'échec de la révolution allemande : ils ont eu, quand il fallait tourner et marcher hardiment au pouvoir, le même réflexe conservateur que six ans plus tôt en Russie. La classe ouvrière allemande, dans une situation objective favorable, avait un parti communiste, elle n'avait pas, ni à l'échelon national, ni à celui de l'Internationale, une direction à la hauteur de celle de Lénine, et c'est pourquoi elle a été battue.

L'attaque est dévastatrice : profondément étayée par l'histoire et la réalité contemporaines, elle est d'une solidité à toute épreuve. Pourtant, en mettant l'accent sur le rôle de la direction, à son sommet le plus élevé, elle minimise aux yeux de bien des militants le rôle du parti lui-même. Enfin, répondant aux « révélations » de la troïka sur le passé menchevique de Trotsky par ce qui est en réalité une « révélation » sur le passé « conciliateur » de Zinoviev et Kamenev, elle semble une querelle

¹¹ Cité par K. S. KAROL, *Visa pour la Pologne*, pp. 45-46.

¹² *Ibidem*, p. 46.

personnelle, un déballage de linge sale, qui, finalement, contribuera à discréditer tous les protagonistes, acharnés ainsi à se démolir réciproquement leurs légendes de bolcheviks de fer, lieutenants fidèles de Lénine.

La parution du livre, avec sa préface inédite, est annoncée par la *Pravda* dès le 12 octobre. Ainsi que l'ont souligné Pierre et Irène Sorlin dans leur minutieux examen de la presse, il faut attendre le 2 novembre pour qu'un article, « Comment ne pas écrire l'histoire d'Octobre »¹³, parle de nouveau d'un livre que tous les militants connaissent. Les journaux, à partir du 12 novembre, sont remplis de lettres et de motions de protestations d'organisation locales dont on peut à bon droit supposer qu'elles ont été téléguidées par l'appareil, ce qui explique parfaitement leur nombre, leur simultanéité, ainsi que le délai de réaction, incompréhensible autrement.

En tout cas, la campagne qui se déclenche sera d'une extraordinaire violence. Nous nous contenterons d'une énumération sommaire des articles des chefs de file consacrés à la préface pendant ces quelques semaines, 18 novembre – « Léninisme ou trotskysme » par Kamenev¹⁴, 19 novembre « Trotskysme ou léninisme » par Staline¹⁵, 30 novembre « Bolchevisme ou trotskysme » par Zinoviev¹⁶. Tous ces articles accusent Trotsky de « révisionnisme », de tentative de « liquidation du léninisme ». Puis viennent les articles contre la « révolution permanente ». Kamenev, de nouveau le 10 décembre, Boukharine le 12, Staline le 20, une de ses premières incursions dans la théorie, concluant, dans son style si particulier. « Ce n'est pas avec des discours mielleux et une diplomatie pourrie que l'on cachera l'abîme béant qui sépare la théorie de la « révolution permanente » du léninisme. »

Ce sont là les grosses bombes. Mais Trotsky est pilonné de tous côtés, avec la puissance de feu que permet le contrôle de l'appareil sur la presse, l'utilisation systématique de tous les documents existant dans les archives, l'exhumation dans les polémiques du temps passé - qui n'en manquent pas - et l'exhibition sans explication, hors du contexte qui était de leur, des formules les plus tranchantes : le lecteur de la *Pravda* apprendra au même instant que Lénine traitait Trotsky de « cochon », tandis que ce dernier faisait confiance de ses griefs contre Lénine au menchevik Tchkeidzé. Des textes bien choisis, des citations bien découpées peuvent donner l'impression que Trotsky fut l'antibochevik de toujours, l'adversaire irréductible de Lénine. Même celui qui n'a pas oublié 1917 peut plier sous le poids des ligues : peu importe que Zinoviev et Kamenev aient été traités de « jaunes » et Staline de « argousin », puisqu'on ne répète pas la première affirmation et qu'on ignore la seconde. Le membre ordinaire du parti pour qui 1917 n'était, dans le meilleur des cas, qu'une glorieuse légende, admet, non sans amertume par fois, le rôle du méchant Trotsky sans croire vraiment aux mérites du bon Zinoviev. Dans la troïka, le discret Staline est le moins éclaboussé, son rôle mineur avant et pendant 1917 lui permettant d'échapper au discrédit qui frappe les autres premiers rôles.

À la fin de la guerre civile, Lénine avait - croyait-il - définitivement blanchi Zinoviev et Kamenev en écrivant dans *L'Internationale communiste* : « Immédiatement avant la révolution d'octobre et aussitôt après un certain nombre d'excellents communistes en Russie ont commis une erreur que chacun s'en voudrait de mentionner aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que, à moins que ce ne soit absolument nécessaire, il est faux de rappeler des erreurs qui sont entièrement rectifiées »¹⁷. Une seule voix s'élève aujourd'hui pour faire entendre un point de vue marqué du souci de conserver tous les cadres précieux, et qui avait amené Lénine lui-même aussi bien à accueillir comme son égal ce « cochon » de Trotsky que garder à ses côtés les « jaunes » Zinoviev et Kamenev. Kroupskaïa dit en effet le 16 décembre qu'« elle ne sait si le camarade Trotsky est coupable de tous les péchés mortels dont on l'accuse, non sans intention polémique », rappelle sa participation réelle à 1917 et ce que le parti lui doit, mais conclut en disant que « quand un camarade comme Trotsky prend, inconsciemment peut-être le chemin de la révision du léninisme, le parti a son mot à dire »¹⁸. Une lettre de Trotsky, publiée dans la *Pravda* du 20, rappelle que son livre constitue simplement le développement d'idées fréquemment exprimées par lui auparavant et qui ne lui ont jamais valu de telles attaques¹⁹.

À longueur de colonnes, le secrétariat, par tous les organes, écoles, instructeurs, orateurs, propagandistes, forge le « trotskysme ». Trotsky a, de tous temps, sous-estimé le rôle du parti et défendu, depuis 1903, des conceptions qui sapent ses fondements et en font le « porte-parole des influences petites-bourgeoises ». En même temps il a toujours sous-estimé la paysannerie et défendu une politique risquant de briser l'alliance entre ouvriers et paysans. Tous ses désaccords avec Lénine dans le passé, sur le parti avant-guerre, sur Brest-Litovsk, sur les syndicats, s'expliquent par ces deux vices. C'est en raison des mêmes déviations qu'il prône la planification, méthode d'autocrate, l'industrialisation au détriment des paysans, et qu'il s'efforce de détruire de l'intérieur la direction qui l'a démasqué. Ainsi développé, le « léninisme » n'est plus qu'un alibi justifiant la politique présente, la main de fer dans le parti et les concessions aux paysans.

Il faut éduquer le parti. Une résolution du comité central du 17 janvier 1925 décide de « continuer le travail pour dévoiler le caractère antibolchevique du trotskysme » et « introduire dans les programmes de l'enseignement politique l'explication de son caractère petit-bourgeois »²⁰. La révision de l'histoire elle-même est proche. Pour le présent, ayant par ses attaques donné aux « éléments anti-soviétiques et chancelants » le « signal du regroupement contre la politique du parti », est avisé que « l'appartenance au parti bolchevique exige une subordination effective et non seulement verbale à la discipline et un renoncement total et sans réticence à toute lutte contre le léninisme », autrement dit à toute opposition. Sa place n'est plus au commissariat à la guerre et au comité révolutionnaire de guerre : sur sa demande, il est libéré de ses fonctions. Seule l'opposition de Staline, circonspect vis-à-vis de ses alliés, empêche Zinoviev et Kamenev d'obtenir son exclusion, que les jeunes communistes de Léninegrad vont réclamer à grands cris.

¹³ *Cahiers du bolchevisme* n° 1, 1924, pp. 12-13.

¹⁴ *Ibidem*, n° 5, pp. 296-312 et n° 6, pp. 375-395.

¹⁵ *Ibidem*, n° 7, pp. 450-463.

¹⁶ *Ibidem*, n° 7, pp. 464-471 et n° 8, pp. 529-543.

¹⁷ *Int. com.* 20 décembre 1921.

¹⁸ Lettre de Kroupskaïa, *Corr. Int.* N° 1, 7 janvier 1925, pp. 4-5.

¹⁹ *Cahiers du bolchevisme* n° 12, pp. 751-753.

²⁰ *Ibidem*, n° 12, pp. 753-759.

Les difficultés de la Nep.

L'élimination de Trotsky du gouvernement en 1925 n'est en somme que la conséquence ultime de la défaite de l'opposition de 1923. Mais de nouvelles difficultés vont provoquer de nouveaux conflits. La direction, en 1923 et 1924, a maintenu la Nep : c'est dans le développement de ses conséquences que se trouve la racine de nouvelles oppositions.

La Russie de 1925 est certes sortie de la période de crise qui avait culminé en été 1923. Elle travaille, les champs sont cultivés, les usines tournent, les trains roulent, le commerce est actif. Aucune illusion cependant n'est possible. L'agriculture est toujours aussi arriérée. Aucune industrie lourde n'a été véritablement remise en route. La prospérité du commerce privé ne dissimule pas la médiocrité du niveau de vie général auquel elle contribue, puisque les 900 millions de roubles de capitaux placés dans le commerce privé rapportent annuellement 400 millions d'intérêts. La lutte de classes continue : le paysan, certes, se nourrit, lui et sa famille, mais il est pratiquement privé de tout produit industriel, dont le prix est le double d'avant-guerre, alors que sa production à lui a gardé la même valeur, alors aussi que l'ouvrier gagne et mange moins qu'avant-guerre.

Si des oppositions sociales se dessinent dans les villes entre d'une part commerçants et nepmen enrichis, administrateurs rouges et spécialistes, et, d'autre part les ouvriers, elles ne sont pas moindres dans les campagnes. Environ 3 à 4 % des paysans, les koulaks, des paysans aisés, sont les véritables bénéficiaires de la Nep et de la réapparition du marché ; ils détiennent la moitié des terres ensemencées, 60 % des machines et sont pratiquement les seuls à profiter de la vente du surplus de leur récolte : 2 % des koulaks les plus riches fournissent 60 % des produits jetés sur le marché. L'écart se creuse entre eux et les paysans pauvres ou moyens, qui dépendent d'eux : ce sont aux koulaks en effet, qu'appartiennent 75 % des 7 millions, 7 d'hectares de terres illégalement louées par des paysans pauvres ou moyens qui ont cherché d'autres ressources ; ce sont eux qui emploient les 3 500 000 salariés agricoles et les 1 600 000 journaliers qui perçoivent des salaires inférieurs de presque 40 % à ceux que versaient avant-guerre les grands propriétaires²¹. Le paysan pauvre, toujours écrasé par l'usure, puisqu'il paie quatre fois plus d'intérêts pour ses dettes que d'impôts, est entièrement sous sa dépendance, d'autant que le parti, de crainte des réactions des koulaks, freine ou empêche la formation des syndicats de paysans pauvres qui avaient été l'un des axes de la politique dit communisme de guerre. La conséquence la plus grave de l'accroissement de la puissance du koulak est qu'il peut en définitive peser sur le marché et menacer tout l'équilibre économique en ralentissant ou en suspendant à son gré la livraison de ses surplus. Ses intérêts immédiats, ou, si l'on veut, ses tendances capitalistes, risquent à chaque instant de provoquer un heurt avec le régime ou, au moins, un nouveau recul de sa part. En 1925, la baisse des livraisons provoque une crise, de subsistance, oblige le gouvernement à arrêter l'exportation de grains, et faute de pouvoir les payer, à annuler les commandes de machines et de matières premières destinées à l'industrie. Le koulak ralentit ainsi l'industrialisation, en la subordonnant à ses exigences propres. Personne ne songe à revenir aux méthodes du communisme de guerre. La question, pourtant, est posée : l'industrialisation doit-elle dépendre exclusivement de la satisfaction des revendications du paysan aisé ?

Ce sera l'objet, entre autres, d'un débat de haut niveau théorique entre deux des esprits les plus distingués, des économistes les plus brillants du parti, Boukharine et Préobrajenski, les anciens coauteurs de l'*A.B.C. du communisme*, anciens communistes de gauche dont les opinions, depuis 1923, divergent à l'extrême.

Les thèses de Préobrajenski.

L'œuvre d'Eugène Préobrajenski est encore pratiquement inconnue aujourd'hui : le premier volume de sa grande œuvre sur *l'Economie nouvelle* a seul paru et n'a jamais été traduit du russe avant sa mise au pilon. Il s'agit pourtant d'une tentative du plus grand intérêt, dont les analyses et les conclusions fournissent les bases de toute étude sur le développement d'une économie, de type socialiste en pays sous-développé, puisque, l'ambition, du chercheur et du savant qu'était Préobrajenski l'a conduit à tenter d'appliquer à l'économie soviétique les « catégories » du *Capital*.

Son analyse part de la situation de l'économie soviétique, où un Etat ouvrier, dirigeant une industrie nationalisée, s'efforce de développer une économie moderne dans le cadre d'un pays arriéré. De façon générale, il pense que la victoire de la révolution dans un pays arriéré et isolé, ou même dans un groupe de pays qui n'auraient pas atteint le développement économique maximum, en l'occurrence les Etats-Unis, crée une situation extrêmement critique du fait que le pays, après la révolution, perd les avantages qu'offre le système capitaliste pour son développement économique, sans avoir pour autant la possibilité immédiate, faute de bases, de profiter des avantages du système socialiste. C'est ainsi que le paysan moyen et surtout le koulak, déchargé du fardeau des taxes de l'ancien régime, peut se permettre de diminuer ses livraisons et d'augmenter ses prêts au paysan pauvre ou sa propre consommation, dans la mesure où l'industrie ne lui offre pas, ou seulement à des prix prohibitifs, les produits qui pourraient l'inciter à vendre. Cette « période de transition » est extrêmement dangereuse du fait de l'infériorité où se trouve le pays qui a fait sa révolution dans la compétition avec le « capitalisme des monopoles » : c'est ainsi que la Russie voit son marché lié à une industrie technologiquement arriérée, alors qu'elle vend les produits de son agriculture au prix du marché mondial, payant deux fois ce qu'elle accumule pour investir. Cette période est donc pour Préobrajenski « la période la plus critique du développement de l'Etat socialiste ». Il précise : « C'est une question de vie ou de mort que nous franchissions cette période de transition aussi vite que possible pour atteindre le point où le système socialiste produit tous ses avantages »²² : face à la menace d'une alliance entre le koulak russe et le capitalisme international, il constate que les Russes construisent le socialisme « dans un répit entre deux batailles ».

La tâche de l'économiste est donc d'analyser les lois du développement économique de la période de transition, loi qui sont des « forces objectives » comparables aux lois économiques qui régissent le capitalisme et qui peuvent, elles, fonctionner indépendamment de la conscience que les hommes en ont comme l'expression du système. La première est que pour lutter contre le capitalisme des monopoles, le système socialiste doit pratiquer le « monopolisme socialiste », soit une extrême

²¹ Victor SERGE, *Vers l'industrialisation*, pp. 486-487.

²² Cité par DEUTSCHER, *The prophet unarmed*, p.135.

concentration de l'autorité économique étatique sur l'industrie et le commerce extérieur : en Russie, il est imposé par la nécessité absolue de mettre fin au surpeuplement rural qui permet en fait le chantage que les koulaks exercent sur l'Etat en boycottant l'industrie, comme par celle de créer, avec l'équipement du pays, la « nouvelle base technologique » qui seule peut permettre un développement de toute l'économie. Il impose « la concentration de toutes les grosses industries du pays entre les mains d'un seul trust, c'est-à-dire de l'Etat ouvrier »²³ afin de mener, sur la base d'un monopole, une politique des prix qui permette d'en faire une « autre forme de taxation de la production privée ». Ce monopolisme s'imposera inéluctablement, quelles que soient les réticences des dirigeants à son sujet : « La structure actuelle de notre économie nationaliste se révèle souvent plus progressive que notre système de direction économique »²⁴. Malgré leurs résistances, le développement des forces productives par l'intermédiaire de l'industrie monopoliste d'Etat se fera sous le signe de ce que Préobrajenski appelle la « loi de l'accumulation socialiste primitive » : nous vivons sous le talon de fer de la loi de l'accumulation socialiste primitive »²⁵.

Le terme - emprunté, par Préobrajenski à Sapronov et déjà utilisé par Trotsky en 1922 - est devenu en quelque sorte la clef de voûte du système d'idées prêté à Préobrajenski, et n'a pas toujours été exactement compris. Employé par référence à l'« accumulation capitaliste primitive » dont Marx avait décrit le fonctionnement dans les premiers temps du système capitaliste, il signifie qu'un pays arriéré ne peut s'industrialiser rapidement par les seules forces d'une industrie d'Etat, mais doit avoir recours à une accumulation obtenue aux dépens des fonds normalement consacrés aux salaires et aux revenus du secteur privé. La loi d'accumulation socialiste primitive contraint donc l'Etat ouvrier à « exploiter » - au sens économique du terme - verser un salaire inférieur à la valeur produite - la paysannerie, à donner priorité à l'industrie lourde dans les plans et, contrairement à ce qui se fera dans la période socialiste de l'avenir, à diriger l'économie du point de vue, non du consommateur, mais du producteur.

Bien entendu, le fonctionnement de la loi en période de transition - que Préobrajenski estimait à vingt ans en cas de victoire révolutionnaire en Europe occidentale - entraîne des conséquences qui sont en contradiction avec la tendance générale du développement. L'« exploitation » de la paysannerie, signifiant que les revenus paysans croissent inévitablement moins vite que ceux des autres salariés, ne peut manquer de provoquer une opposition politique qu'il faut surmonter par le développement d'exploitations coopératives et une politique fiscale bien dosée. La centralisation de l'économie aboutira à la création d'un énorme appareil « monopoliste » à tendances parasitaires, jouant à son tour le rôle de frein au développement général, créant une couche de privilégiés, administrateurs et techniciens s'élevant socialement au-dessus des travailleurs. De façon générale, l'économie de transition est génératrice d'inégalité sociale, les privilèges ne disparaissant définitivement qu'avec l'épanouissement maximum des forces productives et l'abolition de toute distinction entre travail manuel et intellectuel. Le marxiste conscient des « lois objectives » doit hâter ce développement par l'action politique du parti, organisation de la classe ouvrière. En Préobrajenski, le savant et l'économiste cédait ici la place au politique et au militant, leader de l'opposition, pour souligner que les tendances parasitaires de l'appareil monopoliste et la prédominance du point de vue du producteur, agissant sous leur propre poids, doivent être corrigées par l'action ouvrière s'exerçant du point de vue du consommateur, ce qui suppose évidemment l'existence d'une réelle démocratie ouvrière et la garantie aux ouvriers des moyens de leur défense contre l'Etat. De façon plus générale, l'ensemble des contradictions conduit Préobrajenski à conclure : « Notre développement vers le socialisme est confronté avec la nécessité de mettre fin à notre isolement socialiste pour des raisons qui ne sont pas seulement politiques mais économiques, et de chercher à l'avenir un soutien dans les ressources matérielles d'autres pays socialistes »²⁶.

Le point de vue de Boukharine.

C'est Boukharine qui sera le principal adversaire de la thèse de Préobrajenski, qu'il qualifie d'emblée de « monstrueuse », la prétendue loi de l'accumulation socialiste primitive, justification de l'exploitation de la paysannerie, risquant de mener à la rupture de l'alliance ouvriers-paysans et ne servant en définitive, à ses yeux, qu'à justifier, au travers de la centralisation de l'appareil économique d'Etat, l'apparition, à partir du prolétariat, d'une nouvelle classe d'exploiteurs. C'est que l'ancien prophète de la révolution européenne a perdu, il l'a avoué, une partie de ses illusions avec la faillite du communisme de guerre. Deutscher dit qu'il découvrit brusquement que « le bolchevisme restait seul avec la paysannerie russe » et qu'il se tourna vers les paysans « avec la même ferveur, le même espoir, la même capacité d'idéalisme avec lesquelles il avait jusque-là considéré le prolétariat européen »²⁷. Cette séduisante explication recouvre sans doute la manière d'être de Boukharine. Mais ses motifs profonds ont leur racine dans une analyse qu'on a pu - les deux hommes ne s'en sont pas privés - opposer presque point par point à celle de Préobrajenski.

La faillite du communisme de guerre comporte une dure leçon, à ses yeux : il vaut mieux, ainsi que le dit Erlich résumant sa pensée, « élever les poules aux œufs d'or que les tuer » : « En utilisant l'initiative économique des paysans, petits-bourgeois et même bourgeois, en tolérant en conséquence l'accumulation privée, nous les mettons objectivement au service de l'industrie socialiste d'Etat et de l'économie dans son ensemble; c'est là la signification de la Nep »²⁸. Avec le communisme de guerre a été condamnée la conception totalitaire de la planification. Désormais, « nous occupons les postes de commande et tenons fermement les positions-clés ; et alors notre économie d'Etat, par différents chemins, parfois même en compétition avec ce qui reste de capital privé, continue de se renforcer et absorbe graduellement les unités économiques arriérées - un processus qui se produit pour l'essentiel au travers du marché »²⁹.

²³ Cité Par ERLICH, *Soviet industrialisation debate*, p. 49.

²⁴ *Ibidem*, p. 59.

²⁵ DEUTSCHER, *P. U.*, p. 235.

²⁶ ERLICH, *Op. Cit.*, P. 59.

²⁷ DEUTSCHER, *P. U.*, pp. 231-232.

²⁸ ERLICH, *op. cit.*, p. 10.

²⁹ *Ibidem*.

Pour développer l'industrie, il faut d'abord abaisser les prix industriels, ce qui présentera le double avantage d'interdire les « gains monopolistes » et d'obliger les industriels rouges à accroître la productivité de leurs entreprises, tout en réamorçant l'activité du marché. La demande accrue des paysans doit être le moteur de cette réanimation mais ne sera possible que si eux-mêmes peuvent augmenter leur revenu et investir, ce qui leur est interdit par les limitations que leur impose l'Etat soviétique : « La couche aisée de la paysannerie et les paysans moyens qui veulent devenir aisés ont aujourd'hui *peur d'accumuler*. Il se crée une situation dans laquelle un paysan craint de couvrir sa demeure d'une charpente métallique parce qu'il a peur d'être désigné comme koulak ; s'il achète une machine, il s'arrange pour le cacher aux communistes. [...] Le paysan aisé est mécontent parce que nous ne le laissons pas accumuler et louer des travailleurs salariés ; d'un autre côté, les paysans pauvres qui souffrent de la surpopulation regimbent parce qu'il ne leur est pas permis de se louer »³⁰. Il faut donc lever toutes les contraintes qui pèsent sur le paysan, parce que le socialisme ne le convaincra que s'il exerce sur lui un attrait et lui paraît économiquement avantageux. La coopération sera le pont vers les fermes collectives et le socialisme dans l'agriculture, mais elle doit être introduite avec prudence et confinée d'abord à la « sphère de la circulation ».

L'enrichissement du paysan, condition de la reprise de l'industrie et du développement économique comporte évidemment le risque du développement d'une classe sociale qui constitue en Russie le dernier vestige du capitalisme. Mais l'Etat ouvrier pourra, par les leviers de commande, harmoniser le développement graduel, le régulariser par un impôt direct progressif et, surtout, intégrer pas à pas jusqu'au koulak dans le développement d'ensemble, car, dit Boukharine, « tant que nous sommes en haillons, le koulak peut nous battre sur le terrain économique. Mais il ne le fera pas si nous lui permettons de déposer son épargne dans nos banques. Nous l'aiderons, mais il nous aidera »³¹. Dans une longue perspective - Boukharine invoque la reconnaissance du « petit-fils du koulak » -, le monde paysan se nivelant socialement par le haut et passant, à un degré de technologie supérieur, à l'exploitation collective, le koulak mourra finalement d'« euthanasie » comme dit Erlich.

Partant de prémisses opposées à celles de Préobrajenski, la primauté des problèmes de consommation et de marché, la baisse des prix industriels, Boukharine aboutissait à une conclusion également opposée, la « construction du socialisme même sur une base technologique médiocre » : « Nous devons avancer à tout petits tout petits pas, traînant derrière nous notre gros char paysan »³². Par une étrange ironie, ce brillant disciple de Marx retrouvait la tradition du populisme à travers l'étude des problèmes de la période de transition, Tournant le dos à ses illusions de jeunesse, il répliquait à Préobrajenski que la victoire mondiale de la révolution elle-même ne poserait pas le problème autrement que dans les termes « russes » à l'échelle mondiale et que sa perspective plus ou moins éloignée ne devait pas compter dans la détermination de la politique du parti. Surtout, dans l'antagonisme entre villes et campagnes qui reprenait au printemps 1925 une forme aiguë, il se posait en défenseur et même, dans une certaine mesure, en porte-parole des paysans, dans la crainte que ne soient détruites les conditions de l'équilibre social nécessaire à ses yeux au développement économique.

C'est ce qui apparaîtra clairement avec son célèbre discours prononcé au théâtre Bolchoï, à Moscou, le 17 avril, dans lequel, après avoir repris ses arguments favorables sur les progrès de l'accumulation paysanne, il affirme : « Aux paysans, à tous les paysans, nous devons dire : *Enrichissez-vous*, développez vos fermes et ne craignez pas que la contrainte s'exerce sur vous. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, nous devons développer la ferme aisée pour aider les paysans pauvres et moyens »³³. Le propos fera scandale. Il le retirera formellement, ce qui ne change rien au fond de sa pensée. Ses élèves, le groupe de l'Institut des professeurs rouges, Stetski, qui a suggéré, dans la même optique, la suppression du monopole du commerce extérieur, Bogouchevski, qui affirme que d'ores et déjà le koulak « est un type social décrépit dont survivent seulement quelques spécimens », Slepkov, qui parle d'un élargissement de la Nep en une « néo-Nep », sont rappelés à la prudence. Mais tout en critiquant leurs formules excessives, la XIV^e conférence adopte la voie qu'ils ont tracée en autorisant la location des terres et l'emploi de main-d'œuvre salariée, en mettant à son programme des crédits pour l'équipement agricole, la baisse des prix industriels, la libération des prix agricoles, l'allègement de l'impôt foncier. La campagne, les paysans aisés semblent triompher. La réaction viendra d'une grande ville, Léninegrad.

Naissance de la « nouvelle opposition ».

Léninegrad - l'ancienne Saint-Pétersbourg - était depuis le temps des tsars le bastion du prolétariat industriel moderne : elle a fourni la majorité des militants ouvriers qui ont été le cœur du parti en 1917 puis ont animé les soviets du pays entier et encadré politiquement l'armée rouge. Certes - du fait même de cette promotion ou de cette saignée -, l'organisation du parti de Léninegrad ne peut être comparée à celle du Pétrograd de 1917-18. Pourtant elle a conservé des traits originaux qui expliquent en partie son intervention de 1925. A cette date, dans la province, sur 50 000 membres et 40 000 stagiaires, on compte 72 % d'ouvriers contre 11 % seulement de fonctionnaires. Nulle part ailleurs il n'y a dans le parti une si forte proportion d'ouvriers - et par-dessus le marché, 36,4 % d'entre eux sont des métallos, secteur traditionnellement le plus avancé. Il n'est donc pas étonnant que les théories de Boukharine y aient éveillé une vive opposition : les ateliers de construction, les chantiers navals sont fermés, il y a plusieurs dizaines de milliers de chômeurs pour qui l'industrialisation, et l'industrialisation *rapide*, est une question vitale et qui ne sont pas prêts à mettre suivant l'excellent raccourci d'Isaac Deutscher, la thèse selon laquelle ce serait le moujik qui déterminerait le rythme de la reconstruction industrielle, en l'occurrence « le pas de la tortue ».

Le parti est, certes, un fief de Zinoviev, dont la poigne est bien connue et qui a en vite fait en 1923 de réduire l'opposition. Mais les « activistes » de Léninegrad eux-mêmes sont sensibles au mécontentement des ouvriers qu'ils encadrent : magnifiés par la propagande officielle, fiers d'être les successeurs du fer de lance du parti bolchevique, d'être l'avant-garde de la Commune du nord, portés aux nues pour la victoire qu'ils ont remportée sur l'opposition, ils ne peuvent guère accepter sans broncher une ligne qui minimise en définitive leur propre rôle présent et futur et, en les livrant au mécontentement de ceux qu'ils administrent, sape la base même de leur autorité. En septembre, le vieux-bolchevik Zaloutski, secrétaire du comité du

³⁰ Ibidem.

³¹ DEUTSCHER, P. U., p. 243.

³² Ibidem, p. 240.

³³ Cité par CARR, *Socialismuz one country*, t. 1, p. 258.

parti de la province de Léninegrad, prononce un discours, bientôt reproduit en brochure, dans lequel il exprime le désappointement des ouvriers, qui demandent si c'est bien une révolution prolétarienne qui a triomphé en octobre : il parle de Thermidor par analogie avec la Révolution française et de « dégénérescence » venue de l'intérieur, du cœur même des forces du parti, compare Staline à Bebel, le pape de la social-démocratie allemande, comme lui incarnation de l'appareil et arbitre des conflits entre gauchistes et révisionnistes. Face à la nouvelle droite qu'incarnent Boukharine et ses amis de l'Institut des professeurs rouges, une nouvelle gauche apparaît, distincte de l'opposition de 1923, peu au fait des positions théoriques et des études scientifiques de Préobrajenski, mais indubitablement liée à une couche prolétarienne du parti.

Zaloutski, en réalité, n'est rien par lui-même : homme de Zinoviev, il n'a pas agi de sa propre initiative. Il cède à la pression de la base de son organisation certes, mais avec, l'aveu de son « patron » ; son discours est le premier symptôme public de la rupture qui se prépare depuis des mois entre les triumvirs.

Déjà, à la fin de 1924, le secrétaire général a essayé de réduire l'emprise exclusive que ses partenaires, Zinoviev et Kamenev, exerçaient sur les organisations respectives de leurs fiefs de Léninegrad et de Moscou. Le secrétaire de Moscou, Zelenski, a été muté en Asie centrale et remplacé par Ouglanov, venu de Nijni-Novgorod. La plupart des historiens s'accordent à penser que seule l'attaque de Trotsky dans *Leçons d'Octobre* a soudé le triumvirat près d'éclater et contraint Zinoviev et Kamenev à remettre à plus tard la contre-offensive à propos de ce qui était indubitablement un empiètement sur leur domaine réservé. Sans tambour ni trompette, en tout cas, Ouglanov a pu profiter de ce répit forcé pour « réorganiser » l'appareil régional en plaçant aux divers échelons des hommes sûrs : les rancœurs encore bien vivantes contre les bureaucrates qui avaient écrasé l'opposition de Moscou lors de la discussion sur le *Cours nouveau* ont incontestablement facilité sa tâche, et l'épuration des épurateurs s'est faite à Moscou sous l'œil goguenard des anciens oppositionnels, qui y ont vu un juste retour des choses.

Le premier conflit plus sérieux s'est produit au cours de 1925 quand Staline, suivi par la majorité, a refusé à Zinoviev et Kamenev l'exclusion de Trotsky du bureau politique. Zinoviev est allé jusqu'à accuser Staline d'être « à moitié trotskyste », et l'organisation des Jeunesses de Léninegrad a déclenché un baroud à la fois contre Trotsky et contre la direction nationale, qui s'est finalement terminé par l'éviction de son responsable adulte, Safarov. Dans l'internationale fief de Zinoviev, d'autres conflits mûrissent. Contre Maslow et Ruth Fischer, protégés de Zinoviev, qui voudraient une candidature commune avec les social-démocrates contre celle du maréchal Hindenburg à la présidence du Reich, Staline, en Allemagne, soutient Thaelmann, partisan d'une candidature communiste, coûte que coûte. Maslow et Ruth Fischer, battus, sont évincés de la direction. Le contrôle de l'Internationale semble en train d'échapper à Zinoviev.

Les occasions de conflit se multiplient dès le printemps 1925 : Zinoviev et Kamenev s'opposent, au bureau politique, à ce que soit présentée à la XIV^e Conférence une résolution élaborée par Staline, affirmant, contre la « révolution permanente » de Trotsky, la possibilité de la construction du socialisme dans un seul pays ». Un compromis intervient. Mais la crise économique fournit de nouvelles occasions de friction : Zinoviev et Kamenev critiquent ouvertement la ligne défendue par Boukharine, et c'est vraisemblablement sous leur pression que seront désavouées les formules les plus ouvertement droitières.

Sans que le débat soit devenu public et officiellement reconnu, Zinoviev l'aborde dans des discours et brochures. En septembre 1925, il publie un gros recueil intitulé *Le léninisme*. Après plusieurs centaines de pages consacrées aux « trotskysme » et aux habituelles accusations, il examine les problèmes posés par la Nep. Pour les aborder, il a l'habileté de partir d'un ouvrage récent l'émigré blanc Oustrialov, celui dont Lénine disait qu'il indiquait aux bolcheviks le danger menaçant en disant « sa vérité de classe ». Dans l'ouvrage *Sous le signe de la révolution*, édité en Mandchourie, Oustrialov, après avoir analysé la situation en Russie « où, dans tout le peuple, renouvelé, mais aussi fatigué par la tempête, une volonté de paix, de travail, de soumission s'est réveillée », écrivait : « Propriétaires, enrichissez-vous ! Mot d'ordre de vie, mot d'ordre d'assainissement, cri intérieur génial », et concluait : « Le mot d'ordre de croissance et d'individualisme est sain comme la campagne laborieuse, inévitable comme la vie, impérieux comme l'histoire »³⁴. Les propos de cet habile « ennemi de classe » permettent à Zinoviev d'affirmer que le principal danger peut venir de « l'ébranlement de la dictature du prolétariat par les influences petites-bourgeoises et anti-prolétariennes qui s'exercent sur l'appareil étatique, sur l'économie et même sur le parti » dans un pays où la population petite-bourgeoise est prédominante, où le capitalisme renaît partiellement, « les petits bourgeois et la bourgeoisie nouvelle étant rattachées par mille liens à la bourgeoisie internationale »³⁵, où l'Etat est fortement entaché de bureaucratisme, où la grande industrie n'a pas rattrapé le niveau de 1913, tout cela dans le cadre de l'encercllement capitaliste.

S'appuyant ensuite sur force citations de Lénine, analysant la Nep comme une retraite stratégique où la marche au socialisme se fait par la construction d'un capitalisme d'Etat, Zinoviev souligne que la « lutte des classes se poursuit sous la dictature du prolétariat et notamment sous la Nep », particulièrement à la campagne. Or là, aucun doute n'est possible : « Les koulaks sont les ennemis du pouvoir soviétique », infiniment plus dangereux que les nepmen car « 3 % de koulaks dans les campagnes constituent une force énorme ». L'attaque ici est plus directe encore contre Boukharine et ses disciples : « Essayer maintenant de faire accroire que le koulak n'existe pas, lancer des phrases comme « le koulak n'est pas dangereux », c'est suggérer [...] que [...] nous ne considérons plus le koulak comme un ennemi ! [...] « Il ne faut pas tolérer dans la question du koulak l'ombre d'une équivoque »³⁶. Un chapitre entièrement fait de citations de Lénine démontre enfin l'hostilité irréductible dit fondateur du bolchevisme à l'idée que le socialisme puisse être réalisé dans un seul pays : il faut lutter contre « l'idéologie politique bourgeoise et petite-bourgeoise liée à l'époque de la Nep et à l'augmentation du bien-être du pays » parce qu'elle est contraire à la tâche des communistes qui est de *consolider* la victoire dans leur pays et même temps frayer ainsi la voie aux ouvriers des autres pays³⁷.

Les 19 et 20 septembre il publie dans la *Pravda* un article plus net encore, malgré les coupures auxquelles procédera le bureau politique, sous la même forme de polémique contre Oustrialov et intitulé « La Philosophie d'une époque ». Il y affirme : « Le développement de la Nep en même temps que le retard de la révolution mondiale est gros, entre autres dangers, de celui

³⁴ Cité par Zinoviev, *Le Léninisme*, p. 186.

³⁵ *Ibidem*, p. 189.

³⁶ *Ibidem*, p. 233.

³⁷ *Ibidem*, p. 290.

de dégénérescence. » Evoquant la lutte ouvrière révolutionnaire, il écrit : « Au nom de quoi la classe ouvrière et, derrière elle, les grandes masses populaires, se sont-elles soulevées dans les grandes journées d'octobre ? Au nom de quoi ont-elles suivi Lénine sur ligne de feu ? Au nom de quoi ont-elles suivi notre drapeau dans les premières années ? Au nom de l'égalité. [...] La masse du peuple rêve aujourd'hui d'égalité. [...] C'est là la clé de la philosophie de notre époque. » Ainsi, en affirmant : « pour être les authentiques porte-parole du peuple, nous devons nous mettre à la tête de sa lutte pour l'égalité »³⁸, Zinoviev faisait clairement savoir qu'il était prêt, face à Boukharine, devenu le porte-parole des koulaks, à se faire celui des ouvriers.

La bataille avant le congrès.

Le conflit, d'abord confiné aux cénacles d'un parti, porté sur le terrain théorique par Zinoviev, va se dérouler dans les coulisses de l'appareil avant d'éclater au grand jour. Le secrétariat, après la prise de position de Zaloutski, le relève de ses fonctions et obtient par surprise l'approbation du comité régional. Staline nomme à sa place l'un de ses hommes, Komarov. Le groupe Zinoviev, ainsi pris à la gorge dans son bastion, réagit : le comité régional refuse le candidat envoyé par le secrétariat et, devant l'opposition soulevée par sa nomination, Komarov en demande lui-même l'annulation. Pour éviter une nouvelle surprise, Zinoviev commence une sévère épuration de l'appareil de Léninegrad, éliminant sans hésitation quiconque lui paraît gagné au secrétariat. Les protagonistes se surveillent déjà : quand le commissaire à la guerre Frounzé meurt, il sera remplacé par Vorochilov, un homme de Staline, à qui l'on adjoint Lachévitch, fidèle de Zinoviev. Au comité central d'octobre, la bataille se fait plus âpre : chaque clan accuse l'autre de chercher à violer les décisions de la conférence d'avril. Zinoviev, Kamenev, Sokolnikov et Kroupskaïa demandent une discussion publique sur la question paysanne : la majorité la leur refuse, contrairement aux traditions anciennes, mais conformément aussi au précédent introduit par eux contre Trotsky. Le conflit est presque public, puisque la *Pravda* de Léninegrad multiplie les attaques sur la question paysanne tandis que les Jeunesses publient un *Dossier bleu*, recueilli d'articles choisis et commentés de Boukharine, Stetski, Bogouchévski, et autres, qui illustrent ce qu'elles appellent la « déviation koulak ».

En fait, les membres de la troïka se battent par personne interposée, la presse et les assemblées de Léninegrad et de Moscou se renvoyant à la tête accusations et motions de blâme, chacun des secrétariats régionaux s'empressant d'éliminer des postes de responsable tout suspect de tiédeur à l'égard de ses propres thèses : Léninegrad affirme que le parti doit assurer le « maximum de démocratie interne ». Moscou ironise sur ce que Léninegrad entend par là et Léninegrad réplique que Moscou s'y connaît. Léninegrad - est-ce vraiment une tentative sérieuse pour desserrer l'étreinte de l'appareil ? - propose un recrutement massif de prolétaires jusqu'à ce qu'ils constituent 90 % du parti. Moscou l'accuse de dévier du léninisme et de vouloir dissoudre et affaiblir l'avant-garde. Les affirmations de Léninegrad, empruntées à Zinoviev sur le « danger koulak » et le capitalisme d'Etat sont qualifiées par Moscou d'« aliénation, séparatisme, hurlements hystériques, manque de confiance d'intellectuels » : Léninegrad riposte en faisant sonner très haut son caractère prolétarien. Et quand Léninegrad proteste contre les méthodes inouïes qu'on emploie pour l'écraser, Moscou l'accuse d'attaquer à son tour l'appareil, de relayer Trotsky qui lui, se tait toujours, se moquant en privé du spectacle que donnent ces deux organisations du même parti ouvrier votant l'une contre l'autre des résolutions toujours unanimes, incapables d'offrir comme preuve du caractère démocratique de leurs débats le moindre opposant, même isolé ! Car les vainqueurs d'hier prêts à s'entrebattre ont en commun la même efficacité d'« organisation » et le même « réalisme ». C'est pour cette raison qu'on peut d'ailleurs accorder crédit à la version de Staline suivant laquelle il aurait offert à la veille du congrès un compromis qui aurait ouvert le secrétariat et le bureau de rédaction de la *Pravda* à deux Léninegradiens. Mais Zinoviev refuse, estimant sans doute qu'il a suffisamment perdu à ce jeu depuis la mort de Lénine.

Le XIV^e congrès.

C'est pourtant, sur le terrain où il est engagé depuis 1922 et où l'attend Staline, une faute stratégique. Au congrès, il ne peut y avoir de surprise. A l'exception des délégués de Léninegrad, triés sur le volet par l'appareil de Zinoviev, tous les autres ont été de la même façon choisis parmi les fidèles du secrétariat : les jeux sont faits d'avance. Staline cependant ne veut pas rompre. Il faut que pour l'opinion publique des « pères tranquilles » du parti la rupture de l'unité, l'initiative de l'attaque viennent de ses adversaires. Il faut qu'aux yeux du parti ce soient Zinoviev et Kamenev qui lâchent : l'équipe de direction continuera sans eux, à son grand regret. Dès l'ouverture, dans son rapport politique, il parle des questions litigieuses sans mentionner de nom et exprime le souhait que l'entente se fasse. Dans un désir de conciliation, dit-il, il s'abstiendra même de parler du comportement des Léninegradiens. Mais Zinoviev croit peut-être encore à la valeur des programmes et des manifestes et livrera bataille devant les délégués alors même qu'aucune discussion n'a été officiellement ouverte. Pour cela il demande et obtient du congrès de présenter en tant que membre du comité central et du bureau politique un contre-rapport politique : cet usage, autrefois fréquent dans le parti, n'avait plus été mis en vigueur une seule fois depuis 1918.

Devenu minoritaire, désormais, il se doit de parler de la « démocratie ouvrière », qu'il va revendiquer. Il dénonce le fait que « tout soit mâché par le comité central et introduit tout prêt dans la bouche du parti », affirme qu'on ne peut parler de démocratie quand tous ses camarades n'ont pas la possibilité de se prononcer. Mais pour lui, ce terrain est effectivement plein d'embûches, et quand il dénonce dans le parti un « état de demi-siège », le congrès chahute, interrompt : « Et Trotsky ? » Il rétorque que les conditions, en 1923 n'étaient pas mûres : « 1926 n'est pas 1921 et pas 1923 : aujourd'hui, nous avons des travailleurs différents, une plus grande activité dans les masses, d'autres mots d'ordre. » Il faut liquider ce passé : « Sans permettre de fractions et tout en maintenant nos anciennes positions sur la question des fractions, nous devrions mandater le comité central pour qu'il mette dans le travail tous les anciens groupes du parti et leur offre la possibilité de travailler sous la direction du comité central. » Le comité central doit être réorganisé « sous l'angle d'un bureau politique avec pleins pouvoirs et d'un secrétariat de fonctionnaires qui lui soit subordonné »³⁹. Aussitôt après, la tempête se déchaîne.

³⁸ Cité par CARR, *Socialism*, t. 1, p. 301.

³⁹ *Bull. comm.* n° 12, 1926, pp. 178-180.

La discussion au XIV^e congrès se révèle très intéressante pour la compréhension des problèmes du parti à cette date. Rien de nouveau n'est dit sur le problème koulak et le congrès maintiendra la « ligne », quoique le rejet d'une résolution Chanine-Sokolnikov, soulignant que le facteur décisif du développement économique réside dans la capacité de développement de l'agriculture et l'intégration du marché mondial, ait permis plus tard aux historiens officiels de l'appeler « congrès de l'industrialisation ». Ce qui est important, c'est que soient posés par quelques-uns de ceux qui ont contribué à l'écrasement de l'opposition certains des problèmes qu'elle avait précisément soulevés, que soient critiquées, par ceux qui furent leurs initiateurs, les méthodes de la lutte contre Trotsky, Préobrajenski et ses amis, que soit enfin, pour la première fois, posé le problème de l'autorité et du rôle de Staline.

Zinoviev confirme l'existence du testament de Lénine, les conditions dans lesquelles il a été escamoté. Il rappelle la mise en garde contre Staline pour montrer que le danger se concrétise aujourd'hui par l'alliance du koulak, du nepman et du bureaucrate. Il confesse sa participation, avec Staline, au « coup d'Etat » qui, dans les Jeunesses, a abouti à la révocation et à l'exil des dirigeants élus. Il raconte comment les membres du bureau politique ont, sondant des années, lui présenté, constitué une fraction véritable, en se réunissant systématiquement sans Trotsky, régulièrement élu, pour appliquer dans les réunions officielles la « discipline de groupe » ce qui est un cas d'exclusion dans le parti⁴⁰. A cela, Iaroslavski répondra qu'il est stupide d'accuser la majorité de constituer une fraction, car du moment qu'elle est la majorité, elle ne peut être une fraction. D'autres délégués parlent des conditions qu'impose l'appareil aux militants : les opposants, dit Avilov-Glebov se taisent « de crainte d'être envoyés à Mourmansk ou au Turkestan ». « Ces transferts, déclare Kroupskaïa, créent dans le parti l'impossibilité de parler sincèrement et ouvertement. [...] Si nous rédigeons des résolutions sur la démocratie interne et en même temps créons des conditions telles que tout membre du parti puisse être transféré à un autre poste pour avoir ouvertement exprimé son opinion, toutes les bonnes intentions sur la démocratie interne resteront sur le papier. »

L'intervention de la veuve de Lénine élève considérablement le débat : c'est l'une des dernières circonstances où un congrès bolchevique acceptera d'entendre quelqu'un qui lui rappelle ce qu'était la véritable conception de Lénine. Elle proteste fermement contre l'abus dans l'appel à l'autorité du « léninisme » : « Je pense qu'il est déplacé de crier ici que ceci ou cela est le vrai léninisme. J'ai relu récemment les premiers chapitres de *l'Etat et la révolution*. [...] Il écrivait : « Il y a eu des cas dans l'Histoire où l'enseignement des grands révolutionnaires a été dénaturé après leur mort. On en a fait d'inoffensives icônes, mais en honorant leur nom, on a émoussé la pointe révolutionnaire de leur enseignement. » Je pense que cette amère citation nous oblige à ne pas recouvrir telle ou telle de nos conceptions de l'étiquette du léninisme, mais qu'il faut examiner dans leur essence toutes les questions. [...] Pour nous, marxistes, la vérité est ce qui correspond à la réalité. Vladimir Illitch avait l'habitude de dire : l'enseignement de Marx est invincible parce qu'il est vrai. [...] Le travail de notre congrès doit être de chercher et de trouver la ligne juste. [...] Boukharine a dit ici avec une grande emphase que ce que le congrès décidera sera juste. Tout bolchevik considère les décisions du congrès comme obligatoires, mais nous ne devons pas adopter le point de vue du juriste anglais qui prenait à la lettre le dictionnaire anglais suivant lequel le Parlement peut tout décider et même de changer un homme en femme. » Le congrès, jusque-là impressionné, rugira de fureur devant le crime de lèse-majesté à l'égard de la conception qu'il a de l'histoire du bolchevisme, quand celle qui, depuis *l'Iskra*, avait été la cheville ouvrière de l'organisation, conclura : « Il ne faut pas se consoler en pensant que la majorité a toujours raison. Dans l'histoire de notre parti, il y a eu des congrès où la majorité avait tort. Rappelons-nous, par exemple, le congrès de Stockholm »⁴¹ Et Kroupskaïa ajoutera aux griefs qu'on accumule contre elle celui, majeur, de rappeler les mérites de Trotsky, l'amitié que lui portait Lénine, et de dénoncer les méthodes inadmissibles employées contre lui.

Il est significatif qu'une partie - la plus orageuse - de la discussion ait tourné autour du nom de Staline, dénoncé pour la première fois comme le *deus ex machina* de l'appareil, l'incarnation des forces qui mènent à la dégénérescence. Sokolnikov dénonce la situation qui, indépendamment de la personnalité de Staline fait qu'à partir du moment où un même homme est membre du bureau politique et chef du secrétariat, « les divergences politiques peuvent se traduire d'une manière ou d'une autre dans des mesures organisationnelles ». Et il lance le défi : « Si le camarade Staline veut mériter autant de confiance que Lénine, alors qu'il la mérite »⁴². Kamenev, nettement et courageusement, sans emphase, malgré le charivari, affirme : « Parce que je l'ai plus d'une fois dit à Staline personnellement, parce que je l'ai dit plus d'une fois à des délégués du parti, je le répète au congrès : j'ai acquis la conviction que le camarade Staline ne peut pas remplir la fonction d'unifier l'état-major bolchevique. [...] Nous sommes contre la théorie de la direction d'un seul. Nous sommes contre la création d'un « chef » ! »⁴³. Si l'ami de Boukharine Tomski, proteste aussitôt qu'il n'existe pas et n'existera pas de « système avec des chefs », les hommes-liges de Staline s'empressent de le démentir - et cela aussi est un fait nouveau et capital. Kouibychév affirme. « Au nom de la commission centrale de contrôle, je déclare que le camarade Staline, comme secrétaire général de notre parti, est précisément la personne qui a été capable, avec la majorité du comité central et son soutien, de rassembler autour de lui les meilleures forces du parti et de les mettre au travail. [...] Sur la base de l'expérience réelle, d'une connaissance réelle de notre direction, je déclare, au nom de la commission centrale de contrôle, que cette direction et ce secrétaire général sont ceux qu'il faut au parti pour aller de victoire en victoire »⁴⁴.

Ces victoires, Staline et les siens entendaient bien les remporter sous le signe de la construction du socialisme dans un seul pays. Zinoviev apportait un faisceau compact de citations de Lénine, une analyse d'ensemble concluant : « La victoire finale du socialisme est impossible dans un seul pays. [...] Elle se décidera à l'échelle internationale. » Staline, lui, n'a qu'une citation unique, utilisable hors de tout contexte, mais une imperturbable confiance dans les généralités et l'influence du raisonnement scolastique sur les assemblées de fonctionnaires : « Il est impossible savoir ce que l'on édifie. On ne peut avancer d'un pas sans connaître le sens du mouvement. [...] Sommes-nous en train de construire le socialisme en escomptant la victoire de l'édification socialiste ou bien de travailler au hasard, à l'aveuglette « en préparant le terrain pour la démocratie

⁴⁰ *Ibidem*, pp. 181-183.

⁴¹ Cité par DANIELS, *Conscience*, p. 268.

⁴² Cité par CARR, *Socialism*, t. 1, p. 138.

⁴³ *Ibidem*, p. 146.

⁴⁴ Cité par IAROSLAVSKI, *Op. cit.*, p. 425.

bourgeoise » en attendant la révolution socialiste internationale ? »⁴⁵. Et Boukharine, avec plus de finesse intellectuelle, brandissant l'alternative abhorrée de la révolution permanente, traque Zinoviev, qui concède que le socialisme peut être construit dans un seul pays, mais maintient qu'il ne peut être achevé qu'à l'échelle mondiale.

Le congrès se termine par l'adoption des rapports de Staline et Molotov par 559 voix contre 65. Le comité central est renouvelé : quatre partisans de Zinoviev, dont Zaloutski, ne sont pas réélus, Lachévitch devient suppléant ; onze suppléants disparaissent. Il y a seize nouveaux parmi les titulaires, vingt-trois *apparatchiks* inconnus parmi les suppléants, dont plusieurs commencent une brillante carrière : Gamarnik, Postychev, Onnschlicht, Lominadzé et André Jdanov.

L'écrasement de l'appareil de Léninegrad.

Ecrasés, puisqu'ils étaient restés au congrès avec les seules forces dont ils disposaient au départ, les Léninegradiens n'avaient pas bu le calice jusqu'à la lie. Rappelant leur différend au sujet de Trotsky, Staline, dans le discours de clôture, se donnait le rôle de champion de l'unité. « Nous ne fûmes pas d'accord avec les camarades Zinoviev et Kamenev parce que nous savions que la méthode de l'amputation est grosse de risques nombreux pour le parti, que la méthode de l'amputation et de l'effusion de sang - car ils exigeaient du sang - est dangereuse et contagieuse. Aujourd'hui on en exclut un, demain un autre, après-demain un troisième. Que irons restera-t-il donc dans le parti » Et, interpellant les dirigeants de Léninegrad : « Vous exigez le sang de Boukharine ? Nous ne vous donnerons pas son sang. Sachez-le ! »⁴⁶. Mais en même temps, il se faisait, à son tour, menaçant : « Nous n'avons pas à être distraits par les discussions. Nous sommes un parti qui gouverne, ne l'oubliez pas. » Langage que comprennent les fonctionnaires aux prises avec les difficultés quotidiennes.

Staline avait parlé de représailles : elles ne tardent pas. Au lendemain du congrès, une délégation du secrétariat débarque à Léninegrad, conduite par Molotov, avec Vorochilov, Kirov, Kalinine, Stetski et d'autres responsables de premier plan : le comité provincial est accusé d'avoir falsifié les votes en supprimant ceux du rayon de Viborg, hostiles à Zinoviev ; la délégation est accusée de n'avoir pas respecté le vote de la conférence provinciale sur l'unité du parti. Multipliant les réunions de comités à tous les échelons, faisant le siège des secrétaires, maniant tour à tour les promesses et le « fouet », la promotion ou l'envoi au Turkestan, faisant peser sur les ouvriers la menace du licenciement, les hommes du secrétaire général liquident en quelques jours l'appareil mis en place par Zinoviev dont les hommes, désorientés - Zinoviev assurait la position imprenable - n'ont très vite que l'unique préoccupation de limiter les dégâts sur le plan personnel. Nombre d'entre eux, au surplus, sont des tyranneaux dont les ouvriers voient la chute ou l'humiliation avec une secrète satisfaction. Les protestations de Zinoviev sur le viol de la démocratie font rire. Déjà, au congrès, Mikoyan l'avait durement accroché : « Quand Zinoviev a la majorité, il est pour une discipline de fer, pour l'obéissance. Mais, quand il n'a pas la majorité, il est contre. »

Victor Serge a assisté au déroulement de cette opération qui dure quinze jours et nous a laissé une amère description de son ambiance, de l'argumentation des émissaires, basée sur la violence, la peur et le respect fétichistes : « Le niveau de l'éducation très bas d'une partie de l'auditoire et la dépendance matérielle à l'égard des comités en assuraient d'avance le succès »⁴⁷. Les Jeunesses communistes résisteront plus que les comités locaux : le comité régional réussit à repousser une résolution approuvant les décisions du congrès et à lancer un appel à un congrès extraordinaire avant d'être dissous par les envoyés du secrétariat. Au congrès de mars, six membres du comité central du Komsomol défendent encore les vues de l'opposition et Katalynov, de Léninegrad, dénoncera la lutte du « stalinisme » contre le « léninisme ». De l'aveu même de l'historien officiel Iaroslavski, la conquête des cellules d'usine fut également plus difficile. Elle vint cependant, et Molotov pouvait annoncer au comité central le 20 janvier que, sur 72 907 membres du parti individuellement consultés, soit 85 % du total, 70 389, soit 96,8 %, s'étaient prononcés contre l'opposition, et 2 244, soit 3,2 %, pour. Le règne de Zinoviev, qui perdait jusqu'à son siège de Président du soviet de Léninegrad, était terminé. Serge Kirov, *apparatchik* venu d'Azerbaïdjan, prenait en mains l'appareil de la commune du nord dont il devait jusqu'à sa mort, rester le premier secrétaire.

Le « socialisme dans un seul pays ».

Vainqueur grâce à son appareil, Staline peut maintenant jouer les théoriciens. Son nouveau livre sur *Les Questions du léninisme* reprend l'affirmation sur la possibilité de la construction du socialisme dans un seul pays, définie comme « la possibilité de résoudre les contradictions entre prolétariat et paysannerie par les forces internes de notre pays, la possibilité de la prise du pouvoir par le prolétariat et l'utilisation de ce pouvoir pour la construction d'une société pleinement socialiste dans notre pays avec la sympathie et le soutien du prolétariat des autres pays, mais sans la victoire préalable de révolutions prolétariennes dans d'autres pays ».

Repoussant comme « anti-léniniste » l'affirmation suivant laquelle l'état arriéré de la société russe pouvait constituer un obstacle insurmontable à la construction du socialisme dans la seule U. R. S. S., Staline réduit finalement les obstacles à un seul, la menace que fait peser sur elle le monde capitaliste.

Ainsi, en 1926, sur la base de l'isolement de la Russie révolutionnaire comme conséquence de l'échec de la révolution mondiale, apparaissent sous forme de théorie les justifications de ce que sera, pendant des années, la Russie stalinienne. A cette date pourtant, il restait encore à convaincre tous les bolcheviks, de droite comme de gauche, qu'ils avaient à faire comme si le régime institué était bien le « socialisme » et la « dictature du prolétariat », tels qu'ils les avaient voulus, tels que Lénine les avait enseignés, et pour lesquels ils avaient fait la révolution.

⁴⁵ Cité par P. I. SORLIN, pp. 203-204.

⁴⁶ SERGE, M. R., p. 209.

⁴⁷ FISHER, *Pattern for soviet youth*, p. 120.

Chap. X - LA LUTTE DE L'OPPOSITION UNIFIEE

La bataille du XIV^e congrès ne devait être qu'une préface à la plus importante bataille livrée à l'intérieur du parti, qui venait à l'unanimité de décider de changer pour la deuxième fois de nom en devenant le parti communiste (bolchevique) de l'U.R.S.S. Elle allait voir se dresser, avec la coalition des deux oppositions, celle de 1923 et celle de 1925, le rassemblement de ce qui pouvait paraître l'élite du parti et de la vieille garde contre la direction aux mains du secrétaire général. L'alliance de Trotsky avec Zinoviev et Kamenev était peut-être, comme le pensent la majorité des historiens, inévitable, après que les uns et les autres ont vu leur effort se briser contre la toute-puissance de l'appareil. Cela pourtant fut moins évident aux acteurs du drame. C'est en effet de Zinoviev et de Kamenev, qu'il considérait d'ailleurs comme ses principaux adversaires, que Trotsky avait reçu les coups les plus sérieux et il n'avait pas tenu à eux que sa mise à l'écart n'ait été, somme toute, que relative, puisqu'il était toujours membre du bureau politique. C'est en partie aux attaques et aux révélations de Trotsky que Kamenev et surtout Zinoviev devaient d'avoir perdu le prestige qui avait fait d'eux les lieutenants de Lénine, et ses successeurs, au premier rang de la troïka.

Il semble bien que, dans le XIV^e congrès, aucune des deux fractions aux prises n'ait négligé le facteur important que pouvait constituer l'intervention de Trotsky dans le conflit où ses vainqueurs s'entredéchiraient. Zinoviev avait dévoilé les mauvais coups de Staline contre lui, et Staline qu'il avait refusé de l'exclure, comme l'exigeaient les autres triumvirs. Mikoyan avait opposé aux Léningradiens l'attitude disciplinée de Trotsky, et Tomski la clarté de sa position contrastant avec leurs faux-fuyants. Iaroslavski et Kalinine leur avaient reproché les méthodes employées contre lui. Kroupskaïa lui avait longuement rendu hommage, tandis que Lachévitch admettait qu'il avait eu raison sur bien des points dans la discussion de 1923. Trotsky, pourtant, s'était tu, n'intervenant qu'à deux reprises et pour peu de temps, une première fois pour approuver Zinoviev qui s'était justifié de son attitude hostile l'année précédente en affirmant qu'on ne pouvait élire au bureau politique un homme à qui on reprochait tant d'erreurs, une deuxième fois pour protester parce que Staline venait d'annoncer des « repréailles » contre l'organisation de Léninegrad.

On peut, avec la majorité des historiens, penser que cette abstention dans la bataille de 1925 fut la plus grosse erreur tactique de sa carrière. Le fait est que cette appréciation est plus facile à porter pour qui connaît la suite de l'histoire. Le sentiment personnel de Trotsky est que les protagonistes ne valent pas plus cher les uns que les autres : le 8 janvier 1926, il écrit à Boukharine pour lui rappeler comment, en 1924, il s'était fait traiter de « démagogue » pour avoir dit - avec un rien d'exagération, il le reconnaît - que les ouvriers communistes de Léninegrad étaient littéralement « muselés » par l'appareil. Or il constate que la même unanimité, en sens diamétralement opposé, règne aujourd'hui d'une part à Léninegrad et d'autre part dans les autres organisations du pays : c'est que les uns et les autres sont entre les mains d'appareils¹. Cette position semble avoir en général, été approuvée par les amis de Trotsky et le noyau des oppositionnels de 1923 : Zinoviev et Kamenev étaient, après tout, les inventeurs du « trotskysme », et les « trotskystes » de Léninegrad ne manquaient pas de manifester leur scepticisme devant la fracassante défense et illustration de la démocratie ouvrière des « patrons » de la Commune du nord.

Trotsky devait déclarer plus tard : « Cette explosion était pour moi absolument inattendue. Pendant le congrès, je restai hésitant, car la situation évoluait. Elle n'était absolument pas claire à mes yeux »². Des notes personnelles reproduites par Deutscher apportent quelques précisions : il y a, selon lui, plus qu'un « grain de vérité » dans l'idée que l'opposition de 1925 continue celle de 1923, car l'hostilité du congrès aux gens de Léninegrad reflète celle des campagnes contre les villes. Trotsky envisage l'hypothèse d'un réveil ouvrier que le tribun Zinoviev traduirait ainsi, à sa manière, mais dont il espère qu'il prendra d'autres formes que les « hurlements vulgaires » de ces hommes qu'il estime « à juste titre discrédités »³.

L'unification de l'opposition.

En réalité, le rapprochement était inévitable dans la mesure où les deux groupes de l'ancienne et de la nouvelle opposition se réclamaient d'une plate-forme ouvrière et internationaliste, dénonçaient le même danger, l'alliance des koulaks, des nepmen et des bureaucrates, la dégénérescence du parti sous la direction de Staline et de sa fraction. Boukharine, qui reste sentimentalement attaché à Trotsky mais qu'alarme sérieusement la position des Léningradiens, espère un instant empêcher la jonction que beaucoup pressentent. Trotsky accepte la discussion avec lui. Le 8 janvier, il lui écrit : « Je sais que certains camarades, dont vous êtes peut-être, ont développé jusqu'à ces derniers temps un plan de ce type : donner aux ouvriers dans les cellules la possibilité de critiquer les affaires de l'usine, des syndicats, de la région, et, en même temps, frapper résolument toute « opposition » émanant des sommets du parti. » Il met Boukharine en garde : « De cette façon, le régime de l'appareil dans son ensemble serait préservé par un élargissement de sa base »⁴. Il lui offre un bloc contre Staline pour une véritable démocratie interne : Boukharine ne s'y résoudra pas.

Zinoviev et Kamenev, quant à eux, sont prêts à faire toutes les concessions nécessaires. Ainsi que Zinoviev le confie à Ruth Fischer, ils ont engagé une lutte pour le pouvoir et ils ont besoin de Trotsky, de son prestige et de son autorité, de ses capacités, mais aussi, après la victoire, de « sa main ferme pour ramener le parti et l'Internationale dans la voie du socialisme »⁵. Les amis de Trotsky sont divisés : Radek souhaite une alliance contre la droite avec le groupe Staline, Mratchkovski est hostile à tout bloc. Sérébriakov, favorable à l'unification, joue les intermédiaires entre Trotsky et les anciens triumvirs. Kamenev d'abord, puis Zinoviev font les avances, s'expliquent, reconnaissent leurs erreurs, s'engagent à le faire devant l'ensemble du parti. Zinoviev, au comité central, répètera : « J'ai commis de nombreuses fautes. Je crois que les plus importantes sont au

¹ Texte dans *Fourth International*, vol. 2, n° 8, oct. 1941, pp. 252-253.

² The case of Leon Trotsky, p. 248.

³ Cité par DEUTSCHER, *P. U.*, pp. 255-256.

⁴ *Fourth International*, *ibidem*, p. 253.

⁵ Ralph FISHER, *Pattern for soviet youth*, p. 548.

nombre de deux. Ma première, celle de 1917, vous la connaissez tous. Je considère que la deuxième est plus grave parce que celle de 1917 fut commise quand Lénine était là, corrigée par lui et par nous-mêmes aussi quelques jours après. [...] Il ne peut y avoir aucun doute : le noyau fondamental de l'opposition de 1923, ainsi que l'a prouvé l'évolution ultérieure de la fraction dirigeante, avait raison de nous mettre en garde contre les dangers de déviation de la ligne prolétarienne et du développement menaçant du régime de l'appareil. [...] Oui, sur la question de l'oppression bureaucratique de l'appareil, Trotsky avait raison contre nous »⁶.

Dès leurs premières rencontres, Zinoviev et Kamenev confient à Trotsky, incrédule, la peur que leur inspire Staline, qu'ils voient mû exclusivement par la soif du pouvoir et qu'ils croient capable de tous les crimes : « Il faut vous attendre à tout » affirme Kamenev⁷. Au comité central d'avril 1925, Kamenev et Trotsky se retrouvent dans des votes d'amendements sur les résolutions de politique économique et finissent par se concerter et rédiger ensemble les suivants : le premier pas est fait, l'alliance ne saurait tarder. Chacun, cette fois, fait un bout du chemin. L'opposition unifiée ne défendra pas les thèses de la « révolution permanente », mais Zinoviev et Kamenev reconnaîtront non seulement que Trotsky avait raison, en 1923, mais qu'ils ont eux-mêmes fabriqué le « trotskysme » pour se débarrasser d'un obstacle dans la lutte pour le pouvoir. Dans ces conditions, Trotsky ne peut refuser un accord qui apporte à ses thèses fondamentales le soutien de ceux qui croit-il, représentent « des milliers d'ouvriers révolutionnaires de Léninegrad », quelle que soit sa méfiance à leur égard. Il écrira plus tard : « Dans la lutte pour les masses, quand la ligne politique est juste, on peut faire bloc, non seulement avec le diable, mais même avec un Sancho Pança à deux têtes »⁸. Il reste encore, des deux côtés, à convaincre les hésitants et les réticents : c'est, bien sûr, à Léninegrad qu'il y aura le plus de difficultés. Zinoviev et Lachévitch d'une part, Préobrajenski de l'autre, se chargent de les apaiser⁹. L'opposition unifiée, enfin, se constitue.

Il faut bien admettre qu'elle a grande allure, et que jamais, dans le passé, opposition n'avait réuni simultanément tant de dirigeants prestigieux et de brillantes personnalités. Non seulement, il y a Zinoviev, Trotsky, Kamenev, dont personne ne conteste qu'ils étaient les premiers lieutenants de Lénine, mais encore Préobrajenski, Sérébriakov, Krestinski, les successeurs de Sverdlov, dix membres sur dix-huit survivants du comité central de mars 1919, élu au cœur de la guerre civile. Kroupskaïa, la veuve de Lénine, et Badaïev, l'ancien député à la Douma tsariste, sont les plus illustres survivants de la période pré-révolutionnaire. Ils ont avec eux les plus connus de ceux qui ont gagné la guerre civile, les militaires bolcheviques Antonov-Ovseenko, Lachévitch, Mouralov, et les grands commissaires, Ivan Nikititch Smirnov, le vainqueur de Koltchak, la figure de proue de Mratchkovski, et Smilga, l'organisateur du parti dans la flotte de la Baltique, le « complice » de Lénine dans son « complot » contre le comité central à la veille de l'insurrection. L'équipe de l'opposition surclasse celle de ses adversaires du point de vue du talent et des capacités intellectuelles : Sosnovski, très populaire pour ses satires de la bureaucratie, Karl Radek, spécialiste des questions internationales, sont les premiers journalistes du pays. Boukharine mis à part, il n'y a pas d'économistes dont la réputation égale celles de Préobrajenski, de Piatakou, de Smilga. Tout le monde est d'accord pour admettre que Racovski et Joffé sont les plus habiles diplomates du pays. De ces hommes, la fine fleur de la vieille garde, quelques-uns encore des postes importants, source de prestige : Zinoviev est président de l'Internationale, Evdokimov l'ex-marin, son bras droit, est au bureau d'organisation, Beloborodov est commissaire à l'intérieur de la R.S.F.S.R., Lachévitch, vice-commissaire à la guerre, Mouralov, inspecteur général de l'armée rouge. Ces responsables, bien sur sont peu nombreux face aux dizaines de milliers de fonctionnaires du parti et de l'Etat qui ont fait la force de Staline. Mais, pour Zinoviev et Kamenev au moins, pour leurs amis dont Victor Serge, dit qu'« ils semblaient avoir changé d'âme en une nuit »¹⁰, il ne fait aucun doute que l'élite ainsi rassemblée sera reconnue : « Il suffira, dit Kamenev à Trotsky, que Zinoviev et vous paraissiez sur la même plate-forme pour que le parti reconnaisse son vrai comité central »¹¹.

C'est là la principale divergence qui subsiste entre les nouveaux alliés, car Trotsky, lui, pense que la lutte sera longue et dure. La situation a certes changé depuis 1923 où un prolétariat désintégré a assisté, passif, à sa défaite : il y a maintenant une véritable classe ouvrière dans les usines, une couche ouvrière importante dans le parti. Trotsky, certes, ne peut suivre Boukharine qui cherche à justifier le régime autoritaire par la disparition de toute conscience dans la classe ouvrière et fixe à des décennies le délai nécessaire à sa renaissance chez des ouvriers le plus souvent incultes et franchement recrutés dans les campagnes. Il n'en mesure pas moins, mieux que ses nouveaux associés, l'immensité de la tâche qui consiste à recréer dans le parti, et, à travers lui, dans la classe ouvrière, une avant-garde éclairée et combative. Pour lui, la vague révolutionnaire qui a porté le parti bolchevique au pouvoir en 1917 a définitivement reflué. La Russie connaît une nouvelle période de réaction : c'est d'elle que naissent la décomposition du parti et le début de sa dégénérescence, marquée par la toute-puissance de l'appareil. Le repli sur soi, la perte de la confiance et de l'initiative collectives, du goût de la lutte et de la conscience, la fatigue et le scepticisme détournent de l'activité les millions d'hommes qui avaient écrit de leurs mains l'épopée révolutionnaire de 1917 et de la guerre civile : le « grand débat » intéressera au maximum un noyau de 20 000 personnes sur les 150 millions d'habitants que compte l'U.R.S.S., et les informations à son sujet ne filtreront, à travers la presse aux ordres, que de façon suffisamment unilatérale et déformée pour qu'elles ne puissent pas y éveiller un écho sérieux.

En fait, l'opposition, qui se proclame « opposition de gauche » et se veut l'aile prolétarienne et bolchevique du parti, est à contre-courant. Les appels à l'énergie révolutionnaire, à la responsabilité, au dévouement et à la lutte pour la vérité glissent sur des hommes las et désabusés qui aspirent à la sécurité, sinon au bien-être. On ne veut pas entendre parler de la « révolution permanente » si elle doit signifier la révolution « en permanence ». Car on a gardé de la révolution et de la guerre civile le souvenir de souffrances atroces, de dizaines de milliers de morts, de l'épuisement, de la famine, des destructions de toute sorte. Alexandre Barmine, militant communiste à dix-huit ans, ancien soldat et commissaire de l'armée rouge, a confessé comment, devenu diplomate, puis haut fonctionnaire, il prit avec soulagement connaissance des articles de Staline contre la

⁶Cité par TROTSKY, *The Case*, pp. 81-82.

⁷TROTSKY, *Staline*, p. 377.

⁸Lettre à I. N. Smirnov, *Lutte de classes*, n° 6 août-sept. 1928, pp. 163-164.

⁹DEUTSCHER, P. U, p. 268.

¹⁰SERGE, M. R. p. 209.

¹¹TROTSKY, *Ma Vie*, t. III, p. 258.

révolution permanente et comment ils le décidèrent à la rejeter définitivement comme trop dangereuse¹². Le « socialisme dans un seul pays » offre à des hommes comme lui une perspective moins épique, certes, mais plus immédiate, plus concrète, moins aventureuse surtout. Le redressement relatif de l'économie depuis le tournant de la Nep a donné plus de prix aux minces satisfactions matérielles dont tous avaient été si longtemps et si profondément privés : elle n'est pas si ancienne que l'habitude en soit, prise, et le désir de se cramponner à la mince amélioration du niveau de vie joue à fond contre ceux dont les propositions paraissent impliquer le risque de tout remettre en cause.

Staline sait ce qu'il fait quand il reproche à Trotsky ses « postures héroïques » et affirme qu'il ne s'adresse pas à des « hommes réels, mais à des espèces de créatures idéales et de rêve, révolutionnaires de la tête aux pieds »¹³. Il est vrai qu'en 1926-27 les hommes du parti et les autres ressemblent plus à « l'homme réel » tel que Staline, qui l'incarne, le voit, qu'aux « créatures révolutionnaires de la tête aux pieds » dont Trotsky est le prototype et qu'il conduisait au combat en 1917 et dans les années suivantes. En ce sens, si l'appareil a triomphé par suite d'une démobilisation des masses, il est à son tour facteur de démobilisation et trouve en elle sa justification : les tragiques défaites de la révolution chinoise en 1927 apportent une éclatante confirmation aux prophéties de l'opposition dénonçant la politique qui les engendrait : mais elles l'affaiblissent terriblement par le coup quelles portent précisément à la confiance, à l'allant, au moral des militants. Elles renforcent finalement le camp de ceux qui en portent la responsabilité, en rendant irréelles les perspectives de ceux qui avaient indiqué comment les éviter.

La même contradiction pèse sur les méthodes de lutte de l'opposition : persuadés que la politique de la direction affaiblit le régime et l'Internationale, ses militants dénoncent le danger qu'ils croient relativement proche d'une restauration capitaliste. Or le fossé qui se creuse entre le parti et les masses, entre l'appareil et les militants, est un facteur d'affaiblissement du régime face à ce danger. L'opposition s'interdit donc les critiques démoralisantes, les gestes publics qui pourraient élargir les lésardes à l'intérieur d'un parti qui est toujours pour eux, l'instrument historique de la révolution mondiale, et à qui ils reprochent, non pas d'exister, mais de n'être pas, du fait de ses méthodes bureaucratiques et de sa courte vue, un instrument suffisamment efficace. Tant que l'opposition a dans le parti une existence légale, ces contradictions ne l'empêchent pas de se manifester unie, mais dès que la pression de l'appareil se resserre sur elle, elle perd son souffle, tiraillée entre ceux qui ne veulent plus rester dans le cadre du parti et ceux qui ne conçoivent pas d'en sortir, ces derniers se divisant à leur tour entre ceux qui veulent y rester pour lutter et ceux qui, pour y rester, sont prêts à renoncer à la lutte.

Ce sont ces conditions qui expliquent aussi le langage ésotérique dans lequel se déroulent ces controverses, pour la poignée de privilégiés qui a les moyens de les suivre. Plus de la moitié des membres du parti sont illettrés et les discussions s'y mènent dans la langue conventionnelle qui est celle du parti : des deux côtés on se réclame de Marx, Engels et de Lénine, des deux côtés on s'assène de pesants montages de citations -massues, on en appelle à la tradition, à des autorités, à des formules qui pour la majorité des militants, ne sont plus que langue de bois.

Les dirigeants de l'opposition sont des marxistes distingués, qui posent des problèmes d'un haut niveau théorique : comment la « base » comprendrait-elle les analyses de Prékobrajenski sur le taux d'accumulation ? Quand Boukharine se saisit de sa phrase sur l'« exploitation » de la paysannerie, quel militant comprend que le mot, dans le langage de l'économiste marxiste n'a pas le sens vulgaire immoral qu'il prétend lui donner ? A cet égard, la médiocrité des syllogismes dont Staline est coutumier, la platitude des comparaisons, la grossièreté, des injures, maintes fois répétées, ont infiniment plus de poids que les analyses les plus savantes de l'opposition, d'ailleurs jamais publiées et toujours déformées. Quand l'opposition mettra en avant le projet du barrage du Dnieprostroï, Staline rétorquera qu'il est aussi inepte de le construire que de donner un phonographe à un paysan qui n'a ni charrue ni vache. C'est absurde, bien sûr, et le Dnieprostroï deviendra une « grande réalisation stalinienne », mais peu d'hommes étaient à même de comprendre les données économiques qui imposaient des réalisations de ce type. Le plan d'industrialisation et, de planification qu'élaboraient les Trotsky, Piatakov, Prékobrajenski, est une conquête de la pensée socialiste et leurs adversaires l'utiliseront, à leur manière, mais après avoir dit que ce « programme superindustriel », « superprolétarien », « n'est que la superstructure *utopique* d'illusions social-démocrates, une mascarade démagogique pour dissimuler l'essence droitière de la véritable plate-forme de l'opposition »¹⁴, et après avoir miné ses auteurs.

Ainsi l'opposition sera-t-elle sans cesse traquée. Dénoncée comme « fractionnelle » dès qu'elle tente de se manifester dans le parti, elle est pourchassée, condamnée au repli dans les organismes dirigeants où elle n'a aucune chance de convaincre, et d'où elle ne peut espérer sortir sans être ignominieusement chassée sous l'accusation du crime majeur de volonté de scission. Elle luttera pendant près de deux années contre le cercle qui se resserre et qui la fera finalement éclater, sous le poids de la répression et des divergences qui s'accroissent au fur et à mesure que diminuent ses possibilités d'action.

La politique droitière de Staline-Boukharine.

La politique contre laquelle se dresse l'opposition unifiée n'a aucun caractère nouveau. Elle est celle même qui a été définie par la troïka lors du XII^e congrès et dont Boukharine en 1924 et 1925 s'est fait le théoricien. Ses conséquences sont simplement plus apparentes au fur et à mesure que passe le temps. La différenciation sociale ne cesse de grandir dans les campagnes, où la puissance du koulak se manifeste dans un processus ininterrompu de concentration des terres. En 1925-26, 15 millions d'hectares sont loués contre 7.7 en 1924-1925, presque tous par des koulaks. Le paysan pauvre se fait embaucher comme journalier ou comme fermier et continue de payer à l'usurier des sommes quatre fois supérieures à celles qu'il doit au fisc. Dans certaines régions, le processus est particulièrement marqué : en Ukraine, 45 % des paysans n'ont pas de chevaux et 35 % pas de vaches. La direction des coopératives appartient de moins en moins aux paysans pauvres et de plus en plus aux koulaks, représentent 6 % des éléments dirigeants. Les 22 000 exploitations collectives ne sont qu'une goutte d'eau face aux

¹²BARMINE, *Vingt ans au service de l'U.R.S.S.*, pp. 244-245.

¹³Cité par DEUTSCHER, *P. U.*, p. 284.

¹⁴*Pravda*, 3 nov. 26, cité par DANIELS, *Conscience*, p. 291.

30 à 40 millions d'exploitations individuelles et même à la masse des 2 160 000 prolétaires agricoles employés à la date d'août 1926 sur les exploitations koulaks employant plus de dix salariés¹⁵.

Cette petite bourgeoisie rurale en plein développement ne limite pas ses ambitions à la sphère immédiate de ses intérêts personnels. Elle exerce sa pression dans les soviets et même dans le parti, pour être défendue contre les unions de paysans pauvres ou les syndicats qui ne comptent pas plus de 20 % des ouvriers agricoles, intervient ouvertement contre la législation soviétique nouvelle, réclame que le mariage enregistré soit avantagé par rapport à l'union libre, proteste contre les droits des femmes accordés par le code, réclame la défense de sa propriété par des mesures draconiennes, comme la peine mort pour les voleurs de chevaux, qu'elle applique d'ailleurs, sommairement. Elle est l'avant-garde et base de toutes les forces qui en Russie peuvent soutenir éventuellement une restauration du capitalisme.

Or le rythme de l'industrialisation est loin de créer les conditions de son absorption. L'industrie russe a certes à peu près retrouvé son niveau d'avant-guerre, dans des conditions nouvelles puisqu'elle n'a pas bénéficié des capitaux étrangers qui avaient été la base de l'industrialisation dans la Russie tsariste. Cependant, la population a augmenté de plus de dix millions d'habitants dans l'intervalle et le retard industriel est plus considérable encore qu'il ne l'était, car la restauration s'est réalisée sur le niveau technique d'avant-guerre, pendant que les pays capitalistes amélioraient le leur : alors que les prix russes d'avant-guerre étaient proches du marché mondial, ceux de 1926 sont deux fois et demie plus élevés. L'Académie communiste estime, cette année-là, la « prime de cherté » ainsi acquittée par le consommateur russe à plus d'un milliard de roubles. L'insuffisance de l'industrie se traduit par ce que l'on appelle la « disette de produits » : les mêmes sources considèrent qu'elle se monte à plus de 400 millions de roubles de produits industriels que le marché serait toutes conditions égales, capable d'absorber. Elle explique la survivance et, les progrès du capital privé, dont la part dans la production est évaluée, selon les sources, entre 4 et 10 %. Il y a 20 000 ouvriers dans l'industrie, à Moscou même, 620 000 dans toute l'Ukraine. C'est le capital privé qui domine le marché intérieur, sur lequel il prélève sa lourde dîme. Son chiffre d'affaires, à Moscou, est égal à celui des coopératives. Pour tout le pays, il atteint plus de 7 milliards et demi par an, sur un chiffre d'affaires global du commerce du pays de 31 milliards, et il est impossible d'évaluer le montant de ses bénéfices, considérables, et qui constituent autant de capitaux soustraits à l'accumulation, donc à l'industrialisation.

Les éléments d'une bourgeoisie vivace et redoutable sont ainsi réapparus au sein de la société russe. Ils sont d'autant plus dangereux que l'administration et les organismes économiques pèsent de plus en plus lourdement par leur énorme appareil bureaucratique sur l'économie du pays et, par leur fonctionnement parasitaire, freinent le développement industriel. En 1927 les statistiques révèlent qu'en face de 2 766 136 ouvriers et employés de l'industrie, les administrations emploient 2 076 977 employés et fonctionnaires. Une lettre de Rykov et Staline, le 16 août 1926, évalue à 2 milliards de roubles les dépenses administratives de fonctionnement et à 3 ou 400 millions les économies immédiatement réalisables. Un rapport d'Ordjonikidze, paru dans la *Pravda* du 15 décembre 1926, constate une augmentation de 43 199 personnes du personnel de l'Etat, après une campagne d'une année pour sa réduction. Il cite les cas les plus scandaleux, comme le fait qu'un bilan annuel d'un trust de Moscou compte 13 volumes de 7354 pages, coûtant, à lui seul, 1 306 000 roubles. Et le salaire réel de l'ouvrier ne cesse de baisser entre 1926 et 1927, où il se stabilise.

La conjonction du nepman, du koulak et du bureaucrate dénoncée par l'opposition unifiée s'exprime dans la politique d'immobilisme et de laissez-faire que sous-tendent et qu'appuient les théories de Boukharine sur la stabilisation du capitalisme sur une longue période et de Staline sur la construction du socialisme dans un seul pays. Elles se traduisent, dans l'Internationale, par une politique nouvelle, en rupture directe avec les conceptions affirmées au cours des quatre premiers congrès, celle du « front unique » avec les organisations réformistes, partis et syndicats, sans perspective révolutionnaire. Ainsi que l'écrit Deutschner, « affirmer à l'avance que l'Union soviétique aurait à construire de bout en bout le socialisme toute seule était l'abandon de la perspective de la révolution internationale ; l'abandonner signifiait refuser d'y travailler et même l'empêcher »¹⁶. La volonté de s'affirmer « léninistes », le souci des dirigeants communistes étrangers de prendre leurs distances à l'égard du « trotskysme », la confusion initialement involontaire, mais de plus en plus souvent répétée et affirmée entre les intérêts de l'Etat soviétique, sa politique étrangère et ses besoins diplomatiques, d'une part, et l'intérêt de la révolution mondiale, des partis communistes et les nécessités de la lutte ouvrière dans tel ou tel pays, de l'autre, expliquent le reste.

C'est ainsi que les communistes polonais croiront à tort avoir l'aval de l'Internationale pour soutenir en mai 1926 le maréchal Pilsudski dans le coup d'Etat qui le porte au pouvoir et lui permettra de briser le mouvement ouvrier : la politique d'alliance avec les classes non prolétariennes, le koulak et la petite bourgeoisie en Russie, s'est traduite en polonais par une alliance avec un mouvement petit-bourgeois à étiquette socialiste et paysanne qui aura tôt fait de se transformer en dictature militaire appuyée sur les magnats et la haute finance. En mai 1925, après des contacts d'une année avec Purcell, dirigeant des Trade-Unions britanniques, les syndicats russes forment le conseil syndical anglo-soviétique, sur lequel les diplomates comptent pour lutter contre les tentatives hostiles de la bourgeoisie britannique : il apportera surtout l'appui du prestige des bolcheviks aux dirigeants réformistes anglais qui, après avoir brisé, par leur attitude, la grève générale de mai 1926, finiront par soutenir l'offensive contre l'U. R. S. S. menée en 1927 par leur gouvernement.

Plus significative encore de cette ligne est la politique menée en Chine par la direction du parti et de l'Internationale, politique qui aboutira, en 1927, au moment de la deuxième révolution chinoise, à la grande controverse avec l'opposition.

Débuts de l'opposition.

Conscients des difficultés qui les attendent, après le double échec de leurs tentatives d'opposition séparées, les dirigeants de l'opposition commencent par s'organiser. C'est un pas important, puisqu'ils violent ainsi une discipline à laquelle ils se disent

¹⁵ *Lutte de classes* 1927-28 : NAVILLE et SIZOFF, « *L'Economie soviétique* », ep. 458-460 et SERGE, « *Vers l'industrialisation* », n° 15, pp. 43 sq. et 16, 486-488.

¹⁶ Cité par DEUTSCHNER, *P. U.*, p. 278.

soumis : ils entrent dans la clandestinité par rapport au parti. Ses militants, après des années d'activité publique et de responsabilités d'Etat, se trouvent replongés dans une forme d'action qu'ils ne pratiquaient plus depuis le temps du tsarisme, mais qui leur avait été à tous familière : rendez-vous secrets, réunions dans des domiciles privés ou dans les bois avec piquets et patrouilles, courriers, émissaires, gardes du corps, « contacts », tout l'attirail de l'illégalité dans des conditions nouvelles, puisque le groupe, clandestin dans le parti, agit en s'efforçant de dérouter la surveillance de la Guépéou. La première étape consiste à organiser un réseau qui couvre tout le pays, avec une structure parallèle à celle du parti : il faut, pour cela, prendre bien des contacts, au delà du cercle des amis personnels de chacun, renouer des relations anciennes, sonder de nouveaux militants, pour constituer, partout, un noyau de départ.

En quelques mois, les éléments les plus décidés des oppositions successives seront ainsi organisés, des anciens de l'opposition ouvrière, en minorité, les amis de Zinoviev étant un peu plus nombreux que ceux de Trotsky, les opposants de 1923. Au total, entre 4 000 et 8 000 militants, suivant les évaluations extrêmes - le chiffre est dérisoire, certes, par rapport aux 750 000 militants que compte le parti, mais il s'agit d'une avant-garde qui aura à lutter dans un cercle plus restreint que le parti lui-même, et surtout, comme le souligne Deutschner, les recrues, vieux militants ou, au contraire jeunes, sont tous des responsables, des cadres, des meneurs, et il n'y a parmi eux ni carriéristes, ni opportunistes. Quoique le seul représentant de l'opposition au bureau d'organisation, Evdokimov, vienne d'en être écarté, des possibilités subsistent de s'appuyer sur certains secteurs de l'appareil et les bureaux de Zinoviev et de l'Internationale sont largement utilisés pour le recrutement et les liaisons. Bien entendu, la mise sur pied de ce réseau a nécessité de nombreux voyages, des rencontres. Les uns après les autres, les émissaires sont convoqués devant les commissions de contrôle, qui s'acharnent à découvrir la preuve de l'existence d'une fraction. Elle l'aura quand un provocateur dénoncera la tenue, dans les bois, près de Moscou, d'une réunion de l'opposition, résidée par Biélenki, haut fonctionnaire de l'Internationale, avec la participation de Lachévitch, membre du gouvernement.

L'opposition unifiée se manifeste sur le plan politique pour la première fois officiellement au comité central de juin où Trotsky lit en son nom la « Déclaration des 13 ». Partant de la résolution du 5 décembre 1923 qui reconnaissait les progrès du bureaucratisme dans l'Etat et le parti, elle décrit l'aggravation incessante du mal, et la montée des périls internes que constituent les éléments pro-capitalistes, koulaks et nepmen. C'est dans cette situation que s'est constituée l'opposition, opposition de gauche, bolchevique et prolétarienne, à la fraction au pouvoir, elle-même alliance entre la « fraction Staline », expression de l'appareil, et la droite, le groupe Boukharine, porte-parole des koulaks. Elle affirme qu'elle est prête, dans l'immédiat, à travailler avec les autres pour « restaurer en commun un régime du parti [...] en pleine conformité avec ses traditions » de démocratie ouvrière. En cas de refus, elle luttera, dans le cadre des statuts, pour gagner la majorité et devenir la direction qui redressera le parti.

Son programme est un programme de classe, un programme de « défense du prolétariat »¹⁷ ; il se prononce en premier lieu pour le relèvement des salaires ouvriers, une réforme fiscale, exonérant les petits paysans, allégeant l'impôt pour les paysans moyens et taxant lourdement les koulaks. Les mesures à échéance plus lointaine qu'il préconise sont une politique de soutien à la collectivisation dans les campagnes et surtout une accélération du rythme du développement industriel, l'opposition réclamant « un véritable plan quinquennal ». Ainsi se propose-t-elle de renforcer dans l'Etat ouvrier le rôle de la classe ouvrière, en augmentant son poids spécifique dans le pays aussi bien qu'en lui redonnant la parole dans le cadre du parti, et en refoulant les éléments du capitalisme renaissant dans les campagnes. Soulignant le danger de la confusion croissante entre les intérêts de l'Etat russe en tant que tel et ceux de la classe ouvrière internationale, la Déclaration des 13 condamne la politique opportuniste qui a inspiré l'accord avec les syndicats anglais dans le comité anglo-russe et fourni auprès des ouvriers anglais la caution des révolutionnaires russes aux dirigeants réformistes qui viennent de saboter la grève générale du mois de mai. L'opposition déclare ainsi la guerre à la théorie du « socialisme dans un seul pays » qui justifie les concessions opportunistes des partis communistes étrangers et l'abandon des perspectives révolutionnaires.

Les débats sont extrêmement vifs. Dzerjinski, le chef de la Guépéou, va mourir d'un arrêt du coeur après une intervention violente contre Kamenev. Toutes les propositions des 13 sont repoussées et la majorité, à son tour, contre-attaque sur les « violations de la discipline ». Un oppositionnel, Ossovski, coupable d'avoir écrit dans *Bolchevik* un article réclamant un nouveau parti, est exclu ; Trotsky et ses amis, se désolidarisant de lui, refusent pourtant de voter l'exclusion, car c'est l'appareil qui, à leurs yeux, porte la responsabilité de cette « faute grave ». L'affaire Lachévitch est considérée comme une « conspiration illégale » ; les coupables sont blâmés, Lachévitch révoqué de son poste de commissaire, exclu du comité central et, pour deux ans, de toute responsabilité ; Zinoviev est exclu du bureau politique et remplacé par Roudzoutak. La résolution finale accuse l'opposition d'avoir décidé de « passer de la défense légale de son point de vue à la création d'une vaste organisation illégale dans tout le pays, se dressant contre le parti et préparant ainsi sa scission »¹⁸.

Pour l'opposition la leçon est claire : le parti n'entendra jamais ce qu'elle dit au comité central, et il lui faut s'adresser directement à l'opinion publique du parti, utiliser le réseau, jusque-là clandestin, pour un travail au grand jour dans les cellules et noyaux. Elle décide de tenter cette « sortie » pour la fin de septembre, en vue de la XV^e conférence du parti. Comme il est probable que l'appareil frappera, il est décidé que ce sont les dirigeants de l'opposition eux-mêmes qui se rendront, comme le leur permettent les statuts, dans les cellules ouvrières pour y défendre leur point de vue. Trotsky, Piatakof, Radek, Smilga, Saponov vont à la cellule du chemin de fer de Riazan-Oural, y sont acceptés et écoutés : la cellule vote une motion qui reprend les principaux points du programme de l'opposition. Celle-ci exulte, sa première sortie est une victoire. Mais le comité de Moscou proteste, il ne faut pas « permettre aux chefs de l'opposition d'injecter au parti une fièvre d'opposition ». Quand, quelques jours plus tard, les mêmes dirigeants de l'opposition se présentent dans la cellule de l'usine d'aviation *Aviopribor*, les responsables appellent au secours le comité régional. Ouglanov, flanqué de son adjoint Rioutine, à la tête d'une troupe de choc, arrive en renfort, trop tard pour empêcher Trotsky de parler, mais à temps pour menacer et effrayer. Depuis le 27 septembre, la *Pravda* commence à publier les noms d'« exclus pour activités fractionnelles ». Au vote s'affrontent la thèse de

¹⁷DANIELS, *Documentary history of communism* t. 1, pp. 280-287.

¹⁸*Corr. int.* n° 87, 31 juillet 26, pp. 950-951.

l' « unité » - défendue par Rioutine et Ouglanov - et celle de la « discussion » : il y a 78 voix pour l'unité et 27 pour la discussion. C'est, étant donné les circonstances, encourageant pour l'opposition.

En réalité, ce demi-succès n'est que la préface d'échecs graves. A Moscou comme à Léninegrad, l'appareil a décidé de faire taire l'opposition. Les orateurs sont désormais accueillis par des groupes de choc - dont Rioutine à Moscou est l'organisateur - qui sifflent, hurlent, couvrent leur voix, recherchent des incidents et des bagarres. A l'usine de Poutilov, de Léninegrad, Zinoviev réussit à parler un quart d'heure dans le chahut et recueille 25 voix contre 1 375. L'opposition dénonce les méthodes de gangstérisme politique de l'appareil qui lance des « voyous » dans les réunions pour intimider les ouvriers. Staline rétorque que c'est la « voix du parti », sain et solide, qui couvre celle des agitateurs. En fait, le plus grave est que les hommes de main des comités font impunément la loi dans les cellules et que les ouvriers restent indifférents et finalement dociles : ils peuvent, « par surprise », voter pour l'opposition, mais se renient aussitôt devant la violence et les menaces. Réunie de nouveau, la cellule Riazan-Oural revient sur son vote précédent et Molotov dénonce ceux qui n'ont pas hésité à « essayer de se précipiter sur une cellule ouvrière ». L'opposition est enfermée, prise au piège : si elle essaie de continuer sa tentative de percée, les réunions de cellules vont être le champ clos de batailles rangées dont on les accusera d'être les instigateurs, sans qu'ils aient pu conquérir un seul adhérent. La masse du parti l'a montré : elle acceptera sans broncher et le refus brutal de la discussion, et les exclusions qui ne peuvent manquer d'intervenir à la suite.

Le « bloc » se fissure : certains des anciens de l'opposition ouvrière ou du groupe Centralisme Démocratique, pensent que la démonstration est faite, qu'aucun redressement du parti n'est possible et que les révolutionnaires doivent rompre avec lui. Zinoviev et Kamenev, au contraire, s'effraient du développement de l'action engagée : ils savent qu'ils se sont mis dans un mauvais cas en organisant effectivement une fraction alors qu'ils ont maintes fois publiquement soutenu l'interdiction des fractions, en soulevant aussi la base contre le comité central dont ils sont membres. Aussi désirent-ils l'arrêt dans la voie qui mène l'opposition à se faire exclure. Trotsky condamne également tout projet de construction d'un deuxième parti, continue à croire à la possibilité de redressement. Il ne pense pas cependant que le sort de la bataille puisse se régler en quelques semaines. Il n'est pas résigné à être exclu sans avoir pu s'exprimer, mais redoute aussi le découragement et l'effondrement de Zinoviev et Kamenev, qui tombent de plus haut que lui, car ils entraîneraient l'écroulement de l'opposition. Aussi croit-il possible une négociation qui lui permette de demeurer dans le parti sans capituler, tout en évitant l'exclusion que la base ouvrière, enjeu de la lutte, risque, pour le moment, d'accepter avec indifférence.

La discussion commence le 4 octobre entre le secrétariat et les chefs de l'opposition. Staline accepte finalement un texte qui permet à l'opposition de n'être pas exclue. Une déclaration signée de Trotsky, Zinoviev, Piatakov, Evdokimov, Kamenev et Sokolnikov affirme qu'elle maintient intégralement les positions exprimées dans la Déclaration des 13. Mais elle désavoue la prise de position de Chliapnikov et Medvedev en faveur d'un nouveau parti, ainsi que celles des partisans étrangers de l'opposition, Souvarine, Maslow, Ruth Fischer et autres, qui critiquent publiquement le parti et l'internationale. Surtout, les chefs de l'opposition admettraient le caractère fractionnel de leur activité, reconnaissent avoir enfreint la discipline. Ils s'engagent désormais à la suivre et demandent à leurs camarades « de dissoudre tous les éléments fractionnels qui se sont constitués autour des points de vue de l'opposition ». L'opposition déclare erronée l'allusion faite par Kroupskaïa au congrès de Stockholm, dans la mesure où elle « pouvait être considérée comme une menace de scission ». Elle conclut : « Chacun de nous s'engage à défendre ses conceptions uniquement dans les formes fixées par les statuts et les décisions des congrès et du comité central de notre parti, car nous sommes convaincus que tout ce qui est juste dans ces conceptions sera adopté par le parti au cours de son travail ultérieur »¹⁹.

La déclaration du 16 octobre n'est pas la capitulation dont parlent tant d'historiens : elle est pourtant la reconnaissance d'une grave défaite. Les dirigeants qui la signent se coupent d'une partie de leurs troupes en désavouant le groupe Medvedev-Chliapnikov, et donnent à certains l'impression d'avoir reculé au moment où ils étaient personnellement menacés d'exclusion. Surtout, ils acceptent de se replacer dans le cercle vicieux dont ils avaient tenté de sortir, au printemps, d'abord, par l'organisation de la fraction, en septembre, par la percée dans les cellules. Maintenant leurs points de vue, ils acceptent de ne les exprimer que dans les organismes dirigeants où ils n'auront aucune chance d'être suivis et ne seront pas connus des membres du parti. Bien des partisans de l'opposition comprennent la déclaration comme un aveu d'impuissance : les avocats de la démocratie ouvrière renoncent à la défendre. Aussi pour beaucoup, les jeux sont-ils faits et de nombreux militants abandonnent une position qu'ils jugent désormais sans perspectives.

La XV^e conférence.

L'opposition n'obtiendra pourtant pas la trêve qu'elle avait négociée et pensé obtenir dans la perspective d'un congrès démocratiquement préparé : la lutte va reprendre et le XV^e congrès ne sera réuni qu'à la fin de 1927, après l'exclusion de ses chefs. Le 18 octobre, Max Eastman publie dans le *New York Times* le testament de Lénine. Or, à l'automne précédent, à la suite de la publication d'un livre d'Eastman qui faisait allusion à l'existence de ce texte, et en citait de larges extraits, Trotsky avait accepté - sur l'injonction, écrira-t-il en 1928 à Mouralov, du noyau dirigeant de l'opposition²⁰ - de publier dans *Bolchevik* un démenti rédigé en termes extrêmement durs pour l'écrivain américain, l'accusant pratiquement de lancer contre le parti russe des faux calomnieux²¹. En réalité, comme Eastman était notoirement un ami personnel de Trotsky, il était évident pour tous que ce dernier n'avait pu ignorer son initiative : en cédant à l'ultimatum du bureau politique parce qu'il jugeait le moment inopportun pour déclencher une nouvelle bataille, Trotsky risquait de se couper de ses propres amis de l'étranger et de passer, parmi les opposants mêmes, pour un « capitulaire ». En 1926, la situation de Trotsky est pire encore : Eastman a pris l'initiative de la publication en pleine bataille de l'opposition russe pour une percée et croit avoir l'assentiment de Racovski pour ce faire.

¹⁹ *Corr. int.* n° 114, 23 octobre 26.

²⁰ Lettre à Mouralov du 11 sept. 1928, *New International*, nov. 34, pp. 125-126.

²¹ Déclarations de Trotsky sur le livre d'Eastman, *Corr. int.* n° 72, 22 juillet 1925, p. 601, et n° 82, 22 août 1925, p. 672.

Mais il ne peut deviner que l'opposition, entre temps, a dû reculer et que le texte va paraître deux jours après la déclaration du 16 octobre.

Staline accuse immédiatement l'opposition de jouer un double jeu, de réclamer une trêve à Moscou et de frapper en même temps le parti dans le dos. Il déclare donc que l'armistice est rompu et obtient du comité central la mise à l'ordre du jour de la XV^e conférence d'un débat sur l'opposition dont il sera le rapporteur. Le 25 octobre, il soumet le projet de rapport au bureau politique : il y qualifie l'opposition de « fraction social-démocrate ». C'est alors que se déroule une scène d'une extraordinaire violence au cours de laquelle Trotsky le traite de « fossoyeur de la révolution ». Natalia Sédova a décrit la réaction des amis de Trotsky, effarés, et Piatakov, bouleversé, répétant : « Pourquoi lui avez-vous dit cela ? Il ne le pardonnera jamais »²².

Pendant la XV^e conférence, du 26 octobre au 3 novembre, les chefs de l'opposition, fidèles aux termes de leur déclaration d'octobre, se taisent pendant six jours, malgré les attaques et les sarcasmes dont ils sont l'objet. Le septième jour, Staline présente pendant trois heures son rapport sur l'opposition et la situation interne du parti. Après avoir longuement rappelé ce que, dans le passé, Zinoviev et Kamenev ont dit de Trotsky et Trotsky de Zinoviev et Kamenev, il reprend le réquisitoire désormais traditionnel contre le « trotskysme » auquel, dit-il, les gens de la « nouvelle opposition » se sont ralliés, dénonce l'activité fractionnelle dont, selon lui, la déclaration du 16 octobre, manœuvre pour abuser le parti, n'est qu'un aspect : puisque l'opposition a tenu à maintenir « intégralement » son point de vue, « qu'elle mange la soupe qu'elle a elle-même cuite ! ». A la politique d'industrialisation qu'elle prône alors qu'elle « condamnerait à la misère des milliers d'ouvriers et de paysans », il oppose celle du comité central pour une amélioration du bien-être sans convulsions sociales et graduellement : « Moins de bavardage, plus de travail positif et créateur pour l'édification socialiste. » Il conclut par un appel à la lutte pour la capitulation de l'opposition. « Pour réaliser l'unité la plus complète, il faut faire encore un pas en avant, il faut obtenir que le bloc d'opposition renonce à ses erreurs fondamentales et protéger ainsi le parti et le léninisme contre toutes ses attaques et tentatives de révision »²³.

Kamenev, premier orateur de l'opposition, fréquemment interrompu, mais digne et maître de lui, explique la déclaration du 16 octobre comme une manifestation de la volonté d'éviter une scission menaçante : néanmoins, l'opposition ne peut se taire face aux accusations lancées par Staline. Le début de son intervention donne la température de la salle ; les délégués qui ont accueilli Staline par des « ovations enthousiastes » lorsqu'il rappelait les polémiques passées entre Zinoviev, Kamenev ou Trotsky et Lénine, hurlent aux « méthodes inadmissibles » à l'évocation des attaques de Boukharine contre Lénine en 1918. Discutant posément les « accusations exagérées » lancées contre les opposants, Kamenev développe les arguments mis en avant dans le domaine économique et, sur la question de la bureaucratisation du parti, déclare que l'alliance de la nouvelle opposition avec Trotsky repose sur la volonté de « défendre certaines conceptions bien déterminées ». La résolution présentée par Staline rend difficile le « travail en commun souhaité par l'opposition », et les hurlements des délégués ne feront pas avancer d'un pouce la discussion : « Accusez-nous, camarades, comme vous le voudrez, mais nous ne vivons plus au Moyen Age. Nous ne vivons plus à l'époque des procès en sorcellerie »²⁴.

Trotsky fait, selon son biographe Deutscher, l'un de ses plus grands discours, modéré dans la forme, brillant et élevé quant au fond. Il se fait écouter dans un silence hostile, mais respectueux, et obtiendra à plusieurs reprises la prolongation de son temps de parole. Il explique les raisons qui ont motivé la déclaration du 16 octobre : « L'acuité fractionnelle de la lutte de la part de l'opposition - quelles qu'aient été les conditions qui l'ont provoquée - a pu être interprétée par nombre de militants - et l'a réellement été - comme si les divergences d'opinion étaient allées jusqu'à rendre impossible un travail commun. [...] Le but et le sens de la déclaration du 16 octobre ont été d'intégrer la défense des opinions que nous soutenons dans le cadre du travail commun et de la responsabilité solidaire de la politique du parti en entier. » Sur la situation économique, il donne des chiffres : elle n'a rien de catastrophique, mais le pire serait de fermer les yeux, de ne pas dire la vérité, à temps. Il rappelle les propositions de l'opposition, admet qu'elles peuvent être erronées, mais demande en quoi elles peuvent, comme l'affirme le rapporteur, être considérées comme « social- démocrates », si ce mot a un sens. On l'accuse de manquer de confiance ; il a pourtant proposé dans *Vers le capitalisme ou vers le socialisme* des taux de développement industriel triples de ceux que propose le comité central. On l'accuse de semer la panique en prophétisant un conflit entre ville et campagne, en parlant du besoin qu'a la Russie du soutien des ouvriers européens. Le passé récent, pourtant, est là, pour montrer que l'hypothèse est plausible : a-t-on oublié Cronstadt et la crise de 1921, et la nécessité impérieuse du tournant de la Nep ? At-on oublié l'influence de la révolution russe sur l'Europe et sa défense par la classe ouvrière européenne ?

Puis il en vient au cœur du débat, la discussion sur la construction du socialisme dans un seul pays. Il commence - ce n'est pas un mince exploit - par faire rire la conférence aux dépens de Boukharine qui vient d'écrire qu'on pouvait construire le socialisme en faisant abstraction des conditions internationales. Boukharine s'écrie - t-il, peut également sortir tout nu dans les rues de Moscou en janvier, « en faisant abstraction » de la milice et de la température. Trotsky dit son inquiétude que la direction du parti ne cherche, par cette théorie, à justifier une activité routinière qui dissimule un renoncement, une perte de confiance dans les perspectives révolutionnaires. Là réside le véritable danger. Car il n'y a pas de raison de penser que les Russes, dans leur pays, arriveront à construire le socialisme plus facilement que les ouvriers européens à faire la révolution. Il résume : « Je pense que la victoire du socialisme dans notre pays ne peut être sauvagée que par une révolution victorieuse du prolétariat européen », mais il ne faut pas déformer ses paroles : « Si nous ne pensions pas que notre Etat est un Etat prolétarien, avec, il est vrai, des déformations bureaucratiques, c'est-à-dire un Etat qu'il faut rapprocher encore de la classe ouvrière, malgré certaines opinions bureaucratiques fausses : si nous ne croyions pas que notre édification est socialiste ; si nous ne croyions pas qu'il y a, dans notre pays, assez de ressources pour développer l'économie socialiste ; si nous n'étions pas convaincus de notre victoire complète et définitive, il est évident que notre place ne serait plus dans les rangs d'un parti communiste. » C'est pourquoi l'opposition condamne la scission. « Mais celui qui croit que notre Etat est un Etat prolétarien,

²² SERGE, *Vie et mort de Trotsky*, p. 181.

²³ *Cahiers du bolchevisme*, n° spécial, 20 décembre 26, pp. 2177-2122.

²⁴ *Ibidem*, pp. 2222-2245.

avec des déformations bureaucratiques, venant de la pression de l'élément petit-bourgeois et de l'encerclement capitaliste, si l'on croit que notre politique n'assure pas suffisamment la nouvelle répartition des ressources nationales, celui-là doit lutter avec les moyens du parti et sur la route du parti contre ce qu'il regarde comme dangereux, mais en prenant la pleine responsabilité de toute la politique du parti et de l'Etat ouvrier »²⁵. Les méthodes de l'appareil, dont la résolution présentée par Staline est l'exemple, présentent un réel danger, celui de transformer en chiffon de papier l'accord obtenu au 16 octobre, d'amener la renaissance des méthodes fractionnelles, et, finalement, du danger de scission.

Zinoviev, après lui, fait piètre figure. Il ne parvient à s'imposer à la salle déchaînée. Il s'en prend au ton des articles de la presse contre l'opposition, à la *Voix communiste* de Saratov qui a repris contre elle le vers de Blok : « Est-ce de notre faute si votre squelette craque dans nos lourdes pattes ? », aux autres journaux qui parlent d' « abattre l'opposition ». Mais ses leçons de morale et le rappel de la façon dont Lénine traitait l'opposition de son temps provoquent l'hilarité des délégués, qui l'entendent en même temps les excuser sous le prétexte que la lutte interne « ne se mène pas en gants blancs » et que « les exagérations sont inévitables ». Après avoir évoqué les divergences réelles en s'abritant derrière des citations de Lénine, il ne parvient pas à surmonter le chahut, incessant, malgré ses affirmations : « Je ne fais que me justifier et je n'accuse personne. » Il doit renoncer à parler de l'Internationale et du « bloc » avec Trotsky : son temps de parole est épuisé, et, malgré ses prières, le congrès refuse de le prolonger²⁶.

Il sera une proie facile pour un Boukharine inconnu, sarcastique et mordant, violent et cynique, décidé à écraser les opposants en exploitant à fond leurs hésitations et leurs contradictions. « Le camarade Zinoviev [...] nous a dit comment Lénine savait bien s'y prendre avec une opposition, sans avoir besoin d'exclure tout le monde, alors que dans une réunion ouvrière, lui, Zinoviev, n'a su réunir que deux voix. Lénine a bien su s'y prendre. Mais comment pourrait-on exclure tout le monde, quand ces gens n'ont que deux voix ? Lorsqu'on a toutes les voix pour soi et deux contre, si ces deux voix crient « Thermidor », alors on peut y penser. » Staline bondit pour approuver joyeusement, comme la conférence tout entière l'a fait quand Boukharine a dit : « Vous affirmez avoir battu en retraite par peur d'une catastrophe. La catastrophe, dites-le carrément, était-ce la scission ? Trois hommes éliminés du parti, voilà en quoi consistait toute la scission. » Après une phrase féroce sur Zinoviev et sa « vanité désemparée », Boukharine décoche ce trait cruel « Tout ceci est une farce »²⁷.

Son intervention donne le ton. Molotov, dénonçant l'opposition engagée « sur le chemin de Cronstadt », affirme que « la propagande pour des idées hostiles au léninisme est incompatible avec la qualité de membre du parti » et que celui-ci ne saurait admettre « le développement et l'approfondissement de la déviation social-démocrate ». Rykov, qui, dans son rapport initial accusant l'opposition de « défaitisme », avait néanmoins reconnu que « ce serait une absurdité d'accuser l'opposition de travailler consciemment à la défaite de la dictature du prolétariat », réclame à la fin de la conférence que « le parti prenne les mesures nécessaires pour assurer l'unité et maintenir la fermeté idéologique de sa ligne »²⁸. L'ancien oppositionnel Larine dénonce « ce qu'il y a de pourri dans les idées de l'opposition » et affirme : « La révolution se développe par-dessus la tête de certains de ses chefs »²⁹. Il y a plus grave : Chliapnikov et Medvedev condamnent leurs propres erreurs, appellent leurs partisans à se soumettre³⁰. Kroupskaïa rompt avec l'opposition. Avec la capitulation de celle qui, aux yeux de beaucoup, incarne l'esprit des vieux-bolcheviks, l'appareil remporte une grande victoire morale.

Dans sa réponse, Staline exige la capitulation de toute l'opposition et menace : « Ou, bien vous remplirez ces conditions qui représentent les conditions préalables pour l'unité complète dans le parti, ou bien vous ne le ferez pas et le parti, qui hier vous a battu, vous abattra demain définitivement »³¹. La résolution, adoptée à l'unanimité, condamne l'opposition, « déviation social-démocrate », et son action qui « ne peut que saper l'unité du parti, affaiblir la dictature du prolétariat, et déchaîner dans le pays les forces anti-prolétariennes qui cherchent à affaiblir et à faire crouler la dictature »³². Trotsky et Kamenev sont exclus du bureau politique. La conférence demande à l'exécutif de l'Internationale de relever Zinoviev de ses fonctions.

La déroute est, cette fois, complète sur le plan des responsabilités. Elle sera achevée à l'exécutif de l'Internationale de décembre où, après un rapport de Staline, les partisans de l'opposition dans les partis communistes étrangers sont exclus. Zinoviev ne fait pas appel, mais donne « quelques explications ». Trotsky plaide une fois de plus contre la théorie du « socialisme dans un seul pays ». La presque totalité des délégués étrangers sont, d'avance, ralliés : le délégué français Jacques Doriot se distingue en dénonçant les propos oppositionnels tenus en privé devant lui par le Yougoslave Voya Vouyovitch, déjà révoqué le 27 septembre de ses fonctions de secrétaire de l'Internationale des jeunes. Dans sa conclusion, Staline donne le ton : « A la question de son attitude à l'égard de son passé de menchevik, Trotsky a répondu, non sans pose, que le fait même qu'il soit entré dans le parti prouve qu'il a déposé tout ce qui le séparait jusqu'alors du bolchevisme sur le seuil du parti. Comment peut-on déposer de telles immondices sur le seuil du parti ? Trotsky a-t-il déposé ces choses sur le seuil afin d'en avoir à proximité une provision pour les luttes futures dans le parti ? »³³.

Les divergences s'accroissent au sein de l'opposition. Aux yeux des partisans d'un nouveau parti, les anciens partisans de la tendance des centralistes-démocratiques, les « décistes », la XV^e conférence a démontré, en même temps que la détermination de l'appareil et sa maîtrise sur le parti dégénéré, l'opportunisme des chefs de l'opposition et la persistance des illusions qui les ont conduits à la capitulation du 16 octobre. Ils se séparent de l'opposition unifiée et constituent, avec Saprionov et Viadimir Smirnov, le groupe des Quinze, qui considèrent que la lutte dans le parti prend un caractère de classe : « Staline a, à ses côtés, l'armée des fonctionnaires, tandis que l'opposition rallie la fraction ouvrière du parti ; le groupe de Staline et de la

²⁵ *Ibidem*, pp. 2245-2270.

²⁶ *Ibidem*, pp. 2274-2292.

²⁷ *Ibidem*, pp. 2292-2313.

²⁸ *Ibidem*, pp. 2176 et 2318.

²⁹ Cité par DEUTSCHER, P. U., p. 303.

³⁰ *Cahiers du bolchevisme*, p. 2127.

³¹ *Ibidem*, pp. 2270-2274.

³² Cité par IAROSLAVSKI, *Histoire du P. C. de l'U.R.S.S.*, p. 452.

³³ *Corr. int.* n° 143, 29 décembre 1926, p. 1867.

petite bourgeoisie le soutient ne peuvent être renversés que si l'opposition s'assure la sympathie active et l'appui de la classe ouvrière ; il est donc nécessaire de former un noyau pour défendre la cause de la révolution prolétarienne »³⁴.

A l'opposé, d'autres membres de l'opposition en viennent à penser que la XV^e conférence a montré l'impossibilité de tout compromis : les militants convaincus que la fondation d'un deuxième parti serait une catastrophe pour la cause du socialisme n'ont plus qu'à capituler, à s'incliner devant la direction qui l'emporte, à dissoudre la fraction et à se taire. Zinoviev et Kamenev sont tout près de se ranger sur cette position. Face à la répression dans le parti et à la multiplication des procédures d'exclusion engagées, ils donnent comme mot d'ordre à leurs partisans de chercher avant tout à éviter l'exclusion, en dissimulant au besoin leurs opinions et en votant avec la majorité pour assurer leur protection : pour eux, il n'est de lutte possible qu'au sein du parti.

Trotsky et ses proches amis du noyau de 23 ne se font aucune illusion sur l'efficacité de cette tactique qui conduit inévitablement à la démoralisation et à l'abandon définitif du combat. Ils pensent que tous les jours se multiplient les preuves qu'ils sont dans la bonne voie. L'« ennemi de classe » Oustrialov ne vient-il pas d'écrire dans son journal d'émigrés *Novosti Jisny*, le 19 octobre : « Gloire au bureau politique si la déclaration de repentir des dirigeants de l'opposition est le résultat de leur capitulation *unilatérale et sans conditions*. Mais il serait déplorable qu'elle ne fût que le fruit d'un *compromis*. [...] Le comité central vainqueur doit acquérir une immunité intérieure contre le poison délétère de l'opposition. [...] Autrement, ce sera une calamité pour le pays. [...] Voilà pourquoi *nous sommes non seulement contre Zinoviev, mais délibérément pour Staline* »³⁵. Ce sont pourtant là des arguments qui, pour être solides, ne pourraient germer que dans un autre sol, dans un autre parti, une classe ouvrière moins indifférente et moins épuisée.

Trotsky laisse entendre à Victor Serge, dans une conversation, que la déloyauté de Staline et les méthodes de l'appareil ne sont pas seules en cause. Il élabore pour lui-même, le 26 novembre, un projet de thèses qui ne seront jamais complètement rédigées, mais qui nous donnent son appréciation personnelle de la situation et des chances de l'opposition dans la bataille. Soulignant que « les révolutions dans l'histoire ont toujours été suivies par des contre-révolutions », il affirme que « la révolution est impossible sans la participation des masses » dont les « espoirs d'un avenir meilleur sont toujours branchés sur le mot d'ordre de révolution » et sont toujours exagérés, ce qui explique leur inévitable désillusion devant les résultats *immédiats* de la révolution. Les masses ouvrières russes, en 1926, sont devenues « plus prudentes, plus sceptiques, moins directement réceptives aux mots d'ordre révolutionnaires, aux grandes généralisations ». Au sujet du grand débat qui vient d'avoir lieu, il écrit, toujours pour lui-même : « L'adoption officielle de la théorie du « socialisme dans un seul pays » signifie la sanction théorique de tournants qui ont déjà eu lieu. [...] On fait un épouvantail de la révolution permanente, justement pour exploiter l'état d'esprit d'une importante couche d'ouvriers qui ne sont pas du tout carriéristes, mais qui ont pris du poids, fondé une famille. La théorie de la révolution permanente utilisée dans ce sens n'a rien à voir avec la vieille discussion depuis longtemps reléguée aux archives, mais elle dresse le fantôme de nouvelles convulsions - « invasions » héroïques, violation de « la loi et l'ordre » ; une menace pour les conquêtes de la période de reconstruction ; une nouvelle zone de grands efforts et de sacrifices »³⁶.

Le phénomène est loin d'être nouveau. Déjà, dès le 10 septembre 1918, Sosnovski avait noté dans la *Pravda* ce qu'il considérait comme une conséquence de la contagion des masses dominantes abattues et pourrissantes, l'apparition, « à côté d'un désir de vivre mieux, naturel chez les ouvriers, de la tendance à vivre le mieux possible conformément au principe : « Après moi, le déluge ! » Mais les dirigeants de l'appareil jouent aujourd'hui sur cette lassitude réelle, une agression du mouvement ouvrier que la seule action de l'opposition est, bien entendu, impuissante à surmonter. Que vienne une révolution victorieuse à l'étranger, et le souffle de 17 passera de nouveau sur le pays, ranimant les cœurs découragés, inspirant dévouement et initiative à la jeune génération qu'écrase, pour le moment, la pesante autorité de ses aînés.

A la veille de sa mort, en réponse à tous ceux qui dressent le catalogue de ses fautes et des occasions manquées, Trotsky écrira sur cette période : « L'opposition de gauche ne pouvait pas s'emparer du pouvoir et ne l'espérait même pas. [...] Une lutte pour le pouvoir, menée par l'opposition de gauche, par une organisation marxiste révolutionnaire, ne peut se concevoir que dans les conditions d'un soulèvement révolutionnaire. [...] Au début des années 20, il n'y eut pas de soulèvement révolutionnaire en Russie, tout au contraire : dans de telles conditions, le déclenchement d'une lutte pour le pouvoir était hors de question. [...] Les conditions de la réaction soviétique étaient infiniment plus difficiles que les conditions tsaristes ne l'avaient été pour les bolcheviks »³⁷.

Que reste-t-il donc à faire ? Pour l'essentiel, tenir, être présent le plus longtemps possible pour affirmer les principes, dénoncer l'escroquerie au socialisme, préserver les chances révolutionnaires à l'extérieur. C'est dans l'arriération des masses russes, leur misère et leur inculture, c'est sur le découragement, l'inertie le désespoir, un conservatisme instinctif, que l'appareil a pris racine. La victoire d'une révolution à l'étranger, surtout si elle se produit dans un pays avancé - et son analyse lui affirme qu'elle est possible - peut renverser la situation, dégonfler en quelques jours la dérisoire baudruche du « socialisme dans un seul pays », ramener à l'activité les masses, ces « millions qui font la politique » comme aimait à le répéter Lénine. Il faut donc maintenir avant tout les analyses marxistes et les principes internationalistes qu'elles commandent, lutter contre le mensonge endormeur et les illusions désarmantes, maintenir les perspectives révolutionnaires, quand bien même elles ne sont aujourd'hui ni écoutées ni comprises. L'opposition, finalement, le suit et, fin décembre, la fraction, encore plus clandestine, fonctionne de nouveau, quoique sérieusement amputée.

³⁴ Cité par IAROSLAVSKI, *Op. cit.*, p. 452.

³⁵ *Novosti Jisny*, 19 oct. 26, cité par KAMENEV, *Corr. int.* n° 11, 24 janvier 27, p. 156.

³⁶ Texte dans *Fourth International*, col. 2, n° 8, pp. 251-252.

³⁷ TROTSKY, *Staline*, pp. 555-556.

La révolution chinoise.

L'hiver passera sans incidents ni polémiques. A partir du mois d'avril, la bataille se déchaîne de nouveau autour de la révolution chinoise : l'opposition s'en prend à la politique appliquée en Chine par l'internationale sur les instructions des dirigeants du parti russe. L'enjeu de la bataille est d'importance : il s'agit, bien sûr, comme le dit Trotsky, du « sort du prolétariat chinois » mais, à travers la révolution qui entraîne à l'assaut de la vieille Chine et des puissances impérialistes les deux millions d'ouvriers et les dizaines de millions de paysans chinois, c'est toute la stratégie révolutionnaire, le rôle du parti, la place des organisations de masse, la nature du pouvoir d'Etat et les rapports entre avant-garde et masse qui se trouvent posés, comme en 1917.

Certes, les différences sont importantes : le prolétariat chinois, à l'image du capitalisme industriel, est moins développé en Chine qu'il ne l'était en Russie, le vieux régime seigneurial est à peu près intact dans les campagnes et l'autorité étatique s'est brisée et morcelée, sous les coups conjugués du dépècement par l'étranger et de la première révolution, entre les mains d'une série de seigneurs de la guerre. Pour l'essentiel, cependant, le développement de la société chinoise s'est conformé à la loi du développement inégal et la révolution s'y déroule suivant le rythme du développement combiné, comme dans la Russie du début du XIX^e siècle. En fait, la différence essentielle entre les deux révolutions réside dans le fait que la révolution russe était la première de ce type dans un pays semi-colonial : la Chine, dont les caractères coloniaux sont plus accentués, a en revanche la possibilité de bénéficier non seulement de l'expériences, mais encore des conseils et de l'assistance technique et militaire des communistes russes.

Or, avant que l'opposition ne fasse de la « question chinoise » son cheval de bataille, à partir d'avril 1927, l'action des communistes chinois semble bien, à leur corps défendant, d'ailleurs, s'exercer de façon différente de celle des bolcheviks de 1917, alors même que le mouvement des masses se développe le long de lignes semblables. C'est en 1922 que le minuscule parti communiste chinois dirigé par Tchen Dou-siou, un prestigieux intellectuel, a décidé l'entrée individuelle de ses militants dans le Kouomintang, le parti nationaliste qu'a inspiré et organisé le père de la première révolution chinoise, Sun Yat-sen, lequel dispute à ses propres généraux le contrôle de la Chine du sud.

Le Kouomintang est une organisation assez lâche, dont le programme comporte la réalisation de l'unité nationale, la réforme agraire et un certain socialisme. Les communistes y entrent pour trouver le contact avec ses adhérents ouvriers, nombreux dans la région de Canton. C'est en 1924 que le gouvernement de Sun signe avec l'ambassadeur Joffé un traité d'alliance : le jeune mouvement nationaliste chinois recherche des appuis extérieurs et ne néglige pas le prestige de la première révolution victorieuse auprès des ouvriers et paysans chinois. Le bureau politique russe envoie au Kouomintang un conseiller permanent, Borodine. Le parti chinois, adhérent au Kouomintang, fournit des cadres d'organisateurs qui s'efforcent de copier la structure et les méthodes bolcheviques. Des officiers russes encadrent la nouvelle armée nationaliste et des officiers chinois suivent des cours à Moscou. L'un d'entre eux, Tchang Kai-chek fonde à son retour, en 1924, l'Académie militaire. Ce militaire ambitieux et doué, incarnation de la jeune bourgeoisie chinoise, tient un langage révolutionnaire, déclarant au congrès du Kouomintang : « Notre alliance avec l'Union soviétique, avec la révolution mondiale, est en réalité une alliance avec tous les partis révolutionnaires qui luttent en commun contre les impérialistes pour accomplir la révolution mondiale »³⁸. La chambre de commerce de Canton termine une proclamation par le cri de « Vive la Révolution mondiale ! ». C'est que la construction de l'Etat nationaliste du sud passe par la mobilisation des masses ouvrières et paysannes.

Celles-ci, pourtant, commencent à agir pour leur propre compte : la grande grève de Canton et Hong-Kong en 1924 voit apparaître ce qui est, en fait, le premier soviet chinois, le comité des délégués des grévistes, élu par les ouvriers, disposant d'une force de 2 000 piquets armés, d'une police, créant son tribunal, des écoles, légiférant et exécutant, organisant ses comités de ravitaillement des transports, etc. Dès ce moment les difficultés commencent et, tandis que les dirigeants du Kouomintang s'efforcent d'enrayer le développement du mouvement ouvrier, la direction du parti communiste chinois, en octobre 1925, propose la sortie du Kouomintang, afin de pouvoir diriger la lutte ouvrière de façon indépendante. Le comité exécutif de l'Internationale s'y oppose. La ligne qu'il dicte au parti communiste chinois consiste à éviter d'engager des combats de classe contre la bourgeoisie patriotique du Kouomintang, à freiner, notamment, les mouvements agraires, à s'abstenir de toute critique de l'idéologie officielle, le « sunisme ». Staline et Boukharine la justifient par une analyse : la révolution chinoise est une révolution bourgeoise mais, dans la lutte contre le féodalisme et la bourgeoisie internationale, la bourgeoisie chinoise a un rôle révolutionnaire anti-impérialiste et l'alliance entre elle et les ouvriers et paysans doit être préservée. Boukharine expliquera : « Le Kouomintang est une organisation d'un type *spécial*, quelque chose d'intermédiaire entre un parti politique et une organisation comme les soviets, où entrent différents groupements de classe. [...] Le Kouomintang englobe la *bourgeoisie libérale* (qui chez nous était organisée dans le parti cadet, lequel était devenu contre-révolutionnaire *aux stades antérieurs de la révolution*), la petite bourgeoisie et la classe ouvrière. Au point de vue *organisation*, le Kouomintang *n'est pas* un parti dans l'acceptation habituelle du terme. Sa structure permet de le conquérir par la base en y effectuant un regroupement de classe. [...] Nous nous devons d'*exploiter* cette particularité au cours de la révolution chinoise. [...] Il faut transformer de plus en plus le Kouomintang en une organisation élective de masse, [...] déplacer *vers la gauche* le centre de gravité, *modifier la composition sociale de l'organisation* »³⁹.

Au début de 1926, l'affiliation du Kouomintang est acceptée à l'Internationale en tant que « parti associé », et Tchang, qui, depuis la mort de Sun, partage avec Wang Chin-wei la direction du Kouomintang, devient « membre associé » du comité exécutif. Le 20 mars, il fait pourtant à Canton son petit « coup d'Etat », arrête des dirigeants syndicaux communistes, ferme les locaux de l'Union générale, élimine les communistes de la direction du Kouomintang et pose comme condition à leur maintien dans l'organisation l'interdiction de toute critique du sunisme et la remise de la liste de leurs adhérents. L'Internationale et le parti russe pressent le parti communiste chinois d'accepter ces conditions. A cette occasion, pour la première fois, en avril

³⁸ Harold R. ISAACS, *The tragedy of the chinese revolutions* p. 86.

³⁹ BOUKHARINE, *Problèmes de la révolution chinoise*, pp. 50-51.

1926, Trotsky soulève le problème de l'indépendance du parti communiste chinois et critique l'admission du Kouomintang à l'internationale. Cette discussion a lieu à huis-clos et aucun autre désaccord ne se manifesterait avant avril 1927.

Pendant ce temps, un conflit mûrit entre Tchang, maître de l'armée, et Wang, leader des civils et du gouvernement. Tchang entreprend la marche vers le nord, contre les seigneurs de guerre, et cette campagne est prétexte à interdire, au nom du patriotisme, toute grève et agitation ouvrière dans la zone qu'il contrôle. Elle provoque pourtant des soulèvements paysans, la saisie des terres, des insurrections ouvrières et le parti communiste chinois, témoin de l'acharnement du général à rétablir l'« ordre » au fur et à mesure de sa conquête, réclame de nouveau par la bouche de Tchen Dou-siou l'autorisation de mener une politique indépendante. Il n'en est pas question. A la XIV^e conférence Staline a affirmé : « C'est à notre parti qu'a échu le rôle historique de diriger la première révolution prolétarienne dans le monde. Nous sommes convaincus que le Kouomintang réussira à jouer ce rôle en Orient »⁴⁰. Le 18 mai 1925, il le qualifiait de « parti unique ouvrier et paysan » et, à la VI^e assemblée plénière, de « bloc révolutionnaire des ouvriers, paysans et intellectuels et de la démocratie des villes (bourgeoisie) sur la base de la communauté d'intérêts de classe de ces couches dans la lutte contre les impérialistes et l'ensemble de l'ordre militaire-féodal »⁴¹. Il salue l'avance de Tchang en disant qu'elle « signifie la liberté de réunion, la liberté de grève, la liberté de coalition pour tous les éléments révolutionnaires et surtout ouvriers »⁴². Et Boukharine, caractérisant l'étape de la révolution « par le fait que les forces révolutionnaires sont déjà organisées en un pouvoir d'Etat avec une armée régulière, organisée », conclut : « L'avance de ces armées est une forme particulière du processus révolutionnaire »⁴³. Ils ont, contre Tchen Dou-siou, réaffirmé le « rôle objectivement révolutionnaire de la bourgeoisie » et appuyé l'entrée de deux communistes dans le gouvernement Kouomintang, où ils occupent les portefeuilles de l'agriculture et du travail.

On comprend, dans ces conditions, les hésitations des communistes chinois. Le 19 mars, une grève générale à Changhaï se transforme presque spontanément en insurrection. Le parti communiste lance le mot d'ordre d'« Assemblée de délégués », mais n'en fait pas un mot d'ordre d'action : il organise un comité « de sommet » et pas une seule élection de délégués. Ses alliés l'abandonnent et, faute de perspectives, l'insurrection est écrasée. Le délégué de l'internationale communiste à Changhaï, Voitinski, écrira : « Nous avons laissé passer un moment historique extrêmement favorable. Le pouvoir était dans la rue et le parti n'a pas su le prendre. Pire, il ne le voulait pas et le redoutait »⁴⁴. En mars, les troupes de Tchang s'arrêtent aux portes de Changhaï et c'est une insurrection des ouvriers, dirigée par l'Union générale des travailleurs, qui chasse les derniers soldats du Nord. La *Pravda* du 22 mars annonce : « Les travailleurs victorieux ont remis les clés de Changhaï à l'armée de Canton : dans ce geste s'exprime l'acte héroïque du prolétariat chinois. » Dès lors, Tchang Kai-chek prépare ouvertement l'élimination des communistes à Changhaï.

C'est alors que l'opposition intervient. Le 31 mars, dans une lettre au comité central, Trotsky se plaint du manque d'informations sur la Chine, souligne qu'il semble que l'on se trouve en face d'un puissant essor du mouvement ouvrier. Pourquoi ne lance-t-on pas le mot d'ordre des soviets ? Pourquoi n'encourage-t-on pas la révolution agraire ? Faute d'appliquer cette ligne, on risque de livrer le prolétariat chinois à un coup d'Etat militaire. Le 3 avril, il écrit un article, dont la publication sera refusée, dans lequel il affirme que le parti engage les ouvriers et les paysans chinois dans le camp de la bourgeoisie : faire du parti communiste un otage dans le Kouomintang équivaut à une trahison. Il faut dire que le Kouomintang n'est pas un parti d'ouvriers et de paysans. Le 5 avril, il écrit que Tchang prépare un coup d'Etat et que seule l'organisation de soviets pourra lui barrer la route. Le 12, il entreprend une longue réfutation d'un article de Martynov, l'ancien « économiste » et menchevik de droite rallié au parti communiste après la guerre civile, qui défend maintenant, pour le compte de Boukharine et Staline, sur la Chine, la théorie de la révolution par étapes » qu'il avait défendue en Russie avant 1917[†].

Le 5 mai, Staline prononce un discours devant 3 000 militants à la salle des Colonnes : « Tchang Kai-chek se soumet à la discipline. Le Kouomintang est un bloc, une sorte de Parlement révolutionnaire. [...] Tchang Kai-chek ne peut faire autrement que de diriger l'armée contre les impérialistes »⁴⁵. Le parti communiste chinois avertit Moscou que Tchang veut désarmer les ouvriers de Changhaï. La réponse vient : « Enterrez les armes. » Boukharine dira qu'en effet on pouvait se demander « s'il ne valait pas mieux cacher ses armes, ne pas accepter la bataille et ainsi ne pas se laisser désarmer »⁴⁶. Le parti communiste chinois multiplie les avances à Tchang, dément les rumeurs de désaccord, refuse les offres de service de la I^{re} division de l'armée de Canton pour soutenir les syndicats ouvriers contre le généralissime.

Le 12 avril, sept jours après le discours de Staline, le jour où Trotsky écrit contre Martynov, les hommes de main de Tchang, qui s'est assuré de l'appui des banquiers et des hommes d'affaires occidentaux, attaquent les piquets et les locaux ouvriers. Des dizaines de milliers d'ouvriers, et parmi eux de nombreux communistes accusés d'être « réactionnaires » et de conspirer avec les « militaristes du Nord », sont massacrés. Le 21, Staline déclarera que « les événements ont prouvé pleinement et entièrement la justesse de la ligne »⁴⁷ de l'Internationale. Boukharine tirera un trait sur l'écrasement de l'avant-garde ouvrière en Chine en constatant que « la bourgeoisie est passée au camp de la contre-révolution »⁴⁸.

La « discussion chinoise ».

L'écrasement du prolétariat de Changhaï, la « trahison » de Tchang Kai-chek étaient évidemment un coup très dur pour le prestige de la direction de Staline et Boukharine. Ils eussent pu relever celui de l'opposition qui, privée de moyens

⁴⁰ ISAACS, *op. cit.*, p. 85.

⁴¹ *Ibidem*.

⁴² *Ibidem*, p. 119.

⁴³ *Ibidem*, p. 112.

⁴⁴ *Ibidem*, p. 136.

⁴⁵ *Ibidem*, p. 162.

⁴⁶ BOUKHARINE, *Problèmes*, p. 57.

⁴⁷ Cité par ISAACS, *op. cit.*, p. 185.

⁴⁸ BOUKHARINE, *Problèmes*, n° 57.

d'information, les avait néanmoins prévus. Mais les critiques de l'opposition n'avaient pas percé le silence qui entourait les délibérations des organismes dirigeants. Une poignée de cadres seulement avaient eu connaissance de la position de Trotsky et de Zinoviev. Pourtant, les chefs de l'opposition se sont emparés de la « question chinoise », dans le parti comme dans l'Internationale avec d'autant plus d'énergie que Staline et Boukharine, niant l'échec pour nier leur responsabilité, poursuivaient avec obstination la même ligne. Boukharine analysait le coup d'Etat de Changhaï comme « l'insurrection de la grande bourgeoisie contre le Kuomintang et le bloc de gauche du Kuomintang ». Le parti communiste chinois devait désormais soutenir, contre Tchong, le gouvernement Wang Chin-wei installé à Hankéou.

Au comité exécutif de l'Internationale, le 24 mai, Trotsky attaque : la direction ne pourra pas, cette fois, dissimuler au parti l'ampleur de la défaite qu'elle a subie et ses propres responsabilités. Il faut immédiatement redresser la situation, pousser les mouvements paysans qui se développent dans toute la Chine, lancer le mot d'ordre des soviets pour étayer le mouvement, l'organiser, préparer l'alliance des ouvriers et des paysans. Le bureau politique a « désarmé politiquement » la classe ouvrière chinoise parce qu'il a fait, appliquer en Chine la même « conception bureaucratique, d'appareil, » qu'il a de l'autorité révolutionnaire et qui se traduit dans le régime du parti communiste russe. Lancer, comme le fait Staline, le mot d'ordre d'armement en s'opposant à celui des soviets est pure insanité : les syndicats et organisations de masse que Staline propose de renforcer ne peuvent jouer le rôle essentiel de défense et d'organisation du « deuxième pouvoir » que seraient des soviets⁴⁹.

Staline interrompt la discussion pour annoncer que la Grande-Bretagne vient de rompre les relations avec l'U.R.S.S. et commente : Trotsky a choisi pour son attaque le moment où le parti est aux prises avec une « croisade d'ensemble », qui devient donc un « front unique qui va de Chamberlain à Trotsky », Trotsky n'aura pas de peine à rétorquer que « personne autant que la politique erronée de Staline n'a mieux secondé la politique de Chamberlain, surtout en Chine ». Mais cela n'a guère d'importance puisque les jeux sont faits. Staline a décidé de la ligne et l'expose à sa manière scolastique : « La révolution agraire est la base et le contenu de la révolution démocratique-bourgeoise en Chine. Le Kuomintang et le gouvernement de Hankéou sont le centre du mouvement révolutionnaire démocratique bourgeois. » Lancer le mot d'ordre des soviets signifierait la lutte contre Hankéou. Or, puisqu'il existe une organisation révolutionnaire spécifique, adaptée aux conditions chinoises et prouvant sa valeur pour le développement ultérieur de la révolution démocratique-bourgeoise en Chine, [...] il serait stupide de le détruire ». Il repousse toute comparaison avec la Russie, « puisque la Russie était à la veille d'une révolution prolétarienne tandis que la Chine est devant une révolution démocratique-bourgeoise, mais aussi parce que le gouvernement provisoire russe était contre-révolutionnaire tandis que l'actuel gouvernement de Hankéou est un gouvernement révolutionnaire au sens bourgeois-démocratique de ce mot », et va jusqu'à dire que le « Kuomintang de gauche joue à peu près le même rôle dans l'actuelle révolution démocratique chinoise que les soviets en 1905 »⁵⁰.

« Admirable comparaison » s'écriera Wang Chin-wei, occupé dans les semaines qui suivent à réprimer avec le gouvernement de Hankéou les mouvements paysans et à se réconcilier avec Tchong Kai-cheh. Il ne restait plus à Staline qu'à censurer toutes les nouvelles de Chine, à préparer l'élimination des dirigeants du parti communiste chinois chargés des responsabilités qu'il leur avait imposées, et à réaliser le tournant qui devait aboutir en octobre à l'insurrection-suicide de Canton, décidée à Moscou et organisée au nom d'un soviet formé en secret dans les bureaux du parti chinois, par les envoyés de Moscou, Lominadzé et Neumann.

La clairvoyance de l'opposition ne lui avait permis ni de « sauver le prolétariat chinois », ni de renverser la tendance en U.R.S.S. grâce à une victoire révolutionnaire. Mais la discussion sur la Chine montrait que, si la direction du parti n'avait aucun scrupule à s'emparer, au moins en apparence, des mots d'ordre de l'opposition, elle ne pouvait que de moins en moins s'accommoder de son existence.

L'Appel des 83.

En fait, pourtant, la discussion chinoise avait d'abord ressoudé l'opposition en lui redonnant une cohérence qu'elle avait perdue à la fin de 1926. Après Kroupskaïa, à la XV^e Conférence, les défections s'étaient multipliées : le vieux-bolchevik Badaïev, puis Zaloutski, Sakolnikov, d'autres encore, l'ont abandonnée. Trotsky a dû longuement discuter avant de décider ses camarades. Préobrajenski et Radek, non moins que Zinoviev et Kamenev, restent hostiles à la « révolution permanente », tiennent à affirmer leur orthodoxie léniniste en demeurant fidèles à la « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie ». Ils ne consentent pas à ce que l'opposition demande la sortie du parti chinois du Kuomintang et ne s'y résoudront qu'à la fin de la discussion, se contentant, pendant les mois décisifs, de revendiquer pour lui le droit à une politique indépendante. Mais les événements confirment les vues de Trotsky, lui permettent de déployer une fois de plus son tempérament de lutteur et de polémiste, ses facultés d'analyse et de prévision, et l'opposition se resserre autour de lui.

A la veille de l'assemblée plénière d'avril, elle décide de faire signer une déclaration de solidarité avec Trotsky et Zinoviev à des militants en vue du parti : ce sera l'appel des 83. « La révolution chinoise nous électrisait tous », raconte Victor Serge, qui témoigne que, « dans toutes les cellules où il y avait des opposants [...] les débats du comité central se reproduisaient avec la même violence »⁵¹. C'est à cette époque que Serge et son ami Tchadaev, isolés depuis des mois dans leur cellule, voient un jeune ouvrier voter avec eux. D'autres, ils l'apprennent par lui, sont d'accord avec eux, envisagent de les rejoindre. « La glace fondait. Nos recoupements nous apprenaient que était ainsi dans l'ensemble du parti. Tchadaev dit : « Je pense qu'ils nous écrabouilleront avant le grand dégel »⁵².

⁴⁹ Archives, cité par DEUTSCHER, P. U., pp. 334-338.

⁵⁰ Cité par ISAACS, *op. cit.*, pp. 241-258.

⁵¹ SERGE M. R., pp. 212-213.

⁵² *Ibidem*, p. 214.

De fait, on annonce les premières arrestations de militants de l'opposition. Le secrétariat démantèle systématiquement sa direction : Racovski, toujours ambassadeur à Paris, y est rejoint par Piatakov et Préobrajenski, envoyés en « mission ». Antonov-Ovseenko est envoyé à Prague, Safarov à Ankara et Kamenev comme ambassadeur en Italie fasciste. Le plus brillant de la jeune génération oppositionnelle, Elzéar Solntsev, lié à Trotsky depuis 1923, sera envoyé aux Etats-Unis, après l'Allemagne. D'autres militants sont affectés en Sibérie ou en Asie centrale. L'exaspération monte contre ces « mutations » et, à la mi-juin, plusieurs milliers d'opposants se massent devant la gare de Iaroslavl pour manifester leur sympathie et leur solidarité à Smilga qui vient d'être affecté à Khabarovsk. Paradoxalement, c'est la répression même qui fait oublier la prudence et la foule est houleuse. Trotsky et Zinoviev, malgré le risque d'être accusés d'indiscipline, doivent se résoudre à parler, ne serait-ce que pour inviter au calme - Trotsky souligne le danger de guerre, la nécessité de se serrer autour du parti. La manifestation en reste là mais, dès le lendemain, certains de ses participants sont convoqués par les commissions de contrôle. Le 28 juin, au comité central, Trotsky dénonce les calomnies et les provocations à l'adresse de l'opposition. Il affirme : « La route du groupe des staliniens est rigoureusement déterminée. Aujourd'hui, ils falsifient nos paroles, demain, nos actes. » Rappelant la campagne de calomnies contre Lénine en 1917, il prédit : « Ils parleront de « wagon plombé », d' « or étranger » de « conspirations »⁵³.

Il est clair désormais que Trotsky se battra : membre du comité central, il s'exprima au XV^e congrès même si l'opposition n'a aucun délégué, et il révélera au parti, au pays et à l'Internationale ce que la presse russe a soigneusement dissimulé et les responsabilités du bureau politique dans l'affaire chinoise. Aussi Staline dépose-t-il une demande d'exclusion contre lui et Zinoviev. C'est Iaroslavski qui présente le dossier : on leur reproche leur intervention à l'exécutif de l'Internationale, la déclaration des 83 comme « activité fractionnelle », la manifestation de la gare de Iaroslavl et des critiques faites par Zinoviev devant des sans-parti à l'occasion du jubilé de la *Pravda*.

Devant la commission, Trotsky continue à se battre, développe la comparaison avec le Thermidor de la révolution française, accuse Staline d'affaiblir la défense de l'U.R.S.S. par sa politique, l'aggravation systématique des conflits internes, la poursuite de l'alliance avec les syndicats anglais qui soutiennent le gouvernement Chamberlain contre l'U.R.S.S. Il affirme : « Nous continuerons à critiquer le régime stalinien tant que vous ne nous aurez pas physiquement fermé la bouche »⁵⁴. Le présidium, par la voix d'Ordjonikidze, propose d'exclure Trotsky et Zinoviev du comité central. Il est clair pourtant que la majorité hésite, puisque Staline fait ajouter un nouveau chef d'accusation, celui de « défaitisme », Trotsky ayant, dans une lettre à Ordjonikidze, affirmé qu'en cas de guerre, il adopterait l'attitude d'opposition qui fut, en 1917, celle de Clemenceau face à un gouvernement qu'il jugeait incapable de mener la guerre. La « thèse Clemenceau » devient une menace de coup d'Etat.

A la séance du 7 août du comité central et de la commission de contrôle, Kroupskaïa demande aux membres de l'opposition de « resserrer les rangs » et de « se ranger derrière le comité central »⁵⁵. Trotsky attaque de nouveau, réclame l' « unité révolutionnaire » au lieu d'une « hypocrite union sacrée », accuse la direction d'avoir affaibli l'U.R.S.S. en sabotant la révolution chinoise, cite un discours de Vorochilov condamnant les soviets qui pourraient affaiblir l'arrière des armées de Tchang, le qualifie de « catastrophe » et d' « équivalent d'une bataille perdue ». Pesant ses mots, il affirme : « la direction Staline, en cas de guerre, rendrait la victoire plus difficile »⁵⁶. La majorité hésite toujours et l'opposition essaie de desserrer l'étreinte et de la diviser par une « déclaration pacifique » : repoussant l'interprétation défaitiste qui a été faite de la thèse Clemenceau, elle s'affirme « absolument et sans réserves pour la défense de la patrie soviétique contre l'impérialisme ». Maintenant son droit à la critique, affirmant l'existence dans le pays d'éléments sérieux de dégénérescence thermidorienne, elle précise qu'elle n'accuse ni le parti ni sa direction d'être thermidoriens. Elle condamne toute idée de scission et conclut : « Nous exécuterons toutes les décisions du parti et de son comité central. Nous sommes prêts à tout faire pour détruire tous les éléments de fraction qui se sont formés parce que nous y avons été obligés, étant donné le régime du parti, de lui faire connaître notre véritable pensée qui était dénaturée dans la presse que lit tout le pays »⁵⁷.

La « déclaration pacifique » écarte l'exclusion immédiate. L'historien Iaroslavski écrit : « L'assemblée plénière se borna à un avertissement catégorique à l'opposition et maintint Zinoviev et Trotsky au comité central »⁵⁸. En fait il semble bien que, cette fois, l'opposition ait habilement exploité les hésitations de la majorité : le vote est un échec pour Staline, qui n'a pas obtenu l'exclusion demandée. La « déclaration pacifique » n'est pas une capitulation et l'isolement de l'opposition semble prêt de se rompre dans le parti avec la mise en circulation de la lettre connue sous le nom de « lettre du groupe-tampon » et baptisée par Iaroslavski la « lettre de la veuve » : signé par de vieux militants, dont la veuve de Sverdlov, Novlorodtseva, le texte demande un « pardon mutuel » et la constitution d'un comité central regroupant les représentants de toutes les tendances⁵⁹.

La bataille de la plate-forme.

Il reste encore à savoir quelles forces ont pu jouer au 8 août pour épargner les chefs de l'opposition et leur accorder un sursis, quels conflits se sont déroulés dans la majorité, comment le secrétaire général est venu à bout des réticences dans sa propre fraction. Car, dès le lendemain du 8 août, la presse se remplit de résolutions, visiblement inspirées, réclamant une « vigilance accrue », jugeant la déclaration « insuffisante ». Les exclusions se multiplient. Enfin, le congrès du parti, prévu pour novembre, est repoussé d'un mois. L'opposition a élaboré sa plate-forme ; rédigée par Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Smilga et Piatakov et une équipe de jeunes, Iakovine, Dingelstedt, Léon Sédov, fils aîné de Trotsky, elle est soumise à tous les groupes de l'opposition et, chaque fois que cela est possible, à des groupes ouvriers. Le 6 septembre, ses dirigeants s'adressent au bureau politique et au comité central, se plaignent de la persécution de l'appareil, contraire aux décisions de l'assemblée

⁵³ Archives, cité par DEUTSCHER, *P. U.*, p. 340.

⁵⁴ *Ibidem*, p. 343.

⁵⁵ Documents dans *Corr. int.* n° 84, 13 août 1927.

⁵⁶ Archives, cité par DEUTSCHER, p. 353.

⁵⁷ *Corr. int.* n° 85, 18 août 1927, pp. 1166-1167.

⁵⁸ Cité par IAROSLAVSKI, *op. cit.*, p. 457.

⁵⁹ *Corr. int.* n° 85, p. 1169.

plénière d'août, demandent la préparation loyale du prochain congrès par la publication dans la presse de tous les documents. Le comité central riposte par le refus de publier la plate-forme, dont l'élaboration est jugée « fractionnelle », et par l'interdiction de la faire circuler à l'intérieur du parti. La simple discussion est ainsi purement et simplement déclarée hors la loi, le comité central refusant, suivant la déclaration de Staline, de « légaliser la fraction de Trotsky ».

L'opposition était à nouveau au pied du mur apparaît que le comité central craint la discussion comme le feu, qu'il n'y a pas d'espoir de défendre sa ligne politique dans aucune discussion honnête interne au parti. [...] Le groupe stalinien a décidé [...] de fabriquer le XV^e congrès avec les seuls secrétaires ⁶⁰. Il faut donc marcher de l'avant, droit de nouveau dans l'illégalité et, comme dira Alsky, collaborateur de Trotsky, « nous frayer un chemin vers la légalité » ⁶¹. L'opposition imprimera donc le texte de la plate-forme, le diffusera dans le parti et parmi les ouvriers sans-parti, le fera signer massivement, tiendra, malgré l'interdiction, des réunions, des meetings et imposer ainsi de force la reconnaissance de sa « légalité » : telle est finalement la seule issue, la percée, comme à l'automne 1926, mais sans possibilité de reculer, sans autre fin possible que la « légalisation » ou l'exclusion.

A peine la décision est-elle prise que la répression frappe : dans la nuit du 12 au 13, les agents de la Guépéou découvrent l'« imprimerie illégale » de l'opposition, dirigée par le vieux-bolchevik Mratchkovski, qui est arrêté et sera exclu avec quatorze autres militants, ainsi que Préobrajenski, Sérébriakov qui ont publiquement pris la responsabilité de l'entreprise. La presse, aux ordres annonce la découverte d'un « complot » dans lequel est compromis, avec les gens de l'opposition, un garde-blanc, ancien officier de l'armée Wrangel. C'est exact : un ex-officier blanc a aidé des jeunes militants de l'opposition à ronéotyper le texte de la plate-forme. Ce que la presse ne dit pas, mais que Trotsky, Zinoviev et Kamenev font avouer au chef de la Guépéou, Menjinski et qu'il confirmera devant le comité central, c'est que cet ex-officier blanc, nommé Stroïlov, travaillant en liaison avec le provocateur Tverskoy, est devenu fonctionnaire de la Guépéou et a travaillé sous ses ordres à une provocation organisée, puisque c'est lui qui a offert au jeune oppositional Chtcherbatov les moyens techniques de diffusion. Au comité central Staline admettra les faits et tentera de justifier la provocation : « L'opposition a fait grand cas de ce que l'ancien officier de Wrangel auquel se sont adressés les alliés de l'opposition [...] a été démasqué comme agent de la Guépéou. Mais où est le mal quand ce même officier de Wrangel aide le pouvoir soviétique à découvrir des conspirations contre-révolutionnaires ? Qui peut contester le droit du pouvoir soviétique d'attirer vers lui d'anciens officiers pour les utiliser à démasquer les conspirations contre-révolutionnaires ? » ⁶²

Mais la presse ne donnera évidemment pas à la deuxième partie de l'histoire le relief qu'elle a donné à la première : « Le mythe de « l'officier de Wrangel » est diffusé, dans tout le pays, empoisonnant l'âme de millions de membres du parti, de dizaines de millions de sans-parti » ⁶³. Il donne corps aux accusations d'actions contre-révolutionnaires, permet de détourner l'attention des problèmes soulevés par l'opposition. Le 27 septembre, Trotsky, comparût devant l'exécutif de l'Internationale parmi ses juges siège Marcel Cachin, collaborateur du gouvernement bourgeois pendant la guerre, rédacteur en chef de *l'Humanité*, qui a, salué en Tchang Kaï-chek le « héros de la commune de Changhaï ». Il les fustige, leur signale qu'ils vont l'exclure, lui, d'un exécutif dont ils ont oublié d'exclure Tchang Kaï-chek et Wang Chin-wei, toujours « membres associés », malgré les massacres d'ouvriers et de paysans. « Pas un seul organisme, dit-il, ne discute et ne prend aujourd'hui de résolutions, on ne fait qu'exécuter des décisions et le présidium de l'exécutif de l'Internationale communiste ne fait pas exception ». Il est, bien entendu, exclu, ainsi que Vouyovitch ⁶⁴.

Cependant l'opposition a réussi à faire imprimer sa plate-forme dans une imprimerie d'Etat dont le directeur est arrêté : 30 000 exemplaires, affirme le bureau politique, 12 000, dont la plus grande partie sera saisie, réplique l'opposition. Sous la couverture d'une œuvre littéraire, *Le Chemin de la lutte*, de Fourmanov, elle commence à circuler. Zinoviev et Kamenev comptent sur 20 à 30 000 signatures pour faire reculer Staline. Mais, les premiers mille atteints, les progrès sont lents. Il faut, en même temps, faire reculer la peur. Dans cette voie, l'opposition remporte quelques succès. Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Smilga vont dans les quartiers ouvriers de Léninegrad et Moscou parler devant des dizaines d'ouvriers entassés dans des logements minuscules. Puis, leurs cadres affermis, ils se lancent dans une campagne publique, tiennent des réunions malgré les activistes armés de gourdin que l'appareil mobilise, dans chaque rayon, pour les interdire. Soucieux de montrer que c'est contraints et forcés qu'ils s'engagent dans l'action illégale, les chefs de l'opposition demandent les salles de réunion et s'en emparent après refus. Ainsi arriveront-ils à tenir à Moscou un véritable meeting dans un amphithéâtre de l'Ecole technique supérieure occupé par surprise : l'électricité ayant été coupée, Kamenev et Trotsky y parleront à la lueur des chandelles, pendant deux heures, devant deux mille personnes, tandis qu'une foule nombreuse piétine devant la salle bondée. A Léninegrad, une opération semblable est préparée pour l'occupation d'une salle du Palais du Travail où Radek et Zinoviev doivent parler. Mais Zinoviev se dérobe au dernier moment et Radek refuse d'être le seul orateur : leurs partisans iront simplement manifester à une conférence officielle des métallos. Racovski, à Kharkov, parlera en public devant trois cents ouvriers, dans une réunion non autorisée. Trotsky prend la parole dans deux usines de Moscou où l'opposition compte des partisans.

Tous ces résultats sont encourageants et l'opposition pensera un instant avoir atteint son but et réussi la percée : la masse du parti commence à s'intéresser à ses arguments. Certains dirigeants croiront même le succès proche quand, le 17 octobre, à Léninegrad, au cours des fêtes pour le jubilé du comité central, Zinoviev et Trotsky, à l'écart de la tribune officielle, sont acclamés par les ouvriers qui se rassemblent autour d'eux. Selon Victor Serge, les deux leaders crurent que la situation se retournait en leur faveur : « Les masses sont avec nous, disaient-ils le soir » ⁶⁵. Zinoviev allait écrire : « C'est l'événement le plus important au sein du parti depuis deux ans, [...] d'une signification politique énorme » ⁶⁶. Dans son autobiographie, Trotsky

⁶⁰ Archives, cité par DANIELS, *Conscience*, p. 312.

⁶¹ Cité par KRITCHESKI, *Corr. int.* N° 127, 21 décembre 1927, p. 1949.

⁶² Rapport dans *Corr. int.* n° 114, 12 nov. 27, p. 1642.

⁶³ Déclaration de l'opposition dans *New International*, 4 octobre 1927, p. 124.

⁶⁴ *Corr. int.* n° 101, 5 octobre 27, p. 1425.

⁶⁵ SERGE, *M. R.*, p. 214.

⁶⁶ *Pravda*, 2 nov. 27, cité par SORLIN, *op. cit.*, p. 212.

qualifie d'impulsive cette appréciation optimiste et dit que, pour lui, cette manifestation de sympathie platonique traduisait le mécontentement des ouvriers de Léninegrad, mais non leur détermination de lutter contre l'appareil⁶⁷. L'opinion suivant laquelle les dirigeants de l'opposition auraient pris leurs désirs pour des réalités en interprétant comme une manifestation politique des acclamations bonhommes de jour de fête ne peut être retenue sans réserves. Il semble vraisemblable que Zinoviev ait eu raison en soutenant que cette manifestation avait inquiété Staline et l'avait décidé à agir plus vite : il est incontestable qu'il montre, à partir de ce moment, une grande hâte d'en finir.

C'est le moment même où le comité central entend Kirov proposer le programme du dixième anniversaire de la révolution, dans lequel sont incluses semaine de cinq jours et journée de sept heures. « Pure démagogie », proteste l'opposition, qui suggère qu'on essaie d'abord d'appliquer la journée de huit heures, restée le plus souvent sur le papier, et qu'on augmente les salaires les plus bas. Et elle vote contre. La *Pravda* et la propagande officielle s'emparent aussitôt de ce vote pour « démasquer » une fois de plus une opposition qui se prétend « prolétarienne » et combat les mesures favorables à la classe ouvrière. Le ton est donné par l'historien officiel Iaroslavski : « Le vote honteux des trotskystes contre les sept heures dévoile bien mieux que toutes leurs déclarations la physionomie menchevique de l'opposition »⁶⁸.

Sur ce point, l'opposition perd du terrain : ses protestations et ses arguments sont noyés sous le flot officiel. Or la défense des intérêts ouvriers était pratiquement le seul point de la plate-forme compris et approuvé au-delà de la mince couche de ses sympathisants. C'est dans cette ambiance que Staline va redemander au comité central qui siège du 21 au 23 octobre l'exclusion de Trotsky et Zinoviev. Le récit de ces scènes de sauvagerie a été fait maintes fois : Trotsky à la tribune, protégé par ses amis, injurié, menacé - on lui lancera des livres, des encriers, un verre - martèle ses mots, méprisant : « Le caractère fondamental de notre actuelle direction est sa croyance dans l'omnipotence des méthodes de violence - même à l'égard de son propre parti. [...] Vos livres, on ne peut plus les lire, mais ils peuvent encore servir à assommer les gens »⁶⁹. Il dit que Staline veut maintenant tracer entre l'opposition et le parti un « trait de sang », prédit les massacres et l'épuration, conclut : « Vous pouvez nous exclure. Vous ne nous empêcherez pas de vaincre ». Staline, aussi calme que Trotsky dans cette assemblée de démons déchaînés, répond à Zinoviev, qui a évoqué le testament de Lénine et le post-scriptum sur sa brutalité : « Oui, je suis brutal, camarades, avec ceux qui travaillent brutalement et déloyalement à ruiner et scinder le parti. Je ne l'ai jamais caché »⁷⁰. Pour lui, l'opposition, l'affaire de l'imprimerie le démontre, a été épaulée « contre son gré et contre sa volonté par les éléments anti-soviétiques ». Elle s'engage dans la voie de la scission. Il faut la frapper : Zinoviev et Trotsky sont exclus du comité central, domptés.

La bataille, pourtant, continue. A l'assemblée de militants de Moscou, Ivan Nikititch Smirnov réussit à prendre la parole, mais Kamenev et Racovski sont chassés de la tribune, comme Bakaïev et Evdokimov le même jour à Léninegrad. L'opposition, annonce la *Pravda*, a obtenu une voix contre 2 500 à Moscou, aucune contre 6 000 à Léninegrad... Elle va bel et bien être chassée du parti puisque d'ores et déjà il est certain que ses porte-parole ne s'exprimeront pas au congrès. Elle a perdu la bataille des signatures et sait déjà qu'elle ne présentera même pas ses listes complètes au bureau politique pour éviter que la répression ne frappe toutes ses forces.

Le 4 novembre, le centre dirigeant de l'opposition se réunit chez Smilga. Kamenev préside. Entre Trotsky, qui veut se battre jusqu'au bout parce qu'il n'y a rien à attendre, et Zinoviev, qui songe de nouveau à un compromis, les divergences s'accroissent. Finalement, le souvenir de la manifestation du 17 octobre emporte la décision : on décide pour le 7 novembre la participation de l'opposition au défilé officiel, avec ses propres mots d'ordre : « A bas l'opportunisme », « Appliquez le testament de Lénine », « Attention à la scission », « Maintien de l'unité bolchevique », « A bas le koulak, le nepman et le bureaucrate ». Dès le 5 novembre la commission centrale de contrôle convoque Zinoviev, Kamenev, Trotsky, Smilga, et les somme de renoncer à leur projet. Smilga leur répond qu'ils aient à assurer la liberté d'opinion avant de poser des conditions.

La manifestation du 7 sera bien préparée des deux côtés : à ce jeu, pourtant, les opposants, poignée courageuse de lutteurs dans la masse indifférente, sont battus d'avance. On a peu de détails sur l'échec de la manifestation de l'opposition à Kharkov, où Racovski conduit les hommes dans la rue. A Léninegrad, ils parviennent avec leurs pancartes jusqu'à la tribune officielle, mais sont adroitement déviés ensuite par le service d'ordre qui les isole de la foule et retiendra Zinoviev et Radek jusqu'à ce que chacun soit rentré chez soi. Il y aura quelques accrochages entre la milice et plusieurs centaines de manifestants conduits par Bakaïev et Lachévitch, en uniforme. A Moscou, l'affaire sera plus sérieuse : les manifestants de l'opposition, dispersés par petits groupes dans la foule qui converge vers la place Rouge, déploient pancartes et banderoles, plus d'une centaine, selon l'estimation d'un renégat de l'opposition, immédiatement brisées ou déchirées par les activistes postés le long du parcours et qui encadrent ensuite les porteurs. Seuls les étudiants chinois parviendront à conserver les leurs jusqu'à la place Rouge. Aussitôt après, les groupes ainsi repérés sont dispersés, frappés, certains manifestants arrêtés. Un commando pénètre dans la maison des Soviets, où Smilga a accroché au balcon de son appartement une banderole et les portraits de Lénine et Trotsky : les militants présents sont frappés. Les mêmes incidents éclatent à l'hôtel du Grand Paris où Préobrajenski, qui a dirigé la manifestation, est roué de coups. Trotsky, venu en voiture, tente de haranguer une colonne d'ouvriers place de la Révolution. Il est aussitôt encadré par les miliciens et conspué, un coup de feu claque, brisant les vitres de l'auto. Il doit renoncer.

Le soir, la défaite est consommée. Dans toutes les réunions de l'opposition, « trotskistes » et « zinoviévistes » se heurtent déjà. « Léon Davidovitch, l'heure est venue d'avoir le courage de capituler », dit Zinoviev à qui le vieux lion réplique : « S'il avait suffi de ce courage-là, la révolution serait faite dans le monde entier »⁷¹. Le 15, ils sont, ensemble, exclus du parti; Racovski, Evdokimov, Smilga, Kamenev sont exclus du comité central. Le 16 Adolphe Joffé, vieil ami de Trotsky, malade incurable, se suicide en un geste de protestation. Pour la dernière fois, le 19, devant la tombe de Joffé, les dirigeants de l'opposition parlent

⁶⁷TROTSKY, *Ma vie*, t. III, p. 273.

⁶⁸Cité par IAROSLAVSKI, *op. cit.*, pp. 474-475.

⁶⁹Cité par SERGE, *M. R.*, p. 220.

⁷⁰Cité par DANIELS, *Conscience*, p. 315.

⁷¹SERGE, *M. R.*, p. 226.

devant leurs partisans - dix mille, selon Trotsky, plusieurs milliers selon Serge : « La lutte continue. Chacun reste à son poste », dit Trotsky, et Racovski, devant la tombe, fait, au nom des assistants, le serment de suivre jusqu'au bout le drapeau de la révolution.

Le XV^e congrès.

Le congrès, pendant ce temps, se prépare, tout entier placé sous le signe de la lutte contre l'opposition. Les dirigeants de la majorité indiquent dans les conférences le ton qui y prévaudra. Tolski déclare : « Staline ne se plaît nullement dans le rôle de chef. [...] La tentative de l'opposition revenait à le présenter comme un malfaiteur obscur et les membres du comité central et du bureau politique comme des laquais rampants qu'il manipule à sa guise. Au-dessous de lui, il y aurait l'appareil des fonctionnaires tremblant devant le secrétaire Staline, et, encore plus bas, d'autres militants tremblant devant le secrétaire de cellule. » Hypothèse ridicule, dit Tolski, fable que personne ne peut croire : comment un « parti où chacun aurait peur d'un autre pourrait-il diriger un Etat immense ? » et, tourné vers les ex-camarades qu'il accuse d'avoir voulu constituer un « deuxième parti », il lance la formule que l'histoire attribuera à Boukharine : « Sous la dictature du prolétariat, il se peut qu'il existe deux, trois, voire quatre partis, mais à la seule condition que l'un soit au pouvoir et tous les autres en prison »⁷². Boukharine n'est pas moins net : « Nous avons déjà eu affaire à toutes les formes de lutte, à la seule exception du soulèvement armé [...] ; lorsqu'il y a déjà eu tentative d'organisation de grève, la seule chose qui reste, c'est le soulèvement armé »⁷³.

Quand le congrès s'ouvre, le 2 décembre, on sait déjà que l'appareil exige une capitulation sans condition et un reniement total : « L'opposition, dit Staline, doit capituler entièrement et sans condition tant sur le plan politique que sur celui de l'organisation. [...] Ils doivent renoncer à leurs vues antibolchéviques, ouvertement et honnêtement, devant le monde entier. Ils doivent dénoncer les fautes qu'ils ont commises et qui sont devenues des crimes contre le Parti, ouvertement et honnêtement, devant le monde entier »⁷⁴.

Dès le lendemain, il est clair que l'opposition commence à éclater. Racovski qui refuse toute « autocritique » est chassé de la tribune. Kamenev lui, sera écouté. Son intervention, à la fois poignante et courageuse, annonce déjà la mort des bolchéviks. « Il faut trouver », dit-il « l'issue de la réconciliation ». La route du « deuxième parti » serait « ruineuse pour la révolution », elle est « exclue par l'ensemble de nos idées, par tout l'enseignement de Lénine sur la dictature du prolétariat ». La seule voie qui reste est de « se soumettre à toutes les décisions du congrès, quelque dures qu'elles puissent paraître ». Cependant Kamenev adjure les congressistes de ne pas contraindre ses amis à l'impossible : « Si nous renoncions à nos points de vue, ce ne serait pas bolchévique. Camarade la demande de renoncer à des opinions personnelles n'a jamais été formulée jusqu'ici dans notre parti. [...] Si je devais venir ici et déclarer : je renonce aux vues que j'imprimais dans mes textes il y a deux semaines, vous ne me croiriez pas ; ce serait de ma part de l'hypocrisie et une telle hypocrisie n'est pas nécessaire. [...] Tendez-nous une main secourable »⁷⁵.

Mais la commission du congrès est intraitable : elle exige que les oppositionnels condamnent explicitement les idées de l'opposition. Ordjonikidzé, qui rapporte en son nom le 10, se plaint que ces « anciens bolchéviks » contraignent le parti à des sanctions aussi graves et propose de les exclure puisqu'ils n'ont pas condamné la plate-forme de l'opposition. Racovski, Radek, Mouralov déclarent qu'en aucun cas ils ne renonceront à défendre individuellement leurs idées. Mais les zinovévistes fléchissent : Kamenev, Bakaïev, Evdokimov acceptent de céder. En leur nom Kamenev assure : « Nous sommes contraints de courber notre volonté et nos jugements devant la volonté et les jugements du parti, seul juge suprême de ce qui est utile ou nuisible à la marche en avant de la révolution »⁷⁶.

Cependant, l'appareil exige plus encore. *L'histoire du parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.* de 1938 donnera une justification de ces exigences : le parti « posa à leur réintégration un certain nombre de conditions. Les exclus devaient : a) condamner ouvertement le trotskysme comme une idéologie antibolchévique et antisoviétique ; b) reconnaître ouvertement la politique du parti comme la seule juste ; c) se soumettre sans réserves aux décisions du parti et de ses organismes ; d) subir un temps d'épreuves pendant lequel le parti vérifierait les auteurs de la déclaration et à l'issue duquel, suivant les résultats de la vérification, il envisagerait la réadmission de chacun des exclus pris à part. Le parti comptait que la reconnaissance publique de tous ces points par les exclus devait, en tout état de cause, avoir une importance positive pour le parti, puisqu'elle briserait l'unité des rangs trotskystes-zinovévistes, jetterait la décomposition dans leurs milieux, montrerait une fois de plus la puissance du parti et le bien-fondé de sa cause, permettrait à ce dernier, au cas où les auteurs des déclarations seraient de bonne foi, de réintégrer ses anciens adhérents, et, en cas de mauvaise foi, de les dénoncer aux yeux de tous, non comme des hommes qui se trompent, mais comme des arrivistes sans principes, des hommes qui veulent duper la classe ouvrière, des fourbes avérés »⁷⁷.

En se soumettant à ces exigences, les anciens oppositionnels renonçaient *ipso facto* à toute pensée personnelle et par conséquent à l'expression ultérieure de toute divergence, même minime, avec la direction : on leur demandait une capitulation définitive et sans conditions, un véritable suicide politique. Ils se débattaient encore pendant une semaine, puis, finalement, se décident, le 18, à capituler et à condamner les idées de l'opposition - leurs idées - comme « erronées et antiléninistes ». Boukharine, férocement joyeux, les congratule : « Vous avez bien fait ; il était temps, le rideau de fer de l'Histoire était en train de tomber »⁷⁸. Cette ultime palinodie ne leur vaut d'ailleurs qu'une grâce mineure : la commission de contrôle décide

⁷² Discours à la conférence de Léninegrad, *Corr. int.* N° 120, 3 décembre 1927, p. 1758.

⁷³ *Corr. int.* N° 120, p. 1754.

⁷⁴ Cité par DANIELS, *Conscience*, pp. 318-319.

⁷⁵ *Corr. int.* n° 128, 1927, p. 1965.

⁷⁶ *Corr. int.* n° 3, 11 janvier 1928, p. 54.

⁷⁷ *Histoire du P. C. (b) de l'U.R.S.S.* (éd. 1949), p. 321.

⁷⁸ Cité par DEUTSCHER, *P. U.*, p. 388.

d'examiner six mois plus tard leur demande de réintégration. Ils restent donc exclus. Racovski, Smilga, Radek et Muralov déclarent le même jour : « Exclus du parti, nous ferons tout pour y rentrer. On nous exclut pour nos idées. Nous les considérons comme bolcheviques et léninistes. Nous ne pouvons y renoncer »⁷⁹.

Les deux voies.

Ainsi s'achève l'alliance de Zinoviev-Kamenev avec Trotsky. Malgré leur répugnance, après une longue agonie, ils finissent par se renier, faisant devant Staline ce qu'ils avaient en vain exigé de Trotsky devant la troïka dont ils faisaient partie en 1924. « Bureaucrates », eux aussi, et « hommes d'appareil », ayant échoué dans leur « fronde », ont-ils, comme l'a pensé Trotsky, cherché à s'attirer l'indulgence et à mériter le pardon en aidant Staline à liquider Trotsky au plus vite, en l'isolant ? Dès le 27 janvier 1928, en effet, la *Pravda* publie une lettre d'eux attaquant les « trotskystes ». Mais un tel calcul suppose une analyse de la situation. Ont-ils sous-estimé la profondeur de la transformation subie par le parti - où Kamenev croyait impossibles des « procès en sorcellerie » ? Ont-ils pensé qu'en prévision d'un retournement rapide de la situation il fallait à tout prix demeurer dans le parti pour y être encore au moment décisif ? Ont-ils au contraire pensé qu'il n'y avait, pour des décennies, d'autre perspective que la contrainte et le carcan bureaucratiques, et que le salut, personnel et politique consistait pour eux, selon le mot prêté à Zinoviev, à « cheminer, sur le ventre » au besoin, mais à cheminer dans le parti ? Il n'est pas possible aujourd'hui de répondre à ces questions. Un fait reste acquis cependant : les deux vieux-bolcheviks n'avaient certainement pas prévu la route semée de capitulations qui s'ouvrait devant eux et qui devait les amener, moins de dix ans après, dix-neuf ans après la révolution, à s'accuser des pires crimes sur le banc d'infamie, dans de nouveaux procès en sorcellerie.

Les irréductibles ne les suivent pas : Racovski, Smilga, Muralov, Radek, ont, comme Trotsky, condamné formellement la perspective du « nouveau parti » : comme Zinoviev et Kamenev, ils croient que le parti pourra se redresser, se débarrasser de son « excroissance parasitaire », la bureaucratie. Mais ils ne croient pas à la possibilité d'aider à ce redressement en y demeurant à n'importe quel prix. Racovski déclare : « Nous abstenir de défendre nos idées signifierait que nous y renonçons : nous manquerions à nos devoirs les plus élémentaires envers le parti et envers la classe ouvrière ».

La fissure qui séparait les deux principaux groupes de l'opposition au début de 1926 devient ainsi un gouffre. Quand Zinoviev et Kamenev espéraient la victoire, Trotsky envisageait le pire, les calomnies, l'extermination physique. Il se prépare à une lutte longue, dont il n'est pas certain de connaître l'issue : « Le devoir, dit-il à Victor Serge, est d'épuiser les chances de redressement. On peut finir comme Lénine ou comme Liebknecht. Il faut être à la hauteur des deux éventualités »⁸⁰. Ainsi s'explique sans doute une attitude que les historiens ont qualifiée de « suicide politique » et dans laquelle ils ne voient souvent qu'hésitations et contradictions. La révolution européenne a échoué, l'U.R.S.S. est isolée pour longtemps et la direction stalinienne compromet les chances de victoire des révolutions prolétariennes à venir. Mais le pendule de l'histoire reviendra dans le sens révolutionnaire tôt ou tard. D'ici là, il faut tenir, « préserver les traditions révolutionnaires, maintenir le contact avec les éléments avancés à l'intérieur du parti, analyser le développement de la période thermidorienne, se préparer pour le prochain soulèvement révolutionnaire, dans le monde aussi bien qu'en U.R.S.S. »⁸¹. En un mot, ce n'est plus pour aujourd'hui qu'il faut se battre, mais pour demain, en préservant, pour le jour où, de nouveau, ces masses prendront leur sort entre leurs propres mains, l'héritage du bolchevisme qui a été dénaturé et quiserait, autrement, détruit par les staliniens.

Ces irréductibles, avaient-ils raison de vouloir « épuiser les chances d'un redressement » ? Il est, certes, facile aujourd'hui, de dénoncer leurs illusions et de sourire devant leur crainte « fétichiste » d'une restauration du capitalisme ? Le fait est que la route était encore longue : les 1 500 « trotskystes » exclus du parti, les centaines et bientôt les milliers d'opposants qui, après Trotsky, déportés le 17 janvier 1928 à Alma-Ata, après Prébrazinski, Racovski, Sosnovski, Smilga, Sérébriakov, Sapronov, prennent le chemin de la Sibérie, ne sont qu'une avant-garde sur un chemin que suivront, après eux, la presque totalité des bolcheviks de la révolution, jeunes ou vieux, quelle qu'ait été leur position dans la grande bataille politique de 1926-27.

* Le lecteur intéressé par cet épisode unique de la lutte de classes en Angleterre peut se reporter à la monographie de Julian Symons, *The general Strike*, parue en 1957. Il y trouvera de nombreux les travailleurs britanniques, au cours de la grève ont développé des formes proprement soviétiques - au sens étymologique du terme - d'organisation, ce qui conduit l'auteur à affirmer qu'« en de nombreux endroits, les ouvriers voulaient intensément assumer les responsabilités du pouvoir ». Il cite notamment l'organisation du comité central de grève de Merthyr Tydfil (p. 146) avec ses sous-commissions de ravitaillement, transport, finances, renseignements, etc., et celle, un peu partout, de groupes de défense des ouvriers, véritables milices ouvrières, condamnés par le conseil général à la fois comme « imprudents et irréalisables » (p. 148). Il conclut aussi (p. 231) à la responsabilité totale de la direction dans l'échec d'un mouvement quelle n'avait pu empêcher, dans la mesure où elle s'est refusé à lui donner le caractère « politique, en réalité révolutionnaire » qu'il exigeait. Le fait que l'écrasante majorité des grévistes aient eu l'impression d'avoir été trahis par elle n'a pas, pourtant, contribué au renforcement de la « minorité » révolutionnaire, animée par les communistes, du fait que la politique des dirigeants semblait cautionnée par le comité anglo-russe.

† Bien entendu la présence de Martynov au sein du comité de rédaction de l'*Internationale communiste* fut, dans toute cette période, un cheval de bataille de l'opposition. Il est intéressant de noter que l'admission de Martynov dans le parti bolchevique avait été proposée par Staline en personne au XIII^e congrès et qu'il l'avait qualifié d'un des militants mencheviks les plus honnêtes et les plus efficaces ». Martynov commit ultérieurement l'« erreur » de voter pour une résolution de

⁷⁹ *Corr. int.* n° 3, 11 janvier 1928, p. 53.

⁸⁰ Cité par SERGE, M. R., p. 216.

⁸¹ TROTSKY, *Staline*, p. 556.

l'opposition au cours du débat sur le cours nouveau. A la XIII^e conférence, Staline s'empare du fait : « Les Martynov sont dans l'opposition. Prenez-en note. Est-ce par hasard si ceux qui expriment des courants non-prolétariens votent pour l'opposition ? Non, ce n'est pas par hasard ». Martynov, dès lors, redevint parfaitement discipliné et seule l'opposition lui fit grief de son passé et l'accusa de « représenter un courant non-prolétarien ». Pour la direction, il était devenu « un véritable bolchevik ». Etait-ce par hasard ? Certainement pas Manouïlski en donnera la preuve à la VII^e assemblée plénière de l'exécutif (*Corr. int.* n° 11-1927), volant au secours du Tchèque Smeral que Trotsky vient d'attaquer violemment pour sa prise de position contre l'opposition en lui rappelant son passé chauvin et ses nombreuses compromissions avec la bourgeoisie : depuis qu'il est communiste, « Smeral a, *en soldat discipliné, les mains à la couture du pantalon*, appliqué toutes les décisions de son parti et de l'Internationale communiste ». Les ex-mencheviks ou oppositionnels n'avaient, en fonction d'une telle situation, d'autre possibilité que d'être aveuglément disciplinés s'ils ne voulaient pas se voir rappeler et reprocher leur passé.

Chap. XI - L'OPPOSITION DE DROITE

Pendant que le conflit politique se déroule sur l'avant-scène, le parti continue sa lente transformation. Le recensement de janvier 1927 y fait apparaître une proportion de 30 % d'ouvriers, 10 % de paysans, 8 % de militaires, et 38,5 % de fonctionnaires. Un rapport de janvier 28 au comité central révèle que sur 638 000 membres du parti recensés en 1927 comme « ouvriers », 184 000 sont en réalité fonctionnaires - ainsi se poursuit le phénomène que le rapport appelle « l'exode de la classe ouvrière dans l'appareil d'Etat ». L'appareil proprement dit a doublé depuis 1924 et on peut estimer à 30 000 environ le nombre des *apparatchiki*, fonctionnaires permanents du parti nés plus du reflux des masses que de l'initiative de Staline comme on l'a trop souvent écrit, mais qui, par leurs méthodes et leur état d'esprit, ne créent que des cadres à leur image, bien différents des bolcheviks de l'époque héroïque.

En ce sens, la défaite de l'opposition de gauche est effectivement celle de l'esprit bolchevique en la personne des derniers tenants de l'enthousiasme révolutionnaire. Pourtant la hâte même mise à l'éliminer indique la complexité des nouveaux rapports sociaux et politiques. L'appareil tire sa toute-puissance du rôle d'arbitre auquel le destine, de plus en plus, le conflit, au sein du parti, entre des forces sociales contradictoires. Mais la coalition qui l'a soutenu contre l'aile prolétarienne révolutionnaire est loin d'être homogène. Elle rassemble en réalité des éléments aux objectifs divers, provisoirement coalisés contre un danger commun, mais décidés à régler leurs comptes après leur victoire commune. Dès 1926, Trotsky distinguait trois groupes à l'intérieur de la direction : celui des bureaucrates syndicaux, représenté par Tomski, celui de la droite pure, traduisant la pression de la masse paysanne, incarné par Boukharine et Rykov, celui de l'appareil enfin, le « centre » qui se retrouve en Staline et Kirov¹. La défaite de l'opposition unifiée rend inévitable l'éclatement du conflit, le centre ne pouvant laisser durer une situation qui ferait de lui l'otage de la droite. La pression des événements, et particulièrement des difficultés économiques, conduit l'appareil à engager, dès le lendemain du XV^e congrès, la bataille contre une droite dont il faut bien admettre que, entre la pression de la paysannerie et la crainte d'aventures propres à toute fraction de la bureaucratie, elle exprime aussi, quoique de façon déformée et plus lointaine que l'opposition unifiée, les échos du temps où le parti bolchevique tirait sa force des discussions et de sa discipline consentie.

La crise du ravitaillement et le tournant à gauche.

Contre l'opposition qui prédisait les pires catastrophes, criait au danger de restauration capitaliste naissant du progrès du paysan riche et de la lenteur du développement industriel, la direction avait maintenu au XV^e congrès la ligne qui, depuis 1924, était celle que préconisait Boukharine. Staline s'y était lourdement moqué des « paniquards » qui, sachant pourtant que la Nep implique le renforcement des koulaks, « pâlisent de frayeur et appellent au secours, au meurtre, à la police » dès que « les koulaks pointent leur nez dans un coin »... La situation n'en était pas pour autant meilleure, puisque à la fin de l'année des informations officielles admettent qu'il y a 1 700 000 chômeurs, alors qu'un demi-million de personnes sont employées à la seule comptabilité de l'industrie d'Etat. Surtout, la disette réapparaît dans les villes. Alors que la surface ensemencée est plus grande qu'elle ne l'a jamais été depuis la guerre, alors que les récoltes de 1925, 1926, 1927 ont été parmi les meilleures que la Russie ait connues, les livraisons de blé de 1927 sont inférieures de moitié à ce qu'elles étaient en 1926.

Les premiers incidents éclatent, à l'entrée de l'hiver 1927, entre collecteurs et paysans, qui réclament en vain la hausse du prix du blé. Les difficultés se multiplient à la fin de l'année : las de vendre leur récolte sans pouvoir, en échange, acheter de produits industriels, les paysans riches, qui peuvent attendre, stockent leur surplus en attendant la hausse. Au début de janvier, il faut se rendre à l'évidence : la quantité de blé livrée au marché a encore diminué de 25 %. Les villes sont menacées de famine dans les mois à venir, d'autant que les responsables locaux du parti et des soviets, formés dans la dénonciation de la « sous-estimation trotskyste de la paysannerie », craignent de recourir à des mesures de coercition qui risqueraient de leur valoir l'accusation majeure d'avoir contribué à « briser l'alliance entre les ouvriers et les paysans ».

Le 6 janvier, devant la gravité du problème du ravitaillement des villes, le bureau politique décide des « mesures d'urgence », communiquées au parti mais non publiées, dont la plus radicale est l'ordre d'appliquer sur-le-champ aux koulaks qui stockent l'article 107 du code criminel, prévoyant la confiscation des stocks des spéculateurs, et, afin d'encourager la détection, celui de distribuer le quart du grain ainsi saisi aux paysans pauvres du village. Les résultats sont pourtant décevants, et il faut se décider à une véritable mobilisation. Le 15 février, reproduisant un rapport de Staline, l'éditorial de la *Pravda* révèle la crise et le tournant : « Le koulak relève la tête ». Toute une série de mesures d'urgence sont adoptées, cette fois officiellement et publiquement : confiscation des stocks par application de l'article 107, emprunts forcés baptisés « lois d'auto-imposition », renforcement du blocage et de la surveillance du prix du pain, interdiction de la vente et de l'achat directs au village. L'article dénonce l'apparition, dans le parti et l'appareil d'Etat, « de certains éléments, étrangers au parti, qui ne voient pas les classes au village, ne comprennent pas la base de notre politique de classe, cherchent à effectuer leur travail de façon à n'offenser personne au village, à vivre en paix avec le koulak, et, de manière générale, à préserver leur popularité dans toutes les couches du village ». C'est un appel à la lutte, dans le parti, contre « l'idéologie koulak », dénoncée depuis des années par l'opposition unifiée mais dont l'existence avait toujours été niée. La bataille du blé est engagée et menée, cette fois, sans faiblesse ; plus de dix mille militants des villes sont mobilisés et envoyés dans les campagnes pour mettre fin à la « campagne du stockage ». L'appareil des coopératives et du parti dans les régions de stockage est profondément épuré.

De nombreux incidents éclatent dans les campagnes : Boukharine dira à Kamenev qu'il a fallu réprimer en six mois plus de cent cinquante révoltes paysannes. L'emploi de la force pour la collecte du blé à la campagne, la peur de la famine dans les villes, les cris d'alarme de la direction semblent ressusciter le communisme de guerre dans l'une comme dans les autres. Les

¹ *Inter alia*, Plate-forme de l'opposition de gauche, pp. 30-31.

jeunes ouvriers communistes mobilisés partent à la bataille pour nourrir leurs frères et abattre l'ennemi de classe. Les paysans moyens redoutent l'assaut autant que le koulak : tout le village est sur pied.

Le comité central d'avril, les résultats de la collecte permettant de prévoir que le pire sera évité, condamne « les déformations et les excès commis à la base par les organes du parti et des soviets », annule l'interdiction de l'achat et de la vente libre, interdit toute confiscation en dehors de l'application de l'article 107, supprime la répartition obligatoire de l'emprunt, les patrouilles qui surveillent la circulation du blé. Tout en reconnaissant que sa politique fiscale a été impuissante à enrayer le développement de la puissance économique des koulaks, qui « exercent aujourd'hui sur l'ensemble du marché une influence considérable », il dément avoir voulu ressusciter les « levées » du communisme de guerre. Staline affirme « La Nep est la base de notre politique économique et le restera pour une longue période historique. » Rykov reconnaît que la crise du blé a surpris la direction du parti : pourtant l'accent mis sur le renforcement de la discipline et la mobilisation des forces dans l'économie indiquent chez certains la volonté de poursuivre une politique qui tourne le dos à la Nep.

Fin avril, la crise du grain semble rebondir. Le 26, la *Pravda* appelle à ne pas relâcher la « pression de classe » sur les koulaks et les mesures d'urgence sont de nouveau appliquées. La presse va bientôt monter en épingle une affaire de « sabotage » dans les mines du Donetz, pour sonner inlassablement l'alarme et mettre en garde les travailleurs contre « les formes et les méthodes nouvelles de la lutte de la bourgeoisie contre l'Etat prolétarien et l'industrialisation socialiste ».

En fait, le tournant à gauche dans la crise du blé est le début d'un tournant en politique générale. Fin mai, dans un discours public, Staline trace les grandes lignes d'une politique qui n'est plus celle du XV^e congrès, notamment par l'affirmation que, dans le domaine agricole, « la solution réside dans la transition des fermes paysannes individuelles aux fermes collectives » et qu'il ne faut, en aucune circonstance, « retarder le développement de l'industrie lourde et faire de l'industrie légère, qui travaille surtout sur le marché paysan, la base de l'industrie dans son ensemble »². Le comité central de juillet 1928 verra le premier choc en dehors du bureau politique entre Staline et ses adversaires de droite, Boukharine, Rykov et Tomski, le début du dernier grand conflit presque ouvert à l'intérieur du parti.

Les positions de Boukharine.

Les positions de la droite trouvent en Boukharine un éloquent porte-parole. L'expérience des années écoulées depuis son premier grand débat avec Préobrajenski ne l'a pas laissé indifférent, et c'est une position droitiste revue et corrigée qu'il défend dans les organismes dirigeants et dans quelques articles publics, notamment les « Notes d'un économiste » parues le 10 septembre 1928 dans la *Pravda*. L'incorrigible polémiste commence par souligner le contraste qui grandit entre les besoins des masses « d'aller au fond des choses » et « la nourriture spirituelle qui leur est offerte, toute crue, ou fade et à peine réchauffée »³. Le parti, tout empirisme, est toujours en retard sur les événements, semblable en cela au moujik qui ne se signe que quand il a tonné. L'objectif de Boukharine est de rechercher pour agir sur elles les lois générales du développement de la société de transition « dans des pays à population petite-bourgeoise rétrograde avec périphérie hostile »⁴. Il constate les progrès de la production ainsi que la répétition de « crises » d'un type spécial, ne reproduisant qu'en apparence les crises capitalistes, puisqu'elles présentent des caractéristiques inverses et, notamment, la « disette de marchandises » au lieu de la surproduction. Il en conclut qu'on peut « déterminer pour une société en période de transition les schémas de la reproduction, c'est-à-dire les conditions d'une coordination exacte des différentes sphères de la production entre elles, ou, en d'autres termes, établir les conditions de l'équilibre économique dynamique. C'est en cela que consiste essentiellement la tâche de l'élaboration d'un plan de l'économie nationale, qui ressemble de plus en plus à un bilan de toute l'économie, d'un plan tracé consciemment et qui soit à la fois en même temps un pronostic et une directive »⁵.

Cette analyse conduit Boukharine à penser que les crises ne sont pas inévitables dans la société de transition. D'une part, en effet, elles reflètent la tendance socialiste de l'économie nouvelle, dont l'accroissement des besoins est le ressort, et ne révèlent donc aucun antagonisme fondamental. D'autre part les crises aiguës ne résultent que de l'anarchie relative, c'est-à-dire de l'absence relative de plan, inévitable dans la mesure où l'économie de la Nep repose sur l'existence de « petites économies » et où la production du blé, individuelle, y constitue un « facteur anarchique ». Il en déduit : « Pour obtenir un cours aussi favorable que possible de la reproduction sociale et de l'accroissement systématique du socialisme, et par conséquent un rapport de forces de classes aussi avantageux que possible pour le prolétariat, il faut s'efforcer de trouver une combinaison aussi juste que possible des éléments de base de l'économie nationale, les mettre en équilibre, en disposer de la façon la plus judicieuse possible, il faut qu'on influe activement sur le processus de la vie économique et de la lutte des classes »⁶.

Dans cette perspective, le problème actuel du conflit entre ville et campagne peut être étudié à la lumière de leurs rapports dans le cadre du capitalisme. L'histoire montre que la force et l'ampleur du développement industriel ont atteint leur maximum aux Etats-Unis, où n'existaient ni rapports féodaux, ni rente foncière et où les fermiers aisés ont constitué des marchés pour l'industrie. Il faut, dit-il, contrairement aux trotskystes qui voudraient mettre l'agriculture dans la catégorie de la Russie pré-révolutionnaire, la mettre dans la catégorie « américaine » : « Ce n'est pas en arrachant chaque année le maximum de ressources à la paysannerie pour les mettre dans l'industrie qu'on assurera le rythme maximum de développement

² *Corr. int.* n° 54, 9 juin 28, pp. 642-644.

³ « Notes d'un économiste », *Corr. int.* n° 126, 20 oct. 28, p. 1369.

⁴ *Ibidem*, p. 1370.

⁵ *Ibidem*, p. 1371.

⁶ *Ibidem*.

industriel. Le rythme *permanent* le plus grand sera obtenu par une combinaison où l'industrie grandira sur la base d'une économie s'accroissant rapidement »⁷.

En d'autres termes, il pense toujours que « le développement de l'industrie dépend du développement capitaliste », mais souligne fortement qu'en même temps « le développement de l'agriculture dépend de l'industrie, c'est-à-dire que l'agriculture sans tracteurs ni engrais chimiques, sans électrification, est condamnée à la stagnation » : « C'est l'industrie qui est le levier de la transformation radicale de l'agriculture »⁸. Il envisage sous cet angle la crise du blé, préparée par la stabilité de l'économie du blé et dont les principales manifestations ont été la disproportion croissante entre les prix du blé et ceux des autres cultures techniques, l'accroissement des recettes paysannes provenant de sources non agricoles, les livraisons insuffisantes de produits industriels au village et l'influence économique croissante du koulak. Le maintien autoritaire des bas prix du blé entraîne obligatoirement la stagnation, puis la régression de l'économie du blé. La politique de « pressuration » est directement responsable de la crise du blé, et par conséquent du ralentissement de l'industrialisation. On ne saurait donc opposer au développement de l'agriculture ou de la culture du blé celui de l'industrie : « La vérité est ici dans un juste milieu »⁹.

Répondant aux perspectives esquissées par Staline, Boukharine souligne que le point de vue de l'augmentation de la production coïncide effectivement avec celui du « remplacement de classe », du remplacement progressif des éléments capitalistes de l'agriculture par la collectivisation des exploitations individuelles des paysans pauvres et moyens et le passage à la grande entreprise. Mais il souligne : « C'est là un problème formidable qu'il faut résoudre sur la base de *l'essor* des exploitations individuelles, [...] qui exige de grands investissements, une technique nouvelle aussi bien que des cadres »¹⁰. Rejetant les perspectives d'accélération du rythme de l'industrialisation, il propose de simplement le maintenir dans cette période de restauration.

Dans une critique féroce des méthodes employées « on ne peut construire une usine d'aujourd'hui avec des briques de demain », il souligne l'énormité des dépenses improductives, la longueur des temps de production, douze fois supérieurs à ceux de l'industrie américaine, le gaspillage des matériaux, une fois et demie à deux fois ceux qu'utilise cette dernière pour la même production. C'est sur ces facteurs qu'il faut agir pour économiser, et par conséquent maintenir le rythme de l'industrialisation sans peser lourdement sur la condition des travailleurs. Pour cela, il faut d'abord apprendre, élever le niveau culturel, former ingénieurs et statisticiens. sa conclusion sonne comme une prophétie : « Dans les pores de notre gigantesque appareil se sont nichés des éléments de dégénérescence bureaucratique absolument indifférents aux intérêts des masses, à leur vie, à leurs intérêts matériels et culturels [...] Les fonctionnaires sont prêts à élaborer n'importe quel plan »¹¹.

Ainsi, dans une de ses dernières expressions publiques, Boukharine condamne-t-il, au nom même de la science économique de Marx, les conceptions autoritaires de la planification. Toute tentative de créer des ressources économiques, par volontariat ou par militarisation, ne peut, à ses yeux, qu'aboutir à une construction étatique étrangère à l'esprit du socialisme, et dans laquelle il voit le principal facteur de la dégénérescence qu'il avait pressentie en 1918. En 1928, il rappelle ce qu'il avait déclaré en 1922 pour combattre l'idée de la direction de l'économie tout entière par le prolétariat. « S'il se charge de cette tâche, il est obligé de construire un appareil administratif colossal. Pour remplir les fonctions économiques des petits producteurs, petits paysans, etc., il a besoin de trop d'employés d'administrateurs. La tentative de remplacer toutes ces petites gens par des bureaucrates (*tchinovniki*) produit un appareil si colossal que la dépense pour le maintenir est incomparablement plus importante que les dépenses improductives qui résultent ; des conditions anarchiques de la petite production ; en définitive, l'ensemble de cette forme d'administration, l'ensemble de l'appareil économique de l'Etat prolétarien, non seulement ne facilite pas, mais ne fait que freiner le développement des forces productives. Il mène directement à l'opposé de ce qu'il était censé faire et c'est pourquoi une nécessité impérieuse contraint le prolétariat à le détruire. [...] Si le prolétariat ne le fait pas, d'autres forces renverseront sa domination »¹².

Diamétralement opposée dans ses prémisses et son analyse immédiate à celle de l'opposition de gauche, la critique ainsi formulée par Boukharine le ramène cependant vers une analyse de l'Etat et du rôle de la démocratie ouvrière. Déjà, il concluait les « Notes d'un économiste » par un aveu et un appel : « Nous sommes par trop surcentralisés. Ne pourrions-nous faire quelques pas dans la direction de l'Etat-commune de Lénine ? » A l'occasion du cinquième anniversaire de la mort de Lénine, il analyse ses derniers articles sous le titre « Le testament politique de Lénine ». L'Etat ouvrier, dit-il, « constitue une certaine étape dans la transition vers l'Etat-commune, dont nous sommes malheureusement très, très loin ». Lénine, face à ce problème, cherche des leviers et dit : « Nous devons nous retourner vers la source historique profonde de la dictature ; et la plus profonde, ce sont les ouvriers avancés »¹³. La « participation des masses », écrira Boukharine quelques jours plus tard, « doit être la garantie fondamentale contre une bureaucratisation du groupe des cadres »¹⁴.

⁷ *Ibidem*, p. 1372.

⁸ *Ibidem*.

⁹ *Corr. int.* n° 127, 24 oct. 28, p. 1388.

¹⁰ *Ibidem*, n° 128, 27 oct. 28, p. 1407.

¹¹ *Ibidem*, n° 131, 31 oct. 23, p. 1440.

¹² *Pravda*, 12 Sept. 28, cité par DANIELS, *Conscience*, p. 355.

¹³ *Pravda*, 24 janvier 29, Cité Par DANIELS, *ibidem*.

¹⁴ Cité par DANIELS, *Conscience*, p. 356.

Les oppositions au carrefour.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'ait pu être envisagé de différents côtés, et notamment par les intéressés eux-mêmes, un rapprochement entre la droite et la gauche, facilité par les relations personnelles amicales maintenues au plus fort des luttes fractionnelles entre Trotsky et Boukharine.

La première réaction de l'opposition de gauche au « tournant » est cependant l'ironie : Nous apprenons, dit Trotsky, « ce que nous savions depuis longtemps, l'existence dans le parti [...] d'une forte aile droite qui pousse à une néo-Nep, c'est-à-dire vers le capitalisme, par étapes »¹⁵. Preobrajenski souligne que le tournant confirme l'analyse de l'opposition et consacre la faillite de la direction : les mesures d'urgence, nécessaires, sont cependant insuffisantes, et il faut des mesures économiques pour réduire la consommation sur place et répondre à la demande des paysans en produits industriels. Mais Staline semble bientôt décidé à appliquer aussi cette partie du programme de l'opposition.

La première satisfaction d'amour-propre passée, des questions se posent : si le « tournant à gauche » est sérieux, n'est-on pas allé trop loin en dénonçant en Staline le « protecteur du koulak » ? Trotsky pense qu'il faut accorder à la nouvelle politique de Staline un « soutien critique » : l'appel aux ouvriers, à la lutte de classes, facilite la lutte pour la démocratie interne, et l'affaiblissement du koulak libère les forces prolétariennes. Mais déjà les nouvelles perspectives divisent l'opposition : Piatakov capitule, bientôt imité par le zinovéviste Safarov, qui dit à ceux qui restent : « Tout va se faire sans nous »¹⁶. L'aile irréductible, les décistes, qui considèrent que l'Etat est aux mains des nepmen et des koulaks, refusent de croire à la durée du nouveau cours à gauche : ils influencent les jeunes partisans de Trotsky, moins sensibles à la politique économique qu'à l'étouffement de toute liberté d'expression. En revanche, les anciens sont de plus en plus hésitants. Preobrajenski voit Staline s'engager dans la nouvelle politique sous le poids de l'inéluctable nécessité des « lois objectives ». Toutes ses hypothèses sont confirmées. Un nouveau tournant à droite lui paraît impossible dans la mesure où il déclencherait une telle explosion des éléments pro-capitalistes que Staline et même Boukharine seraient contraints, pour y faire face, à revenir à la politique menée depuis janvier. Aussi Préobrajenski propose-t-il à l'opposition de demander l'autorisation de tenir une conférence légale pour discuter de la situation et fixer sa nouvelle ligne. Personnellement, il est partisan d'une alliance avec le centre qui « reflète à la façon d'un miroir déformant la politique prolétarienne correcte »¹⁷. Sa proposition est rejetée. Mais ses idées progressent et il reçoit maintenant le renfort de Radek. Ecrasé par la défaite et sa déportation, ce dernier a d'abord été accablé : « je ne peux pas croire, dit-il à Sosnovski que de toute l'œuvre de Lénine et de toute l'œuvre de la révolution il ne reste finalement que cinq mille communistes dans toute la Russie »¹⁸. Le tournant à gauche relève son moral : les stalinien, au fond, sont l'arrière garde du clan prolétarien dont l'opposition est l'avant-garde. Il plaide, lui, aussi, pour un rapprochement. C'est à grand-peine que Trotsky parvient à préserver l'unité de l'opposition et seulement parce que le comité central de juillet semble marquer un nouveau coup de barre à droite, et clôt le « tournant à gauche ».

C'est à ce moment que Boukharine, par l'intermédiaire de Sokolnikov, rencontre Kamenev et, par lui, un peu plus tard, les oppositionnels de Léninegrad. Il considère que la politique de Staline mène à la catastrophe. « C'est un intrigant sans principe qui subordonne tout à sa soif de pouvoir. [...] Il nous a fait des concessions pour pouvoir nous couper la gorge. [...] Il ne connaît que la vengeance et le poignard dans le dos. » Pâle, tremblant, hanté par la Guepéou, il ne cesse de répéter « Il nous tuera tous ! C'est un nouveau Gengis Khan, il nous étranglera. » Il vient voir Kamenev pour essayer d'éviter l'erreur fatale : les amis de Zinoviev et ceux de Trotsky ne doivent à aucun prix s'allier avec Staline. « Les divergences entre nous et Staline sont imminentes plus sérieuses que nos anciennes divergences avec vous. » D'ailleurs, il ne s'agit pas d'idées - Staline n'en a pas. « Il change ses théories selon le besoin qu'il a de se débarrasser de quelqu'un à tel ou tel moment. » il s'agit de sauver le parti, le socialisme, la vie de tous ses adversaires, car Staline a adopté à sa manière les conclusions de Préobrajenski sur l'accumulation socialiste primitive. Il en a tiré la conclusion que plus le socialisme avancera et plus il se heurtera à la résistance populaire. Boukharine dit : « Cela veut dire un Etat policier, mais rien n'arrêtera Staline [...] ; il noiera les révoltes dans le sang et nous dénoncera comme les défenseurs des koulaks. » Il ajoute : « La racine de tout le mal, c'est la fusion du parti et de l'Etat »¹⁹. Pour convaincre Kamenev, il dresse un tableau des forces en présence. Staline « tient » Vorochilov et Kalinine. Ordjonikidzé qui le déteste, ne bougera pas, mais Tomski, un soir d'ivresse lui a dit que les ouvriers l'abattraient ; Andreïev, les dirigeants de Léninegrad, Iagoda, le grand chef de la Guépéou, sont prêts à lutter contre lui.

Kamenev l'écoute, écrit à Zinoviev, lui conseillant de ne pas répondre avec trop d'empressement aux propositions que Staline ne peut manquer de lui faire. En même temps, il supplie Trotsky de faire un pas pour la réconciliation avec Staline. Trotsky refuse. En jugeant la politique de Staline, il faut considérer non seulement ce qu'il fait mais aussi comment il le fait. Il ne favorisera aucune combinaison bureaucratique, n'acceptera sa réintégration que sous la condition au rétablissement intégral de la démocratie interne et à condition que la direction du parti soit élue au scrutin secret. A Boukharine, il répond par une lettre-circulaire du 12 septembre : les divergences sont toujours aussi importantes, mais il accepte la coopération sur un point précis, la restauration de la démocratie interne et se déclare prêt, si Boukharine et Rykov l'acceptent, à lutter avec eux pour un congrès démocratiquement préparé et élu.

La majorité des oppositionnels protestent contre cette attitude, refusent d'admettre une alliance avec la droite contre le centre au moment où celui-ci tourne à gauche. Ne serait-ce pas, précisément, Thermidor ? Comme, de leur côté les amis de Boukharine ne donneront même pas un commencement de réalisation à ce qui eût pu être une lutte en commun, en faisant, comme Zinoviev, Kamenev et Trotsky en 1926, appel à l'opinion publique du parti, Staline pourra jouer de l'hostilité des deux

¹⁵ TROTSKY, *L'Internationale communiste après Lénine*, p. 74.

¹⁶ Cité par DEUTSCHER, *P. U.*, p. 417.

¹⁷ « Sur le cours de gauche », archives de Trotsky, cité par DEUTSCHER, *P. U.*, p. 417.

¹⁸ Cité par DEUTSCHER, p. 421.

¹⁹ SERGE, *Vie et mort*, pp. 213-214.

oppositions pour frapper l'une et l'autre. L'opposition de gauche est en crise. Bientôt Smilga, Sérébriakov, Ivan Smirnov, rallient les « conciliateurs » Préobrajenski et Radek : tous pressent Trotsky d'abandonner les attitudes historiques, de rompre le splendide isolement. Convaincu que le temps travaille pour ses idées - après une année de répression, 8 000 « oppositionnels » ont été déportés, le double de ce que l'opposition rassemblait à la fin de 1927 - Trotsky refuse, soutenu par Racovski, Sosnovski et les jeunes de l'opposition : les uns après les autres, les « conciliateurs » se rallient alors et l'abandonnent. La correspondance entre les exilés permet de suivre la décomposition accélérée de ce qui avait été le noyau de l'opposition. En 1928, après la capitulation de Safarov, Sosnovski écrit à Ilya Vardine qui vient de l'imiter : « J'ai prié Vaganian de vous conter un détail rituel des funérailles juives. Au moment où l'on se dispose à sortir le mort de la Synagogue pour le porter au cimetière, un bedeau se penche sur le défunt, l'appelle par son nom et lui dit : « Sache bien que tu es mort. » Cette coutume est excellente »²⁰. Quelques mois plus tard, dans une lettre que la Guépéou interceptera et qui sera publiée par Iaroslavski, Solntsev écrit : « La panique et la confusion règnent, on cherche des issues individuelles. » Il accuse Préobrajenski, Radek et Smilga d'avoir commis une « trahison inouïe », laisse entrevoir qu'« I.N. (Smirnov) est en voie de liquidation »²¹. Trotsky, qui a plus de recul par rapport aux événements, tourne la page, à la fin de juillet 1929, quand il écrit : « La capitulation de Radek, Préobrajenski, Smilga est à sa façon un fait politique d'importance. Elle montre combien s'est usée la grande génération héroïque de révolutionnaires à laquelle il fut échu de marcher à travers la guerre et la révolution d'octobre. Trois vieux révolutionnaires d'élite se biffent eux-mêmes du monde des vivants »²².

La bataille préliminaire.

La bataille contre la droite commence à partir du mois de juin à l'intérieur du parti : une agitation ouvrière provoquée par l'insuffisance du ravitaillement est entretenue par l'opposition qui croit dans les campagnes, avec lesquelles les ouvriers ont gardé des liens personnels. Les ouvriers de deux usines de Moscou protestent contre les mesures d'urgence. Le secrétaire du parti à Moscou, Ouglanov, critique ouvertement la nouvelle ligne. A Léninegrad, Krov est mis en difficultés au sein du comité du parti par Slepikov, l'élève de Boukharine. Le commissaire du peuple aux finances, Froumkine, proteste contre les méthodes de coercition pour les levées de grains, préconise un effort financier maximum pour aider les paysans pauvres entrant dans les fermes collectives. Staline fait de lui son bouc émissaire, l'accuse de céder à la pression des koulaks.

Le 4 juin, le comité central se réunit à Moscou. Kalinine, Molotov, Mikoyan rapportent, soulignant la nécessité de préserver l'alliance avec le paysan moyen, admettant que les mesures d'urgence ont été temporaires, acceptant d'envisager la hausse du prix du blé. La discussion semble dominée par les droitières : Stetski et Sokolnikov veulent des concessions pour les paysans et la hausse des prix, Ouglanov décrit le mécontentement populaire, Rykov proteste contre la distinction faite entre « excès » et mesures d'urgence. Il accuse Kaganovitch, qui vient d'annoncer une « lutte cruelle » contre le koulak, de se faire l'apôtre de la violence pour la violence. Staline présente la politique actuelle comme une étape nouvelle de la Nep, une offensive. Accusant les adversaires présents de la collectivisation de n'être « ni marxistes, ni léninistes, mais philosophes paysans, les yeux fixés en arrière », il taxe de « déviation koulak » ceux qui prétendent que le comité central tourne le dos à la Nep. L'intervention de Boukharine est sérieuse et grave. Il redoute un soulèvement d'ensemble de la paysannerie sous la direction des koulaks, souligne, contre Staline, que les prix sont un des leviers décisifs aux mains du gouvernement pour agir sur les paysans individuels. L'offensive contre les koulaks doit être poursuivie par une politique de taxation : l'essentiel doit être de ne pas mécontenter les paysans moyens, ce qui renforcerait les koulaks.

Une résolution de compromis, votée à l'unanimité, constate que les mesures d'urgence ont porté leurs fruits, et les rapporte, interdit perquisitions et saisies, et surtout autorise une hausse de 20 % sur le pain. L'impression générale est celle d'une victoire de la droite : Trotsky parle de la « dernière phase de Thermidor ».

Le VI^e congrès de l'Internationale communiste.

Le VI^e congrès de l'Internationale communiste qui se tient à Moscou pendant les mois d'été traduit pourtant un sérieux recul de Boukharine, toujours président, mais de moins en moins maître de l'organisation. L'Internationale est en définitive un commode terrain d'essai pour les groupes qui s'affrontent dans le parti russe : la politique des partis communistes étrangers traduit depuis 1923 les oscillations de la politique russe. Or la politique droitière des années 1925-27 a été un criant échec : l'affaire du comité anglo-russe et la défaite chinoise en sont les preuves éclatantes. Staline qui l'a, d'abord, nié, ne peut persister longtemps dans cette attitude. A partir du milieu de 1927 se dessine un tournant : comme Brandler en 1924, Tchen Dou-siou est rendu responsable d'une politique que l'exécutif, c'est-à-dire le bureau politique du parti communiste russe, lui a fait appliquer. Et nous avons vu Lominadzé et Neumann lancer en plein reflux la politique offensive, combattue par la direction Staline-Boukharine quand elle était proposée par l'opposition en pleine offensive des masses ouvrières et paysannes.

Il y a, incontestablement, dans cette attitude le reflet de l'empirisme de Staline, de ses courtes vues en matière internationale, de l'improvisation qui caractérise ce que Trotsky appelle les « zigzags bureaucratiques ». Il ne faut, pourtant, pas négliger une autre tendance de cette politique, celle qui consiste à reprendre à son compte les principaux points du programme de l'opposition, ne serait-ce que pour nier l'existence de celle-ci. A la fin de l'année 1927, après l'insurrection de Canton, la direction de l'Internationale peut sans vergogne proclamer qu'elle a engagé le parti chinois dans la voie de la révolution soviétique. L'intérêt politique à court terme de l'appareil coïncide ici avec ses tendances fondamentales. A la politique droitière en U.R.S.S. jusqu'en 1927 avait correspondu la politique droitière d'alliance sans perspectives avec les partis social-démocrates. Au tournant à gauche du début 1928, correspondent dans l'Internationale un tournant à gauche et l'abandon

²⁰ SOSNOVSKI, « Lettres d'exil », *Lutte de classes* n° 17, janv. 30, p. 71.

²¹ *Corr. int.* n° 102, 9 oct. 29, p. 1415.

²² Reproduit dans *Les crimes de Staline*, p. 265.

de la tactique du front unique. Craignant le développement de courants oppositionnels dans les partis étrangers, la direction du parti communiste russe va, suivant une démarche désormais classique, utiliser le mécontentement réel de nombreux ouvriers avancés pour le tourner contre les dirigeants qui regimbent contre son autorité, frapper les droitiens avec des justifications de gauche et, du même coup, priver la gauche de l'élément émotif que constitue la dénonciation des compromissions avec la « social-démocratie traître ».

Quand le IX^e comité exécutif de l'Internationale se réunit en février 1928, il est tout entier placé sous le signe de la lutte contre l'opposition, partout battue, parfois de justesse, comme en Belgique où le secrétaire général Van Overstraeten et la majorité du comité central avaient désapprouvé les décisions du XV^e congrès, mais partout existante et vivante.

C'est Boukharine qui présente le rapport principal. Il s'y appuie sur une analyse du rapport des forces mondiales qui fait apparaître trois périodes distinctes depuis 1917. A la période de crise révolutionnaire aiguë, jusqu'en 1923, a succédé une deuxième période, celle de la reconstruction capitaliste et d'une stabilisation relative. Depuis 1927 a commencé « la troisième période », caractérisée par le développement d'une nouvelle période d'édification capitaliste, par le début d'une édification socialiste et l'accroissement du danger de guerre. Ce « changement. objectif », dit Boukharine, contraint les communistes à un « tournant brusque » dont « l'axe politique est le changement d'attitude envers les partis social-démocrates », le « front unique » ne devant plus être désormais mené qu'« à base ». Très mal à l'aise pour justifier un tournant sectaire qu'il condamne sincèrement, Boukharine s'efforce maladroitement d'en atténuer la portée en orientant tout l'effort politique de l'Internationale contre le seul trotskysme, qu'il qualifie « d'instrument les plus ignobles de la social-démocratie internationale contre les communistes dans la lutte pour l'influence sur les larges masses ouvrières ». C'est ainsi qu'il déclare qu'il s'agit d'« un tournant général [...], d'une conversion à gauche dans le sens du renforcement général de la lutte contre la social-démocratie de droite et en particulier contre celle de gauche » ! Admettant que la troisième période révoquera, en réaction à l'offensive bourgeoise, une radicalisation ouvrière, il s'efforce de faire du trotskysme le seul danger tout en maintenant l'existence d'un danger de droite, ce qui le conduit à d'autres acrobaties : « Il est inexact de poser la question de telle sorte qu'il faut, d'une part, lutter contre le trotskysme, d'autre part contre les dangers de droite. [...] Cela signifierait que les trotskystes représentent je ne sais quelle déviation de gauche à côté de laquelle il existerait des déviations de droite. [...] Dans presque chaque pays, l'axe du trotskysme se trouve dans les déviations de droite »²³.

Sa souplesse ne l'empêche pas d'essayer nombre de critiques : ses résolutions sont jugées insuffisantes, notamment par la délégation russe, qui présente toute une série d'amendements. On lui reproche de surestimer les possibilités de développement capitaliste, de sous-estimer le danger de droite et en particulier, les tendances conciliatrices à l'égard de la social-démocratie de gauche, dénoncée par Thaelmann comme « l'ennemi le plus dangereux du mouvement ouvrier »²⁴. C'est le même Thaelmann qui affirme que « les tendances fascistes et les germes du fascisme existent dans la politique pratiquée par les partis social-démocrates de presque tous les pays ». L'un des délégués italiens, Ercoli, prendra la parole pour contester ces « généralisations excessives » et voler au secours de Boukharine. « Le fascisme, dit-il, est un mouvement de masse, un mouvement de petite et moyenne bourgeoisie dominé par la grande bourgeoisie et les agrariens. De plus, il n'a pas de base dans une organisation traditionnelle de la classe ouvrière. La social-démocratie, par contre, est un mouvement à base ouvrière et petite-bourgeoise qui tire principalement sa force d'une organisation reconnue par de grandes masses ouvrières comme l'organisation traditionnelle de leur classe »²⁵. C'est pourtant la formule de Thaelmann qui est incluse dans la résolution, Boukharine se contentant de souligner qu'il s'agit de tendances, non d'un processus achevé et qu'« il serait déraisonnable de mettre la social-démocratie dans le même sac que le fascisme »²⁶.

Le même conflit est latent sur les questions d'organisations. Aux réquisitoires ultra-centralistes de Thaelmann, Ulbricht et autres contre les droitiens « saboteurs », Ercoli réplique : « Nous pourrions prendre comme mot d'ordre pour notre activité de formation des directions de parti les derniers mots prononcés par Goethe mourant : *Mehr Licht*. L'avant-garde ouvrière ne peut pas se battre dans l'obscurité. L'état-major de la révolution ne peut pas se former dans une lutte de fraction sans principe. Il y a des formes de lutte consistant dans l'adoption de certaines mesures d'organisation qui, appliquées de façon inconsidérée, acquièrent une valeur indépendante de notre volonté, agissant même en dehors de notre volonté, en poussant à la désagrégation, voire à la dispersion des forces de direction de nos partis »²⁷. Boukharine reprendra ses arguments, invoquant l'autorité de Lénine. Pourtant, en septembre, quand le comité central allemand suspendra Thaelmann, convaincu de lui avoir dissimulé les détournements de fonds effectués par son ami Wittorf, secrétaire de Hambourg, et de l'avoir maintenu en fonction malgré le vol, l'exécutif blâmera le comité central, rétablira Thaelmann dans toutes ses fonctions et exclura ceux des dirigeants allemands qui avaient jugé inadmissible le comportement de Thaelmann.

Il était, dans ces conditions, exclu que l'Internationale puisse émettre la moindre critique quant à l'attitude du parti communiste russe à l'égard de l'opposition. Pourtant, les délégués du VI^e congrès - certains pour la première fois - auront, par la lettre de Trotsky et sa critique du programme, quelque idée de ses positions. Critiquant la conception scolastique de Boukharine sur la stabilisation, Trotsky affirme : « A partir de 1923, nous n'avons plus devant nous simplement des défaites du prolétariat, mais des déroutes de la politique de l'Internationale. [...] La cause fondamentale de la montée du capitalisme pendant la période de stabilisation au cours des cinq dernières années est due à ce que la direction de l'Internationale ne fut à aucun point de vue à la hauteur des événements »²⁸. Soulignant le caractère empirique de la politique de l'Internationale, qu'il

²³ Rapport de Boukharine au IX^e, exécutif, *Corr. int.* n° 18, 27 février 1928 pp.231-239. Discours de clôture, *Corr. int.* n° 27, 15 mars 28, pp.833-847, et particulièrement pp.840, 841, 843. I^{er} août 28, t pp. 840, 841, 843.

²⁴ *Corr. int.* n° 84, 16 août 28, p. 887.

²⁵ *Corr. int.* n° 89, 22 août 28, p. 949.

²⁶ *Ibidem*.

²⁷ *Corr. int.* n° 89, 22 août 28, p. 950.

²⁸ TROTSKY, *L'I.C. après Lénine*, pp. 34-35.

qualifie de « centriste », Trotsky analyse les zigzags d'une ligne qui aboutit à des désastres depuis 1923 dans la mesure où elle repose toujours sur une appréciation erronée de rapport des forces de classes. La stabilisation du capitalisme n'a été admise que dix-huit mois après la défaite allemande, au moment où apparaissaient les premiers symptômes d'une remontée qui a été alors freinée par une politique droitiste. Le désastre de la révolution chinoise a provoqué un nouveau tournant à gauche, au moment, précisément, où l'offensive n'était plus à l'ordre du jour. Critiquant le caractère parcellaire de l'analyse de Boukharine, Trotsky affirme que l'hégémonie croissante des Etats-Unis est le fait dominant, facteur de stabilisation initiale, mais aussi de crises à venir, car « une grande crise aux Etats-Unis sonnerait de nouveau le tocsin des guerres et des révolutions en marche ». La théorie du « socialisme dans un seul pays », la pseudo-bolchevisation qui fait des partis communistes des instruments dociles aux mains de leur appareil de fonctionnaires, comportent le risque que ces partis soient finalement incapables d'exploiter de nouvelles situations révolutionnaires.

Les lettres de correspondants de Trotsky citées par Deutscher montrent l'écho rencontré dans le congrès par les idées de l'exilé : Ercoli se plaint de la servilité générale des délégués, Maurice Thorez avoue qu'il ne se sent guère d'accord avec cette théorie du « socialisme dans un seul pays »²⁹. Un délégué de la minorité américaine, James P. Cannon, va fonder l'opposition de gauche dans son pays³⁰. Dans le congrès, en tout cas, qu'ils soient de « gauche » ou de « droite », les délégués sont aussi impuissants, face aux thèses officielles, que l'est Boukharine soutenant des positions qu'il juge catastrophiques, mais qu'il accepte et défend contre ses propres idées.

L'assaut contre les positions des droitiers.

La lutte, pendant ce temps, se prépare au niveau décisif, celui de l'appareil du parti russe. Slepkov est déplacé par le secrétariat : sa mutation en Sibérie laisse le champ libre à Kirov à Léninegrad. A Moscou, Ouglanov tente d'utiliser sa propre fraction d'appareil contre la politique du secrétariat. S'alignant sur la tactique utilisée par Boukharine, il fait adopter par le comité de Moscou une vive condamnation de la politique anti-koulak, qu'il attribue, en bloc, aux trotskystes. Le 15 septembre, la *Pravda* répond par un appel à la « lutte sur deux fronts » ; elle dénonce, au sein du parti, l'existence d'une « déviation de droite », opportuniste et « conciliatrice » à l'égard des koulaks. La pression de l'appareil central suscite des réactions dans les comités de rayon de Moscou, accusant notamment Rioutine, le bras droit d'Ouglanov, d'adopter des positions droitistes. Le secrétariat général reprend la balle au bond, relève Rioutine de ses fonctions « pour faute grave », par dessus la tête d'Ouglanov, et souligne « le mécontentement de militants actifs » contre « l'inconsistance et les hésitations de certains membres du comité de Moscou dans la lutte contre la déviation de droite [...] et leur attitude conciliatrice »³¹. La défaite d'Ouglanov est déjà consommée : au comité de Moscou, le 18, aucun applaudissement ne salue son rapport et Rioutine fait son autocritique. Le 19, Staline en personne lui donne le coup de grâce en dénonçant « la déviation de droite et les tendances à la conciliation à son égard »³². Le comité de Moscou décide de se « réorganiser » : l'un après l'autre, les secrétaires de rayon critiquent Ouglanov et exigent une autocritique complète.

En novembre, la tension grandit au sommet. La bataille du comité de Moscou conduit Boukharine, Rykov et Tomski à réclamer une réorganisation de l'appareil. Ils n'obtiennent pas la réunion de la commission qui doit s'en occuper. Comprenant que Staline, ainsi, ne cesse de gagner du temps, ils se décident à frapper un grand coup et démissionnent simultanément de leurs fonctions de président de l'Internationale et rédacteur en chef de la *Pravda*, président du conseil des commissaires du peuple et président des syndicats. C'est un camouflet sérieux pour Staline qui vient de démentir à Moscou l'existence de divergences au sein du bureau politique. Aussi négocie-t-il et les trois acceptent de reprendre leur démission en échange du vote unanime d'une résolution qui donne priorité à l'agriculture sur l'industrie lourde. Le bureau politique se présente donc uni devant le comité central qui, toujours à l'unanimité, condamne la « déviation de droite » dont Staline, dans son rapport, démontre qu'elle est liée à celle de gauche. Ainsi les chefs de la droite approuvent-ils la campagne menée par l'appareil contre leurs idées et leurs partisans. Rykov va même jusqu'à les menacer des mesures dépassant le cadre de la campagne idéologique, si l'opposition de droite se risquait à « prendre forme ». Le bastion de la droite à Moscou est officiellement enlevé : Ouglanov perd le secrétariat ; il est remplacé par Molotov, avec Bauman pour second.

De fait, l'offensive du « centre » se poursuit. Au cœur de la bataille contre les droitiers de Moscou, le 19 octobre, le comité central a adopté un texte définissant une nouvelle politique industrielle. « Du fait de notre retard technique, il nous est impossible de développer l'industrie à un taux tel que non seulement elle ne reste pas en arrière des pays capitalistes, mais les rejoigne et les dépasse, sans la mise en oeuvre de tous les moyens et de toutes les forces du pays, sans une grande persévérance et une discipline de fer dans les rangs prolétariens »³³. Les hésitations de certaines couches de la classe ouvrière et de certains secteurs du parti sont qualifiées de « fuite devant les difficultés ». Le conseil de l'économie s'attaque au projet de plan quinquennal pour l'industrie. Le choc est inévitable avec le second bastion des droitiers, les syndicats, que préside Tomski.

Bureaucrate à la poigne énergique, le « Gompers de l'Etat soviétique », suivant l'expression de Trotsky, est bien décidé à conserver aux syndicats leur fonction générale de défense des intérêts des ouvriers, base de sa puissance personnelle et élément indispensable à ses yeux de l'organisation soviétique. Or la nouvelle politique réduit le rôle des syndicats à la seule lutte pour l'augmentation des rendements et de la production. Dès juin, le comité central a critiqué de nombreux « abus bureaucratiques » dans l'activité de l'appareil des syndicats, et appelé les « fractions » du parti à travailler à leur correction :

²⁹ DEUTSCHER, *P. U.* 444.

³⁰ CANNON, *History of american trotskyism*, pp. 49-50.

³¹ Cité par DANIELS, *Conscience*, p. 339.

³² *Corr. int.* n° 312, 3 nov. 28, pp. 1454-1457.

³³ Cité par DANIELS, *Conscience*, p. 352.

ainsi le parti peut-il intervenir directement dans les syndicats, par dessus la tête de Tomski. Dès le remplacement d'Ouglanov, c'est contre les droitiers des syndicats que la *Pravda* se tourne, leur reprochant de se refuser à l'autocritique et de ne pas mobiliser les masses pour la construction socialiste. Au congrès pan-russe des syndicats, fin décembre, Tomski admet quelques insuffisances, mais propose de renouveler les efforts pour faire augmenter l'ensemble des salaires ouvriers. Cependant, la fraction communiste présente une résolution condamnant les droitiers, réclamant une industrialisation accélérée et rejetant le point de vue « purement ouvrier » sur les syndicats, dont la tâche est de « mobiliser les masses » pour « surmonter les difficultés de la période de reconstruction »³⁴. Elle est votée à une écrasante majorité. Ce désaveu de Tomski est suivi de l'élection, parmi les nouveaux dirigeants, de cinq membres importants de l'appareil du parti, Kaganovitch, Kouibychev, Ordjonikidzé, Roudzoutak et Jdanov. Tomski sera réélu président, mais, le contrôle de l'organisation lui échappant, il refusera de reprendre ses fonctions.

La droite est bien battue et va, presque aussitôt, donner son aval à une mesure qui fait peser sur elle une grave menace. Sommé de renoncer à toute activité politique, Trotsky a refusé, le 16 décembre, ce qui serait pour lui une « abjuration » et l'abandon de la lutte qu'il mène depuis trente-trois ans. Malgré les trois, et les efforts désespérés de Boukharine, malgré l'opposition aussi d'un autre membre du bureau politique, vraisemblablement Kouibychev, Staline obtient la décision d'expulser Trotsky du territoire de l'U.R.S.S. Selon les minutes de la réunion, telles que Trotsky les a publiées, il y aurait déclaré : « Trotsky doit être exilé à l'étranger, 1) parce que, tant qu'il reste dans le pays, il est capable de diriger idéologiquement l'opposition et sa force numérique ne cesse d'augmenter ; 2) afin qu'il puisse être discrédité aux yeux des masses comme complice de la bourgeoisie dès son arrivée dans un pays bourgeois 3) afin de le discréditer aux yeux du prolétariat mondial : la social-démocratie, sans aucun doute, utilisera contre l'U.R.S.S. son exil et volera au secours de Trotsky, « victime de la terreur bolchevique » ; 4) si Trotsky attaque la direction en faisant des révélations, nous pourrons le présenter comme un traître. Tout cela parle en faveur de la nécessité de l'exiler »³⁵. La Guépéou l'arrête le 22 janvier, avec toute sa famille et l'expulse en Turquie : pour lui commence le dernier voyage sur la « planète sans visa ». Le 28, la *Pravda* annonce cent cinquante nouvelles arrestations pour « activité trotskyste illégale » dont celles de Boudou Mdivani, Drobnis, Fankratov, Voronski.

La liquidation politique des droitiers.

Ainsi que le remarque R. V. Daniels, « l'histoire de l'opposition de droite offre le singulier spectacle d'un groupe politique battu d'abord et attaqué ensuite »³⁶. Jusqu'en janvier 1929, en effet, la fiction de l'unanimité au bureau politique a été maintenue, même devant le comité central. Or, en février 1929, Staline demande à la commission de contrôle de mener l'enquête à propos des conversations entre Boukharine et Kamenev, révélées par des tracts du groupe trotskyste de Moscou. Boukharine accepte la bataille. Il reconnaît les faits et contre-attaque au bureau politique. Niant s'être livré à une activité fractionnelle, il s'en prend au bureaucratisme d'un appareil dont le secrétaire général est le maître absolu et où aucun secrétaire régional n'a été élu. Il dénonce la politique économique nouvelle comme une « exploitation militaro-féodale de la paysannerie » par le biais d'un tribut, réclame la réduction du rythme prévu pour l'industrialisation, le maintien d'un marché libre. Les trois démissionnent de nouveau. Accusés de briser l'unité de la direction, de porter atteinte à celle du parti, ils finissent pourtant, Rykov le premier, par reprendre leur démission, tout en refusant d'admettre leurs erreurs. Le 27 février, Molotov, dans la *Pravda*, menace, sans nommer, d'ailleurs, qui que ce soit : « La théorie de l'intégration pacifique du koulak dans le socialisme signifie en pratique l'abandon de l'offensive contre le koulak ; elle mène à l'émancipation des éléments capitalistes, et, finalement, au rétablissement du pouvoir de la bourgeoisie. »

A la session du mois d'avril du comité central et de la commission de contrôle, les attaques de Staline, Molotov, Kaganovitch sont dirigées, nommément cette fois, contre les trois, visiblement en minorité. Pour éviter d'être publiquement condamnés, ils acceptent de voter des résolutions en faveur d'un plan quinquennal pour l'industrie, se contentant de conseils de prudence et d'une mise en garde contre « l'abolition de la Nep » : le comité central les condamne donc pour avoir « dissimulé leur attitude réelle ». Staline prononce contre Boukharine un véritable réquisitoire, l'accuse de défendre « l'intégration des capitalistes dans le socialisme », des conceptions qui « endorment la classe ouvrière, entament la volonté de mobilisation des forces révolutionnaires et facilitent l'offensive des éléments capitalistes ». « Le plan de Boukharine, s'écrit-il, vise à ralentir le développement de l'industrie, à saper les nouvelles formes d'alliance entre ouvriers et paysans. » Boukharine s'étant plaint que le parti l'a soumis à une « dégradation civique » en le critiquant en public alors qu'il est forcé de se taire, Staline lui demande sans rire pourquoi il s'est tenu à l'écart de la lutte contre la déviation de droite : « Le groupe Boukharine comprend-il que renoncer à la lutte contre la déviation de droite, c'est trahir la classe ouvrière, trahir la révolution ? » Il conclut : « Le parti exige que vous meniez aux côtés de tous les membres du comité central de notre parti une lutte résolue contre la déviation de droite et l'esprit de conciliation. [...] Ou bien vous ferez ce que le parti exige de vous et le parti vous en félicitera. Ou bien vous ne le ferez pas, mais alors ne vous en prenez qu'à vous-mêmes »³⁷.

La querelle n'est toujours pas publique. La XVI^e conférence voit Rykov défendre le plan quinquennal, tandis que Kouibychev menace les « éléments petits-bourgeois », « défaitistes » et « manquant de confiance ». Ouglanov est remplacé au bureau politique par Bauman. En juin, Tomski est éliminé de la direction des syndicats et remplacé par Chvernik. Le 3 juillet, Boukharine est relevé de la présidence de l'Internationale, et exclu de l'exécutif, Ercoli ayant facilité l'opération par son ralliement de dernière minute à la fraction stalinienne.

³⁴ *Corr. int.* n° 1, 5 janvier 1929, pp. 4-5.

³⁵ *Bulletin de l'opposition*, juillet 29, reproduit par N. Sedova dans *Fourth International* n° 1, 1942, p. 11.

³⁶ DANIELS, *Conscience*, p. 362.

³⁷ STALINE, *Questions du léninisme*, t. 1, pp. 225-274.

La mesure ne sera rendue publique que le 21 août, une date qui marque le début de la dénonciation systématique et publique des « fautes » de Boukharine. Au comité central de novembre, Ouglanov abjure ses erreurs. Les trois tentent de faire admettre qu'ils ont présenté une méthode d'approche différente pour une politique avec laquelle ils étaient parfaitement d'accord : ils sont condamnés pour cette « manœuvre fractionnelle » et Boukharine est exclu du bureau politique. Le 26 novembre, enfin, ils capitulent complètement : « Au cours des dix-huit mois écoulés, il y a eu entre nous et la majorité du comité central du parti des divergences sur une série de questions politiques et tactiques. Nous avons présenté nos vues dans une série de documents et de déclarations à la séance plénière et à d'autres sessions du comité central et de la commission centrale de contrôle du parti. Nous estimons de notre devoir de déclarer que, dans cette discussion, le parti et le comité central avaient raison. Nos vues, présentées dans des documents bien connus, se sont révélées erronées. En reconnaissant nos fautes, nous ferons pour notre part tous nos efforts pour mener en commun avec tout le parti une lutte résolue contre toutes les déviations de la ligne générale et en particulier contre les déviations de droite et la tendance conciliatrice, afin de surmonter toutes les difficultés et d'assurer la victoire la plus rapide de l'édification socialiste »³⁸.

Le plus brillant des théoriciens bolcheviques rejoint ainsi la cohorte des « âmes mortes » qu'étaient venus grossir, quelques mois auparavant, le groupe des conciliateurs de l'opposition de gauche, Préobrajenski, Radek et Smilga. La longue agonie du parti bolchevique est bien terminée. Trotsky, hors des frontières, et quelques irréductibles, Racovski, Sosnovski, Solntsev, défendent encore en Sibérie les idées qui font partie de l'héritage du bolchevisme mais qui n'ont plus cours dans le parti qui s'en réclame. Une période historique se termine. Une autre commence quand Staline, le 27 décembre, dans un article intitulé « Au diable la Nep », annonce ce qui sera le « grand tournant ». Pour les hommes qui avaient été les dirigeants de la première révolution prolétarienne victorieuse, ce tournant allait être la première étape de la route qui les conduirait à la mort, ignominieuse ou obscure.

³⁸ *Corr. int.* n° 118, 30 nov. 29, p. 1578.

Chap. XII - LE PARTI STALINNIEN A SES DEBUTS

L'autocritique de Boukharine, Rykov et Tomski clôt un chapitre de l'histoire du parti. Il ne s'y déroulera plus jamais de discussion publique : les congrès ne sont plus que de grandes parades dont les comptes rendus ne suggèrent que de façon très déformée les discussions, ou tout au moins les dissensions internes. Le comité central est devenu un organisme de pure décoration : de plus en plus pesant, il est passé de 40 membres en 1923 à 52 en 1924, 71 en 1927. Les divergences exprimées par les droitiers au bureau politique sont les dernières, dont, pour presque trente ans, l'écho ait rejaili à l'extérieur. Les divergences politiques - il y en a toujours - vont se régler désormais au cœur de l'appareil, dans les cénacles dirigeants. Il n'y a certes plus de tendances ni de fractions, mais des clans ou des cliques, des liens personnels d'intérêts à la place des affinités politiques, plus de discussions politiques, mais des règlements de compte.

On peut se demander si les vieux-bolcheviks qu'étaient Rykov, Tomski et Boukharine ont, tout en « avouant » leurs erreurs, mesuré la portée du dernier acte politique de leur carrière et apprécié la profondeur du changement intervenu dans la nature du parti qui exigeait d'eux cette abdication et ce véritable suicide moral. Arthur Rosenberg suggère qu'ils ont eu conscience d'être devenus, indépendamment de leur volonté, les chefs de file virtuels d'une opposition organisée des éléments néo-bourgeois : une résistance ouverte de leur part eût représenté un encouragement à la lutte pour toutes les couches pro-capitalistes encore nombreuses et puissantes dans la société russe, et ils eussent ainsi déclenché eux-mêmes la vague contre-révolutionnaire dont la politique de Staline créait les conditions¹. Trotsky n'est pas éloigné de donner la même interprétation de leur attitude lorsqu'il écrit, en octobre 1928 : « Les droitiers, bon gré mal gré, sont obligés de se fourrer dans l'eau froide. C'est-à-dire d'essayer de vider leur querelle avec Staline par-delà l'appareil. [...] Pour s'opposer au centre sérieusement, ils auraient dû brailler pour de bon, à pleins poumons, c'est-à-dire sur un ton ultra-réactionnaire, un ton de Thermidor. Mais pour cela Boukharine manque encore d'estomac. Il a mis le pied dans l'eau froide, mais il a peur d'y entrer. Il reste immobile et tremble... de courage. Derrière, Rykov et Tomski regardent ce qui va se passer, prêts à tout moment à s'enfoncer dans les buissons »². En définitive, le mois suivant, Boukharine, Rykov et Tomski refusent de se plonger dans l'eau froide, comme ils avaient, une année plus tôt, renoncé à rejoindre le diable Trotsky dans l'enfer d'un « bloc » pour la démocratie. Il faut se résigner à ne pouvoir répondre à la question de savoir s'ils ont ou non compris que, ce faisant, ils scellaient en même temps leur propre destin et celui du parti bolchevique succombant à ses contradictions.

L'historien du parti se rend compte, très vite, qu'il a affaire à une autre matière : la quantité s'est changée en qualité, l'objet de son étude a changé de nature. L'histoire officielle devient pratiquement inutilisable, remodelée à chaque tournant, le passé étant présenté en fonction de nécessités politiques immédiates : dès 1931, Iaroslavski, l'historien officiel des années de lutte contre l'opposition, est accusé par Staline d'avoir commis des « erreurs d'ordre doctrinal et historique », et aucun de ses successeurs ne trouvera grâce, car les maîtres du jour veulent effacer jusqu'au nom de leurs adversaires, les avoir couverts d'injures ne sera pas une excuse pour le crime de les avoir cités. Staline donne d'ailleurs la mesure de sa conception de l'histoire quand il s'écrie - pour accabler le malheureux Sloutski qui a osé affirmer que Lénine n'avait jamais « démasqué » avant 1914 les social-démocrates allemands en se basant sur le fait qu'aucun document ne l'indiquait - « Qui, sinon des bureaucrates incurables, peut se fier aux seuls documents papiers ? »³.

La presse fournit quelques éléments d'information sur le parti avec les comptes rendus que font du comité central les secrétaires régionaux. Mais ils ne donnent que ce que la direction veut bien faire connaître aux membres du parti et par conséquent publier. Les correspondants étrangers tenus à l'écart, manquant souvent de la formation nécessaire, romancent plus qu'ils ne décrivent ou analysent. Pendant des années, le seul matériel sérieux dont dispose le chercheur sera constitué par le *Courrier socialiste* que publie le menchevik Nicolaïevski, et, plus encore, par le *Bulletin de l'opposition* édité en émigration par Trotsky et son fils Léon Sédov, qui reçoit pendant plusieurs années de solides informations et exprime les vues et l'analyse des documents officiels que fait le chef de l'opposition. Après quelques années viendront les récits des étrangers rescapés de Sibérie, Victor Serge, Anton Ciliga, les révélations de l'homme qui signe « le vieux bolchevik » et celles de Walter Krivitski. Les recoupements deviennent possibles, mais il faut se garder d'accorder trop de crédit aux « mémoires » qui se multiplient en Occident et dont certains, ne traduisant que le souci d'exploiter commercialement une curiosité légitime, présentent toutes les caractéristiques de ce genre de littérature, la recherche du sensationnel et le goût du scandaleux. Des laboratoires spécialisés, souvent dirigés par des transfuges compétents, sont trop ouvertement animés d'hostilité systématique pour pouvoir apporter à la recherche une contribution utilisable sans d'importantes précautions.

Il faudra attendre la fin de la guerre pour que le matériel à la disposition des chercheurs s'enrichisse de façon sérieuse : de nombreuses « personnes déplacées » peuvent apporter leur témoignage sur des périodes obscures ou des faits incertains. Il faut cependant tenir compte du fait que les émigrés cherchent souvent à se justifier, d'abord à leurs propres yeux, comme à plaire à l'enquêteur ou au public. Les services américains qui dépouillent le matériel comptent, certes, des collaborateurs compétents et honnêtes, mais chez qui le désir de démontrer et de « servir » fausse généralement l'objectivité des enquêtes, par l'orientation même des questions et les centres d'intérêt. Dans ce matériel peu sûr, pourtant, une exception de taille : les archives du comité régional de Smolensk sont tombées en 1942 aux mains des Allemands. Les Américains s'en sont emparés lors de la débâcle et le savant Merle Fainsod en a tiré une documentation de tout premier ordre, sans équivalent à cette date, contenant rapports secrets de la Guépéou, comptes rendus des discussions de comités, dépositions aux commissions d'épuration, correspondance entre officiels, pétitions ouvrières, lettres aux journaux... Enfin, à partir de 1953, les premières informations sérieuses d'U.R.S.S. même sur la période stalinienne sont fournies par les nouveaux dirigeants. Le rapport de Khrouchtchev au XX^e congrès, ses nouvelles « révélations » du XXII^e congrès, celles des délégués, journaux et revues permettent de vérifier des hypothèses : les informations de Trotsky, Serge, Krivitski sont, pour l'essentiel, confirmées, dans

¹ Arthur ROSENBERG, *Histoire du bolchevisme*, p. 300.

² TROTSKY, « Lettre sur la situation politique en U.R.S.S. », *Lutte de classes* n° 8, février 1929, pp. 220-221.

³ STALINE, *Questions*, t. II, p. 67.

certain cas complétées, sans qu'on soit pourtant assuré que d'autres secrets, précisément parce qu'ils étaient mieux gardés, ne dorment pas encore dans les archives du Kremlin ou la mémoire de « Monsieur K » et de ses proches collaborateurs. Une esquisse, cependant, devient possible.

Staline maître du jeu.

Le fait incontestable, à partir de 1930, c'est que Staline domine maintenant seul la scène politique et qu'il s'est rendu maître du parti. L'obscur *komitetchik* de Bakou n'était pas, du temps de Lénine, un personnage secondaire. Il n'était pas cependant un homme de premier plan. Ecrivain d'une grande platitude, orateur pesant, amateur de syllogismes et de répétitions, avec un goût prononcé pour les litanies, il n'est guère pris au sérieux par les personnalités brillantes qui entourent Lénine. Vindictif, il s'est fait bien des adversaires, mais c'est un travailleur, un organisateur, un tenace qui sait utiliser les autres. Il préfère d'abord l'obscurité et le travail peu spectaculaire : comme Ebert, à qui, depuis Trotsky, on l'a souvent comparé, il s'installe dans le parti comme l'araignée au centre de sa toile. Militant pratique, sans idées générales - il s'empresse de rectifier ses erreurs au retour de Lénine en avril et ne s'écartera plus de lui d'un iota en public, jusqu'à sa mort - il est soucieux d'efficacité : chez les bolcheviks dirigeants, ce vieux-bolchevik apparaît très vite comme indispensable. Il est de ceux qui « travaillent » quand d'autres ergotent ou posent pour l'histoire, de ceux qui « construisent ».

Ses conflits avec Trotsky au cours de la guerre civile ne risquant pas de lui aliéner, bien au contraire, la majorité des vieux-bolcheviks. En 1917, il prêche la conciliation, l'unité protège Zinoviev et Kamenev, minimise les désaccords. Quand, en 1922, il devient secrétaire général, c'est sur la proposition de Lénine, qui disait que le grand mérite de Sverdlov était qu'aucun conflit digne d'être signalé ne s'était produit du temps qu'il l'était lui-même. Il est modeste, rend hommage à Trotsky, « organisateur de la victoire », et semble en 1923-24 l'élément modérateur de la troïka. Ce sont Zinoviev et Kamenev qui lancent contre Trotsky les attaques les plus violentes. Tout en s'abritant derrière la position du comité central qui condamne l'opposition comme « anarcho-menchevique », Staline tient à préciser que, quant à lui, il ne met pas un instant Trotsky sur le même rang que les mencheviks. Il s'oppose à ses alliés qui veulent exclure Trotsky, les dénoncera pour avoir « réclamé du sang ». Un instant menacé par la rupture de Lénine avec lui, sauvé par la rechute du malade, il ne discute pas les charges contenues dans le « testament », offre sa démission, ne la reprend que quand on l'en a prié et promet de se corriger de sa brutalité.

Lorsque la troïka éclate, ce n'est pas lui qui est au premier rang, mais il se jette dans la mêlée, d'abord pour défendre Boukharine dont les Léningradiens, dit-il, « veulent le sang ». Il se présente comme l'incarnation des décisions du parti, le porte-parole de sa volonté, le mainteneur de l'unité. Ce faisant, pourtant, il s'affirme : il a des hommes-liges, les Molotov, Kaganovitch, Roudzoutak, Kirov qui, les premiers, célèbrent ses vertus. A Kamenev qui dénonce le « culte du chef », il répond que le parti ne connaît qu'une direction collective. Il émerge pourtant au fur et à mesure que disparaissent ses rivaux - c'est lui que Zinoviev et Kamenev considèrent comme l'ennemi numéro un, lui que Trotsky stigmatise comme « fossoyeur de la révolution », lui en qui Boukharine voit le « nouveau Gengis Khan ». Le bruit circule, quand Kroupskaïa capitule qu'il a employé à son égard des moyens ignobles : utilisant des informations policières sur la vie privée de Lénine, il l'aurait menacée de « fabriquer une autre veuve de Lénine ». Ce n'est pas invraisemblable pour qui se souvient que la grossièreté de Staline à l'égard de Kroupskaïa provoqua jadis la lettre de rupture de Lénine. Mais ce ne sont là que des bruits, une « réputation menaçante », dit Pierre Naville, jeune communiste débarquant à Moscou en fin de 1927, qui l'a vu « avec l'apparence débonnaire du maître clandestin du jeu » et dit : « On lui prêtait quelquefois, outre la poigne, du bon sens, à défaut de génie »⁴. En 1928, en tout cas, ce sont ses discours qui indiquent les tournants. C'est l'interprétation qu'il donne des résolutions qui prévaut. Petit à petit, il apparaît publiquement dans le rôle qu'il joue réellement depuis des années : des photos de lui paraissent dans la presse, le pays tout entier célèbre son anniversaire. Il sera bientôt, de son vivant, une icône, mais en attendant, se contente du rôle de grand-prêtre.

Une idéologie officielle : le léninisme.

C'est Kamenev qui, le premier, dans un article de mars 1923, a parlé de « léninisme ». Tout le parti lui emboîte le pas. C'est le léninisme qu'on oppose au « trotskysme ». En 1924, Staline publie *Les problèmes du léninisme* ; en 1926, en réponse au *Léninisme* de Zinoviev, *Les Questions du léninisme*, où il expose une série de propositions dogmatiques appuyées sur des citations du maître. Six ans auparavant, au IV^e congrès des soviets, Lénine répétait encore que la victoire de la Révolution russe était due, « non aux mérites particuliers » du peuple russe, ni à une « prédestination historique », mais à un « concours de circonstances ». Il affirmait : « Je sais bien que ce drapeau est entre des mains faibles, que les ouvriers du pays le plus arriéré ne le garderont pas en main si les ouvriers des pays avancés ne lui viennent pas en aide. Les transformations socialistes que nous avons accomplies sont, à bien des égards, imparfaites, faibles et insuffisantes : elles serviront d'indication aux ouvriers avancés d'Europe occidentale qui se diront : Les Russes n'ont pas commencé de la bonne façon ce qu'il fallait faire »⁵. Aujourd'hui, Staline dit que l'U.R.S.S. est la « patrie de la théorie et de la tactique prolétarienne » et Lénine le « créateur de cette théorie et de cette tactique, et le chef du prolétariat international »⁶. Son article de « réponse aux travailleurs kolkhoziens », dans la *Pravda* du 30 juillet 1930, ne comprend pas moins de dix-neuf citations de Lénine, et ne constitue pas, il s'en faut, une exception à cet égard.

L'insistance sur l'existence du léninisme en tant que dogme parfaitement élaboré permet de mettre l'accent sur la notion de « déviation ». Le mot est apparu en mars 1921, employé par Lénine à l'égard de l'opposition ouvrière, et défini comme une tendance inachevée, qui peut être corrigée. A partir de 1924, toute divergence est une « déviation », qui éloigne « objectivement » celui qui la soutient du léninisme tel que le définit le comité central. Car, dans la bouche de Staline, qui reprend

⁴ NAVILLE, *Trotsky vivant*, p. 30.

⁵ LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. 27, p. 193.

⁶ STALINE, *op. cit.*, t. I, p. 15.

l'expression à Zinoviev, le parti doit être « monolithique », l'unanimité et la fermeté sont la « caractéristique clés communistes » : le parti est « coulé d'un seul bloc », « soudé », « de fer », « d'acier », « tout entier tendu ». « Il est à peine besoin, écrit Staline, de démontrer que l'existence de fractions entraîne la formation de plusieurs centres ; or l'existence de plusieurs centres signifie l'absence d'un centre commun dans le parti, la division de la volonté unique »⁷.

Attaquer la direction du parti et son appareil, c'est donc attaquer le parti lui-même, « briser sa colonne vertébrale », et « affaiblir sa discipline », c'est-à-dire « miner les bases de sa dictature ». Pour qu'une discussion éclate, il faut qu'elle ait été « introduite de force » et le devoir des dirigeants est de « résister à cet assaut », car « le parti est entouré d'ennemis, alors qu'il construit le socialisme, qu'il a un nombre énorme de tâches pratiques dans le domaine de l'activité créatrice et est ainsi incapable de concentrer chaque fois son attention sur les divergences d'opinion à l'intérieur du parti ». Le parti « n'a aucun besoin de discussion préfabriquée, ni de se transformer en club de discussion, mais de renforcer son travail constructif en général [...] La théorie suivant laquelle on peut « venir à bout » des éléments opportunistes par une lutte idéologique, au sein du parti, suivant laquelle on doit « surmonter » ces éléments dans le cadre d'un parti unique, est une théorie pourrie et dangereuse qui menace de vouer le parti à la paralysie »⁸. Aussi les oppositions, quelles qu'elles soient et à quelque moment qu'elles se manifestent, ont-elles comme unique résultat d'encourager les « ennemis de la révolution et du prolétariat », de leur « ouvrir la porte » et de leur « tracer le chemin ». Les opposants font « objectivement » le jeu des gardes-blancs : si, avertis par le parti, ils persévèrent néanmoins, c'est que la « logique de leur lutte » « les entraîne » dans le camp des réactionnaires et des impérialistes. Et si l'historien Sloutski affirme que l'on n'a pas de documents prouvant que Lénine avait « démasqué » avant 1914 le « centrisme » de Kautsky, s'il fait semblant de croire que « l'existence de documents-papiers suffit à elle seule pour montrer l'esprit révolutionnaire véritable et l'intransigeance véritable du bolchevisme », c'est par ce qu'il écrit pour « faire passer sa contrebande anti-léniniste »... A partir du moment où « le trotskysme est un détachement d'avant-garde de la bourgeoisie contre-révolutionnaire », « le libéralisme à l'égard du trotskysme, même brisé et camouflé, est de l'imbécillité confinant au crime, à la trahison envers la classe ouvrière »⁹.

A ces affirmations, à ces démarches intellectuelles marquées au coin de la logique formelle et qui s'opposent à l'ensemble de l'œuvre de Lénine, Staline offre comme unique justification de sa conception « léniniste » du parti la condamnation des fractions en 1921. Cette mesure d'urgence, adoptée en pleine retraite, au moment du plus grand péril, cet « état de siège » est à ses yeux le régime normal, la règle imposée par Lénine. Après le XV^e congrès, il complètera l'édifice par la généralisation de la pratique de la « critique et de l'autocritique », dont il dit qu'elle est « dans la nature du parti bolchevique », « la base de la dictature du prolétariat ». « Si notre pays, dit-il devant l'assemblée des fonctionnaires du parti de Moscou, est un pays de dictature prolétarienne, et si la dictature est dirigée par un parti, le parti communiste, qui ne partage et ne peut partager le pouvoir avec aucun autre parti, il est clair que nous-mêmes devons dévoiler, dénoncer et corriger nos fautes si nous voulons aller de l'avant, puisqu'il est évident que personne d'autre que nous ne peut dévoiler ou corriger nos fautes »¹⁰. Critique et autocritique s'entendent, bien entendu, dans le cadre de la « ligne » fixée par le parti et portant sur son application. La critique a pour but de développer autocritique, moteur des progrès et de l'amélioration du parti : elles sont en fait le fouet entre les mains d'une direction qui seule peut affirmer qu'il y a eu « faute » et qui trouve toujours les fautes dans l'application, par qui les fonctionnaires, de la ligne, puisque c'est elle qui la fixe et l'interprète, que nul ne peut la critiquer sous peine de s'exposer à l'accusation de « dévier de la ligne » et de « refléter objectivement » la pression des « forces contre-révolutionnaires ».

La pyramide bureaucratique de l'appareil.

Les différents oppositionnels et, à l'occasion, Staline lui-même, se sont plu, à différentes reprises, à comparer le fonctionnaire moyen d'Union soviétique à Pompadour, l'administrateur-tyranneau et bureaucrate mis en scène par Chhtchédrine dans sa célèbre satire. Une conception de la vie politique telle que l'a définie Staline et telle qu'elle apparaît au travers de sa création du léninisme ne pouvait naître et se développer que dans un milieu social marqué de l'esprit bureaucrate et fonctionnaire qui est en définitive un trait distinctif de la société russe depuis Pierre le Grand, un instant comprimé par l'essor révolutionnaire, mais qui triomphe à nouveau avec la période de réaction qui suit la guerre civile et qui, bientôt, domine le parti.

Il est incontestable que dans les sommets de l'appareil, les hommes sont dans une large mesure les mêmes que ceux qui encadraient les ouvriers et paysans de 1917 : sur les 121 membres du comité central élus au XV^e congrès, 111 étaient des bolcheviks d'avant 1917. La proportion est moindre dans les comités centraux des républiques, 22,6 %, dans les comités régionaux, 12,1 % et, dans les comités provinciaux, 11,9 %¹¹. Un certain nombre d'historiens en ont conclu qu'il y'avait une filiation directe entre les *apparatchiks* des années 30 et les *komitetchiki* d'avant 1917.

Affirmation, bien entendu, soutenable, mais contre laquelle vont bien des faits précis. Il est certain, par exemple, qu'il y a plus d'anciens clandestins du parti dans les prisons et les lieux de déportation, ou dans des emplois subalternes, qu'il n'y en a au comité central. Surtout les vieux-bolcheviks ont changé de mentalité depuis l'époque où leur vie était rythmée par les grèves, les manifestations, les séjours en prison et en déportation. Faisant la genèse des bureaucrates qui sont nés des bolcheviks, Sosnovski a souligné certains facteurs, comme celui qu'il appelle, drôlement, « auto-harem ». Les vieux-bolcheviks qui remplissent les postes responsables ne sont plus des militants, des combattants clandestins, des diffuseurs de tracts, des passeurs, des orateurs de réunions-surprise, des agitateurs : ils sont avant tout des fonctionnaires, ayant à faire face à d'importantes tâches matérielles, responsables devant leurs supérieurs hiérarchiques qui décident de leur carrière, jouissant sur la masse des militants du rang, et plus encore des sans-parti, d'une autorité considérable, de privilèges, de droit et de fait qui font qu'à bon droit on les traite de chefs et qu'on les désigne par les mots mêmes qui servaient du temps du tsar :

⁷ *Ibidem*, p. 82.

⁸ *Ibidem*, p. 83.

⁹ *Ibidem*, p. 69.

¹⁰ *Corr. Int.* n° 41, 28 avril 28, p. 511.

¹¹ Cité par SCHAPIRO, *C.P.S.U.*, p. 221.

tchinovniki ou *natchalniki*. Ce sont, par exemple, d'incontestables vieux-bolcheviks dont la scandaleuse conduite, digne de barines de l'ancien régime, provoque le scandale de Smolensk, découvert et dénoncé en mai 1928. Les responsables régionaux du parti et du soviets sont accusés de « corruption », d'« ivrognerie », d'« excès sexuels ». L'enquête menée de Moscou sera étouffée pour calmer l'opinion ouvrière. Il n'en est pas moins vrai que le rapport secret de Iakovlev signale que dans une usine proche de Smolensk, où 50 % des travailleurs sont membres du parti, les fonctionnaires responsables ont pu, impunément, abuser de jeunes ouvrières, du fait même qu'ils occupaient de hautes fonctions et qu'il y avait péril à résister à leur caprice¹².

Tous ces hommes ont dix ans de plus qu'ils n'en avaient lors de la révolution, des années de lutte et de souffrance qui leur semblent justifier les privilèges qu'ils prennent, une autorité qui leur confère, dans bien des cas, l'impunité. Les vieux-boicheviks de l'appareil sont, par-dessus le marché, dociles à qui les nomme, car leur passé ne leur vaut de privilèges ou de mansuétude que lorsqu'ils sont politiquement dans la ligne. Les militants dont la carrière a débuté aux temps de la guerre civile sont, du fait de leur passé et du régime qu'ils ont connu, des cadres plus disciplinés et plus soumis encore : au nombre de dix seulement au comité central, ils constituent 57,2 % des membres des comités centraux des républiques, 63,9 % des comités régionaux, mais moins de la moitié des responsables d'organismes de base. Une proportion déjà importante de membres des comités régionaux et provinciaux, 50,9 % des secrétaires de localités ou d'usines, sont des gens qui ont adhéré en 1924 ou après, qui n'ont dû leurs fonctions et de les conserver qu'à leur fidélité à la discipline du comité central et à leur lutte contre toutes les oppositions, des gens pour qui l'époque révolutionnaire depuis longtemps révolue relève d'un autre monde.

Tomski exclu du bureau politique en juin 1930, Rykov écarté en décembre, le bureau politique, dès cette date, n'est plus constitué que d'apparatchiks, d'hommes dont la carrière a été parallèle à celle de Staline, avec lesquels il a partie liée depuis 1921 au moins - Vorochilov, Kalinine, Kaganovitch, Kirov, S. Kossior, Kouibychev, Ordjonikidzé, Roudzoutak. Le secrétaire général a le bureau en mains - il n'y a plus de risque que la toute-puissance du secrétariat soit remise en cause, pas plus par le comité central ou même par le Congrès, dont 75 % des délégués sont, en 1927, des fonctionnaires permanents du parti. On peut, d'après Molotov, estimer à 25 000 le nombre total des membres de l'appareil, soit un pour quarante membres du parti environ.

Dans le secrétariat, jusqu'en 1930, l'organisme essentiel est l'*Orgaspred*, constitué en 1924 par la fusion entre la section d'organisation et d'instruction et le bureau d'assignation. Son activité, depuis cette date, s'est étendue à la nomination de tous les responsables du parti dans les différents domaines, parti, soviets, syndicats, administration économique et à leur formation et à leur contrôle, par l'envoi d'instructeurs, de directives, la tenue de conférences, les tournées d'inspection. Disposant d'un fichier extrêmement détaillé, il nomme, mute, décide promotions et sanctions pour tous ceux qui occupent des postes-clés. Entre 1928 et 1929, il fait 8 761 nominations et plus de 11 000 entre 1929 et 1930. Il est réorganisé à cette date et divisé en deux sections : le service d'instruction et d'organisation, ressuscité et concentré exclusivement sur les nominations dans l'appareil du parti, et celui des nominations, qui affecte et mute les membres du parti dans, l'appareil économique et administratif. À côté de ces sections existent quatre autres services dont le plus important - et le plus mal connu - semble bien être le « service spécial » que dirige Poskrebychev, chef du secrétariat personnel de Staline, et où a commencé, à partir de 1925, la carrière d'*apparatchik* d'un jeune homme doué, Georges Malenkov, adhérent de 1920, qui sera de 1930 à 1934 le responsable de l'organisation et de l'instruction de la région de Moscou.

La toute-puissance de cet appareil central qui compte, au début des années 30, quelque 800 permanents, ne doit pas faire croire à une centralisation totale et directe. L'appareil est une pyramide : l'autorité des bureaux centraux s'étend jusqu'aux comités régionaux, qui, au-delà d'une zone où ils partagent leur pouvoir de nomination avec le secrétariat, ont à leur disposition un champ d'action où leur pouvoir de nomination à eux est sans partage, en fait, sinon en droit. Les archives du comité régional de Smolensk font bien apparaître cette hiérarchisation de l'autorité, le partage entre les différents échelons de ce que les Russes appellent la *nomenklatura*, c'est-à-dire la responsabilité des nominations¹³. Le comité régional est divisé en sept sections, concernant l'organisation du parti lui-même, les transports et l'industrie, l'agriculture, les affaires soviétiques, l'agitation et la propagande, l'enseignement, le travail culturel et éducatif. Chacune a à sa tête un directeur flanqué d'un nombre variable d'instructeurs, 8 pour la section « parti », 11 pour l'« agriculture » dans cette région rurale. Au total, les 7 directeurs ont auprès d'eux 35 instructeurs et pourvoient à 2 763 emplois. La première division a pour travail de contrôler l'activité des 80 rayons - circonscription administrative autour d'un centre qui est généralement une ville-marché - et de Smolensk elle-même, ainsi que de l'organisation régionale des jeunes communistes. Sa *nomenklatura* est de 596 emplois, mais 83 premiers secrétaires et 52 deuxièmes secrétaires de rayon, soit 135 fonctionnaires, ne peuvent être nommés qu'avec l'accord du comité central. La deuxième division a 322 emplois dans sa *nomenklatura*, mais les directeurs d'usine et les administrateurs qu'elle nomme sont proposés par les commissariats du peuple correspondants, tandis qu'elle dispose seule des nominations des secrétaires de comités d'usine du parti et de ceux des sections syndicales. La troisième division doit tenir compte des propositions du commissariat à l'agriculture pour les directeurs de sovkhozes et de M.T.S. mais dispose de celles des présidents de kolkhozes. Chaque division a ainsi, dans son domaine de *nomenklatura*, des nominations dont elle dispose à côté d'autres qu'elle partage.

Le comité régional qui se soumet aussi étroitement tous les secteurs de la vie de la région de Smolensk, étroitement soumis au secrétariat général qui le nomme - et le révoquera - à son gré, est l'unique autorité régionale. De 1931 à 1937, la région de Smolensk est dirigée, sans partage, mais sous l'autorité directe du secrétaire général, par un bureau de trois hommes : Roumiantsev et Chilman, premier et deuxième secrétaires du parti, et Rakitov qui est en même temps président du comité exécutif des soviets de la région, donc en principe le représentant de l'autorité soviétique, mais qui n'a en réalité pas plus d'autorité vis-à-vis de Roumiantsev que Kalinine, président de l'exécutif pan-russe, n'en a vis-à-vis de Staline. C'est par l'intermédiaire des organismes du parti, par son canal, de secrétaire à secrétaire, que viennent ordres et directives. C'est le comité régional du parti qui désigne le comité exécutif du soviet de rayon, son président et son vice-président, et Merle Fainsod

¹²FAINSOD, *Smolensk*, p. 49.

¹³*Ibidem*, pp. 62-67.

a trouvé dans les archives de Smolensk une circulaire du deuxième secrétaire régional Chilman qui proteste contre le fait que des élections au congrès régional des soviets ont été faites dans une réunion du parti avant que le comité régional du parti n'en ait été avisé : il précise que les candidatures pour les congrès des soviets doivent être adressées auparavant au comité régional du parti et que l'élection formelle d'un candidat ne peut avoir lieu qu'ultérieurement, quand il a été « approuvé »¹⁴.

La même stricte hiérarchisation se retrouve au niveau du rayon, dont les principaux responsables sont nommés avec l'approbation de ou directement par le comité régional, mais disposent à leur tour d'une *nomenklatura* qui passe par les responsables adjoints à son niveau et s'étend aux responsables au niveau des organisations locales et des soviets de village. Ainsi est parfait l'encadrement d'une région qui compte, à la date de sa formation, le 15 mars 1929, 6 500 000 habitants et dont les rayons comptent en moyenne entre 50 et 75 000 habitants.

Du léninisme au stalinisme.

La pyramide bureaucratique ainsi construite à l'intérieur de l'Etat, au dedans, puis au-dessus des soviets auxquels elle ôte définitivement toute existence, n'a pas été délibérément conçue ni voulue. Elle est le fruit des circonstances, des efforts de l'appareil pour se substituer à l'initiative défaillante des masses ouvrières et paysannes, pendant et après la guerre civile, et de son réflexe conservateur de défense contre la discussion, les critiques, l'action spontanée, qui remettent en cause à ses yeux l'application des directives, la réalisation des tâches pratiques, et comme le disait franchement Kalinine, compliquent en définitive le travail des responsables. Dans cette auto-défense, les fonctionnaires du parti, menés par la routine qui naît de l'application de mêmes méthodes, unis par une communauté de préoccupations puis d'intérêts, liés dans un réseau serré, animés de la conviction qu'ils sont une avant-garde consciente, chargés d'« éclairer », si possible, mais, en tout cas, de guider et de diriger les masses incultes, arriérées, ou fatiguées, de toute façon peu conscientes, ont commencé par incarner un état d'esprit d'« activistes » au milieu d'un monde désabusé. Soulignant les conditions de ce développement initial, l'oppositionnel Christian Racovski écrit : « Quand les paysans moyens et pauvres, dans le pays où s'est produit une gigantesque révolution, disent, comme l'indique la *Pravda* : « Le pouvoir le veut ainsi, on ne peut aller contre le pouvoir », cela montre un état des masses infiniment plus dangereux que le vol ou la violence des fonctionnaires. Le thermidor et les brumaires font irruption par le portail de l'indifférence politique des masses »¹⁵.

Le scandale de Smolensk inspire à Sosnovski des réflexions parallèles quand il écrit : « A la tête de ce district se trouvaient de véritables bandits. A la base, pas une voix ne s'est élevée pour dénoncer cette bande. [...] Des milliers de receleurs taciturnes avec leurs cartes du parti dans la poche (à propos, les sans-parti écœurés appellent cette carte la carte de pain). Et en haut, toute une nuée d'instructeurs et de contrôleurs qui viennent inspecter, réviser, donner des instructions à tout le département, chacun dans sa branche. [...] Toutes ces sauterelles d'instructeurs, de contrôleurs et de réviseurs n'ont rien vu et ont mis la signature en bas des procès-verbaux qui trouvaient toujours les choses en parfait état »¹⁶. Tout le système nouveau est à l'opposé de l'esprit qui animait l'organisation des soviets. En 1924, le communiste hongrois Georges Lukács écrivait : « Le système des conseils cherche avant tout à lier l'activité des hommes à tous les problèmes généraux de l'Etat, de l'économie, de la culture et autres, tandis qu'il s'oppose à ce que l'administration de toutes ces questions devienne le privilège d'une couche fermée, isolée de la vie de la société »¹⁷. Ayant « construit » leur appareil et commencé leur « travail » hors de tout contrôle, les fonctionnaires du parti ne conçoivent plus qu'il puisse en être autrement. A travers les années, à Lénine dénonçant les tendances au bureaucratisme et indiquant, comme unique remède, la « participation de tous les membres des soviets à la direction des affaires »¹⁸, Staline, pour justifier, non seulement le monopole du pouvoir entre les mains du parti, mais celui du parti entre les mains de l'appareil, répond : « Pouvons-nous porter dans la rue la discussion sur la guerre et la paix ? Discuter une question dans les réunions de vingt mille cellules signifie la porter dans la rue. [...] Il faut se souvenir que [...] tant que nous sommes entourés d'ennemis, tout peut être décidé par un coup frappé soudain par nous, par une manœuvre inattendue, par la rapidité »¹⁹. Ainsi se réalisait l'amère prédiction-boutade de Boukharine, les « commissaires » prenant la place des « cuisinières » pour diriger l'Etat.

A l'étape ultérieure, conscient de son originalité, de son rôle, de son caractère irremplaçable, le fonctionnaire organise son travail et cherche à façonner le monde à son image. *L'apparatchik* ignore le sort qu'acceptait le militant : le « maximum communiste » est supprimé, le nombre des avantages matériels inhérents à la fonction augmente : ils lui semblent être seulement une juste récompense.

L'avantage ainsi acquis doit être défendu : un « travailleur politique » qui perd sa place doit retourner à l'usine ou au champ. Le X^e congrès l'a solennellement répété. Mais seuls y retourneront ceux qui ont été liés à une opposition. Les autres gardent leur place, montent en grade s'ils sont dociles : Pavliouchenko, le principal coupable dans l'affaire de Smolensk, est seule muté. L'appartenance à l'appareil est une sérieuse protection, une supériorité sociale, une conquête qu'il n'est pas question de laisser remettre en cause par les premiers venus : les décisions de congrès ne feront jamais premiers revenir à la pratique de l'élection des responsables, à laquelle tous opposent un front sans faille. Les élections continueront d'être de pures formalités, confirmations à main levée d'un choix antérieur. Depuis que ce régime prévaut, ce ne sont pas, comme le souhaitait Lénine, les hommes qui « ne croient personne sur parole et refusent de prononcer un mot contraire à leur conscience » qui « montent » dans l'appareil, ni les hommes « intelligents mais peu disciplinés », ni les révoltés, les combattants, les apôtres qui faisaient la grandeur de la cohorte bolchevique, mais les « imbéciles disciplinés », les carriéristes, les opportunistes, les sceptiques, les conservateurs, en un mot tous ceux qui, comme le dit le poète Evtouchenko, aiment le pouvoir soviétique

¹⁴ *Ibidem*, p. 87.

¹⁵ RACOVSKI, « Déclaration de l'opposition en avril 1930 », *Lutte de classes* n° 25-26, sept.-déc. 30, p. 656.

¹⁶ TROTSKY, « Lettres d'exil », *Lutte de classes* n° 17, janv. 30, pp. 69-77.

¹⁷ LUKACS, *Lenin*, p. 59, cité par Anweiler, *op. cit.*, p. 305.

¹⁸ LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. 27, p. 283.

¹⁹ STALINE, Discours au XII^e congrès, *Œuvres complètes* (en russe), 3^e éd., vol. V, p. 255.

parce qu'il est le pouvoir tout court, et, parmi eux, bien des renégats de l'autre camp de la guerre civile. En 1928, Préobrajenski, Mratchkovski et Smirnov sont de nouveau en déportation, pour ne citer qu'eux, mais les anciens mencheviks Martynov, Vychinski, Stroumiline et même Maiski sont ralliés et occupent d'importantes fonctions.

En 1918, Lénine avouait comme une défaite le retour - sous la contrainte des circonstances - « au vieux procédé bourgeois » consistant « à payer un prix très élevé les services des grands spécialistes bourgeois ». Il affirmait : « Cette mesure est un compromis, un certain abandon des principes de la Commune de Paris et de tout pouvoir prolétarien, lesquels exigent que les traitements soient ramenés au niveau du salaire d'un ouvrier moyen et que l'arrivisme soit combattu par des actes et non par des paroles. [...] C'est un pas en arrière fait par notre pouvoir d'Etat socialiste soviétique, qui a appliqué dès le début une politique tendant à ramener les traitements élevés au niveau du salaire d'un ouvrier moyen »²⁰. Staline mène toute sa lutte contre l'opposition au nom de l'inégalité : dès 1925 il affirme : « Nous ne devons pas jouer avec des phrases sur l'égalité, c'est jouer avec le feu. » En 1931, il accuse « le nivellement gauchiste dans le domaine des salaires », affirme qu'il faut donner aux ouvriers « la perspective d'un avancement, d'une élévation continue »²¹. Aux antipodes de ce qu'était le militant bolchevique condamnant sans rémission l'appel à l'esprit petit-bourgeois d'ascension sociale individuelle, il célèbre comme une victoire la disparition des notabilités au village et l'apparition de nouveaux « notables », condamne le « nivellement » comme « une stupidité petite-bourgeoise réactionnaire digne de quelque secte primitive d'ascètes, mais non d'une société socialiste, organisée à la manière marxiste »²². Ainsi, peu à peu, l'état d'esprit s'est-il transformé en tendance puis en couche privilégiée : l'appareil désormais secrète sa propre idéologie.

Né de la bureaucratie de l'Etat et du parti, tirant sa raison d'être de l'extension du rôle du parti dans l'Etat, le porte-parole de l'appareil finit par élaborer une nouvelle théorie de l'Etat. Ainsi que l'avait prévu Boukharine, la bureaucratie défie l'Etat : « Certains camarades, dit Staline, ont compris la thèse de la suppression des classes, de la création d'une société sans classes et du dépérissement de l'Etat comme une justification de la paresse et de la placidité, une justification de la théorie contre-révolutionnaire de l'extinction de la lutte des classes et de l'affaiblissement du pouvoir d'Etat. [...] Ce sont des éléments dégénérés ou à double face, qu'il faut chasser du parti. La suppression des classes peut être réalisée, non par l'extinction de la lutte des classes, mais par son accentuation. Le dépérissement de l'Etat se fera, non par l'affaiblissement du pouvoir d'Etat, mais par son renforcement maximum, ce qui est indispensable pour achever les débris des classes expirantes et organiser la défense contre l'encerclement capitaliste, lequel est encore loin d'être détruit et ne le sera pas encore de sitôt »²³. « Il ne faut pas perdre de vue que la puissance croissante de l'Etat soviétique augmentera la résistance des derniers débris des classes expirantes. Précisément parce qu'elles expirent et achèvent de vivre leurs derniers jours, ils passeront de telles formes d'attaque à d'autres, à des formes plus violentes et en appelant aux couches arriérées de la population et en les mobilisant contre le pouvoir des soviets »²⁴.

Dans le domaine du parti, ce « renforcement de l'Etat » a une signification très précise, l'intervention de la Guépéou dans la lutte contre l'opposition. Après l'épisode de la provocation de « l'officier de Wrangel » en 1927, c'est, en 1928, l'entrée dans l'opposition de gauche, à Léninegrad, du provocateur Tverskov, qui rendra compte des entretiens avec Boukharine; ce sont, en 1929-30, les premiers règlements de compte politiques. Boutov, ex-secrétaire de Trotsky, meurt en faisant la grève de la faim pour protester contre son arrestation et les interrogatoires auxquels on le soumet pour compromettre son chef de file. L'exterministe socialiste révolutionnaire de gauche Jacques Blumkine, convaincu d'avoir porté d'Istanbul en U.R.S.S. une lettre de Trotsky, qu'il était chargé de surveiller, est condamné à mort par le collège secret de la Guépéou et exécuté après avoir bénéficié d'un sursis de quinze jours pour écrire ses mémoires. La Guépéou est définitivement devenue un des instruments de domination de l'appareil et du secrétaire général à l'intérieur du parti lui-même.

L'opposition face à une situation nouvelle.

Christian Racovski, de son exil sibérien, écrit sur le XVI^e congrès - le premier sans opposition depuis le temps de Lénine, le premier congrès Staliniens : « Il est difficile de dire qui a le plus perdu le sentiment de sa dignité, de ceux qui s'inclinent humblement sous les sifflets et les huées, laissant passer les outrages dans l'espoir d'un avenir meilleur, ou de ceux qui, dans le même espoir, préfèrent ces outrages, en sachant d'avance que l'adversaire doit céder »²⁵. L'une des dernières personnalités de l'opposition, après la capitulation de Préobrajenski, Radek, Smilga et Smirnov, indique par là le cheminement de son analyse. En 1928, il écrivait : « Sous les conditions de la dictature du parti, un pouvoir gigantesque est concentré aux mains de la direction, un pouvoir tel qu'aucune organisation politique n'en a jamais connu, au cours de l'histoire. [...] La direction s'est peu à peu habituée à étendre l'attitude négative de la dictature prolétarienne à l'égard de la pseudo-démocratie bourgeoise à ces garanties élémentaires de la démocratie consciente sans l'appui desquelles il est impossible de guider la classe ouvrière et le parti. Du vivant de Lénine, l'appareil du parti ne détenait pas un dixième du pouvoir qu'il détient aujourd'hui et, par là, tout ce que Lénine redoutait est devenu dix fois plus dangereux »²⁶.

En avril 1930, répondant à ceux de ses camarades qui ont demandé leur réintégration au parti et ont accepté de renier l'opposition, à la suite du « tournant à gauche », Racovski affirme l'incompatibilité de cette attitude avec les notions fondamentales du bolchevisme : « Nous avons toujours misé sur l'initiative révolutionnaire des masses et non sur l'appareil. Aussi ne croyons-nous pas à la soi-disant bureaucratie éclairée, comme nos prédécesseurs, les révolutionnaires bourgeois de la fin du XVII^e siècle, n'ont pas cru au soi-disant « despotisme éclairé ». Toute la sagesse politique de la direction consiste à

²⁰ LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. 27, pp. 257-258.

²¹ STALINE, *op. cit.* t. II, p. 45.

²² *Ibidem*, p. 177.

²³ *Ibidem*, p. 103.

²⁴ *Ibidem*, p. 104.

²⁵ Cité par SOUVARINE, *op. cit.*, p. 478.

²⁶ Lettre à Trotsky juin 1928, *Fourth International*, juillet 41, pp. 186-187.

étouffer dans les masses le sentiment de l'indépendance politique, le sentiment de la dignité humaine et de la fierté, et à encourager et organiser l'absolutisme de l'appareil »²⁷.

Allant, dans son analyse, plus loin que ne l'avaient fait jusqu'alors ses camarades de l'opposition, mettant en question l'analyse reposant sur les critères de classe traditionnels qui avait été jusque-là la base de l'action des opposants, de quelque nuance qu'ils soient, il pose la question de savoir si la victoire, puis l'isolement de la révolution prolétarienne dans un pays arriéré n'ont pas abouti à l'apparition d'une formation sociale de type nouveau : « D'Etat prolétarien à déformations bureaucratiques - selon la définition donnée par Lénine de la forme politique de notre Etat - nous nous développons en un Etat bureaucratique à survivances prolétariennes-communistes. Devant nos yeux s'est formée et se forme une grande classe de gouvernants qui a ses subdivisions intérieures croissantes et qui se multiplie par la voie de la cooptation interne, par la nomination directe et indirecte. » Il en voit la base dans « une espèce, originale aussi, de propriété privée, à savoir la possession du pouvoir d'Etat », à l'appui de laquelle il invoque l'autorité de Marx : « La bureaucratie possède l'Etat en propriété privée »²⁸. Pour lui, comme pour ses camarades de l'opposition qui protestent cependant en affirmant que « la bureaucratie n'est pas une classe et ne le deviendra jamais », l'histoire risque d'offrir à la révolution russe, pour plusieurs années, une autre alternative que le « retour à Lénine » ou la restauration du capitalisme : une société transitoire qui n'est pas le socialisme, mais qui n'est pas le capitalisme.

C'est également ce que Trotsky, pour qui la bureaucratie n'est pas une classe, exposera dans son bilan sur Staline pour expliquer le « grand tournant » de la bureaucratie, de la conciliation à l'égard des koulaks à la collectivisation à outrance : « La contre-révolution s'installe quand l'écheveau des conquêtes sociales commence à se dévider; il semble alors que le dévidage ne cessera plus. Cependant, quelque portion des conquêtes de la révolution est toujours préservée. Ainsi, en dépit de nombreuses déformations bureaucratiques, la base de classe de l'U.R.S.S. reste prolétarienne. [...] Le Thermidor russe aurait certainement ouvert une nouvelle ère du règne de la bourgeoisie si ce règne n'était devenu caduc dans le monde entier. En tout cas, la lutte contre l'égalité et l'instauration de différenciations sociales très profondes n'ont pu jusqu'ici éliminer la conscience socialiste des masses, ni la nationalisation des moyens de production et de la terre, qui sont les conquêtes socialistes fondamentales de la révolution. Bien qu'elle ait porté de graves atteintes à ces accomplissements, la bureaucratie n'a pu s'aventurer encore à recourir à la restauration de l'appropriation privée des moyens de production. A la fin du XVIII^e siècle, la propriété privée des moyens de production était un facteur progressif de haute signification : elle avait encore l'Europe et le monde à conquérir. Mais aujourd'hui la propriété privée des moyens de production est le plus grand obstacle au développement normal des forces de production. Bien que par la nature de son nouveau mode de vie, de son conservatisme, de ses sympathies politiques, l'énorme majorité de la bureaucratie soit portée vers la petite bourgeoisie, ses racines économiques reposent grandement dans les nouvelles conditions de propriété »²⁹.

En définitive, pour Trotsky, le développement des conséquences sociales de la Nep acculait la bureaucratie à la lutte pour survivre : « La croissance des relations bourgeoises menaçait non seulement la base sociale de la propriété, mais aussi le fondement social de la bureaucratie; elle pouvait avoir voulu répudier la perspective socialiste du développement en faveur de la petite bourgeoisie, mais elle n'était disposée en aucun cas à répudier ses propres droits et privilèges en faveur de cette même petite bourgeoisie. C'est cette contradiction qui conduisit au conflit extrêmement vif qui éclata entre la bureaucratie et les koulaks »³⁰.

De ce conflit allait naître un bouleversement si important que presque tous les historiens ont accepté de lui donner, après Deutscher, le nom de « troisième révolution », alors même que les masses, étroitement encadrées, n'y manifestent aucune initiative et sont tenues à l'écart des décisions et de toute discussion. C'est de lui qu'est née l'U.R.S.S. d'aujourd'hui, une économie et une société entièrement renouvelées, mais qui n'ont pu sortir pourtant de leurs contradictions anciennes.

²⁷ Déclaration d'avril 1930, *op. cit.*, p. 656.

²⁸ *Ibidem*, p. 657.

²⁹ TROTSKY, *Staline*, p. 959.

³⁰ *Ibidem*.

Chap. XIII - LE GRAND TOURNANT

Après plusieurs années de lutte où elle avait quotidiennement accusé l'opposition de chercher, sous couleur de lutter contre le koulak, à briser l'alliance entre ouvriers et paysans, et de développer des thèses utopiques sur la super-industrialisation par la planification, c'est finalement la direction stalinienne qui déclenchera le « grand tournant », la collectivisation, l'industrialisation, préparera et fera réaliser le premier plan quinquennal. La tentation est évidemment grande, si l'on caractérise la lutte des années 1923 à 1929 comme une lutte pour le pouvoir, de ne voir dans cette opération qu'une simple opération politique : la direction désarme l'opposition en s'emparant de son programme pour l'appliquer à sa manière. Ainsi, en 1921, Zinoviev s'était-il fait le champion de la démocratie; ainsi, au printemps, l'essentiel des revendications paysannes sur le terrain de l'économie avaient-elles pris place dans le programme de la Nep; ainsi la résolution du 5 décembre 1923 avait-elle proclamé le « cours nouveau » jusque-là réclamé par l'opposition des 46.

Il est incontestable que certains des pas faits dans la voie de la planification, de la collectivisation, de l'industrialisation, l'ont été, non pas sous la pression directe de l'opposition, mais parce qu'ils étaient un moyen de la séparer de la base sur laquelle elle comptait dans le parti, parce que son programme y éveillait de l'écho : rien de plus caractéristique, à cet égard, que le manifeste du comité central d'octobre 1927, destiné à isoler l'opposition et à lui couper l'herbe sous les pieds au moment où son élimination immédiate vient d'être décidée. Ce serait pourtant une erreur de réduire à ce simple facteur, la lutte politique interne, les causes du « grand tournant », engagé en réalité sous la dure pression de circonstances dramatiques et notamment du renversement du rapport de force dans les campagnes en faveur des koulaks, évident à partir de l'hiver 1927-1928. Il est également par trop simpliste de tracer entre les différents groupes et tendances du parti le signe égal, comme le font si souvent les historiens, d'inspiration « occidentale », sous le simple prétexte que c'est le programme de l'opposition, ou plus exactement celui qui avait été exposé par Prébrazjenski dans sa théorie sur la loi de l'« accumulation socialiste primitive », qui est appliqué par Staline dans les années du plan quinquennal.

La collectivisation.

Dans les discussions autour de la Nep, le problème paysan avait été le problème central, le point de divergence. Mais aucun des protagonistes n'avait mis en doute l'ultime but du régime, la disparition de l'exploitation privée, la socialisation de l'agriculture, ni les voies de cette transformation, le développement des exploitations coopératives. En fait, les divergences portaient sur les rythmes, et le nœud du désaccord se situait dans les problèmes d'industrialisation. Aussi le premier plan de collectivisation, à l'époque où pesaient encore les souvenirs du « rythme de la tortue », ne prévoyait-il pour 1932 que la collectivisation de 12 % de la surface cultivée. La raison en était évidente : le parti partageait toujours l'opinion exprimée par Lénine en 1919 : « La paysannerie moyenne dans la société communiste ne se rangera à nos côtés que lorsque nous aurons allégé et amélioré les conditions économiques de son existence. Si demain nous pouvions fournir cent mille tracteurs de premier ordre, les pourvoir en essence, les pourvoir en mécaniciens (vous savez bien que, pour l'instant, c'est une utopie) le paysan moyen dirait : « Je suis pour la Commune. » Mais pour ce faire, il faut d'abord vaincre la bourgeoisie internationale, il faut l'obliger à nous fournir ces tracteurs, ou bien il faut élever notre productivité du travail de telle sorte que nous puissions les fournir nous-mêmes »¹.

En cette matière, la politique à courte vue de maintien intégral de la Nep n'avait en rien amélioré la situation. Alors que les besoins de l'agriculture en tracteurs sont estimés par Staline lui-même à 250 000, le nombre des tracteurs utilisables dans la campagne soviétique s'élève à 7000 en début de 1929. A la fin de cette même année, il est de 30 000 un chiffre encore dérisoire, quoique Staline promette 60 000 tracteurs pour 1930, 100 000 pour 1931, 250 000 pour 1932, où la collectivisation serait ainsi techniquement réalisable du point de vue de la mécanisation, à la condition qu'aient été en même temps fournis l'essence, les moyens de transport, l'énergie électrique nécessaires². Or, si en octobre 1929, 4,1 % seulement des ménages paysans sont intégrés dans des kolkhozes, six mois après, en mars 1930, il y en aura 58,1 %, donc la plus grande partie sans tracteurs ni machines.

Ces chiffres seuls font justice de l'affirmation, souvent reprise après les historiographes officiels, suivant laquelle la collectivisation aurait constitué un développement prévu et organisé, une étape de la construction socialiste après la reconstruction tout court. En fait, la collectivisation est apparue, dans les conditions où elle a été réalisée, comme la conséquence directe de la fuite en avant des dirigeants face à la crise du blé, née elle-même du développement des contradictions de classe à la campagne. Les « mesures d'urgence » adoptées au début de 1928 permettent, dans l'immédiat, de ravitailler les villes, dans la mesure où les détachements envoyés dans les campagnes mettent la main sur les stocks de blé accumulés par les koulaks. L'application de l'article 127 permet aussi, suivant l'expression de Staline, d'« introduire la lutte de classes à la campagne » et au pouvoir soviétique de s'appuyer sur les paysans pauvres, directement intéressés par la lutte contre le koulak et le stockage du blé. Mais il est évident que ces mesures ne peuvent produire d'effet concret que pour un temps très bref : la part de grain reçue par les villes est diminuée par le prélèvement effectué au profit du paysan pauvre - ce qui explique que de nombreux détachements d'ouvriers communistes aient délibérément confisqué le grain sans appliquer l'article 127 - et surtout elles ont pour effet de diminuer considérablement la production, puisque le koulak peut poursuivre la lutte en diminuant son ensemencement ou en changeant de culture; et les enquêtes effectuées au début de l'automne 1927 révèlent effectivement une diminution importante des emblavures.

C'est ce dilemme que reflète la politique de Staline entre février et juillet 1928. La hausse de 20 % du prix du blé en juillet 1928 montre que le comité central cherche encore une issue à la crise dans la conciliation et non la suppression du koulak. Mais on ne peut « prendre les mouches avec du vinaigre » : tant qu'il est le principal producteur de blé, le koulak reste celui qui

¹ LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. 29, p. 215.

² DEUTSCHER, *Staline*, pp. 323-325.

a l'initiative, celui, surtout, de qui tout dépend, puisqu'il a toujours, en 1928, malgré quelques restrictions, le droit de louer des terres et d'employer des salariés. La solution qui consiste à s'appuyer contre lui sur le paysan pauvre, et, dans la mesure du possible, le paysan moyen, indique la seule voie de l'affaiblissement possible du koulak dans le village : son joug est d'autant plus pesant qu'il est, pour beaucoup, à la fois patron et usurier. La tentation est donc grande de s'appuyer sur les paysans pauvres et moyens : mais, dans le cadre créé par la Nep, ce n'est qu'une solution purement politique, puisque les dix huit millions de paysans moyens ne peuvent pas, par leur seule production, combler le déficit créé dans le pays par le sabotage des koulaks.

C'est pourtant la solution qui prévaut dans la deuxième moitié de l'année 1929. Mais la collectivisation des terres des paysans pauvres et moyens n'est pas, dans l'état du développement de la production industrielle, une opération techniquement payante : la collectivisation est dénuée de sens quand elle touche cinq millions de paysans travaillant encore avec l'araire et des outils de bois. Surtout, elle ne permet toujours pas de ravitailler les villes, tant que le koulak est le maître de ses terres, qui continuent à fournir la plus grande partie de la production commercialisable. Ainsi, inéluctablement, en vient-on à la « liquidation du koulak » : les biens du koulak, terres et matériel, sont confisqués et attribués au kolkhoze. Lui et sa famille sont exclus du kolkhoze où l'on redoute qu'il ne cherche à reprendre son influence. Les terres du koulak étant désormais cultivées par le kolkhozien, on peut espérer, en se fiant à de simples chiffres, que la production restera la même avec ce changement de mode d'exploitation et que le ravitaillement sera ainsi assuré dans l'immédiat.

En fait, la collectivisation se déroule de façon beaucoup moins schématique et surtout moins linéaire. Elle provoque un incontestable enthousiasme dans les couches les plus pauvres des paysans, appelées ainsi à reprendre, sous une forme originale, la lutte séculaire pour la terre de celui qu'ils considèrent comme l'exploiteur, et l'on a pu parler, en ce sens, d'un véritable « Octobre paysan ». Elle mobilise aussi de jeunes couches ouvrières qui partent au « front » de la campagne avec l'espoir de l'avènement d'un monde nouveau, d'un triomphe sur le passé médiocre de l'usurier et de l'individualisme rural, d'un avenir de production collective et égalitaire. Mais le paysan russe - comme tous les paysans du monde - ne croit que ce qu'il voit. Lénine avait raison lorsqu'il supposait que l'arrivée dans les campagnes de tracteurs, de mécaniciens, de matériel de toute sorte, rallierait le paysan au système collectiviste : encore faudrait-il qu'il ait, de ses yeux, constaté la supériorité du système et la réalité des promesses. Or le pouvoir n'a pas de tracteurs à envoyer et le kolkhoze doit être constitué sans attendre. Le paysan moyen n'est pas convaincu. Il restera à le forcer.

Le régime s'engage d'autant plus facilement dans cette voie que la pyramide bureaucratique de l'appareil donne des instructions qui sont des ordres et dont la non-exécution risque de valoir au responsable subalterne d'être accusé de « manque de confiance », de « déviation de droite », voire de « sabotage » ou de « trahison au profit du koulak ». L'essentiel pour certains - c'est Staline qui le dit - est de prendre « une foule de résolutions fanfaronnes » de « courir après un pourcentage élevé de collectivisation », dans un « zèle administratif » caractéristique d'un état d'esprit bureaucratique³. Aussi la collectivisation se déroule-t-elle dans une atmosphère de violence, absurde puisque de nombreux villages font bloc autour des koulaks et doivent être pris d'assaut, puisque chaque organisation du parti a, conformément au plan établi, à répartir un nombre donné de koulaks entre ceux qui doivent être immédiatement arrêtés et ceux qui doivent être rassemblés en vue d'être ultérieurement déportés.

Dix millions de personnes au moins sont ainsi arrachées de leurs foyers comme « koulaks » et « contre-révolutionnaires », groupés par la Guépéou dans des centres et expédiés ensuite vers la Sibérie où ils constitueront les premiers détachements du travail forcé. Alors que la forme de collectivisation prévue est l'*artel*, mettant en commun les terres et les instruments de travail, les responsables zélés - une quintessence de l'appareil puisque ce sont, dans chaque rayon, une troïka formée du premier secrétaire du parti, du président de l'exécutif des soviets et du chef de la Guépéou - qui ont reçu instruction de collectiviser « dans le plus bref délai possible » et qui ont quinze jours pour remettre l'inventaire des biens des koulaks de leur circonscription, « collectivisent » également les habitations, le bétail, les volailles. Les rapports de la Guépéou de Smolensk citent des cas précis où koulaks, paysans moyens considérés comme koulaks et même des paysans pauvres et les membres de leurs familles sont dépouillés de leurs chaussures, de leurs vêtements et même de leurs sous-vêtements, un autre où les lunettes sont « collectivisées ». Un rapport du 28 février signale que la dékoulakisation se développe en expropriation et pillage sur une grande échelle : « Mangeons, buvons, tout est à nous », étant le mot d'ordre de certaines brigades⁴. Victor Serge cite des régions où toute la population, considérée comme « koulak » est déportée : les femmes d'un bourg du Kouban le seront, nues, dans des wagons à bestiaux, parce qu'elles ne pensaient pas qu'on oserait les faire sortir ainsi⁵. Avant l'arrivée des hommes de la Guépéou, les villageois - koulaks, bien sûr, mais les autres aussi - brûlent les meubles, les granges, les isbas, égorgent le bétail, et quand ils le peuvent, égorgent aussi les communistes. Le 2 mars 1930 dans un article de la *Pravda* intitulé « Le vertige du succès », Staline dénonce une partie de ces excès, qui « ne profitent qu'aux ennemis », « compromettent la liaison avec les masses » et dont il rejette entièrement et exclusivement la responsabilité sur les exécutants et leur zèle abusif.

Un ancien communiste russe raconte ainsi la collectivisation dans son village : « Quand on nous parla de collectivisation, l'idée me plut. A d'autres aussi, dans le village, des hommes qui comme moi, avaient travaillé en ville et servi dans l'armée rouge. Le reste du village y était résolument hostile : on ne m'écoula même pas. Mes amis et moi décidâmes alors de faire démarrer une petite ferme coopérative et de mettre en commun terres et outils. Vous connaissez nos paysans, ce n'est pas la peine de leur parler plans ni figures : il faut montrer des résultats qui puissent les convaincre. Nous savions que si nous pouvions leur montrer que nous avions un plus gros bénéfice qu'avant, cela leur plairait et qu'ils feraient comme nous. [...] Un jour, un ordre est venu du comité de Klin de faire entrer cent familles de plus dans notre kolkhoze. Nous sommes arrivés à en avoir une douzaine. Croyez-moi, ce n'était pas facile ... Rien à faire pour avoir une famille de plus. J'allai à Klin expliquer la situation au parti. Je leur demandai de nous laisser continuer comme avant et je leur promis, dans ce cas, d'avoir tout le village

³ STALINE, *op. cit.*, t. II, pp. 11-19.

⁴ FAINSOD, *Smolensk*, pp. 242-246.

⁵ SERGE, *M. R.*, p. 241.

dans le kolkhoze dans un an. Ils ne m'écoutaient pas, ils avaient des listes, de longues listes disant combien de kolkhozes, avec combien de membres, devaient figurer sur leurs rapports. C'était tout. Ils me dirent que je sabotais la collectivisation et que si je ne faisais pas ce qu'on me disait, je serais exclu du parti. Je savais que je ne pouvais amener personne, sauf en faisant ce que j'avais entendu dire que d'autres faisaient, en d'autres termes, en les forçant. [...] Je convoquai une assemblée du village et leur dis qu'ils devaient rejoindre le kolkhoze, que c'étaient les ordres de Moscou, que, s'ils ne le faisaient pas, ils seraient exilés, leurs propriétés confisquées. Ils signèrent tous, le soir même. [...] Et dans la nuit, ils commencèrent à faire ce que faisaient tous les villages d'U.R.S.S. quand on les forçait à entrer dans les kolkhozes - tuer leur bétail. [...] Je pris la liste des nouveaux membres, la portai au comité de Klin, et, cette fois, ils furent très contents de moi. Quand je leur parlai du meurtre du bétail et leur dis que les paysans se sentaient comme en prison, cela ne les intéressa pas. Ils avaient la liste et pouvaient l'expédier à Moscou : c'est tout ce qui les occupait. Je ne pouvais les en blâmer : ils avaient des ordres, comme moi »⁶.

La crise est si grave - on se bat un peu partout, les réserves alimentaires sont épuisées - que l'article de Staline, tiré en tract, sera diffusé à 18 millions d'exemplaires, et qu'un certain nombre de responsables locaux de la Guépéou seront fusillés pour l'exemple. Le décret du 15 mars autorise les paysans à quitter le kolkhoze; l'écho de la mesure est foudroyant et la majorité des paysans s'en vont dans les semaines qui suivent. En juin 1930, il n'y a plus que 23,6 % de foyers paysans dans les kolkhozes, au lieu de 58,1 trois mois auparavant. Dans la région des Terres noires d'Ukraine, où 82 % des paysans étaient entrés dans les kolkhozes en mars, il n'en reste plus que 18 % en mai. Ce recul n'est que temporaire : les moyens de pression sont adaptés, le kolkhozien bénéficie d'exemptions d'impôts, de crédits, de promesses et le paysan individuel est lourdement taxé. Après le désastre du début de l'année 1930, il n'a plus les moyens de résister, et, souvent, plus rien à préserver : il cède et adaptera les formes de sa résistance. Au milieu de 1931, il y a 51,7 % de foyers paysans dans les kolkhozes, 61,5 % en 1932; 25 millions de petites entreprises ont laissé la place à 240 000 kolkhozes et 4 000 sovkhoses.

Les ravages sont énormes : les statistiques officielles avouent la disparition, entre 1929 et 1934, de 55 % des chevaux (19 millions de têtes), 40 % des bêtes à cornes (11 millions), 55 % des porcs, 66 % des moutons. Les pertes en hommes ne sont pas chiffrées. A cette tragique aventure s'en ajoute une deuxième, celle qui consiste à encadrer techniquement les 25 millions de familles paysannes collectivisées de cette manière. Alors qu'en 1930, dans les conditions que l'on sait, la récolte avait été de 835 millions de quintaux de céréales, elle est de 700 seulement en 1931.

Dans son rapport sur le premier plan quinquennal, Staline affirmera que la quantité de blé stockée par le marché a doublé depuis 1927. C'est que le gouvernement fait signer aux paysans des « contrats » draconiens, eux aussi à la discrétion des fonctionnaires locaux avides de « résultats » : il faut assurer à la fois le ravitaillement minimum des villes et les exportations de blé, qui financent partiellement l'industrialisation. Les campagnes connaissent une terrible famine en 1932-1933 : les estimations du nombre de paysans morts de faim varient entre un et plusieurs millions. La répression est dure : la peine de mort est applicable pour vol de grain. Une nouvelle vague d'arrestations dans les campagnes sera stoppée le 8 mai 1933 par une circulaire secrète de Staline et Molotov qui évoque « les saturnales d'arrestations » et fixe, pour certaines régions, des quotas maximum de déportation⁷. En ville, le rationnement est introduit : la carte, pourtant, ne permettra pas toujours d'avoir du pain. Au printemps 1932, le secrétaire régional de Smolensk avise les organisations qu'il dirige qui ne sera plus possible d'assurer les rations, jusque-là maintenues en toute circonstance, des membres des cellules d'usine et de l'armée rouge. En juillet, il n'y aura plus de pain du tout, avec ou sans carte, et un rapport de la Guépéou cite une infirmière qui gagne 40 roubles par mois et se procure du pain à plus de 3 roubles le kilo⁸.

L'industrialisation.

L'industrialisation à outrance est le second événement du « grand tournant ». Les chiffres ont été souvent cités et le bilan est impressionnant. Jean Bruhat écrit : « Dans le domaine de l'industrie, le nombre des ouvriers a augmenté (11 599 000 en 1928 et 22 962 800 en 1932). Les anciens centres ont été réorganisés. De nouveaux ont été créés (Dnieprostroï, Stalinsk). L'oural et le Kouznetsk ont été mis en valeur. La production du charbon et du fer a été doublée, la puissance des usines électriques quintuplée, l'industrie chimique créée (superphosphates : en 1928, 182 000 tonnes; en 1932, 612 000). De nouvelles voies de communication ont été aménagées (canal Staline reliant Moscou à la mer Blanche, le turk-sib achevé au début de 1930) »⁹. L'U.R.S.S. devient un pays industriel : le fait est d'autant plus frappant que dans les mêmes années, frappée par la crise mondiale, l'économie capitaliste décline. Tandis que la production industrielle des Etats-Unis décroît de 25%, tandis que le Japon, en pleine économie d'armement, n'augmente la sienne que de 40%, la production industrielle de l'U.R.S.S. augmente de 250 %. Trotsky a célébré « ce fait indestructible que la révolution prolétarienne a seule permis à un pays arriéré d'obtenir en moins de vingt ans des résultats sans précédents dans l'histoire [...] le socialisme a démontré son droit à la victoire, non dans les pages du *Capital* mais dans une arène économique formant la sixième partie du monde »¹⁰.

Ici encore, rien ne semblait pourtant avoir été préparé. Le XV^e congrès, en décembre 1927, soulignait encore « le danger d'engager trop de capitaux dans la grande édification industrielle ». Le plan adopté prévoyait une augmentation annuelle décroissant en cinq ans de 9 à 4 %, et le bureau politique, un an après, ne corrigeait qu'en fixant une augmentation annuelle de 9 %. Les 15 à 18 % proposés, avec bien des réserves, par l'opposition, étaient condamnés comme des vues de l'esprit et une volonté objective de sabotage. C'est qu'ici aussi nécessité fit loi : après avoir refusé de préparer l'accélération de l'industrialisation parallèlement à la lutte pour diminuer l'influence du koulak, la direction du parti était entraînée de la nécessité de nourrir les villes à la collectivisation, de la collectivisation à l'industrialisation, par une impérieuse loi de conservation. Pour

⁶M. FISCHER, *My lives in Russia*, pp. 49-51.

⁷FAINSOD, *Smolensk*, p. 263.

⁸*Ibidem*, pp. 259-262.

⁹BRUHAT, *Histoire de l'U.R.S.S.*, p. 87.

¹⁰TROTSKY, *De la Révolution*, p. 449.

améliorer la désastreuse situation de l'agriculture, il fallait fabriquer des tracteurs, des machines, produire de l'essence, des engrais. Il fallait produire des machines-outils et pour cela extraire du charbon, produire de la fonte et de l'acier, et comme le dit Staline, « créer [...] une industrie capable de rééquiper et de réorganiser non seulement l'industrie dans son ensemble, mais aussi les transports, mais aussi l'agriculture »¹¹.

Ce n'est pas là la moindre des contradictions de l'U.R.S.S. sous Staline : la super-industrialisation, mise en avant par l'opposition, avait été condamnée par l'appareil dirigeant parce que possible seulement au prix de l'exploitation et du pillage de la paysannerie. Et ce sont cette exploitation et ce pillage, réalisés sous le vocable de la collectivisation, qui obligent à y recourir, dans les pires conditions de désorganisation de l'économie et de bouleversement social. Car, comme au temps du communisme de guerre, la guerre civile dans les campagnes bouleverse le fonctionnement normal de l'industrie. Non seulement les matières premières ne parviennent plus de façon régulière aux usines, mais le marché de type capitaliste qui était la base de la Nep et servait de moteur à l'édifice économique depuis 1921 est supprimé d'un trait de plume. Les ouvriers qui ont un lopin de terre à la campagne - 30 % des mineurs, selon *Trud*, l'organe des syndicats - quittent la ville et leur emploi pour n'être pas expropriés. De façon générale, le rationnement, la sous-alimentation et les conditions d'existence catastrophiques créés par la crise de l'agriculture influent sur la stabilité de la main-d'œuvre, le rendement, la qualité de la fabrication. La collectivisation avait, aux yeux des marxistes, l'industrialisation pour condition. Sa réalisation préalable condamne le régime à l'industrialisation forcée dans les pires conditions. Le fait qu'en dépit de tout, après l'impasse dans laquelle le pays avait été engagé par les zigzags successifs de sa direction, l'industrialisation ait donné les résultats indiqués, prouve sans doute que Préobrajenski avait raison au moins quand il affirmait que le système économique dans son ensemble, la nationalisation des instruments de crédit et des moyens de production et d'échange, le monopole du commerce extérieur constituaient en eux-mêmes un élément de progrès décisif, capable de s'imposer malgré les erreurs et l'action négative des dirigeants et des responsables.

En fait, c'est précisément - on l'a souvent souligné le schéma de Préobrajenski qui semble triompher dans la conception stalinienne de la planification et de la construction socialiste. A ceci près toutefois que le théoricien économiste de l'opposition, conscient des contradictions créées par le développement industriel, avait vu dans le libre jeu de la démocratie interne, le fonctionnement normal de syndicats et le droit de grève, la démocratie dans le parti, les moyens de corriger les implications sociales de la « dure loi d'airain de la loi de l'accumulation socialiste primitive », - alors que l'industrialisation de l'époque stalinienne se fait dans la tension maximum exercée par l'Etat en faveur du libre jeu de la loi d'accumulation, pour réduire toutes les « contradictions » et celles, particulièrement, qui naissent des besoins matériels et culturels des travailleurs. Par un curieux retournement des choses, les théoriciens de l'industrialisation stalinienne, qui soumettent le plus totalement possible les hommes aux impératifs des lois économiques de la société de transition, sont aussi ceux qui affirment la fonction « téléologique », volontariste même de l'économie. C'est l'un d'eux, Stroumiline, qui, dans une formule rendue célèbre par Staline, a affirmé : « Notre tâche n'est pas d'étudier l'économie, mais de la transformer. Nous ne sommes liés par aucune loi. Il n'est pas de forteresse que les bolcheviks ne puissent enlever. La question des rythmes est sujette à la décision des êtres humains »¹².

Deux procès retentissants mettront en condition les économistes qui avaient condamné le rythme trop élevé de l'industrialisation : avec l'historien menchevique Soukhanov et le vieux marxologue Riazanov sont condamnés, dans le « procès des mencheviks » de mars 1931, ceux qui pensent que « tout n'est pas possible même quand le comité central le veut ». Du même coup sont avertis les arcs techniciens d'origine bourgeoise : en fait, d'ailleurs, les principales réalisations techniques de cette époque ont été faites sous la direction d'ingénieurs étrangers, l'Américain Hugh L. Cooper pour le Niagara, les ingénieurs d'Austin et Henry Ford pour l'usine d'automobiles de Nijni-Novgorod, l'Américain Clader pour l'usine de tracteurs de Stalingrad.

La condition ouvrière.

La première caractéristique économique de la politique d'industrialisation est le retour à une politique financière d'inflation. De 1,7 milliards de roubles du début de 1928, la somme totale des billets en circulation s'élève à 2 milliards en 1929, 2,8 en 1930, 4,3 en 1931, 5,5 en 1932, 8,4 en 1933, redescend à 7,7, en 1934 pour remonter à 7,9 milliards en 1935 : le rouble n'a plus en 1935 que le quart de sa valeur de 1924 à la Bourse de Paris. Bouchant les trous énormes creusés dans le budget par les dépenses d'industrialisation - 5 milliards de roubles en 1929-1930 contre 1 milliard en 1926-27, 85 milliards 800 millions de roubles pour le total du premier plan quinquennal -, l'inflation, ainsi que l'avait prévu Préobrajenski, prélève un tribut très lourd sur le travail des ouvriers et des paysans, mais, ainsi que l'avait prévu Boukharine, substituant des valeurs fictives aux valeurs réelles, elle prive la planification de toute comptabilité exacte tout en donnant l'impression que le « maniement du rouble » est un moyen exclusif de diriger l'économie.

La « loi d'airain de l'accumulation socialiste primitive » dans le cadre de l'autorité absolue de l'appareil et de la dictature du secrétaire général se traduit donc par une baisse des salaires réels que l'on peut évaluer à 40 %. Mais les nécessités de l'industrialisation forcée impliquent aussi une lutte contre l'égalisation des salaires qui avait prévalu jusqu'en 1927 bon gré mal gré, et dont Tomski, dans les syndicats, avait été le dernier défenseur officiel. Staline trace la nouvelle ligne dans sa conférence du 4 février 1931 aux dirigeants de l'industrie : « Dans une série de nos entreprises, les taux de salaires sont établis de telle sorte que la différence disparaît presque entre le travail qualifié et le travail non-qualifié, entre le travail pénible et le travail facile [...]. On ne peut tolérer qu'un ouvrier de la sidérurgie touche autant qu'un balayeur. On ne peut tolérer qu'un mécanicien de chemin de fer touche autant qu'un copiste »¹³.

Une ordonnance du 20 septembre de la même année porte à huit au lieu de sept les catégories d'ouvriers de l'industrie, élargit de 2,8 à 3,7 le coefficient de hiérarchisation. Le discours de Staline du 23 juin 1931 réhabilite l'intelligentsia et les cadres

¹¹ STALINE, *op. cit.*, t. II, p. 79.

¹² Cité par DANIELS, *Conscience*, p. 349.

¹³ STALINE, *op. cit.*, t. II, pp. 44-45.

techniques. En 1932 est généralisée la pratique du salaire aux pièces, avec prime progressive pour ceux qui dépassent les normes. En 1933, 75 % des ouvriers sont payés aux pièces : là où ce n'est pas possible, des primes, à la disposition des contremaîtres, jouent le rôle des suppléments progressifs. Selon Maurice Dobb, 20 % des salariés à cette date reçoivent 40,3 % de la masse des salaires¹⁴. L'écart est en principe de 1 à 3,13, mais les primes aux travailleurs de choc peuvent leur valoir des salaires trois à quatre fois supérieurs au maximum des ouvriers spécialisés ordinaires. Le « mouvement Stakhanov » des héros du travail est destiné à accroître le rendement par l'« émulation socialiste » et la course aux records. Il se traduit par une nouvelle différenciation des salaires. Le rapport de Kouibychev à la commission du plan en janvier 1935 indique que le salaire moyen est de 149 roubles 3 kopeks mensuels. Mais de nombreuses femmes gagnent entre 70 et 90 roubles, les manœuvres entre 100 et 120, les ouvriers spécialisés entre 150 et 200, les professionnels de 250 à 400 roubles, les salaires des stakhanovistes s'échelonnent de 500 à 2000 roubles. Les salaires des ingénieurs vont de 4 à 800 roubles, ceux des hauts fonctionnaires ou administrateurs de 5 à 10 000. Les spécialistes les plus favorisés peuvent gagner de quatre-vingt à cent fois plus qu'un manœuvre. A la même date, le bœuf vaut 6 à 8 roubles le kilo, le porc de 9 à 12, le beurre de 14 à 18, le café de 40 à 50. La grande masse des travailleurs est ainsi condamnée à travailler sur un rythme sans cesse accéléré - les performances des stakhanovistes, réalisées dans les conditions optimales servent d'occasion pour augmenter les normes - et se contente d'un salaire médiocre. Une aristocratie ouvrière se dégage en revanche de la masse, qu'elle domine par les salaires et la considération dont elle jouit.

Dans le même temps, la loi devient extrêmement rigoureuse pour ce que l'on appelle la « discipline du travail ». Le code du travail de 1922 prévoyait la dénonciation du contrat de travail avec préavis de sept jours pour les mensuel ou bimensuels, vingt-quatre heures pour les ouvriers payés à la semaine. Un décret du conseil des commissaires du peuple du 6 septembre 1930 assimile la dénonciation à une rupture unilatérale, infraction à la discipline. Une circulaire du 23 septembre prévoit pour le délinquant le retrait définitif de tout secours de chômage et, en cas de récidive, celle de la carte d'alimentation. De nouveaux décrets de décembre excluent de tout emploi les « perturbateurs », ouvriers ayant quitté leur entreprise sans préavis, ayant dénoncé un contrat plus d'une fois en douze mois ou ayant été licenciés pour « absence injustifiée ». Bientôt la notion d'absence injustifiée sera interprétée dans un sens de plus en plus large. Elle s'appliquait d'après le code du travail à une absence de trois jours consécutifs non motivée ou de six jours au total dans un mois. Un décret du 15 novembre 1932 fait obligation au directeur de licencier un ouvrier pour un jour d'absence injustifiée, avec retrait des cartes de rationnement et expulsion du logement s'il appartient à l'entreprise, un arrêté d'application du 26 novembre précisant que l'expulsion de la famille du coupable doit avoir lieu, même si son relogement est impossible, « à n'importe quelle saison » et « sans fournir de moyens de transport ». La loi du 27 juin 1933 étend l'expulsion du logement à tout ouvrier délinquant logé par toute coopérative de construction ou de logement autre que celui de l'entreprise qui l'employait.

Il ne manquait à cet édifice que l'institution du livret de travail, proposée à plusieurs reprises. C'est chose faite le 27 décembre 1932, par un décret du conseil des commissaires et de l'exécutif des soviets : d'abord obligatoire pour les « personnes ne participant pas à la production », il est étendu à tout salarié, qui est tenu de le produire à l'embauche, et la direction des entreprises doit y reporter les fautes commises et les sanctions prises. Il ne donne le droit de résider que dans la localité où il a été accordé. La commission qui l'attribue peut le refuser, c'est-à-dire s'opposer à tout déplacement. Son institution, se produisant au moment où la direction de l'usine jouit de pouvoirs pratiquement illimités pour sanctionner les absences et où les rations alimentaires sont distribuées en nature, comme partie du salaire, achève d'enchaîner l'ouvrier à l'entreprise, de le soumettre à une administration elle-même dépendant étroitement de l'appareil du parti. La sujétion est si étroite qu'en 1935 les syndicats, pourtant eux aussi étroitement contrôlés, se voient définitivement refuser le droit de discuter les normes de travail fixées par les directions d'entreprises¹⁵.

Le parti et le grand tournant.

Il est évidemment difficile de connaître les réactions des membres du parti face à une politique qu'ils n'ont pas décidée mais qu'il est obligatoire pour tous de défendre, publiquement ou en privé. Bien des opposants se taisent, sans doute par prudence. Aucun désaccord ne s'exprime publiquement et il faut se tourner vers le document unique que constituent les archives de Smolensk pour déceler les traces des courants d'opinion divergents qui se sont exprimés dans les cellules ou devant les commissions de contrôle, en particulier lors de l'épuration dirigée, après, la XVI^e conférence du parti, en avril 1929, contre les déviationnistes de droite. Dans cette région rurale arriérée où l'industrie est encore à ses débuts, les documents révèlent une réelle opposition parmi les militants, traduction d'un mécontentement beaucoup plus large dans toutes les couches sociales.

Les cellules d'usine elles-mêmes reflètent en effet l'opposition de la campagne. Dans une usine de Duminitchi, un responsable syndical, qui a été un organisateur des ouvriers agricoles, a organisé dans le parti un groupe clandestin de quatorze membres dont le programme est « la défense des paysans »¹⁶. Un communiste ouvrier d'usine à Lioudinovsk, a affirmé qu'il était d'accord avec Boukharine : « Il ne faut pas hâter la collectivisation, il faut laisser grandir le koulak pour lui prendre son surplus de grains »¹⁷. D'autres se plaignent que kolkhozes et sovkhoses ne donnent rien, mais coûtent, et réclament la liberté du marché. La commission de contrôle explique : « Un nombre important d'ouvriers et paysans qui ont souvent des exploitations koulaks à la campagne, introduisent dans l'usine une mentalité petite-bourgeoise et koulak »¹⁸. Les signes de malaise sont plus nombreux encore dans les cellules rurales. La commission dit que « dans bien des cas les communistes ne participent pas à la construction des kolkhozes et que les membres du parti ont parfois même une attitude

¹⁴ DOBB, *Soviet economic development*, p. 446.

¹⁵ SCHWARZ, *Les ouvriers en Union soviétique*, pp. 127-135.

¹⁶ FAINSOD, *Smolensk*, p. 212.

¹⁷ *Ibidem*, pp. 211-212.

¹⁸ *Ibidem*, pp. 212.

négative »¹⁹. A Doubrovsk des membres du parti estiment qu'il est prématuré de créer des kolkhozes, car rien n'a été préparé : ils attendent de voir ce que feront les paysans. D'autres disent que les kolkhozes sont « des bataillons disciplinaires ». Dans le village de Zaulyi, des paysans pauvres ont créé un kolkhoze dans lequel aucun communiste n'est entré et le secrétaire de la cellule a refusé son appui. Un paysan communiste a répondu à la commission de contrôle que « tout irait beaucoup mieux sans le parti »²⁰. La commission de contrôle pourra conclure que les communistes de la campagne « sont soumis à l'influence d'éléments koulaks et petits-bourgeois et glissent souvent vers les positions des déviationnistes de droite »²¹.

L'épuration fait également apparaître, dans les cellules d'usine, des restes vigoureux de l'opposition unifiée. Un ouvrier d'une usine textile de Smolensk, autrefois lié à l'opposition, s'est élevé contre l'exil de Trotsky et a affirmé : « Il n'est pas toujours possible de croire ce qu'écrit la presse du parti »²². Un cheminot de Smolensk attaque continuellement la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays²³. L'ouvrier Parfenov, qualifié de « trotskyste » par les enquêteurs, dit que « la condition ouvrière empire; les ouvriers vivent dans des taudis et leurs « supérieurs » dans de bons appartements, toutes les difficultés résultent d'une politique incorrecte ». La commission ajoute que « pendant l'enquête, Parfenov était soutenu par les autres ouvriers qui disaient: Parfenov a raison ». Bien entendu, tous ces ouvriers sont exclus²⁴.

L'épuration de 1929-30 dans la région de Smolensk frapperait 4 804 membres du parti, 13,1 % du total, dont 17,6 % des paysans et 11,4 % des ouvriers d'usine. Les cellules rurales sont frappées plus durement que les cellules ouvrières, les cellules administratives n'étant que faiblement touchées. Il est difficile d'affirmer que la proportion a été la même dans l'ensemble du pays. Il est en revanche incontestable que les archives de Smolensk donnent une idée de la manière dont la résistance des paysans et des ouvriers russes a pu se traduire à l'intérieur du parti et de la pression à laquelle celui-ci a été soumis de la part de l'appareil.

Portée sociale du grand tournant.

La mise en place de ce carcan sur la classe ouvrière a bien entendu souvent servi d'arguments aux défenseurs des thèses libérales pour affirmer que les réalisations économiques du régime ne s'expliquaient que par une contrainte inhumaine et féroce, un système totalitaire dont les ressorts rappellent ceux qu'utilisaient les pharaons, constructeurs, eux aussi, de pyramides. Timide défenseur, fraîchement déstalinisé, du stalinisme, Jean Bruhat exprime en partie la vérité lorsqu'il souligne que la majorité des ouvriers d'usine, fraîchement sortis de leur campagne, « avaient quelque peine à s'adapter à la discipline de l'usine, au rythme du travail qui ne tolère ni nonchalance, ni fantaisie », ce qui peut effectivement justifier des mesures de contrainte dont, d'ailleurs, il ne souffle mot, parlant simplement de la détérioration des machines entre « leurs mains novices » et des « campagnes systématiques entreprises contre le gaspillage »²⁵. C'était là la conséquence presque inéluctable de la volonté de construire dans les délais les plus brefs une industrie moderne avec des ouvriers dont l'instruction, l'état d'esprit, la culture et les capacités techniques avaient des siècles de retard, de la théorie du « socialisme dans un seul pays », de la victoire révolutionnaire dans un pays arriéré et de l'échec extérieur qui la condamnait à l'isolement. Le drame ici, était moins dans la contrainte elle-même que dans le fait qu'elle s'appliquait à des millions d'hommes pour qui elle était la règle séculaire de la vie sociale, et que le souffle d'octobre n'avait qu'à peine effleurés au temps de leur petite enfance.

Mais les observateurs systématiquement anticommunistes se condamnent à ne rien comprendre à la profondeur de ces transformations économiques et à leur portée sociale à long terme - indépendantes de la politique même des dirigeants - lorsqu'ils ne les expliquent que par un système perfectionné de pure coercition. On peut, sans crainte d'être accusé de jouer au paradoxe, affirmer notamment que la création même d'une aristocratie ouvrière privilégiée constituait un élément de progrès par les possibilités de développement culturel qu'elle offrait à une minorité dont l'apparition, pour l'instant, c'est-à-dire pour plusieurs années, contribuait, certes, à diviser le prolétariat, mais y constituait en même temps un levain, forcément limité, mais très nouveau, d'activité et finalement de conscience.

Il est incontestable que l'industrialisation, comme la collectivisation, ont exercé sur les couches les plus instruites, les plus avancées du prolétariat, et notamment sur la jeune génération ouvrière, un attrait fascinant. C'était, aux yeux des komsomols qui se portaient volontaires pour la construction des kolkhozes ou l'établissement de grands chantiers industriels de l'est, un aspect exaltant de la lutte pour dominer la nature et pour transformer le monde, le prolongement de celle de leurs aînés sur le terrain concret de la fabrication de la fonte de l'acier, du ciment, de moyens de domination, un aspect du combat révolutionnaire pour venir à bout des forces hostiles, de l'inconnu, de l'ignorance et de la misère qui maintiennent l'homme prostré, pour les domestiquer par la science, la technique et la machine. En ce sens, les invitations de Staline à négliger les « parlotes » et les « bavardages » pour se porter résolument sur le « front de la construction » seront comprises par une avant-garde dont elles enflamment l'imagination et l'enthousiasme créateur. Le besoin de dévouement et l'esprit de sacrifice, la générosité et la capacité de rêve de l'avant-garde ouvrière de 1917 se retrouvent chez tous les pionniers de la construction socialiste - y compris les jeunes membres de la Guépéou qui acceptent volontiers leur rôle ingrat -, unis pour créer les conditions d'une société plus humaine et plus fraternelle.

Les plus conscients de cette phalange, les communistes de la guerre civile que les nécessités et les aléas de leur affectation ont tenus à l'écart de l'appareil et des luttes intestines, partagent ce sentiment, avec peut-être plus de lucidité critique. Barmine résume en ces termes leur psychologie : « La poigne de Staline gouvernait rudement. L'esprit borné de Staline coûtait cher. Ses méthodes d'autorité aussi. Mais, en dépit de difficultés inextricables en apparence, bien que le régime

¹⁹ *Ibidem*, pp. 214.

²⁰ *Ibidem*, pp. 215.

²¹ *Ibidem*, pp. 215.

²² *Ibidem*, pp. 212.

²³ *Ibidem*.

²⁴ *Ibidem*.

²⁵ BRUHAT, *op. cit.*, p. 82.

parût chanceler à chaque printemps, l'implacable énergie de Staline pourvoyait l'U.R.S.S. d'un nouvel équipement industriel. Encore quelques années d'épreuves et les résultats de cet effort colossal, souvent inhumain, se traduiraient par un accroissement de bien-être et de richesse. Il y avait donc, et malgré tout, dans notre adhésion à Staline un enthousiasme résolu. Les éléments d'opposition en étaient souvent gagnés »²⁶. C'est dans le même sens que Trotsky conclut son analyse sur cette période: la bureaucratie n'a pu vaincre que « grâce à l'appui du prolétariat », mais cette victoire « ne pouvait accroître le poids spécifique du prolétariat »²⁷. Une fois de plus le problème se posait pour les socialistes de distinguer ce qui se faisait et comment on le faisait.

L'année 1929, début du grand tournant, marque aussi celui de la croissance de la Guépéou. Née de l'extension à l'ensemble de l'union, de la Tchéka, spécialisée dans la répression des menées contre-révolutionnaires et la surveillance des frontières, elle a ses détachements militaires spéciaux, le droit de perquisitionner et d'arrêter, de conserver les détenus pendant un maximum de trois mois. Cependant, jusqu'en 1929, son rôle est en définitive relativement limité, malgré son intervention croissante dans la vie intérieure du parti. Pendant la période de la Nep, son champ d'action ne dépasse guère celui de la surveillance des anciennes oppositions, numériquement réduites. Il en est tout autrement à partir des années 30, où tous les éléments indépendants de type capitaliste ou pré-capitaliste deviennent, avec la lutte contre la droite, des contre-révolutionnaires en puissance. La Guépéou doit surveiller les nepmen et les centaines de milliers de petites entreprises industrielles et commerciales dont la liquidation est en préparation. Elle doit surtout faire face à l'énorme tâche de direction pratique de la « dékoulakisation ».

Dès la fin de 1929, des circulaires du secrétariat annoncent un recrutement massif de militants communistes pour la police secrète et chargent les autorités régionales et locales de trouver les volontaires aptes à ce travail particulier »²⁸. Ses effectifs vont gonfler démesurément en même temps que sa puissance économique, puisque c'est elle qui a la charge et par conséquent l'emploi des millions de koulaks ou pseudo-koulaks déportés avec leur famille et employés à des travaux d'équipement dans les grands chantiers qu'elle est ainsi amenée à organiser et à diriger. Le passage au « front » de la lutte sur le terrain économique entraîne l'élargissement de son champ d'action: la Guépéou surveille et « dépiste » les contre-révolutionnaires dans l'industrie, depuis l'ingénieur qui « sabote » jusqu'à l'ouvrier « perturbateur » en passant par l'administrateur libéral qui tolère le « relâchement de la discipline »: ce sont des fonctionnaires de la Guépéou qui décident de l'attribution ou du refus des livrets de travail et le réseau de la police secrète, parallèle à celui du parti avec lequel il entre souvent en conflit, contribue puissamment à resserrer le carcan dans lequel la société tout entière est désormais fixée, d'autant plus que le secrétaire général du parti la contrôle, lui-même, directement. La juridiction militaire exceptionnelle que reçoit le « collège » de la Guépéou est un moyen de frapper les oppositions sans leur donner une publicité peu souhaitable et la Guépéou ne remet plus aux tribunaux que le menu fretin, d'autant qu'elle reçoit la charge de tous les condamnés à plus de trois ans de prison, quelle que soit la nature de leur délit.

Les méthodes employées, la concentration de l'autorité entre les mains de spécialistes dont la fonction est de diriger et de réprimer, viennent ainsi renforcer les tendances qui naissent, en ces années de misère, de la pauvreté générale. Analysant sur un plan général les causes de l'apparition de la bureaucratie, Trotsky écrit: « L'autorité bureaucratique a pour base la pauvreté en articles de consommation et la lutte contre tout ce qui en résulte. Quand il y a assez de marchandises au magasin, les chandails peuvent venir à tout moment. Quand il y a peu de marchandises, les acheteurs sont obligés de faire la queue à la porte. Sitôt que la queue devient très longue, la présence d'un agent de police s'impose pour le maintien de l'ordre »²⁹.

C'est seulement dans une exceptionnelle combinaison de circonstances historiques qu'un répartiteur disposant de la force peut être amené à se léser personnellement dans la distribution. Dans l'U.R.S.S. de Staline où « les cadres décident de tout », il est bien évident que priorité doit être accordée pour les besoins les plus immédiats à ceux des « citoyens » que l'Etat juge les plus indispensables à son maintien et à ses conquêtes. Les archives de Smolensk nous ont ainsi livré la liste de ceux qui, dans les années noires, reçoivent l'exorbitant privilège de ne pas mourir de faim quand tous sont frappés. Une circulaire secrète de 1934 établit en effet la liste des responsables qui doivent recevoir en priorité leurs rations alimentaires des magasins centraux, et qui, par conséquent, à la limite, sont les seuls à qui le régime reconnaît le droit de vivre: ce sont, dans chaque rayon, les secrétaires et les instructeurs du comité de rayon, le secrétaire des Jeunesses communistes, le rédacteur en chef du journal, le directeur et les instructeurs des sections politiques des sovkhoses et des M.T.S., le président, le vice-président et le secrétaire du conseil d'administration du kolkhoze, le président de la commission du plan, les directeurs des bureaux des finances, de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, de la distribution du ravitaillement de la circonscription, le chef de la section du commissariat du peuple aux affaires intérieures, la N.K.V.D. (nouveau nom de la Guépéou), le procureur, les inspecteurs et les juges, l'administrateur de la Banque d'Etat et de la Caisse d'épargne, les plus anciens des agronomes et des vétérinaires, et toutes les personnes que le comité de rayon jugera « indispensables »³⁰.

Ainsi, autour du « gendarme » qui naît de la nécessité de répartir entre un petit nombre les produits indispensables qui manquent à la majorité, se consolide une couche de privilégiés. La différenciation sociale s'accroche définitivement à la différenciation fonctionnelle. Le droit de vivre mieux - ou moins mal - va de pair avec celui de diriger et de commander. L'augmentation de la production, dans la mesure où la répartition est l'affaire d'une minorité privilégiée et incontrôlée, ne tend pas au nivellement et à l'augmentation du niveau de vie de tous, mais approfondit au contraire les différences entre la masse amorphe, dont on escompte que le besoin l'aiguillonnera, et la couche des répartiteurs. Les magasins de luxe - *liouks* - apparaissent au moment où la presse dénonce tous les jours les vols de produits alimentaires et où la peine de mort est appliquée au « vol au détriment de la propriété socialiste »: il n'y a de toute façon pas de place pour tous les travailleurs dans les maisons de repos qui sont le paradis, récompense des privilégiés, fonctionnaires ou stakhanovistes.

²⁶ BARMINE, *op. cit.*, p. 268.

²⁷ TROTSKY, *Staline*, p. 563.

²⁸ FAINSOD, *Smolensk*, pp. 158-161.

²⁹ TROTSKY, *De la Révolution*, p. 515.

³⁰ FAINSOD, *Smolensk*, p. 118.

Klaus Mehnert raconte comment il apprit, en 1932, la suppression du maximum communiste des salaires de la bouche d'un jeune ingénieur communiste qu'il avait connu étudiant vivant dans une « commune ». Le jeune homme déclare : « On ne peut exiger des gens qu'ils se dépensent jour et nuit et portent de lourdes responsabilités sans leur faciliter par ailleurs la vie extérieure dans la mesure du possible. [...] Toute mon existence, je me suis crevé au boulot. A côté du travail en usine, l'école de perfectionnement pour ouvriers, puis l'école supérieure. Je ne faisais rien d'autre. Je travaillais dix-huit heures par jour, sans congés, sans vacances. [...] Aujourd'hui, je suis ingénieur-chef dans l'entreprise. J'ai fait une découverte qui représente une grosse somme pour l'Etat : il est juste et raisonnable que je puisse faire mes achats dans des magasins spéciaux et que j'aie la perspective de jouir bientôt, dans un immeuble neuf, d'un logement comportant trois pièces. » Quant à la « commune », c'est « une grande et noble idée qui se réalisera sûrement un jour », mais, au niveau de l'économie russe, elle est « une utopie, une rage de nivellement portée à son comble, une déviation de la gauche, d'esprit petit-bourgeois et trotskyste »³¹.

Les privilèges, la nécessité pour ceux qui en jouissent de les justifier, de les défendre et de les accroître, ne sont pas des phénomènes nouveaux : mais la situation, sur ce plan, évolue très vite avec le grand tournant. C'est la collectivisation, nous l'avons vu, qui enflamme démesurément les attributions et les effectifs de la Guépéou. L'encadrement des kolkhozes nécessite des centaines de milliers de fonctionnaires, comme la répartition des produits agricoles par les organismes d'Etat et les coopératives. L'industrialisation va dans le même sens. L'accent mis sur la nécessité de construire par priorité l'industrie lourde pour équiper l'agriculture et les industries de produits de consommation n'est pas seulement un slogan à l'usage de la propagande, il est aussi un moyen de justifier l'appropriation de la majeure partie des produits de consommation par la bureaucratie et l'aveu de la source de sa puissance nouvelle et de sa diversification : à partir de 1931 se forment les cadres de la nouvelle intelligentsia soviétique. Moins de la moitié des diplômés de la période des deux premiers plans quinquennaux sont de souche ouvrière et paysanne, mais en 1936, le parti compte dans ses rangs 97 % des administrateurs d'usine, 82 % des directeurs de chantier, 40 % des ingénieurs en chef du pays. Le noyau dirigeant de l'appareil se consolide au fur et à mesure que s'étend l'emprise de l'Etat qu'il contrôle : il s'épaissit par son alliance avec de nouveaux privilégiés qui tirent leur force des réalisations et des conquêtes de la construction. La bureaucratie, à tous les échelons et dans tous les domaines, engendre la bureaucratie. Les exemples qu'en donnent, en toute occasion, les dirigeants, convainquent moins de leur bonne volonté à combattre les phénomènes de « bureaucratisme » que du développement d'un mal qui a ses racines dans des méthodes de direction arbitraires et incontrôlées et l'inégalité de la répartition. Au XVII^e congrès, Kaganovitch en donnera une éclatante preuve en indiquant que l'usine de wagons de Moscou compte un personnel administratif de 601 personnes, 367 réparties dans quatorze services centraux et 234 dans les divers ateliers pour une entreprise de 3832 ouvriers, soit une proportion de 16 % de bureaucrates³². Les estimations deviennent de plus en plus difficiles, les statistiques officielles réduisant de plus en plus le nombre des catégories sociales et dissimulant sous l'étiquette d'« ouvriers » ou d'« employés » les couches sociales qui dirigent et répartissent. Partant des chiffres officiels qui indiquent 55 000 personnes pour l'effectif des bureaux centraux du parti et de l'Etat, auxquels s'ajoutent ceux de l'armée, de la flotte, des républiques et de leur encadrement politique et syndical, 17 000 directeurs d'entreprises et 250 000 cadres administratifs et techniques, à tripler du fait de l'appareil parallèle du syndicat et du parti, 860 000 « spécialistes » dont 480 000 dans l'industrie, un million de cadres kolkhoziens, Trotsky chiffre à cinq millions de personnes, familles comprises, « la catégorie sociale qui sans fournir un travail productif direct, commande, administre, dirige, distribue les récompenses », à deux millions la « réserve » du parti et des syndicats et entre cinq et six millions l'aristocratie ouvrière qui partage avec les deux premières catégories les faveurs officielles³³.

Cette couche sociale, qui se dissimule dans les statistiques, mais parle au nom du peuple tout entier, est loin d'être homogène. Un gouffre y sépare les ouvriers de choc, que leurs camarades d'usine appellent les « mille », des millionnaires du régime, artistes ou écrivains, techniciens ou savants. Parmi ceux que le petit peuple nomme les *tchinovniki* et de plus en plus les *sovbours*, les bourgeois soviétiques, il y a toute une pyramide de puissances et de ressources et de considération sociale : il existe autant de distance entre un président de soviet de village ou un secrétaire de comité de rayon et les sommités du parti ou les hauts dignitaires de l'Etat et de l'industrie, qu'entre un notable de la campagne britannique et un banquier de la City ou un chef de service de ministère. Une étroite solidarité les lie pourtant : quelle que soit leur origine sociale, qu'ils soient des bolcheviks assagis, des mencheviks ralliés ou des bourgeois précieux, de jeunes loups aux dents longues, des techniciens à œillères ou des ronds-de-cuir consciencieux, ils serrent les coudes et défendent leur autorité et leurs privilèges contre tout contrôle de la masse « peu consciente » qu'ils dirigent et administrent.

Surtout, à quelque échelon, dans quelque secteur de travail qu'ils se trouvent, leur carrière, leur sécurité, leur vie même et celle de leur famille dépendent étroitement de supérieurs hiérarchiques tout-puissants. Les fils de la pyramide bureaucratique se rejoignent à son sommet dans la main de Staline, arbitre et chef suprême, dont l'autorité s'est édifiée sur les contradictions de la société qui ont déchiré le vieux parti révolutionnaire. Chef des bureaucrates, il les punit, les récompense, et les protège. Et c'est cette image de « père du peuple » que diffusent dans les usines et les kolkhozes, les journaux et les écoles, les spécialistes de l'agit-prop et les instructeurs politiques. Il n'y a pas encore vingt ans que la révolution a triomphé sur la terre de Russie et déjà la voix des ouvriers et des paysans, redevenus des mineurs comme au temps des tsars « protecteurs », n'est plus perceptible qu'au travers des dossiers secrets, des rapports de la Guépéou et des commissions de contrôle. Elle sera suffisamment forte, pourtant, pour encourager indirectement, pendant plusieurs années, le rêve de nouveaux « complots » de « révolutions de palais », et, en fin de compte, pour contraindre le régime à un massacre de ses cadres d'origine révolutionnaire, massacre d'une telle ampleur que même les tenants de la thèse de la « troisième révolution » ne peuvent refuser de lui accorder la place et le rôle d'une véritable contre-révolution.

³¹ MEHNERT, *L'homme soviétique*, pp. 65-66.

³² FAINSOD, *How Russia*, pp. 541.

³³ TROTSKY, *De la Révolution*, pp. 531, 532.

Chap. XIV - LA CRISE POLITIQUE

Aujourd'hui encore, il est impossible de tracer un tableau précis des conditions politiques en U.R.S.S. pendant la période du premier plan quinquennal. Les éléments d'information font défaut. De brèves indications dans la presse, des récits, ici ou là, se dégagent pourtant une impression de crise d'une exceptionnelle gravité : en fait, pendant ces années, l'U.R.S.S. a frôlé à plusieurs reprises la catastrophe, la famine généralisée, l'effondrement économique, le chaos. L'élan des premiers mois de la collectivisation et de l'industrialisation s'enlise devant les obstacles sans cesse renouvelés, la difficulté à vivre qu'éprouvent la plus grande partie des travailleurs, la peur du lendemain.

Parmi les opposants ralliés initialement parce qu'ils ont cru que la politique « gauchiste » inaugurée en 1928 entraînerait d'elle-même la renaissance de la démocratie ouvrière, les désillusions et les regrets dominent. Kamenev confie à son journal intime que Zinoviev et lui ont fait une grosse erreur en rompant avec Trotsky à la suite du XV^e congrès. Zinoviev avoue : « La plus grande faute politique de ma vie fut d'avoir abandonné Trotsky en 1927. » Ivan Smirnov, qui a capitulé en 1929, rencontre Léon Sédov en juillet 1931 à Berlin, accepte d'envoyer des informations pour le Bulletin de l'opposition. Un tableau de la situation économique de l'U.R.S.S. en 1932 paraîtra dans le numéro de novembre, appuyé sur des chiffres exacts dont seuls les commissaires du peuple ont eu connaissance. C'est Smirnov qui l'a rédigé ; il conclut l'article, signé d'un pseudonyme, par cette appréciation : « Du fait de l'incapacité de l'actuelle direction à sortir de l'impasse économique et politique, la conviction grandit de la nécessité de changer la direction du parti »¹. Un autre correspondant du Bulletin de l'opposition écrit en 1933, parlant de l'état d'esprit d'une bonne partie des dirigeants : « Ils parlent tous de l'isolement de Staline, de la haine universelle contre lui. Mais ils ajoutent : « Si ce n'était pas ce (nous omettons leur vigoureuse épithète) tout serait tombé en pièces maintenant. [...] C'est lui qui garde tout ensemble. »

Recherche d'excuses pour une capitulation quotidienne ? Conclusion d'une analyse sérieuse de la situation réelle ? La deuxième hypothèse nous semble la plus vraisemblable, dans la mesure où les « opposants de cœur » de l'intérieur sont d'accord sur ce point avec Trotsky, qui, de l'exil, écrit en 1933 : « A l'heure actuelle, le renversement de l'équilibre bureaucratique en U.R.S.S. servirait à coup sûr aux forces contre-révolutionnaires »². On peut dans ces conditions estimer qu'il y a eu pendant les années 1930 à 1932 une sorte de trêve de la part des nombreux adversaires de la politique stalinienne à l'intérieur même de l'appareil, et que Staline y a été accepté comme un moindre mal. On ne peut non plus négliger le fait que l'U.R.S.S. a été en quelque sorte protégée des menaces extérieures précises qui avaient pesé sur elle pendant des années par le fait que le monde capitaliste était depuis 1929 aux prises avec les conséquences de la crise économique sans précédent qui marque le tournant de l'entre-deux-guerres.

Les intrigues de palais.

À défaut d'opposition ouverte, impossible depuis la défaite de l'opposition de gauche, il semble que se soient dessinées dans les sommets de l'appareil des tentatives de regroupement des adversaires de Staline, à l'instigation de responsables qui lui devaient leur carrière mais considéraient que le cours de sa politique menait désormais l'U.R.S.S. à la catastrophe.

Deux au moins de ces tentatives sont connues : l'affaire Syrtsov-Lominadzé en 1931, l'affaire Rioutine en 1932.

La première reste aujourd'hui encore mystérieuse. Elle associait deux personnages de la jeune génération de l'appareil. Syrtsov, qui passait pour avoir été proche des idées de Boukharine, était devenu suppléant du comité central en 1924, membre titulaire en 1927. Sa promotion en mai 1929 au poste de président de la R.S.F.S.R., suivie de son élection comme suppléant au bureau politique au XVI^e congrès, indiquaient au moins qu'il avait donné des gages à Staline lors de la lutte contre les droitiers. Il était d'ailleurs président du conseil de la R.S.F.S.R. Le Géorgien Lominadzé, un homme à poigne du Komsomol au début de sa carrière, passait pour un partisan inconditionnel de Staline, qui l'avait notamment employé en Chine en 1927. Il était secrétaire régional du parti en Transcaucasie et, avec Sten, de la commission centrale de contrôle, et Chatskine, secrétaire du Komsomol, avait passé, en 1928-29 pour un critique « de gauche » de Staline, à qui il aurait reproché ses atermoiements et ses lenteurs dans la liquidation de la droite³.

Syrtsov et Lominadzé seront exclus du comité central pour avoir constitué « un bloc anti-parti de la droite et de la gauche ». Quoique Knorine, l'historien officiel de 1935, ait consacré deux pages à leur « affaire », on dispose de peu de détails sur leurs positions et leur action⁴. Il semble qu'ils aient fait circuler dans les milieux dirigeants, peut-être en vue d'une « révolution de palais », un réquisitoire sévère pour la politique stalinienne s'inspirant des critiques émises auparavant par les oppositions de droite et de gauche. Si l'on en croit Ciliga, Syrtsov y affirmait : « Le pays est entré dans une zone économique dangereuse [...] L'initiative des ouvriers a été jugulée. » Lominadzé, de son côté, accusait : « L'administration du parti traite les intérêts des ouvriers et des paysans à la manière des barines »⁵. On ignore tout des conditions dans lesquelles ce groupe, hétérogène au départ, s'était développé : on peut supposer, d'après les accusations lancées au IX^e congrès contre Chatskine et surtout contre Nicolas Tchaptine qui avait dirigé la lutte des « jeunes staliniens » contre l'opposition unifiée, qu'ils avaient recruté des partisans dans les rangs des komsomols. Leurs noms, accolés à ceux de Syrtsov, Lominadzé et Sten sont rituellement suivis de l'épithète d'« agents du bloc des oppositions »⁶. On ignore également s'ils ont été arrêtés. Knorine indique que les membres du groupe ont été exclus du parti, Syrtsov, Lominadzé et Sten des organismes dirigeants : les deux premiers au moins étaient réintégrés en 1935.

¹ Bulletin de l'opposition n° 31 et 36-37.

² CILIGA, Au pays du grand mensonge, p. 189.

³ KNORIN, Kurze Geschichte der K. P. S. U. (b), pp. 432-433.

⁴ Ibidem, pp. 459-460.

⁵ CILIGA, op. cit., p. 228.

⁶ FISHER, Pattern for soviet youth, p. 338.

On a plus de précisions sur l'affaire Rioutine. Celui-ci, apparatchik de Moscou, avait été le bras droit d'Ouglanov dans la lutte contre l'opposition unifiée dans la capitale. Accusé en 1928 de tendances conciliatrices, il avait été l'un des premiers droitiers frappés, le premier aussi à faire son autocritique, avant même la chute d'Ouglanov, ce qui lui avait valu de conserver des fonctions dans l'appareil à Moscou. Convaincu que la direction stalinienne menait le pays au désastre, il rédige, au cours de l'année 1932, un texte d'environ 200 pages dont nous ne connaissons le contenu que par des témoignages, directs ou indirects. Il y affirme : « Les droites ont eu raison dans le domaine économique et Trotsky dans la critique du régime du parti »⁷. Il propose une retraite économique par la réduction des investissements dans l'industrie, la libération des paysans par l'autorisation de quitter les kolkhozes. Attaquant vivement Boukharine pour sa capitulation, il envisage, comme première mesure en vue de la restauration de la démocratie dans le parti, la réintégration immédiate de tous les exclus, Trotsky compris. Dans une cinquantaine de pages extrêmement vigoureuses enfin, il analyse la personnalité de Staline, son rôle passé et présent. Il le décrit comme « le mauvais génie de la Révolution russe, [...] mû par sa soif de vengeance et son appétit de pouvoir ». Affirmant qu'il avait conduit le pays « au bord de l'abîme », il ajoute, comparant Staline à l'agent provocateur Azev qui, au début du siècle, avait dirigé pour le compte de la police l'organisation terroriste s. r. : « On pourrait se demander si ce n'est pas le fruit d'une immense provocation consciente »⁸. Ces vues servaient à justifier l'opinion suivant laquelle « il ne pourrait y avoir de redressement ni dans le parti, ni dans le pays » sans le renversement préalable de Staline.

Ce programme de rapprochement entre la droite et la gauche, voisin de celui de Syrtsov et Lominadzé, et qui semblait reprendre l'alliance un instant envisagée en 1928 entre Boukharine et Trotsky, reposait peut-être sur de réelles possibilités, puisque au même moment, dans les camps, les prisons et les lieux de déportation, la majorité des partisans de l'opposition de gauche pensaient, avec Racovski et Solntsev, qu'il fallait s'orienter vers un programme économique de retour à la Nep assorti de la restauration de la démocratie interne⁹. Les liaisons personnelles de Rioutine étaient de nature à faciliter l'opération. Le noyau primitif qu'il constituait avec Galkine, également un ancien droitier, s'était élargi sur la gauche avec le vieil ouvrier bolchevique de Léninegrad Kaiourov et d'anciens « trotskystes » ; sur sa droite avec les intellectuels du groupe des professeurs rouges, Slepkov, Maretski, Astrov, Eichenwald. Reproduite clandestinement, la « plate-forme Rioutine » passera entre les mains d'anciens opposants officiellement repentis, dont Zinoviev, Kamenev, Sten, Ouglanov, et semble même avoir été diffusée clandestinement parmi les ouvriers des usines de Moscou.

On sait peu de chose sur le déroulement, les objectifs immédiats, la découverte même du « complot », pas plus que sur ses liens - possibles - avec le groupe Syrtsov-Lominadzé. Rioutine, arrêté, aurait été condamné à mort par le collège secret de la Guépéou, qui l'aurait accusé d'avoir préparé l'assassinat de Staline. Mais la majorité du bureau politique aurait contraint Staline à renoncer à l'exécution : la trace de Rioutine, dès lors, se perd dans les prisons, après son passage à Verkhneouralsk où Ciliga l'a aperçu.

L'affaire a, comme première conséquence, l'exclusion, pour la deuxième fois, de Zinoviev et Kamenev, coupables d'avoir lu le texte et de n'avoir pas dénoncé les conspirateurs. Elle sera aussi suivie d'une vague d'arrestations de responsables liés à Rioutine et d'autres qui semblent n'avoir eu avec lui aucun rapport. C'est vers la fin de 1932 et le début de 1933 que sont arrêtés de nouveau et condamnés, sans explication publique, les anciens membres de l'opposition Smilga, Ter-Vaganian, Mratchkovski, Ivan Smirnov. Ce dernier, devenu, après sa réintégration, directeur de l'usine d'automobiles de Gorki, est arrêté le 1^{er} janvier 1933, condamné à dix ans de prison, enfermé à l'« isolateur » de Souzdal. Smilga, condamné à cinq ans, est envoyé à Verkhneouralsk avec Mratchkovski à qui, quelques semaines auparavant, Staline s'était plaint de n'être entouré que d'imbéciles. C'est à la même époque, le 5 novembre 1932, que meurt la jeune femme de Staline, Nadieja Aliloueva : selon les rumeurs - invérifiables - qui circulèrent à l'époque dans les milieux dirigeants, elle se serait suicidée à la suite d'une violente querelle avec son mari, qu'elle rendait responsable de la situation catastrophique du pays.

Etudiante, Nadieja Aliloueva avait pu prendre conscience de l'état d'esprit nouveau d'une partie de la jeunesse. Dès la fin de 1932-33, de brèves informations officielles confirment les indications de la presse de l'opposition : désespérés de l'apathie ouvrière, élevés dans l'atmosphère de peur et de haine qu'inspire Staline, des jeunes gens, souvent membres des Jeunesses communistes, songent au terrorisme individuel, cherchent à étudier le mouvement révolutionnaire du XIX^e siècle, exaltent ses héros, rêvent d'être eux-mêmes ceux qui débarrasseront le parti et le pays du tyran. Jdanov fera épurer les bibliothèques, interdire les livres qui glorifient l'action terroriste. En mai 1933, Zinoviev et Kamenev sont rappelés de Sibérie, se confessent une fois de plus. Trotsky écrit que Staline « collecte les âmes mortes » faute d'avoir celle des vivants. Dans le Bulletin de l'opposition, il met en garde contre le terrorisme : « Dans le parti et à l'extérieur, le mot d'ordre « A bas Staline » se fait de plus en plus entendre. [...] Nous pensons qu'il est erroné. [...] Nous nous intéressons non à l'expulsion d'un individu, mais au changement du système »¹⁰. L'arrivée des nazis au pouvoir en Allemagne pose le problème en termes encore plus urgents.

La crise allemande.

Le monde capitaliste semble avoir ses propres problèmes. La grande crise née du krach de Wall Street va confirmer l'analyse de Trotsky dans sa critique adressée au VI^e congrès : la stabilisation fait place à une nouvelle période de convulsions sociales, en particulier dans le pays-clé de l'Europe, l'Allemagne, et le parti communiste allemand se révèle impuissant face à la montée du nazisme : Hitler arrive au pouvoir sans que la classe ouvrière lui ait livré combat. Le monde capitaliste s'achemine vers la deuxième guerre mondiale.

L'histoire du parti communiste allemand depuis 1923 est celle de la longue lutte menée par les émissaires de l'Internationale pour une « bolchevisation » qui en fait un instrument docile aux mains des dirigeants russes et le rend

⁷ CILIGA, *op. cit.*, p. 228.

⁸ SERGE, *M.R.*, p. 252.

⁹ CILIGA, *op. cit.*, pp. 215-216.

¹⁰ TROTSKY, *Bulletin de l'opposition* n° 33 (mars 1933).

définitivement incapable de jouer le rôle de direction révolutionnaire auquel il avait prétendu. Sans souci des traditions nationales, de l'attachement du noyau communiste à la démocratie interne - la ligue Spartacus était née en opposition au parti centralisé et bureaucratisé de Ebert -, sans souci de la conjoncture politique, l'exécutif de l'Internationale s'attache à créer sa propre fraction qui prendra le parti en mains, éliminera de la direction tous les éléments qui risqueraient de sympathiser avec une opposition russe, de droite ou de gauche, le réorganisera de façon à rendre l'appareil indépendant de toute pression des masses et à le mettre à l'abri de tout développement d'une opposition interne qui pourrait le combattre sur le terrain même de la lutte des classes. Projetant mécaniquement sur l'Allemagne les préoccupations du groupe dirigeant russe, la fraction stalinienne est ainsi amenée à détruire ce qui avait fait la force du parti communiste allemand, la vieille garde spartakiste, ces hommes dont Lénine disait : « Je ne les vois guère avaler du feu à la foire aux paroles révolutionnaires. Je ne sais s'ils feront une troupe de choc, mais il y a une chose dont je suis sûr : ce sont des gens comme eux qui forment les colonnes aux rangs solides du prolétariat révolutionnaire »¹¹.

L'affaire Thaelmann- Witorf sera le prétexte de l'élimination de ceux qui sont baptisés « droitiers » parce qu'ils prônent, dans une période de stabilisation, le front unique avec les social-démocrates. A l'assemblée plénière de décembre 1928, Staline dénonce leur activité fractionnelle :

Walcher, Frölich, Boettcher, Hausen sont exclus, de même que Brandler et Thalheimer. L'assemblée affirme dans une *Lettre ouverte* : « Chaque pas vers la stabilisation de l'impérialisme international est en même temps un pas vers la décomposition de cette stabilisation »¹². Le parti, où les assemblées générales - vieille tradition démocratique - ont été interdites, est réorganisé de fond en comble, tous les « fonctionnaires » devant être désormais « des camarades qui se placent sur la ligne du parti » : toute réunion où des « liquidateurs » se sont exprimés est tenue pour nulle. Le parti est définitivement domestiqué : Thaelmann, sauvé par Moscou, sera son homme de main, jusqu'à la fin, avec Walter Ulbricht.

La X^e assemblée plénière de l'Internationale, en juillet 1929, achève de préciser la ligne, esquissée au VI^e congrès, avec l'élaboration de la théorie du social-fascisme, qui fait de la social-démocratie l'ennemi numéro un des communistes. Manouïlski, devenu président de l'Internationale, affirme dans son rapport : « De plus en plus, la social-démocratie prendra à la bourgeoisie l'initiative de la répression contre la classe ouvrière. [...] Elle se fascisera. Ce processus de transformation de la social-démocratie en social-fascisme a déjà commencé »¹³. Béla Kun se fait fort de prouver « la nécessité de la transformation de la social-démocratie en fascisme »¹⁴. Molotov souligne la nécessité de lutter surtout contre l'aile gauche de la social-démocratie, « la plus ignoble et la plus subtile pour tromper les ouvriers »¹⁵. Ainsi se précise, sous le drapeau du « front unique à la base », le retour à une politique d'isolement systématique. « L'application de la tactique du front unique, dit Ulbricht, consiste avant tout à créer des organes indépendants de lutte [...], à unir les grandes masses. ouvrières sous la conduite communiste »¹⁶. Manouïlski trace sans sourciller un schéma qui fait de la victoire du fascisme une étape nécessaire : « Dans de nombreux pays capitalistes hautement développés, le fascisme sera le dernier stade du capitalisme avant la révolution sociale »¹⁷.

La crise éclate en 1930. De nombreuses entreprises font faillite. Le chômage s'étend. On comptera, en 1932, 5 400 000 chômeurs officiels, cinq millions de chômeurs partiels, deux millions de chômeurs non inscrits; la totalité des jeunes sont en chômage non officiel. Les classes moyennes ne sont pas moins touchées que le prolétariat : des vieillards en chapeau melon mendient aux portes des métros. Pour des dizaines de millions d'Allemands, l'ensemble des travailleurs, la crise pose dans les termes les plus aigus le problème de la structure économique et sociale. La société capitaliste est en faillite, l'individualisme petit-bourgeois périmé, Simone Weil peut écrire : « Le jeune Allemand, ouvrier ou petit bourgeois, n'a pas un coin de sa vie privée qui soit hors d'atteinte de la crise. Pour lui, les perspectives bonnes ou mauvaises, concernant les aspects mêmes les plus intimes de son existence propre, se formulent immédiatement comme des perspectives concernant la structure même de la société. Il ne peut rêver d'un effort à faire pour reprendre son propre sort en mains qui n'ait la forme d'une action politique »¹⁸. Ainsi se crée entre 1930 et 1933, une situation profondément révolutionnaire. La bourgeoisie se divise : à partir de 1930, de larges secteurs de l'industrie lourde et certains milieux de l'armée accordent leur soutien au mouvement national-socialiste que dirige Adolf Hitler.

En 1929 celui-ci a mené, parallèlement à l'action du parti communiste et contre la coalition des partis bourgeois et des social-démocrates, une campagne contre le plan Young d'entente avec l'Occident; contre le traité de Versailles, il fait appel aux sentiments chauvins et revanchards. A partir de 1930 disposant de fonds et de moyens matériels énormes, bénéficiant de complicités actives dans l'armée et la police, les nazis exploitent le désespoir des classes moyennes paupérisées, la frustration des jeunes sans espoir, l'anti-capitalisme, qu'ils s'efforcent de transformer en antisémitisme ; ils multiplient les efforts pour briser les organisations ouvrières, attaquant locaux, permanences et vendeurs de journaux faisant alterner la violence physique contre les militants et l'utilisation des rancœurs ouvrières contre les appareils bureaucratisés par la dénonciation des « bonzes ».

Derrière leur démagogie nationaliste et leur phraséologie pseudo-socialiste, ils servent leurs bailleurs de fonds, les magnats de la Ruhr, qui ont choisi de survivre en brisant toute organisation ouvrière et en orientant résolument l'économie vers la production d'armements, grâce aux commandes de l'Etat, puis vers la guerre et la conquête de nouveaux marchés. Ultime recours face à la révolution, quand la démocratie parlementaire se révèle incapable de garantir l'ordre social, le nazisme, forme allemande du fascisme, ne cesse d'étendre son influence jusqu'en 1932 : les nationaux-socialistes avaient eu 809 000 voix et

¹¹ Cité par Clara ZETKIN, *Souvenirs sur Lénine*, p. 48.

¹² *Corr. int.* n° 155, 20 déc. 28.

¹³ *Corr. int.* n° 74, 21 août 29, p. 996.

¹⁴ *Ibidem*, n° 87, 22 août 29, p. 1011.

¹⁵ *Ibidem*, n° 87, 15 sept. 29, p. 1193.

¹⁶ *Ibidem*, n° 85, 13 sept. 29, p. 1161.

¹⁷ *Ibidem*, n° 92, 24 sept. 29, p. 1267.

¹⁸ Simone WEIL, « *Impressions d'Allemagne* », *La révolution prolétarienne* n° 138, 25 oct.. 32, pp. 314-315.

13 députés en 1928 ils ont 6 401 000 voix et 105 députés en 1930, 13 417 000 voix aux élections présidentielles d'avril 1932, 12 732 000 voix et 230 députés en juillet de la même année.

Le succès des nazis se nourrit de l'impuissance des organisations ouvrières. Le parti social-démocrate conserve, dans la compétition électorale, l'essentiel de ses voix. Grâce à l'appareil des « syndicats libres », il a construit sa puissance, pendant la période de stabilisation, sur la prospérité et la collaboration de classe : pendant la crise, il s'appuie essentiellement sur les ouvriers non chômeurs rendus prudents par la crainte du licenciement et s'efforce, par une politique de conservatisme social, de soutenir toutes les solutions bourgeoises autres que le fascisme, qui remettrait en cause la position privilégiée de ses bureaucrates, et de s'opposer à un front unique qui ouvrirait à la classe ouvrière des perspectives révolutionnaires qu'il juge non moins inquiétantes. C'est ainsi qu'il rendra sans combat, de crainte de la guerre civile ou de l'interdiction légale, le dernier bastion de son pouvoir politique, le gouvernement prussien, de Braun et Severing, déposé, le 20 juillet 1932, par le gouvernement Von Papen. A partir de cette date, d'ailleurs un mécontentement, réduit jusque-là à une avant-garde, se fait jour dans ses rangs, surtout parmi les adhérents qui veulent lutter contre le nazisme comprennent que cette lutte met en question le régime lui-même.

Le parti communiste allemand dans la crise.

La crise allemande est en fait, pour le parti communiste l'épreuve du feu, le test décisif, l'équivalent de ce qui fut, pour les bolcheviks russes celle de 1917. Le pays le plus avancé d'Europe connaît la crise économique et sociale la plus profonde qu'ait connue aucun pays capitaliste. Toutes les illusions sur la république démocratique et parlementaire s'évanouissent. Les classes moyennes exaspérées cherchent une issue : le grand capitalisme leur en offre une, celle de la fascisation de l'Etat aux mains des nazis de la guerre et de la conquête impérialiste, passant par l'écrasement du mouvement ouvrier organisé et la suppression de toutes les libertés démocratiques. Les communistes allemands, ont, selon la conception marxiste, à leur offrir celle de la révolution socialiste. Loin d'être coincés entre les masses organisées derrière les appareils social-démocrates des partis et des syndicats et les détachements contre-révolutionnaires nazis qui tirent leur force de la passivité des masses, ils ont la possibilité de s'imposer comme les dirigeants de la classe ouvrière - la moitié du pays aussi bien en dénonçant les contradictions de la propagande hitlérienne et en montrant le caractère contre-révolutionnaire et anti-ouvrier de son action, qu'en entraînant avec eux sur des objectifs limités de défense les organisations social-démocrates dont les dirigeants ne pourraient que perdre la face s'ils s'opposaient à des actions de ce type.

A la conférence de Berlin, le 2 août 1922, Karl Radek, représentant du parti russe, s'était adressé à la délégation social-démocrate pour lui proposer le « front unique » : « Nous nous asseyons avec vous à la même table, nous voulons lutter en commun et c'est cette lutte qui décidera si elle sera une manœuvre en faveur de l'Internationale communiste, comme vous le prétendez, ou un torrent qui rassemblera la classe ouvrière, [...] Si vous luttez avec nous et avec le prolétariat de tous les pays - non pas pour la dictature, nous n'en demandons pas tant - mais pour le morceau de pain, pour la lutte contre la décadence du monde, alors le prolétariat se rapprochera dans la lutte, et c'est alors que nous vous jugerons, non pas sur la base de ce terrible passé, mais sur la base d'actions toutes nouvelles. [...] Nous essayerons de lutter en commun, non pas par amour pour vous, mais à cause de l'impitoyable urgence de l'heure qui nous pousse et qui vous force à négocier dans cette salle avec des communistes en chair et en os qui vous ont traités de criminels »¹⁹.

Il n'y aura pas en Allemagne une telle recherche d'accord, de direction à direction, pour une lutte en commun sur des points limités : le parti communiste allemand ne tiendra jamais ce langage et ne parviendra jamais à jouer le rôle qu'on pouvait attendre de lui. Son régime intérieur, l'épuration des vieux cadres enracinés dans les entreprises, les zigzags de sa politique depuis 1923 en écartent les éléments les plus stables et les plus solides de la classe ouvrière. Une absurde politique syndicale a abouti à l'existence de « syndicats rouges » fantomatiques à côté de syndicats « libres » regroupant la majorité des ouvriers, mais où l'influence communiste est presque nulle. Aussi le parti communiste se trouvera-t-il placé, au début de la crise, dans les pires conditions, du fait de la politique menée antérieurement sous la direction de l'Internationale. La masse de ses adhérents sont de tout jeunes qui ne font qu'y passer : en 1932, plus de 50% en sont membres depuis moins d'un an, plus de 80 % depuis moins de deux ans. Il compte entre 80 et 90 % de chômeurs. Ainsi que le souligne Simone Weil, « le prolétariat allemand n'a comme avant-garde, pour faire la révolution, que des chômeurs privés de toute fonction productive, rejetés hors du système économique, condamnés à vivre en parasites et qui sont, de plus, entièrement dépourvus aussi bien d'expérience que de culture politique. Un tel parti peut propager des sentiments de révolte, non se proposer la révolution »²⁰. Cette faiblesse intérieure, le manque de liaison avec les ouvriers des entreprises, constituent un énorme handicap pour le parti communiste allemand dans sa lutte pour prendre la direction de la classe ouvrière. La politique dictée par l'Internationale et appliquée par le groupe Thaelmann fera le reste.

Toute la politique du parti communiste allemand consistera en une polémique verbale extrêmement vigoureuse, tout entière dirigée contre les dirigeants social-démocrates, empêchant ainsi toute réalisation de front unique entre communistes et non-communistes, tandis qu'à l'égard des nazis il pratique souvent un front unique de fait et une surenchère sur le terrain même de leur adversaire. En avril 1931, en Prusse, le parti communiste se joint aux nazis dans un référendum organisé à leur demande contre le gouvernement social-démocrate local. En juillet 1931, à la XI^e assemblée plénière, Manouïlski affirme : « Les social-démocrates, afin d'abuser les masses, proclament que le principal ennemi de la classe ouvrière est le fascisme »²¹. Critiquant, en novembre 1931 les « tendances libérales voulant opposer la démocratie bourgeoise au fascisme, le parti hitlérien au social-fascisme », Thaelmann justifie l'alliance avec les nazis en niant qu'un gouvernement socialiste soit un moindre mal qu'un gouvernement Hitler. Il invite les communistes à mettre en avant le mot d'ordre de « révolution populaire », celui même

¹⁹ *Lutte de classes*, n° 42, sept. 32.

²⁰ Simone WEIL, *op. cit.*, p. 317.

²¹ *The C.P. and the crisis of the capitalism*, p. 112.

qu'emploient les nazis, sous prétexte qu'il est « synonyme du mot d'ordre prolétarien de révolution socialiste »²². Le parti mène grand tapage autour du mot d'ordre de « libération nationale », fait d'un officier passé du nazisme au communisme, le lieutenant Scheringer, une sorte de héros national, et lui donne sa caution pour la constitution d'un groupe qui appelle les nationalistes allemands à soutenir les communistes, puisque l'alliance russe est seule à pouvoir assurer l'indépendance nationale allemande. Les communistes se taisent quand la dissolution du gouvernement prussien remue les ouvriers social-démocrates, puis, avec vingt-quatre heures de retard, lancent sans préparation un mot d'ordre de grève générale qui reste sans écho.

Aux élections du 30 juillet 1932, ils obtiennent 5 277 000 voix et 100 élus, soit moins de la moitié des élus nazis : le *Bolchevik* titre pourtant que le parti communiste allemand est sur le point d'obtenir la majorité au Reichstag. Les groupes de combattants du Front rouge organisés en 1930-1931 pour tenir la rue contre les nazis sont dissous sans résistance, tandis que la XII^e assemblée plénière de l'Internationale communiste affirme : « Les sections de l'Internationale communiste doivent diriger leurs coups contre la social-démocratie parce que son isolement du prolétariat est la condition préalable de la conquête de la majorité du prolétariat, de la victoire sur le fascisme, du renversement de la bourgeoisie »²³. Quand, en novembre 1932, les syndicats rouges réussissent à déclencher, malgré les syndicats libres, une grève des transports à Berlin contre la diminution de 20 % des salaires, les troupes nazies disputent la rue aux policiers, soutiennent les actions des grévistes et imposent finalement la reprise du travail, malgré les communistes, s'étant ainsi montrés capables de leur enlever, en cours de l'action, la direction d'un mouvement spontané de débordement des dirigeants syndicaux. Quelques jours plus tard, le dirigeant communiste Remmele déclare : « Le parti communiste approche chaque jour davantage du but qu'il s'est donné, conquérir la majorité de la classe ouvrière »²⁴.

Au début de 1932, contre un nouveau parti formé de social-démocrates de gauche et d'anciens opposants communistes, le S.A.P., dont Walcher et Frölich vont prendre la direction, le parti communiste appelle à la lutte contre « la variante gauche du social-fascisme, qui représente l'ennemi le plus dangereux de la classe ouvrière ». Il dénonce comme des manœuvres la participation de social-démocrates à des grèves, « leur prétendue lutte pour la paix ou contre le fascisme »²⁵. Quand, à la veille de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, les nazis préparent un défilé armé devant la maison Karl-Liebknecht, siège du parti communiste allemand, les dirigeants lancent le mot d'ordre de pétitions pour l'interdiction de la manifestation par les autorités.

Hitler au pouvoir, Karl Radek, porte-parole de l'Internationale, écrira : « On ne peut pas détruire un parti qui a reçu des millions de voix, parti lié à toute l'histoire de la lutte de la classe ouvrière allemande. On ne peut pas le détruire, ni par les décisions administratives en le proclamant illégal, ni par la terreur sanglante, car il faudra diriger la terreur contre la classe ouvrière »²⁶. Lorsque la répression frappe, quand les nazis emprisonnent, torturent, massacrent les militants, détruisent le mouvement ouvrier, le présidium de l'exécutif de l'Internationale vote à l'unanimité le 1^{er} avril une résolution qui déclare que « la politique menée par la direction du parti communiste allemand, avec le camarade Thaelmann à sa tête, avant et pendant la prise du pouvoir par le fascisme, était absolument correcte »²⁷. L'historien anglais R. T. Clark conclut son étude sur la fin de la République de Weimar par cette appréciation : « Il est impossible de lire la littérature communiste de cette époque sans un frisson devant le gouffre où le refus de se servir de leur intelligence de façon indépendante peut entraîner des hommes intelligents »²⁸.

Les conséquences de la crise.

Simone Weil conclut son analyse de la politique du parti communiste allemand par une explication plus satisfaisante : « Cette impuissance du parti qui dit constituer l'avant-garde du prolétariat allemand pourrait faire conclure, légitimement en apparence, à l'impuissance du prolétariat allemand lui-même. Mais le parti communiste allemand n'est pas l'organisation des ouvriers allemands résolus à préparer la transformation du régime, bien que ceux-ci en soient ou en aient été membres pour la plupart; il constitue une organisation de propagande aux mains de la bureaucratie d'Etat russe et ses faiblesses sont par là facilement explicables. On comprend sans peine que le parti communiste allemand, armé, par les soins de la bureaucratie russe, de la théorie du « socialisme dans un seul pays », soit en mauvaise posture pour lutter contre le parti hitlérien qui s'intitule « parti de la révolution allemande ». Il est clair, d'une manière plus générale, que les intérêts de la bureaucratie d'Etat russe ne coïncident pas avec les intérêts des ouvriers allemands. Ce qui est d'intérêt vital pour ceux-ci, c'est d'arrêter la réaction fasciste ou militaire : pour l'Etat russe, c'est simplement d'empêcher que l'Allemagne, quel que soit son régime intérieur, ne se tourne contre la Russie en formant bloc avec la France. De même, une révolution ouvrirait des perspectives d'avenir aux ouvriers allemands : mais elle ne pourrait que troubler la construction de la grande industrie en Russie; et, de plus, un mouvement révolutionnaire sérieux apporterait nécessairement un secours considérable à l'opposition russe dans sa lutte contre la dictature bureaucratique. Il est donc naturel que la bureaucratie russe, même en cet instant tragique, subordonne tout au souci de conserver sa mainmise sur le mouvement révolutionnaire allemand »²⁹.

La défaite, pour des décennies, du prolétariat allemand ouvre dans l'histoire du parti communiste et de l'U.R.S.S. une période entièrement nouvelle. Le répit que la crise a valu à l'U.R.S.S. est désormais terminé. L'impérialisme allemand prépare la deuxième guerre mondiale. La bureaucratie change, en politique extérieure, son fusil d'épaule : tous ses efforts vont désormais viser à empêcher la coalition générale contre elle des puissances capitalistes. Lié d'abord avec la France, dans l'espoir d'une alliance défensive avec l'Occident contre l'Allemagne pour le statu quo européen - leitmotiv qui désormais

²² THAELMANN, « Sur certaines fautes du P.C. allemand », Cahiers du bolchevisme n° 1, 1932, pp. 25-32.

²³ Guide to the XIIIth Plenum E.C.C.I., sept. 32, p. 77.

²⁴ Rote Fahne, 14 nov. 32.

²⁵ Corr. int. n° 7, 27 janv. 32, p. 77.

²⁶ Cahiers du bolchevisme n° 10, 15 mai 1933, pp. 693-694.

²⁷ Cité par BELOFF, *The foreign policy of soviet Russia*, t. I, p. 68.

²⁸ R. T. CLARK, *The fall of german Republic*, p. 475.

²⁹ Simone WEIL, *op. cit.*, p. 319.

remplace celui de la lutte contre le diktat de Versailles -, le gouvernement de Staline finira par signer avec l'Allemagne de Hitler le pacte qui permet à cette dernière de commencer sur un seul front la seconde guerre mondiale. La « défense de l'U.R.S.S. » passe par la recherche d'alliés dans les pays capitalistes : les partis communistes de chaque pays subordonnent toute leur action à cet impératif, abandonnent toute politique de classe, basée sur l'analyse des rapports sociaux, pour servir exclusivement de force d'appoint à la diplomatie russe. Ils cessent donc ipso facto de se situer sur le terrain de la lutte des classes, justifiant les prédictions de Trotsky sur les implications de la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Dimitrov expliquera, en 1937 : « La ligne historique de démarcation entre les forces du fascisme, de la guerre et du capitalisme d'un côté et les forces de paix, de démocratie et de socialisme de l'autre est en fait en train de devenir l'attitude envers l'Union soviétique, et non l'attitude formelle envers le pouvoir soviétique en général mais l'attitude envers l'Union soviétique, qui a poursuivi son existence réelle depuis bientôt trente ans, luttant inlassablement »³⁰. Les partis communistes, ont désormais comme raison d'être, non plus la lutte pour le communisme, mais, comme l'écrit Max Beloff, « le soutien des efforts de la diplomatie soviétique et de l'armée rouge »³¹.

La lutte de classes ne cesse pas pour autant : les événements de France et d'Espagne le démontreront bientôt. Une logique implacable va donc conduire les partis communistes à lutter avant tout pour le contrôle des mouvements ouvriers au bénéfice de la bureaucratie russe et à combattre impitoyablement tout mouvement autonome et particulièrement tout mouvement révolutionnaire.

Dans cette voie, l'adversaire numéro un, à partir de 1934, est l'organisation révolutionnaire internationale à la construction de laquelle s'attache Léon Trotsky. De 1931 à 1933, ce dernier a concentré toute son attention de polémiste et de théoricien sur la situation allemande. Jamais, sans doute, production n'a été plus brillante, ni plus riche : la défense de la politique du front unique dans *Et maintenant*, les analyses du nazisme, la critique de la théorie du social-fascisme répétée dans une masse d'articles et de brochures, suffiraient à elles seules à placer leur auteur parmi les plus grands politiques de l'époque contemporaine. Ici encore pourtant, rien ne sert à Trotsky d'avoir raison, puisque la défaite allemande recule pour des décennies la victoire révolutionnaire qui seule peut lui donner historiquement raison. Avec la victoire d'Hitler, en qui il voit le fer de lance de l'impérialisme contre la classe ouvrière et, contre l'U.R.S.S., le « super-Wrangel », il écrit dans *La tragédie du prolétariat allemand*, au mois de mars 1938 : « La classe ouvrière allemande se relèvera, le stalinisme jamais »³². Le stalinisme, à ses yeux, a fait faillite en Allemagne, face à Hitler, comme la social-démocratie le 4 août 1914. Il s'agit donc de reconstruire une nouvelle organisation internationale et dans tous les pays, y compris l'U.R.S.S., de nouveaux partis.

Une conférence de l'opposition de gauche internationale, réunie à Paris en août 1933, décide de se transformer en un mouvement pour la IV^e Internationale, la Ligue communiste internationale (bolchevique-léniniste). Quelques semaines après, quatre organisations, le parti ouvrier socialiste allemand de Walcher et Frölich, le parti socialiste indépendant et le parti socialiste révolutionnaire hollandais, qu'anime le vétéran communiste et syndicaliste Sneevliet, ainsi que la Ligue communiste publient une déclaration commune « sur la nécessité d'une nouvelle Internationale et ses principes ». Les thèses de Trotsky sur la construction de nouveaux partis et d'une nouvelle Internationale paraissent dans le Bulletin de l'opposition en octobre 1933 sous la signature de G. Gourov. L'opposition de gauche cesse d'agir en tant qu'opposition pour se poser comme une organisation totalement indépendante : fidèle à sa conception de la défense de l'U.R.S.S. et des conquêtes de la révolution par « des organisations authentiquement révolutionnaires, indépendantes de la bureaucratie et jouissant du soutien des masses », elle va chercher à gagner « les éléments communistes authentiques qui ne sont pas encore résolus à rompre avec le stalinisme »³³ et surtout les nouvelles générations ouvrières.

Ce tournant va constituer pour la bureaucratie un danger mortel : la défense de l'U.R.S.S. passe à ses yeux par un système diplomatique d'alliances avec des pays capitalistes contre d'autres, pour l'obtention desquelles les partis communistes constituent à la fois un moyen de pression et une monnaie d'échange. Une nouvelle organisation révolutionnaire, lui disputant son monopole sur l'avant-garde ouvrière, affaiblit sa position, de même que l'agitation révolutionnaire, en effrayant la bourgeoisie, risque d'aboutir à l'isolement de l'U.R.S.S. Plus que jamais, la lutte contre le « trotskysme » devient un impératif de la politique stalinienne : elle va s'identifier avec celle que vont mener les partis communistes contre tout mouvement ouvrier indépendant et tout mouvement révolutionnaire. Aussi la capitulation, coup sur coup, de Christian Racovski et de Léon Sosnovski est-elle pour Staline un gage précieux dans la lutte qui commence. L'un comme l'autre invoquent le danger de guerre, mais Racovski, évadé, aurait été grièvement blessé et n'aurait capitulé, une fois repris, qu'après un séjour en « hôpital » au Kremlin³⁴. La plupart des observateurs s'accordent pourtant pour penser que, face aux dangers immédiats, le bureau politique s'efforce de promouvoir un apaisement afin de réaliser l'« union sacrée » face à la menace allemande. Les concessions aux paysans, la réintégration à des postes responsables de nombre d'anciens opposants sont deux aspects d'une même politique, destinée à mieux isoler les partisans de Trotsky, dénoncés désormais comme les seuls diviseurs, définitivement passés au service de l'impérialisme.

Le XVII^e congrès.

C'est bien une ligne d'apaisement que suggère l'atmosphère du XVII^e congrès, qui précède d'ailleurs de peu le ralliement de Racovski. Pour la première fois depuis des années, les anciens dirigeants d'oppositions, Zinoviev et Kamenev, Boukharine, Rykov et Tolski, Piatakov, Préobrajenski et Radek, Lominadzé, prennent la parole sans être livrés à la dérision et aux insultes des congressistes. Malgré les références à Staline, leur autocritique conserve une dignité d'allure presque nouvelle. Dans son rapport, Staline célèbre sa victoire en des termes parfaitement acceptables pour tous ceux qui ont abandonné Trotsky et dont

³⁰ DIMITROV, *The united front*, pp. 270-280.

³¹ BELOFF, *op. cit.*, t. II, p. 21.

³² TROTSKY, *Ecrits*, t. III, pp. 375-387.

³³ Traduction par John G. WRIGHT, *Fourth International*, juillet 1943, pp. 215-218.

³⁴ TROTSKY, *The case*, p. 120.

l'unique désir est qu'il leur soit permis de travailler de nouveau : « Le présent congrès a lieu sous le drapeau de la victoire complète du léninisme, sous le drapeau de la liquidation des restes des groupes anti-léninistes. Le groupe trotskyste anti-léniniste a été défait et dispersé. C'est maintenant à l'étranger, dans les arrières-cours des partis bourgeois, qu'il faut aller chercher ses organisateurs. Le groupe anti-léniniste des déviacionnistes de droite a été défait et dispersé. Ses organisateurs ont depuis longtemps abandonné leurs opinions et essaient maintenant de différentes manières d'expier les fautes qu'ils ont commises contre le parti. [...] On doit reconnaître que le parti est uni comme il ne l'a jamais été »³⁵. Pour la première fois depuis le début de l'ère stalinienne, tous les anciens opposants de premier plan sont, en somme, acceptés; seul Trotsky supporte l'anathème et Staline joue les rassembleurs.

En réalité, beaucoup de rumeurs - la seule source, désormais, des informations politiques - font état de divergences au bureau politique, où un groupe de « libéraux » pencherait pour un relâchement, la fin des persécutions des opposants, un apaisement à la campagne. Vorochilov serait leur porte-parole : il aurait fait admettre, sur un rapport des chefs militaires, et notamment de Blücher, que le divorce entre le régime et les paysans risquait de porter atteinte au moral de l'armée. On dit aussi que Kirov verrait d'un mauvais œil la toute-puissance de la Guépéou et aurait pris l'initiative de freiner l'action de ses chefs dans son fief de Léninegrad. Roudzoutak et Kalinine complèteraient au bureau politique ce groupe des « libéraux » : on dit, que, comme au temps de la plate-forme Rioutine, ils auraient réussi à empêcher la répression contre les jeunes communistes soupçonnés de projets terroristes, et que Jdanov, Molotov et Kaganovitch auraient voulu frapper.

Deutscher pense que cette division interne du bureau politique s'est traduite par des hésitations de Staline en 1934³⁶. Staline a-t-il alors véritablement hésité ? Il est certain que les contemporains ont vu dans les grandes décisions de 1934 des mesures contradictoires. Il est moins certain qu'elles l'aient réellement été, plus probable que, bercé par l'ambiance d'union sacrée diffusée par le XVII^e congrès, on n'a pas su percevoir la mise en place de mesures de répression et des hommes destinés à les contrôler. Au XVII^e congrès, un homme monte dans l'appareil : Ejov, membre du comité central, entre au bureau d'organisation et à la commission de contrôle que préside Kaganovitch. Le jeune Malenkov devient responsable de la section Cadres du secrétariat. Ce sont, avec Poskrebychev qui dirige la section spéciale du secrétariat, les hommes qui constitueront le trio des épurateurs du parti. Quand, le 10 juillet 1934, la Guépéou est réorganisée à l'intérieur d'un grand commissariat du peuple aux affaires intérieures, la N.K.V.D., on pense que c'est une sérieuse limitation de ses pouvoirs : son collège judiciaire est supprimé, toutes les affaires doivent être déferées désormais à des tribunaux normaux. Le procureur général Vychinski est chargé de superviser son activité et il est permis aujourd'hui de penser que cette réorganisation répond à un souci de contrôler plus étroitement son fonctionnement. L'année 1934 marque, d'un autre côté, le début de la détente en matière de politique rurale : les koulaks bénéficient d'une amnistie partielle, le comité central de novembre met fin au rationnement du pain, adopte un nouveau statut-type des kolkhozes, augmentant la superficie de l'enclos prive de chaque kolkhozien et l'autorisant à disposer librement des fruits de ses récoltes. La détente va, pourtant, être interrompue, peu après, par un attentat terroriste.

L'assassinat de Kirov.

Serge Kirov est abattu à coups de revolver, le 1^{er} décembre 1934, par un jeune communiste du nom de Nicolaïev ; la qualité de membre du parti de celui-ci lui a permis d'approcher le premier secrétaire de Léninegrad, qui n'était d'ailleurs pas accompagné de ses gardes du corps de la N.K.V.D. Tels sont les seuls éléments incontestables dont nous disposons sur le meurtre lui-même, les mobiles de Nicolaïev ayant seulement fait l'objet d'hypothèses actuellement invérifiables et les circonstances du drame ne s'éclairant que peu à peu.

Le 1^{er} décembre même, un décret de l'exécutif des soviets prive les accusés de crimes terroristes des droits ordinaires de la défense : sur l'initiative personnelle de Staline, que, selon Khrouchtchev³⁷, le bureau politique n'approuvera que deux jours plus tard, une directive, que signe Enoukidzé, secrétaire de l'exécutif, ordonne l'accélération de la procédure d'enquête, la suppression de tout appel ou recours en grâce, l'exécution des sentences de mort, aussitôt prononcé le jugement.

Staline en personne se rend avec Molotov et Vorochilov à Léninegrad, pour mener l'enquête, dans la nuit du 1^{er} au 2 décembre. L'un des dirigeants de la N.K.V.D. de Léninegrad, le responsable de la sécurité de Kirov, Borissov, convoqué à Smolny pour interrogatoire, est tué en route, officiellement dans un accident. Khrouchtchev a affirmé en 1956 qu'il s'agissait là d'une « circonstance suspecte », et, en 1961, au XXII^e congrès, qu'il avait vraisemblablement été tué par les responsables de la N.K.V.D. qui l'escortaient. La *Pravda* du 4 décembre annonce la révocation et l'arrestation de plusieurs hauts fonctionnaires de la N.K.V.D. et la condamnation à mort par le tribunal suprême, fonctionnant suivant la nouvelle procédure, de soixante-six accusés « blancs », trente-sept à Léninegrad et vingt-neuf à Moscou, immédiatement exécutés. Les 28 et 29 décembre, Nicolaïev, l'auteur du coup de feu, est jugé à huis-clos avec onze co-accusés, membres, comme lui, des Jeunesses communistes dont Katalynov et Roumiantsev, ex-membres du comité central. Une version officielle laisse imaginer ce que fut l'attitude réelle du jeune homme devant ses juges : « L'accusé Nicolaïev prépara plusieurs documents (un journal, des déclarations adressées à plusieurs institutions, etc.) dans lesquels il essayait de décrire son crime comme un acte personnel de désespoir et de mécontentement né de l'aggravation de sa situation matérielle et comme une protestation contre l'attitude injuste de certains membres du gouvernement envers une personne vivante »³⁸. Les douze accusés, présentés comme membres d'un « centre de Léninegrad », sont condamnés à mort et passés par les armes.

Du 15 au 18 janvier, dix-neuf accusés comparaissent à huis-clos devant le collège militaire de la cour suprême : parmi eux, Zinoviev, Kamenev, Bakaïev, Evdokimov, Koukline et Guertik, le groupe des anciens dirigeants de Léninegrad, accusés d'avoir constitué un « centre moscovite ». Selon le procureur général Vychinski, les ex-dirigeants de l'opposition avouent leur responsabilité morale dans le crime commis par les jeunes communistes qui se seraient proclamés leurs disciples. Kamenev

³⁵ STALINE, *op. cit.*, t. II, p. 173.

³⁶ DEUTSCHER, *Staline*, p. 355.

³⁷ Discours secret dans *Anti-Stalin Campaign*, p. 25.

³⁸ *The crime of Zinoviev opposition*, p. 19.

aurait reconnu qu'« il n'avait pas assez activement et énergiquement lutté contre la dégénérescence qui était le résultat de la lutte anti-parti et sur le terrain de laquelle, ce gang de bandits avait pu croître et commettre son crime »³⁹. Zinoviev, quant à lui, aurait déclaré : « La plupart des crimes qu'ils ont commis, ils les ont commis parce qu'ils avaient confiance en moi. [...] Mon devoir est de me repentir de ce que j'ai compris avoir été une erreur, et de le dire, afin qu'il en soit fini, une fois pour toutes, avec ce groupe »⁴⁰. Selon la *Lettre du vieux bolchevik*, les enquêteurs auraient exigé d'eux ces aveux équivalant à un suicide politique afin de permettre au parti d'enrayer le développement des conséquences dramatiques de la lutte fractionnelle qu'ils avaient menée en 1926-27. Zinoviev et Kamenev auraient accepté dans l'espoir de mettre fin à la vague de terrorisme dont la répression risquait d'engloutir tous leurs anciens amis. Quoi qu'il en soit, les accusés sont tous condamnés à un total de 137 années de prison, Zinoviev à dix ans et Kamenev à cinq. Dans le même moment, la N.K.V.D. décrète quarante-neuf condamnations à l'internement dans un camp pour quatre et cinq ans, et vingt-neuf à la déportation pour des périodes de deux à cinq ans ; parmi ces « condamnés », l'écrivain Ilya Vardine, les vieux-bolcheviks ex-membres du comité central Safarov, Zaloutski, Avilov.

Bientôt va avoir lieu un troisième procès. Une enquête d'un des chefs de la N.K.V.D., Agranov, aurait, selon la *Lettre*, révélé que les chefs de la police de Léninegrad étaient parfaitement informés des projets de Nicolaïev, qui en parlait ouvertement⁴¹. Nicolaïev - Khrouchtchev a depuis confirmé aussi ce fait⁴² - avait été arrêté à deux reprises un mois et demi auparavant et remis en liberté, sans surveillance. Le 23 janvier, à huis-clos, sont jugés les chefs de la N.K.V.D. de Léninegrad, Medved, son adjoint Zaporjets et ses principaux collaborateurs. Accusés d'avoir été « renseignés sur l'attentat qui se préparait », ils sont condamnés à des peines allant de deux à dix ans de prison. Selon Krivitski, Medved, condamné à deux ans, prit aussitôt la direction d'un camp de prisonniers, mais fut remis en liberté avant l'expiration de sa peine⁴³. Il devait être fusillé sans jugement avec ses anciens co-accusés en 1937. En 1956, Khrouchtchev, confirmant l'hypothèse, solidement étayée déjà par l'analyse de Trotsky et de ses amis sur les responsabilités directes de Staline dans l'assassinat de Kirov, déclarera : « Nous pouvons supposer qu'ils ont été fusillés afin de couvrir les traces des organisateurs du meurtre de Kirov »⁴⁴. Il précisera en 1961, au XXII^e congrès, que, parmi ces hommes se trouvaient ceux-là mêmes qui escortaient Borissov lors de l'accident qui lui avait coûté la vie⁴⁵.

Ces procès sont les seuls dont on parle au grand jour. Mais, à partir du 1^{er} décembre, des centaines de communistes sont arrêtés. Les déportés de Verkhneouralsk les voient arriver par fournées : il y a Vouyovitch, l'ancien secrétaire de l'Internationale des Jeunesses communistes, Olga Ravitch, la collaboratrice de Lénine en Suisse, Ionov, le beau-frère de Zinoviev, Anychev, l'historien de la guerre civile, plusieurs centaines de membres du komsomol de Léninegrad que l'on va surnommer dans les camps « les assassins de Kirov ». Victor Serge, Deutscher évaluent à des dizaines de milliers le nombre des suspects ainsi arrêtés. Staline reconnaîtra dans un discours public : « Les camarades ne se contentaient pas de critiquer et de résister passivement, ils menaçaient de déclencher une révolte dans le parti contre le comité central. Bien plus, ils menaçaient certains d'entre nous de balles. Nous avons été obligés de les traiter rudement »⁴⁶. Au XXII^e congrès, Khrouchtchev dira seulement : « Les repréailles massives ont commencé après l'assassinat de Kirov »⁴⁷.

La mise en place du dispositif de la terreur.

De nombreux historiens ont considéré que l'année 1935-36 avait vu se poursuivre l'oscillation entre la ligne « dure » et la ligne « libérale ». En fait, après les noires années de 1930 à 1933, des éléments de détente apparaissent dans la situation politique : d'anciens opposants repentis exercent encore des fonctions importantes et l'apaisement promis au XVII^e congrès semble avoir été assuré. Piatakov est le véritable responsable de l'industrie lourde, Radek le porte-parole officiel de Staline en matière de politique extérieure, Boukharine dirige les *Izvestia* ; c'est lui qui sera avec Radek le véritable rédacteur de la nouvelle Constitution, promulguée en 1936, mais élaborée en 1935. La suppression du rationnement, le 1^{er} janvier 1935, correspond à une véritable stabilisation de la production agricole : la hausse des prix des denrées libérées, que ne compense pas celle des salaires, signifie une importante concession aux kolkhoziens. Le succès du mouvement stakhanoviste s'impose malgré les résistances des ouvriers, élargit le nombre des privilégiés.

Mais il se produit bien d'autres faits contradictoires. Tous les militants de l'opposition sont déportés à l'expiration de leur peine, quand ils ne sont pas condamnés de nouveau. La presse officielle essaie d'impliquer Trotsky en faisant état d'aveux de Nicolaïev selon lesquels il aurait reçu 5 000 roubles pour le meurtre de Kirov du consul de Lettonie, qui serait un agent de Trotsky.

Kouibychév meurt le 26 janvier 1935. Le 1^{er} février, Mikoyan et Tchoubar entrent au bureau politique, Jdanov et Eikhe deviennent suppléants. Ejov remplace Kirov au secrétariat du comité central, et Kaganovitch à la présidence de la commission de contrôle ; ce dernier va se consacrer à la réorganisation des transports. Des hommes jeunes, de la génération post-révolutionnaire, montés dans l'appareil dans le sillage de Kaganovitch, accèdent au premier plan : Jdanov succède à Kirov et Nikita Khrouchtchev, le 9 mars, est nommé premier secrétaire du parti à Moscou.

Il est difficile, a posteriori, de nier la préparation d'une répression quand on examine les mesures législatives adoptées dans la première moitié de l'année 1935 : un décret du 30 mars punit de cinq ans de prison le port ou la possession d'un

³⁹ *Ibidem*, p. 142.

⁴⁰ *Ibidem*.

⁴¹ *Letter of an old bolshevik*, p. 32.

⁴² KHROUCHTCHEV, A. S. C., p. 26.

⁴³ KRIVITSKY, *Agent de Staline*, p. 222.

⁴⁴ KHROUCHTCHEV, A. S. C., p. 26.

⁴⁵ *Discours de clôture au XXII^e congrès*, Cahiers du communisme n° 12, décembre 61, p. 505.

⁴⁶ STALINE, *op. cit.*, t. II, p. 195.

⁴⁷ *Discours de clôture au XXII^e congrès*, *op. cit.*, p. 504.

couteau ou d'une arme blanche. Celui du 8 avril étend les pénalités de droit commun, peine de mort comprise, aux enfants à partir de douze ans. Celui du 9 juin punit de la peine de mort l'espionnage, le passage à l'étranger; les membres majeurs de la famille qui n'auraient pas dénoncé un crime sont considérés comme complices et passibles de deux à cinq ans de prison et de la confiscation de leurs biens. S'ils peuvent prouver qu'ils ignoraient l'intention du criminel, ils sont encore passibles de cinq ans de déportation. Ainsi s'établit la responsabilité familiale collective.

D'autres mesures indiquent dans quelle direction vont être dirigés les coups. Le 25 mai 1935, la Société des vieux bolcheviks est dissoute. Malenkov est chargé de l'enquête sur ses activités et du dépouillement de ses archives. Le mois suivant, c'est le tour de la Société des anciens forçats et prisonniers politiques; Ejov est chargé de l'enquête. L'épuration des Jeunesses communistes se poursuit dans tout le pays. Le 7 juin 1935, sur rapport d'Ejov, le comité central exclut de son sein et du parti, comme « politiquement dégénéré », le vieux-bolchevik géorgien Avelii Enoukidzé. Jdanov à Léninegrad et Khrouchtchev à Moscou donneront les mêmes explications, l'accusant de « libéralisme » : il aurait, notamment, profité de ses hautes fonctions de secrétaire à l'exécutif des soviets pour « protéger des trotskystes ». Ce sont là des mesures que l'on ne cache pas au public. Dans le secret se poursuivent arrestations et même jugements : ainsi Kamenev est-il de nouveau jugé et condamné, le 27 juillet 1935, pour un complot contre Staline, à cinq années de plus de détention criminelle. Son frère, le peintre Rosenfeld, a été le principal témoin de l'accusation.

De nouvelles épurations vont secouer le parti au lendemain de l'assassinat de Kirov. Une lettre intitulée « Leçons des événements en rapport avec le meurtre du camarade Kirov » a été envoyée à toutes les organisations du parti pour être lue et discutée. Une lettre secrète du 17 février, envoyée par le bureau des cadres, demande qu'un rapport soit fait sur la discussion, sur le nombre de « communistes démasqués comme zinoviévistes, trotskystes, éléments à double face et étrangers »⁴⁸ : elle entraîne l'exclusion d'un lot nouveau de militants. Une circulaire secrète du 13 mai 1935⁴⁹ prévoit une vérification de la qualité de tous les membres du parti, qui sera faite au cours de réunions de cellule dont l'atmosphère, telle que la révèlent les documents de Smolensk, sera celle d'une hystérique chasse aux sorcières. Dans le rayon de Smolensk, sur 4 100 membres examinés, 455 sont exclus après 700 dénonciations orales et 200 écrites : deux seulement appartenaient à l'appareil du parti; la majorité sont des employés de l'administration soviétique, 93, et économique, 145, des ouvriers, 98, des étudiants, 64⁵⁰.

Une circulaire de Chilman, le 21 octobre 1935, révèle que les exclus du parti ont, en général, été renvoyés de leur travail et ne sont pas autorisés à exercer un nouvel emploi. Il insiste pour que cessent ces mesures « qui risquent de provoquer une animosité excessive ». Seuls doivent être chassés « les ennemis clairement démasqués » qu'il est d'ailleurs souhaitable d'arrêter ou de bannir⁵¹. Début 1936, une circulaire du comité central prévoit une nouvelle épuration à l'occasion du renouvellement de tous les documents et cartes du parti. A Smolensk, elle frappera surtout de jeunes ouvriers et quelques « nouveaux opposants démasqués », comme le responsable du parti à la centrale électrique, coupable d'avoir déclaré que « la situation matérielle des ouvriers avait empiré », alors qu'il avait subi auparavant des réprimandes pour « ses tendances gauchistes » et la fréquentation d'un voisin trotskyste. A l'usine Roumiantsev, la N.K.V.D. arrête un groupe d'ouvriers qualifiés de « trotskystes » par le rapport et accusés d'« activité contre-révolutionnaire » : plusieurs autres ouvriers seront exclus pour avoir été en liaison avec eux⁵².

Commentant, au début de 1936, les informations en provenance de toutes les régions de l'U.R.S.S. sur les arrestations de jeunes ouvriers ou étudiants et les déclarations de Molotov au journal *le Temps* sur le terrorisme en U.R.S.S., Trotsky écrit : « Au début du pouvoir des soviets, dans l'atmosphère de la guerre civile qui durait encore, les socialistes-révolutionnaires et les Blancs se livraient à des actes terroristes. Quand les anciennes classes dirigeantes eurent perdu tout espoir, le terrorisme prit fin également. La terreur koulak, dont on constate aujourd'hui encore certaines survivances, a toujours eu un caractère local et formait un complément à la guerre de partisans qui était menée contre le régime soviétique. Mais ce n'est pas de cela que veut parler Molotov. La terreur actuelle ne s'appuie ni sur les anciennes classes dominantes, ni sur le koulak. Les terroristes de ces dernières années se recrutent exclusivement dans la jeunesse soviétique et dans les rangs des Jeunesses communistes et du parti. Totalement impuissante à résoudre les problèmes qu'elle s'assigne, la terreur n'en est pas moins un symptôme d'une importance considérable, car elle caractérise l'acuité de l'antagonisme qui existe entre la bureaucratie et les grandes masses du peuple, de la jeune génération en particulier. Le terrorisme est le complément tragique du bonapartisme. Chaque bureaucrate individuellement redoute la terreur, mais la bureaucratie dans son ensemble l'exploite avec succès pour justifier son monopole politique. » Trotsky fonde sur cette analyse les tâches qu'il assigne aux révolutionnaires en U.R.S.S. : « Le bonapartisme effraie la jeunesse, il faut la grouper sous le drapeau de Marx et de Lénine. De l'aventure que représente la terreur individuelle, méthode des désespérés, il faut faire passer l'avant-garde de la jeune génération sur la grande route de la révolution. Il faut éduquer de nouveaux cadres bolcheviques qui viendront faire la relève d'un régime bureaucratique en décomposition »⁵³.

Une opposition généralisée.

Si certains commentateurs ont pu trouver trop optimistes ces perspectives, les archives de Smolensk sont venues apporter un irréfutable témoignage de l'ampleur de l'hostilité latente chez les jeunes et dans une avant garde ouvrière dont la jonction avec le courant d'idées représenté par l'opposition n'était pas invraisemblable à la veille de 1936, ainsi que le suggérait déjà l'importance du prix payé par Staline pour l'empêcher.

⁴⁸ FAINSOD, *Smolensk*, p. 223.

⁴⁹ *Ibidem*.

⁵⁰ *Ibidem*, pp. 228-231.

⁵¹ *Ibidem*, pp. 231-232.

⁵² *Ibidem*, p. 283.

⁵³ *New Militant*, 9 mai 1936.

Le rapport du secrétaire régional des Jeunesses communistes, Kogan, les comptes rendus des responsables sur la chasse aux éléments étrangers à la classe dans les rangs de l'organisation, après l'assassinat de Kirov, éclairent les mécontentements de la jeune génération, moins prudente et plus impatiente, qui exprime ouvertement son hostilité à Staline. Des étudiants ont lacéré son portrait et l'ont recouvert d'une inscription : « Le parti rougit de tes mensonges. » De jeunes paysans ont improvisé des vers : « Quand on a tué Kirov, ils ont permis la liberté du commerce du pain : quand Staline sera tué, on divisera les kolkhozes. » Un directeur d'école des Jeunesses, instructeur responsable, rappelle le testament de Lénine sur l'élimination de Staline. Un instituteur dit que le parti, sous Staline, est devenu un gendarme. Un étudiant de seize ans affirme : « Ils ont tué Kirov; qu'ils tuent Staline maintenant. » On parle avec sympathie de l'opposition dans les rangs des Jeunesses. Un jeune ouvrier dit : « Assez de calomnie contre Zinoviev, il a fait beaucoup pour la révolution. » Un délégué à la propagande refuse d'admettre que le même Zinoviev ait des responsabilités dans l'affaire Kirov. Un instructeur de comité de rayon soutient les vues de l'opposition unifiée⁵⁴.

De telles idées sont exprimées également par des ouvriers adultes. Ainsi, à l'entreprise de construction Medgorodsk, de Smolensk, un charpentier. Stéphane Danine, déclare, approuvé par les hommes de sa brigade : « Nous devons permettre l'existence de plusieurs partis politiques chez nous, comme dans les pays bourgeois; ils seront ainsi plus capables de signaler les fautes du parti communiste. L'exploitation n'a pas été éliminée de chez nous : communistes et ingénieurs emploient et exploitent des domestiques. Les trotskystes Zinoviev et Kamenev ne seront de toute façon pas fusillés et ils ne doivent pas l'être, car ce sont des vieux-bolcheviks. » A l'homme de l'appareil qui leur demande qui, à leurs yeux, est un vieux bolchevik, ils répondent : « Trotsky »⁵⁵.

Les problèmes ouvriers, les questions de salaires, de logement, de ravitaillement, de rapports avec les responsables traduisent la même situation explosive au niveau des entreprises. Les comptes rendus des réunions du parti à l'usine d'aviation n° 35 de Smolensk révèlent que sur 144 membres du parti, 90 sont des *oudarniki*, travailleurs de choc bénéficiant de nombreux privilèges, rations, places aux spectacles, logements plus spacieux⁵⁶. Les réunions enregistrent l'opposition grandissante des ouvriers ordinaires aux stakhanovistes : non seulement ces derniers sont à leurs yeux des privilégiés, mais leurs performances représentent une menace puisqu'elles servent d'argument à la direction pour augmenter les normes et le rendement sans augmenter les salaires.

La masse des manœuvres et des ouvriers spécialisés s'exprime parfois dans des appels, par dessus la tête de leurs responsables immédiats, au secrétaire régional. Les ouvriers de l'usine Roumiantsev, principale entreprise métallurgique de Smolensk, se plaignent à Roumiantsev, le secrétaire régional des cadres communistes de l'entreprise, d'Egorov, secrétaire du parti et de Metelkova, présidente du comité d'usine⁵⁷. Ceux de l'atelier n° 2 écrivent : « Si vous n'intercédez pas, nous quitterons le travail. Nous ne pouvons plus continuer à travailler. Nous sommes opprimés. Nous ne gagnons rien - un rouble et demi à deux roubles - car les dirigeants ne s'occupent que d'eux-mêmes, et ils reçoivent des salaires et se donnent à eux-mêmes des primes. Metelkova prend leur parti. Pour ces gens-là, il y a des villes d'eaux, des maisons de repos et des sanas, mais rien pour les ouvriers »⁵⁸. D'autres, de la même usine, dénoncent en Metelkova, qui « a bouché les yeux et les oreilles du parti », et en Egorov, des « communistes qui se sont bureaucratisés, sont gonflés de prétention », de « grands magnats qui se sont des masses, ne veulent rien entendre quoi qu'ils sachent et aient été informés mille fois »⁵⁹. Metelkova s'adresse à son tour à Roumiantsev pour plaider sa cause et dire son désespoir « de l'accusation d'être une bureaucrate insensible aux besoins des ouvriers ». Prenant l'exemple des logements, elle écrit : « Il doit y avoir bien des mécontents dans l'usine, puisque nous avons inspecté 843 logements d'ouvriers et découvert que nous avons 143 ouvriers ayant besoin d'être logés, qui vivent dans de très mauvaises conditions et que 205 appartements ont besoin de réparation. Et nous sommes en train de faire des réparations sur 40 pièces, conformément au plan, coûtant 10 000 roubles, et les autres continueront à être mécontents. Ces gens viennent au comité d'usine, demandent des réparations, des appartements, et je dois les leur refuser. [...] C'est pourquoi je me suis décidée à vous écrire afin que vous [...] ne pensiez pas que je suis une bureaucrate et une militante syndicale insensible »⁶⁰.

Ni Metelkova, ni Roumiantsev n'y peuvent rien. Tout en jugeant que les attaques des ouvriers révèlent « la méthode de l'ennemi pour discréditer les dirigeants », Roumiantsev attaquera Metelkova dans le journal du parti comme une « bureaucrate insensible » : le sacrifice de boucs-émissaires est le substitut des concessions que ces dirigeants ne peuvent ni ne veulent faire, de crainte de remettre en cause leur propre rôle de dirigeant. Le mécontentement des ouvriers non qualifiés et demi-qualifiés est si profond et si réel qu'il doit être totalement étouffé et qu'il ne s'exprimera jamais en public sous une forme réellement politique, même voilée. Or il risque de rallier dans ses initiatives éventuelles d'autres éléments, y compris les couches inférieures de la bureaucratie. Les réactions de l'ouvrier Danine, celles des jeunes communistes montrent qu'en 1935-36 le danger était réel d'une rencontre entre une avant-garde ouvrière qui se cherchait et les idées de l'opposition.

Une circulaire datée du 7 mars 1935 ordonne le retrait de toutes les bibliothèques publiques des livres de Trotsky, Zinoviev et Kamenev; une autre, du 21 juin, élargit la liste des auteurs proscrits, y incluant Preobrajenski, Sapronov, Zaloutski et d'autres⁶¹. Des opposants, l'ancien marin de Cronstadt Pankratov, l'économiste Pevzner, sont impliqués dans une mystérieuse « conspiration des prisons ». Elzéar Solntsev, qui avait été condamné en 1928 à trois ans d'isolement puis frappé administrativement de deux ans de réclusion et déporté après ces cinq années, est de nouveau arrêté après l'affaire Kirov et condamné. Sans avoir été jugé, à cinq ans de prison. Il entame alors une grève de la faim et meurt à l'hôpital de Novosibirsk en janvier 1936. Tous les autres irréductibles de l'opposition comme l'historien Iakovine, le sociologue Dingeldt les frères Papermeister, anciens partisans de Sibérie, l'ancien président du soviet de Tiflis Lado Doumbadzé, les vétérans Lado

⁵⁴FAINSOD, *Smolensk*, p. 422.

⁵⁵*Ibidem*, p. 322.

⁵⁶*Ibidem*, p. 320.

⁵⁷*Ibidem*, pp. 236-237.

⁵⁸*Ibidem*, p. 231.

⁵⁹*Ibidem*, pp. 236-237.

⁶⁰*Ibidem*, p. 323.

⁶¹*Ibidem*, p. 374.

Enoukidzé et V. Kossior, l'ouvrier tanneur Byk, organisateur avec Dingelstedt de la grève de la faim à Verkhnéouralsk en 1934, les décistes Sapronov et Vladimir Smirnov, sont, eux aussi, condamnés de nouveau et disparaissent dans les prisons. Des déportés de l'opposition, trois seulement réussiront à passer à l'étranger avant la guerre mondiale : Ciliga, libéré à l'expiration de sa peine parce que citoyen italien, Victor Serge, écrivain de langue française, à la suite d'une campagne menée parmi les intellectuels occidentaux, et un ouvrier russe qui signera Tarov dans le Bulletin de l'opposition. Evadé par la frontière iranienne, l'auteur de cet exploit unique devait disparaître en France pendant la guerre : selon des informations invérifiables, il aurait fait partie des vingt-trois F.T.P. du groupe Manouchian fusillés à Paris par les nazis le 21 février 1944. Le sort des autres préfigure celui de dizaines de milliers de communistes, opposants repentis ou staliniens fidèles. Car c'est sur eux, ce qui reste de la génération révolutionnaire d'octobre 1917, que va d'abord s'abattre la terreur que ce préparent, depuis l'affaire Kirov, Staline et les hommes qu'il a placés aux postes clés, Nicolas Ejov et Georges Malenkov au premier chef.

Chap. XV - LES PROCES DE MOSCOU

Il semble bien que l'année 1935 ait été celle de la préparation des grands procès contre la vieille garde. Les archives de la Société des vieux-bolcheviks et de l'Association des anciens forçats sont épluchées par les commissions que dirigent Ejov et Malenkov. Quelques-uns des futurs condamnés, Zinoviev, Kamenev, Enoukidzé, Smimov, sont depuis un certain temps déjà entre les mains de la N.K.V.D. La Pravda du 5 juin 1936 donne le ton de ce qui sera la nouvelle période : « D'une main ferme, nous continuerons à anéantir les ennemis du peuple, les monstres et les furies trotskystes, quel que soit leur habile camouflage. » Le 29 juillet, le secrétariat adresse aux organismes locaux une circulaire dont le texte est encore inconnu, mais dont les archives de Smolensk donnent le titre; elle traite de « l'activité terroriste du bloc trotskyste-zinoviéviste contre-révolutionnaire »¹.

La machine est en marche, et, à partir du 1^{er} août, la presse se remplit d'informations relatant la découverte de complots et d'agissements contre-révolutionnaire, tous « trotskystes-zinoviévistes », l'arrestation, dans toutes les républiques d'U.R.S.S. d'étudiants, de journalistes, de jeunes communistes et d'ouvriers, comme ce groupe de « trotskystes » qui sont accusés de s'être « emparés » de l'organisation du parti au célèbre rayon de Vyborg à Léninegrad. Le 11 est annoncé le suicide du premier secrétaire du parti arménien, Khandjian. Le 14, toute la presse publie simultanément l'information suivant laquelle un nouveau procès Zinoviev va s'ouvrir et un décret qui semble revenir quelque peu sur les dispositions draconiennes de la loi de décembre 1934, puisqu'il rétablit les audiences publiques, l'assistance d'avocats et permet un appel à l'exécutif contre les sentences, dans les trois jours qui suivent le prononcé du jugement. Le 19 août s'ouvre le « procès des Seize », le premier des « procès de Moscou ».

Le procès des Seize.

L'acte d'accusation est publié le même jour. C'est le procureur Vychinski qui le présente devant le tribunal militaire de la cour suprême de l'U.R.S.S., formé de trois juges militaires et présidé par Ulrich. Les seize accusés forment, au premier abord, un ensemble assez hétérogène. Il y a en effet parmi eux quatre des plus connus des représentants de la vieille garde, les anciens dirigeants de la « nouvelle opposition », Zinoviev, Kamenev, Evdokimov, Bakaïev. déjà plusieurs fois condamnés, dont une fois pour complicité dans l'assassinat de Kirov; on peut rattacher à leur groupe les personnalités moins connues des vieux responsables que sont Pickel, ancien secrétaire de Zinoviev, et Reingold, ancien collaborateur de Sokolnikov aux finances, tous deux, comme les précédents, anciens membres de l'opposition unifiée. Les anciens trotskystes de l'opposition de 1923, de l'opposition unifiée et de l'opposition de gauche constituent un deuxième groupe :

Ivan Nikititch Smirnov et Serge Mratchkovski, anciens dirigeants de l'opposition, ont renoncé à la lutte en 1928-29. Dreitser, officier de l'armée rouge, proche collaborateur de Trotsky qu'il a soutenu pendant la lutte de 1926-1927, Ter Vaganian, écrivain et journaliste de la jeune génération, ont également capitulé à cette époque. Un haut fonctionnaire, Goltsmann, a rendu visite à Trotsky pendant sa déportation, mais, s'il a sympathisé avec l'opposition il n'en a pas été membre. Le dernier groupe enfin est formé d'inconnus chez qui l'interrogatoire révélera un passé ténébreux : ce sont Olberg, Berman-lourine, Fritz David, Moïse et Nathan Lourié. Tous ces hommes annoncent qu'ils plaideront coupables et refusent l'assistance d'avocats.

La thèse de l'accusation affirme qu'à la fin de 1932 Smirnov, Mratchkovski et Ter Vaganian, « ex-trotskystes réintégrés », ont constitué avec Zinoviev et Kamenev un « centre » afin de préparer et d'exécuter des attentats terroristes contre les dirigeants du parti et du pays. Trotsky et Sédov ont, dans ce but, envoyé en U.R.S.S. des terroristes, les six inconnus du banc des accusés, munis de passeports et de visas fournis par la Gestapo. C'est le centre qui, par l'intermédiaire de Zinoviev, a transmis l'ordre, donné par Trotsky, de tuer Kirov. Il n'y a pas de preuve matérielle : l'acte d'accusation ne s'appuie que sur les aveux des inculpés, obtenus d'ailleurs depuis peu, puisque Kamenev n'a avoué que le 13 juillet, Mratchkovski le 20, Pickel le 23 et d'autres à la veille même du procès, Evdokimov le 12 août, Smirnov le 13, Ter Vaganian le 14.

Les contacts du centre avec Trotsky sont attestés par Goltsmann, qui dit avoir eu une entrevue avec Sédov en novembre 1932 à l'hôtel Bristol de Copenhague, puis avec Trotsky lui-même, dans la même ville, et en avoir reçu des instructions pour développer le terrorisme. Mratchkovski déclare qu'en décembre 1934 il a reçu, par l'intermédiaire de Dreitser, qui avait rencontré Sédov à Berlin, une lettre de Trotsky écrite à l'encre sympathique, fixant comme tâche « l'assassinat de Staline et de Vorochilov ». Moïse Lourié avoue avoir reçu, en mars 1933, à Berlin, des instructions de Trotsky de la bouche de Ruth Fischer et Maslow. Bakaïev s'accuse d'avoir veillé aux préparatifs de l'assassinat de Kirov. D'autres accusés avouent avoir préparé des attentats contre des personnalités diverses, Staline, Vorochilov, Kaganovitch, Jdanov, Ordjonikidzé, Kossior, Postychev. Les dirigeants reconnaissent avoir participé personnellement à l'organisation de ces crimes. « Nous brûlions de haine »² affirme Zinoviev, après que Kamenev ait dit : « Ce qui nous a guidés, c'était une haine sans borne contre la direction du parti et du pays, la soif du pouvoir »³.

Le procureur Vychinski requiert la peine de mort contre « ces clowns, ces pygmées », « ces aventuriers qui ont essayé de piétiner de leurs pieds boueux les fleurs les plus odorantes de notre jardin socialiste »⁴ : « Il faut fusiller ces chiens enragés. » La presse orchestre le réquisitoire dans le même style; les Izvestia du 23 août écrivent : « Ils n'ont rien dans l'âme, si ce n'est une haine bestiale mûrie durant dix années contre notre soleil Staline et le génie victorieux de l'impureté contre-révolutionnaire. » Le 24, tous les accusés sont reconnus coupables et condamnés à mort. Les Izvestia célèbrent « le seul humanisme, [...] la défense du régime qui, sous la direction du grand Staline, assure à des millions d'hommes la vie nouvelle, la vie libre ». Le 25,

¹ Cité par FAINSOD, *Smolensk*, p. 233.

² Le procès du centre terroriste trotskiste-zinoviéviste, p. 72.

³ *Ibidem*, p. 65.

⁴ *Ibidem*, p. 120.

les seize condamnés sont exécutés. La Pravda écrit : « Depuis que c'est fait, on respire mieux, l'air est plus pur, nos muscles acquièrent une vie nouvelle, nos machines marchent plus allègrement, nos mains sont plus prestes. »

Les problèmes posés par les aveux des Seize.

Quoique la version officielle du procès, la thèse de l'accusation ait été admise sous réserve par les partisans de Staline et les « amis de l'U.R.S.S. » dans le monde entier, la lecture attentive des seuls documents officiels fait apparaître une série de contradictions et d'impossibilités, pour ne pas parler des invraisemblances, qui permettent de le considérer comme un des faux judiciaires les plus mal montés de tous les temps.

Il y a d'abord le problème des absents. Vychinski parle de douze inculpés qui font l'objet d'une instruction particulière, mais qui ne paraîtront jamais en public devant un tribunal : Dimitri Schmidt, un des chefs de l'armée rouge, partisan légendaire de la guerre civile, qui serait, selon lui, l'organisateur des groupes terroristes; le vieux bolchevik Guertik, déjà condamné en janvier 1935 et qui est accusé d'avoir participé avec Matorine, un autre secrétaire de Zinoviev, à la préparation du meurtre de Kirov; Gaven, un communiste letton, ami de Smilga, accusé d'avoir servi d'intermédiaire et transmis à Smirnov en 1932 les « directives terroristes » de Trotsky. Ces hommes sont morts ou mourront sans avoir été jugés et sans avoir avoué. L'accusation ne semble pas se soucier de faire coïncider sa thèse avec celle qu'elle avait soutenue au procès de janvier 1935, dont quatre accusés seulement, sur dix-neuf condamnés à cette époque, répondent de nouveau du meurtre de Kirov, Aucune allusion ne sera faite, comme cela semblerait pourtant normal, aux autres procès antérieurs en rapport avec l'affaire, celui des chefs de la N.K.V.D, de Lénine ou le deuxième procès Kamenev. Il n'est pas question non plus du consul de Lettonie, Bisseneks, qui aurait, en 1934, remis 5000 roubles à Nicolaïev en offrant de le mettre en rapport avec Trotsky. En fait, tout homme honnête, lisant en 1936 les compte-rendus sténographiés du procès des Seize, pouvait, sans attendre les « révélations » de Khrouchtchev en 1956, se persuader de l'innocence de tous les accusés quant au meurtre de Kirov.

D'ailleurs, les aveux eux-mêmes sont pleins de contradictions en ce qui concerne les actes terroristes et les instructions. Dreitzer avoue avoir rendu visible à l'œil nu, avant de le transmettre à Mratchovski, le message écrit par Trotsky à l'encre sympathique. Mratchovski reconnaît à son tour l'avoir reçu et rendu visible. Personne ne s'inquiète de cette contradiction. Les autres attentats sont, tout au plus, des « crimes d'intention » : Berman-lourine avoue avoir voulu tuer Staline à la XVIII^e assemblée plénière de l'exécutif de l'Internationale, mais n'a pu entrer dans la salle. Fritz David, lui, a pu entrer, mais pas s'approcher de Staline. Vychinski, rappelant ces deux aveux, soutient qu'ils correspondent bien à la vérité puisque Trotsky avait développé, en 1927, sa « thèse Clemenceau »... Nathan Lourié a voulu tirer sur Vorochilov dont l'auto est passée trop loin; il a également pensé à assassiner Kaganovitch et Ordjonikidzé dans une réunion à Tchéliabinsk, mais, finalement, il n'y est pas allé.

Les « preuves matérielles » invoquées par l'accusation ne sont pas plus solides que les aveux. Le fait qu'Olberg, citoyen letton, ait un passeport du Honduras, ne prouve évidemment rien, sauf si l'on croit dur comme fer que seule la Gestapo peut délivrer de tels passeports. Vychinski brandit comme pièce à conviction une lettre de Trotsky, découverte selon lui dans une paroi secrète de la valise de Goltsmann, dans laquelle le chef de l'opposition dit qu'il faut « supprimer Staline ». Il s'agit en réalité d'une lettre ouverte, publiée en 1932 dans le monde entier et qui contient la phrase suivante : « Il faut, enfin, réaliser le dernier et pressant conseil de Lénine : écarter Staline », ce qui prouve au moins que, si Trotsky donnait des « directives terroristes », il était en bonne compagnie. Le procureur a beaucoup de mal à coordonner les indications fournies par les aveux et à les faire coïncider avec l'accusation. L'acte soutient que le centre a fonctionné de 1932 à 1936. Or Zinoviev et Kamenev, qui avouent, étaient en exil de 1932 à 1933, ont été arrêtés en décembre 1934 et ne sont, depuis lors, pas sortis de prison. Mratchkovski, autre membre du centre, était pendant ce temps au Kazakhstan. Quant à Smirnov, il n'a pas quitté la prison depuis le 1^{er} janvier 1933. Vychinski devra conclure que, « si le centre fonctionnait, c'est grâce à des liaisons bien organisées qui permirent, même à ceux qui n'étaient pas en liberté, [...] de participer à sa direction »⁵; mais il ne donne pas la moindre indication sur la nature de ces « liaisons ».

Le « compte rendu sténographique » comprend, à coup sûr, d'importantes coupures : le réquisitoire de Vychinski déclare inadmissibles les comparaisons faites par les accusés avec le terrorisme anti-tsariste du XIX^e, alors qu'on ne trouve pas trace de ces comparaisons dans le texte. La thèse même des « aveux » commence à vaciller dès qu'on lit les passages « résumés » du compte rendu. Ainsi Ter Vaganian aurait tenté de ruser en remplaçant (dans les instructions de Trotsky) le mot « terreux » par la phrase « lutte énergique contre les dirigeants du parti communiste ». Ultérieurement, pourtant, il a dû admettre que c'étaient là des instructions dont « le contenu était le terrorisme, et le terrorisme seulement »⁶. De même « Smirnov nie sa participation directe aux activités terroristes. [...] L'accusé n'avoue que quand l'accusation l'a confondu avec des faits irréfutables »⁷. L'interrogatoire de Smirnov a duré trois heures : un bref dialogue montre qu'il n'avoue pas, puisqu'il nie avoir fait partie du centre :

VYCHINSKI. - Quand donc avez-vous quitté le centre ?

SMIRNOV. - Je n'avais aucune intention de m'en aller, il n'y avait pas d'où s'en aller.

VYCHINSKI. - Le centre existait-il ?

SMIRNOV. - Etait-ce là un centre ?

⁵ *Ibidem*, p. 154.

⁶ *Ibidem*, p. 129.

⁷ *Ibidem*, p. 79-83.

Dans son réquisitoire, Vychinski revient sur la résistance de Smirnov, qui n'a avoué finalement qu'en manière de plaisanterie, s'offrant comme chef à ses co-accusés puisqu'ils y tiennent. Il avait, auparavant, nié depuis des mois « Tout son interrogatoire du 20 mai tient dans ces mots « Je nie cela, je nie encore, je nie tout »⁸ ».

Les accusés les plus dociles laissent entrevoir des velléités de résistance dans l'emploi d'un langage à double sens qui finit par jeter le doute sur l'authenticité de leurs déclarations. Quelle autre signification peuvent avoir les dernières déclarations d'un Evdokimov, qui a reconnu tout ce dont on l'accusait ? « Qui croira, s'écrie-t-il, une seule de nos paroles ? [...] Qui nous croira, nous qui sommes devant le tribunal comme un gang contre-révolutionnaire de bandits, comme alliés du fascisme et de la Gestapo ? »⁹ 9. Dans la bouche de Kamenev, qui dans ses dernières années a étudié Machiavel et Loyola, certaines répliques ont de curieuses résonances, comme lorsque, après avoir docilement répondu, ainsi que le veut Vychinski, que la soif du pouvoir l'a mené dans les rangs de la contre-révolution, ce que le procureur traduit aussitôt par « combattre le socialisme », il acquiesce avec empressement : « Vous tirez la conclusion d'un historien et d'un procureur »¹⁰. Il n'est pas jusqu'à l'homme écrasé qu'est Zinoviev qui n'affirme un sursaut de dignité en disant à quel point il souffre d'être dans le box des accusés entre un Olberg et un Nathan Lourié, ce qui n'a aucun sens si l'on admet avec l'accusation qu'il est leur chef.

Bientôt d'ailleurs, l'édifice précaire s'effondre sous les investigations de ceux qui vérifient ce qui est vérifiable. On apprend du Danemark que l'hôtel Bristol, où Goltsmann a avoué avoir rencontré Sédov à la fin de décembre 1935, a été démoli en 1917 et qu'il n'y a plus à Copenhague d'hôtel de ce nom. Sédov prouve d'ailleurs par des témoignages comme par ses visas de l'époque qu'il ne s'est jamais rendu à Copenhague. Les dépositions des derniers jours seront modifiées en conséquence, Berman-lourine et Fritz David ne parlant plus de la présence de Sédov à Copenhague, et Olberg présentant soudain une version où la femme de Sédov a remplacé son mari, empêché.

Signification et portée du procès des Seize.

L'objectif politique de ce procès se lit entre les lignes du procureur Vychinski, adversaire politique de toujours des accusés, puisqu'il fut menchevik avant d'être stalinien. C'est ainsi qu'il revient sur le procès de 1935 pour presser Zinoviev de faire, cette fois, des aveux suffisants : « Zinoviev eut même l'effronterie de prétendre que lui et ses quinze complices étaient subjectivement loyaux à la classe ouvrière et ne voulaient pas s'engager sur la voie de la contre-révolution, mais qu'objectivement les choses avaient tourné autrement. [...] J'aimerais que Zinoviev, dans son discours de défense, nous dise comment il est arrivé que, subjectivement loyal à la classe ouvrière, il se soit objectivement tourné vers l'autre voie. [...] De telles choses n'arrivent pas. [...] Si, objectivement, les choses ont pris en réalité cette tournure, c'est seulement parce que votre loyauté subjective à la révolution, accusé Zinoviev, était fausse et pourrie. Je vous demande de nous parler de cela aussi »¹¹. Il est en effet demandé à ce « vieillard affaîssi », que Ciliga entrevit pieds nus dans une cour de prison en 1935, d'achever de se condamner en condamnant toute opposition, de la déshonorer en se déshonorant, d'aider Staline à atteindre Trotsky, de servir d'exemple et d'avertissement, par son humiliation et sa mort, à tous les adversaires de Staline.

Car les noms des hommes mis en cause par les « aveux » des accusés du procès d'août sont ceux de la fleur du parti bolchevique, « tous les membres survivants du comité central qui fit Octobre », comme l'a noté Léon Sedov : Boukharine, Rykov, Tomski, Chliapnikov, Sokolnikov, Sérébriakov, Smilga, Piatakov, Karl Radek, les généraux de la guerre civile Putna, Schmidt et d'autres. Avec eux et à travers eux sont menacés tous les opposants du passé, même quand ils ont, depuis lors, renoncé et déposé les armes, en fait, toute opposition, virtuelle, toute direction de rechange. Aucun membre de l'opposition de gauche ne figure d'ailleurs parmi les accusés, qui ont tous, depuis longtemps, rompu avec Trotsky et accepté de jouer contre lui le rôle d'accusateurs pour le compte de Staline, Pickel dès avant le XV^e congrès, Zinoviev, Kamenev, Evdokimov depuis janvier 1928. Le procédé de l'amalgame, qui deviendra familier, consiste à présenter ces hommes comme s'ils étaient des opposants, et à les juger en même temps que d'autres, au passé très suspect et qui les accusent. Moïse Lourié, depuis quelques années, était devenu le spécialiste des articles anti-trotskyistes dans la Correspondance internationale, sous le nom de Emel. Olberg avait tenté, en 1931, de devenir secrétaire de Trotsky, et avait été écarté en raison même de sa personnalité douteuse. Fritz David avait été le secrétaire de Wilhelm Pieck et, à ce titre, mêlé à toutes les luttes internes du parti allemand. Tous ces hommes, peu connus, dociles instruments de l'accusation, vraisemblablement liés à la Guépéou ou tenus par elle, semblent avoir été choisis dans des milieux proches du parti communiste allemand afin d'accréditer la thèse des rapports avec la Gestapo.

Pour que la thèse de l'accusation ait une portée politique, il faut évidemment que les traîtres eux-mêmes glorifient Staline et célèbrent sa victoire. Ils n'y manquent pas. Reingold déclare : « Zinoviev disait : « Staline concentre en lui-même la force et la fermeté de la direction. Il faut donc l'éliminer »¹². Mratchkovski affirme : « Il faut considérer comme condamné l'espoir en l'écroulement de la politique du parti »¹³. Smirnov : « Notre pays n'a pas d'autre voie que celle qu'il poursuit et il ne peut y avoir d'autre direction que celle qui nous est donnée par l'histoire »¹⁴. Kamenev : « La politique du parti, la politique de sa direction a triomphé dans le seul sens où la victoire du socialisme est possible »¹⁵. Et, dans sa dernière déclaration : « J'adjure mes fils d'employer leur vie à défendre le grand Staline »¹⁶.

⁸ *Ibidem*, p. 158.

⁹ *Ibidem*, p. 166.

¹⁰ *Ibidem*, p. 69.

¹¹ *Ibidem*, p. 143.

¹² *Ibidem*, p. 55.

¹³ *Ibidem*, p. 41.

¹⁴ *Ibidem*, p. 174.

¹⁵ *Ibidem*, p. 65.

¹⁶ *Ibidem*, p. 175.

La glorification de Staline s'accompagne de la litanie contre Trotsky, « l'homme qui m'a poussé au crime », dit David¹⁷, « l'âme et l'organisateur du bloc terroriste », dit Bakaïev¹⁸. Mratchkovski l'accuse de l'avoir « engagé dans la voie de la contre-révolution » ; son vieil ami Smirnov dit qu'il est un « ennemi [...] de l'autre côté de la barricade »¹⁹. Zinoviev affirme : « Le trotskysme est une variété du facisme et le zinovievisme est une variété du trotskysme »²⁰. Il y a là plus qu'un rite, et plus aussi qu'une opération à usage interne destinée à discréditer Trotsky aux yeux de ce qui reste d'avant-garde ouvrière en U.R.S.S. et dans le monde.

Le 19 juillet 1936, en effet, le soulèvement des militaires espagnols a déclenché une révolution ouvrière et paysanne qui triomphe dans la zone républicaine : à sa tête se trouvent d'irréductibles adversaires de Staline, les syndicalistes-révolutionnaires de la C.N.T., les communistes dissidents que dirige l'ancien trotskyste André Nin. La révolution espagnole est une menace directe pour le statu quo européen, un obstacle à la recherche d'alliés bourgeois pour l'U.R.S.S., puisque, plus encore que la perspective d'extension en Méditerranée de la zone d'influence allemande et italienne, elle effraie les milieux politiques capitalistes d'Angleterre et de France. Staline qui, dans les premières semaines du conflit s'est aligné sur la politique de non-intervention prônée par la France et exigée par l'Angleterre, va bientôt intervenir en Espagne. L'aide militaire russe qui permettra à l'armée républicaine de tenir pendant les derniers mois de 1936 est, sur le plan politique, un contre-feu, car les conseillers russes appuient, dans le camp républicain, les forces modérées, leur permettant de freiner puis d'arrêter l'élan révolutionnaire. Staline fait d'une pierre deux coups, consacrant en même temps les communistes champions de l'antifascisme, conçu comme une alliance de « tous les démocrates » contre les fascistes, reflet dans chaque pays de la coalition qu'il veut former, en Europe, entre les démocraties occidentales et l'U.R.S.S. contre l'axe Rome-Berlin. La lutte contre les éléments révolutionnaires en Espagne est à la fois une garantie donnée aux futurs alliés du point de vue de la conservation sociale et politique et un aspect de la lutte de la bureaucratie russe pour conserver son monopole sur les secteurs ouvriers avancés. A partir de septembre 1936 arrivent en Espagne les conseillers militaires et politiques, les spécialistes de la N.K.V.D., qui vont entreprendre la liquidation de tous les éléments révolutionnaires extrémistes. Vu sous cet angle, le procès des Seize est une opération destinée à faciliter la nouvelle politique étrangère de Staline, en même temps qu'une préparation psychologique à la guerre contre le fascisme aux côtés des démocraties capitalistes, une perspective qui, non seulement, exclut la révolution, mais oblige à la combattre en tant que menace directe contre le système d'alliance de l'U.R.S.S.²¹.

Le procès n'est donc que l'aspect le plus spectaculaire d'une vaste campagne politique. En U.R.S.S., Il est le prétexte et la couverture de la nouvelle campagne d'épuration du parti qui se déclenche à partir de l'instruction secrète du 29 juillet. Comme Il ne reste plus guère d'opposants masqués à démasquer, on commence à exclure quiconque dans le passé a eu, avec un zinovieviste ou un trotskyste, un lien même ténu, comme, à Kozalsk, un des rayons de Smolensk, un militant qui, en 1927, avait eu entre les mains la plate-forme de l'opposition, un second qui « avait donné une description favorable d'un trotskyste » ou ce troisième qui avait été simplement élève à l'institut des professeurs rouges. Toutes les réunions se terminent par un hommage à « la vigilance et la sagacité du chef bien-aimé le camarade Staline »²².

Il est clair, pourtant, que le procès des Seize a manqué son objectif. Kamenev et Zinoviev, en avouant comme mobile la soif du pouvoir, ont rendu à Staline un service empoisonné : en niant avoir eu un programme différent du sien, ils laissent clairement entendre qu'il s'agissait, de part et d'autre, du pouvoir seulement : La Pravda du 12 septembre 1936 enregistre le coup et indique la direction à suivre pour les procès à venir : « Les accusés se sont efforcés de dissimuler les buts véritables de leur action. Ils ont répondu qu'ils n'avaient aucun programme. Ils en avaient pourtant un, celui de la destruction du socialisme et de la restauration du capitalisme. » Au cours du prochain procès, les accusés avoueront bien avoir eu un « programme ».

Vers le deuxième procès.

Il est vraisemblable, pourtant, que les conditions du premier procès ont provoqué dans les milieux dirigeants, même très proches de Staline, des résistances ou des hésitations sur lesquelles nous ne sommes que peu renseignés. Après la mise en cause par les accusés de Boukharine, Rykov et Tolski, une enquête est ouverte contre eux. Vychinski, en l'annonçant devant le tribunal, déclenche du même coup la traditionnelle pluie de résolutions et de messages exigeant leur châtiment. Traqué, pressentant ce qui l'attend, Tolski se donne la mort le 23 août. Cependant, le 10 septembre, un communiqué publié dans la Pravda annonce que l'enquête sur Boukharine et Rykov s'est terminée par un non-lieu, « aucune base légale » d'accusation n'ayant pu être relevée contre eux. La plupart des historiens supposent, à juste titre, semble-t-il, qu'une telle conclusion de l'enquête marquait un recul par rapport aux projets initiaux. Il nous faut, pour l'instant, renoncer à connaître les péripéties qui ont ainsi freiné la répression dirigée déjà à cette date contre les droitiers.

Schapiro pense qu'en tout cas c'est cette décision de non-lieu concernant les deux anciens dirigeants de la droite qui est à l'origine d'une vive réaction de Staline et d'une aggravation de la crise. Il s'appuie en cela sur Khrouchtchev, qui place à la fin du mois de septembre le début de ce qu'il appelle la « répression de masse ». C'est, en effet, le 25 septembre, selon lui, que Staline et Jdanov, en vacances à Sotchi, au bord de la mer Noire, télégraphient à « Kaganovitch, Molotov et autres membres du bureau politique » qu'il est « nécessaire et urgent de nommer Ejov au commissariat du peuple aux affaires intérieures » (N.K.V.D.), et commentent : « Iagoda s'est montré définitivement incapable de démasquer le bloc trotskyste-zinovieviste. La Guépéou a quatre ans de retard »²³.

¹⁷ Ibidem, p. 176.

¹⁸ Ibidem, p. 169.

¹⁹ Ibidem, p. 174.

²⁰ Ibidem.

²¹ P. BROUÉ : et E. TEMIME, *la révolution et la guerre d'Espagne*.

²² FAINSOD, *Smolensk*, p. 236.

²³ KHROUCHTCHEV, A.S.C., p. 26.

La nomination d'Ejov est annoncée dans la *Pravda* du 27 : « transféré » aux P.T.T., Iagoda sera à son tour épuré quelques mois plus tard. C'est vraisemblablement pendant cette période que la direction de la N.K.V.D. est réorganisée sous la poigne d'Ejov et qu'en disparaissent les anciens tchékistes qui la dirigeaient depuis l'époque de la guerre civile, les Pauker, Trilisser, Agranov et autres : le seul survivant des six adjoints de Iagoda, Zakovski, dont Khrouchtchev, en 1956, a souligné le rôle dans la fabrication des aveux aux procès, est aussi le seul dont les premiers services dans la police politique soient postérieurs à la guerre civile et qui ait pu ainsi échapper au soupçon de sympathiser avec les vieux-bolcheviks. Les arrestations se multiplient parmi ces derniers, dont un tout petit nombre seulement figurera au deuxième procès. Il faut se contenter de noter que des rumeurs persistantes attribuent à l'époque à Ordjonikidzé des efforts pour arrêter les coups qui menacent la vieille garde et protéger, notamment, son adjoint Piatakov, promis par son passé d'opposant à un rôle de premier plan dans un procès à venir. Au XXII^e congrès, Krouchtchev a partiellement confirmé ces rumeurs en révélant que Sergo Ordjonikidzé, dont la mort devait être annoncée le 18 février 1937, s'était en réalité suicidé parce que « ne voulant plus avoir affaire à Staline et partager la responsabilité de ses abus de pouvoir »²⁴.

Nous n'avons guère non plus de renseignements précis sur le procès pour sabotage et terrorisme qui s'est déroulé à Novossibirsk, du 19 au 22 novembre 1936, et où, sur neuf accusés qualifiés de « trotskystes », six ont été condamnés à mort et exécutés. Le fait que les neuf aient été présentés comme des agents de Piatakov, contre lequel a été produit le témoignage de son ami Drobnis, laisse imaginer une mise en scène analogue à celle de juillet 1935 contre Kamenev, destinée à briser la résistance et à arracher les aveux d'un homme autour duquel les mailles du filet se resserraient, puisque sa femme avait déjà été arrêtée, huit mois avant lui, et que, selon le compte rendu de son procès, il n'a consenti aux premiers aveux qu'en décembre 1936.

Le deuxième procès.

Le deuxième procès se déroule du 23 au 30 janvier 1937 devant le même tribunal, le président Ulrich et le procureur Vychinski. Les dix-huit accusés ont été choisis suivant la méthode désormais classique de l'amalgame. Piatakov est le principal personnage dans le groupe des vieux-bolcheviks, avec Karl Radek : le premier était encore membre du comité central et l'autre rédacteur aux *Izvestia* et co-rédacteur de la Constitution quelques semaines auparavant. Sérébriakov, ancien secrétaire du parti, oppositionnel repent, administrateur des chemins de fer, et Sokolnikov, vice-commissaire à l'industrie forestière et suppléant du comité central, sont aussi de la vieille garde. Les vieux-bolcheviks, anciens décistes, Drobnis et Bogouslavski, aient, eux aussi, abjuré leurs idées, de même que Livschitz, ancien membre de l'opposition unifiée, et occupaient des postes importants dans l'administration économique. Nicolas Mouralov, le vieil ami de Trotsky, est le seul des anciens opposants qui n'ait jamais, avant sa dernière arrestation, signé de déclaration de repentir. Un deuxième groupe d'accusés est composé de responsables de l'économie, Kniazev et Turok, des chemins de fer, Rataitchak et Chestov, de l'industrie chimique, tous vieux communistes, Norkine et Pouchine, communistes de plus fraîche date et importants administrateurs, le sans-parti Stroïlov, ingénieur en chef du trust du charbon du Rouznetsk. Enfin Arnold, « chauffeur » sans-parti aux multiples identités et Hrasche, présenté comme « professeur » et « espion » forment le groupe, indispensable désormais, des personnages louches, jouant vraisemblablement le rôle d'indicateurs.

Le schéma général du procès ne diffère guère du précédent. Piatakov et ses compagnons sont accusés d'avoir organisé un « centre de réserve », direction de remplacement destinée à assurer éventuellement la relève du « centre trotskyste-zinoviéviste » détruit lors du premier procès. Ils le reconnaissent et fournissent un luxe de détails sur leurs rapports avec les dirigeants du premier « centre » et avec Trotsky. Un ancien correspondant des *Izvestia*, Romm, témoigne qu'il a rencontré Trotsky à Paris, à la fin de juillet 1933 et qu'il a reçu de lui des directives écrites qu'il a rapportées à Radek. Radek déclare avoir détruit les textes, mais en donne le contenu : défaitisme et terrorisme, telles étaient les instructions de Trotsky. Piatakov déclare qu'en décembre 1935, de Berlin où il était en mission officielle, il s'est rendu en avion à Oslo, où il a rencontré Trotsky dans sa maison : Trotsky lui a donné des directives de sabotage et de terrorisme et l'a mis au courant de ses entretiens avec Rudolf Hess, le ministre nazi, adjoint de Hitler, et des accords qu'ils ont conclus pour leur lutte commune contre l'U.R.S.S. Piatakov et Radek reconnaissent en outre leur responsabilité directe pour tous les actes terroristes, commis ou non, imputés aux groupes d'action dépendant de l'un ou l'autre centre, depuis le meurtre de Kirov jusqu'à ceux - seulement projetés - de Staline, Vorochilov, Molotov, Kaganovitch, Jdanov, Kossior, Postychev, Eikhe, Tchouhar et autres moindres personnages du régime. Les fonctionnaires de l'administration économique, de Sérébriakov, le vieux-bolchevik, à Stroïlov, le sans-parti, avouent une liste impressionnante d'actes de sabotage qui vont de la fixation systématique de normes de travail très basses pour les cheminots à l'organisation de déraillements, en passant par des plans destinés à la diminution de 80 % de la production de charbon, l'organisation d'explosions dans les mines avec comme objectif de tuer le plus d'ouvriers stakhanovistes possible, celle d'« intoxications » ou « d'empoisonnements de masse », la dilapidation des fonds publics, le retard systématique, allant jusqu'à trois mois, du paiement des salaires aux ouvriers, le retrait de la circulation des locomotives en bon état de marche et leur remplacement par des machines non réparées. Kniazev, à lui tout seul, avoue l'organisation de quinze graves accidents de train et de mille six cents avaries. Tous déclarent avoir appliqué dans cette campagne, de sabotage, les directives données par Trotsky. Les moins connus des accusés déclarent avoir été, en outre, des agents des services de renseignements étrangers : Stroïlov de l'Allemagne, Kniazev du Japon, Rataitchak étant, selon Vychinski « un espion peut-être polonais et peut-être allemand »²⁵ et Hrasche mangeant, comme lui, à plusieurs râteliers.

Après ce déballage de turpitudes, Vychinski entreprend, dans son réquisitoire, de démontrer, en remontant à l'activité de Trotsky avant la révolution, comment l'opposition était vouée à finir dans le sabotage et la trahison. Treize accusés sont condamnés à mort, dont Piatakov, Mouralov, Sérébriakov, Bogouslavski, Drobnis. Arnold et Stroïlov sont condamnés à dix et cinq ans de prison. Deux des vedettes du procès, Sokolnikov et Radek, sont épargnés, n'étant condamnés qu'à dix ans de

²⁴ KHROUCHTCHEV, rapport au XXII^e congrès, *op. cit.* p. 508.

²⁵ *Le procès du centre antisoviétique trotskyste*, p. 494.

prison. Comme après le premier procès, avant et après l'exécution, la presse reprend en chœur les vitupérations de Vychinski contre les condamnés, « criminels de profession au sang-froid de vipère »²⁶.

Problèmes posés par le deuxième procès.

Le deuxième procès n'a peut-être pas été préparé par les mêmes hommes; il l'a été, sans aucun doute, dans les mêmes bureaux, par des spécialistes formés à la même école. Ici aussi, il est clair que ne comparaissent que ceux qui ont avoué : tous les dossiers sont numérotés, Arnold a le numéro 36, ce qui permet de supposer qu'il y a au moins dix-neuf absents. Leurs noms sont d'ailleurs cités, au cours des débats, qu'il s'agisse de responsables ou d'exécutants : Priobrajenski est désigné par Hadek comme membre du centre, Beloborodov, Boudou Mdivani, Kolziouhinski, pour ne s'en tenir qu'aux plus connus, sont plusieurs fois mentionnés. Ni les uns ni les autres ne figureront jamais dans un procès public. L'accusation tente à plusieurs reprises de faire confirmer par les accusés les aveux faits par les condamnés du premier, notamment en ce qui concerne l'assassinat de Kirov. Mais le changement d'orientation, l'élargissement de la gamme des crimes « avoués » obligent le procureur à contester les aveux des condamnés de 1936, quand il s'écrit : « Quand nous nous sommes mis à démêler de plus en plus les écheveaux abjects de leurs crimes monstrueux, nous avons découvert à chaque pas le mensonge et la duperie de ces hommes qui avaient déjà en pied dans la tombe »²⁷.

Aucun accusé ne résiste, comme avait tenté de le faire Smirnov. Plusieurs, cependant, nient certaines accusations, font des aveux ambigus. Piatakov refuse d'admettre qu'au « début de son activité « trotskyste », il savait qu'elle le mènerait à la trahison et porte ainsi un coup à la thèse du trotskysme, trahison consciente. Il nie toute préparation à un attentat contre Staline jusqu'à ce qu'on lui ait opposé trop d'autres témoignages pour qu'il puisse continuer sans démolir l'édifice entier. Bientôt on va savoir de façon certaine que deux témoignages, deux aveux, de taille, sont faux : l'entrevue d'Oslo n'a pu avoir lieu, ne serait-ce que parce qu'aucun voyageur étranger ne s'est rendu en Norvège par avion dans la période indiquée, et parce que les circonstances du séjour de Trotsky ne lui permettaient pas de recevoir une telle visite dans des conditions de secret. En outre, il était placé sous la surveillance de la police française à Saint-Palais à l'époque où Romm prétend l'avoir rencontré à Paris. Mais le questionnaire rédigé par Trotsky pour éclairer le témoignage de Piatakov ne lui sera évidemment pas soumis : ainsi que le redoutait le chef de l'opposition, Piatakov est exécuté le 1^{er} février, avant que l'opinion mondiale ait pu exercer une pression suffisante pour le faire de nouveau interroger.

En fait, rien, aujourd'hui, ne subsiste non plus des accusations et des aveux du deuxième procès. Le « voyage d'Oslo » n'existe pas plus que l'hôtel Bristol. Quand, au procès de Nuremberg, le procureur russe aura en face de lui les principaux dirigeants de l'Allemagne nazie, et en particulier Rudolf Hess, il ne posera aucune question sur les entretiens de ce dernier avec Trotsky, base de l'accusation de trahison du procès de 1937, et cela malgré les protestations de Natalia Sédova et des amis politiques de Trotsky. Ce silence et celui des archives allemandes sur ce point établissent clairement la falsification. En janvier 1937, Mouralov, le vieux-bolchevik, et Arnold, l'aventurier, avaient avoué un attentat manqué contre l'automobile de Molotov à Prokopiévsk, en 1934. Mouralov fut exécuté. Au XXII^e congrès, Chvernink, président de la commission de contrôle, déclare, parlant du « cynisme » de Molotov : « Lors d'un voyage à Prokopiévsk, en 1934, les roues de droite de son auto glissèrent, dans la cuvette de la route. Aucun des passagers ne fut blessé. Cet épisode servit par la suite de prétexte à une version parlant d'« attentat » à la vie de Molotov, et un groupe d'innocents fut condamné à cause de cela »²⁸.

La signification du procès.

En fait, la clé du procès se trouve dans le compte rendu sténographique officiel, et en particulier dans l'interrogatoire et les déclarations de Karl Radek, véritable porte-parole de l'accusation sur le banc des accusés, un des rares rescapés des procès, épargné visiblement en récompense du rôle qu'il y avait joué. Un des hommes les plus remarquables de sa génération par ses capacités intellectuelles, proche de l'opposition de 1923 à 1926, membre actif de celle-ci de 1926 à 1928, il l'avait abandonnée en 1929 et sera, à partir de cette date, l'une des cibles de Trotsky, qui l'accuse notamment d'avoir dénoncé : Blumkine à la Guépéou et d'être devenu un authentique mouchard. Comédien de grand talent, Radek est parfaitement à l'aise devant le tribunal face à Vychinski qu'il remet à l'occasion à sa place d'un mot sec, dénonce avec nonchalance tous les complices du centre, Boukharine et Rykov, innocentés quatre mois auparavant, Putna, un collaborateur de Toukhatchevski, sur qui il laissera planer un soupçon, pour l'en laver le lendemain. Il prononce surtout une ultime déclaration dans laquelle il jette avec humour quelques informations sur les conditions de l'instruction et donne au procès toute sa signification politique.

Protestant contre certains qualificatifs appliqués aux accusés par le procureur, il commence par rappeler que tout le procès repose sur des aveux. « Le procès, dit-il, a deux points centraux. Il a dévoilé la préparation à la guerre et a montré que l'organisation trotskyste est devenue l'agence de ces forces qui préparent la nouvelle guerre mondiale. Quelles sont les preuves de ce fait? Les preuves sont les déclarations de deux hommes : les miennes, dans lesquelles j'ai déclaré avoir reçu des directives et des lettres - que j'ai brûlées, malheureusement - de Trotsky et les déclarations de Piatakov qui a parlé avec Trotsky. Toutes les autres dépositions reposent sur les nôtres. Si vous n'avez affaire qu'à de simples criminels de droit commun, qu'à des mouchards, comment pouvez-vous être certains que ce que nous avons dit, c'est la vérité, la vérité inébranlable ? [...] Il va sans dire que le procureur et le tribunal, qui connaissent toute l'histoire du trotskysme, qui nous connaissent, n'ont aucune raison de nous soupçonner, nous qui traînons ce boulet qu'est le terrorisme, d'y avoir ajouté pour notre plaisir celui de la trahison d'Etat. Il est inutile de chercher à vous persuader. Mais il faut chercher à persuader en premier lieu les éléments trotskystes éparpillés et rodant dans le pays qui n'ont pas encore déposé les armes, qui sont dangereux et doivent comprendre que nous disons ici avec une émotion profonde la vérité et rien que la vérité », cette vérité que, selon lui,

²⁶ *Ibidem*, p. 482.

²⁷ *Ibidem*, p. 535.

²⁸ XXII^e congrès, *op. cit.*, p. 132.

Kamenev, Zinoviev et Mratchkovski ont dissimulée, puisque « Kamenev a préféré périr comme un bandit sans programme politique »²⁹.

Radek entreprend donc de démontrer comment le trotskysme mène à la trahison, parce que le pouvoir de Staline est trop fort. « Les vieux trotskystes, dit-il, soutenaient qu'il était impossible d'édifier le socialisme dans un seul pays : c'est pourquoi il fallait accélérer la révolution en Occident. Maintenant, voilà ce qu'on leur offre : en Occident, aucune révolution n'est possible ; pour cette raison, détruisez le socialisme en U.R.S.S. Que le socialisme soit édifié dans notre pays, c'est un fait que personne ne peut manquer de voir. » Radek explique que, s'il n'a cependant pas dénoncé la conspiration, quand il a connu l'alliance entre Trotsky et Hitler, c'est d'une part parce que « la justice soviétique n'est pas une machine à hacher » et « parce qu'il y avait une couche importante de gens que nous avons amenés dans cette voie de lutte qui ne connaissaient pas, dirais-je, les principes essentiels de l'organisation, qui erraient dans les ténèbres ». Non sans un certain humour noir, il confesse : « Je dois dire que ce n'est pas moi qu'on a torturé, mais que c'est moi qui ai torturé les enquêteurs en les obligeant à faire un travail inutile. Pendant deux mois et demi, j'ai obligé le juge d'instruction, par des interrogatoires et en opposant à mes déclarations celles des autres accusés, à dévoiler devant moi tout le tableau, afin que je sache qui avait avoué, qui n'avait pas avoué, dans quelle mesure les aveux ont été faits par chacun. » Et il raconte comment, le dernier, il a « tout avoué », faisant de lui-même le régisseur du spectacle : selon Krivitzki, ce serait une entrevue avec Staline qui l'aurait décidé à « poursuivre l'instruction contre lui-même »³⁰.

La conclusion de Radek est un appel politique à l'union sacrée destinée à désarmer toute opposition virtuelle : « Il y a dans ce pays des demi-trotskystes, des quarts de trotskystes, des huitièmes de trotskystes, des gens qui nous ont aidés, ignorant l'existence de l'organisation terroriste, ayant de la sympathie pour nous et qui, par libéralisme ou par esprit frondeur à l'égard du parti, nous ont aidés. Nous disons à ces gens : quand il y a une paille dans la masse d'un grand marteau, le danger n'est pas encore grand ; mais, quand la paille est dans une hélice, cela peut entraîner une catastrophe. Nous nous trouvons à une période de tension extrême, une période d'avant-guerre. A tous ces éléments, [...] nous disons : celui qui sent dans ses rapports avec le parti la moindre fêlure dans sa confiance doit savoir que demain il peut devenir un fauteur de diversions, un traître, s'il ne s'applique pas à réparer cette fêlure par une sincérité totale devant le parti. Deuxièmement, nous devons dire aux éléments trotskystes de France, d'Espagne et des autres pays - de tels éléments il y en a - que l'expérience de la Révolution russe a montré que le trotskysme, c'est le saboteur du mouvement ouvrier. Nous devons les prévenir qu'ils paieront de leur tête s'ils ne profitent pas de notre expérience. Enfin, nous devons dire au monde entier, à tous ceux qui luttent pour la paix, que le trotskysme est un instrument des fauteurs de guerre »³¹.

Stalinien par cynisme, Radek ne rend pas à Staline des services gratuits. Il entend bien en être récompensé et souligne leur valeur : « Quand Nicolas Ivanovitch Mouralov, l'homme le plus proche de Trotsky, que je croyais prêt à mourir en prison sans proférer un mot, quand cet homme a fait ses déclarations et les a justifiées en disant qu'il ne voulait pas mourir avec l'idée que son nom puisse devenir le drapeau de toute la racaille contre-révolutionnaire, eh bien, c'est là le résultat le plus profond de ce procès »³². Par sa bouche s'exprime la nécessité qui s'impose à Staline s'il veut préserver son régime menacé : il faut vaincre l'opposition diffuse à l'intérieur du pays, il faut assurer le monopole des partis communistes sur les ouvriers de France, d'Espagne et d'ailleurs, il faut gagner l'alliance des puissances occidentales pour assurer la paix par le maintien du statu quo. La condition de cette victoire est la destruction préalable de l'opposition trotskyste, de l'organisation pour la IV^e Internationale qu'il faut anéantir parce qu'elle menace la dictature de la bureaucratie, au dedans comme au dehors : c'est en ce sens que la « confession » Mouralov est « le résultat le plus profond du procès », car elle, et elle seule, est une défaite réelle de Trotsky.

Ici aussi, pourtant, le résultat apparaît mince, avec le recul du temps : tandis qu'en Espagne, et en France les tueurs de la N.K.V.D. s'attachent à la liquidation systématique des partisans de Trotsky, et des révolutionnaires : anti-staliniens en général, assassinant, en France, le Tchèque Klement et le Polonais Reiss, puis Léon Sédov lui-même, en Espagne, le leader du P.O.U.M. Andrés Nin, l'Autrichien Kurt Landau, le Tchèque Erwin Wolff, l'Allemand Moulin et bien d'autres, elle est amenée inéluctablement à frapper en U.R.S.S. même bien au-delà du noyau numériquement réduit des « trotskystes » et à exterminer toute la vieille garde des bolcheviks et des communistes étrangers résidant en U.R.S.S., les cadres mêmes du parti et de l'Internationale.

Procès à huis-clos et liquidation sans jugement.

Toute une série d'arrestations suivent immédiatement le procès Piatakov. Boukharine et Rykov sont vraisemblablement arrêtés à ce moment, de même que le juriste Pachoukanis, que la *Pravda* attaque le 20 janvier. Le suicide d'Ordjonikidzé, le 18 février, est un autre aspect de la lutte qui se déroule dans l'appareil et dont l'assemblée plénière du comité central qui se déroule entre le 23 février et le 5 mars n'est que l'un des épisodes. Le communiqué de la *Pravda* du 6 mars dit que « la question de l'activité antiparti de Boukharine et Rykov a été examinée » et que leur exclusion du parti a été décidée. Krivitski et les auteurs de stalinien affirment que Boukharine et Rykov, extraits de prison pour la circonstance, ont assisté à l'assemblée, et y ont vainement plaidé non-coupables. Le compte-rendu fait par Khrouchtchev à Moscou et publié dans la *Pravda* du 17 mars semble confirmer la présence au comité central des deux hommes : « Ils sont venus à l'assemblée pour la tromper, [...] ils n'ont pas pris le chemin du repentir » et doivent être considérés comme des « ennemis du parti et de la classe ouvrière ».

Dans son rapport du XX^e congrès, Khrouchtchev dit qu'à ce moment où « la terreur était dirigée non contre les restes des anciennes classes exploitées mais contre les honnêtes travailleurs du parti et de l'Etat », mis en accusation pour « double jeu », « espionnage », « sabotage » et « complots », « de nombreux membres [du comité central] mirent réellement en question la

²⁹ *Le procès C.A.S.T.*, pp. 565-566.

³⁰ *Ibidem*, p. 573.

³¹ *C.A.S.T.*, pp. 572-573.

³² *Ibidem*, p. 573.

justesse de la ligne établie de répressions de masses sous prétexte de lutte contre les hommes à double visage »³³. Selon lui, Postychev, premier secrétaire d'Ukraine, se serait fait le porte parole de ces nouveaux opposants, battus pourtant, puisque le comité central adopte un rapport d'Ejov sur le danger des opérations de diversion de sabotage et d'espionnage dont Molotov assure au cours de la discussion que leurs auteurs « se donnent pour des communistes et des partisans ardents du pouvoir soviétique »³⁴.

La crise est si grave que, pour un temps, il n'y aura pas de procès public, ni même, dans la majorité des cas, de procès tout court. L'armée rouge est décapitée : le 31 mai, c'est le chef politique de l'armée, Gamarnik, un stalinien fidèle, qui se suicide. Le 11 juin, un communiqué annonce l'arrestation et le jugement, le jour même, d'un groupe généraux comprenant Toukhatchevski, Iakir, Ouborevitch, Feldmann, le chef des cadres, Eideman, Kork, el Primakov et Putna, emprisonnés depuis 1936. Ces hommes étaient en réalité déjà condamnés à mort, ainsi qu'il a été révélé au XXII^e congrès, et peut-être déjà exécutés. Malgré les affirmations officielles, il n'est pas certain qu'un jugement ait véritablement eu lieu, certains des juges, dont les noms ont été publiés, comme Alksnis, ayant été déjà arrêtés à cette date. C'est au mois de novembre que, selon les révélations de Chélépine, sont arrêtés des membres importants « militants du parti, hommes d'Etat et militaires marquants » parmi lesquels il cite Postychev, Kossior, Eikhe, Roudzoutak, Tchoubar, Boubnov, Ounschlicht, Krylenko³⁵. Presque tous seront fusillés à des dates différentes, Eikhe l'étant, selon Khrouchtchev le 2 février 1940, à un moment où il était, depuis longtemps, considéré comme disparu. Le 16 décembre, un communiqué laconique annonce le jugement à huis-clos, la condamnation pour haute trahison et l'exécution d'Aveli Enoukidzé, exclu en 1935.

C'est à partir de cette date que disparaissent les uns après les autres, les survivants de l'opposition de gauche. Un ancien détenu a récemment donné des détails jusque-là ignorés sur la liquidation des trotskystes au camp de Vorkouta³⁶ : Ils y sont en 1936 plusieurs milliers, regroupés dans les mêmes baraques, solidement organisés, et qui refusent de travailler plus de huit heures par jour. Leurs chefs de file sont l'Arménien Socrate Guévorkian, le Letton Melnaš, ancien membre du comité central des Jeunesses, ancien dirigeant de l'opposition à l'université de Moscou, les vieux-bolcheviks Vladimir Ivanov et Vladimir Kossior, l'ancien secrétaire de Trotsky, Poznanski, que Ciliga avait rencontré à Verkhouralsk. Au cours de l'hiver 1936-1937, ils ont encore réussi, par une grève de la faim de 132 jours, à obtenir une amélioration de leurs conditions de travail. Mais, à l'été, un premier convoi, comprenant notamment l'ancien membre du comité central Vladimir Ivanov Kossior et Serge Sédov, le fils cadet de Trotsky, est dirigé sur Moscou, où ces hommes seront fusillés. A la fin de mars 1938, Guévorkian et une vingtaine d'autres, emmenés en « convoi », sont abattus non loin du camp. Jusqu'à la fin de 1938, les exécutions se succèdent au rythme d'une quarantaine une ou deux fois par semaine. Il n'y a plus que quelques survivants quand les « convois » cessent, lors du remplacement d'Ejov par Béria. En réalité, Staline ne liquide pas seulement les bolcheviks qui, dans le passé, ont été en conflit avec l'appareil, mais, pratiquement, la totalité de la vieille garde bolchevique, y compris les hommes qui, dans les années 20, avaient assuré son triomphe sur l'opposition. Les exécutions de 1937 ne sont que le signal de la gigantesque purge que les Russes ont baptisée Ejovtchina, du nom du chef de la N.K.V.D. qui fut son metteur en scène. L'essentiel s'en est déroulé sans bruit et sans publicité. Ce n'est qu'à son déclin, après le triomphe définitif de la terreur généralisée, que se déroule l'ultime procès, celui de Boukharine, baptisé procès du « bloc des droitiers et des trotskystes ».

Le troisième procès de Moscou.

Les vingt et un accusés du troisième procès de Moscou sont jugés du 2 au 13 mars. Autour de Boukharine et Rykov, les anciens droitiers, de Christian Racovski, l'ancien dirigeant de l'opposition de gauche, Krestinski, l'ancien secrétaire du parti, des vieux-bolcheviks responsables à de hautes fonctions du parti et de l'Etat, on trouve Iagoda, l'ancien chef de la N.K.V.D., les ex-commissaires du peuple Grinko, Tchernov, Rosengoltz, et des ex-membres du comité central Khodjaev, Ikramov, Zelenski, de hauts fonctionnaires et trois médecins. L'accusation leur reproche d'avoir rassemblé, sous l'étiquette de « bloc des droitiers et des trotskystes » une conspiration réunissant, en outre, des mencheviks, des socialistes-révolutionnaires, des nationalistes bourgeois d'Ukraine, de Biélorussie, de Géorgie, d'Arménie, d'Azerbaïdjan et d'Asie centrale, et d'avoir agi « sur les instructions des services d'espionnage d'Etats étrangers hostiles à l'U.R.S.S. », après un accord conclu, par l'entremise de Trotsky, pour leur concours armé en vue de renversement du pouvoir soviétique et du démembrement de l'U.R.S.S.

La liste de leurs « forfaits » est impressionnante : Krestinski, sur « instructions directes de l'ennemi du peuple Trotsky, agent des services d'espionnage allemand et anglais », est un espion allemand depuis 1921, Hosengoltz espionne pour l'Allemagne depuis 1923 et l'Angleterre depuis 1926, Racovski pour l'Angleterre depuis 1924 et le Japon depuis 1934, Grinko pour l'Allemagne et la Pologne depuis 1932. Il leur est reproché des actes de sabotage dans l'agriculture, les transports, les finances, l'industrie. Ils ont en outre, selon l'accusation, participé à de nombreux attentats terroristes, tenté d'assassiner Staline, Molotov, Kaganovitch et Vorochilov, contribué à l'assassinat de Kirov, assassiné, par l'intermédiaire de Iagoda et des médecins. Maxime Gorki, et son fils Pechkov, Menjinski, successeur de Dzerjinski à la Guépéou, et Kouibychev, tenté d'empoisonner Ejov; Boukharine est, en plus, accusé d'avoir, en 1918, comploté avec les s.r. de gauche en vue d'arrêter et d'assassiner Lénine. Trois accusés, enfin, sont présentés comme ayant été agents de l'Okhrana avant la révolution.

Rien de nouveau, en somme, sinon que, cette fois, d'autres meurtres que celui de Kirov sont à reprocher aux accusés, et que les accusations d'espionnage sont plus généreusement distribuées. Rien de surprenant, en tout cas : depuis plusieurs mois, l'auteur de la Lettre d'un vieux bolchevik avait écrit que la mort de Gorki, empoisonné sur l'ordre de Staline, serait un des chefs d'accusation dans un nouveau procès et Trotsky, le 16 avril 1937, avait annoncé non seulement que Iagoda serait accusé d'empoisonnements criminels, mais encore que Racovski n'était envoyé au Japon que pour étayer ultérieurement une accusation d'espionnage contre lui. On voit également se produire les accusations attendues contre Toukhatchevski et les

³³ KHROUCHTCHEV. A.S.C., p. 29.

³⁴ MOLOTOV cité par CHVEHNIK, XXII^e congrès, *op. cit.*, p. 432.

³⁵ XXII^e congrès, *op. cit.*, p. 291.

³⁶ *Courrier socialiste*, nov.-déc. 61, traduit dans IV^e Internationale, déc. 62 : « Les trotskystes à Vorkouta ».

autres généraux, afin de confirmer a posteriori leur trahison. Les traditionnels entretiens avec Trotsky figurent dans les dossiers de l'accusation, d'ailleurs toujours aussi mal servie. Ainsi, Bessonov avoue avoir reçu une lettre de Trotsky à la fin de décembre 1936, alors que celui-ci, interné en Norvège depuis le mois de septembre, s'est embarqué le 18 décembre pour le Mexique ; Krestinski dit l'avoir rencontré dans les Alpes italiennes aux environs du 10 octobre 1933, alors que, de notoriété publique, il était à cette époque sous l'étroite surveillance de la police française à Barbizon. Le seul élément nouveau dans ce procès, on le trouve en définitive au banc des accusés, dans une résistance tantôt ouverte et tantôt voilée, une complaisance trop éclatante dans certains aveux, la désinvolture de grand seigneur de Boukharine à l'égard de Vychinski, une sorte de volonté de caricaturer de la part de certains accusés en même temps que l'expression poignante d'un désespoir à peine tempéré, de temps en temps, par un clin d'œil à ceux, présents ou à venir, dont ils pensent qu'ils pourront un jour comprendre et expliquer.

Le premier jour est marqué par un incident sans précédent. L'accusé Krestinski - dont Vychinski révélera qu'il a résisté à neuf mois d'interrogatoire avant de céder déclare que ses aveux à l'instruction sont faux. Il affirme : « Je n'ai jamais été membre du bloc des droitiers et des trotskystes, dont j'ignorais l'existence. Je n'ai commis aucun des crimes dont je suis personnellement accusé; en particulier je plaide non-coupable à l'accusation d'avoir eu des liens avec le service de renseignements allemand »³⁷. Il s'exclame : « Avant mon arrestation, j'étais membre du parti communiste de l'U.R.S.S. et je le reste. » Il persiste pendant tout son premier interrogatoire, niant toute valeur aux témoignages de ses co-inculpés, affirmant qu'il n'a lui-même avoué que pour comparaître dans un procès public et pouvoir nier, ce qui ne lui aurait pas été possible s'il n'avait d'abord avoué à l'instruction. L'après-midi, il persiste dans ses dénégations et c'est seulement le surlendemain que, de nouveau interrogé, il confirme ses premiers « aveux ». Il conteste cependant farouchement avoir touché des sommes de la part du général Von Seeckt en 1920-21, ne le reconnaissant que pour la période qui part de 1922. Dans son ultime déclaration, il déclare n'avoir été qu'en prison « persuadé de la vanité [de ses] espoirs et du caractère désespéré et criminel » de la lutte³⁸.

Les autres accusés manifestent aussi, clairement, leur volonté de résister. Rykov est celui qui va le plus loin dans l'aveu d'une activité terroriste. Il nie pourtant avoir poussé Tchernov à utiliser ses fonctions de commissaire à l'agriculture pour saboter mais, comme Tchernov confirme l'accusation, répond : « Il a trop bien répondu. Sans doute ai-je dû faire ce qu'il a dit »³⁹. Quand Vychinski le presse de reconnaître qu'ils étaient des espions, il se tait, et répond à la question de savoir s'il organisait l'espionnage : « Je ne valais pas mieux qu'un espion »⁴⁰. Il nie toute responsabilité dans le meurtre de Kirov, reconnaît avoir « discuté la question du terrorisme », donné à son secrétaire l'instruction de surveiller le passage des autos de membres du gouvernement, mais répète : « Nous n'avons jamais pris de décision précise quant à tuer tel ou tel »⁴¹. Iagoda dit qu'il est devenu un conspirateur lorsqu'en 1929, d'accord avec Boukharine et Rykov, il a caché son opposition à la direction du parti, nie, le matin du 3 mars, avoir participé à l'assassinat de Menjinski, puis reconnaît l'après-midi l'avoir fait sur l'ordre d'Enoukidzé - jugé à huis-clos et exécuté trois mois auparavant. A la question de savoir s'il a réellement donné des ordres pour que la N.K.V.D. n'empêche pas l'assassinat de Kirov, il répond : « Oui... Ce n'était pas cela... mais c'est sans importance »⁴². Il répond au docteur Lévine qui l'accuse de lui avoir donné l'ordre d'assassiner Gorki : « Il exagère, mais ça n'a pas d'importance »⁴³. Il indique à un moment qu'il donne au tribunal « l'information qu'il juge nécessaire de lui donner »⁴⁴. Il nie enfin l'accusation d'espionnage : « Je ne suis pas un espion et ne l'ai jamais été »⁴⁵, souligne que, dans ce cas, tous les agents secrets de l'étranger auraient pu se trouver en chômage et tourne en ridicule l'accusation sur ce point.

De tous les accusés, c'est Boukharine qui résiste avec le plus de constance et, semble-t-il, conformément à un système. Il touche, comme en passant, le problème juridique de fond et déclare : « L'aveu des accusés est un principe moyenâgeux »⁴⁶. Il bouscule sévèrement le procureur, faisant mouche par certaines répliques - « moi aussi, je peux être spirituel »⁴⁷ -, ou, quand le procureur lui a, dans une série de questions, « arraché » certaines précisions sur ses crimes, concluant son propre interrogatoire : « C'est exactement ce que je voulais savoir »⁴⁸. Il admet avoir voulu déclencher contre Staline une « lutte ouverte » en 1928, mais rabroue Vychinski qui a cru possible de traduire cela par « insurrection armée », et conclut la passe d'armes en déclarant que « l'incident est clos »⁴⁹. Il refuse d'admettre qu'il a été au service de l'espionnage étranger et ferme le dialogue en affirmant : « Pendant l'année où j'étais en prison, on ne me l'a jamais demandé »⁵⁰. Quand Vychinski s'efforce de l'entraîner dans une lointaine complicité avec un cas précis de terrorisme, il ironise : « Ainsi, il apparaît que je savais quelque chose dont quelque chose découlerait »⁵¹. A plusieurs reprises, il démolit accusation ou témoignage, mais s'arrête sans pousser son avantage, comme si ce genre de démonstration devait se tenir dans certaines limites. Le témoin Maximov finit par se contredire sous ses questions, qu'il arrête aussitôt. Il avoue avec emphase avoir collaboré à l'élaboration de la plate-forme Rioutine et conspiré illégalement. Vychinski, pressé, commet la maladresse de l'interrompre : « Vous ne dites rien sur vos crimes. » Et Boukharine de rétorquer : « Ainsi vous ne considérez pas comme crime une organisation illégale, ni la plate-forme Rioutine ? »⁵². Quand le procureur, plusieurs fois échaudé par ce redoutable adversaire et visiblement désarçonné, tente de lui

³⁷The case of the anti-soviet bloc of rights and trotskysts, p.36.

³⁸*Ibidem*, pp. 259-264.

³⁹*Ibidem*, pp. 109.

⁴⁰*Ibidem*, pp. 413.

⁴¹*Ibidem*, pp. 170.

⁴²*Ibidem*, pp. 376.

⁴³*Ibidem*, pp. 578.

⁴⁴*Ibidem*, pp. 175.

⁴⁵*Ibidem*, pp. 786.

⁴⁶*Ibidem*, pp. 778.

⁴⁷*Ibidem*, pp. 137.

⁴⁸*Ibidem*, pp. 166.

⁴⁹*Ibidem*, pp. 130.

⁵⁰*Ibidem*, pp. 424.

⁵¹*Ibidem*, pp. 419.

⁵²*Ibidem*, pp. 389.

faire reconnaître qu'il serait « plus correct » de sa part d'admettre qu'il est un espion, il réplique sèchement : « C'est votre opinion, la mienne est différente »⁵³.

En réalité, il nie toutes les accusations précises tout ce qui n'est pas une responsabilité politique générale. Malgré l'apparition de « témoins » comme Ossinski, il nie avoir essayé d'assassiner Lénine en 1918, n'admet pas l'accusation de défaitisme et d'espionnage, dément catégoriquement que les généraux Toukhatchevski et Kork aient projeté, en cas de guerre d'« ouvrir le front » aux troupes allemandes, refuse d'admettre même une lointaine complicité dans les meurtres de Kirov, Menjinski, Kouibytchev, Gorki, Pechkov, affirme qu'il a rencontré pour la première fois nombre de ses co-accusés, qu'il n'a jamais abordé « de sujet contre-révolutionnaire » avec la plupart des autres et que, pour former un gang, comme le procureur les accuse de l'avoir fait, il faut « au moins se connaître et être en contact les uns avec les autres »⁵⁴.

Il n'est pas jusqu'au malheureux Racovski, vieillard évidemment brisé par les conditions de son emprisonnement, qui ne relève la tête entre les aveux les plus invraisemblables, parlant à plusieurs reprises de l'opposition, ce que Vychinski ne peut tolérer, avouant qu'il a transmis à l'Intelligence Service « une analyse de la nouvelle Constitution »⁵⁵, affirmant qu'il n'a appris les « crimes du bloc qu'au tribunal », détruisant dans la même phrase l'aveu qu'il vient de faire : « En 1934, [...] nous étions devenus une école d'espionnage, de sabotage, de trahison, de terrorisme. Pourtant il y avait une sorte de liaison interne avec notre passé »⁵⁶ - ce passé dont il a plusieurs fois rappelé qu'il était un passé de révolutionnaire : « Personne, Je le pense, ne peut mettre le signe égal entre nous et les fascistes. Ce serait déformer tout le tableau, [...] nuire à la vérité. [...] Toute notre politique était de l'aventurisme; [...] ce que nous faisions était jouer le tout pour le tout, mais quand une aventure risquée réussit, les aventuriers deviennent de grands hommes d'Etat »⁵⁷.

La portée des aveux.

En définitive - et sans qu'il soit toujours possible de les expliquer dans le détail de façon satisfaisante - les aveux des accusés du procès Boukharine ont une signification profonde par rapport à l'état réel de la société soviétique dont ils révèlent quelques aspects particulièrement scandaleux - et expriment ainsi un rôle secondaire des procès qui est de fournir à une opinion publique peu critique des boucs émissaires à bon marché. Zelenski, responsable des coopératives de commerce de détail, « avoue » avoir lancé sur le marché les beurres les plus coûteux et empêché la distribution de beurres à bon marché, reconnaît avoir fait placer dans les mottes du verre pilé, des clous et des coquilles d'escargots. Grinko raconte comment il retenait systématiquement les salaires des ouvriers, privait de crédit les entreprises. Tchernov relate ses efforts pour répandre les épizooties et détruire le cheptel national. Fayçoullah Khodjaev dit qu'il faisait abattre les mûriers et accusait ceux qui protestaient contre ce gaspillage d'être « Orposés à la mécanisation, opportunistes et antiparti ». Tous les accusés prennent gaillardement à leur compte comme « sabotage » l'incapacité bureaucratique, la gabegie administrative. Il faut cependant renoncer à comprendre pourquoi Zelenski refuse d'avouer, et pourquoi Vychinski tient tellement à lui faire avouer qu'il a mis des coquilles d'escargots dans les œufs qu'il livrait au marché, alors qu'il reconnaît complaisamment en avoir systématiquement dissimulé dans les paquets de beurre. Dans cette débauche d'aveux, cocasses, la palme revient sans doute à l'accusé Ikramov prêtant à Boukharine ces propos destinés à rassurer des saboteurs qui craignent d'être démasqués : « Vous êtes de drôles de gens si vous croyez qu'on va parler de ce que vous faites. Chaque fois, vous n'avez qu'à dire que c'est la ligne du gouvernement; ainsi c'est le gouvernement qui est à blâmer »⁵⁸.

Les aveux imposés sont un miroir terrible de la société et du régime qui les dicte : ceux du docteur Lévine sont accablants et donnent du despotisme de la police dans le régime stalinien une image si cruelle que bien des sages en douteraient s'ils n'avaient été prononcés à Moscou devant le tribunal. Le malheureux médecin racontant comme si ce genre de démarche était dans l'ordre des choses - la visite du chef de la police lui donnant l'ordre d'assassiner son illustre malade, lui prête cette menace : « N'oubliez pas que vous ne pouvez pas me désobéir, vous ne pouvez pas m'échapper. Vous ne pouvez rien dire. On me croira, moi, mais pas vous. » Plaidant pour sa vie, l'illustre praticien ajoute - quel accablant témoignage contre le régime, que l'aveu soit authentique ou dicté - : « Il me répéta que mon refus d'exécuter signifierait ma ruine et celle de ma famille. Il me représentait que je n'avais d'autre issue que de me soumettre à lui. Quand on considère comment le tout-puissant lagoda m'est apparu, à moi, sans-parti, alors, bien sûr, il était difficile d'échapper à ses menaces et à ses ordres »⁵⁹.

C'est dans ce cadre, et dans ce cadre seulement, non dans la « psychologie du bolchevik » ou dans l'« âme slave » comme ont essayé de le faire croire de trop nombreux essais de littérature pseudo-historique, qu'il faut comprendre les aveux des vieux-bolcheviks. Mieux qu'aux procès précédents sans doute, les dépositions - celles de Racovski et de Boukharine - éclairent le comportement de ces hommes qui, après avoir été de vaillants révolutionnaires, des hommes intrépides, aussi courageux moralement que physiquement, ont lutté, sans toujours bien comprendre ce qui arrivait, contre l'étranglement de leur propre parti et contre la dictature de l'appareil inspiré par Staline. A cette date, ils sont vaincus, et ont renoncé définitivement à se battre. A des moments différents, ils ont su que ce n'était pas une société socialiste qui s'édifiait sous leurs yeux, et que la révolution dégénérait : Boukharine évoque devant les juges l'époque où il considérait « avec un haussement d'épaules, avec ironie et même avec une certaine rancœur, au fond, la croissance de ces gigantesques usines, comme des boutons monstrueux, qui privaient de larges masses d'articles de consommation et représentaient, au fond, un certain danger »⁶⁰. Ils ont lutté, avec des méthodes différentiels, contre ce certain danger qu'ils tentaient d'analyser dans le cadre de leur pensée marxiste, avec leurs instruments propres de militants. Ils ont été battus, Boukharine avant d'avoir livré combat, de

⁵³ *Ibidem*, pp. 432.

⁵⁴ *Ibidem*, pp. 769.

⁵⁵ *Ibidem*, pp. 307-308.

⁵⁶ *Ibidem*, pp. 296.

⁵⁷ *Ibidem*.

⁵⁸ *Ibidem*, pp. 347.

⁵⁹ *Ibidem*, pp. 518.

⁶⁰ *Ibidem*, pp. 381.

crainte d'ouvrir les vannes de la réaction, Racovski après des années de lutte très dure. Dès lors, sur ces hommes vieillissants, qui baissaient les bras, les humiliations, les coups ont plu. Boukharine, toute honte bue, s'est humilié en public. Pourquoi lutter, à quoi bon ? Un nouveau système social est né qui n'est pas le socialisme. Sous le climat terrible de Barnaoul, Racovski a tenu six ans et le sentiment de la solitude et de la défaite a fini par l'accabler aussi, après son évasion manquée : « Il n'y avait plus pour nous d'avenir politique »⁶¹. Ils ont pourtant été de nouveau jetés en prison et - ils le disent tous deux - ce n'est que là qu'ils ont consenti à « parler », à jouer en public le dernier acte de leur tragédie.

Les explications, aujourd'hui, ne manquent pas. Après dix années de capitulation, ces hommes, ainsi que le dit Trotsky, en étaient venus à n'avoir « d'autre espoir de salut qu'en une soumission absolue, en une prostration totale ». Mais cette mise en condition était nous en avons aujourd'hui la certitude - le complément psychologique des méthodes policières les plus brutales et les plus cyniques. Après les révélations de Veissberg et d'Ivanov Razoumnik, celles du XX^e congrès ont achevé d'éclairer la préparation des grands procès. « Les aveux de culpabilité, déclare Khrouchtchev, avaient été obtenus à l'aide de tortures cruelles et inhumaines. » Il donne sa réponse aux questions depuis longtemps posées : « Comment se fait-il qu'un homme confesse des crimes qu'il n'a pas commis ? D'une seule manière, à la suite de l'application de méthodes physiques de pressions, de tortures l'amenant à un état d'inconscience, de privation de son jugement, d'abandon de sa dignité humaine. C'est ainsi que les confessions étaient obtenues ». Après avoir dit que Staline ne connaissait qu'une méthode, « battre, battre et battre encore », Khrouchtchev précisera au XXII^e congrès : « Certains d'entre eux avouaient. Même lorsqu'on leur annonçait qu'on les relevait des accusations d'espionnage portées contre eux, ils insistaient eux-mêmes sur leurs dépositions précédentes, car ils estimaient que mieux valait persister dans leurs fausses dépositions, afin d'en finir au plus vite avec la torture, pour mourir au plus vite »⁶².

A la lumière de ces aveux-là, le silence de la majorité des bolcheviks assassinés en secret prend une singulière grandeur. La thèse tenace du « dernier service » rendu au parti, dans une sorte de sacrifice personnel, qui a fourni à la littérature tant de développements sensationnels est ramenée à de plus justes proportions. D'après les aveux de Khrouchtchev, les témoignages des rescapés des prisons hongroises, Palocz-Horvath et Justus, d'après les informations dont on dispose sur le sort des familles, on devine bien des marchés et bien des chantages. « La vie sauve contre les aveux » : c'est un coup de dé, mais Radek est la preuve que l'accusé peut sauver sa tête. Dans plusieurs cas - au moins celui de Boukharine et de Piatakoff -, on peut tenir pour vraisemblable un marché du type de celui qui fut offert au Hongrois Rajk : les aveux en échange de la promesse de garantir la vie de la femme et des enfants. Qui oserait affirmer qu'un homme vaincu ne peut être tenté de saisir l'unique chance de sauver les siens ? Qui peut encore affirmer, en toute connaissance de cause, que les aveux étaient l'aboutissement normal de l'idéologie du bolchevik et de son acceptation de la discipline du parti ?

Les aveux mêmes, sous cet éclairage, prennent un autre aspect. Les accusés qui avouent tiennent leur engagement : chez presque tous cependant se manifeste sous une forme ou sous une autre leur passé de militant révolutionnaire et comme un appel pathétique à l'avenir contre le présent qui les écrase. C'est le vieux militant qui parle en Racovski quand, après avoir avoué ses « activités » d'espionnage, il évoque le danger de guerre : « J'ai appris les fiévreux préparatifs que tous les Etats fascistes faisaient pour déclencher une guerre mondiale. Ce que le lecteur absorbe d'habitude à petites doses, tous les jours, [...] je l'ai ingurgité d'un coup à haute dose »⁶³. Boukharine, battu et sans espoir de revanche, explique sa défaite ultime par une dérisoire fidélité à ce qui reste de la révolution d'Octobre et que menace aujourd'hui la barbarie nazie. Militant, il cherche un substitut qui rappelle ses convictions passées, pour ne pas mourir seul, désormais inutile et conscient de l'être, après avoir identifié pendant trente années son destin personnel à celui du prolétariat : « Quand on se demande : « si tu meurs, au nom de quoi mourras-tu ? c'est alors qu'apparaît soudain, avec une netteté saisissante un gouffre absolument noir. Il n'est rien au nom de quoi il vaille de mourir si je devais mourir sans avouer mes torts. Et, au contraire, tous les faits positifs qui resplendissent en Union soviétique prennent des proportions différentes dans la conscience : c'est ce qui, à la fin, m'a désarmé et m'a forcé à fléchir le genou devant le parti et devant le pays. Et quand on se demande : Bien, supposons que tu ne meures pas, supposons que, par quelque miracle, tu vives, encore une fois, pour quoi ? Isolé de tous, ennemi du peuple, dans une situation inhumaine, complètement isolé de ce qui est l'essence même de la vie. [...] Le résultat, c'est la complète victoire morale interne de l'U.R.S.S. sur les opposants à genoux »⁶⁴.

De la même manière quand le vieux Racovski affirme : « Bien sûr, mon passé peut être réduit à néant et sera effacé par mes malheureuses actions, mais, comme motif interne, personne ne peut rien contre lui »⁶⁵, il témoigne encore pour les générations à venir, comme Boukharine clamant sa foi dans le socialisme, ridiculisant le procureur Vychinski, ou niant toutes les accusations précises, que chez ces hommes battus, brisés, déshonorés, privés des raisons de se battre et de vivre, il restait un grain d'espoir qu'un jour, proche ou lointain, des camarades les comprendraient, liraient entre les lignes et sauraient.

En définitive, dans ces procès où le seul véritable accusé, Trotsky, était hors de la portée des juges et des policiers, où les accusés présents n'étaient que des témoins forcés, d'avance condamnés, où le passé du bolchevisme était traîné dans la boue et piétiné, c'est finalement contre Staline et le régime bureaucratique que se retourne, des années après, le témoignage des victimes, qu'il s'agisse de leur silence ou de leurs aveux. Des siècles auparavant, Galilée aussi avait dû avouer que la terre ne tournait pas et qu'il en avait menti ; et pourtant, elle tourne.

⁶¹ *Ibidem*, pp. 763.

⁶² XXII^e congrès, *op. cit.*, p. 507.

⁶³ The case of A.S.B. R. T., pp. : 313-314.

⁶⁴ *Ibidem*, pp. 777-778.

⁶⁵ *Ibidem*, pp. 313.

Chap. XVI - LE PARTI DE LA BUREAUCRATIE

Les procès de Moscou n'ont été, pendant vingt années, qu'une lucarne entrouverte sur la réalité de l'U.R.S.S., un petit aspect de la gigantesque épuration du parti et de l'Etat qui a profondément secoué l'U.R.S.S. entre 1936 et 1938. D'autres fenêtres se sont ouvertes depuis lors, en particulier lors du XXII^e congrès, quand les dirigeants du parti ont révélé cette épuration pour en faire porter la responsabilité à ceux qui étaient en 1936-38 les fidèles lieutenants de Staline et sont devenus, après sa mort le « groupe anti-parti ».

Chélépine, président du comité de la sécurité d'Etat, raconte: « Dans cette période, des lois pénales d'exception furent adoptées. Elles permettaient de discréditer et d'exterminer des dirigeants honnêtes, dévoués au parti et au peuple. Nombre d'organismes extra-judiciaires parurent. Il a été établi que la proposition de les créer fut élaborée par Kaganovitch en personne. [...] Molotov, Kaganovitch et Malenkov [...] décidaient d'un trait de plume du sort de beaucoup d'hommes. [...] Il a été établi, documents à l'appui, que Kaganovitch, sans attendre la fin des débats judiciaires et sur des affaires diverses, rédigeait lui-même les projets de sentences et y apportait arbitrairement les changements qui l'arrangeaient. [...] Ces hommes [...] doivent être hantés de cauchemars, il doit leur sembler entendre les sanglots et les malédictions des mères, des femmes et des enfants, des camarades innocents morts »¹. Spiridonov, secrétaire du parti à Léninegrad: « Durant quatre ans, une vague continue de mesures de répression déferla sur des hommes honnêtes qui n'avaient rien fait de déshonorant. Souvent, l'affectation à un travail responsable équivalait à un pas vers le bord du gouffre. Beaucoup furent exterminés sans jugement ni instruction, sur la foi d'accusations fabriquées à la hâte. Etaient victimes de la répression non seulement les travailleurs eux-mêmes, mais aussi leurs familles, jusqu'aux enfants absolument innocents, dont la vie était ainsi fêlée dès le début »². Et la vieille militante Lazourkina, membre du parti depuis 1902: « Le grand mal causé par Staline n'était pas seulement dans le fait que, beaucoup de nos meilleurs ont péri, que l'arbitraire régnait, que des innocents étaient jetés en prison. [...] La peur régnait. On se calomniait les uns les autres, on n'avait pas confiance, on allait jusqu'à se calomnier soi-même. On nous frappait pour nous faire calomnier. On nous donnaient les listes, on nous forçait à les signer, on nous promettait de nous relâcher, on nous menaçait: si vous ne signez pas, nous vous tuons »³. Chvernîk, enfin, leur compagnon d'armes, cite à propos de Malenkov, Kaganovitch et Molotov des faits précis, confirmant les accusations lancées par l'opposition de gauche: « Chaque déplacement de Malenkov s'accompagnait de l'arrestation des secrétaires de comités régionaux du parti et d'un grand nombre d'autres dirigeants. [...] Kaganovitch, [...] par le chantage et la provocation, obtenait l'arrestation de nombreux militants. [...] Après sa nomination comme commissaire du peuple aux voies de communication, des arrestations en masse commencèrent dans les transports ferroviaires. [...] Furent arrêtés sans aucun motif plausible suppléants de Kaganovitch, presque tous les chefs de ligne, chefs de sections politiques et autres dirigeants des transports. Actuellement ils ont été réhabilités, beaucoup d'entre eux à titre posthume. [...] C'est sous le pouvoir de Molotov que fut introduite la méthode illégale de la condamnation des gens d'après les listes. [...] Il disposait de son propre chef du sort des personnes arrêtées »⁴.

Margarete Buber-Neumann - qui sera plus tard arrêtée par la Guépéou et déportée en Sibérie, avant d'être livrée à la Gestapo et déportée cette fois à Neuengamme - raconte l'histoire qui faisait fureur à Moscou, en 1938, tandis que la guerre prenait en Espagne un tour critique: « Teruel est pris! - Sa femme aussi? ». L'ampleur de l'épuration, le nombre des arrestations et des exécutions n'ont jamais été officiellement révélés. Alexandre Weissberg parle de sept millions de personnes arrêtées. Dallin et Nicolaïevski estiment que de sept à douze millions de soviétiques ont été condamnés aux travaux forcés. Ces estimations, invérifiables, ne semblent pas invraisemblables, dans la mesure où les successeurs de Staline ont accumulé les précautions pour dissimuler le chiffre exact des arrestations arbitraires qu'ils dénonçaient. Sur ce nombre, combien d'exécutions? Au XX^e congrès, Khrouchtchev parle de 7 679 réhabilitations, la plupart à titre posthume, attribuée à Béria la responsabilité de plusieurs dizaines de milliers d'exécutions et dit que Staline approuva personnellement 383 listes de personnes à exécuter par la N.K.V.D., sans jugement, comprenant « plusieurs milliers de noms ». Pijade, le dirigeant yougoslave, a parlé de trois millions de victimes. Les interventions au XXII^e congrès de Chvernîk, Chélépine, Spiridonov et autres suggèrent en effet des chiffres élevés, des centaines de milliers, au moins plutôt que des milliers: c'est bien d'un bain de sang qu'il s'est agi. Le voile se lèvera-t-il un jour prochain, à la suite, par exemple, de la réalisation du projet de monument élevé à la mémoire des victimes de Staline dont on a parlé beaucoup après le XXII^e congrès? Nous devons en tout cas constater le luxe de précautions dont on entoure aujourd'hui encore les réhabilitations, et la discrétion avec laquelle on lève les contraintes qui pesaient depuis plus de vingt-cinq ans sur les familles, et notamment les enfants survivants des victimes.

L'extermination des bolcheviks.

Cependant, si les dimensions de la purge restent aujourd'hui encore du domaine des hypothèses, il n'en est plus de même de sa signification. La grande purge a frappé d'abord et avant tout la vieille garde des bolcheviks, les survivants du parti de Lénine, ceux qui reparaissent aujourd'hui, les uns après les autres dans les notices biographiques à la fin des œuvres de Lénine avec la mention. « Tomba victime des calomnies des ennemis. »

¹ XXII^e congrès, *op. cit.*, p. 291-293.

² *Ibidem*, p. 358.

³ *Ibidem*, p. 363.

⁴ *Ibidem*, pp. 431-432.

L'établissement d'une liste complète des militants et dirigeants bolcheviques, cadres de la révolution et de l'Etat soviétique du temps de Lénine, exécutés pendant la grande terreur est une tâche irréalisable aujourd'hui. Une simple énumération, pourtant, s'impose, en soi déjà terriblement significative. Les plus connus des vieux-bolcheviks, Zinoviev, Kamenev, Boukharine, ont disparu, exécutés après leurs procès : ils étaient, avec Staline et Trotsky, les survivants du bureau politique du temps de Lénine. Nous avons vu que les condamnés des grands procès étaient parmi les hommes les plus représentatifs de la vieille garde bolchevique : Bakaïev dirigeait la Tcheka, Racovski Ivan Smirnov, Sérébriakov, Piatakov étaient membres du comité central pendant la guerre civile et tous les hommes cités par le testament de Lénine, sauf Staline et Trotsky ont été exécutés, comme traîtres. En ce qui concerne les hommes qui ont disparu en prison, Jugés « à huis-clos » ou abattus sans procès, nous nous contenterons d'énumérer les noms des principaux bolcheviks cités au cours de ce travail les ex-« trotskystes » Smilga, Préobrajenski, Beloborodov, Sapronov, V. Kossior, V. Ivanov, Sosnovski, Kotzioubinski, les ex-« zinovievistes » Kaïourov, Safarov, Vardine, Zaloutski, Koukline, Vouyovitch, les anciens de l'opposition ouvrière Chliapnikov et Medvedev, les anciens « droitiers » Ouglanov, Rioutine, Slepkov, Schmidt, Maretski, Eichenwald, les anciens opposants à des dates diverses, Riazanov, Milioutine, Lomov, Krylenko, Téodorovitch, Syrtsov, Lominadzé, Chatskine, Tchaplina: au même titre que des hommes qui, depuis le début, avaient été les « compagnons d'armes », de Staline, les S. Kossior, Roudzoutak, Postychev, Tchoubar, Eikhe, Solts, Gamrnik, Ounschlicht, Mejlauk, Goussev, les survivants de l'époque pré-bolchevique Steklov et Nevski, l'ancien président de la Société des vieux-bolcheviks. Avec eux disparaissent les membres de leurs familles : le deuxième fils de Trotsky, Serge Sédov, pourtant apolitique, ses deux gendres, anciens de la guerre civile, Man-Nevelson et Platon Volkov, sa première femme Alexandra Bronstein, les femmes de Kamenev, Toukhatchevski, leurs sœurs, la fille de Boukharine, la femme de Solntsev, la femme et l'enfant de Joffé.

Les militants disparaissent par pans entiers : ainsi, d'un seul coup, tous les communistes russes, techniciens ou diplomates ayant joué un rôle en Espagne, Antonov-Ovseenko comme Rosenberg, le général Berzine et Stachevski comme Michel Koltsov, l'envoyé spécial de la *Pravda*. Presque tous les communistes étrangers réfugiés à Moscou sont frappés. Ainsi disparaîtront les Allemands Heinz Neumann, Remmele, Fritz Heckert, vétéran spartakiste, le spécialiste des questions militaires Kiepenberger, et d'autres noms connus, toute la vieille garde du parti communiste polonais, Warski, l'ami de Rosa Luxembourg, Wera Kostrzewa, déjà citée, Lenski et Bronski, combattants de la révolution russe, les Hongrois dont la liste s'allonge aujourd'hui à la fin des œuvres rééditées de Béla Kun: et d'abord Béla Kun lui-même. Dans son rapport au comité central de la ligue des communistes de Yougoslavie, le 19 avril 1959, Tito parlera de « plus de cent communistes authentiques [...] qui trouvèrent la mort dans les prisons et les camps de Staline » : encore, seul survivant ou presque d'une purge qui l'amena à succéder, à la tête du parti communiste yougoslave à Gorkitch, exécuté sans procès, dose-t-il soigneusement ses réhabilitations, taisant jusqu'au nom de Voya Vouyovitch, dans la liste des militants exécutés.

Une analyse par secteurs de l'activité soviétique de l'origine politique des victimes de la purge fait apparaître clairement, non seulement que les cadres d'origine révolutionnaire ont été exterminés, mais encore que la majorité des « ralliés » a survécu à la purge et en a bénéficié. Parmi les économistes, Boukharine, Smilga, Préobrajenski, Bazarov ont été liquidés : l'ancien menchevik Stroumiline, collaborateur du gouvernement tsariste pendant la guerre, devient le théoricien officiel. Les diplomates d'origine révolutionnaire, Krestinski, Iouréniev, Karakhane, Antonov-Ovseenko, Kotzioubinski, sont exécutés : les anciens mencheviks. Maiski, Troianovski, l'ancien bourgeois démocrate Potemkine, tous ralliés tardivement, survivent et progressent dans la hiérarchie. Tous les premiers. Tchékistes fameux Lettons Peters, Latsis, Peterson, les premiers collaborateurs de Dzerjinski, Agranov, Pauker, Kedrov, Messing, Trilisser, sont exécutés avec l'avènement d'Ejov, mais Zakovski, rallié après la guerre civile, survit et dirige les interrogatoires. Sosnovski est abattu, lui qui était la conscience de la *Pravda* révolutionnaire, et c'est Zaslavski, l'un de ceux qui lançaient contre Lénine l'accusation d'être un « agent allemand », qui dirige la chronique judiciaire de la *Pravda* et y injurie ses adversaires de toujours, comme le fait au même moment André Vychinski dont la carrière a été parallèle à la sienne. Dans l'armée rouge, dont nombre de chefs de la première heure, tous vieux-bolcheviks et oppositionnels, les Mouralov, Mratchkovski avaient été frappés les premiers, ce sont encore les vieux militants qui fournissent le gros des victimes : Mouklévitch était bolchevik depuis 1906, Dybenko depuis 1910, Primakov et Putna depuis 1914, Eideman, Kork, Iakir depuis 1917 et Toukhatchevski depuis son retour en Russie, en 1918. Ceux qui survivent, à l'exception du petit groupe de Tsaritsine; les Vorochilov, Boudienny, Timochenko, liés depuis toujours à Staline, sont d'anciens officiers tsaristes, comme Chapochnikov qui n'a adhéré au parti qu'en 1929, Govorov qui n'y adhéra qu'en 1942.

La comparaison des listes d'exécutés avec celle des organismes dirigeants est édifiante : plus de la majorité absolue des membres du comité central de 1917 à 1923, les trois secrétaires du parti entre 1919 et 1921, la majorité du bureau politique entre 1919 et 1924. Il faut renoncer à poursuivre la comparaison, faute de renseignements entre 1924 et 1934. Mais sur les 139 titulaires ou suppléants élus au comité central au congrès de 1934, 10 au moins étaient déjà emprisonnés au printemps de 1937, 98 furent arrêtés et exécutés en 37-38, dont 90 environ entre le deuxième et le troisième procès de Moscou. Seuls 22 membres, soit moins d'un sixième, se retrouveront dans le comité central désigné en 1939 : la grande majorité des manquants ont été exécutés.

Dans ces conditions, le parti a subi un choc terrible et une profonde transformation : on peut estimer à 850 000 le nombre total des exclus, soit environ 36 % de l'effectif total. Cette fois l'appareil a été frappé, et sévèrement. Brzezinski a soigneusement étudié les nominations, révélatrices de la profondeur de l'épuration, de responsables nouveaux. Il estime que sur les 100 à 150 000 cadres subalternes ceux que Staline appelait les « sous-officiers » -, 50 à 65 % ont été remplacés en 1937, de 30 à 40 % en 1938, soit entre 70 et 75 % pour les deux années. Les « officiers » - de 30 à 40 000, selon Staline -, les secrétaires des villes-districts, les chefs de sections des comités de district sont renouvelés à 80 % environ. Quant au « haut commandement » - les 3 à 4 000 responsables nationaux ou régionaux -, c'est lui qui est le plus touché, comme le montre le massacre de la majorité des membres du comité central et la disparition, entre 1937 et 1938, de tous les secrétaires régionaux, sauf deux. L'examen de la carrière des épurés montre bien que, c'est la génération révolutionnaire qui a été systématiquement frappée. Sur 55 membres titulaires du comité central éliminés entre 1936 et 1939, Brzezinski note que 47 étaient d'authentiques vieux-bolcheviks, entrés au parti avant 1917, 7 autres ayant adhéré avant 1920 et un seul après la fin de la guerre civile. Le même phénomène se révèle quand on étudie l'ancienneté de parti des délégués au XVII^e congrès en 1934 et au XVIII^e en 1938. Au XVII^e congrès, 2,6 % des délégués étaient des adhérents d'après 1929 ; mais ils constituent 43 % de

ceux du XVIII^e congrès; 75 % des délégués de 1934 étaient des vétérans de la guerre civile : ces derniers ne sont plus que 8,1 % des délégués de 1939. Sur un total de 1966 délégués en 1934 - 60 % d'origine ouvrière - 1108 ont été arrêtés entre les deux congrès pour « crimes contre-révolutionnaires »⁵.

Après la mort de Staline, Khrouchtchev invoquera pour expliquer la grande épuration, la personnalité du secrétaire général, sa « manie de la persécution », son caractère de plus en plus « capricieux, irritable et brutal », et l'influence de Béria, utilisant ces « faiblesses » et le poussant à « soutenir par toutes les méthodes possibles la glorification de sa propre personne ». Vingt ans auparavant, Trotsky avait donné, quant à lui, une analyse plus satisfaisante que cette explication psychologique : « Les milieux dirigeants éliminent quiconque leur appelle le passé révolutionnaire, les principes du socialisme, la liberté, l'égalité, la fraternité, les tâches pendantes de la révolution mondiale. La férocité des répressions atteste la haine de la caste privilégiée pour les révolutionnaires. En ce sens, l'épuration augmente l'homogénéité des milieux dirigeants et semble bien affermir le pouvoir de Staline »⁶. Les cadres nouvellement promus à la place des anciens bolcheviks ont, en effet, été formés dans le moule uniforme du parti stalinien.

Une nouvelle promotion.

Un rapport au XVIII^e congrès révèle qu'en 1938 31 % des membres des comités locaux, 41 % des membres de comités de districts, 60 % des membres des comités régionaux sont élus pour la première fois. Sur 333 secrétaires du parti des Républiques et des régions, 80,5 % ont adhéré au parti après la mort de Lénine, 91 % ont moins de quarante ans et n'ont pas vécu 1917 ni la guerre civile en militants communistes. Sur les 10 902 secrétaires des comités de district et locaux, 92 % ont moins de quarante ans, 93,5 % ont adhéré après 1924. Staline déclare avec satisfaction que, pendant les trois années de purge, 500 000 « jeunes bolcheviks » ont été promus à des postes responsables⁷. En fait, le parti a été entièrement renouvelé par cette effusion de sang, suivie d'une transfusion. La génération révolutionnaire a été exterminée.

La nouvelle génération est tout autre. Nous savons déjà que l'adhésion au parti n'avait plus le même sens en 1924 qu'elle avait eu avant et aussitôt après 1917. Au XVIII^e congrès, le nouveau chef de l'administration politique de l'armée, Léon Mekhlis, ancien secrétaire de Staline, chante sa victoire, celle de l'arrivisme et de la servilité de la nouvelle promotion des cadres, révèle avec un tranquille cynisme l'appel du régime aux instincts les plus égoïstes d'ascension individuelle, et célèbre ainsi la défaite de son prédécesseur Gamarnik, et de sa « clique » des commissaires de l'époque la guerre civile : « Ils nommèrent aux postes les plus importants des ennemis du peuple, incompetents dégénérés jusqu'à la moelle, qui avaient vendu leur âme aux agents des services étrangers. Ils opprimaient les meilleurs commissaires et travailleurs politiques, les personnes capables et habiles qui étaient loyales au parti de Lénine et de Staline, les maintenant à des rangs inférieurs et à des postes relativement peu importants. Maintenant, sous la direction du comité central du parti et des camarades Staline et Vorochilov, ont été nommés des milliers de merveilleux bolcheviks, élèves du léninisme-stalinisme. [...] C'est une œuvre d'amour pour eux que de répandre parmi les masses les paroles de Lénine et de Staline »⁸.

De fait, il y a des places à prendre dans l'appareil du parti, dans celui des soviets, dans l'administration économique, l'armée, la N.K.V.D. Pratiquement tous les diplomates russes à l'étranger ont été épurés. Entre 1937 et 1938, sept vice-commissaires à la défense trois maréchaux 13 sur 15 des chefs d'armée, 30 sur 58 des commandants de corps, 110 des 195 commandants de division, de 15 à 20 000 officiers sont révoqués et arrêtés⁹. Au XVIII^e congrès, Kaganovitch dit que « les années 1936-1937 virent de grands renouvellements dans les cadres dirigeants des industries lourdes, particulièrement celles des carburants et des chemins de fer »¹⁰. On plaça des milliers de nouveaux venus : sur 70 000 spécialistes employés sous le contrôle du commissaire du peuple à l'industrie des carburants 54 000 n'ont terminé leurs études qu'après 1929. Ce sont des « cadres qui se conforment à toutes les directives du parti, du comité central, du pouvoir soviétique et à toutes les directives du camarade Staline »¹¹.

Pour comprendre ce que représentaient les nouveaux venus, leur état d'esprit, il importe de se référer aux conditions de l'épuration telles qu'elles nous apparaissent à travers la presse dans la campagne de vigilance qui la précède, l'explique et la provoque, et dont les archives de Smolensk nous donnent une image précise. Les réunions se passent en dénonciations réciproques, la N.K.V.D. est débordée. On dénonce aussi bien pour régler de vieux comptes, libérer un emploi que l'on convoite, créer les conditions de son propre avancement, autant que pour n'être pas suspecté de tiédeur ou de libéralisme dans la lutte contre les saboteurs, les terroristes et les espions. L'hystérie délatrice atteindra de tels sommets qu'une résolution du comité central citera, dans la *Pravda* du 19 janvier 1938, l'exemple du secrétaire régional de Kiev - épuré depuis - qui tenait pour suspect tout communiste n'ayant jamais fait de dénonciation.

Les hommes qui « montent » dans ces conditions sont d'un autre type que les bureaucrates de la première époque stalinienne, rigides et brutaux, mais « peuple » d'allure. Un universitaire anglo-saxon, résumant sur ce point les observations de « personnes déplacées », dit que le nouvel administrateur soviétique est « le fanatique intrigant et froid, passé maître dans l'art de la dialectique récoltée dans les académies du communisme, un « parfait monsieur » qui ne fait que singer ce qui avait

⁵ BRZEZINSKI, *La purge permanente*, p. 99-104.

⁶ TROTSKY, *Les crimes de Staline*, p. 374.

⁷ *The land of socialism to-day and to-morrow*, pp. 207-212.

⁸ Cité par BRZEZINSKI, *op. cit.*, p. 205.

⁹ *Ibidem*, p. 105.

¹⁰ *Ibidem*, pp. 90-91.

¹¹ *Ibidem*, p. 91.

été autrefois la vraie inspiration révolutionnaire »¹². Les techniciens et spécialistes se recrutent dans les couches les mieux instruites et sont pour 50,4 % en 1940 recrutés dans des familles qui, avant 1917, n'étaient ni ouvrières, ni paysannes. Plus de 70 % des recrues du parti, après 1938, sont membres de la nouvelle intelligentsia : ils occupent désormais une place de plus en plus grande dans les cadres. En 1934, le congrès comptait 21,1 % de délégués ayant une instruction supérieure ou secondaire, les proportions correspondantes dans le parti étant respectivement de 4,4 et 15,7. Plus de 54 % des délégués du XVIII^e congrès ont reçu une instruction supérieure au secondaire et on peut déduire de l'absence de toute statistique sur la composition sociale du congrès de 1939 que la proportion parmi les délégués d'ouvriers et de paysans travaillant dans la production n'a cessé de décroître¹³.

Cet afflux de sang frais dans l'appareil ne modifie en rien sa nature, ni la composition du noyau dirigeant, les hommes de l'entourage immédiat de Staline, qui tiennent les leviers de commande. Ce groupe des survivants des purges dont Merle Fainsod suggère « qu'il n'est peut-être pas fantastique de supposer » qu'il est aussi celui des « exécuteurs en chef »¹⁴ résulte d'une longue sélection. Après les disparitions successives de Kirov, Kouibychév, Ordjonikidzé, il reste tout de même, de la vieille génération stalinienne, les hommes de la première heure, les fidèles de la lutte contre l'opposition, Molotov, Kaganovitch, Kalinine, Mikoyan, Andreïev, Chvernîk. Au lendemain des grands procès et de la purge, ils sont rejoints au sommet de l'appareil par les chefs de file d'une nouvelle génération, des hommes dont l'ascension a commencé, au plus tôt, dans la lutte contre l'opposition de 1923, les Jdanov, Béria, Malenkov, Khrouchtchev, Boulganine, Mekhlis, Voznessenski, que l'on retrouve aussi bien dans le secrétariat du comité central qu'au conseil des commissaires du peuple, au bureau politique ou au bureau d'organisation, et dont la carrière illustre l'emprise des permanents sur tous les secteurs de la vie du pays.

Béria, né en 1899, est entré au parti en 1917. Tchékiste en 1921, il sert dans la Guépéou jusqu'en 1931 et devient à cette date secrétaire régional. Quand Ejov, sacrifié à la haine générale, disparaît en 1938 - dans un asile d'aliénés, dit-on -, il le remplace à la tête de la N.K.V.D. et devient suppléant du bureau politique. Boulganine, lui, a adhéré à vingt-deux ans, en 1917, et a été d'abord tchékiste. Il fait ensuite une carrière d'administrateur d'industrie, de 1922 à 1938, où il devient président de la Banque d'Etat à la place d'un vieux-bolchevik fusillé. Il entre en 1939 au comité central et au conseil des commissaires. Jdanov a fait toute sa carrière dans l'appareil du parti : en 1939, il est membre du bureau politique, du bureau d'organisation, et toujours secrétaire à Léninegrad, où il a succédé à Kirov. Khrouchtchev est entré à vingt-deux ans dans le parti, en 1918. Etudiant à l'université ouvrière de Kharkov, il s'est distingué contre l'opposition en 1923 et semble avoir été dans ses débuts dans l'appareil un protégé de Kaganovitch. Nommé au poste-clé de premier secrétaire de Moscou à la veille des grands procès, il a été envoyé comme premier secrétaire en Ukraine, en janvier 1938, lors de la révocation de Kossior, au moment de la destruction de tous les cadres ukrainiens du parti et des jeunesses. Malenkov n'est au premier plan que depuis 1934, mais il a déjà derrière lui une carrière bien remplie, tout entière au cœur de l'appareil. Membre du secrétariat personnel de Staline, il a été un des responsables de la section organisation et instruction et, à partir de 1934, chef du directoire des cadres au secrétariat du comité central. En 1939, il est secrétaire du comité central et membre du bureau d'organisation : il semble bien qu'il ait partagé avec Ejov, mais dans l'ombre, la direction de la répression contre les vieux-bolcheviks. Mekhlis est aussi un ancien secrétaire de Staline : il est membre du bureau d'organisation et chef des services politiques de l'armée. Voznessenski a adhéré au parti à seize ans, en 1922. D'abord apparatchik, puis technicien de l'industrie, il a été professeur, puis directeur en 1931 de l'Institut des professeurs rouges. Président de la commission du plan à Léninegrad, lié à Jdanov, il est commissaire du peuple et président du Gosplan en 1939.

Aucun de ces hommes tout-puissants n'est pourtant plus qu'un simple rouage de l'appareil, une créature soumise et dévouée à celui qui a fait sa carrière, le protège et le menace, qu'ils servent et qu'ils craignent : le « chef génial » les a faits et peut les défaire. Postychev était l'un d'eux et - si l'on en croit Khrouchtchev - il a payé de sa vie l'insolence d'une réponse et une tentative d'opposition¹⁵. Deux autres d'entre eux - Boulganine l'a dit et Khrouchtchev raconté - admettent dans une conversation privée qu'ils ne savent pas, quand ils entrent chez Staline, s'ils en sortiront pour rentrer chez eux ou pour être conduits en prison¹⁶. La crainte qu'ils inspirent est à la mesure de celle qu'ils éprouvent. Du haut en bas de la pyramide bureaucratique coule une cascade de peur et de haine. De bas en haut monte un flot d'adulation, de louanges et de prières : « Staline, notre espoir, Staline, notre attente, Staline, diacre de l'humanité progressiste, Staline, notre drapeau, Staline, notre volonté, Staline, notre victoire » proclame, place Rouge, après la condamnation de Piatakov, le premier secrétaire de Moscou, Nikita Khrouchtchev, qui fustige les « avortons infâmes » aux « mains meurtrières »¹⁷. Presque vingt ans après, devenu le tout-puissant premier secrétaire, le même homme confessa publiquement que lui et ses semblables devaient craindre pour leur vie si, par malheur, Staline leur trouvait le « regard fuyant »¹⁸. Comparés aux hommes de fer qui avaient constitué la petite phalange révolutionnaire au temps de Lénine, par rapport à leur puissance et à leur autorité d'administrateurs incontrôlés, les lieutenants de Staline peuvent paraître, à bien des égards, insignifiants et pusillanimes. Mais c'est probablement pour cette raison même qu'ils vivent et commandent toujours et chantent très haut les louanges de celui qui peut à son gré disposer de leur vie, - quittes à l'accabler après sa mort.

¹²DICKS, *Human Relations*, p. 131.

¹³SCHAPIRO, *C.P.S.U.*, pp. 437-438.

¹⁴FAINSOD, *How Russia*, p. 522.

¹⁵KHROUCHTCHEV, *A.S.C.*, p. 82.

¹⁶*Ibidem*.

¹⁷*Pravda*, 31 janvier 37.

¹⁸KHROUCHTCHEV, *A.S.C.*, p. 40.

La bureaucratie.

Cette contradiction est celle de la société russe depuis quinze ans. D'une part, les formes économiques sont les plus progressives qu'il soit, les plus propices au développement des forces productives, au progrès des sciences et ses techniques de la culture en général, et c'est seulement grâce à elles que le pays arriéré a fait le bond prodigieux qui le transforme en un pays moderne. De l'autre l'état d'arriération de l'économie et de la société en 1917, l'issue de la révolution, ont eu raison des formes politiques, progressives elles aussi, des soviets et engendré, avec la bureaucratie et l'appareil du parti monolithique et centralisé, la forme politique la plus rétrograde qui soit, le premier obstacle et la véritable cause du « sabotage » que dénoncent sans cesse les dirigeants et qui ne reflète que l'impasse où conduit la volonté de diriger une économie moderne par en haut, sans la moindre participation et sans représentation autonome des masses intéressées à la production. L'article 126 de la constitution « stalinienne » de 1936 reconnaît expressément le rôle « constitutionnel » du parti unique et déclare : « Les citoyens les plus conscients et les plus actifs de la classe ouvrière et des autres couches de travailleurs s'unissent dans le parti communiste de l'U.R.S.S., qui est l'avant-garde des travailleurs dans leur lutte pour l'affermissement et le développement du régime socialiste et qui représente le noyau dirigeant de toutes les organisations de travailleurs tant sociales que d'Etat. »

Or, plus que jamais, en 1939 et dans les années qui suivent, le parti n'a de signification qu'à travers son appareil, cerveau et colonne vertébrale, noyau dirigeant de « travailleurs responsables ». En 1934 encore, Kaganovitch avait rappelé au XVII^e congrès l'obligation pour les membres du parti d'avoir reçu une formation politique, de connaître le programme et la constitution du parti. Les statuts sont révisés en 1939 et divisent les membres du parti en deux catégories, ceux qui « acceptent » et ceux qui « connaissent » le programme du parti, ceux qui sont dirigés et ceux qui dirigent, ceux que Staline appelle les « couches dirigeantes du parti », que l'on peut à cette date évaluer à 133 000 permanents environ, soit un pour dix-sept adhérents, alors que ce rapport, en 1925, était, selon Molotov, de un pour quarante. Ce sont ces permanents de l'appareil central qui fournissent un peu moins de la moitié des membres du comité central, dont, en outre, un tiers est formé de dirigeants du parti ou du gouvernement dans les Républiques, et un cinquième de cadres supérieurs de l'armée et de la police. Le système des *nomenklatura* donne à chaque responsable, du niveau du rayon à celui de la région, le droit de nomination à plusieurs milliers d'emplois. Le secrétariat a plus que jamais une autorité sans partage sur les nominations aux leviers de commande; la circulaire de mars 1937 sur la liberté de discussion des candidatures et le rétablissement du vote secret n'a eu, en pleine purge sanglante, qu'une portée dérisoire et d'ailleurs éphémère, puisqu'elle a été abolie en mars 1938.

Au XVIII^e congrès, Staline déclare : « Notre tâche aujourd'hui est de concentrer le travail de sélection des cadres, du haut en bas, entre les mains d'un organisme unique »¹⁹. C'est ce qui est réalisé avec le directoire des cadres, chargé de la sélection, de la mutation et de la promotion des cadres dans toutes les branches d'activité, et qui sera dirigé par Malenkov. A ses côtés, le directoire de l'agitation-propagande, l'agit-prop, confié à Jdanov, a la haute main sur tous les moyens d'information et de culture, la presse, la radio, l'édition et fera de son chef le maître à penser des savants, des philosophes, des écrivains et des artistes. Des anciens départements subsistent celui des écoles, celui de l'agriculture et le toujours discret « département spécial » de Poskrebychev. Le département d'organisation et d'instruction, rétabli, est chargé de l'inspection et du contrôle du fonctionnement des organisations locales.

L'appareil est ainsi formé de couches concentriques. Autour de Staline, il y a les 14 membres du bureau politique, puis les 71 membres du comité central, et surtout les 3 à 500 fonctionnaires supérieurs du secrétariat du comité central, puis les 333 sectaires des Républiques et des territoires et leur état-major, les 10 902 secrétaires d'organisations inférieures, les cadres de la pyramide qui étend son rôle dirigeant à tous les secteurs de la vie du pays par des hommes qu'elle nomme, contrôle, dirige, récompense ou punit et qui, à leur tour, dirigent la masse informe des membres ordinaires et des sans-parti. ..

Il est devenu difficile, en 1939, d'évaluer les dimensions de la couche sociale qu'on appelle « bureaucratie », du fait du caractère de plus en plus imprécis des statistiques officielles révélatrices de certaines tendances sociales dans la mesure même où elles cherchent à les dissimuler. Les indications sont à rechercher surtout dans la rubrique de ce que les documents officiels appellent depuis 1934, la « nouvelle intelligentsia soviétique », phénomène original, sans précédent dans l'histoire, selon les théoriciens du régime. Les bases de la division en catégories sociales ne sont que rarement expliquées, et il est impossible, par exemple, de savoir dans quelle catégorie sont rangés les innombrables contrôleurs des normes ou du plans, qui peuvent évidemment être classés comme employés ou salariés parmi les travailleurs de l'industrie.

En 1939 Molotov chiffre l'intelligentsia à 9 500 000 personnes, parmi lesquels 1 750 000 directeurs et autres chefs d'entreprise d'institutions, de départements d'usine, de sovkhozes et de kolkhozes. Les techniciens, ingénieurs et autres y représentent 1 060 000 individus, cinq fois plus qu'en 1926 où ils étaient 225 000²⁰. Cette augmentation énorme est le résultat de l'industrialisation : elle est nettement supérieure à celle des docteurs, des professeurs, des étudiants. Le fait le plus frappant est la croissance de la catégorie « autres groupes » : ceux qui ne sont ni professeurs ni médecins, ni travailleurs scientifiques, ni travailleurs culturels, ni comptables, ni juges, ni étudiants, en d'autres termes, très vraisemblablement, les *apparatchiki* divers et les cadres de l'armée et de la police sont passés, pendant la même période, de 375 000 à 1 550 000 individus. D'autres chiffres permettent de saisir le caractère bureaucratique de cette intelligentsia : 86 % des cadres techniques ayant une formation secondaire sont employés dans les « services », 12 % seulement dans l'industrie et 2 % dans l'agriculture. Parmi ceux qui ont une instruction secondaire, 81 % sont dans les « services », 18 % dans l'industrie, 1 % dans l'agriculture²¹. Le courant qui entraîne la formation d'une énorme couche de fonctionnaires et de techniciens employés dans des bureaux au détriment de leur affectation dans la production ne cesse pas, malgré tous les efforts officiels. Le mot d'ordre de « réduction de la machine » se révèle inefficace. En août 1940, un ordre du comité central des syndicats révèle que l'usine d'autos de Moscou a 931 employés de syndicats rétribués, celle de Gorki 648 ; le seul syndicat des employés du commissariat au commerce a 2

¹⁹ *The land of socialism*, pp. 204-205.

²⁰ LABEDZ, « The soviet intelligentsia », *Dædalus*, été 60, p.509.

²¹ *Ibidem*, pp. 509-514.

807 permanents en 1938 ; après réorganisation, les six syndicats qui le remplacent en auront 3 546. Le syndicat des mineurs a, en 1940, 742 fonctionnaires permanents, contre 444 en 1938²².

Or c'est un fait significatif qu'à partir de 1938 les portes du parti s'ouvrent largement, surtout devant les représentants de cette nouvelle bureaucratie administrative ou économique, d'une intelligentsia où se retrouvent une majorité d'hommes dont la famille appartenait à l'intelligentsia prérévolutionnaire et dont la formation individuelle s'est faite sous la férule stalinienne. Aucun chiffre n'est donné pour l'ensemble de l'U.R.S.S. Nous savons pourtant qu'en 1941, dans la province de Tchéliabinsk, le parti a admis dans ses rangs 903 ouvriers, 399 kolkhoziens et 3 515 « employés », tandis qu'il occupe comme stagiaires 660 ouvriers, 298 kolkhoziens et 2 025 « employés ». Merle Fainsod dit : « Après l'élimination des vieux-bolcheviks dans la grande purge de 1936-38, le parti fut de nouveau rempli et revigoré par l'admission de cadres plus jeunes, de bureaucrates, ingénieurs, directeurs d'usine, présidents de kolkhozes, contremaîtres et stakhanovistes. Dans ce processus, un pas considérable fut effectué, au moins au niveau du personnel, vers une fusion du parti et de l'administration »²³. Le parti communiste de l'U.R.S.S. n'est plus un parti ouvrier mais un parti d'administrateurs et de chefs. L'accent mis sur le recrutement de membres de la nouvelle intelligentsia fait reculer le souci de recrutement dans la classe ouvrière, qui fournit dès lors au parti surtout ses propres cadres et son aristocratie, chefs d'atelier, contremaîtres, stakhanovistes. Dès le début des années 30, les statistiques officielles du parti cessent d'indiquer l'activité professionnelle réelle de ses membres. Quelques indications partielles sont pourtant révélatrices : en 1934, déjà, sur 700 000 ouvriers travaillant dans 85 des plus grandes entreprises, 94 000 seulement, soit moins de 14 %, étaient membres du parti. En 1937, l'organisation du parti compte 1 076 membres sur 10 000 ouvriers d'une entreprise métallurgique de Léninegrad. Comme 170 d'entre eux ont fait des études supérieures et 277 des études secondaires, on peut en conclure légitimement que la proportion de membres du parti parmi les ouvriers travaillant effectivement dans les ateliers ne dépasse pas 6 à 7 %²⁴.

La différenciation croissante.

Les statistiques soviétiques sont, nous l'avons déjà dit, aussi intéressantes par ce qu'elles cachent que par ce qu'elles montrent. C'est ainsi qu'il aura fallu attendre de 1934 à 1957 pour apprendre que le salaire d'un secrétaire d'organisation de base du parti est de 1 400 roubles mensuels, soit environ le double du salaire moyen d'un ouvrier d'usine. De la même façon, on assiste à la disparition, dans les statistiques, de catégories sociales dont l'existence et l'augmentation numérique sont hautement significatives. Avant 1917, on dénombrait 1 500 000 domestiques dans l'empire des tsars. Ce nombre, proche de zéro dans les années post-révolutionnaires, passe à 150 000 en 1923-24, 339 000 en 1927. Le premier plan quinquennal en prévoit 398 000 pour 1928 et 406 000 pour 1932. Mais les domestiques disparaissent des statistiques au moment où, en réalité, les appétits de la nouvelle oligarchie semblent les avoir considérablement multipliés.

L'éventail de salaires est en effet extraordinairement ouvert, non seulement entre la masse des travailleurs et le groupe des bureaucrates, mais aussi à l'intérieur de ce groupe. Le phénomène n'est pas nouveau, il ne cesse pourtant de s'accroître, les cadres recevant des avantages supplémentaires sous forme de pensions et de primes, de droits d'héritages spéciaux, d'exemption de la progression dans l'impôt sur le revenu, d'indemnités compensatrices, d'allocations diverses. S'y ajoutent des paiements en nature, tels que droit à des logements plus spacieux, accès à des magasins spéciaux, à des tarifs moindres pour des marchandises de qualité supérieure, droit à des transports spéciaux, depuis l'autocar des fonctionnaires jusqu'à la voiture avec chauffeur qui reste à la disposition du « maître », sans compter le privilège énorme que constitue l'utilisation en priorité des maisons de repos en Crimée ou dans le Caucase. Une estimation de ce type d'avantages pour le calcul de revenu effectif d'un bureaucrate, rédacteur en chef d'un journal hongrois, a abouti à un chiffre impressionnant, trente-cinq fois supérieur au salaire du fonctionnaire subalterne; elle donne certainement un ordre de grandeur convenable.

Il serait, certes, erroné, de considérer que la majorité des bureaucrates connaissent en 1939 un niveau de vie comparable simplement à celui de l'ouvrier spécialisé américain. Pourtant, leur groupe social se différencie nettement de l'ensemble des autres. David Dallin écrit : « La distinction [du fonctionnaire] et de l'homme « ordinaire » a atteint un point dont on ne peut se faire une idée. L'origine bourgeoise, intellectuelle de certains, le snobisme des autres parvenus issus de paysans et d'ouvriers -, la lassitude de plusieurs années de privation, d'appauvrissement imposé, suivies au milieu des années 30 par l'encouragement du gouvernement à « vivre joyeusement » ; tout cela a provoqué le développement de formes hiérarchiques connues seulement de la société féodale du Moyen Âge. Ne pas coudoyer « le peuple », avoir de bons vêtements et de beaux meubles, posséder un phonographe et un poste de T.S.F., circuler dans des tramways « doux » à l'usage exclusif des fonctionnaires, passer ses vacances dans des « maisons de repos » différentes des lieux fréquentés par les ouvriers, manger dans des restaurants réservés, [...] tout cela concourt à leur donner un sens de supériorité »²⁵. C'est au même furieux désir d'arrivisme et de consolidation des privilèges que répond la multiplication des grades et des titres - plus de deux cents pour les fonctionnaires civils -, des décorations et des médailles : le régime crée les hommes à son image. Les nouveaux notables constituent une élite dont l'ascension se manifeste obligatoirement par des signes extérieurs : la « réussite » personnelle est le principal stimulant de la production et de la discipline, sa recherche le moteur du progrès.

²²D. DALLIN, *La vraie Russie des soviets*, p. 65.

²³FAINSOD, *How Russia*, p. 227.

²⁴*Ibidem*, p. 228.

²⁵D. DALLIN. *op. cit.*, pp. 81-82.

La réaction organisée.

La littérature soviétique n'a donné que depuis quelques années les exemples concrets de la mentalité bourgeoise qui prévaut ouvertement dans les rangs de la bureaucratie. Critiqué pour avoir mis l'accent sur les « seuls aspects négatifs », Doudintsev n'en a pas moins crûment révélé l'arrogance seigneuriale des nouveaux riches : pour loger seule dans une pièce, à l'hôpital, la femme d'un directeur, on déménage dans les couloirs les lits d'une dizaine de malades. La résurgence des tendances typiquement bourgeoises se traduit dans la loi, à partir de 1935, notamment parce que Klaus Mehnert, qui s'en réjouit, appelle la « contre-révolution familiale »²⁶. Le divorce est rendu plus difficile par des taxes, 50 roubles pour le premier, 150 pour le deuxième, 300 pour le troisième. Il est mal considéré dans les milieux du parti. L'avortement est interdit en 1936 - alors qu'il était autorisé depuis 1917 - et puni de peines de prison. Mais les peines frappent plus souvent les femmes des classes de travailleurs que celles des classes privilégiées. Dans le culte de la famille qui réapparaît, les dirigeants voient la renaissance de rapports sociaux stables ; les privilégiés y trouvent un ordre nécessaire à leurs yeux, sans que leur liberté personnelle, fondée sur des moyens financiers étendus, en soit réellement atteinte.

Le rétablissement, en 1940, des droits d'inscription et de la rétribution scolaire à partir de la huitième année, c'est-à-dire pour tout l'enseignement supérieur et une partie du secondaire, a la même signification : la mesure ne gêne pas les familles privilégiées, mais elle interdit les études à nombre d'enfants appartenant à des couches sociales inférieures. Klaus Mehnert écrit : « Cela fut ressenti par le peuple comme une mesure permettant aux nouvelles couches supérieures de réserver l'accès à l'enseignement supérieur à leurs propres enfants »²⁷. Cette mesure exprime clairement une tendance de la caste bureaucratique à se fermer et à se perpétuer, - autrement dit, son aspiration à devenir une classe.

Après l'ère des grandes purges, la réaction est particulièrement marquée dans la législation du travail. Les syndicats sont, d'abord, profondément épurés. Selon le secrétaire du conseil central pan-russe des syndicats, Moskatov l'influence des « ennemis du socialisme et de la classe ouvrière, les mencheviks, les traîtres trotskystes et boukhariniens » avaient réussi à isoler des masses [...] les organismes syndicaux dirigeants » ; 90 % des membres des comités centraux, 55 % des présidents et 85 % des secrétaires sont, cette année-là, élus pour la première fois²⁸.

Les nouveaux « dirigeants » n'opposent, bien entendu, pas la moindre résistance aux mesures introduites à la fin de la grande purge : le 20 décembre 1938 le livret de travail devient obligatoire ; il est fourni par l'entreprise qui en a la garde tant qu'elle emploie le travailleur²⁹. Le 28 décembre, de nouveaux décrets rognent sur ce qui subsistait du code de travail ; le préavis de congé donné par l'ouvrier est porté d'une semaine à un mois. Même s'il est respecté, le travailleur qui a dénoncé son contrat perd tout droit à l'assurance maladie et aux congés de maternité jusqu'à ce qu'il ait passé six mois consécutifs dans un nouvel emploi. Des punitions, avertissement blâme transfert, licenciement doivent obligatoirement sanctionner les retards, départs prématurés, flâneries au travail. Quatre sanctions, en deux mois entraînent le licenciement sans préavis, l'expulsion du logement, la perte du droit à toute allocation³⁰. Une circulaire du 8 janvier 1939 précise que tout retard supérieur à vingt minutes doit être assimilé à une « absence injustifiée »³¹. L'intention du législateur de faire appliquer dans toute sa rigueur la réglementation nouvelle apparaît dans une information de la *Pravda* du 26 janvier annonçant la condamnation à huit mois de prison d'un chef d'atelier convaincu de n'avoir pas congédié sans préavis des ouvriers coupables d'absence injustifiée. L'angoisse du licenciement devient une menace permanente. En même temps, la lutte contre la « fluidité de la main-d'œuvre » est menée par la réorganisation du système de la sécurité sociale : l'allocation maladie-égale au salaire n'est accordée qu'aux ouvriers syndiqués qui sont depuis six ans dans la même entreprise. Ceux qui y sont depuis trois, quatre ou cinq ans ont droit à 80 % ceux qui y sont depuis deux et trois ans, à 60 %, depuis moins de deux ans à seulement 50 % du salaire³².

Les mesures du 26 juin 1940, officiellement « réclamées » par les syndicats, iront plus loin encore : la journée de sept heures - pendant six jours -, jamais appliquée en fait depuis son adoption « politique » en 1927, est supprimée et remplacée par la journée de huit heures pendant sept jours. Il est interdit aux ouvriers et employés de quitter leur emploi de leur fait, et l'infraction est punie de peines de deux à quatre mois de prison. L'absence injustifiée - dont nous connaissons la définition extensive est désormais passible de six mois de « travail correctif » dans l'entreprise, plus une amende se montant à 2,5 % du salaire³³. Un règlement approuvé par le conseil des commissaires du peuple le 18 janvier 1941 assimilera à des absences injustifiées le refus de travailler un jour férié et celui d'effectuer des heures supplémentaires, même illégalement demandées par la direction³⁴.

Les syndicats épurés eux-mêmes auront quelque peine à accepter ces mesures et la *Pravda* accusera certains responsables d'avoir cherché à protéger les resquilleurs ; 128 000 fonctionnaires des syndicats sur 203 821 seront révoqués. Au même moment, le 2 octobre 1940, une ordonnance du présidium du soviet suprême organise la « formation professionnelle obligatoire » pour les jeunes gens de quatorze à dix-sept ans, ceux de quatorze et de quinze ans étant soumis à deux années d'enseignement professionnel, ceux de seize et dix-sept ans à six mois de formation accélérée, tous étant, en outre, astreints à quatre années de travail salarié sous le contrôle d'une direction nouvelle, celle des réserves de main-d'œuvre d'Etat. Les

²⁶MEHNEHT. *op. cit.*, pp. 43-61.

²⁷*Ibidem*, p. 117.

²⁸Cité par John G. WRIGHT, « The crisis in the soviet union », *Fourth International*, juillet 41, p. 18.

²⁹SCHWARZ, *op. cit.*, pp. 136-137.

³⁰*Ibidem*, p. 138.

³¹*Ibidem*, p. 139.

³²*Ibidem*.

³³*Ibidem*, pp. 142-144.

³⁴*Ibidem*, p. 146.

élèves du secondaire et du supérieur - où la gratuité de l'enseignement vient d'être supprimée - sont seuls dispensés de la formation professionnelle et des quatre années de service civil³⁵.

Commentant ces mesures dans la *Pravda* du 30 octobre 1940, le vieux Kalinine écrit : « La lutte de classe se déroule dans une direction différente. La lutte pour la plus haute productivité du travail, telle est aujourd'hui l'un des principaux fronts de la lutte des classes. » La jeune classe ouvrière russe - la moitié de ses vingt millions d'ouvriers d'usine, des transports, du bâtiment a, à cette date, moins de trente ans - se trouve enserrée dans un carcan plus terrible que celui qu'aucun Etat capitaliste ait jamais pu construire, qui l'enferme dès l'enfance et ne cesse de faire peser sur chacun la menace de l'arrestation et de la condamnation. Les comptes rendus des tribunaux donnent mieux que toutes les analyses une image fidèle des nouveaux rapports sociaux: en septembre 1940, le chef du département politique de la ligne de chemin de fer de Gorki, Vorobiev, et son complice Romanov, chef du service « passagers », sont traduits en justice, accusés d'avoir « toléré » en deux mois 1 572 cas de violations de discipline et 145 « départs volontaires ». Vorobiev a en outre, utilisé à son service personnel une employée de chemins de fer comme cuisinier et un secrétaire comme valet de chambre. La *Pravda* du 24 septembre, qui en rend compte, révèle que toutes les autorités politiques et administratives connaissaient l'activité de Vorobiev, que du reste ses subordonnés imitaient. L'accusé Romanov confesse : « Je me suis conduit comme un poltron devant Vorobiev. Je ne voulais pas de complications. » Vorobiev est condamné à deux ans de prison, Romanov à un an de travail forcé - dans son emploi - et une amende de 20 % de son salaire. Aucun des responsables qui connaissaient les actes reprochés à Vorobiev ni de ceux qui l'imitaient n'a été frappé.

Les ouvriers coupables de « petit vol », quelques morceaux de sucre, des galettes, des cadenas, de scandale dans la rue, ivresse dans un autobus, « propos que l'on ne peut reproduire en public », sont condamnés à un an de prison, et les *Izvestia* du 27, août rapportent la condamnation à trois ans de prison d'un ouvrier qui a fait scandale dans la clinique où on lui refusait le certificat médical qu'il demandait pour éviter la condamnation pour « absence injustifiée ». La lutte de classe continue bel et bien entre les ouvriers et la bureaucratie : les lois draconiennes et les proscriptions répétées n'en sont que l'expression.

La fin de l'« antifascisme ».

Depuis le 23 août 1939, un nouveau tournant a été pris: Staline a signé avec l'Allemagne de Hitler le pacte de non-agression connu sous le nom de « pacte Hitler-Staline » qui donne le signal du début de la deuxième guerre mondiale. L'histoire n'en a pas été faite, si l'on veut bien admettre que réquisitoires et, apologies n'ont rien à voir avec l'histoire. Sans doute l'historien a venir saura-t-il montrer la difficile partie de poker à trois qu'ont jouée dans les deux années précédentes, le bloc franco-anglais, l'axe Rome-Berlin et l'U.R.S.S. L'accord de Munich indiquait incontestablement que les démocraties occidentales étaient prêtes à d'importantes concessions, jusques et y compris le renoncement à leurs engagements diplomatiques antérieurs, pour éviter le choc. La guerre d'Espagne avait aussi montré les limites de leur « antifascisme », dominé par leur sentiment de classe. La diplomatie de Staline avait toujours recherché l'alliance allemande, y compris après 1933, dans l'espoir de maintenir l'U.R.S.S. en dehors de la guerre qui se préparait. Il semble bien n'avoir jamais entièrement renoncé à des efforts en ce sens, même au temps de l'antifascisme le plus claironnant, dans la première année de la guerre d'Espagne. A partir de 1937, les indices ne manquent pas de ce que Staline songe, de façon de plus en plus précise, au rapprochement avec Hitler : il est vraisemblable, ainsi qu'on l'a soutenu, que, par certains aspects, la condamnation de Radek comme celle de Toukhatchevski aient été destinées à couvrir les traces de négociations engagées avec son aval. En 1938, il devient clair que la politique « antifasciste » a été abandonnée en Espagne : les témoins, là aussi, sont supprimés. Au procès Boukharine, certains des accusés sont présentés comme agents de l'Angleterre tandis que d'autres le sont, comme au deuxième, de l'Allemagne, ce qui ménage toutes les possibilités d'alliance non encore réalisées.

Ce qui intéresse, en l'occurrence l'histoire du parti, est que le pacte germano-soviétique, pacte de non-agression, assorti d'un partage de l'Europe orientale en zones, d'influences, a entraîné un tournant radical dans le domaine de la propagande et de l'idéologie, le parti jetant par-dessus bord sans explication toutes les affirmations de la période antérieure sur la lutte pour la paix conçue comme un statu quo et la lutte contre le fascisme sous toutes ses formes. Etudiant à l'université de Moscou, Wolfgang Leonhard a laissé un tableau très vivant du tournant opéré en 1939 dans l'enseignement³⁶ : la victoire d'Alexandre Nevski sur les chevaliers teutoniques, en 1242, au lac Peïpous, cesse d'être un événement capital de l'histoire russe et ne mérite même plus une citation. En revanche, un accent particulier est mis sur la politique extérieure de Pierre le Grand et son soutien à la formation de l'Etat prussien en 1701. Les journaux « émigrés » allemands, les romans d'antifascistes disparaissent de la bibliothèque de littérature étrangère. Dès le 23 août au soir sont retirés des cinémas et des théâtres les films et les pièces « antifascistes ». Le mot « fasciste » lui-même disparaît totalement des colonnes de la presse, qui va traiter sur un ton « objectif » du déclenchement de la guerre entre « impérialistes » après le 1^{er} septembre 1939. L'« alliance » ira encore plus loin : après l'exécution par la N.K.V.D. de la majorité des dirigeants communistes allemands émigrés en U.R.S.S., Hugo Eberlein, qui avait été délégué au premier congrès de l'Internationale, Hans Kiepenberger, ancien responsable de l'organisation militaire, Pfeiffer, ancien secrétaire du parti à Berlin, Susskind, rédacteur en chef du quotidien de Chemnitz, Hermann Remmele, Heinz Neumann, Fritz Heckert, lui aussi vétéran de la ligue Spartacus, un groupe de militants communistes allemands, dont la veuve de Neumann, Margarete Buber, jusque-là détenus en U.R.S.S., en seront expulsés, c'est-à-dire remis par la N.K.V.D. à la Gestapo, qui les enverra dans les camps d'extermination.

Le même mépris d'une opinion brisée depuis la grande purge se traduit dans la présentation des événements de Finlande. La Finlande, soutenue discrètement par les Occidentaux, refuse le traité d'assistance mutuelle et les rectifications de frontière que réclame l'U.R.S.S., forte des accords secrets avec l'Allemagne. Le 29 novembre, l'armée russe attaque : dès la chute de la première cité finnoise, un gouvernement populaire est installé à grands renforts de propagande sous la présidence du vieux

³⁵ *Ibidem*, pp. 106-107.

³⁶ LEONHARD, *Child of the Revolution*, pp. 73-74.

communiste Kuusinen. Quand, après quatre mois de durs combats - un cuisant échec pour l'armée rouge -, la paix est signée avec la Finlande le 12 mars 1940, aucune mention n'est faite dans le communiqué officiel du gouvernement Kuusinen, dont quelques jours plus tard on annoncera, comme incidemment, la dissolution.

La mise au pas, à la suite de la répression, a été efficace : on ne discute pas plus en U.R.S.S. les perspectives mondiales que l'alliance avec ceux qui étaient hier les ennemis du genre humain, ou l'abandon du gouvernement de la « république-sœur », au moment où l'on « soviétise » les pays baltes. La nouvelle législation du travail fait peser la menace de la prison ou du travail forcé sur tous les travailleurs : les accusés sont si nombreux que le présidium autorise les tribunaux à siéger sans assesseurs.

C'est le moment où, au Mexique, un agent de la N.K.V.D. infiltré dans son entourage parvient à assassiner Trotsky. Quoiqu'aucune preuve matérielle - ni aucun aveu - ne soient venus confirmer cette interprétation, le crime est signé. Staline ne s'est résigné à exiler Trotsky en 1929 que faute de mieux et parce qu'à cette date il ne pouvait le supprimer comme il allait faire supprimer Blumkine. A travers les grands procès, c'est lui qu'il vise, pas seulement politiquement et moralement, mais très concrètement, en essayant d'arracher son extradition. En 1931, il avait réussi à placer parmi les dirigeants de l'opposition internationale deux de ses agents, les frères Sobolevicius, des Lettons connus sous les pseudonymes de Sénine et Roman Well. Démasqués en 1932, exclus de l'opposition de gauche, les deux hommes continueront dans d'autres secteurs leurs activités d'agents secrets : ils seront finalement arrêtés aux Etats-Unis après guerre et sont plus connus aujourd'hui sous leurs noms américains de Jack Soble et Robert Soblen. Staline parvient à les remplacer en plaçant auprès de Léon Sédov un autre de ses agents. Marc Zborowski, né en Pologne en 1908, émigré en France en 1928, qui, sous le nom d'Etienne, sera l'un des dirigeants de la IVe Internationale fondée en 1938. C'est grâce à lui qu'ont été organisés le cambriolage des archives de Trotsky à Paris, le meurtre d'Ignace Reiss et celui de Léon Sédov lui-même en février 1938³⁷. C'est vraisemblablement Trotsky lui-même que les agents de Staline visaient quand ils assassinèrent ses secrétaires Erwin Wolff et Rudolf Klement. Au Mexique, un premier attentat a été organisé par le peintre David Alfaro Siqueiros, le 24 mai 1940 ; Trotsky n'est pas atteint mais on retrouvera le cadavre d'un de ses gardes du corps, enlevé par les tueurs, le trotskyste américain Robert Sheldon Harte. C'est finalement le 20 août 1940 que l'homme qui s'est fait passer pour un sympathisant, sous le nom de Jacson, lui plante son piolet dans le crâne au moment où il s'inclinait pour lire le manuscrit qu'il lui tendait. Arrêté et condamné, cet homme, qui n'a jamais avoué son identité véritable - il s'agit vraisemblablement d'un Espagnol, Ramon Mercader del Rio - a été libéré après dix-huit ans et a immédiatement rejoint Prague, avouant ainsi tacitement ses attaches politiques.

La *Pravda* annonce le 24 août 1940 la mort de « l'espion international et assassin Trotsky ». Ainsi est éliminé celui dont la pensée et l'action constituaient le seul lien vivant avec le bolchevisme et la génération révolutionnaire de 1917, le témoin le combattant pour la disparition duquel Staline et ses lieutenants avaient fait tant de sacrifices prouvant à quel point, malgré leurs affirmations de victoire, ils le redoutaient encore. Un Autrichien réfugié à Moscou dit à Wolfgang Leonhard que des ouvriers de son usine apprenant en même temps que cette mort l'organisation d'une fête populaire dans le palais de la Culture, y voient une réjouissance publique voulue par les dirigeants³⁷. Les souvenirs de l'époque révolutionnaire, les idées du bolchevisme d'Octobre vivent encore dans la conscience de quelques individualités dispersées qui se taisent ou qui, comme ces Jeunes communistes de Moscou « prenant au sérieux les doctrines de Marx et de Lénine » tentent d'organiser une opposition parce qu'ils sont hostiles « à la toute-puissance de la N.K.V.D. » et à la « purge des vieux-bolcheviks »³⁸. De mains en mains sûres circulent les textes qu'ils ont rédigés, l'« ode révolutionnaire à la liberté », les « voyages de Gulliver au pays où les murs ont des oreilles »³⁸. Ceux-là pensent comme Lénine en 1911 « Il arrive qu'une minuscule étincelle puisse couvrir pendant des années ; la petite bourgeoisie alors la déclare Inexistante, liquidée, morte, etc. En fait, elle survit, repousse l'esprit d'abandon et de reniement se manifeste de nouveau après une longue période »³⁹. En 1940, pourtant, et pour reprendre le titre du roman de Victor Serge, « Il est minuit dans le siècle » : l'extermination de la génération révolutionnaire de 1917 se conclut avec l'assassinat de Trotsky. C'est une Union soviétique entièrement stalinisée qui entre, avec l'agression allemande, le 21 juin 1941, dans la deuxième guerre mondiale : les derniers survivants de l'opposition seront presque tous abattus dans les camps ou utilisés au front dans des missions de sacrifice.

* On peut se reporter, pour les aveux, de Zborowski au compte rendu de l'audience du *Subcommittee to investigate the administration of internal Security Act of the Committee of the judiciary United States Senate*, LXXXIV^e congrès, 2^e session, 29 avril et 2 mars 1956. D'après l'hebdomadaire trotskyste anglais *Newsletter* du 27 octobre 1962, Zborowski, condamné à la prison à la suite de ces aveux, aurait purgé sa peine et serait aujourd'hui professeur d'anthropologie à Harvard. La mansuétude des autorités américaines à son égard s'expliquerait s'il était établi, comme le pense la rédaction de ce journal, que c'était Zborowski qui avait dénoncé à la police les activités de Jack Soble et de Robert Soblen.

³⁷ *Ibidem*, p. 95.

³⁸ *Ibidem*, pp. 82-83.

³⁹ LÉNINE, dans *Prolétaire*, 22 avril 1911, cité par Leites et Bernaut, *Ritual of Liquidation*, p. 52.

Chap. XVII - LE PARTI ET LA GUERRE

L'histoire de la deuxième guerre mondiale n'est pas encore écrite ni près de l'être, et celle du « front russe » moins encore que celle des autres fronts. La distance et la difficulté des communications en temps de guerre, le renforcement de la censure et des impératifs politiques de tous ordres ont contribué à en donner une image très conventionnelle. Le digne historien anglais Sir Bernard Pares voyait en 1944 dans cette histoire l'explication de tout ce qu'avait fait Staline auparavant - épuration comprise - et la preuve de « la sagesse d'une politique depuis longtemps méditée de défense militaire contre une invasion depuis longtemps prévue »¹. Isaac Deutscher s'est trouvé sur ce point d'accord avec l'historiographie stalinienne officielle dans sa biographie de Staline, parue en 1949, où il le décrit prenant lui-même toutes les décisions importantes, « un prodige de patience, de ténacité et de vigilance, presque omniprésent, presque omniscient »².

C'est un tableau tout différent qui se dégage depuis quelques années des travaux des historiens et des déclarations des dirigeants russes. Khrouchtchev, confirmant les prédictions de Trotsky en 1927 sur les risques que courrait l'U.R.S.S. en cas de guerre du fait de la direction de Staline, nous montre le tout-puissant dictateur démoralisé après les premières défaites, cessant toute activité pendant, plusieurs semaines, puis intervenant de façon « nerveuse et hystérique » dans la direction des opérations militaires, sans tenir compte de la situation réelle, étudiant sur un globe les grandes opérations et - en dépit de ou peut-être précisément à cause de cette incapacité et du prix élevé payé pour elle par les soldats russes - « s'efforçant de répandre dans le peuple russe la version suivant laquelle toutes les victoires remportées par la nation soviétique pendant la « grande guerre patriotique », étaient dues au courage, à l'audace et au génie de Staline et à personne d'autre »³. Onze ans après la fin de la guerre, Khrouchtchev affirme devant le XX^e congrès, aux acclamations de la salle : « Le rôle principal et le mérite de l'issue victorieuse de la lutte revient à notre parti communiste, aux forces armées de l'Union Soviétique, et aux dizaines de milliers d'hommes soviétiques entraînés par le parti »⁴.

Il est loin d'être évident que cette dernière version des dirigeants russes soit la bonne. Si elle contredit celle de la « sagesse » du dirigeant « omniscient », elle n'en a pas moins, elle aussi, un incontestable aspect hagiographique, dans la mesure où elle attribue au parti et, en définitive, à l'appareil, un mérite que l'examen de la situation à la veille de la guerre, caractérisée par sa soumission à Staline, et la véritable éclipse qu'il connaît pendant les mois décisifs n'incitent guère à lui reconnaître.

Les premières défaites et leur signification.

On sait l'étendue des succès remportés par la première offensive allemande: en quelques mois, entre juin et octobre, non seulement le « glacis » protecteur édifié en Pologne et dans les pays baltes pendant la durée du pacte avec l'Allemagne est balayé, mais la Wehrmacht s'enfonce profondément au cœur du territoire russe, occupant la totalité de la Biélorussie et la majeure partie de l'Ukraine, arrivant aux portes de Léninegrad, à moins de cent kilomètres de Moscou, occupant la plus grande partie du bassin du Donetz et le nord de la Crimée. A l'automne 1941, après seulement quelques mois de *Blitzkrieg*, le territoire occupé par les Allemands équivaut à une amputation des forces vives de l'U.R.S.S. puisqu'il englobait 40 % de sa population et fournissait à la veille de la guerre la plus grosse fraction de sa production et de son équipement industriel et agricole, 65 % du charbon, 68 % du fer, 58 % de l'acier, 60 % de l'aluminium, 41 % de l'équipement ferroviaire, 38 % des grains, 84 % du sucre⁵. L'aspect le plus spectaculaire de la retraite russe est sans doute le nombre extraordinairement élevé de prisonniers qui tombent aux mains des armées allemandes - 2 053 000, avant le 1^{er} novembre 1941, d'après un document secret d'Alfred Rosenberg -, la majeure partie ayant été encerclés par centaines de milliers dans les « poches » créées par l'offensive allemande, Bialystok et Minsk début juillet, puis Smolensk, Ouman en août, Kiev en septembre, Briansk et Viazma en octobre⁶.

L'ampleur du désastre russe en cette période a provoqué des interprétations diverses. Toute une école de journalistes et historiens y ont vu une manifestation de défaitisme, les soldats et les populations russes ayant selon eux initialement accueilli les Allemands comme des libérateurs. Boris Shub, « spécialiste » américain des problèmes russes, explique les succès hitlériens par le fait que « des millions de soldats russes, équipés avec toutes les armes de la guerre moderne, ne voulaient pas se battre pour Staline et attendaient une débâcle rapide qui détruirait son régime »⁷. En fait, cette explication, qui correspond à certaines des premières analyses allemandes, n'est étayée ni par l'évolution ultérieure de la situation, ni même par de nombreux faits incontestables relevés pendant ces premières semaines de guerre. Alexandre Dallin souligne à juste titre que les images données par les correspondants de guerre neutres de l'accueil fait à la Wehrmacht par la population dans les régions récemment incorporées à l'U.R.S.S. ne diffèrent pas essentiellement de celles qu'ils avaient données de l'occupation des pays occidentaux, Hollande, Belgique et France. Il souligne d'ailleurs la différence fondamentale entre l'accueil des populations de ces zones et celui des territoires habités par une population dont le territoire fait partie de l'U.R.S.S. depuis la révolution. En outre beaucoup de troupes russes, chaque fois qu'elles sont en position de combattre, se battent et se battent

¹ Sir Bernard PARES, *A history of Russia*, p. 594.

² DEUTSCHER, *Stalin*, p. 467.

³ KHROUCHTCHEV, *A.S.C.*, p. 54.

⁴ *Ibidem*, p. 55.

⁵ Cité par DEUTSCHER, *Stalin*, p. 470.

⁶ Cité par FISCHER, *Soviet opposition to Stalin*, p. 470.

⁷ SHUB, *The choice*, p. 59.

bien ; de nombreuses unités, encerclées dès le début, lutteront des semaines entières pour rejoindre leurs lignes, alors même qu'elles connaissent les explications qu'il leur faudra donner et le sort qu'elles risquent de s'y voir réserver.

George Fischer, l'historien, du mouvement Vlassov, explique l'ampleur du phénomène de la désorganisation de l'armée rouge et des redditions de masse par l'inertie résultant de la domestication des masses par l'appareil : l'armée, une fois essuyé le premier choc, a été incapable de réagir, faute de directives, l'ensemble de l'appareil étant habitué à ne prendre aucune initiative et à attendre les consignes d'en haut. Il pense, que la première désorganisation produite par l'attaque a créé un chaos total, beaucoup plus profond que s'il avait été le résultat de seuls facteurs militaires, le fruit, en quelque sorte, de la dictature de l'appareil. L'explication est à retenir même si l'on admet, avec Staline, la thèse de « surprise », reprise par des historiens américains, comme Schuman, et celle de l'« aveuglement » de Staline développée depuis quelques années par Khrouchtchev et sa suite, par les historiens militaires russes.

Ces thèses, du reste, ne sont pas contradictoires, si l'on eut bien admettre que l'erreur commise par Staline qui ne croyait pas à l'attaque allemande et espéra jusqu'au bout une nouvelle négociation aboutissant à un compromis, devait émaner de la structure politique de la Russie et l'inertie engendrée par la toute-puissance de l'appareil et la crainte de la N.K.V.D. se traduire par une surprise à tous les échelons de l'appareil du parti et de l'Etat.

Selon Harry Hopkins, l'envoyé personnel de Roosevelt, Staline aurait reconnu en juillet 1941 « que l'armée russe avait eu à faire face à une attaque par surprise et que lui-même avait cru que l'Allemagne n'attaquerait pas »⁸. C'est ce qu'il avait implicitement admis dans son allocution du 7 juillet où il avait, à la radio, déclaré que, pour faire face à l'assaut des 170 divisions allemandes stationnées le long de la frontière, « les troupes soviétiques avaient dû être alertées et amenées vers la frontière ». Dès 1941, le spécialiste des questions russes du parti trotskyste américain, John G. Wright, avait mis en relief les responsabilités du secrétaire général et de l'appareil du parti communiste de l'U.R.S.S. en soulignant quelques-uns des points que Khrouchtchev devait à son tour reprendre devant le XX^e congrès.

On sait aujourd'hui que l'attaque contre l'U.R.S.S. avait été décidée dès le 5 décembre 1940, sous le titre d'« opération Otto », devenue le 18 décembre l'« opération Barberousse ». Il est vraisemblable que cette décision a été connue à Moscou par les révélations obtenues à Tokyo par l'intermédiaire du célèbre espion Sorge. Khrouchtchev a aussi rappelé les autres avertissements donnés à Staline : le 3 avril 1941, un message de Churchill transmis par Sir Stafford Cripps, renouvelé par un télégramme du 18 avril; une information du 6 mai d'un attaché militaire à Berlin, Vorontsov, selon lequel la date de l'attaque était fixée au 14 mai; une autre du 22 mai, émanant de l'attaché Khlopov, selon laquelle la date avait été reportée au 15 juin; un télégramme de l'ambassade russe à Londres du 18 juin, indiquant que, selon Cripps, 147 divisions allemandes avaient déjà été concentrées; l'arrivée en U.R.S.S., quelques heures avant l'attaque, enfin, d'un soldat allemand, un nommé Alfred Liskov, qui avait déserté et franchi le Pruth à la nage; il déclarait que son unité avait reçu l'ordre d'attaquer dans la nuit du 22 juin, à 3 heures du matin. A propos de ce dernier cas, Khrouchtchev ajoute : « Staline en fut informé personnellement, mais l'avertissement fut ignoré »⁹.

Tous ces faits prouvent qu'il n'y eut pas « surprise » au sens où Staline essaya ensuite de le faire croire : largement informés des préparatifs allemands, les dirigeants russes n'ont pas cru à un danger immédiat, parce qu'ils ont conservé jusqu'au bout l'espoir de détourner l'assaut par de nouvelles concessions. Ayant employé toutes leurs forces à rendre le pacte Hitler-Staline acceptable aux yeux de l'opinion, ils ont été incapables de remettre à temps la lourde machine en marche arrière, pour lutter contre celui qu'ils présentaient comme un allié fidèle, aux côtés de ceux qu'ils présentaient comme des fauteurs de guerre. Le 14 juin 1941, tous les journaux d'U.R.S.S. publient un communiqué affirmant que la Russie et l'Allemagne restent fidèles au pacte de non-agression germano-russe, « rejetant comme sans fondement toutes les rumeurs concernant les intentions allemandes de rompre le pacte et d'attaquer l'U.R.S.S. », et affirmant que « les regroupements de troupes allemandes dans le nord et le nord-est n'ont aucun rapport avec les relations soviéto-allemandes ». Interrogé à une réunion de communistes étrangers sur la réalité d'un danger d'attaque allemande, Ulbricht répond le 16 juin : « Il n'y a rien que des rumeurs répandues afin de semer le trouble. Il n'y aura pas la guerre »¹⁰.

Jusqu'à l'attaque allemande, aux premières heures du 22 juin, l'énorme appareil stalinien fonctionnera tout entier dans le sens où Staline le dirigeait depuis 1939, celui de la paix avec l'Allemagne : il continuera même après l'attaque, puisque les premiers bombardements allemands ne rencontreront aucune résistance, Moscou ayant donné l'ordre de ne pas riposter, ce qui fut révélé à l'époque par les documents allemands établis d'après les comptes-rendus de leurs stations d'écoute et qui a été confirmé par Khrouchtchev au XX^e congrès: « Malgré l'évidence des faits, Staline pensait que la guerre n'avait pas encore commencé, qu'il s'agissait seulement d'une provocation de quelques sections indisciplinées de l'armée allemande et qu'une réaction de notre part fournirait une raison aux Allemands de commencer vraiment la guerre »¹¹. Le journal du général Raider confirme que, neuf heures après le début de l'offensive allemande, le gouvernement de Staline avait demandé la médiation japonaise et se déclarait prêt à maintenir le contact avec la Wilhelmstrasse. William L. Shirer, l'historien du nazisme, peut écrire : « L'agression allemande prit l'armée rouge au dépourvu sur toute la longueur du front. [...] Tous les ponts furent pris intacts et presque tout le long de la frontière l'ennemi put pénétrer assez loin en territoire russe avant que la résistance s'organisât. Des centaines d'avions soviétiques furent détruits au sol »¹². Khrouchtchev conclut que c'est l'aveuglement de Staline qui est responsable de la catastrophe initiale : « Le résultat fut que, dans les premières heures et les premiers jours, l'ennemi avait détruit [...] une grande partie de nos forces d'aviation, d'artillerie et autres équipements militaires; il avait anéanti un grand

⁸SHERWOOD, *Roosevelt and Hopkins*, p. 335.

⁹KHROUCHTCHEV, A.S.C., pp. 44-48. Sur l'odyssée de Liskov, que Khrouchtchev ne nomme pas, voir LEONHARD, *op. cit.*, pp. 121-122.

¹⁰Cité par LEONHARD, *Child*, p. 108.

¹¹KHROUCHTCHEV, A.S.C., pp. 47-48.

¹²SHIRER, *Le III^e Reich*, vol. II, p. 233.

nombre de nos cadres militaires et désorganisé notre état-major. [...] Nous ne pouvions l'empêcher de pénétrer profondément dans notre pays »¹³.

Il faudra attendre le grand roman de Constantin Simonov *Les vivants et les morts* pour que soit chantée « la tragédie de ces garçons mourant sous les bombes ou faits prisonniers sans avoir atteint leur centre de mobilisation »¹⁴. Pour l'instant, la machine bureaucratique continue à fonctionner : Il y a Ehrenbourg révèle dans ses mémoires que l'ancien chargé d'affaires à Paris, Nicolas Ivanov, arrêté au début de l'année, était condamné, en septembre 1941, à cinq ans de prison pour « attitude anti-allemande » - à l'heure même où les blindés nazis atteignaient les portes de la capitale¹⁵.

Staline et les historiens à ses ordres, et, avec eux quelques bénévoles comme Sir Bernard Pares, ont affirmé que le délai accordé à l'U.R.S.S. par le pacte germano-soviétique avait permis d'assurer une meilleure préparation de l'armée rouge et l'accumulation d'armements. Le fait en soi serait déjà de faible importance en comparaison des forces vives, en hommes et matériel, détruites pendant l'attaque surprise. Il semble, en outre, contestable. James Cadman citait déjà en 1942, dans la revue trotskyste *Fourth International*, des chiffres prouvant qu'entre 1939 et 1941 le rapport matériel des forces s'était précisément renversé en faveur de la Wehrmacht, tant du point de vue du nombre des chars que de celui des avions. Khrouchtchev a confirmé cette appréciation et révélé la faiblesse de l'armement russe en 1941, notamment en artillerie anti-aérienne et antichars : au moment de l'attaque, l'armée rouge s'était même vu retirer le matériel vieilli et n'avait pas reçu de matériel neuf en quantité suffisante. Elle manquait, non seulement de chars, de canons et d'avions, mais même de fusils, et Staline, sous prétexte d'« éviter les provocations » avait interdit la construction de fortifications dans la région de Kiev, réclamée, quelques mois avant l'attaque, par le chef militaire du district, le général Kirponos¹⁶.

Sur un autre point aussi, l'accord est remarquable entre les critiques trotskystes de 1941-42 et l'analyse de Khrouchtchev et des écrits russes postérieurs à la mort de Staline. Alors que, dans l'intervalle, nombre d'historiens, de journalistes et d'hommes politiques avaient cru voir l'une des causes des victoires russes après 1942 dans l'épuration de l'armée avant-guerre présentée comme une lutte contre la « cinquième colonne », Khrouchtchev et ses disciples dénoncent en elle l'une des causes majeures de la désorganisation et des défaites. John G. Wright avait souligné que l'anéantissement de l'état-major, l'exécution de son cerveau, Toukhatchevski, la liquidation de 90 % des cadres supérieurs avaient, en livrant les postes de responsabilité à des carriéristes ou à des hommes incompetents, constitué l'équivalent d'une écrasante victoire de l'armée hitlérienne. Simonov prête à, un général d'aviation fraîchement promu l'amère conscience que « les étoiles de général ne lui avaient pas apporté la science de commander à des millions d'hommes et à des centaines d'avions »¹⁷. L'un des héros de son livre, le général Serpiline, est sorti du camp de concentration le lendemain de l'attaque allemande : sa conduite héroïque contraste avec la lâcheté de son ancien condisciple, le général Baranov, arriviste soucieux avant tout de « plaire en haut lieu » et qui y a jusqu'à, réussi. En 1956, Khrouchtchev parle des « conséquences désastreuses » de l'épuration de 1937-1938, de la liquidation systématique de tous les cadres supérieurs ayant acquis une expérience militaire sur le terrain en Espagne et en Extrême-Orient. Personne ne songe plus aujourd'hui à contester que cette épuration de l'armée rouge, loin de la débarrasser de sa « cinquième colonne », avait abouti à, la décapiter en la privant de ses éléments les plus capables sur le plan technique et vraisemblablement les plus dévoués sur le plan politique.

La résistance.

Il n'est pas question de diminuer l'importance de la bataille de Stalingrad qui fut, incontestablement, le tombeau des armées allemandes au cours de l'hiver 1942. Il faut pourtant souligner que c'est une année plus tôt, à l'entrée de l'hiver 1941, que la situation militaire a commencé à se modifier c'est devant Leningrad et devant Moscou que les troupes allemandes sont arrêtées à l'automne de cette année. C'est dans les rues de Rostov et de Sébastopol qu'elles ont rencontré la première résistance acharnée, de maison à maison, de rue à rue, la lutte pied à pied qui, à Stalingrad, donnera aux Russes leur plus éclatante victoire. C'est aussi dans cette période que se forment les premiers groupes de partisans, dont l'action ultérieure sera considérable, au moins autant sur le plan moral que sur le plan strictement stratégique, ainsi que l'ont reconnu plusieurs chefs militaires allemands.

Parlant de la résistance dans les cités ouvrières, Moscou, Leningrad, Rostov, Sébastopol, Henri Michel écrit que « des masses humaines travaillèrent aux fortifications improvisées »¹⁸. Des correspondants de guerre aussi perméables pourtant à la propagande officielle que l'Américain Lesueur ont souligné la participation à la défense de détachements, d'ouvriers armés. Le général von Blumentritt a raconté comment les éléments allemands appartenant à la 258^e division ayant réussi à pénétrer dans les faubourgs de Moscou y ont été arrêtés par une masse humaine comprenant notamment des ouvriers armés d'outils divers et de marteaux¹⁹. Le journaliste australien Geoffroy Blunden a consacré un roman, *Room on the Route*, à un fait confirmé par de nombreux témoins : la constitution d'unités de choc - une division de gardes du peuple - recrutées parmi le condamnés et détenus politiques qui acceptèrent devant Moscou des missions de sacrifice. Schapiro, tout en constatant que la majorité de la population de Moscou, en octobre 1941, resta inerte et passive, au moins dans les premiers jours, au moment où le gouvernement avait évacué la capitale, emmenant avec lui toutes les forces de police, signale que la volonté de résister à

¹³ KHROUCHTCHEV, A.S.C., p. 48.

¹⁴ SIMONOV, *Les vivants et les morts*, p. 35.

¹⁵ Cité dans *Le Monde*, 23 juin 1962.

¹⁶ KHROUCHTCHEV, A.S.C., pp. 46-47.

¹⁷ SIMONOV, *op. cit.*, p. 63.

¹⁸ MICHEL, *Les mouvements clandestins*, p. 117.

¹⁹ Liddell HART, *On the other side of the hill*, p. 196.

tout prix naquit dans une minorité « comprenant essentiellement des jeunes gens dans les usines »²⁰, une petite avant-garde ouvrière, aussi enthousiaste que celle qui avait salué le premier plan quinquennal, mais dont l'action, cette fois, se substitua à, celle du parti défaillant. Dès le mois d'août, il y a à Léninegrad – que Vorochilov vient d'appeler à défendre en tant que « cité de la révolution d'Octobre » - des milices ouvrières qui, non seulement patrouillent dans les quartiers, s'entraînent régulièrement, mais tiennent des secteurs du front. Au même moment elles apparaissent à Rostov et à Moscou. C'est seulement en septembre qu'est pris officiellement le décret prévoyant la formation militaire obligatoire de seize à cinquante ans, plus d'un mois après que cette mesure ait été mise en pratique sans directives et, contrairement à une tradition solidement établie du régime, sans avoir été préparée par une campagne de presse et de réunions. John G. Wright souligne que c'est probablement la seule, sur une longue période de l'histoire de l'U.R.S.S., dont l'application n'ait pas donné l'occasion de dénoncer les défauts, ce qui renforce la thèse suivant laquelle elle a correspondu à une initiative spontanée, prise indépendamment de l'appareil, qui semble avoir hésité avant de s'y résoudre et ne l'avoir sanctionnée qu'une fois le fait accompli²¹.

Le même processus semble s'être déroulé dans les régions occupées par les troupes allemandes. Henri Michel écrit : « La désorganisation est patente. [...] Pratiquement les populations occupées sont abandonnées à elles-mêmes. Des groupes se forment spontanément, sans plan d'ensemble et sans directives. [...] Souvent l'initiative revient à des sans-parti qui se découvrent des âmes de chefs »²². Armstrong, qui a étudié les mouvements de partisans en Ukraine, en tire la même conclusion : les « plans » prévus pour leur organisation existaient peut-être mais n'ont pas reçu un commencement d'exécution. Les responsables du parti qui y joueront un rôle seront toujours des hommes des échelons inférieurs de l'appareil, agissant sur leur propre initiative : les membres du parti ne constitueront jamais plus de 7 % de l'effectif total des groupes²³. La *Pravda* du 16 janvier 1942 publie un compte-rendu du comité du parti d'une région non précisée, concernant les territoires reconquis sur les Allemands pendant les dernières semaines : « Le comité régional a décidé qu'il fallait avant tout rassembler les cadres des activistes et rétablir les organes du pouvoir soviétique dans les localités libérées. Tous ne seront pas revenus à leurs anciens postes. Parmi eux, d'autres se sont révélés, au moment critique, avoir des âmes de corrompus, de poltrons et de traîtres. [...] On a mis en avant de nouveaux cadres de bolcheviks du parti et sans-parti. » L'article démontre clairement ce double phénomène insuffisamment mis en relief par les historiens du parti pendant la guerre : la disparition de fait du parti, même clandestin - et non sa « mise en sommeil » -, pendant la conquête allemande, la médiocre qualité des cadres de l'appareil, dont une partie a flanché sans remède, et le souci de la direction de le reconstruire néanmoins par en haut avec la reconquête de l'armée rouge. A certains égards, tout se passe comme si, à des degrés divers, mais partout, le parti s'était avéré n'être, à l'heure du danger, qu'une coquille vide. La résistance réelle ne passe pas par lui, que ce soit dans les régions menacées ou celles qui sont perdues. La *Pravda* du 18 janvier 1942 parle de la situation du parti à Rostov : dans cette ville d'où l'armée allemande a été chassée après des combats acharnés par l'armée rouge et la population civile en armes, le parti ne compte que 5 000 membres sur une population totale de 500 000 personnes. Le 29 septembre, à Moscou, Chtcherbakov, secrétaire régional et suppléant du bureau politique, déclare devant le comité régional qu'« un certain nombre d'organisations du parti, [...] au lieu de renforcer le travail politique de parti, l'ont affaibli. [...] Elles ont cessé de convoquer des réunions du parti, négligé l'agitation politique dans les masses »²⁴. Le comité régional votera une résolution qui fait « obligation aux dirigeants du parti de la cité et de la province de venir aux réunions des ouvriers et d'y faire des rapports ». Déjà la *Pravda* du 27 septembre se plaignait du manque de vigilance de certains membres du parti, qui laissaient s'exprimer en public des « agents provocateurs », semant de « fausses nouvelles » et semant la « démoralisation non seulement, dans ces premiers mois, le parti n'est pas le dirigeant de la résistance, mais il tend à s'affaiblir par rapport à elle, et c'est seulement à l'étape suivante, en 1942 et 1943, quand les patrons de l'appareil se seront ressaisis, qu'il profitera de l'élan populaire, élargira son recrutement et contrôlera effectivement, par l'intermédiaire de la N.K.V.D., la majorité des groupes de partisans.

Les objectifs de l'Allemagne.

L'attaque allemande était, nous l'avons vu prévisible : elle était même inévitable, inscrite en fait dans les besoins propres de l'impérialisme allemand en marchés, matières premières et produits agricoles, comme dans ceux de l'idéologie nationale-socialiste de croisade contre le « bolchevisme » et le « judaïsme » et de lutte contre toute activité révolutionnaire. Depuis des années, le rêve russe revenait dans la bouche d'Hitler, sous la forme de l'« Inde de l'Allemagne », d'une immense colonie dont l'exploitation permettrait de tenir les promesses du national-socialisme aux ouvriers allemands et d'en faire une aristocratie ouvrière de privilégié instaurant un « ordre » véritable et balayant tout danger de révolution. Dès 1936, il s'écriait : « Si nous avions à notre disposition l'Oural, avec son incalculable richesse en matières premières, et les forêts de Sibérie et si les champs de blé infinis de l'Ukraine appartenaient à l'Allemagne, notre pays nagerait dans l'abondance »²⁵. En même temps, l'U.R.S.S. représentait, par son passé et par son idéologie, par son prestige parmi les ouvriers comme par sa structure économique, l'ennemi de la grande Allemagne, la négation de la race, la révolte des serfs contre les seigneurs, le « cosmopolitisme » internationaliste et judaïque, en un mot le monstre de la révolution et du bolchevisme, l'ennemi numéro un du national-socialisme. Le nom même d'opération Barberousse donné à la campagne de 1941 souligne le caractère de croisade et de lutte sans merci donné par les chefs hitlériens à cette guerre dont, à la différence de Staline, ils n'avaient jamais douté.

Il n'est pas difficile de comprendre la signification réelle de la résistance des Russes à l'invasion allemande, son caractère initial de lutte d'avant-garde et de classe, puis son caractère massif à partir de 1942 : les Soviétiques ont soutenu contre la Wehrmacht une lutte pour la vie, dans la mesure où la victoire allemande signifiait pour des millions d'entre eux la mort à brève échéance et de toute façon une servitude et une régression en comparaison desquelles le régime stalinien eût pu apparaître comme un âge d'or. Ce qu'une petite minorité - et parmi eux, probablement, la masse des oppositionnels sacrifiés devant

²⁰ SCHAPIRO, C.P.S.U., p. 497.

²¹ John G. WRIGHT, « U.S.S.R. in the war », *Fourth International*, janvier 1942, pp. 15-19.

²² MICHEL, *op. cit.*, pp. 117-118.

²³ ARMSTRONG, *The bureaucratie elite*, pp. 128-131.

²⁴ *Pravda*, 31 sept. 1941.

²⁵ Cité par A. DALLIN, *German rule in Russia*, p. 8.

Moscou - savait aux premiers mois de 1941, le reste de la population l'apprendra, par l'expérience, à partir de cette date. La conquête allemande signifiait historiquement, non seulement la destruction du régime stalinien, mais aussi la destruction de toutes les réalisations économiques, de toutes les « conquêtes d'octobre », celle d'une partie importante des forces productives, la réintégration de l'espace et des ressources russes dans le système capitaliste et tout d'abord leur adaptation par la force aux besoins et aux exigences de l'impérialisme allemand. Dans un pays profondément transformé par la révolution, la période de reconstruction puis d'« édification », cela évidemment signifiait un retour en arrière et, indépendamment des bons ou mauvais sentiments des leaders nazis, de leurs méthodes et de leurs intentions, l'anéantissement, par la violence directe ou par la famine, de millions de Russes : leur existence quotidienne est en effet désormais assurée seulement - même si elle est parfois précaire - par une économie basée sur la nationalisation des moyens de production, terre comprise, le monopole du commerce extérieur et la direction de l'économie par la planification.

La place assignée aux peuples de l'U.R.S.S. dans l'avenir par l'Allemagne impérialiste était, celle de colonies offrant un marché sur les produits de l'industrie allemande, un réservoir de produits agricoles et de matières premières. Les plans d'organisation économique mis au point avant 1941 prévoient la « naturalisation » ou « désindustrialisation » de la Russie, où ne doivent plus subsister que des champs et des mines. Cette transformation ne pouvait être une restauration : malgré l'enthousiasme manifesté pour la « croisade » par les derniers débris des Blancs de la guerre civile, l'hetman Skoropadski, Chandrouk, ancien chef d'état-major de Petlioura, Banderskis, ancien adjoint de Koltchak, ou le général cosaque Krasnov, il semble bien que les nazis n'aient jamais eu l'intention - contrairement à ce qu'a assuré la propagande soviétique - de rétablir les anciens *pomiechtchiki* et de rendre leurs terres aux barines, dans la mesure où d'une part, cet objectif avoué aurait aussitôt soulevé contre eux une haine générale et dans celle surtout où ils n'avaient pas, l'intention de travailler pour d'autres que les dirigeants, de la classe possédante allemande : Hitler demandera personnellement à ses fonctionnaires de veiller à ce qu'aucun Russe ne puisse devenir grand propriétaire dans les territoires de l'Est.

Cette colonisation de la Russie impliquait, pour les dirigeants allemands, la nécessité d'anéantir tout élément susceptible de jouer un rôle dans la résistance à la domination nazie, classe ouvrière, organisée ou non, et intelligentsia. Une directive de l'état-major économique de Goering en date du 23 mai 1941 prescrit la destruction de tous les secteurs industriels dans les territoires conquis, précisant : « Défense formelle de tenter de sauver la population de la mort par la famine. » C'est le même objectif qui explique les efforts désespérés de la Wehrmacht pour s'emparer avant l'hiver 1941 de Moscou et Léninegrad, « cités saintes du communisme », et l'ordre personnel de Hitler de raser Léninegrad au canon sans tenir compte de sa population, « ne serait-ce que d'une fraction »²⁶. C'est par cette nécessité, tant politique qu'économique et sociale que s'explique la « directive commissaire » de mai 1941, ordonnant la liquidation immédiate de tous les responsables et de tous les commissaires politiques, à quelque échelon qu'ils soient, dès leur capture et, au plus tard, lors de leur transfert dans un camp de transit²⁷.

L'application du génocide impliquait que les exécutants soient persuadés du caractère sacré de leur mission : la théorie raciale de l'Untermensch - des sous-hommes des races non germaniques slaves et « mongoloides », de l'U.R.S.S. -, inculquée aux S.S., aux tueurs spécialisés, et, dans la mesure du possible, à tous les militaires allemands était, ainsi que l'a souligné Alexandre Dallin, « partie intégrante de la politique nazie »²⁸ et traduite par Goebbels dans la lapidaire formule : « Ce ne sont pas des hommes, mais un conglomerat d'animaux. »

La résistance inattendue du peuple russe, la prolongation de la guerre ont empêché l'application intégrale d'un programme dont les parties fondamentales, la destruction de l'industrie et la « reprivatization » de l'agriculture exigeaient au préalable la fin de toute résistance militaires. Les premiers mois de guerre ont cependant permis à la population russe d'en prendre la mesure. Les *Einsatzgruppen*, commandos d'extermination de « juifs et de communistes », exercent dès le début leur sanglante activité. Celui que commande Ohlendorf en massacra, « pour raisons idéologiques », comme il dit, 90 000 en une année dont 33 771 en deux jours, les 29 et 30 septembre 1941 à Kiev. Celui de Stahlecker revendique 229 052 tués au 1^{er} janvier 1942²⁹. La directive Commissaire est appliquée dans l'armée comme dans les camps : sur un total de cinq millions de prisonniers de guerre russes, un million seulement survivront à la fin de la guerre. Des millions enfermés, dans les camps après la campagne de 1941, plus de la moitié périra pendant l'hiver, de faim, de froid et du fait des sévices. Les autorités allemandes ferment systématiquement les écoles. Hitler dit : « Apprendre à lire aux Russes, aux Ukrainiens et aux Kirghizes se retournerait contre nous. L'éducation donnerait aux plus intelligents d'entre eux l'occasion d'apprendre l'histoire, d'acquérir un sens historique et de développer ainsi des idées politiques qui ne pourraient qu'être contraires à nos intérêts »³⁰. « L'histoire a, à maintes reprises, prouvé que les gens qui ont plus d'instruction qu'il n'est nécessaire dans leur emploi deviennent des pionniers de mouvements révolutionnaires »³¹. Et si les prêtres, réclamés par nombre de paysans, reviennent, c'est parce qu'il les juge nécessaires pour maintenir les peuples soumis « dans leur stupidité et leur abrutissement » et pour « les faire tenir tranquilles »³².

Malgré leurs principes « idéologiques » de liberté d'entreprise et d'initiative, de droit de propriété, malgré leur hostilité proclamée au « régime de servitude judéo-bolchevique », les dirigeants nazis refusent d'autre part de dissoudre les kolkhozes, et même - sauf rarissimes exceptions - de les laisser se dissoudre eux-mêmes quand leurs membres en expriment le désir. Les techniciens allemands de l'économie reconnaissent que la « décollectivatisation » entraînerait, même si elle était réalisée suivant un Plan et organisée par les autorités allemandes un sévère déclin de la production, d'« incalculables dommages matériels » suivant l'expression. d'Alfred Rosenberg, très probablement une famine généralisée et, à coup sûr, l'impossibilité d'utiliser les ressources, agricoles des régions conquises pour le ravitaillement de l'armée et des villes allemandes³³. Le *statu quo* sera donc d'abord maintenu : les kolkhozes continuent de fonctionner sous contrôle allemand, astreints à de massives

²⁶ Cité par SHIRER, *op. cit.*, t. II, p. 235.

²⁷ Cité par DALLIN, *op. cit.*, pp. 30-31.

²⁸ *Ibidem*, p. 70.

²⁹ SHIRER, *op. cit.*, p. 333-334.

³⁰ Cité par A. DALLIN, *op. cit.*, p. 459.

³¹ *Ibidem*, p. 461.

³² Cité par SHIRER, *op. cit.*, p. 310.

³³ Cité par A. DALLIN, *op. cit.*, p. 321.

livraisons forcées soumis aux vexations policières et militaires de toute sorte et bientôt aux châtiments corporels, après le rétablissement officiel de la peine du fouet.

La « désindustrialisation », comme la « décollectivisation » sera renvoyée à plus tard, à la fin des hostilités. Quelques usines sont démontées, comme l'aciérie électrique de Marioupol, remise à Krupp et transférée à Breslau. Les grandes entreprises qui ont pu être préservées lors de l'avance sont soit confiées à des compagnies d'Etat contrôlées par des représentants des grandes sociétés capitalistes privées, soit remises en usufruit, jusqu'à la fin de la guerre qui leur en assurera la propriété, aux entreprises allemandes : l'usine d'aluminium de Zaporozjé est remise au trust *Vereinigte Aluminiumwerke*. Le Flick Konzern et les Reichswerke Herman Goering s'emparent des aciéries du Donetz dans le cadre d'une société financée par les plus grandes banques. L'I. G. Farben organise deux filiales, la Siegener Maschinenbau soctroie les usines Vorochilov à Dniepropetrovsk et Krupp deux usines à Marioupol, deux à Kramatorskaya et une à Dniepropetrovsk³⁴. Bientôt, le gauleiter Sauckel organisera en Russie la chasse à la main-d'œuvre et fournira par millions des prolétaires aux grandes entreprises allemandes, y incorporant par décret jusqu'aux enfants de dix ans ; que ce soit en Russie occupée ou en Allemagne, les ouvriers qui assurent les profits de Krupp, Reichswerke Hermann Goering, I.G. Farben ou autres connaîtront les conditions de vie misérables et infamantes que leur vaut leur condition de « sous-hommes » aux yeux de leurs nouveaux maîtres : « la faim, les coups, les maladies, le froid dans des baraques sans feu et sous leurs légers haillons, [...] de longues heures de travail limitées seulement par leur capacité à tenir debout ». ainsi que l'écrit William Shirer³⁵.

C'est cette expérience, diffusée spontanément, de part et d'autre du front, par le peuple russe, puis de façon systématique, avec les moyens les plus modernes, par les autorités, qui explique le sursaut unanime de la population et la détermination avec laquelle, à la suite de l'avant-garde ouvrière des grandes villes, toutes les couches de la société russe ont lutté contre l'armée nazie.

C'est seulement à partir de 1942 que certains milieux dirigeants allemands songeront à une politique plus souple, permettant de gagner à leur cause certains groupes sociaux, notamment dans les campagnes. La loi agraire de février 1942 concède aux kolkhoziens la propriété de leur lot individuel dont l'accroissement est rendu possible; le kolkhoze ainsi transformé en « économie communale », la formation de « coopératives agricoles » doit servir de transition vers le retour à la propriété individuelle³⁶. Mais il est déjà trop tard. La paysannerie, seule classe où une politique de restauration du capitalisme pouvait éventuellement trouver des appuis, s'est décidément rangée de l'autre côté, du fait surtout du cycle infernal de répression déclenché par la Wehrmacht dans son désir d'exterminer à tout prix les partisans.

C'est à la fin de cette année 1942 que les efforts d'officiers et de politiques allemands spécialistes des questions russes aboutiront à la naissance d'un mouvement de collaboration qui recevra pendant quelque temps un soutien officiel. Il est intéressant de noter que les personnalités qui ont constitué ce que l'on appelle le « mouvement Vlassov » sont tous des bureaucrates, membres du parti. André Vlassov, de famille paysanne, combattant de l'armée rouge en 1919, y était resté comme officier. Il avait adhéré au parti en 1930 et connu un avancement très rapide dans la période de la victoire de Staline. Conseiller militaire de Tchang Kai-shek en 1938, il commandait une division en 1939, le 4^e corps blindé en 1941, combattait devant Kiev et Koursk et prenait le commandement, devant Moscou, de la 20^e armée. A l'issue de ces combats, il était nommé lieutenant général, à quarante et un ans, et décoré de l'ordre de Lénine. Eve Curie et Sulzberger, qui l'interviewent à cette date, soulignent ses manifestations de loyalisme à l'égard de Staline. En mars 1942, adjoint du général Meretzkov sur le front du Volkhov, il est encerclé avec ses troupes et fait prisonnier. C'est en septembre 1942 que, du camp de Vinnitza, il fait la déclaration qui sera le point de départ du « Comité russe de libération » dont l'état-major comprend trois autres officiers supérieurs, les majors-généraux Malychkine, Blagovechtchenski et Troukhine. George Fischer, après d'autres, a soigneusement étudié, sans arriver à en percer le mystère, la personnalité de l'éminence grise du mouvement, l'homme qui est connu sous le nom de Milenti Zykov, et dont tous les témoins s'accordent à reconnaître les exceptionnelles capacités. Vraisemblablement juif, il aurait rempli d'importantes fonctions dans la presse communiste, notamment aux *Izvestia*. Arrêté comme droitier puis relâché, Zykov occupait, avant sa capture, les fonctions de commissaire-adjoint de division, si l'on en croit tout au moins ses déclarations, qui, d'après Fischer, devaient pécher par excès de modestie. Le groupe des « collaborateurs » russes comprenait un autre *apparatchik*, Georges Jilenkov, ancien secrétaire du parti d'un important district de Moscou, puis commissaire politique de la 24^e armée d'assaut; Fischer, d'après les témoignages rassemblés sur lui, le luxe dont il s'entourait, son arrogance à l'égard de ses subordonnés, son cynisme, dit qu'il était le type même du « barine soviétique ».

L'histoire du mouvement Vlassov n'entre pas dans le cadre de cette étude : l'historien du parti retiendra seulement que ce sont des bureaucrates de l'armée et de l'appareil, d'authentiques cadres staliniens qui ont accepté de jouer le rôle de collaborateurs de la croisade nazie. Il faut également noter que dans leur effort pour recruter des partisans, les vlassovistes ont dû tenir compte des transformations réelles de la Russie depuis la révolution d'Octobre et mettre l'accent, dans leur propagande, sur des mots d'ordre peu compatibles avec leur rôle réel de fantoches des nazis : rejet des « projets réactionnaires impliquant une limitation des droits du peuple », limitation de la propriété à ce qui a été « gagné par le travail », liberté de conscience, de réunion, de presse, absence de tout désaveu de la révolution d'octobre, insistance sur le rôle joué par leurs chefs au cours de la guerre civile contre les Blancs et contre la Wehrmacht avant leur capture³⁷. Le désir de ces collaborateurs d'être des collaborateurs sérieux les entraînait plus loin qu'il n'était acceptable aux yeux des dirigeants nazis : Krasnov accusera Vlassov d'être un « bolchevik » et de vouloir « vendre la Russie » aux Juifs. Zykov, soupçonné par les S. S. d'être un agent secret russe, disparaît en 1944 sans laisser de trace. Dès 1943, Hitler limite en fait les activités du mouvement Vlassov à celles d'auxiliaires militaires en lui interdisant l'accès des terres russes conquises. La propagande de Vlassov aura surtout servi à enrôler sous l'uniforme allemand des dizaines de milliers de malheureux gagnés par la perspective de la solde ou de la maraude, qu'ils préfèrent à la mort lente.

³⁴ MANDEL, *Traité d'économie marxiste*, t. II, p. 229.

³⁵ Cité par SHIRER, *op. cit.* t. II, p. 320.

³⁶ Cité par A. DALLIN, *op. cit.*, p. 334.

³⁷ George FISCHER, *op. cit.*, p. 58-60.

La « guerre nationale ».

C'est un discours radiodiffusé de Molotov, le 22 juin au matin, qui annonce au peuple russe l'attaque de l'armée allemande, utilisant pour la première fois depuis deux ans le vocable « fasciste », banni depuis 1939 du vocabulaire officiel. Il se termine par un appel à « serrer les rangs autour de notre glorieux parti bolchevique, de notre gouvernement, l'Union soviétique, et de notre chef, le camarade Staline ». La guerre devient officiellement « la grande guerre patriotique ». Staline, qui cumule pourtant - c'est la première fois dans l'histoire du régime - les fonctions de secrétaire général du parti et de président du conseil des commissaires du peuple, s'est tu et nul ne le verra en public, dans les semaines suivantes où, à l'amertume des désastres, s'ajoute certainement le choc d'apprendre par la radio allemande la capture de son fils Jacques et ses déclarations défaitistes à la presse et la radio allemandes. Le 30 juin est constitué un comité de défense de l'Etat, investi de tous les pouvoirs : il comprend Staline, Vorochilov, Molotov, Béria et Malenkov. Il sera pendant toute la guerre l'organisme suprême de l'U.R.S.S., avec deux remaniements, Kaganovitch, Mikoyan et Voznessenski y entrant en février 1942, et Boulganine prenant en 1944 la place de Vorochilov....

C'est le 3 juillet seulement, plus de dix jours après l'attaque, que Staline adresse au peuple russe son célèbre appel radiodiffusé : contre un « ennemi cruel et implacable » les Russes doivent employer la tactique de la terre brûlée, afin que rien ne tombe entre ses mains. Il rappelle la défaite de Napoléon I^{er}, exalte le souvenir de la « guerre nationale patriotique » menée contre lui par le peuple russe. Il rappelle aussi - réminiscence plus curieuse - la victoire des « forces anglo-françaises » sur l'armée de Guillaume II. Enfermé dans le Kremlin, Staline n'en ressortira que le 6 novembre où, dans le métro de Moscou, se tient une réunion élargie du soviet de Moscou. Il sera présent le 7 novembre sur la place Rouge, lors du traditionnel défilé de troupes qui, cette fois, montent au front, appelle à la résistance jusqu'au bout au nom des « grands ancêtres », Alexandre Nevski, Souvorov, Koutouzov.

Staline sera le seul dirigeant à rester à Moscou évacuée par tous les services gouvernementaux : cette fermeté ne contribuera pas peu à la légende d'homme de fer, animateur impavide de la résistance à tout prix, alors qu'il s'était laissé aller à dire en public - c'est Khrouchtchev qui l'a rappelé - : « Tout ce que Lénine avait fait, nous l'avons perdu pour toujours. » C'est la légende qu'Isaac Deutscher reflète quand il écrit : « De son bureau, en contact permanent et direct avec les commandants des divers fronts, il surveillait et dirigeait les opérations »³⁸. C'est la même légende que Khrouchtchev s'emploie à démolir quand il affirme : « Staline était très loin de comprendre la situation réelle qui se développait sur le front. C'était naturel puisque, pendant toute la guerre patriotique, il n'a jamais visité aucun secteur du front ni aucune ville libérée, sauf pour une brève sortie sur la chaussée de Mojaïsk pendant une période de stabilisation. [...] En même temps il se mêlait des opérations et donnait des ordres qui ne tenaient pas compte de la situation réelle dans un secteur donné du front et ne pouvaient qu'aboutir à de lourdes pertes en vies humaines »³⁹.

Il semble pourtant que peu à peu les chefs militaires les plus capables réussissent à s'imposer et à imposer des conceptions plus sérieuses que celles de celui qui s'est donné le titre de « commandant en chef ». Au lieu des attaques frontales exigées par lui jusqu'à la fin de 1941, ils parviennent à élaborer une tactique plus souple d'encerclement par attaque des saillants ennemis. Ce n'est probablement pas sans difficultés. En juillet, le spécialiste des blindés, le général Pavlov, est arrêté et exécuté avec son état-major : c'est lui qui paie pour la défaite et l'incapacité du régime qui lui avait confié le front de l'ouest. Cependant, Vorochilov et Boudienny, dont l'incompétence et l'inculture sont notoires, mais qu'une longue complicité, remontant aux temps de la guerre civile, lie à Staline, restent avec Timochenko, les commandants des trois grands secteurs du front. Le moment n'est plus cependant où l'on puisse, sans danger mortel, maintenir pour les affectations et les promotions, le seul critère bureaucratique des liens de clique et la solidarité d'appareil. Il faut des talents, des techniciens, des chefs capables. On va les chercher, jusque dans les prisons et les camps, comme le Polonais Rokossovski, ancien officier de liaison de Toukhatchevski, comme Podlas et Meretzkov; on les prend aussi sur le front, parmi ceux qui émergent, qui montrent une capacité d'initiative jusque-là impitoyablement écartée. Dès l'automne 1941, Vorochilov et Boudienny sont écartés de tout commandement effectif : plus heureux que Pavlov, ils conservent titres, honneurs et surtout la vie. A leur place sont promus de véritables techniciens, des militaires de profession, membres du parti parce qu'ils sont officiers, et non pas le contraire, les Joukov, Vassilievski. Les promotions sont rapides et récompensent le talent et le succès, non plus la délation ou la manœuvre d'appareil : parmi les nouveaux généraux, il y a de jeunes hommes, Rodimtsev qui, devant Madrid, en 1937, était capitaine, Tcherniakovski surtout, ce jeune juif, commandant en 1941, général commandant d'armée en 1944, tué en 1945, à trente-neuf ans.

Un phénomène semblable se produit dans les autres secteurs de la vie soviétique : d'une certaine façon, l'emprise de l'appareil décroît et ce n'est pas un hasard si c'est Voznessenski, le seul dirigeant du parti qui soit un technicien véritable et dont la carrière se soit déroulée en partie en dehors de l'appareil, qui est placé à la tête de la machine économique. Le péril extrême desserre l'étau bureaucratique. Chantre de Staline, Korneitchouk, dans *le Front*, essaie de présenter ces nouvelles promotions comme un mérite supplémentaire du « chef génial » qui sait au bon moment remplacer la vieille génération révolutionnaire par des jeunes capables, alors que c'est la dure nécessité qui les impose en réalité. Il n'est plus guère question des traîtres et des espions « trotskystes » et « boukhariniens », bien qu'à l'occasion, on en parle, pour les lier à Vlassov - qui avait été pourtant un stalinien modèle avant de servir Hitler.

Des condamnés sont discrètement libérés et même si le phénomène n'a pas eu l'ampleur que lui attribue Deutscher, puisqu'il intéresse surtout des spécialistes qui n'ont vraisemblablement jamais été de véritables opposants, le silence sur les accusations passées représente une sorte de réhabilitation tacite : c'est une véritable trêve que commandent les besoins de la défense et l'on en viendra même à accueillir, quand cela paraît nécessaire, les chefs de groupes armés qui ont soutenu les Allemands, lorsqu'ils abandonnent la mauvaise cause et reviennent dans le camp des « patriotes ».

³⁸ DEUTSCHER, *Stalin*, p. 466.

³⁹ KHROUCHTCHEV, A.S.C., pp. 50-51.

C'est une sorte d'union sacrée que Staline s'efforce de promouvoir dans la résistance nationale, et il y réussit. Les ouvriers sont à l'avant-garde : la reconstruction des industries de guerre dans l'ouest se fait à une allure record, les normes sont dépassées, dans des conditions de vie et de travail exceptionnellement dures. Les volontaires accourent des faubourgs dans toutes les villes ouvrières pour entrer dans les milices populaires ou les bataillons de travailleurs - formés en majorité de femmes - qui creusent les tranchées et construisent les lignes de défense. Le paysan doit être gagné à la cause : de lui dépend la nourriture de l'armée et des villes. Avec la perte des riches provinces agricoles de l'ouest, les prix montent en flèche. Pour stimuler la production et faire face aux besoins, le gouvernement multiplie les concessions, autorise le développement des marchés kolkhoziens où la vente est libre : leur part dans le commerce de détail passe de 15,9 % en 1939 à 44,5 %, en 1942-1943, et Ernest Mandel peut caractériser ce phénomène comme une « revanche généralisée de la campagne sur la ville ». Car si les ouvriers font d'énormes sacrifices, certains kolkhoziens font d'énormes bénéfices. C'est pendant la guerre qu'apparaissent les kolkhoziens millionnaires : de nouveaux koulaks accaparent des terres pourtant théoriquement collectives - plus de millions d'hectares au total, apprendra-t-on après la guerre.

La bureaucratie voit ses privilèges garantis et consolidés. Les vieux titres sont remis en vigueur : les diplomates sont « ambassadeurs » et « ministres » à partir de 1941. Les règles de classement et d'avancement sont fixées ; à chaque grade correspond un titre et un uniforme. Il s'agit d'élever l'autorité des fonctionnaires civils et la « table des grades » dans l'administration judiciaire comporte une « table de comparaison » avec les grades militaires : Alf Edeen peut écrire sans exagération que « le cycle du développement russe est complété » par le rétablissement de la table des rangs de Pierre le Grand⁴⁰.

La caste militaire est particulièrement favorisée. Les communiqués et les circulaires remettent en vigueur les termes abolis en 1917 d'« officiers » et de « soldats ». Le salut en dehors du service est rétabli, même du soldat au sous-officier ou caporal. Le commissaire politique rétabli en 1941 au moment où tout semble s'effondrer, est ensuite supprimé et les membres de ce corps intégrés dans celui des officiers. En 1942, pour le 25^e anniversaire de la révolution, les épaulettes, qui avaient été supprimées « comme symbole de l'oppression de classe », sont remises en usage. Les unités d'élite de la garde sont rétablies dans leurs anciens noms la même année, avec des privilèges et des soldes supérieures. En 1943, les écoles de cadets, qui avaient disparu à la révolution, sont également rétablies : elles sont ouvertes aux enfants d'officiers, admis dès l'âge de huit ans, ce qui constitue un pas vers l'hérédité des privilèges et des fonctions sociales un facteur considérable de consolidation de la caste. Des ordres militaires anciens sont rétablis, portant le nom des grands généraux de la Russie tsariste, Souvorov, Koutouzov. Les officiers ont droit à des clubs spéciaux. Officiers supérieurs et officiers subalternes disposent de cercles, de mess particuliers.

A cette politique d'union sacrée ne peut correspondre une idéologie de classe. Dès sa première allocution, Staline s'efforce de réveiller le patriotisme ancestral, de faire appel à l'idéologie du vieux passé russe, nationalisme, religion, tradition, militarisme, amour des aïeux. Pour la plus grande joie d'écrivains réactionnaires comme Michel Garder, qui salue « l'abandon des thèmes périmés de l'internationalisme prolétarien, de la lutte des classes » au profit d'« un langage parlant au cœur, [...] la passion violente, l'amour irraisonné du sol natal », Staline se fait le chantre de l'éternelle Russie⁴¹. Ce n'est ni à ses « camarades » ni aux « citoyens » qu'il s'adresse le 3 juillet 1941, mais à ses « frères et sœurs ». Le 7 novembre, il invoque les saints et les guerriers, les archiducs et les généraux tsaristes à inspirer avec Lénine la lutte du peuple russe.

Les atrocités allemandes ont provoqué un réflexe de défense. La théorie raciste qui traite les Slaves en sous-hommes provoque d'élémentaires réactions de dignité et de fierté nationales. La propagande s'efforce de leur donner une forme patriotique et y parvient sans grande peine. Les Russes auront vite conscience d'être les seuls à supporter le poids d'une guerre dont, à l'évidence, l'issue compte également pour tous les peuples, asservis ou non. Du patriotisme au nationalisme et même au messianisme, le pas est rapidement franchi. Eugène Tarlé doit refaire l'histoire de la guerre napoléonienne : pour la décrire comme une lutte purement nationale et patriotique, un modèle et un précédent, il doit abandonner son analyse marxiste, renoncer à l'analyse de classe qui l'avait conduit à affirmer que Napoléon, en despote bourgeois, avait renoncé à une victoire aux fruits incertains en se refusant à affranchir les serfs. Tous les éléments émotionnels traditionnels du passé russe sont ressuscités, mis en vedette, développés de façon à mobiliser, à galvaniser la résistance, de préférence aux motifs de classe. L'appel de Vorochilov à défendre à Lénine la cité de la révolution d'octobre ne sera jamais renouvelé : c'est désormais la terre sacrée des ancêtres et le glorieux passé national que l'on doit préserver. La religion elle-même est mobilisée au secours du régime : l'église orthodoxe est, non seulement de nouveau tolérée, mais officiellement encouragée. Le métropolite Serge est reçu par Staline, dont il entonne les louanges, le Saint-Synode est solennellement rétabli : dans leurs prières, les fidèles ajouteront le nom de Staline à ceux qu'ils demandent à Dieu de protéger.

Aux premières semaines de juillet 1941, l'envahisseur était redevenu « fasciste ». Il est maintenant « l'Allemand » : les malheureux communistes allemands qui ont survécu à l'épuration d'avant-guerre sont utilisés à expliquer la victoire du nazisme, non par des notions tirées d'une analyse des forces de classe, mais par des caractères nationaux propres à la nation germanique. L'impérialisme allemand est décrit comme « exceptionnellement agressif, brutal et dégénéré », non du fait des rapports de classe qui ont donné naissance au nazisme, mais à cause « du développement historique particulier de la nation allemande » : Lassalle, identifié au « réformisme » est appelé « l'ombre de Bismarck sur le mouvement ouvrier », l'impérialisme allemand est rendu seul responsable de la première guerre mondiale, et, finalement, le peuple allemand - prolétaires compris - devra prendre collectivement à sa charge les crimes nazis « à cause de sa passivité et de son silence »⁴². Cette nouvelle interprétation de l'histoire permet en même temps d'exalter le « large esprit social » du capitalisme anglais et les mérites historiques du peuple-messie qui a su, à temps, se débarrasser des maîtres dont on exalte pourtant au même instant la mémoire. Le caractère national de la résistance russe est marqué par l'abandon de l'Internationale comme hymne officiel et l'adoption, à sa place, d'un chant patriotique.

⁴⁰ Alf EDEEN, « The civil service », dans Cyril Black, *Transformations of russian society*, p. 287.

⁴¹ GARDER, *Une guerre pas comme les autres*, p. 76.

⁴² Revue par John G. Wright du mensuel de Moscou World survey de mars 1942, *Fourth International*, juin 1942, pp. 186-191.

Pendant les premiers mois, le silence semble se faire, non seulement sur le parti, mais sur les soviets eux-mêmes, les organismes qui portent leur nom ne se réunissant plus guère. Petit à petit cependant et avec prudence, les mêmes hommes s'imposent, tenant un nouveau langage. Le parti se présente comme une sorte de vaste « front national » rassemblant l'élite des combattants, des responsables, des administrateurs, des techniciens. Ses portes s'ouvrent devant les nouveaux promus, les talents révélés, les chefs la veille inconnus, tous ceux que la propagande baptise les « bolcheviks sans-parti » et pour qui, à partir d'un certain degré de notoriété et de responsabilité, la prise de la carte est presque une obligation morale, sans qu'elle implique, bien sur, de participation réelle à la vie d'une organisation toujours régentée par l'appareil. Les chiffres sont éloquentes : du début de la guerre à la fin de 1941, le parti recrute 145 000 membres nouveaux et enregistre 198 000 stagiaires; pour l'année 42, on compte 573 000 membres et 1 368 000 stagiaires nouveaux. Ayant surmonté dans la tension de la résistance à outrance la crise de 1941, le parti se transforme de plus en plus en une vaste organisation de masse des cadres économiques et techniques du pays et diffuse, pour la première fois à l'intérieur même de l'U.R.S.S., une idéologie de « front populaire » qui semble à ses dirigeants le moyen le plus efficace de mobiliser les Russes pour les besoins de la lutte menée aux côtés des puissances, impérialistes la veille, devenues les « grands alliés ».

La sainte alliance contre la révolution mondiale.

Apprenant la déclaration de guerre, l'ambassadeur français Coulondre avait laissé entendre à Hitler qu'il déclençait peut-être des forces qui les dépasseraient tous et risquaient d'ouvrir la voie à « M Trotsky » ce qui était, pour ce diplomate, une façon d'affirmer que la deuxième guerre mondiale pourrait, au même titre que la première et de façon plus grave encore, être le prélude d'une révolution mondiale. Devant le XVII^e congrès, en 1934, Staline avait affirmé : « On ne saurait douter que la deuxième guerre contre l'U.R.S.S. aboutisse à la défaite totale des agresseurs, à la révolution dans plusieurs pays d'Europe »⁴³. Le souci de ce risque ne quittera jamais les dirigeants du bloc allié pendant la guerre, qu'il s'agisse de Churchill affirmant après l'attaque allemande du 21 juin qu'il ne s'agit point d'une « guerre de classes », ou des dirigeants des partis communistes s'acharnant à expliquer, en Grande-bretagne, aux Etats-Unis, en Amérique latine ou ailleurs, que la présence de l'U.R.S.S. dans le camp allié avait transformé en guerre nationale juste la guerre impérialiste commencée avant cette date. Dans cet ordre d'idées, la mise en sommeil par l'appareil stalinien de l'Internationale communiste, eu égard aux tâches à elle assignées en cas de guerre par ses thèses et ses positions antérieures, représente un aspect non accidentel de la politique de Staline pendant la guerre : l'union sacrée en U.R.S.S., la lutte nationale, la trêve de la lutte de classes dans les pays alliés sont des aspects divers de la défense d'un régime qui - l'expérience espagnole l'a prouvé - redoute autant l'action révolutionnaire spontanée que celle de l'ennemi de classe. Le très officieux *New-York Times*, le 20 décembre 1942, proclame la satisfaction des capitalistes américains devant la nouvelle orientation russe : « Les mots d'ordre de Staline [...] ne sont pas des mots d'ordre marxistes poussant les prolétaires du monde à s'unir, mais des mots d'ordre sur le patriotisme, la liberté et la patrie. » Il affirme que l'Allemagne hitlérienne pourrait encore convaincre nombre de fidèles de la nécessité de mener avec elle la « croisade » de classe contre l'U.R.S.S. si devait persister « une Internationale communiste inspirée par l'idéologie trotskyste de la révolution prolétarienne mondiale ». Il voit pourtant dans la politique russe depuis plusieurs années des facteurs rassurants sur ce plan : « la liquidation des trotskystes en Russie » et celle « des dupes communistes des autres pays que Moscou méprisait comme des instruments ».

A mesure que passent les mois de guerre et que s'affirme l'inéluctabilité à longue échéance de la défaite allemande, le souci de l'après-guerre, la peur de la révolution mondiale et la hantise de nouveaux mouvements révolutionnaires se manifestent de plus en plus à travers les négociations entre Grands, dans la préparation du règlement final. Le 14 février 1943, le *New-York Times* lève un coin du voile qui masque les négociations secrètes, l'inquiétude des Alliés et les gages réclamés, quand il écrit : « Lentement, inexorablement, les armées russes continuent d'avancer vers l'ouest. [...] Elles soulèvent, dans bien des esprits, des questions [...] qui fourniront un terrain fertile pour la dernière propagande nazie [...] qui brandit l'épouvantail de la domination bolchevique en Europe. » Rappelant l'adhésion de l'U.R.S.S. aux principes énoncés dans la charte de l'Atlantique, le journal américain proteste contre le refus russe de discuter avec ses alliés de la libre détermination des territoires annexés entre 1939 et 1941 : « c'est sur la base de cette adhésion qu'Amérique et Grande-Bretagne ont accepté d'augmenter leur aide matérielle et autre à la Russie [...] Dans ces conditions, il semble évident que de nouveaux et de plus explicites accords sont nécessaires pour donner à la charte de l'Atlantique une signification concrète. »

Le 22 février 1943 paraît dans la presse russe la première mention de l'Internationale communiste depuis le 22 juin 1941. Aux U.S.A. est publiée - après quatorze mois - la nouvelle de l'exécution de deux socialistes polonais Erlich, leader du Bund, Alter, dirigeant des syndicats : arrêtés en 1939 et accusés d'espionnage, ils avaient été condamnés à mort, puis leur peine commuée à dix ans de prison. Libérés après l'attaque allemande, chargés de recruter des volontaires parmi les prisonniers polonais, ils sont accusés de « propagande défaitiste », condamnés et exécutés le 23 décembre 1941. Le 9 mars 1943, le vice-président Wallace laisse entrevoir des inquiétudes non dénuées de menaces : « La guerre serait inévitable si la Russie embrassait de nouveau l'idée trotskyste de fomenter une révolution mondiale. »

Le 16 mai, la négociation doit avoir abouti puisque Staline paie son prix, la dissolution de l'Internationale communiste, dont l'exécutif proclame qu'elle a maintenant « rempli son rôle historique » et que son existence « est un obstacle au renforcement de partis ouvriers nationaux », la guerre mondiale ayant tracé une profonde ligne de séparation entre les pays alliés de l'Allemagne et « les peuples épris de liberté unis dans une profonde coalition contre Hitler ». La presse américaine exulte : « Triomphe diplomatique à bien plus longue portée que les victoires de Stalingrad et du cap Bon ! [...] Le monde respire, la vieille folie de Trotsky est abandonnée ! Le rêve de Marx est terminé. » Le *Chicago Tribune* salue la décision en ces termes : « Staline a tué les derviches de la foi marxiste. Il a exécuté les bolcheviks dont le royaume était le monde et qui voulaient la révolution universelle. » Le *New-York Times*, plus réaliste, énumère les conditions qui doivent rendre le résultat final

⁴³ STALINE, *op. cit.*, t. II, p. 139.

intéressant : l'abandon par Moscou de l'Union des patriotes polonais, la reconnaissance par les partisans yougoslaves du gouvernement émigré à Londres, la participation des communistes français à une « unification réelle »⁴⁴.

L'accord se fait avec la déclaration des Quatre, de Moscou, le 1^{er} novembre 1943, « pour le maintien de la paix et de la sécurité » dans le monde après la victoire commune. La politique américaine qui vise à soutenir systématiquement les forces bourgeoises les plus réactionnaires dans la crainte qu'une « libération » n'entraîne des mouvements sociaux et qui s'est traduite par le soutien accordé simultanément à Franco en Espagne, à Salazar au Portugal, à Darlan en Afrique du Nord, au maréchal Badoglio en Italie, triomphe avec l'acceptation par les Quatre de la perspective de la « capitulation sans condition » de l'Allemagne, qui exclut, bien sûr, tout accord des Occidentaux avec un gouvernement de type demi-nazi ou militaire, mais qui, défendue par le secrétaire d'Etat Cordell Hull, exclut aussi et surtout toute perspective de paix avec un gouvernement socialiste qui naîtrait d'un soulèvement populaire en Allemagne. Que les négociateurs russes aient compris les buts de la diplomatie américaine et en aient approuvé les desseins transparaît dans une dépêche de C. L. Sulzberger publiée par le *New-York Times* du 31 octobre : « De nombreux Russes, avec lesquels l'auteur a parlé franchement, discutaient les dangers d'une Allemagne communiste. Ils pensaient qu'elle pourrait éventuellement se tourner vers ; le trotskysme et pourrait ainsi provoquer des dangers pour l'Union soviétique, - une possibilité qui doit être évitée à tout prix. »

Quand les trois Grands, Roosevelt, Churchill et Staline, se rencontrent à Téhéran en décembre 1943, c'est encore Roosevelt qui propose l'établissement pour l'après-guerre de « quatre policiers » : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Russie, la Chine. La porte est ouverte pour la détermination de zones d'influence; en juin 1944, sur proposition britannique, il est entendu que la Roumanie et la Bulgarie seront dans la « zone russe », la Grèce dans la « zone britannique » ; en octobre, lors de la venue à Moscou de Churchill et Eden, il est décidé que Russes et Anglais se partageront à égalité l'influence en Yougoslavie, et précisé qu'aucun des partenaires n'interviendra si l'autre doit employer la force pour venir à bout de troubles dans sa zone. Dès décembre, les troupes anglaises s'emploient à reconquérir la Grèce passée sous l'autorité des partisans pro-communistes de l'E.L.A.S. Staline tient ses engagements et laisse faire. En 1945, après la capitulation du Japon, il n'hésitera pas à décrire celle-ci comme la revanche de 1904-1905 et à écrire dans *Bolchevik* : « Pendant quarante ans, nous, de la vieille génération, avons attendu ce jour »⁴⁵. A Potsdam, il désavouera les communistes chinois qui s'opposent à Tchang Kai-shek, allant jusqu'à affirmer que le gouvernement du Kouomintang est la seule force capable de gouverner la Chine.

Les révélations des dirigeants communistes yougoslaves ont permis d'éclairer d'un jour cru la politique extérieure du parti communiste de l'U.R.S.S. pendant la « guerre patriotique ». Avant et après la dissolution de l'Internationale, avant comme après les accords sur le partage en zones d'influence, les dirigeants russes usent de toute leur autorité et de tous les chantages que leur permettent leurs moyens matériels pour empêcher que la lutte de masses entamée par les communistes yougoslaves à travers l'armée des partisans ne prenne un caractère de classe et, par conséquent, révolutionnaire - danger incontestable puisque, dès 1942, la presse trotskyste américaine *The Militant* et *Fourth International* oppose la politique révolutionnaire du parti yougoslave à celle des autres partis communistes. Au début de 1942, ils demandent aux Yougoslaves de supprimer de leur proclamation adressée à la résistance européenne, l'appel à « la révolte de tous les peuples esclaves d'Europe contre l'envahisseur »⁴⁶. Ils multiplient les pressions afin que les partisans reconnaissent l'autorité du gouvernement royal réfugié à Londres, essaient de leur imposer l'entente avec les *tchetniks* du général Mihailovitch, que, depuis le début, ils combattent avec acharnement: l'action militaire menée par les partisans a tous les caractères d'une lutte sociale riche d'un contenu révolutionnaire, tandis que le conservatisme des *tchetniks* les conduira à des compromissions avec l'occupant. A l'automne 1942, c'est à la demande des dirigeants du parti communiste russe, sur lesquels ils comptent pour leur armement, que les communistes yougoslaves renoncent à faire désigner un gouvernement provisoire par le Conseil antifasciste de la libération nationale formé de représentants des combattants et des populations libérées. A la même époque, le commandement russe se prétend techniquement incapable de procurer aux partisans les armes et les munitions que son gouvernement offre pourtant aux *tchetniks*. Quand, en novembre 1943, les partisans yougoslaves créent le comité national que préside le communiste Tito, Moscou les accuse d'avoir saboté la conférence de Téhéran en proclamant la déchéance du roi Pierre, à qui ils ont interdit le territoire national. Le parti yougoslave s'inclinera finalement devant les « recommandations » de la conférence de Yalta et acceptera un gouvernement provisoire auquel participent des ministres du gouvernement royal.

C'est la même influence conservatrice, contre-révolutionnaire au sens propre du terme, qu'exerceront le gouvernement russe et la direction du parti sur le déroulement des événements en Italie. Les Alliés de préférence à la Résistance où s'expriment les revendications politiques, économiques et sociales des ouvriers et des paysans, soutiennent la monarchie et le gouvernement des dignitaires fascistes qui ont essayé de sauver les meubles en éliminant Mussolini. Honnis par la Résistance, la monarchie et le gouvernement du maréchal Badoglio seront sauvés par l'arrivée, de Moscou, du secrétaire du parti italien, Ercoli Togliatti, qui propose de renvoyer à la fin de la guerre le règlement de la question royale et annonce le soutien des communistes au gouvernement Badoglio, dont il deviendra personnellement ministre. Le départ des Allemands de l'Italie du nord, où est né un puissant mouvement ouvrier, crée une situation véritablement révolutionnaire. « Dans les provinces, écrit Henri Michel, dans les villes, dans les usines, se constituèrent des comités de libération clandestins, d'esprit révolutionnaire. A mesure que les Allemands les évacuaient, se créaient, dans les vallées, des républiques éphémères de partisans dont les comités de libération, parfois élus, assuraient l'administration, préparaient des projets de loi pour l'avenir, décidaient parfois des réformes immédiates, dans le domaine de l'instruction publique, de la fixation des prix ou de l'impôt »⁴⁷. Ces soviets authentiques, de même que les comités d'entreprise qui saisissent et mettent en marche les usines, dirigent une épuration de classe qui frappe les magnats de l'industrie; mais ils seront éliminés, tantôt par la force, tantôt progressivement, grâce au contrôle qu'exercent les commissaires régionaux du gouvernement militaire allié, et au soutien qu'apporte le parti communiste au gouvernement de coalition qui collabore avec les Alliés et permettra de reconstituer, en fin de compte, un

⁴⁴ Revue de la presse américaine après la dissolution de l'Internationale communiste, par John WRIGHT, *Fourth International*, juillet 1943.

⁴⁵ *Bolchevik* n° 16, août 1945, cité par DEUTSCHER, *Stalin*, p.528.

⁴⁶ DEDJER, *Tito parle*, p. 189.

⁴⁷ MICHEL, *op. cit.*, p. 48.

appareil d'Etat bourgeois après l'effondrement de l'Etat fasciste. Les craintes de M. Cordell Hull se révéleront vaines : il n'y aura pas de révolution italienne, pas plus qu'il n'y aura de révolution allemande.

En France le parti communiste, comme l'écrit Isaac Deutscher, « s'aligne derrière le général de Gaulle, dont l'ambition dictatoriale, l'attitude anti-marxiste et les liaisons cléricales étaient depuis longtemps manifestes »⁴⁸. Le sort de l'Europe occidentale est de nouveau fixé pour des décennies : elle restera le domaine du capitalisme.

Il faut d'ailleurs noter, à ce sujet, que la lutte contre les groupes révolutionnaires antistaliniens, trotskystes ou non, a été menée pendant la guerre par tous les gouvernements belligérants sans exception. Aux Etats-Unis, les dirigeants du *Socialist Workers Party*, et parmi eux, l'un des fondateurs du parti communiste américain, James P. Cannon, ont été emprisonnés en vertu du *Smith Act*. En Europe, le nombre de victimes a été particulièrement élevé. On peut citer, parmi celles-ci, l'ancien membre du comité central du parti communiste allemand Werner Scholem, autrefois organisateur de l'opposition dite « de Wedding », exécuté dans un camp allemand, son compatriote Marcel Widelin, organisateur en France de cellules clandestines dans la Wehrmacht, abattu par les auxiliaires français de la Gestapo, l'ancien secrétaire de Trotsky Walter Held, condamné à mort par contumace en Allemagne, enlevé au cours d'un transit en U.R.S.S., l'ancien secrétaire général du parti communiste grec Pantelis Pouliopoulos, fusillé en 1942 par l'armée allemande, l'ancien secrétaire général adjoint du parti communiste italien, ancien responsable de l'organisation clandestine en Italie fasciste, devenu trotskyste, Pietro Tresso, abattu dans un maquis après son évasion de la prison du Puy où l'avait enfermé le gouvernement de Vichy, l'ancien dirigeant du P.O.U.M. pendant la guerre d'Espagne Joan Farré, tué dans des circonstances semblables, l'ancien membre du comité central du parti communiste belge, fondateur de l'opposition belge, Léon Lesoil, mort en déportation en Allemagne, le dirigeant étudiant polonais de Cracovie Stefan Szmolewicz, arrêté en 1939, déporté à Vorkouta où il réorganise les détenus trotskystes, mort en 1943 des suites des mauvais traitements qu'il a subis, Sneevliet, le vétéran communiste hollandais, un des premiers envoyés de l'Internationale en Chine sous le nom de Maring, fusillé par les Allemands. En Asie, toute une génération de dirigeants révolutionnaires a été liquidée : l'ancien secrétaire général du parti chinois, devenu dirigeant trotskyste, Tchen Dousiou, est mort âgé aux mains de Tchang Kai-chek, tandis que les Japonais fusillaient son successeur à la tête de l'organisation trotskyste Tchen Tchi-tchang, et que les troupes de Mao Tsé-toung fusillaient de leur côté le chef de partisans trotskyste Tchou Li-ming. Au Viet-Nam, le trotskyste Nguyen Ai-Hau, chef des milices ouvrières de Cholon, a été tué par les troupes françaises tandis que le fondateur du trotskysme vietnamien, Ta Thu Tau, et le dirigeant chinois Liu Chia-liang étaient abattus par le Viet-Minh. Grâce à cette nouvelle « sainte-alliance » universelle, la révolution mondiale tant redoutée était écartée.

Les espoirs d'une génération.

Tel est, en définitive, le résultat historique du rôle joué par le parti communiste de l'U.R.S.S. dans la conclusion de la deuxième guerre mondiale, la conséquence historique à long terme du choix des années 25-30 en faveur du « socialisme dans un seul pays » : le parti communiste de l'U.R.S.S. sort de la deuxième guerre mondiale comme un puissant facteur de stabilisation sociale et de conservatisme, avec le triple prestige de la grande révolution d'octobre, du socialisme en construction et de la victoire militaire sur la barbarie hitlérienne. Ce prestige lui vaut une autorité que, par l'intermédiaire de son appareil international, aussi judicieusement sélectionné que son appareil national, les Gottwald, Ulbricht, Thorez, Togliatti, il exerce sur des millions de travailleurs ; ceux-ci, à son appel, déposeront les armes, « retrousseront les manches » et restaureront à force de travail les ravages de la guerre où tant de leurs frères ont laissé leur vie : ils servent ainsi de force d'appoint à la diplomatie russe et, croyant lutter pour le socialisme, servent d'abord les intérêts de la bureaucratie.

Une nouvelle génération communiste est apparue dans le monde comme en U.R.S.S. Le massacre des vieux-bolcheviks, la grande déception du pacte germano-russe appartiennent pour elle à un monde lointain. La fin de la guerre lui semble le début d'une période nouvelle dans l'histoire de l'humanité : les espoirs, tous les espoirs, refléurissent au moment où va s'évanouir le cauchemar de la domination nazie. Les jeunes communistes russes passent des nuits entières à des discussions passionnées, fiévreuses et exaltantes. « Nous espérons, écrit Leonhard, que la victoire sur le fascisme amènerait quelque chose d'entièrement nouveau en Europe occidentale. qu'une révolution sociale gigantesque s'accomplirait. Nous croyions à un grand réveil, une renaissance - plusieurs d'entre nous employaient même le terme français -, à l'évolution de mouvements socialistes nouveaux »⁴⁹. A partir de 1944 la situation militaire cesse d'être la source unique des préoccupations : « L'intérêt des gens se tournait de plus en plus vers les changements politiques qui se préparaient et ce qu'on pouvait espérer de « l'après-guerre »⁵⁰. Dans l'Europe entière, de tout jeunes les gens se lancent avec fougue dans l'activité du parti, comme le poète Woroszylski qui évoquera plus tard le temps « où le communisme était la poésie suprême et l'effort quotidien, et la poésie la route vers le communisme, la vie pour le communisme »⁵¹. A tous ces jeunes gens pour qui le communisme, « jeunesse du monde », prépare « des lendemains qui chantent », le parti communiste russe n'allait offrir, une fois de plus, que le visage du stalinisme, le cortège des épurations, des aveux, des procès, du mensonge.

⁴⁸ DEUTSCHER, *Stalin*, p. 519.

⁴⁹ LEONHARD, *Child*, p. 269.

⁵⁰ *Ibidem*.

⁵¹ WOROSZYLSKI, « Matériaux pour une biographie », dans « Le socialisme polonais », *Les temps modernes*, 1957, février-mars, p. 1099.

Chap. XVIII - L'APRES-GUERRE

Tous les rapports sur l'atmosphère politique en U.R.S.S. à la fin de la deuxième guerre mondiale s'accordent pour faire de cette période celle des « grandes espérances ». Le relâchement de la pression policière, l'amnistie partielle tacite, la trêve politique de fait commandés par l'union sacrée, le sentiment d'unanimité forgé dans le combat comme l'étendue des sacrifices consentis laissent entrevoir des possibilités de changements souhaités depuis longtemps, mais ouvertement désirés à mesure qu'approche la fin des hostilités. Autant que le cauchemar de la guerre, le cauchemar de l'avant-guerre semble appartenir à une autre époque : bien que la propagande officielle remette en avant plus volontiers le rôle du parti, son ton et ses thèmes sont, depuis des années, renouvelés et la « guerre patriotique » a été menée en vue de la victoire de la « démocratie » et de la « liberté ». Bien des contraintes, à la rigueur justifiées par les dangers immédiats de l'état de guerre, semblent devoir disparaître avec la victoire finale. De nombreux faits concourent à ce renouvellement de l'atmosphère : les chefs de l'armée sont des hommes nouveaux dont le prestige éclipsé souvent celui des dirigeants du parti, des millions d'hommes, soldats démobilisés, prisonniers de guerre libérés, travailleurs déportés en Allemagne, reviennent, échangent et confrontent expériences et idées, communient dans des aspirations semblables au mieux-être, à la paix et à la liberté, sous toutes ses formes, après les terribles contraintes acceptées ou subies.

Le parti dans la guerre.

Le parti lui-même présente une physionomie très neuve à bien des égards. Le recrutement de la période de guerre lui amène jusqu'à 100 000 adhérents par mois; pour la seule année 1942, on en compte 1 340 000. De 5 760 369 membres à la fin de la guerre, il atteint 6 300 000 en septembre 1947. Des administrateurs, des techniciens, des intellectuels ou des officiers supérieurs restés jusque-là à l'écart y entrent en nombre : le général Govorov donne son adhésion à quarante-six ans et sera élu au comité central au congrès suivant. De façon générale, la moitié au moins des recrues sont des militaires de grades divers, recommandés par leur conduite au feu plus que par des considérations politiques et qui n'entrent au parti que parce que les portes s'en ouvrent aux « héros ». L'augmentation - soulignée par les dirigeants - du pourcentage des recrues d'origine ouvrière, de 24,4 % avant-guerre à 32,1 % pendant la guerre, ne se traduit pas par une augmentation de l'influence ou du rôle des ouvriers dans le parti : dès 1946, au contraire, la presse commence à se plaindre de ce que « le prolétariat industriel dirigeant » est noyé sous le nombre des nouveaux venus de toute origine, phénomène particulièrement grave dans les régions libérées. Plus de 60 % des membres du parti ont moins de trente-cinq ans et, dans certaines régions les nouveaux adhérents sont la grande majorité, 77 % dans la région de Vitebsk, 78 % dans celle de Polotsk. Or les ouvriers sont, du coup, en minorité, comme à Minsk où il n'y a que 24 ouvriers sur 520 nouveaux¹ et dans l'ensemble de la Biélorussie où 11,6% seulement des nouveaux sont des ouvriers². Aucune statistique d'ensemble n'est publiée, ce qui explique le caractère contradictoire de ces renseignements; Il semble pourtant acquis que le recrutement de la période de guerre n'ait pas modifié la tendance à la prédominance de l'intelligentsia dont M. Rigby estime qu'elle constitue, en 1957, 68 % des membres du parti, ce que confirment les chiffres officiels publiés pour la Géorgie et la Kirghizie³. *La Vie du parti* cite une usine de 1 000 ouvriers dont 56 seulement membres du parti et le journal *Babinski Rabotchi* cite une organisation de 7000 membres n'ayant recruté en 1946 que 28 « ouvriers dirigeants »⁴; 400 000 communistes, en 1947 ont reçu une instruction supérieure, soit 6,32 % contre 5,08 % en 1939 ; 1 300 000 ont fait des études secondaires, soit 20,54 % contre 14,2% en 1939⁵.

La guerre avait entraîné une stricte centralisation autour du tout-puissant comité de défense, mais aussi, ainsi que l'écrit M. Brzezinski, « la décentralisation du contrôle réel et une plus grande propension à « faire faire les choses » par les secrétaires »⁶. Les secrétaires du parti dans les diverses Républiques, seuls à bien connaître la situation particulière de leur région, seuls capables d'en tirer le maximum, ont vu se renforcer leur autorité, s'accroître leur part d'initiative, diminuer sur eux le poids du contrôle central, et, véritables satrapes, étendre leur pouvoir personnel jusque dans l'administration économique, où ils interviennent maintenant directement.

Ces phénomènes, que le parti dénoncera bientôt comme des manifestations de passivité et des tendances nationalistes-bourgeoises, sont évidemment le résultat du gonflement des effectifs et de l'inévitable démultiplication de l'autorité, en ce sens, donc, une conséquence directe de la guerre. Mais il faut expliquer par la nature même du pouvoir bureaucratique les autres caractéristiques nouvelles du parti, son recul relatif en tant que source du pouvoir, face à un secrétaire général qui est désormais en même temps président du conseil et généralissime : le « maréchal » Staline éclipsé les organismes réguliers, de moins en moins souvent officiellement cités. Les sessions du comité central sont rares et son rôle se réduit ouvertement à entériner des propositions déjà appliquées. Ce n'est pas non plus le bureau politique qui décide et Staline, pendant des années, en écartera à son gré tel ou tel membre. Pendant onze années, sans qu'aucune raison sérieuse soit mise en avant, il ne convoque ni congrès, ni conférence. Il semble bien que le parti ne soit plus, ainsi que le note Schapiro, que l'un des instruments de la dictature de Staline. Son secrétariat personnel, que dirige toujours Poskrebychev, s'est substitué en fait au

¹BRZEZINSKI, *op. cit.*, pp. 218-219.

²FAINSOD, *How Russia*, p. 233.

³SCHAPIRO, *C.P.S.U.*, p. 523.

⁴BRZEZINSKI, *op. cit.*, p. 219.

⁵SCHAPIRO, *C.P.S.U.*, p. 524.

⁶BRZEZINSKI, *op. cit.*, p. 139.

secrétariat du comité central dans l'exercice réel du pouvoir et le maniement de l'appareil. C'est pourtant autour du secrétariat du parti que se déroulent les luttes les plus sévères entre les clans dans la période d'après-guerre.

Luttes internes.

La lumière est loin d'avoir été faite aujourd'hui encore sur le grand conflit qui s'est déroulé dans les coulisses au lendemain de la guerre et dont on peut tenir pour vraisemblable qu'il a opposé, à la fois pour la confiance et la succession de Staline, deux groupes rivaux, celui de Jdanov et celui de Malenkov.

Jdanov est, depuis 1934, où il a succédé à Kirov à la tête du parti à Léninegrad, un des tout premiers personnages du régime. Malenkov n'a cessé de monter pendant la guerre, après avoir joué un rôle de premier plan dans les purges. En août 1943, il se voit attribuer les importantes fonctions de président du comité pour la réhabilitation des territoires, libérés. A la fin de 1944 il préside le comité pour le démantèlement des installations industrielles dans les régions conquises. Il est possible, comme le suggère Schapiro, que le retour de Jdanov à Moscou en 1945 ait marqué le début de leur rivalité⁷. De toute façon, ce sont Jdanov et Voznessenski qui déclenchent les hostilités en attaquant l'administration de l'opération démantèlement et en dénonçant le gaspillage énorme dont elle a été l'occasion. Une commission d'enquête présidée par Mikoyan conclut à l'abandon du démantèlement et propose la formation de sociétés mixtes.

Schapiro pense qu'on peut tenir pour vraisemblable que l'adoption des conclusions de Mikoyan représenta une défaite sérieuse pour Malenkov, qu'avaient pourtant soutenu Béria et Kaganovitch⁸. En tout cas, alors qu'il avait été le numéro deux du secrétariat, Malenkov en disparaît en 1946. L'un de ses collaborateurs les plus proches, Alexandrov, est remplacé en janvier 1947 par Souslov. L'éclipse n'est que de brève durée : le 20 juin 1948, Malenkov est, de nouveau, mentionné comme secrétaire. Jdanov meurt subitement le 31 août. Mais dans les mois qui suivent, ses proches collaborateurs vont disparaître sans qu'aucune information officielle ne soit donnée à leur sujet : parmi eux, Nicolas Voznessenski, membre du bureau politique, Pierre Popkov, secrétaire de la région de Léninegrad, Michel Rodionov, président de la R.S.F.S.R., A. A. Kouznetsov, secrétaire du comité central, ancien dirigeant du parti à Léninegrad pendant le siège. La presse étrangère relèvera un premier indice de cette épuration dans l'absence du nom de Voznessenski sur les listes de dirigeants mentionnés à l'occasion des cérémonies du 1^{er} mai 1949. Il faudra attendre 1952 pour avoir une confirmation de sa chute, sinon de son sort : Michel Souslov l'attaque violemment, dans la *Pravda* du 24 décembre 1952, pour les « conceptions antimarxistes » exprimées dans son œuvre sur l'économie de l'U.R.S.S. pendant la guerre. Il révèle ce faisant, une résolution du comité central en date du 13 juillet 1949, révoquant un rédacteur de Bolchevik coupable d'avoir « servilement glorifié » le livre incriminé.

Les premiers éléments sur ce que l'on appelle désormais l'« affaire de Leningrad » ne seront livrés qu'après la mort de Staline : l'exécution de Voznessenski devient alors un instrument dans la lutte que se livrent les différents clans. En 1953, c'est Béria qui est rendu coupable de ce crime. L'année suivante, plusieurs hauts fonctionnaires de la sécurité, dont Victor Abakoumov, un ancien membre du secrétariat personnel de Staline, accusés d'avoir forgé de faux documents afin d'obtenir la condamnation des jdanovistes sous l'accusation de « chauvinisme grand-russe », sont jugés pour cette affaire. Leur exécution sera annoncée le 24 décembre 1954. A l'été de 1955, retour de Belgrade Krouchtchev révélera aux militants venus l'écouter à Sofia qu'il serait intervenu auprès de Staline, en compagnie de Malenkov et de Molotov, afin de sauver Voznessenski qui leur avait demandé leur aide : mais Staline leur apprit l'exécution de Voznessenski au début de leur entrevue⁹. Au XX^e congrès, en 1956, il répète que la mort de Voznessenski aurait été décidée par Staline en personne, sans consultation du bureau politique, sur des informations rassemblées par Béria¹⁰. Après juillet 1957 et l'exclusion la direction du « groupe anti-parti », c'est désormais Malenkov qui est présenté comme le principal responsable de la liquidation des gens de Léninegrad : ce thème est repris et développé au XXII^e congrès où, pour la première fois, sont données des informations touchant à l'étendue de la répression : Chélépine, responsable de la sécurité, parle de la mort de « maints communistes »¹¹, et Spiridonov, qui compare l'épuration de 1940-50 à celle de 1935-37, la qualité d'« extermination des cadres »¹². A cette date, la plupart des commentateurs et spécialistes étrangers avaient déjà considéré la liquidation du groupe des jdanovistes de Léninegrad comme la conclusion de la lutte avec le groupe Malenkov, dont l'un des hommes, Andrianov, occupait depuis lors le poste de premier secrétaire régional.

Il est cependant difficile d'admettre que tout a été dit sur cette affaire. Bien des questions ne sont pas résolues, y compris celle du rôle joué par les dirigeants actuels, Krouchtchev compris : Souslov n'a-t-il pas été le premier tous à attaquer publiquement Voznessenski ? Il faut donc, pour le moment, renoncer à préciser les responsabilités de chacun et même à donner de ces événements une explication globale. Seuls les journalistes, tenus d'écrire à tout prix, sont condamnés à analyser l'ordre de présentation les entorses à l'ordre alphabétique dans l'énumération des chefs, à étudier minutieusement la dimension des photographies et à en tirer des conclusions quant à l'enjeu politique de ces luttes de cliques. L'historien du parti, en attendant l'ouverture des dossiers secrets, se contentera d'enregistrer que ces combats mortels au sein de l'appareil obéissent aux règles quasi-immuables des batailles d'*apparatchiki* : c'est la police secrète qui scelle le sort des vains, la lutte se déroule dans les coulisses et la ligne attribuée au clan exterminé par ses vainqueurs et dénoncée à grand renfort de propagande n'est pas forcément en rapport avec celle qu'il a réellement défendue, et peut même, éventuellement, être en opposition avec elle car l'appareil ne secrète que des méthodes policières, jusque dans l'interprétation de sa propre histoire.

⁷SCHAPIRO, *C.P.S.U.*, p. 507.

⁸*Ibidem*.

⁹LEONHARD, *Kremlin since Stalin*, p. 105.

¹⁰KHROUCHTCHEV, *A.S.C.*, p. 60.

¹¹XXII^e congrès, *op. cit.*, p. 60.

¹²*Ibidem*, p. 358.

Il s'efforce aussi de faire le silence sur l'action de ses ennemis. Or les révélations de nombreux prisonniers des camps libérés après 1953 permettent aujourd'hui d'entrevoir une autre signification à la purge de 1947 que l'élimination des bureaucrates de Léninegrad, Voznessenski et ses collaborateurs. Le journaliste allemand Claudius a révélé, après son retour d'U.R.S.S. que la plupart des anciens « boukhariniens » et « trotskistes » survivants après 1941 et qui avaient été libérés pendant la guerre avaient de nouveau été arrêtés en 1947 : il a rencontré Astrov, l'ancien collaborateur de Boukharine, qui s'était trouvé dans ce cas. Au même moment aussi, dans les camps de Verkhneouralsk et Alexandrovsk, arrivaient des hommes qui appartenaient à une opposition récente, constituée au lendemain de la guerre sous l'étiquette de l'« opposition ouvrière ». Claudius a connu ainsi un ancien aviateur, « héros de l'union soviétique », V. A. Smirnov, condamné à vingt-cinq ans de travaux forcés pour avoir organisé dans ce cadre un cercle d'études¹³. Une autre journaliste, ancienne communiste allemande, Brigitte Gerland, a rencontré à Vorkouta d'anciens étudiants qui avaient constitué en 1946 un groupe clandestin d'opposition, appelé I.T.L. (*Istinni Trud Lenina*, L'œuvre véritable de Lénine). Il avait fonctionné pendant plusieurs mois, notamment à Moscou, Léninegrad, Kiev, Odessa, avant que ses membres, découverts, ne soient arrêtés et condamnés à vingt-cinq ans de travaux forcés, eux aussi. Brigitte Gerland cite d'eux plusieurs textes, dont un programme pour un « gouvernement des soviets ouvriers et paysans » élus au scrutin secret, le remplacement des « bureaucrates professionnels » par des comités élus et révocables à tout instant¹⁴. Il apparaît que les espoirs entretenus par la victoire sur l'hitlérisme avaient nourri l'activité politique d'une nouvelle génération, ou tout au moins d'une nouvelle avant-garde, que Staline et ses lieutenants s'étaient empressés de frapper. Vue sous cet angle, la purge de 1947 aurait une autre portée et le mystère dont elle s'entoure s'expliquerait en définitive mieux si Voznessenski et ses hommes n'avaient été que des « boucs émissaires » sacrifiés à titre d'avertissement à l'intention des *apparatchiki* hésitants ou faibles.

La reprise en mains.

A cet égard, d'ailleurs, il est significatif que l'on ne puisse, à travers les « révélations » qui se succèdent sur l'« affaire de Léninegrad », déceler d'autres oppositions que personnelles, même lorsqu'on en fait une lutte des Léninegradiens pour rendre à leur cité le rôle de capitale ou y organiser une foire économique qui éclipserait celle de Moscou. A la limite, la rivalité de Jdanov et de Malenkov a peut-être pesé sur le destin individuel de centaines ou même de milliers d'*apparatchiki*, elle n'a pas empêché l'appareil central, dès le lendemain de la guerre, de reprendre en mains l'ensemble du parti, et, après lui, du pays : dans cette opération de redressement, Jdanov, Malenkov et les autres ont vraisemblablement des mérites égaux. Leurs divergences n'ont pas porté sur l'orientation fondamentale.

L'instrument de direction essentiel, le secrétariat du comité central, est, une fois de plus, réorganisé : vraisemblablement sous la haute direction de Malenkov, sans que le fait ait, cette fois, été rendu public comme cela avait été le cas en 1930 et 1934, le directoire des cadres est supprimé et le secrétariat est de nouveau, comme en 1930, sous la pression des besoins de l'industrialisation, divisé en départements économiques, fournissant les responsables du parti à l'industrie lourde, à l'industrie légère, au plan, aux finances. Il s'y ajoute - conséquence de la dissolution de l'Internationale - un « département étranger ». L'*agit-prop* redevient département : Alexandrov, qui passe pour lié à Malenkov, y sera remplacé en 1947 par Souslov, sans que la ligne apparaisse modifiée. Le sens de la réorganisation est cependant assez clair : il s'agit de restaurer dans tous les domaines le contrôle normal du secrétariat sur l'appareil, de l'appareil sur le parti et les différents secteurs de la vie du pays, de combattre toutes les tendances centrifuges.

Dès 1946, l'accent est mis sur la nécessité de contrôler les admissions et de « former politiquement » les recrues : en juillet, puis en novembre, des circulaires prescrivent des mesures à cet effet. Le parti se réorganise à la campagne afin d'améliorer son contrôle sur les kolkhozes, et, notamment, de mettre fin aux usurpations réalisées par les kolkhoziens au détriment de la propriété collective. La refonte des services du secrétariat permet l'investissement de cadres politiques dans l'agriculture, par l'intermédiaire des stations de machines et tracteurs (S.M.T.). Les premiers résultats seront rapides : en Géorgie, les biens restitués, après avoir été « volés » aux fermes collectives, se montent à 7 779 hectares de terres, 6 926 têtes de bétail, 27 977 brebis et chèvres, 61 826 animaux de basse-cour, 99 915 817 roubles en espèces¹⁵. Les problèmes à régler sont encore plus graves dans les régions excentriques, où se sont créées de véritables satrapies locales, et dans les régions libérées, que noie le flot des anciens prisonniers ou travailleurs forcés difficilement contrôlables et où, comme en Ukraine et en Biélorussie, se manifestent, y compris chez les partisans, des tendances nationalistes. En août 1946, le comité central du parti ukrainien est informé d'un « changement massif dans les cadres dirigeants », rendu nécessaire par les « erreurs commises dans le recrutement des cadres et l'attention insuffisante accordée aux travailleurs nouvellement promus »¹⁶. A cette date, 38 % des secrétaires de district, 64 % des présidents de comités exécutifs, 62,3 % des présidents de stations de machines et tracteurs avaient déjà été renouvelés en Ukraine. Par la suite, l'épuration s'étendra encore, frappant, en dix-huit mois, 57,4 % des « travailleurs du parti » dans la région de Kharkov, 50 % de ceux de Vorochilovgrad, 57,4 % de ceux de Lvov, 22,7 % de ceux de Zaporozje, dont le secrétaire régional, 33 % de ceux de la ville de Stalinsk, 41,9 % de ceux de Zaporozje, 62 % de ceux de Kiev. Elle est plus accentuée encore en Biélorussie où, à la fin de 1948, 90 % des secrétaires de district avaient été révoqués, outre 82 % de présidents de kolkhozes et 96 % des responsables administratifs. Dans le Kazakhstan, en 1945 et 1946, on remplace 67 % des fonctionnaires du parti et dirigeants de l'industrie. Au total, pour l'ensemble de l'U.R.S.S. 27,5 % des secrétaires de district et 35,3 % des membres du bureau de leurs comités sont changés à la fin de 1947¹⁷. Les motifs indiqués pour ces révocations vont du « nationalisme bourgeois » à l'« insuffisance du travail politique » en passant par le « refus de l'autocritique » et la formation de « cliques par relations personnelles ».

¹³ Cité par BRZEZINSKI, *op. cit.*, p. 222.

¹⁴ CLAUDIUS, « *In a soviet isolator* », Soviet affairs n° 1, StAntony's college papers, p. 136.

¹⁵ Brigitte GERLAND, « L'I.T.L. en lutte pour la révolution politique », *La Vérité* n° 346, 4 décembre 1954.

¹⁶ *Pravda*, 23 août 1946.

¹⁷ BRZEZINSKI, *op. cit.*, pp. 136-139.

L'aspect le plus spectaculaire de la « reprise en mains » a sans doute été la campagne d'épuration contre les intellectuels déclenchée le 14 août 1946 avec la condamnation par le comité central des deux revues littéraires *Zvezda* et *Léninegrad* et qui a duré pendant presque quatre années. Le renouvellement du parti dirigeant pendant la guerre, la prédominance numérique des recrues récentes donnent en effet une importance particulière à la propagande faite pendant la guerre. L'idéologie propagée par le parti entre 1939 et 1945, a été, nous l'avons vu beaucoup moins proche d'une idéologie marxiste, même stalinisée, que d'une idéologie nationaliste, à bien des égards proche du vieux populisme, empreinte de messianisme russe et marquée par les thèmes démocratiques, unitaires, antifascistes du Front populaire, réservés jusque-là aux seuls communistes des pays étrangers. La fin de la guerre, la rupture de l'alliance avec les « démocraties » risquaient de provoquer dans le cadre même du parti des incertitudes et des hésitations, dans la mesure où bien des communistes russes n'avaient comme idées générales que ce qui leur était donné au cours des années précédentes : les besoins de la bureaucratie exigeaient, pour sa défense dans la guerre froide qui venait, qu'ils fussent immunisés contre les idées « étrangères » et sortis de la « confusion » dans laquelle elle les avait elle-même jetés. Le contact de milliers d'intellectuels, techniciens, fonctionnaires, officiers avec la civilisation capitaliste occidentale contribuait encore au désarroi idéologique : la supériorité, tant matérielle que scientifique, des pays capitalistes avancés, au premier chef les Etats-Unis, ne manquait pas de poser des questions angoissantes aux générations convaincues et que l'U.R.S.S. avait réalisé le socialisme, et que le socialisme était une forme supérieure d'organisation sociale.

La reprise en mains, dans le domaine idéologique, a consisté dans l'emploi de tous les moyens de persuasion, de propagande et même de coercition, afin de convaincre les masses russes, par l'intermédiaire des militants du parti, de la supériorité de la « civilisation soviétique » dans tous les domaines. Malenkov déclare, dans son rapport au comité central de septembre 1947 : « Le parti a été contraint de développer une lutte énergique contre diverses manifestations d'admiration servile à l'égard de la culture bourgeoise en Occident, attitude qui est assez répandue dans certains milieux de notre intelligentsia et qui constitue une survivance du maudit passé de la Russie tsariste. »

En réalité, par une de ces ironies par lesquelles l'histoire, violée, prend sa revanche, la lutte contre le « cosmopolitisme » va passer précisément par la glorification du passé : russe, de celui de la Russie tsariste elle-même. Obligés par la logique de la défense de leurs privilèges d'affirmer la supériorité de la science et de la culture soviétiques, contraints de persuader les masses que le socialisme a été construit et que, s'il l'a été en U.R.S.S. seulement, c'est parce qu'il ne pouvait en être autrement, sous la direction du génial Staline, les bureaucrates du parti en viennent à nier ce qui, pour les bolcheviks, avait été l'un de leurs atouts dans la victoire de la révolution, le retard technique et culturel de la Russie tsariste. Dans la lutte contre les « influences étrangères », ils sont conduits, non seulement à réhabiliter l'ancienne Russie, à condamner Eisenstein, coupable d'avoir « noirci » la peinture d'Ivan le Terrible, mais encore à présenter systématiquement le passé russe comme supérieur par essence à celui de tous les autres pays. La presse du Parti se met à réécrire l'histoire des sciences : les grandes découvertes scientifiques et techniques qui ont permis le développement contemporain sont désormais attribuées à des savants, chercheurs et techniciens russes. Elles ne sont plus le fait d'hommes nés dans les sociétés évoluées d'Europe occidentale et du Nouveau Monde, travaillant dans l'atmosphère propice à l'invention et à la création d'une société capitaliste en pleine expansion, mais celui d'hommes, élevés et instruits dans l'Etat tsariste réactionnaire et semi-féodal, ce que seuls peuvent, en définitive, expliquer le génie propre et la supériorité du peuple russe. C'est ainsi que la loi de la conservation de l'énergie, découverte en Occident au XIX^e siècle, est attribuée à Lomonosov qui l'aurait formulée ... en 1748. Vingt et un ans avant les frères Wright, le russe Mojaïski aurait volé en avion. Et, sans que le monde en ait rien su avant le XX^e siècle, ce seraient des Russes qui auraient découvert les fameuses machines textiles qui sont à l'origine de la révolution industrielle, l'électrolyse de l'eau, la pénicilline, la radio, le téléphone, les machines à calculer, les navires à hélice, les avions à réaction, et se les seraient vu voler par des capitalistes sans scrupules : il n'est pas jusqu'à Galilée lui-même qui ne soit un imposteur, couvert des plumes de découvertes dont le mérite incombe exclusivement à des chercheurs russes.

Dans ces conditions, et malgré les références obligatoires et rituelles à la condamnation du « chauvinisme grand-russe », toute l'histoire du passé est réécrite pour justifier la domination de l'Empire russe sur les peuples allogènes à l'époque du tsar. Le culte des héros nationaux du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan, d'Ukraine, est condamné au nom de la lutte contre le cosmopolitisme. Le « socialisme dans un seul pays » - dont il n'est plus question d'ailleurs - aboutit, à l'exaltation du passé russe dans ses aspects les plus réactionnaires, et l'écrivain communiste, officieux porte-parole de Staline, Alexandre Fadeïev, peut écrire dans la *Pravda* du 30 juin 1947 : « Nous voulons qu'on comprenne la nécessité historique et le caractère progressif de l'incorporation de toute une série de peuples dans l'Etat russe. » L'existence d'un Etat d'Israël aux sympathies occidentales nettement marquées permet de justifier la résurrection d'un antisémitisme qui avait été le corollaire, sous les tsars, du chauvinisme grand-russe, et qui était resté vivace sous le vernis de l'idéologie stalinienne : il se manifeste à partir de 1948 par l'interdiction de toute publication en yiddish, l'arrestation de nombreux membres de la communauté juive, la dénonciation comme « cosmopolites sans patrie » d'écrivains juifs dont les journaux rappellent le patronyme israélite quand ils sont cachés derrière un pseudonyme à consonances russes, la liquidation de nombreuses personnalités juives, dont l'acteur Mikhoels et, vraisemblablement, le cinéaste Eisenstein.

La campagne idéologique s'accompagne d'une épuration énergiquement conduite dans les journaux, les revues, les Instituts savants, les Académies, chez les philosophes comme les économistes, les savants, les peintres, les romanciers, les poètes, les compositeurs et les cinéastes, les biologistes, les physiciens, les esthéticiens, les clowns ou les agronomes. Les personnalités condamnées - parfois à la suite de retentissantes interventions de Staline, comme dans le cas de la discussion sur la génétique ou celle sur la linguistique - perdent leurs fonctions officielles dans les Instituts, leurs chaires dans les universités, leurs laboratoires, se voient privées de leurs moyens de subsistance, leurs manuscrits ou partitions étant désormais écartés de toute publication. Certains ont été arrêtés, et, comme le célèbre biologiste Vavilov, sont morts dans les camps. Jdanov, le tout-puissant maître de l'idéologie, et les fonctionnaires qui lui succèdent fixent désormais les cadres de l'esthétique officielle. Le « réalisme socialiste » doit être la peinture de la société telle que la veulent les dirigeants, car il est un moyen de la diriger et de la façonner : il condamne le « libéralisme pourri » qui laisse s'exprimer les « traits négatifs » ou les « survivances du passé », comme le « sentiment de la solitude », qui est « étranger à la société soviétique ». Les héros de roman doivent être des parangons de conformisme et le comité central n'hésite pas à condamner définitivement aussi bien la

biologie de Morgan et la mécanique ondulatoire que la physique nucléaire, baptisée bourgeoise pour la circonstance, la cybernétique et la psychanalyse, elle aussi « idéologie bourgeoise ». Les excès de la *jdánovtchina* traduisent en réalité un besoin frénétique de contrôle que la bureaucratie ne parvient pourtant pas à assouvir, dans la mesure où il contredit les besoins profonds de la société et de sa structure économique : il faudra, dans les années suivantes, revenir sur presque toutes les condamnations « définitives » prononcées au lendemain de la guerre dans le domaine culturel.

Les contradictions nouvelles.

La constitution du « glaci » en Europe orientale passe - au moins aux yeux des commentateurs pro-occidentaux qui cherchent à en faire un épouvantail - pour l'une des victoires de l'U.R.S.S. d'après-guerre. Cette expansion de type particulier se heurte pourtant presque immédiatement à des contradictions nouvelles d'une si grande importance qu'elles en viendront, en quelques années, à ébranler l'édifice même de la domination bureaucratique en U.R.S.S. L'histoire des « démocraties populaires », malgré les intéressantes études publiées depuis une dizaine d'années, reste à écrire : elle le sera bientôt et a commencé à s'esquisser en 1956, lorsque s'est brisé le carcan de silence qui pesait en ces pays sur les millions d'hommes qui ont pris part à cette transformation ou qui l'ont subie. L'historien de demain devra, d'abord, tenir compte du partage de l'Europe en zones d'influence et d'occupation entre les alliés de la veille : s'il y a en Allemagne deux Etats aux régimes politiques et sociaux opposés, l'explication, tout le monde le sait, n'est pas à chercher dans les rapports des classes dans ces deux territoires en 1946, mais dans le fait qu'ils furent construits, d'en haut, par chacun des grands alliés de la veille. Les transformations de l'Europe orientale placées sous l'influence de l'U.R.S.S. avaient été acceptées par les alliés occidentaux à Téhéran, Potsdam et Yalta, comme la restauration de l'ordre capitaliste par les Anglo-Américains en Italie, en Grèce et ailleurs l'avait été par Staline et les dirigeants de l'U.R.S.S.

L'historien devra tenir compte aussi de l'effondrement total de l'Etat et même des forces sociales capitalistes dans les pays d'Europe orientale soumis à l'armée rouge. Il constatera que l'avance de l'armée russe a provoqué, dans la classe ouvrière de ces pays, jusque-là soumise à la dictature nazie, des espoirs révolutionnaires et la tentative de prendre son sort en mains avec les instruments qui lui sont propres : les comités de libération yougoslaves légifèrent dans des provinces entières avant que n'arrivent les avant-gardes russes, et la première brigade prolétarienne de l'armée des partisans livre aux chars russes une course de vitesse pour être la première à libérer Belgrade. Les ouvriers tchèques armés participent à la libération de Prague et y dressent le pouvoir de leurs syndicats lui proclament et mettent en pratique le contrôle ouvrier dans les usines. Ceux de Varsovie participent à l'insurrection de l'été 1944, écrasée par les troupes allemandes à portée des canons de l'armée rouge. Dans toutes les usines allemandes à l'Est se constituent des conseils ouvriers qui prennent en mains la gestion de l'entreprise. Les cellules communistes clandestines dont l'atmosphère, selon Leonhard, « profondément différente de celle des réunions du parti soviétique », lui rappelait « l'image qu'il s'était formée des réunions au temps de la révolution d'Octobre et pendant la guerre civile en Russie »¹⁸, ont un peu partout constitué des comités aux noms variés, « antifascistes » ou « socialistes », qui prennent en mains la solution des problèmes de l'heure. La révolution et la prise du pouvoir par les conseils ouvriers seraient à l'ordre du jour dans ces pays s'il existait, même réduit, un parti semblable à celui des bolcheviks de 1917. Mais c'est le parti communiste, filiale du parti russe, qui jouit de la confiance de l'avant-garde, et les dirigeants du parti russe en ont décidé autrement.

Dans un retentissant discours, en mai 1945, le dirigeant communiste tchèque Gottwald annonce la naissance d'une « révolution démocratique et nationale », écartant la perspective d'une « révolution socialiste ». Walter Ulbricht affirme à la conférence du parti allemand : « Certains ouvriers veulent édifier le socialisme dans l'immédiat. Ce n'est pas possible. » La contre-attaque est déclenchée contre les organismes autonomes de classe. Les émissaires d'Ulbricht organisent la dissolution des comités antifascistes, l'intégration de leurs membres dans l'administration, qui fonctionne sous l'autorité des forces d'occupation russes. Réorganisant parti et syndicats par en haut, l'appareil réussit à dissoudre les conseils d'entreprise. Ordre est donné aux travailleurs tchèques de rendre leurs armes. Le contrôle ouvrier, vidé d'abord de tout contenu du fait de l'administration des usines par l'armée rouge, est finalement supprimé en Tchécoslovaquie, où les Russes remettent partout l'autorité civile aux envoyés du gouvernement émigré de Londres. Quand, ailleurs, l'administration est mise sur pied sous l'autorité directe de l'armée russe, les représentants de l'appareil cherchent frénétiquement des représentants d'anciens partis bourgeois pour y occuper les postes les plus représentatifs : la « démocratie de type nouveau » ne peut se concevoir sans la présence de ces hommes respectables. Ils seront d'accord avec les représentants de l'appareil pour accepter finalement, les nationalisations tchèques, au sujet desquelles l'un d'eux, Hubert Ripka, écrit : « du moins des troubles sociaux devaient-ils être évités : l'avantage en était appréciable »¹⁹. Et les communistes tchèques, pour éliminer l'autorité rivale du conseil central des syndicats, proposent eux-mêmes de le « renouveler » par une représentation paritaire de membres désignés par tous les partis.

Dans l'Etat reconstitué sous l'occupation de l'armée russe et dans lequel les représentants de l'appareil se sont réservés les secteurs-clés de la police et de l'armée, les dirigeants communistes travaillent à la reconstitution d'un parti de type stalinien, et d'abord par la fusion avec les partis socialistes trop perméables aux oppositions de gauche. Quand la vague révolutionnaire reflue, les hommes de l'appareil sont partout aux leviers de commande, à pied d'œuvre pour un nouveau tournant. Ainsi que l'écrit Paul Barton, « la démocratie populaire, conçue comme une alliance du parti communiste avec l'appareil d'Etat et avec la bourgeoisie désagrégée par six ans d'occupation nazie, se révéla irréalisable parce qu'incompatible avec les réalités sociales données. Il en résulta la nécessité d'adopter de nombreuses mesures qui, telles les nationalisations, tendaient à briser l'alliance sur laquelle la démocratie populaire devait reposer »²⁰. C'est autant pour faire face à ces contradictions que pour riposter au lancement du plan Marshall, dont l'aide était initialement offerte aux pays satellites, que le parti communiste russe prend en septembre 1947 l'initiative de la réunion en Pologne de neuf partis communistes, d'où sortira la fondation du Kominform. Son

¹⁸ LEONHARD, *Child*, p. 199.

¹⁹ RIPKA, *Le coup de Prague*, pp. 34-35.

²⁰ BARTON, *Prague à l'heure de Moscou*, p. 130.

grand patron, Jdanov, justifiera sa formation par « le besoin [...] particulièrement pressant de consultation et de coordination libre des activités des différents partis ».

Quelques mois plus tard, le « coup de Prague » termine une période : 8 000 délégués d'usine réunis à Prague et les milices ouvrières formées et mobilisées dans tout le pays consacrent un coup d'Etat qui donne le pouvoir au parti communiste au détriment de ses alliés de la veille, puis rentrent chez eux. Il n'y aura pas de soviets tchécoslovaques, mais une société et un Etat dont la structure et le fonctionnement sont calqués sur le modèle russe. Le processus de l'assimilation structurelle est près de se terminer. Ainsi que l'écrit encore Paul Barton « même en cas d'occupation militaire, Staline s'oppose à la prise du pouvoir aussi longtemps qu'on peut constater une effervescence sérieuse dans le pays visé. [...] L'expérience russe explique d'ailleurs suffisamment le refus de Staline d'admettre la prise du pouvoir par ses épigones au milieu de la fermentation révolutionnaire : les bolcheviks ayant été portés au pouvoir par les aspirations populaires déchaînées, il a fallu plus de vingt ans au successeur de Lénine pour liquider les velléités de ses sujets et pour asseoir solidement son régime. [...] Il n'ordonne l'« action directe » que là où ses émules agissent au milieu d'une apathie générale des « masses ». Dès que celles-ci commencent à s'émouvoir sincèrement, les stalinien reçoivent la consigne de conclure une coalition avec des adversaires. [...] L'objectif en est d'enchaîner de nouveau les forces révolutionnaires dont les stalinien prétendent être l'avant-garde. Une fois domestiquées, elles seront utilisées demain pour se débarrasser des alliés d'aujourd'hui : la « révolution nationale démocratique » sera alors déclarée accomplie et l'« édification du socialisme » proclamée »²¹. Les intérêts de la bureaucratie russe, la nécessité de lutter à la fois contre les forces capitalistes qui menacent sa base économique et les forces ouvrières qui contestent son monopole politique ont conduit à la transformation du « glacis » stratégique en une série d'Etats satellites de structure identique.

Les contradictions, pourtant, ne s'arrêtent pas là. Subordonnés à l'appareil russe, les appareils des partis au pouvoir en Europe orientale n'en secrètent pas moins une bureaucratie, qui, pour être calquée sur le modèle russe au point de naître sur la base des mêmes zigzags en matière économique, n'en a pas moins ses intérêts propres, divergents de ceux de la bureaucratie russe. C'est d'une révolution inachevée, tenue en bride, et de l'action de masses enrégimentées que ces régimes sont nés, mais la réaction qui suit le flux révolutionnaire n'aura pas la profondeur de celle des années 1920-1930 en U.R.S.S. Leur base sociale et politique est fragile et leur force repose en grande partie sur la présence de l'armée rouge. Les bureaucrates des pays du glacis se révéleront vite plus sensibles aux résistances ou aux aspirations ouvrières et paysannes, invoqueront volontiers les aspirations nationales sous couvert de la recherche d'une voie propre vers le socialisme.

En particulier, les caractères originaux de la lutte du parti communiste yougoslave pendant la guerre provoqueront entre le parti et l'Etat yougoslaves et le parti communiste et l'Etat russes la première rupture entre partis et Etats nés du même appareil et se réclamant de la même idéologie. Le parti communiste yougoslave est le seul à avoir dirigé une lutte de caractère révolutionnaire contre l'occupant allemand en même temps que contre les forces sociales dirigeantes de l'avant-guerre. Fort de l'appui des masses, il est le premier à rejeter dans les faits la politique de conciliation défendue sous le nom de « démocratie populaire », le premier à s'engager ouvertement dans une politique de « transformation socialiste » à critiquer « l'opportunisme » des « partis frères » de France et d'Italie. Fiers de leur force, de leur ambition, de la confiance populaire, les dirigeants yougoslaves critiquent les traités économiques inégaux signés par l'U.R.S.S. avec ses alliés. s'opposent à l'ingérence des militaires et surtout de la police secrète russe dans leurs pays, aux tentatives des maîtres de l'appareil russe de passer par-dessus leur tête et de leur enlever le contrôle de leur parti. Après une lutte secrète de plusieurs mois, des arrestations de part et d'autre, un échange de lettres au ton de plus en plus vif, la rupture est rendue publique par une déclaration du Kominform, le 18 juin 1948.

Le conflit entre le parti russe et le parti yougoslave sort du cadre de cette étude. Il est bon pourtant, d'en rappeler quelques épisodes. Au XX^e congrès, Khrouchtchev a raconté que Staline disait en juillet 1948 : « Je secouerai mon petit doigt et il n'y aura plus de Tito »²². En réalité, des moyens considérables ont été mis en œuvre pour venir à bout de la résistance de Tito et des autres dirigeants yougoslaves, les accusations les plus monstrueuses, soutenues par les moyens les plus modernes de propagande, l'organisation dans les démocraties populaires de nouveaux procès : destinés à prouver leur culpabilité. Comme au temps des procès de Moscou, la police secrète mène le bal, s'efforçant d'anéantir par la terreur toute opposition, même virtuelle, arrachant à des dirigeants communistes des aveux spectaculaires, leur faisant admettre publiquement les pires crimes d'espionnage et de terrorisme, en liaison avec la Gestapo, l'Intelligence Service, le C.I.A. américain, et l'obligatoire référence au trotskysme pour, d'une part, atteindre l'hérétique et détruire ce pôle de résistance, et briser, d'autre part, dans les appareils dirigeants des pays satellites, tous les éléments capables de manifester quelque Indépendance d'esprit et quelque sensibilité aux pressions populaires.

L'occupation russe s'est accompagnée, dans sa première phase, de la liquidation de tous les éléments suspects de trotskysme : Sverma, le secrétaire du parti communiste slovaque, est mort en 1944 dans des circonstances mal éludées : il avait été clandestinement membre de l'opposition de gauche. Tous les anciens trotskystes des pays de démocratie populaire seront frappés : l'Allemand Oscar Hippe, sorti des camps hitlériens, prendra le chemin de la Sibérie, comme le trotskyste bulgare Gatcheff ; le Tchèque Zavis Kalandra sera pendu après que le poète Eluard, dont il avait été l'ami, eut refusé d'intervenir, disant qu'il avait assez à faire à défendre les inculpés clamant leur innocence pour ne pas vouloir s'occuper de ceux qui clamaient leur culpabilité. L'affaire Tito provoque à son tour des dizaines de milliers d'arrestations et d'exécutions. En Pologne, Gomulka, Spychalski, Loga-Sowinski n'ont commis d'autre crime que d'avoir été liés à la lutte populaire pendant l'occupation allemande : ils passent pour être hostiles à certaines prétentions russes et resteront de longs mois en prison, devant à des circonstances incomplètement élucidées d'éviter procès et potence. En Hongrie, Rajk, ancien combattant d'Espagne, organisateur du parti clandestin, en Bulgarie, Kostov, lui aussi clandestin sous l'occupation, seront pendus : les dénégations de Kostov n'ébranleront pas la tranquille certitude des communistes du monde entier qui s'appuient sur les aveux de Rajk pour clamer sa culpabilité. Clementis, en Tchécoslovaquie, paie le crime de s'être autrefois opposé au pacte germano-russe, Sling

²¹ *Ibidem*, pp. 121-122.

²² KHROUCHTCHEV, A.S.C., p. 62.

celui d'avoir été responsable du parti clandestin pendant l'occupation allemande et Josef Pavel d'avoir été, lors du « coup de Prague », le chef des milices ouvrières. Les motifs de l'exécution de Slansky, homme d'appareil par excellence, sont loin d'être encore élucidés, mais le fait qu'il ait été accusé d'avoir fait assassiner Sverma rappelle de façon frappante la technique de l'accusation en U.R.S.S. entre 1936 et 1938.

En règle générale, dans tous les pays d'Europe orientale, le pouvoir passe entre les mains des « moscovites » les Ulbicht (Allemagne), Anna Pauker (Roumanie), Bierut (Pologne), Rakosi et Geroe (Hongrie), ceux qui ont passé la guerre en U.R.S.S. et ne sont revenus qu'avec l'armée russe. L'épuration frappe la majorité des anciens des brigades internationales d'Espagne, des organisateurs clandestins et, de façon générale, ceux des dirigeants qui à un moment ou à un autre ont eu quelque liaison avec le mouvement de masses et ont été autre chose que des instruments dociles de l'appareil international. Une fois encore, dans un cadre pourtant nouveau, sans la menace que constituaient en 1936 l'impérialisme allemand et les visées nazies, le régime stalinien démontre que la terreur et le gouvernement policier sont nécessaires au maintien de sa domination. Une fois de plus, il donne du « socialisme » une image odieuse ou invraisemblable et permet aux défenseurs de la liberté d'entreprise, du militarisme, du colonialisme et de toutes les formes d'oppression, de fourbir leurs arguments et de redorer le blason du « monde libre » et de ses principes, jusque dans les rangs des ouvriers. Or la victoire, en 1950, des communistes chinois sous Mao Tsé-toung, sur une ligne pourtant condamnée par Staline, annonce, non une expansion, mais de nouvelles contradictions et de nouvelles difficultés, et souligne un peu plus l'absurdité de l'idée du « socialisme dans un seul pays ».

Les contradictions anciennes.

L'apparition de contradictions nouvelles ne masque pas les anciennes, jamais résolues. Il est relativement facile, à l'aide d'une police bien faite et du monopole de l'information, de briser les velléités d'indépendance des intellectuels, de poursuivre la russification des allogènes. La reconstruction de l'industrie, malgré bien des gaspillages de force et de matériaux, sera menée à bien sans crises graves : en 1948, le niveau de production de 1940 est atteint et dépassé. De nouveaux problèmes s'annoncent, car la rapidité de l'évolution industrielle donne à l'ouvrier le sentiment de sa valeur, début de la renaissance d'une conscience de classe. Mais, après le relâchement des contraintes pendant la guerre, l'alignement de la paysannerie s'avère un travail de Sisyphe. Le conseil des kolkhozes que dirige Andreiev a réussi à récupérer en une année les cinq millions d'hectares « usurpés ». Le réseau du parti dans les stations de machines et tracteurs dispose de cadres toujours plus nombreux. Pourtant les kolkhoziens opposent toujours leur force d'inertie au système des livraisons forcées. Les communiqués de victoire de 1946 et 1947 ne dissimulent que mal une stagnation profonde. La production agricole est en réalité inférieure à celle d'avant-guerre, le cheptel, de 16 % à ce qu'il était avant 1928, alors que la population a augmenté de 25 %.

Bientôt va éclater une grande discussion sur l'agriculture entre dirigeants. Elle est ouverte par Khrouchtchev. Celui-ci semble avoir eu en 1946-47 quelques difficultés si l'on considère l'attaque publique lancée contre la politique des cadres en Ukraine, son domaine, par Chataline, collaborateur de Malenkov, puis son remplacement comme premier secrétaire du parti ukrainien par Kaganovitch entre mars et décembre 47. Il revient au premier plan à la fin de 1949 en tant que secrétaire du comité central. C'est probablement lui qui inspire une attaque de la *Pravda*, le 19 février 1950, contre Andreiev, à qui on reproche d'avoir développé le système de petites unités de travail dans les kolkhozes au détriment des brigades, ce qui donne au travail agricole un caractère moins collectif. Andreiev connaît son erreur, fait son autocritique, mais conserve tous ses postes au bureau politique comme au comité central. Khrouchtchev apparaît alors, dans un article du mars, où pour faire face aux difficultés dans le domaine de l'agriculture, il propose la fusion des kolkhozes de façon à réduire leur nombre. Il souligne que la méthode proposée facilitera la mécanisation et permettra d'augmenter la production en réduisant les dépenses. Ainsi que le note Shaplo, la réforme présente en outre l'avantage de faciliter le contrôle du parti sur les kolkhozes. Elle sera immédiatement appliquée, les 252 000 kolkhozes étant réduits à 121 400 à la fin de l'année et à 94 800 à la fin de 1952 où 76 355 auront leur organisation du parti. Schapiro pense que la politique de Khrouchtchev rencontre l'opposition de Malenkov et de Béria, dont l'un des associés, Baguirov, secrétaire du parti de l'Azerbaïdjan, critique en mai 1951 la hâte apportée à la réalisation de cette fusion²³.

Le conflit ne va pas tarder à rebondir. Dans un discours du 1^{er} mars, publié le 4, Khrouchtchev propose la construction par les kolkhoziens eux-mêmes d'agglomérations centrales de type urbain, les « agrovilles » : les kolkhoziens conserveraient cependant leurs lopins individuels à proximité de leur logement. L'opposition soulevée dans les milieux dirigeants apparaît clairement dans une note de *Pravda* du lendemain, précisant que c'est par erreur que le texte du discours de Khrouchtchev a été publié sans l'indication qu'il ne s'agissait que d'un matériel de discussion. Seuls Baguirov et Arioutinov, secrétaire du parti communiste d'Arménie, prendront publiquement position contre les thèses de Khrouchtchev avant le XIX^e congrès, où elles seront - victorieusement - combattues par Malenkov sans référence à leur auteur.

En fait, la question a été tranchée avant le congrès par une intervention de Staline dans la discussion sur le manuel d'économie politique en préparation. La conclusion de ses articles, dans lesquels il maltraite assez sérieusement de jeunes contradicteurs inconnus, est la condamnation formelle de la proposition faite par deux d'entre eux, Wenger et Sanina, de vendre aux kolkhozes le matériel des stations de machines et tracteurs, dont il déclare que ce serait « faire tourner la roue de l'histoire à rebours », « ruiner les kolkhozes, compromettre la mécanisation de l'agriculture, ralentir la cadence de la production kolkhozienne, [...] nous éloigner du communisme ». Comme moyen d'« élever la propriété kolkhozienne au niveau de la propriété nationale », il propose la suppression progressive du marché et la mise sur pied d'un système d'échange de produits entre l'industrie et les kolkhozes. Les agrovilles, dont il ne parle pas, sont rejetés²⁴.

²³SCHAPIRO, C.P.S.U., p. 516.

²⁴STALINE, *Derniers écrits*, pp. 180-181.

Le XIX^e congrès.

Le XIX^e congrès s'ouvre le 5 octobre 1952, au lendemain de la publication dans la *Pravda* (3 et 4 octobre) de l'article de Staline sur les problèmes économiques : ainsi était-il clairement affirmé que ce congrès, le premier depuis 1939, n'était, comme les précédents, qu'une grande parade, puisque le chef avait déjà tranché. Staline, présent dans la salle, ne prendra la parole que pour le discours de clôture, ce qui n'empêchera pas l'assemblée par ses acclamations et les journalistes dans leurs compte-rendus de lui donner la place éminente convenant au maître tout-puissant. Le rôle de second et d'éventuel dauphin est tenu par Malenkov, qui présente le compte rendu du comité central. Avec Béria, ministre de l'intérieur (M.V.D.) et responsable de la sécurité (M.G.B), le troisième personnage est incontestablement Nikita Khrouchtchev, qui est chargé de présenter le rapport sur les modifications de statut.

Aucune information n'est donnée sur la composition sociale du congrès ni sur les fonctions réellement assurées par les délégués, dont on peut seulement supposer qu'ils comprenaient comme aux précédents une forte majorité de fonctionnaires du parti et de l'Etat et une infime minorité d'ouvriers et de paysans travaillant effectivement à l'usine et aux champs. Il est cependant intéressant de noter qu'alors même que 75 % des membres du parti l'ont rejoint après le début de la guerre, 25 % seulement des délégués appartiennent à cette génération d'adhérents, tandis que 36,4 % des délégués ont adhéré entre 1921-1930 et 36 % entre 1931 et 1940. L'appareil n'a guère été bouleversé en définitive par la période de guerre et d'après guerre, puisque plus de 75 % des délégués sont âgés de plus de quarante et un ans, alors que 80 % de ceux du XVIII^e congrès en avaient moins de quarante : la génération formée dans la lutte contre l'opposition et rescapée des grandes purges conserve fermement les leviers de commande.

Il ne se déroule au congrès aucune discussion digne d'être mentionnée. Le seul événement marquant est la modification des statuts présentée par Khrouchtchev. Le bureau politique et le bureau d'organisation sont supprimés et remplacés par un présidium de vingt-cinq membres titulaires et onze suppléants. Khrouchtchev ne donne aucune explication véritable de cette modification, se contentant d'indiquer que le titre de présidium convient mieux à l'organisme chargé de diriger le travail entre les sessions du comité central, et qu'il n'y a pas lieu de laisser subsister un bureau d'organisation dans la mesure où la pratique montre que ce travail se concentre entre les mains du secrétariat. L'augmentation massive du nombre des membres de l'organisme de direction le plus restreint rappelait celle du comité central au temps de la lutte contre l'opposition : Khrouchtchev dira, au XX^e congrès, qu'elle visait effectivement à noyer les membres anciens du bureau politique sous le nombre des responsables moins expérimentés et sans doute plus maniables, d'autant que, fidèle à la tradition de l'appareil, le secrétaire général constituera un bureau secret, dont l'existence, à défaut de la composition a été révélée après sa mort. L'analyse faite par Merle Fainsod de la composition du nouveau présidium révèle en outre le souci de représenter au maximum les maîtres réels du pays dans un organisme de direction unique, en y concentrant les responsables des différents appareils : en font partie les dix secrétaires du comité central et les treize vice-présidents du conseil des ministres de l'U.R.S.S. des responsables des syndicats, des Jeunesses, de l'appareil du parti, des Républiques et quelques-uns des plus hauts responsables de l'administration économique.

Le comité central élu comprend 236 membres titulaires et suppléants, soit presque le double du comité sortant. Schapiro note dans sa composition deux faits intéressants. D'abord 61 % de ses membres étaient déjà membres du comité central, ensuite les secrétaires régionaux représentent la moitié des titulaires au lieu du cinquième en 1939²⁵. Le secrétariat semble refléter un souci d'équilibre entre les seconds personnages du régime. Il comprend, outre Staline, Malenkov, Khrouchtchev et Souslov, Aristov, Brejnev, Ignatov et Mikhaïlov, vraisemblablement liés à Khrouchtchev, Pegov et Ponomarenko, plus probablement dévoués à Malenkov. Il est intéressant enfin de noter, avec Schapiro, que le XIX^e congrès décide la suppression du mot « bolchévique », entre parenthèse, dans le titre du parti et une modification dans l'ordre des devoirs des militants du parti qui fait passer au premier rang celui de préserver l'unité du parti et au quatrième seulement l'étude du marxisme-léninisme²⁶.

Vers une nouvelle purge ?

Le XIX^e congrès clôt en fait une période de difficultés et de tension croissantes. Il contient plus d'un avertissement. L'article de Staline laissait déjà prévoir un raidissement et l'intensification de la lutte pour la mise au pas des kolkhoziens. Malenkov souligne la justesse de la politique d'épuration et de répression d'avant-guerre, affirmant dans son rapport : « A la lumière des résultats de la guerre, se trouve révélée la pleine signification de la lutte sans merci menée par notre parti au cours des années contre les ennemis du marxisme-léninisme, contre les dégénérés trotskystes-boukharinistes, contre ces lâches et ces traîtres qui ont essayé de détourner le parti de son chemin et de détruire l'unité de ses rangs »²⁷.

Les indices se multiplient d'une lutte dans les sommets : quinze jours après le congrès, le 30 octobre 1952 on annonce qu'à la suite d'une « erreur matérielle » le nom du maréchal Govorov n'a pas été indiqué parmi les élus suppléants du comité central. Le 7 novembre, Béria, jusqu'alors quatrième dans l'énumération des dirigeants, perd deux places, dépassé par Vorochilov et Boulganine. La presse mène campagne contre le népotisme, le développement du « copinage » parmi les responsables, souligne qu'il faut de nouveaux cadres. La *Pravda* du 10 décembre écrit : « A la barre, à la direction, dans l'industrie et l'agriculture, dans le parti et l'appareil d'Etat, doivent se trouver des hommes dévoués à la cause du communisme et connaissant leur travail. [...] Il y a beaucoup d'hommes qui remplissent ces conditions et il est seulement nécessaire de savoir comment les choisir à temps et les promouvoir aux postes dirigeants. » Le 23 décembre, Michel Souslov attaquant très vivement Fedoseiev, révèle pour la première fois de façon officielle la disgrâce de Voznessenski et la résolution de juin 1949 à son sujet. Léonard Schapiro note la pression exercée par les cadres les plus jeunes du parti, recrutés depuis 1941, l'obstacle

²⁵ FAINSD, *How Russia*, pp. 277-279.

²⁶ SCHAPIRO, *C.P.S.U.*, p. 520.

²⁷ *Pravda*, 6 octobre 1952.

que lui oppose l'enracinement des cadres promus à la veille de la guerre, rappelle comment Staline, en 1937-38 a su préserver sa domination par la promotion d'une génération nouvelle d'*apparatchiki*²⁸. Tout semble indiquer en effet qu'une épuration de grande envergure est en préparation.

C'est vraisemblablement à la fin de novembre que sont arrêtés les « médecin criminels » dont le « complot » a été rendu public le 13 janvier 1953. Ce jour-là, la *Pravda* révèle l'arrestation de neuf médecins, dont plusieurs juifs, des sommités du monde médical, accusés d'avoir assassiné Jdanov et Chtcherbakov et préparé le meurtre de Staline et de plusieurs chefs militaires. Ces hommes, dont plusieurs sont décorés de l'ordre de Lénine, dont un, Vinogradov, a été expert médical dans le procès Boukharine à propos des « assassinats » de Gorki, Pechkov, Kouïbychev, sont présentés comme des espions. Cinq d'entre eux avouent avoir agi, par l'intermédiaire de l'organisation juive le *Joint* pour le compte des services secrets américains et trois se déclarent agents de l'Intelligence Service. Le 21 janvier, la doctoresse Lydia Timachouk qui a aidé à les « démasquer » est décorée. De nombreux indices suggèrent que l'affaire des « assassins en blouse blanche » était le prélude d'une opération de grande envergure. Harrison Salisbury dit que les rumeurs circulant à Moscou sur les personnalités menacées n'épargnaient que Staline et Poskrebychev : il confirme que Mme Molotov a été arrêtée et déportée après l'arrestation des médecins²⁹. A l'enterrement de Mme Mikoyan, Ivan Chaoumian parlera de l'arrestation, à cette époque, de deux des cinq fils Mikoyan. Pour Harrison Salisbury, « le bain de sang des années 30 aurait été éclipsé par le massacre en préparation ». Il faut noter d'ailleurs que deux dirigeants seulement, Kozlov et Souslov, interviennent dans la campagne qui se déchaîne dans la presse contre les « nationalistes bourgeois juifs », les « dégénérés et les fourbes », les « espions et les déviationnistes ». Vraisemblablement organisée par Staline en personne ou tout au moins par Poskrebychev, la nouvelle affaire pourrait bien, ainsi qu'on la suggère, avoir été dirigée contre Béria dont les services sont blâmés pour s'être « laissés surprendre » par les médecins et leurs complices. Wolfgang Leonhard souligne à juste titre les circonstances bizarres de l'annonce, le 17 février, de la mort du major-général Kosynkine, chef de la garnison du Kremlin³⁰.

La perspective d'une nouvelle purge provoque-t-elle un réflexe de défense parmi les dirigeants menacés ? Il est difficile de répondre et d'aller plus loin que Schapiro qui estime vraisemblable que « les dirigeants du parti proches de Staline, tout en n'osant plus s'opposer à lui de son vivant, n'en rechignaient pas moins à déclencher un nouveau bain de sang »³¹ dont l'expérience montrait qu'il risquait d'engloutir une partie d'entre eux. Quelle interprétation donner au récit de Krishna Menon de son entretien avec Staline : le dictateur griffonne des loups sur une feuille de papier, puis dit à l'homme d'Etat indien que le paysan russe connaît bien les loups, ses vieux ennemis et sait comment les abattre, mais que les loups savent cela aussi³². Qui sont les « loups » ? Toutes les hypothèses, évidemment, sont permises, mais aucune n'a de base sérieuse. Que s'est-il passé entre la première attaque subie par Staline et sa mort ? Tout s'est-il passé comme la radio et la presse l'ont affirmé, ce que semblent démentir quelques invraisemblances et de curieux silences ? Staline en définitive, est-il mort de sa belle mort, sa fin a-t-elle été hâtée sinon provoquée par ses « disciples » et « fidèles compagnons d'armes », ou bien les invraisemblances des informations ne sont-elles que le résultat d'un désir de gagner du temps en dissimulant l'état de santé réel du malade, en retardant peut-être l'annonce de sa mort ? Refusant sagement de prendre position, faute de documents sérieux, Schapiro peut écrire : « Une chose est certaine : pour beaucoup de membres du parti, à la fois haut placés et moins éminents, la mort de Staline se produisait juste à temps »³³.

Celle-ci, le 5 mars, brise en effet net l'offensive esquissée de son vivant. Le 4 avril, un communiqué du ministère de l'intérieur annonce la remise en liberté et la réhabilitation de treize médecins, dont six n'avaient pas encore été nommés. Des neuf qui figuraient sur la liste du 13 janvier, deux ne figurent pas sur la liste des réhabilités, mais rien n'indique s'ils étaient morts en prison ou si, au contraire, il ne s'agissait que d'auxiliaires de la police ayant joué le rôle de provocateurs. Le même communiqué précise que les aveux avaient été extorqués par la torture et de hauts fonctionnaires seront fusillés pour cette « violation de la légalité ».

La mort de Staline va avoir d'immenses conséquences. « Assemblée de l'élite dirigeante », dominé par son appareil centralisé aux mains du secrétariat de Staline, le parti a beau être l'unique force organisée du pays, jouir d'un monopole absolu, il n'en est pas moins décapité par la mort de celui qui avait en même temps assis la domination de la bureaucratie qu'il incarnait et confisqué jusqu'aux droits politiques des bureaucrates eux-mêmes. L'angoisse manifestée par ses lieutenants et successeurs, leur appel au calme, leur mise en garde contre le désordre et la panique, la concentration de troupes autour du Kremlin dans les heures qui suivent la nouvelle, montrent qu'ils avaient, eux au moins, conscience qu'une ère nouvelle pouvait bien naître de cette date.

²⁸SCHAPIRO, C.P.S.U., p. 526.

²⁹Harrison SALISBURY, « Russia re-viewed », *New-York Times*, 24 sept. 1954.

³⁰LEONHARD, *Kremlin*, p. 49.

³¹SCHAPIRO, C.P.S.U., p. 546.

³²Harrison SALISBURY, *New-York Times*, 22 sept. 1954.

³³SCHAPIRO, C.P.S.U., p. 546.

Chap. XIX - LA DESTALINISATION ET LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE DE 1956-57

Terminant son ouvrage sur Staline, Trotsky, à la veille de son assassinat écrivait : « Une explication historique n'est pas une justification. Néron, lui aussi, fut un produit de son temps. Néanmoins, après qu'il eut disparu, ses statues furent brisées et son nom partout effacé. La vengeance de l'histoire est plus terrible que celle du secrétaire général le plus puissant. J'ose penser que c'est consdant »¹.

Trois ans après la mort de Staline, le XX^e congrès du parti entend ses successeurs - qui avaient été ses collaborateurs - dénoncer le « culte de la personnalité » et « révéler » des crimes depuis longtemps connus et dénoncés par d'autres. Cette « déstalinisation » officielle a, dès le départ, ses limites. Ceux qui dénoncent, à partir de 1956, les assassinats massifs baptisés « violations de la légalité » ont été, pendant des années les « compagnons d'armes » et « fidèles disciples de Staline ». Ils ont, à ce titre, partagé avec lui les responsabilités du pouvoir, exécuté ses ordres, célébré son culte : aussi courent-ils le risque d'être accusés de complicité et peuvent-ils craindre que des « révélations » inopportunes ne les éclaboussent. Il est d'ailleurs difficile de déceler le moment à partir duquel la déstalinisation officielle sort du cadre des règlements de compte entre groupes rivaux pour devenir une mesure politique destinée à réaliser dans l'ordre et par le haut ce qui semble inévitable et serait, autrement, imposé par une action révolutionnaire spontanée. En fait, la dictature de Staline, pour durable qu'elle ait été et quelle que soit la marque personnelle imprimée sur le régime par la personnalité du Géorgien, n'a été, historiquement que la première forme de la dictature de la bureaucratie, et, à travers elle, de l'appareil du parti communiste : analyser ses origines historiques réelles équivaldrait pour les dirigeants à mettre en cause, non seulement leur propre rôle, mais les bases mêmes du régime. En ce sens, Staline, mort, sert, à son tour, de bouc émissaire pour la répression, comme Boukharine éliminé l'avait été pour les concessions à la paysannerie et comme Ejov lui-même l'avait été pour les aspects les plus déments de la grande purge.

Le discours secret de Khrouchtchev au XX^e congrès fixe donc les limites que les dirigeants assignent à la déstalinisation. Les crimes de Staline sont imputés à sa personnalité, sa soif de pouvoir, sa méfiance morbide et sa cruauté, mais son action politique dans la période de lutte contre l'opposition reste justifiée et magnifiée. Au fond, les véritables crimes ne commencent qu'en 1934 et les réhabilités de 1956 seront sans exception, des staliniens fidèles, frappés au cours de la répression qui suit l'assassinat de Kirov, les Roudzoutak, Eikhe, Tchoubar, S. Kossior, Postychev et des ralliés comme Antonov-Ovseenko. Puis viendront les chefs militaires : en fait, tous ceux qui n'avaient pas véritablement de programme politique d'opposition. Il était évidemment plus difficile de réhabiliter l'opposition sans faire connaître ce qu'était son programme, c'est-à-dire la destruction du monopole du pouvoir. Or, mettre sous les yeux des Russes de 1956 les arguments politiques utilisés par Trotsky contre Staline présentait des risques considérables pour les dirigeants, dans la mesure où les Soviétiques savent tous, par expérience, et ce que signifiaient les arguments de Staline, et à quoi ils aboutissaient, à partir du moment aussi où l'orientation révolutionnaire des opposants, plongeant ses racines dans la révolution de 1917, s'adresserait à travers les années, non plus à une phalange usée et vieillie d'anciens combattants, dans une période de réaction, mais à une jeune génération active, ayant atteint un haut niveau culturel et technique et décidée à penser par elle-même.

Pourtant même limitée, à la réhabilitation des « bons staliniens » assassinés par Staline et à la dénonciation des « abus du culte de la personnalité », la déstalinisation ne pouvait manquer d'avoir d'incommensurables conséquences par la destruction inévitable de l'édifice de mensonges construit par la propagande stalinienne. Faire de Beria et de Saline les responsables de la rupture avec Tito implique évidemment que Tito soit blanchi de toutes les accusations infamantes. Mais pour que Tito soit blanchi, il faut réhabiliter Rajk. Et, quoiqu'on en ait, la réhabilitation de Rajk implique à plus ou moins brève échéance la condamnation de ses assassins, Rakosi et les autres staliniens hongrois. La réhabilitation de Postychev, Eikhe, Tchoubar et autres Roudzoutak, qu'ils aient ou non avoué, soulève le problème de la validité des autres exécutions, de celles des opposants repentis, politiquement alignés sur eux. A partir du moment où Khrouchtchev laisse entendre que Kirov a pu être tué sur l'ordre de Staline ou avec sa complicité, se pose la question de savoir et pourquoi les vieux-bolcheviks ont été accusés de ce crime, et pourquoi Staline avait besoin de se débarrasser d'eux, et pourquoi il lui fallait cette immense construction de crimes supposés et d'aveux infamants pour atteindre Trotsky à travers les procès de Moscou. La réhabilitation des médecins du Kremlin, la proclamation de l'innocence des « assassins en blouse blanche » dont l'arrestation était le prélude d'une nouvelle épuration était nécessaire aux successeurs de Staline, puisque la culpabilité des médecins était justement destinée à les confondre et à les abattre. Elle a été le premier maillon d'un processus irréversible : l'écheveau des mensonges se dévide. Dans le bloc du mythe stalinien, une brèche est ouverte par où vont s'engouffrer toutes les idées, anciennes et nouvelles, toutes les forces sociales jusque-là comprimées par l'édifice totalitaire de l'appareil.

En Europe orientale - le secteur le plus faible du monde soviétique -, la déstalinisation deviendra un mouvement révolutionnaire : la chute de la statue de Staline, renversée par les jeunes ouvriers et étudiants de Budapest en octobre 1956, suit de quelques mois les révélations de Khrouchtchev au XX^e congrès et précède de cinq ans l'enlèvement du cadavre de Staline du mausolée sur la place Rouge. Les ouvriers révolutionnaires de Sztalinvaros ont débaptisé leur ville six ans avant que le parti communiste russe ne débaptise Stalingrad, Stalínabad, Stalínogorsk, Stalino, Stalinsk et autres. Les événements qui se déroulent dans le monde soviétique, à partir de 1953, depuis la grève des forçats de Vorkouta, la grève des ouvriers de Berlin-Est le 18 juin et le soulèvement en Allemagne orientale, jusqu'au « printemps d'octobre » de Pologne et la révolution des conseils ouvriers hongrois de 1956, en passant par l'apparition de la pensée critique dans la jeune génération communiste tchèque, russe, allemande et chinoise, sont l'expression d'un phénomène profond, une déstalinisation réelle, révolutionnaire, montrant le vrai visage de la société et de la bureaucratie dominante, recherchant des explications sérieuses et scientifiques et dans la poursuite d'un socialisme véritable, jetant les bases d'un programme révolutionnaire. La vengeance de l'histoire revêt ici une forme particulièrement réconfortante : après trente ans de régime stalinien, de jeunes communistes qui n'en ont pourtant

¹TROTSKY, *Staline*, p. 526.

pas connu d'autre retrouvent, parfois mot pour mot, la pensée et l'action révolutionnaire des bolcheviks de la révolution et de l'opposition.

La précritique yougoslave.

A cet égard, le rôle de la polémique entre le parti communiste russe et le parti communiste yougoslave a été considérable. Obligés de mobiliser les cadres de leur parti pour la défense de leur régime contre l'offensive de Staline, les dirigeants yougoslaves se devaient d'apporter des explications valables sur le terrain du marxisme à des hommes formés dans la pure orthodoxie stalinienne et qui n'avaient jamais eu jusque-là l'occasion d'éprouver de contradiction entre leur action militante et les exigences de Moscou. Pourtant, à moins de remettre en cause leur propre régime caractérisé par le monopole du parti et de son appareil ils ne pouvaient, sinon dans la critique, du moins dans l'explication, franchir certaines limites.

C'est au VI^e congrès, à la période de la tension maximale, après la perte de toutes leurs illusions, que les dirigeants yougoslaves sont allés le plus loin dans la dénonciation du mythe du socialisme stalinien. Tito y déclare : « Aujourd'hui, trente-cinq après la révolution d'Octobre et vingt-quatre ans après la collectivisation des campagnes, les kolkhozes se voient imposer des directeurs nommés par l'Etat cependant que, leurs membres fuient ces coopératives. Trente-cinq ans après la révolution d'Octobre, les ouvriers travaillent comme des esclaves dans les usines et les entreprises ils sont soumis à l'arbitraire de directeurs bureaucrates. Où sont les conquêtes du socialisme de la grande révolution d'Octobre pour les ouvriers ? Les directeurs ont le droit de condamner aux travaux forcés les ouvriers fautifs La situation de ces ouvriers n'est-elle pas plus mauvaise là-bas que dans les pays capitalistes du type le plus arriéré ? Les dirigeants de l'Union soviétique se rengorgent en évoquant la transition du socialisme au communisme en train de s'opérer, alors que dans les usines travaillant des salariés qui n'ont aucun droit de regard sur l'administration de l'usine, et dont le gain est insuffisant pour leur assurer leur niveau de vie minimum, pour ne rien dire du niveau de vie de l'homme civilisé. Ces dirigeants affirment que le socialisme est déjà édifié et qu'ils sont en marche vers le communisme, alors que des millions de citoyens soviétiques croupissent dans les camps de la mort, contraints aux travaux forcés, que des millions de citoyens non russes ne jouissent d'aucun droit, sont déportés dans les steppes de Sibérie et y sont exterminés. Ils parlent du passage au communisme, alors que les paysans étaient avec leurs pieux leurs masures croulantes et mettent aux pieds des chaussures de raphia »²

Mais la critique yougoslave ne deviendra jamais vraiment explication : Pijade, qui, à propos du procès Rajk, fait allusion aux procès de Moscou, est celui des dirigeants qui s'avance le plus loin dans l'analyse en parlant d'un « centralisme bureaucratique [...] essentiellement basé sur un système de castes [...] excluant la classe ouvrière et la paysannerie de la moindre participation au pouvoir ». D'ailleurs, les dirigeants yougoslaves, au plus, fort de leur conflit avec Staline, continuent à l'occasion à attaquer le « trotskysme », « condamné à juste titre au point de vue idéologique comme nuisible », et se contentent de déplorer le massacre « de communistes innocents qui ont péri comme trotskystes, bien qu'ils n'eussent rien de commun avec lui », selon un discours de Tito le 4 octobre 1949.

Un effort plus sérieux a été fait par quelques représentants de la jeune génération communiste yougoslave. C'est ainsi qu'en 1949 le *Kommunist* a publié un article du jeune communiste dalmate Maxo Batché, ancien dirigeant des partisans slovènes, consacré à « La critique et l'autocritique en U.R.S.S. ». Partant de l'idée que la politique extérieure de l'U.R.S.S. - par laquelle les Yougoslaves ont été amenés à considérer le stalinisme - doit être expliquée par ses problèmes intérieurs, il s'attache à vérifier, en étudiant exclusivement des sources russes et en examinant successivement les domaines de la philosophie, de l'économie politique, des sciences naturelles, de la musique et de la vie du parti, la déclaration de Jdanov suivant laquelle la critique et l'autocritique sont la loi du développement de la société socialiste. Il arrive à la conclusion que dans chaque sphère idéologique existe un véritable monopole détenu par un homme ou un groupe placés par le parti : la stérilité du travail scientifique qui en résulte est la conséquence directe de la peur des « erreurs » et de leurs conséquences matérielles, révocation ou arrestation, du souci de plaire aux « chefs monopolistes ». Dans le parti, la situation est pire encore : la « vie du parti » indique que le fonctionnement du parti dans la région de Dniepropétersk témoigne de « la peur de la critique », que, dans l'Ouzbékistan, ont été « cultivées des habitudes de flatterie, de flagornerie de course aux faveurs ». « Les dirigeants de la région de Sverdlovsk forment « un cercle petit-bourgeois étroit [...], dans une atmosphère de manque d'égards pour l'extérieur et de complaisance mutuelle pour les fautes communes » qui vont de l'ivrognerie à la corruption³.

Maxo Batché conclut : « Nous avons trouvé dans tous les domaines de la vie en U.R.S.S., un symptôme dominant, [...] inconcevable pour une société socialiste, un phénomène qui, comme ils le disent eux-mêmes, n'est ni isolé, ni fortuit, et qu'eux-mêmes, Jdanov en tête, nomment monopole. [...] Là où les philosophes devraient protester, ils louent; au moment où le prolétariat international attend d'eux l'activité, ils s'enfoncent dans la scolastique; au lieu de défendre la liberté de la science, les savants soviétiques se calomnient mutuellement et se chassent les uns les autres de l'université. Dans des provinces entières, en vrais seigneurs indépendants, les secrétaires du parti étouffent toute vie normale du peuple et le développement économique lui-même, dans des districts entiers les secrétaires de rayon persécutent les critiques. [...] Et le pire, dit Jdanov, c'est que ceux d'en bas s'habituent, perdent l'esprit militant, dominés qu'ils sont par la peur et la couardise ». « Le monopole, excroissance monstrueuse sur l'organisme socialiste, rend impossible critique et autocritique », puisqu'il signifie « exiger sans cesse l'« autocritique » des autres, c'est-à-dire la soumission et la reconnaissance du monopole »⁴. Batché affirme : « Dans tous les domaines que nous avons examinés, [...] ce sont presque toujours le comité central du parti communiste de l'U.R.S.S. et Staline en personne qui non seulement commencent et inaugurent la critique et, par cela même, l'autocritique, mais l'ordonnent catégoriquement »⁵. Il s'agit donc non de cas isolés et fortuits, non de la responsabilité de tel ou tel individu, mais « d'un système qui, avec une force élémentaire, étend de plus en plus sa domination sur la vie de l'U.R.S.S. ». L'étude du

² Cité dans Brochure *Hungaricus*, pp. 21-23.

³ Maxo BATCHÉ, « La critique et l'autocritique en U.R.S.S. », *Questions actuelles du socialisme* n° 5-6, 1951, pp. 125-138.

⁴ *Ibidem*, pp. 138-140.

⁵ *Ibidem*, p. 140.

jeune communiste dalmate se termine par le vœu que soient étudiés « comment cela est arrivé, si cela devait inévitablement arriver, quelles en sont les causes objectives et les responsabilités subjectives »⁶.

En fait, la critique et l'analyse des communistes yougoslaves ne répondront pas à l'attente de Maxo Batché. Ce n'est qu'après les événements révolutionnaires de Hongrie et de Pologne en 1956 que de jeunes théoriciens, Mita Hadjivassilev et Ljoubou Taditch entre autres, s'attaqueront, de façon presque abstraite, à la théorie stalinienne du développement de l'Etat comme couverture de la bureaucratie. Taditch aborde le problème de fond en termes couverts quand il écrit que « le mécanisme politique de la classe au pouvoir peut, dans des conditions favorables, acquérir l'autonomie, se séparer de la société et devenir une excroissance parasitaire sur son corps ». Le prolétariat au pouvoir est menacé par « son propre appareil bureaucratique » : « En concentrant entre ses mains une énorme puissance économique et politique, la bureaucratie d'Etat s'efforce de prolonger ce pouvoir dans de nouvelles conditions. Ainsi se constitue un type spécial de système économique-politique qui empêche, pratiquement tout développement vers le socialisme ». Taditch précise : « Dans un tel système, [...] le problème du développement ultérieur, c'est en premier lieu la lutte de la classe ouvrière pour obtenir le contrôle de la politique d'Etat, et cela même par l'emploi des méthodes révolutionnaires classiques »⁷.

Mais la précritique yougoslave a atteint ici ses limites. Taditch prend en effet grand soin de préciser qu'il ne trace cette perspective que pour les pays qui ont suivi « le modèle stalinien ». Sans débattre, ni du point de vue historique, ni du point de vue sociologique, le problème du monopole du parti, il se contente de citer Kardelj pour affirmer que le système multi-parti est aussi « suranné » que celui du parti unique et que la voie de la démocratisation passe par la multiplication des conseils ouvriers d'entreprise et le « dépérissement du parti unique », prise de position qui est très évidemment dictée par les impératifs du moment de l'appareil yougoslave, dont tout montre, par ailleurs qu'il n'est pas du tout décidé à « dépérir ».

Le livre de l'ancien dirigeant yougoslave Milovan Djilas *La nouvelle classe* bénéficiera en Occident d'une grande publicité. L'ancien lieutenant de Tito a, lui, pris position en faveur d'un système à plusieurs partis. Mais la critique, chez lui, reste marquée par l'empreinte d'une philosophie d'*apparatchik* qui l'amène à prôner en définitive des solutions « à l'occidentale ». Son analyse historique du stalinisme est extrêmement faible : à ses yeux la « nouvelle classe » s'identifie avec le parti communiste bien avant la prise du pouvoir. Il balaie comme « utopiques » les idées de Lénine et de Trotsky, raye d'un trait de plume toute l'histoire de l'U.R.S.S. entre 1917 et 1927, justifie le stalinisme comme une nécessité historique, dictée par des conditions objectives, la seule voie pour l'industrialisation des pays arriérés. A ses yeux, la révolution n'a pas de raison d'être dans les pays capitalistes et le régime stalinien est voué à disparaître avec les succès de l'industrialisation dans la mesure où il aura rempli sa mission historique, qui était de rattraper le retard accumulé sur les pays avancés. La discussion autour de son livre, les condamnations qui s'accumuleront sur sa tête prouvent que la bureaucratie yougoslave ne peut permettre de laisser se développer une critique de l'U.R.S.S. qui la mette elle-même en cause. Le contenu de son ouvrage prouve que ce n'est pas de l'appareil que viendront les attaques décisives contre le régime d'appareil. Elles viendront des jeunes générations, communistes ou non, dès que les conditions nouvelles rendront possibles les revendications des masses, dès que la « libéralisation » permettra la libre confrontation des idées.

Les événements de 1953.

Le premier signe des craquements de l'édifice stalinien a été l'insurrection de juin 53 à Berlin-Est et dans la majeure partie de l'Europe orientale, la première lutte de masses entreprise par des ouvriers contre le régime. Les travaux de Benno Sarel, entre autres, ont retracé la genèse de ce mouvement qui commença par une grève contre l'introduction de nouvelles normes de travail, se transforma en manifestation puis en véritable insurrection. A Halle, Merseburg, Bitterfeld, au cœur de ce qui, des années durant, avait été l'Allemagne rouge, des comités de grève élus se substituent à l'administration et prennent « le pouvoir », assurant ravitaillement et information, ouverture contrôlée des prisons et arrestations. Le comité central de grève de Bitterfeld réclame la formation d'un gouvernement d'ouvriers, le délégué des ouvriers des aciéries de Henningsdorf réclame, au cours du grand meeting de grévistes tenu au stade de Berlin, la formation d'un « gouvernement de métallos ». Ainsi renaissent, après des années, de véritables soviets. Benno Sarel peut conclure : « La tendance ouvrière, de loin la plus marquante, le 17 juin, aurait entraîné le remplacement du système au pouvoir par un régime des conseils »⁸. Isolé face à la toute-puissance de l'armée rouge dont les chars ramènent l'ordre à Berlin, le mouvement s'éteint. Mais il devient, à son tour, un facteur d'approfondissement de la crise : les ouvriers allemands ont montré que la lutte était possible.

Il semble bien en effet que son premier contre-coup immédiat ait été l'explosion, en U.R.S.S., du premier mouvement de masses depuis la victoire de Staline, la grève de juillet 1953 des détenus du camp de Vorkouta. Longtemps obscur, l'événement a, depuis, été éclairé par de nombreux témoignages, notamment ceux d'anciens militants communistes allemands détenus à cette époque et libérés ensuite. L'agitation a commencé dans le camp à la nouvelle de la mort de Staline et a atteint son paroxysme à l'arrivée des informations sur le soulèvement de Berlin. Elle a été préparée par les groupes clandestins du camp, notamment par celui des étudiants « léninistes »⁹ : le comité de grève clandestin qui avait centralisé les préparatifs a été arrêté la veille du jour prévu pour le déclenchement de l'action. Néanmoins le mouvement, commencé le 21 Juillet, a entraîné au moins 10 000 travailleurs, - certains témoins disent 30 000. Il a été dirigé par un comité comprenant des délégués des détenus, dont l'autorité s'est finalement étendue à tout le camp, non sans mal d'ailleurs, car la peur était un redoutable adversaire pour les organisateurs. Selon l'Américain Noble, les porte-parole des grévistes étaient deux anciens membres du parti, un ancien professeur d'histoire de Lénine et un ancien diplomate du nom de Gourévitch. La grève a pris fin le 29 juillet avec l'intervention des troupes de la sécurité. Noble parle de 110 morts et de 7 000 arrestations, dont celles des membres du

⁶ *Ibidem*, p. 143.

⁷ Ljoubou TADITCH, « L'Etat et la société », *Questions actuelles du socialisme*, nov.-déc. 1957, pp. 32-35.

⁸ Benno SAREL *La classe ouvrière d'Allemagne orientale*. pp. 165-166.

⁹ Brigitte GERLAND. « Comment fut préparée la grève de Vorkouta », *La Vérité* n° 347, 7 janvier 1955. — « Quand Vorkouta était en grève », *ibidem*, n° 348, 28 janvier 1955.

comité de grève¹⁰. Le mouvement a cependant, comme ceux de Karaganda et Norilsk en 1953, de Kinguir en 1954¹¹, joué un rôle déterminant dans la décision des dirigeants russes de dissoudre les camps. Surtout, la révolte des détenus, le secteur le plus misérable du monde du travail en U.R.S.S., prouvait à tous qu'une ère nouvelle commençait et que la bureaucratie avait cessé d'être toute-puissante.

Une tumultueuse renaissance.

Les intellectuels communistes polonais ont été les premiers à se lancer dans la bataille d'idées. Au cours de l'été 1955, Adam Wazyk, poète couvert d'honneurs, publie son célèbre « Poème pour adultes », plaidoyer passionné pour la vérité. Le texte et les attaques dont il est l'objet provoquent, dans tous les milieux, des discussions ardentes. Écrivains, poètes, journalistes, savants, entrent les uns après les autres dans la bataille. Un jeune étudiant communiste, Eligiusz Lasota, décide de faire de son journal d'étudiants, *Po Prostu*, un organe vivant. Il s'entoure de collaborateurs de son âge, décidés à décrire la société telle qu'elle est, à poser les problèmes tels qu'ils se posent à tous, à aider le lecteur à penser. En quelques mois, son succès est tel que l'hebdomadaire étudiant tire à plus de 90 000 exemplaires sans pouvoir, faute de papier, satisfaire la demande et que l'on se dispute ses exemplaires au marché noir. Puis c'est le choc du XX^e congrès, la révélation des crimes de Staline, la réhabilitation des résistants non communistes suivant de près celle des dirigeants communistes polonais fusillés en U.R.S.S. lors des grandes purges. C'est désormais toute la presse polonaise, sous la poussée des journalistes, qui s'engage dans la voie tracée par *Po Prostu* : les lecteurs participent au grand débat. Le jeune communiste Stanislawski écrit dans *Po Prostu* : « Il n'y a plus d'autorités. Il y a seulement des hommes. Ils doivent des comptes aux autres hommes »¹². Aucun domaine de la vie sociale n'échappe aux jeunes reporters de *Po Prostu* dont les articles explorent tous les aspects de la société bureaucratique, enfreignent tous les tabous, parlent ouvertement de tous les scandales. C'est un mouvement révolutionnaire qui naît.

Les intellectuels hongrois se sont mis en mouvement plus tardivement. La première bataille a été livrée après la mort de Staline : la « libéralisation » introduite par le premier gouvernement Imre Nagy a libéré des aspirations jusque-là comprimées. Le renvoi du ministre, le retour au règne sans partage de *l'apparatchik* Rakosi ont provoqué des résistances dont la plus notable est celle qu'a animée, au sein du journal *Szabla Nap*, un brillant intellectuel, ami de Nagy, Miklos Gimes. Toute une génération de jeunes intellectuels, ébranlée par les premières mesures de déstalinisation, depuis la réhabilitation des médecins en blouse blanche, remet en question le régime. Les barrières dressées par l'appareil s'effondrent après les révélations du XX^e congrès. Evoquant quelques mois plus tard cette période, le vétéran communiste Gyula Hay s'écriera : « Ce n'est pas moi qui ai jeté la jeunesse vers la liberté, c'est elle qui m'y a poussé [...]. Je critiquais les excès de la bureaucratie, les privilèges, les distortions, et plus j'allais, plus je me sentais porté par une vague de sentimentalité et d'affection (...). Il montait vers nous, écrivains, un désir de liberté irrésistible »¹³. Le ton des écrivains hongrois est d'un enthousiasme parfois naïvement euphorique. Au lendemain du XX^e, congrès, Tibor Tardos, ancien F. T. P., chante « la pensée humaine qui reprend son vol », annonce la naissance, avec des majuscules, d'une « Pensée Communiste Indépendante »¹⁴. Peter Kuczka écrit : « Nous voulons un socialisme qui, ressemble à celui dont nous parlaient les rêveurs et les ingénieurs de l'histoire. Lénine s'adressait à nous aussi »¹⁵. Gyula Hay célèbre dans le XX^e congrès « la victoire de l'Homme, le triomphe de la dignité humaine »¹⁶. Les jeunes intellectuels hongrois réagissent comme, avant eux les Polonais. Il n'y a pas, en Hongrie, de *Po Prostu*, mais un cercle de discussion dont la renommée sera vite internationale. Fondé sous l'égide de l'Union de la Jeunesse travaillieuse – l'organisation communiste des Jeunes, la D.I.S.Z. - par les jeunes intellectuels communistes Gabor Tanczos et Balazs Nagy, le cercle Petoefi jouera un rôle capital dans cette « explosion de vérité » en permettant les premières discussions ouvertes, de larges confrontations, sur le XX^e congrès et l'économie politique, la science historique, la philosophie marxiste, la presse, et une rencontre entre les jeunes et les communistes de l'époque clandestine

En Pologne comme en Hongrie, intellectuels et étudiants sont les premiers à se mettre en branle : leur position dans la société qui en fait des privilèges de type particulier, ayant plus que d'autres accès aux sources d'information et, en même temps, un contact plus étroit avec la masse de la population qu'avec la mince couche des bureaucrates, peut expliquer le phénomène. En l'occurrence, pourtant, ils n'ont été que les premiers porte-parole d'un mouvement plus profond. A l'automne de 1955, les jeunes ouvriers de Nowa Hutta, à la surprise générale, approuvent le poème de Wazyk que des responsables voulaient leur faire condamner : « Enfin, les journaux publient quelque chose qui vaut la peine d'être lu »¹⁷. A l'usine Zeran de Varsovie, à la fin de 1955, de jeunes ouvriers commencent à regarder autour d'eux, « la vie telle qu'elle était », comme l'écrira plus tard le jeune secrétaire du parti dans l'usine, Lechoslaw Gozdzik¹⁸. Après le XX^e congrès, ils sont un petit groupe à se réunir pour aborder le fond des problèmes. A la veille d'une conférence du parti, ils discutent une journée et une nuit entières. Le lendemain, devant les autres responsables, ils « disent tout ce qu'ils pensent ». Quand, au mois de juin, éclatent les incidents de Poznan, où les ouvriers manifestent après une grève et se heurtent violemment aux forces de l'ordre, les ouvriers de Zeran refusent de faire confiance à quiconque pour expliquer les événements : ils élisent une délégation qui se rendra sur

¹⁰ John H. NOBLE, *New-York Times*, 7 avril 1955.

¹¹ BARTON, *L'institution concentrationnaire en U.R.S.S.*, pp. 321-341.

¹² *Po Prostu*, 25 mars 1956.

¹³ Interview par BONDY, *Demain*, 8 nov. 1956.

¹⁴ *Irodalmi Ujsag*, 7 avril 1956.

¹⁵ *Ibidem*, 28 avril 1956.

¹⁶ *Ibidem*, 5 mai 1956.

¹⁷ Flora LEWIS, *A case history of hope*, p. 88.

¹⁸ *Nowa Kultura*, 20 octobre 1957.

place, à Poznan, pour enquêter. Quelques jours après, Ils accueillent le bureaucrate Klosiewicz venu pour une réunion dans l'usine, l'accablent de questions et de reproches au cours d'une assemblée générale qui durera sept heures.

Pour les ouvriers, comme pour les étudiants qui se groupent autour de *Po Prostu*, le procès des accusés de Poznan devient celui du régime stalinien. En quelques semaines, Zeran est devenu le bastion de l'avant-garde ouvrière polonaise dont le groupe de militants qui entourent Gozdzik est l'état-major. « Les gars, écrit Gozdzik, ont été mis au courant au jour le jour, ils pouvaient exprimer librement leurs opinions »¹⁹. Zeran prend contact avec les travailleurs des différentes entreprises de Varsovie, y compris, lorsque l'appareil fait obstacle, par des « prises de parole » devant les portes des usines, envoi des délégations à Lodz, Nowa Hutta, Gdansk, Szczecin. Les ouvriers de l'usine nouent des liens étroits avec l'équipe de *Po Prostu* et, ensemble, grâce à la couverture du comité du parti de Varsovie dont le secrétaire, Staszewski, est gagné à leurs idées, ils organiseront en octobre la résistance à la menace d'intervention russe qui se précise, nouent des relations avec l'armée, distribuent des armes aux détachements ouvriers, organisent la liaison pour l'information et une mobilisation de masse en cas d'urgence. Lors de la visite-éclair des dirigeants russes à Varsovie, Gozdzik sera l'un des orateurs les plus écoutés du grand meeting organisé à l'Université polytechnique pour soutenir les revendications d'indépendance qui jaillissent dans tout le pays. Il est l'un des dirigeants incontestés de ce courant révolutionnaire dont il explique lui-même l'origine et la force : « Les ouvriers sont très courageux; mais lorsqu'ils décident de prendre une voie, c'est après avoir réfléchi si elle est juste ou non. Il n'est pas facile d'entraîner les hommes s'ils ne savent pas bien pourquoi ils doivent se battre. Une longue période s'est passée avant que les hommes aient connu toute la vérité et qu'ils aient pris la position qu'il fallait »²⁰.

Les ouvriers hongrois réagirent plus lentement. Ils restent dans l'ensemble silencieux après le XX^e congrès. Le fraiseur de Csepel Erwin Eisner répond pourtant à un appel des écrivains hongrois : « Tous ces articles sont très bons et très justes. Ils n'ont qu'un défaut, assez grave, il est vrai : c'est que les fautes ne sont corrigées qu'assez lentement, et d'une manière assez peu perceptible, dans notre usine, par exemple. Il faut l'avouer : les ouvriers ne croient pas aux belles paroles, quelques vraies et justes qu'elles soient, si des actes tangibles ne viennent pas les étayer »²¹. Le forgeron Béla Kiss répond à la même enquête : « Je veux qu'on me considère comme un adulte qui veut et qui sait penser. Je veux pouvoir dire ma pensée sans avoir rien à craindre, et je veux qu'on m'écoute aussi »²². Dans le combinat de Csepel, les discussions commencent : les cellules d'usine exigent de les avoir entendus pour condamner les écrivains exclus par Rakosi. Un des ouvriers, le fraiseur Laszlo Pal, va écrire : « Jusqu'à présent, nous n'avons rien dit. Nous avons appris, en ces temps tragiques à être silencieux, à avancer à pas de loup. Dans le passé: pour la moindre remarque, l'ouvrier était puni et perdait son pain quotidien. [...] Après le XX^e congrès, les portes se sont ouvertes. Mais jusqu'à présent, on ne parle que des petits coupables. [...] Nous voulons savoir la vérité. Nous avons soif, non de sang, mais de vérité. Soyez tranquilles, nous parlerons aussi »²³.

Le 23 octobre, aux manifestations qui marquent le début de la révolution hongroise, les jeunes ouvriers se joignent en masse aux étudiants : des délégués de l'usine Belojannis, entre autres, participent au meeting de l'Université polytechnique où est décidée la rupture avec la D. I. SZ. et la formation d'une organisation de jeunes indépendante.

La fin du mythe du socialisme.

La presse communiste de Hongrie et de Pologne de l'année 1956 contient la plus extraordinaire description de la société stalinienne qui ait jamais été donnée. Aucun aspect n'est passé sous silence. Nous apprenons qu'un ouvrier polonais hautement qualifié gagne 1 500 zlotys par mois, qu'un ouvrier non spécialisé de Poznan travaille de six heures du matin à minuit et ne peut s'offrir une paire de souliers à 150 zlotys. Le journal *Zycie Gospodarcze* admet qu'il est impossible de vivre avec moins de 1 000 zlotys par mois au moment où le gouvernement vient de porter à 500 zlotys le salaire minimum mensuel. Klosiewicz membre du bureau politique et président des syndicats avoue gagner 5 000 zlotys alors qu'il en gagne en réalité 40 000 jouit d'une villa dans le quartier chic de Konstancine à loyer mensuel - à la charge de l'Etat - de 140 000 zlotys et d'une Mercedes avec chauffeur. En Hongrie, le salaire d'un agent de la sécurité est le triple de celui d'un ouvrier qualifié. Le communiste Bogdan Drozdowski démonte le mythe des héros du travail, les stakhanovistes, aristocratie haie de la masse ouvrière : « C'est une chose bien connue que beaucoup de ces héros du travail étaient aidés par des « nègres » mis à leur disposition par la direction des usines [...] ; dès que les ouvriers accélèrent le rythme de leur travail dans une usine, il révisé les normes pour les salaires, ce qui veut dire qu'ils ne gagnent pas plus, mais que leur travail devient plus dur »²⁴.

Les privilèges des bureaucrates sont étalés au grand jour. L'écrivain Judith Mariassy dénonce l'existence en Hongrie des magasins de luxe, des villas ceintes de barbelés, des ateliers de tailleurs spéciaux²⁵. La presse polonaise parle ouvertement des magasins à « rideaux jaunes » qui dissimulent les stocks pour privilégiés, des « soins médicaux réservés, des maisons de repos spéciales »²⁶. Un journal communiste écrit que « tous les moineaux de Pologne crient sur les toits qu'il faut en finir » avec « les vacances gratuites, l'utilisation de la voiture officielle à tous moments du jour et de la nuit, les magasins réservés, les cures spéciales, les bureaux luxueux »²⁷. Les bouches s'ouvrent sur les crimes de la police de sécurité d'Etat, contre laquelle

¹⁹ *Irodalmi Ujsag*, 30 juin 1956.

²⁰ *Ibidem*.

²¹ *Ibidem*, 20 octobre 1956.

²² *Zycie Literackie*, 5 mars 1956.

²³ *Irodalmi Ujsag*, 18 août et 8 septembre 1956.

²⁴ *Trybuna Ludu*, 4 octobre 1956.

²⁵ *Zycie Warszawy*, 6 décembre 1956.

²⁶ Flora LEWIS, *op. cit.*, pp. 192-193.

²⁷ *Zycie Warszawy*, 8 juillet 1956.

les accusés de Poznan clament leur haine, tandis que l'avocat Julian Wojciak dresse un véritable réquisitoire : « Les coupables ne sont pas ici : ce sont les bureaucrates privilégiés. »

Toute la presse polonaise reproduira la bouleversante déclaration du jeune accusé Suwart : fils de communistes, il a vu son père arrêté en 1952 comme « agent de l'impérialisme » et sa mère est devenue folle, tandis que son frère, licencié après l'arrestation du père, se suicidait. Resté seul avec deux sœurs plus jeunes, sans travail, sans amis, l'enfant a volé et connu la prison : on l'a présenté comme un « repris de justice ». Depuis la mort de Staline, le père a été libéré et réhabilité. Quand on lui demande s'il est revenu au parti, il répond : « Pourquoi faire ? ». Mais il a conseillé à l'enfant « d'avouer tout ce qu'on lui demanderait d'avouer »²⁸. *Po Prostu*, sous le titre « Un problème qui n'existe pas », révèle l'existence de 300 000 chômeurs puis, dans une série d'articles retentissants sur « le prix du plan », dévoile l'extraordinaire désordre de l'économie, le gaspillage et la gabegie, la misère ouvrière. La presse révèle aussi l'existence, dans toutes les entreprises et administrations du « dossier personnel », « un de ces petits documents que l'intéressé ne connaîtra jamais et qui décide de sa vie, de son avancement, de l'attribution de logement, voire du sort de ses enfants »²⁹. L'organe du syndicat des enseignants révèle qu'en douze ans, 118 000 enseignants polonais soit un sur deux, ont subi des déplacements d'office sans qu'aucune raison ne leur en ait été donnée³⁰. Il révèle que plus de 130 000 jeunes gens entre quatorze et dix-huit ans ne sont ni scolarisés ni salariés : ils forment « l'armée de la rue », ce phénomène de masse des hooligans, les voyous des villes³¹. Le professeur Rymsza écrit, à leur sujet : « Les vraies valeurs humaines étaient traînées en prison et calomnies par la presse. On bâillonnait la liberté de pensée et la liberté de parole, tout en déclamant sur le respect qu'on leur doit. L'hypocrisie et le mensonge quotidiens étaient partout. Cette école de cynisme fut le berceau des voyous, la source de leur attitude à l'égard de la vie. [...] Le phénomène des voyous découle, non point d'un mal inhérent à la jeunesse, mais du malaise réel créé par la structure de notre vie publique où au nom des nécessités politiques, on foulait aux pieds la dignité humaine »³². Le poète communiste Mieczyslaw Jastrun affirme : « Dans la récente période, liberté voulait dire servitude, souveraineté soumission et droiture abjection »³³.

En définitive, aucune description de la réalité sociale et politique n'aura plus de signification que le texte, sorte de poème en prose, intitulé « Qu'est-ce que le socialisme ? », rédigé par Leszek Kolakowski pour *Po Prostu*, interdit par la censure, mais affiché sur les panneaux de l'université par les étudiants révolutionnaires. Le jeune philosophe - il est né en 1928 - qui a été l'un des pionniers du mouvement communiste étudiant après une jeunesse difficile et, avant de suivre, comme « espoir du parti » des cours de marxisme-léninisme à Moscou, y décrit ce que n'est pas le socialisme. Tout habitant de Pologne ou d'U.R.S.S. sait qu'il décrit en réalité ce qu'il a sous les yeux, « une société qui est la tristesse même », « un système de castes » où les dirigeants se nomment eux-mêmes, condamnent sans avoir jugé, où il y a « plus d'espions que de nourrices », « plus de gens en prison que dans les hôpitaux », où l'on fait « d'excellents avions à réaction et de mauvaises chaussures », où certains salaires sont quarante fois plus élevés que d'autres. Les thèmes des anciennes discussions reviennent sous sa plume quand il affirme que le socialisme ne naît pas automatiquement de la « liquidation de la propriété privée des moyens de production » et qu'il ne saurait exister dans « un Etat unique, isolé » ou dans « un groupe de pays arrières ».

La bureaucratie.

Communistes polonais et hongrois ne se contentent pas de décrire; ils expliquent. Dans son article sur les « rideaux jaunes », Skulska affirme que l'existence des privilèges ne peut découler d'« un concours de hasard, des circonstances bureaucratiques : il fut un élément inhérent au système de gouvernement dans la période écoulée »³⁴. Kuczynski décrit dans *Po Prostu*, par suite de la « séparation dans l'ordre existant entre producteur et produit », « la naissance d'une nouvelle couche sociale remplaçant les capitalistes évincés - la toute-puissante couche des administrateurs politiques »³⁵. Krzysztof Toeplitz en révèle la genèse : « La révolution nous a dotés d'un appareil complet de gouvernement. Elle en a recouvert le pays, elle y a placé les milliers de gens, tous intéressés à sa sauvegarde et à son renforcement. Jamais contrôlé par les masses, supprimant bientôt habilement tout moyen de contrôle, cet appareil a dégénéré : il a formulé ses propres principes et défini ses propres buts; il s'est entouré d'une police à sa dévotion, défendant les intérêts de la caste officielle, il a créé sa propre mythologie autour d'une foi et d'un chef infailible; il a formé ses propres alliances de classe par des combines entre la caste officielle et les professions privilégiées; il a tiré sa propre esthétique de la thèse jdanovienne du réalisme socialiste. [...] Cette caste a été un élément anti-progressiste et ses intérêts étaient opposés à ceux des travailleurs »³⁶. Kolakowski dit que « le parti dégénère s'il est soudé à l'appareil d'Etat et en est, dans la pratique, un élément constitutif, au lieu d'être l'inspirateur et l'éducateur social »³⁷. J. J. Lipski montre comment la bureaucratie, née de l'appareil, manifeste des tendances à se transformer en classe : « Cette nouvelle classe, si elle avait réussi à se cristalliser n'aurait pas été l'équivalent de la bourgeoisie. Elle n'aurait pas dénationalisé les usines ni les terres. Elle aurait surtout en conservant les caractéristiques formelles de notre système, en annihiler le contenu, [...] elle aurait su se forger des privilèges, se séparer du reste de la nation par un mur d'institutions

²⁸ *Głos Nauczycielski*, 14 novembre 1956.

²⁹ *Ibidem*, 28 octobre 1956.

³⁰ *Ibidem*, 30 décembre 1956.

³¹ *Nowa Kultura*, 9 décembre 1956.

³² *Trybuna Ludu*, 4 octobre 1956.

³³ *Po Prostu* n° 49, 1956.

³⁴ *Nowa Kultura*, 29 avril 1956.

³⁵ Cité par GOMULKA, *Cahiers du communisme*, juin 57, p. 927.

³⁶ *Po Prostu*, 1^{er} juin 1956.

³⁷ « La Révolte de la Hongrie », n° spécial *Les temps modernes*, pp. 909-910.

isolantes et « élitaires ». [...] Les hommes, le groupe social qui poussaient dans cette direction ne sont pas faciles à démasquer. Ils usaient du slogan révolutionnaire et, qui plus est, étaient haïs par la bourgeoisie tout autant que les vrais révolutionnaires. Nous pouvions donc penser que, si nous avions avec eux des ennemis communs, nous avions aussi en commun des buts »³⁸.

Le vieux communiste Gyula Hay, vétéran de la révolution hongroise de 1920, fait de la bureaucratie, sous le nom de « camarade Kucsera » une analyse rigoureusement identique à celle de Trotsky dans *la Révolution trahie* : « Bien des gens, en critiquant la bureaucratie, ne pensent qu'à la valse des pièces officielles, aux procédures inopérantes, en somme, à des défauts facilement réparables. Je crois, quant à moi, qu'il s'agit d'un mal bien plus grave : la question qui se pose est de savoir pour qui fonctionne la société. Il ne saurait y avoir en même temps plusieurs *craties* ; est-ce le démos qui règne ou le bureau ? Il y a incompatibilité entre les deux, à la fois sur le plan des principes et sur le plan pratique. Si nous voulons construire la démocratie, le socialisme, le communisme, nous devons nous débarrasser de Kucsera. De quoi vit donc Kucsera ? Sans aucun doute de l'appropriation de la plus-value. Il vit grâce au fait que dans notre société une partie importante de la plus-value n'est pas affectée à des réalisations d'intérêt public : écoles, hôpitaux investissements productifs, maintien de l'ordre, financement d'organismes de direction indispensables, sciences, arts, loisirs, recherches idéologiques, mais à Kucsera. On nourrit le dilettantisme et l'arrivisme de Kucsera, et quand la plus-value n'est pas suffisante pour satisfaire les exigences kucsériennes ; il faut l'augmenter, quelque effort que cela demande aux travailleurs productifs. Car Kucsera ne se contente pas de manger, de boire, de se vêtir, de se loger et ainsi de suite, Kucsera prend soin de transformer la voie droite de notre développement en labyrinthe inextricable et impraticable, car c'est là précisément la raison d'être de son existence. Kucsera construit des villes, des usines, des palais et des métros à sa propre gloire [...] Kucsera invente des chiffres fantaisistes et y tient, même au prix de sa propre grandeur. Il a, en effet, l'impression que ces chiffres proclament sa propre grandeur. [...] Pourtant, Kucsera n'est pas le pharaon pour lequel mouraient des millions d'esclaves. Et il n'est pas non plus un bourgeois. Kucsera n'a pas de situation de classe, car la société de classe où il aurait sa place ne parvient pas à se réaliser, parce que notre socialisme s'édifie tout de même. En revanche, son ordre social inexistant entrave et retarde la réalisation du socialisme. Kucsera et nous autres n'avons pas de place dans le même processus historique. Il faut choisir : ou bien Kucsera, ou bien l'humanité. [...] Kucsera donne un tout autre nom que nous aux choses et juge les faits d'après une morale toute différente de la nôtre, qui envisage les phénomènes en fonction de la construction du socialisme. Pour Kucsera, le mensonge n'est pas mensonge, l'assassinat n'est pas assassinat, le droit n'est pas le droit et l'homme n'est pas un homme. Kucsera prononce le mot « socialisme » et entend par là quelque chose qui, en empêchant l'édification du socialisme, le fait vivre, *lui*. Il dit « unité » et entend par là sa propre personne et la poignée d'individus de son espèce qui suppose à l'unité de centaines de millions d'hommes. Il dit « démocratie » et entend son propre règne. Il dit « production » et entend par là cette valse stérile qui assure sa propre existence »³⁹.

Le parti stalinien.

C'est un autre survivant de l'époque préstalinienne, le Polonais Brodzki, qui donne dans l'organe officiel du parti polonais une analyse correcte de ce qu'était le parti bolchevique : « Lénine avait créé un parti difficile, non seulement par rapport à ses tâches, uniques dans l'histoire, mais également par rapport à sa structure. Le parti, créé pour lire correctement le développement dialectique des contradictions dans la société humaine et pour les utiliser dans le but de transformer cette société, se caractérise lui-même par l'unité structurelle des contradictions : centralisme et démocratie, discipline de fer et liberté de discussion, échange d'opinions différentes et unité dans l'action. » Il montre l'opposition fondamentale entre ce type de parti et le parti stalinien qui s'en réclame, alors qu'il est caractérisé par la division « entre ceux qui créent, pensent et déterminent la politique et ceux qui n'ont qu'à exécuter et obéir »⁴⁰. Roman Jurys, un communiste de la même génération, parle de la « faillite de la conception du parti, attribuée à tort, et contrairement à la vérité historique, à Lénine, alors qu'elle est inhérente au régime stalinien », celle qui prétend « édifier le socialisme contre les lois objectives, donc contre le développement de la conscience politique des masses »⁴¹. Le militant syndicaliste enseignant Rajkiewicz explique la transformation et la dégénérescence du parti : « L'époque stalinienne est caractérisée par la tendance à créer l'apathie dans les masses. [...] L'apathie et l'absence de responsabilités furent les principaux facteurs qui permirent de modeler les masses à volonté, de les maintenir dans l'obéissance et dans la servilité à l'égard des imposteurs de l'infailibilité »⁴².

Les jeunes communistes font désormais la distinction, comme Lasota et Turski, entre le parti qu'ils appellent marxiste et le « parti de type stalinien »⁴³. Woroszyński, qui revient d'U.R.S.S., oppose au militant bolchevique « lié à un terrain bien défini, né, non à la section des cadres d'une instance donnée, mais parmi des hommes qui le connaissent et l'apprécient », le « militant d'appareil » qu'engendre le parti stalinien, « complètement élevé dans le système de l'appareil stalinien du pouvoir, qui est dépourvu de tout passé politique, coupé du milieu dont il est issu, qui se laisse transférer sans souffrance de Kielce à Wrocław et du syndicat des tailleurs pour dames aux amis des pompiers, qui regarde toujours au sommet et jamais à la base, autrement dit le militant-fonctionnaire, le militant « détaché pour l'action »⁴⁴. Et Gozdzik résume ainsi le rôle des syndicats en régime stalinien : « Nous avons été ceux qui enregistraient, exécutaient et commentaient les décrets de l'Etat, nous n'avons jamais été

³⁸ *Trybuna Ludu*, 8 octobre 1956.

³⁹ *Zycie Warszawy*, 23 novembre 1956.

⁴⁰ *Glos Nauczycielski*, 25 novembre 1956.

⁴¹ *Po Prostu*, 28 octobre 1956.

⁴² *Nowa Kultura*, 14 octobre 1956.

⁴³ *Glos Pracy*, 17 novembre 1956.

⁴⁴ *Nowa Kultura*, 10 février 1957.

ce que nous devrions être : des défenseurs des masses laborieuses. [...] Nul ne nous a jamais demandé ce que nous voulions ni ce que nous pensions; mais on nous déguisait par force en travailleurs de choc ou en rationalisateurs d'après les schémas des journaux. Les syndicats prétendaient nous apprendre à gouverner : Ils ne nous ont appris qu'à obéir ».

Ainsi, quarante ans après la révolution d'octobre face à ceux, qu'ils soient staliniens ou anticommunistes, qui identifient léninisme et stalinisme, régime des soviets et bureaucratie, une nouvelle génération de communistes, ouvriers et intellectuels, retrouve la pensée de l'opposition et l'esprit du bolchevisme. Analysant le stalinisme le communiste Bibrowski écrit dans *Nowa Kultura* : « Je suis aussi loin que possible de l'identifier avec la structure soviétique de la société. Au contraire, je pense qu'il est l'antithèse de la société soviétique, quoiqu'il ait vécu avec elle et s'en soit nourri comme un parasite. Un homme qui a un cancer constitue un tout avec lui. Mais ce tout se développe ainsi : ou l'homme surmonte la maladie et guérit, ou le cancer le dévore. Lénine avait constaté [...] le danger qui menaçait le développement du socialisme en Russie, le bas niveau culturel des masses, le caractère rural du pays engendrant une croissance parasitaire de la bureaucratie. Le stalinisme se nourrit du corps vivant du système soviétique, le système le plus progressif dans les annales de l'histoire, et commence à l'envahir comme un cancer ».

La recherche des origines.

La brièveté de la période de liberté d'expression en Pologne et en Hongrie n'a pas permis à la jeune génération communiste de se pencher avec autant d'attention sur le passé que sur le présent : les textes les plus perspicaces n'indiquent, comme celui de Bibrowski, que des directions de recherche. Il faut cependant noter une exception : le travail effectué dans la clandestinité, après la défaite de la Révolution hongroise, par un groupe de jeunes communistes, l'économiste Hegedüs, un des fondateurs du cercle Petoefi, le psychologue Merey, ancien président du comité révolutionnaire des étudiants, l'historien Litvan, le premier à avoir attaqué ouvertement Rakosi sur l'affaire Rajk, Sandor Fekete, journaliste revenu d'U.R.S.S. Leurs conclusions ont été - si l'on en croit l'accusation ultérieurement portée contre eux - rédigées par Sandor Fekete dans le document connu sous le nom de *Brochure Hungaricus*, tentative d'une explication marxiste des événements de l'histoire soviétique puis 1917.

Pour eux, Lénine avait raison de s'emparer du pouvoir escomptant une révolution européenne qui ne s'est pourtant pas produite. Les problèmes ne se posent qu'avec la lutte entre Staline et Trotsky. Les jeunes communistes hongrois pensent que l'opposition avait raison lorsqu'elle proposait, non de construire le socialisme, mais de « créer une société de transition qui durerait aussi longtemps que la révolution mettrait de temps à triompher dans d'autres pays, c'est-à-dire aussi longtemps que les conditions du socialisme ne seraient pas créées en U.R.S.S. »⁴⁵. L'expérience hongroise des premières années montre, selon eux, qu'une telle construction était possible. De la même façon, Staline avait tort contre Boukharine. Et Fekete de conclure sur ce point : « Que se serait-il passé si les thèses Trotsky, ou, plus tard, celles de Boukharine, l'avaient porté ? Nous l'ignorons, [...] mais ce que nous savons, c'est le résultat de la victoire de Staline : la misère, la terreur, le flot de mensonges, bref tout ce que Khrouchtchev devait dénoncer avec tant de passion au XX^e congrès et bien d'autres choses encore dont il n'a pas parlé »⁴⁶.

Il est cependant parfaitement injuste de traîner Staline dans la boue, tout en approuvant sa politique, comme le fait Khrouchtchev. En fait, « c'est l'état arriéré du pays, ou, si l'on veut, « la base économique » qui ont dicté l'évolution. Pour se maintenir au milieu de la masse du peuple et y édifier rapidement le socialisme dont les paysans ne voulaient pas, les staliniens ont choisi la violence, organisé un appareil de coercition et établi un système de mensonges destiné à camoufler le règne de la violence ». Les « bureaucrates-communistes » dont parlait Lénine, insuffisamment cultivés, inaptes au travail qu'aurait exigé d'eux la victoire de l'opposition, se sont identifiés à l'appareil qui la combattait. Fekete résume la « construction du socialisme » par l'appareil d'Etat stalinien : « chaque violence diminuait encore le peu d'enthousiasme qui restait. Le nombre de ceux qu'on était obligé de mater ne cessait d'augmenter. Il fallait renforcer sans cesse l'Etat qui prescrivait tout, réglementait tout. En même temps l'activité spontanée du peuple diminuait, ce qui avait pour conséquence d'augmenter encore la centralisation du système. En fin de compte, on se trouva devant un Etat-mammouth. Ce cercle infernal aboutit à des entreprises dans lesquelles le nombre des contrôleurs improductifs était beaucoup plus élevé que dans n'importe quelle autre société. [...] Il aboutit enfin à la surprenante théorie formulée par Staline que, sous la dictature du prolétariat, la lutte de classes devient de plus en plus aiguë et que, par conséquent, le rôle de l'Etat ne doit cesser de se transformer. » C'est « l'évolution de la Russie qui créa le besoin des diverses théories staliniennes »⁴⁷. « Lénine espérait que des révolutions dans les pays occidentaux « fourniraient une base prolétarienne à la Russie, pays de paysans », Staline, qu'il l'ait voulu ou non, rétrécissait sans cesse cette « base prolétarienne » en édifiant le socialisme avec l'appareil de l'Etat privant les masses populaires de toute initiative ». Et, concluant sur « la vengeance de l'histoire pour le viol des lois sociales », le jeune théoricien a cette formule : « La Russie n'est pas plus marxiste que les Germains n'étaient des Romains au temps du Saint-Empire romain germanique »⁴⁸.

Contre Khrouchtchev qui reproche à Staline des assassinats « quand il n'en était plus besoin », Fekete explique que « Staline n'assassinait pas par sadisme [...] », défendait le régime, la totalité de son pouvoir, les bases de la dictature du parti : « le régime avait besoin de procès préfabriqués », d'une terreur physique et psychique indispensable à son maintien. « A partir d'un certain moment, les crimes et les mensonges destinés à les camoufler avaient fini par constituer un échafaudage si complexe que la mise à jour d'un seul crime pouvait le renverser : toute discussion sérieuse, toute critique qui ne fût pas

⁴⁵ *Brochure Hungaricus*, p. 44.

⁴⁶ *Ibidem*, pp. 57-58.

⁴⁷ *Ibidem*, p. 58.

⁴⁸ *Ibidem*, p. 60.

formulée avec prudence par le sommet pouvait ébranler la base. Il fallait donc décourager les gens de formuler des critiques. Ceci était devenu le postulat fondamental »⁴⁹.

La terreur, pourtant, contenait en elle-même son échec : « Des dizaines de milliers de trotskystes ont été battus à mort dans les prisons, mais, dix ans après l'exil de Trotsky, on en découvrait toujours d'autres »⁵⁰. Néanmoins, ce sont « précisément l'écrasement de l'opposition, ainsi que la terreur intellectuelle et physique qui l'a suivie, qui ont fait des communistes des marionnettes » qui finirent par « pourrir intellectuellement et moralement »⁵¹.

C'est l'appareil du parti qui a engendré finalement la bureaucratie, « couche assez étroite de dirigeants moyens et supérieurs du parti et de l'Etat, qui, dans la plupart des cas, n'avait d'autre rapport avec le travail productif que de le diriger à l'aide d'instructions restant dans le domaine des généralités et formulées sans aucune connaissance technique ». Et Sandor Fekete conclut : « Ce système de caste socialiste est un produit spécifique du communisme soviétique [...], le corollaire inévitable d'une évolution qui, en huit ou dix ans, édifie le « socialisme » dans un pays de caractère asiatique, à peine sorti du moyen âge : le règne de la bureaucratie ne dépend pas des intentions des dirigeants »⁵².

Le programme de la révolution.

Le mouvement qui, en quelques mois, entraîne la majorité des jeunes - travailleurs et étudiants - de Pologne et de Hongrie, le « printemps d'octobre » salué par Radio-Varsovie est, incontestablement, un mouvement révolutionnaire au sens précis du terme, qui met en action, de façon consciente, de larges masses jusqu'alors à l'écart de la vie politique et de toute action militante. Sa profondeur a été d'autant plus grande que la « critique des armes » avait été préparée par les « armes de la critique », que ses participants avaient conscience d'opérer une révolution nécessaire. Pour *Po Prostu*, en effet, le stalinisme ne peut être renversé que si les masses sont « prêtes à recourir à la violence physique ». Lasota et Turski soulignent le gouffre, qui sépare ce mouvement des masses de celui qui, dans le parti, se prononce pour une certaine « libéralisation ». Ils écrivent : « Les partisans de ce programme étaient, certes, pour une certaine libéralisation, mais seulement et uniquement pour la libéralisation. Ils reconnaissaient qu'il était nécessaire de réformer le modèle existant, mais seulement de le réformer, jamais de le transformer de façon révolutionnaire, dans un esprit socialiste conséquent. Le caractère centriste de ce programme se traduisait également par le fait - c'est peut-être même là son trait essentiel - que la libéralisation devait s'opérer par en haut, par « illumination », pourrait-on dire, grâce à l'initiative exclusive et aux seules forces de la direction, sage et toute-puissante »⁵³.

Au soir du 23 octobre, dans Budapest enfiévrée, les jeunes manifestants conspuent le « libéral » Peter Erdoess quand il leur promet que la radio dira désormais la vérité : ils exigent plus, « un micro dans la rue ». Gozdzik, au meeting de l'Université polytechnique, fait acclamer le mot d'ordre de « démocratie socialiste en pratique ». Des centaines de membres du parti qui n'avaient jusque-là jamais fait usage de leur « droit », se rendent dans des assemblées générales et y déposent, comme à Cracovie, les responsables locaux ou régionaux du parti. Ce sont plusieurs centaines de délégués élus dans les usines et les écoles qui constituent, à l'appel de *Po Prostu*, l'Union de la jeunesse révolutionnaire qui se sépare de la vieille organisation bureaucratique. A l'assemblée plénière de novembre des syndicats polonais, la salle prévue pour la réunion rituelle des cent vingt fonctionnaires désignés par l'appareil est envahie par un millier de délégués élus dans les entreprises. En Hongrie, les jeunes convoquent des assemblées générales de la D.I.SZ., où les révolutionnaires sont en écrasante majorité, prennent les leviers de commande ou déclarent la dissolution. Partout se retrouvent les mêmes tendances du programme minimum de la gauche communiste, encore confus, mais ardemment défendu par des milliers de jeunes, et que Kolakowski résumera en février 1957 : « suppression des privilèges, de l'inégalité, de la discrimination et de l'exploitation de certains pays par d'autres, lutte contre les limitations de la liberté d'expression et de la liberté de parole, condamnation du racisme, lutte contre toutes les formes d'obscurantisme, [...] pour la victoire de la pensée rationnelle »⁵⁴. La démocratie que tous réclament est pour eux la condition même de la victoire du socialisme : « Le seul moyen de lutter contre les tendances conservatrices irrationnelles écrit encore Kolakowski, est de donner à la population un but politique, à travers une libre discussion socialiste. Si la critique est étouffée, de véritables forces réactionnaires pourront se constituer, dont la cristallisation suscitera à son tour une répression policière de plus en plus vigoureuse »⁵⁵.

Sur la façon concrète de réaliser cet objectif du « socialisme démocratique », les contradictions ne manquent pas dans les déclarations et esquisses de programme des révolutionnaires en 1956. Une tendance constante se dégage pourtant, celle de la prise du pouvoir par des conseils ouvriers élus, celle de créer un pouvoir de type « soviétique ». Commentant les statuts du conseil ouvrier de Zeran, Ryszard Turski écrit : « Tout cela dépasse évidemment le cadre purement économique. [...] Il s'agit tout simplement de politique pure [...] : il s'agit du problème du pouvoir. La classe ouvrière, refoulée pendant l'ère stalinienne par l'appareil bureaucratique qui s'était aliéné de la société, exige maintenant une participation directe au pouvoir, tend la main comme vers une chose qui lui appartient et la saisit, comme elle le doit à son destin »⁵⁶.

⁴⁹ *Po Prostu*, 30 septembre 1956.

⁵⁰ *Ibidem*, p. 70.

⁵¹ *Po Prostu*, 24 février 1957.

⁵² *Ibidem*, p.74.

⁵³ *Po Prostu*, 28 octobre 1957.

Po Prostu, 30 septembre 1956.

⁵⁴ *Po Prostu*, 24 février 1957.

⁵⁵ Cité par *L'Express*, 19 septembre 1957.

⁵⁶ *Po Prostu*, 30 septembre 1956.

Les comités révolutionnaires qui se sont formés en Pologne pendant les journées d'octobre ne survivent pas à la victoire de Gomulka, qui incarne la bureaucratie libérale, mais les conseils ouvriers, dont l'existence, comme l'écrit Gozdzik, « est incompatible avec celle de la bureaucratie », auront la vie plus dure. *Po Prostu* s'en fera le champion. Convaincus que le mouvement d'Octobre « était dirigé contre l'absolutisme de l'appareil bureaucratique en Pologne », qu'il représentait une « manifestation de la lutte de classes des masses populaires contre le nouveau groupe social en formation, le groupe des « managers », élite gouvernant le pays »⁵⁷, les jeunes révolutionnaires seront accusés par le parti d'avoir voulu « détruire l'appareil de l'Etat populaire en se réclamant du mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ». L'organe officiel du parti polonais, *Trybuna Ludu* justifiera en ces termes l'interdiction du journal étudiant : « Cet appel démagogique et incitant à la révolte, qui reprenait d'une façon totalement déformée le mot d'ordre historique de la révolution d'octobre, était dirigé en fait contre le pouvoir populaire et rejoignait l'appel de la réaction. [...] Aux mots d'ordre lancés par le parti en faveur de la démocratie socialiste, [...] *Po Prostu* oppose le mot d'ordre anarchiste de destruction de l'appareil de l'Etat populaire »⁵⁸.

C'est au cours de la Révolution hongroise que le programme seulement formulé par les révolutionnaires polonais a connu un début de réalisation. Dans la première phase, jusqu'à la deuxième intervention russe, tout le pouvoir, dans les villes, et notamment les villes ouvrières appartient à des comités révolutionnaires que le journaliste Thomas Schreiber décrit ainsi : « Les comités révolutionnaires étaient divisés sur le plan départemental ou local en huit ou dix sous-sections; dans les usines avaient été constitués des conseils ouvriers. Les uns et les autres fonctionnaient de façon démocratique. Les dirigeants avaient, été élus dans la majorité des cas au suffrage universel. Quelquefois les événements locaux ont amené la formation rapide d'un comité révolutionnaire, et, dans ce cas, c'est au cours d'une réunion publique - tenue souvent devant l'hôtel de ville ou devant la maison de l'ancien conseil local - que les dirigeants ont été désignés. Mais, même au cours des réunions publiques, les participants avaient le droit de révoquer le candidat qui n'était pas approuvé par la majorité de l'assistance. Ces conseils ouvriers procédaient donc d'un véritable système de démocratie directe »⁵⁹.

Le communiste anglais Peter Fryer, envoyé spécial du *Daily Worker*, témoigne dans le même sens : « Ces comités s'intitulaient indifféremment « nationaux » ou « révolutionnaires ». Par leur origine spontanée, leur composition, leur sens de la responsabilité, l'efficacité de leur organisation du ravitaillement et de l'ordre public, par le contrôle qu'ils ont exercé sur les éléments les plus « sauvages » de la jeunesse, par la prudence avec laquelle la plupart d'entre eux abordèrent le problème des troupes soviétiques, et, ce n'est pas le moins important, par leur ressemblance par tant de côtés avec les soviets ou conseils d'ouvriers, paysans et soldats qui naquirent en Russie pendant la révolution de 1905 puis en février 1917, ces comités, dont le réseau s'étendait maintenant à l'ensemble de la Hongrie, étaient remarquablement uniformes. Ils étaient avant tout organes de l'insurrection - le rassemblement des délégués élus par les usines et les universités, les mines et les unités de l'armée - et des organes du self-government du peuple, jouissant de la confiance du peuple en elles. Tels quels, ils bénéficièrent d'une énorme autorité et il n'est pas exagéré de dire que, jusqu'à l'attaque soviétique du 4 novembre, le véritable pouvoir dans le pays était entre leurs mains »⁶⁰.

Quoique tous les comités et conseils hongrois aient mis au premier plan de leurs revendications politiques - la presse occidentale n'a pas manqué de le souligner - l'élection d'un Parlement au suffrage universel secret, la majorité d'entre eux se sont prononcés pour un pouvoir des conseils, de type soviétique, analogue à celui que, défendaient les bolcheviks en 1917. Le conseil de Sopron, élu au scrutin secret dans les usines, demande le 29 octobre un « nouveau Parlement formé de représentants des conseils nationaux et de ceux des villes et des villages ». C'est sur la base des conseils élus dans les usines et les villes que se constituent le conseil ouvrier de Borsod-Miskolc, dans la zone minière, et le conseil national de Transdanubie, autour du conseil ouvrier de Győr. Le 2 novembre, le président du conseil de Borsod, un mineur, Sandor Burgics, demande l'élection d'un comité révolutionnaire national sur la base des comités : les comités et conseils de Borsod, de Transdanubie et le conseil ouvrier de Csepel, la citadelle ouvrière de Budapest, se mettent d'accord pour le constituer. Tandis que les partis se reconstituent, le conseil ouvrier de Miskolc se prononce contre la restauration de « partis bourgeois », tandis que les conseils de l'usine Belojannis et du 11^e arrondissement de Budapest proposent de n'admettre aux élections que les partis qui « reconnaissent et ont toujours reconnu l'ordre socialiste reposant sur le principe d'après lequel les moyens de production appartiennent à la société ».

Quand la deuxième intervention russe aura détruit le premier réseau national de comités et de conseils, la résistance des travailleurs se concentre dans les conseils d'ouvriers d'usine, élus démocratiquement et révocables à tout instant. Constitué le 13 novembre 1956, le conseil ouvrier central du Grand Budapest sera la véritable direction des luttes ouvrières jusqu'à l'arrestation, en décembre, de ses dirigeants, les ouvriers Sandor Racz et Sandor Bal⁶¹. Il dirige la grève, décide de la reprise du travail, mène la négociation avec les Russes et le gouvernement Kadar, pour la réalisation de son programme, retrait de l'armée russe, armement des ouvriers, publication d'un journal du conseil central. C'est lui qui convoque, le 21 novembre, la réunion du conseil ouvrier national, qui sera interdite; c'est lui qui affirme, le 29 novembre : « Les véritables intérêts de la classe ouvrière sont représentés en Hongrie par les conseils ouvriers et il n'existe pas actuellement de pouvoir politique plus puissant que le leur. » En fait, tout en luttant pour le renforcement du pouvoir ouvrier, le conseil ouvrier central de Budapest ne réclamera pas le pouvoir ouvrier : sa dissolution sera pourtant justifiée par le « dessein contre-révolutionnaire » d'avoir cherché à se transformer en « organe central exécutif du pouvoir ». La bureaucratie, comme en Pologne, répond « non » au pouvoir des soviets. Combattant, le 9 décembre, le rapprochement fait par Kardelj entre les revendications du conseil et le mot d'ordre de Lénine « Tout le pouvoir aux soviets », Kadar affirme : « Aujourd'hui, en décembre 1956, il existe en Hongrie un pouvoir d'Etat prolétarien. Demander que ce pouvoir abandonne ses prérogatives et ses fonctions aux conseils ouvriers est faux sur le

⁵⁷ *Po Prostu*, 20 janvier 1956.

⁵⁸ *Trybuna Ludu*, 11 octobre 1957.

⁵⁹ *Le Monde*, 6 décembre 1956.

⁶⁰ FRYER, *Hungarian tragedy*, p. 51.

⁶¹ Balazs NAGY, *La formation du conseil central ouvrier à Budapest en 1956*.

terrain des principes et plus faux encore sur le terrain politique. [...] La revendication du conseil central de Budapest était [...] contre-révolutionnaire »⁶².

Le problème de l'Internationale.

Commentant, en février 1957, l'échec de la gauche révolutionnaire en Pologne, Leszek Kolakowski en voit la cause essentielle dans son absence d'organisation, le fait qu'elle n'était qu'« une conscience négative, diffuse et brumeuse », et aux « circonstances régressives de la situation internationale ». Le jeune communiste polonais Roman Zimand avait posé le problème dans *Po Prostu* : « On ne peut aboutir à une renaissance victorieuse du socialisme en Pologne sans en extirper le stalinisme. On ne peut vaincre définitivement le stalinisme en Pologne sans lui livrer une bataille générale dans le mouvement ouvrier international »⁶³. Cette analyse s'appuie sur celle de la situation internationale : « Le maintien du stalinisme dans nos rangs est la garantie la plus certaine des succès de l'impérialisme : il suffit de remarquer la corrélation entre l'entrée de l'armée soviétique en Hongrie et l'agression contre l'Égypte »⁶⁴. Balázs Nagy suggère que c'est vraisemblablement du fait de la situation internationale et de l'isolement des ouvriers hongrois que le conseil ouvrier central de Budapest n'a pas cru devoir - au moment où la retraite s'imposait - réclamer le pouvoir pour les conseils ouvriers, alors que c'est à cette revendication suprême qu'aboutissait la politique menée par Racz, Bali et leurs camarades⁶⁵. Sandor Fekete écrit que l'opposition communiste hongroise justifiée par l'histoire, a en même temps été sévèrement jugée « car elle n'a pas su se montrer vraiment fidèle à sa cause en s'organisant en force indépendante », en ne cherchant pas à « aller au peuple, à la classe ouvrière en premier lieu »⁶⁶. L'absence d'une véritable organisation des révolutionnaires, l'isolement des mouvements dans un cadre national sont ainsi considérés comme les causes premières de leur échec par les révolutionnaires eux-mêmes.

L'agitation ne s'est pourtant pas limitée à la Pologne et à la Hongrie. En Tchécoslovaquie, les premiers indices de crise se manifestent dès le mois de juin 1956 où, dans une conférence de l'Union des Écrivains, à Prague, un orateur, Josef Rybak, s'élève contre « le culte de la personnalité » en littérature. En octobre et en décembre, la discussion se fait vive dans les journaux slovaques. Le XX^e congrès va donner un nouvel élan aux opposants : les écrivains Frantisek Hrubin et Jaroslav Selfert plaident pour la liberté d'expression, les étudiants de Prague se lancent dans une agitation qui va durer plusieurs semaines. Dans toutes les universités et les écoles supérieures du pays se tiennent des assemblées générales d'étudiants qui définissent leurs revendications, désignent des comités d'action : le contact est pris d'établissement à établissement, de ville à ville; à Presbourg, des délégués des étudiants tchèques rencontrent ceux des étudiants slovaques. Le programme commun sorti de cette longue chaîne de réunions est remis le 12 mai au ministre de la culture. Quoique le texte exact en soit inconnu, les critiques dont il sera l'objet permettent d'en reconstituer les grandes lignes : les étudiants ont réclamé « la démocratisation de la vie publique », une information complète, le « respect de la légalité socialiste », la fin de la russification, la libre discussion. Le comité central répondra en dénonçant « l'action provocatrice de l'ennemi de classe » : le 12 mai à Presbourg, le 20 mai à Prague, les étudiants brandissent des banderoles humoristiques au cours de leur traditionnel défilé. Mais le 15 juin, à la conférence du parti de Prague, Novotny est catégorique : il n'y aura pas de liberté de critique, le parti liquidera sans hésiter toute tentative des étudiants pour continuer dans la voie où ils se sont engagés⁶⁷.

L'agitation reprendra avec le mois d'octobre. Le romancier Karel Josef Bénéš écrit que la « tragédie hongroise », rançon des « erreurs » de Rakosi, est une leçon pour tous; la poétesse Jana Stroblova chante « la grande lutte contre le mensonge ». Une conférence du parti pour la capitale se laisse aller à voter une résolution réclamant un congrès extraordinaire, preuve que l'agitation dépassait sérieusement les limites du milieu intellectuel. Le ministre Bacilek dénoncera de nouveau, parmi les étudiants, « des erreurs sur le sens de la liberté et de la démocratie », condamnera « les tendances intolérables, analogues à celles qui se sont manifestées en Pologne et en Hongrie ». Le professeur Pavlik, membre du comité central du parti slovaque, est exclu en avril 1957 pour « activité fractionnelle et déviationniste ». A cette date, la vague révolutionnaire reflue et le mouvement tchécoslovaque n'ira pas plus loin.

En Allemagne orientale, la discussion a été vive aussi dans le milieu intellectuel après les journées de juin 1953. Elle reprend de plus belle après le XX^e congrès, dans la controverse autour des poèmes du jeune communiste Arnim Müller, porte-drapeau de l'indépendance de l'écrivain et autour des articles critiques de l'hebdomadaire *Sonntag*, organe de l'Union des écrivains. Les journées révolutionnaires de Pologne et de Hongrie provoquent un regain d'effervescence dans les universités où les étudiants questionnent, interrompent, chahutent même les autorités du parti. Surtout, sous l'influence des mouvements révolutionnaires extérieurs, va se former un groupe clandestin qui tentera, après avoir élaboré un programme, de le faire connaître et de se placer ainsi à la tête d'une opposition qui se cherche. L'homme qui en a pris l'initiative est un intellectuel de trente-cinq ans, Wolfgang Harich, professeur de philosophie à l'université de Berlin, considéré comme l'un des intellectuels les plus brillants de sa génération. Autrefois stalinien de stricte obédience, il s'est ouvertement rangé parmi les critiques les plus sévères du régime au lendemain de l'insurrection de juin 1953. C'est vraisemblablement à la suite d'un voyage en Pologne en 1956 qu'il a décidé de se lancer dans l'action clandestine. Le noyau du « groupe Harich » comprend des communistes d'âge et d'expérience fort différents : un vétéran, Walter Janka, ancien commandant d'un régiment des brigades internationales d'Espagne, Gustav Just, le secrétaire de l'Union des écrivains et rédacteur en chef de *Sonntag*, Bernhardt Steinberger, devenu communiste très jeune, pendant la deuxième guerre mondiale, émigré en Suisse, condamné, du fait de ses relations

⁶² *L'Humanité*, 10 décembre 1956.

⁶³ *Po Prostu*, 4 novembre 1956.

⁶⁴ *Ibidem*.

⁶⁵ Balázs NAGY, *op. cit.*, pp. 74-76.

⁶⁶ Brochure *Hungaricus*, pp. 5-6.

⁶⁷ KERSTEN, *Aufstand der Intellektuellen*, pp. 110-124.

personnelles avec l'un des accusés du procès Rajk, à vingt-cinq ans de travaux forcés, déporté à Vorkouta et libéré à la mort de Staline, Richard Wolf, l'éditorialiste de la radio et d'autres. Parmi ses « contacts » figurent vraisemblablement le vétéran communiste Franz Dahlem et surtout Bertolt Brecht, qui avait soutenu Harich dans ses critiques ouvertes en 1953. La plateforme du groupe, telle qu'elle a été connue en Occident, plaçait son action sous l'autorité de Liebknecht « qui brisa la discipline pour sauver le parti ». Elle saluait dans les événements polonais et hongrois « l'expression de la lutte de classes révolutionnaire des masses populaires contre le parti stalinien et l'appareil gouvernemental », caractérisait le XX^e congrès comme une « tentative de confisquer et de canaliser par le haut la révolution qui menace par le bas ». Elle appelait à lutter pour le marxisme-léninisme enrichi de l'apport de Rosa Luxembourg, Trotsky et Boukharine, contre le stalinisme, et offrait un programme pour « briser la domination des membres du parti par son appareil »⁶⁸. Il semble cependant que Wolfgang Harich n'ait pas été très adroit dans ses initiatives de « conspirateur » : arrêtés en mars, les membres du groupe sont condamnés à des peines de prison, Harich lui-même à dix ans. Dans les mois qui suivent, les rédactions des journaux, les universités sont épurées de tous les éléments suspects de sympathies à l'égard des idées révolutionnaires.

Ces deux expériences soulignent les faiblesses fondamentales du mouvement de 1956-1957, l'absence d'une direction révolutionnaire internationale. Le problème a été soulevé à plusieurs reprises par les révolutionnaires eux-mêmes : plus leurs témoignages établissent de façon incontestable que le journaliste hongrois Miklos Gimes, un des premiers opposants, a combattu la perspective de l'Imre Nagy de canaliser le mouvement dans le cadre de la légalité d'appareil et qu'il a tenté de convaincre l'opposition de la nécessité de s'organiser en force indépendante. Mais il n'a laissé aucun exposé de ces vues. Ici encore, c'est le Polonais Zimand qui a rompu le plus nettement avec le point de vue de simple « opposition » de nombre de communistes hongrois et polonais, et affirmant l'impossibilité de redresser un appareil stalinien et la nécessité de construire un « nouveau parti communiste » en Pologne et dans le monde. Evoquant la rupture des bolcheviks et spartakistes avec la II^e Internationale, il écrit dans *Po Prostu* que « le mouvement ouvrier international se trouve dans une situation un peu semblable à celle de l'époque où Lénine s'attaqua à la II^e Internationale : contre les traditions, pour la défaitisme de la vente; contre la majorité des directions de parti, d'alors, pour la défense du prolétariat »⁶⁹. C'est, en définitive, à une conclusion semblable - celle même qui avait conduit Trotsky à, se fixer la tâche de construire la IV^e Internationale - qu'aboutissent les jeunes communistes hongrois s'exprimant par la plume de Sandor Fekete quand ce dernier écrit : « Je souhaiterais vivre assez longtemps pour voir le renouveau intérieur de l'Union soviétique: d'ici là, je propose de retourner la thèse de Staline. La pierre de touche de l'internationalisme prolétarien doit être pour chacun l'esprit de suite avec lequel il lut contre toute survivance d'un régime devenu de toute façon réactionnaire, contre les idéologies mensongères et les directives brutales qui compromettent le socialisme international et pour la démocratisation du régime soviétique »⁷⁰.

En U.R.S.S., les néo-bolcheviks.

L'internationalisme de la perspective révolutionnaire des Hongrois et des Polonais passe en effet par l'extension de leur mouvement à l'U.R.S.S. Fekete, qui exclut toute hypothèse du renversement en U.R.S.S. de la bureaucratie au profit d'un régime bourgeois, écrit : « L'avenir ne dépend plus d'un ou deux dirigeants. Les conditions objectives existant aujourd'hui en Russie permettent de nouveaux progrès de cette grande nation. Les fondements objectifs de la suppression du règne de l'appareil et de la démocratisation d'une économie centralisée sont bel et bien là. Les forces subjectives s'accroîtront, elles aussi, et les éléments qui veulent du neuf arriveront à imposer l'idée que soient aussi jetées les bases d'une démocratie politique »⁷¹.

La propagande entreprise par les conseils en Hongrie en faveur de la fraternisation avec les soldats russes, le nombre élevé des désertions dans l'armée rouge attestent le bien-fondé de cette appréciation. Les informations qui filtrent à travers les frontières indiquent une renaissance du mouvement ouvrier et révolutionnaire en U.R.S.S. : la grève de Vorkouta, en 1953, celle de l'usine de roulements à bille Kaganovitch à Moscou, en 1956, en sont des indices caractéristiques.

L'année 1956 voit se dérouler dans les milieux étudiants un processus en tous points parallèle à celui qui s'est développé parmi les étudiants hongrois, polonais, allemands et tchèques. Un émigré de fraîche date, David Burg, qui suivit ces événements de Moscou, a donné de précieux détails sur l'apparition parmi les étudiants russes d'un courant de pensée auquel, démocrate libéral, il est d'ailleurs nettement opposé, les « néo-léninistes » ou « néo-bolcheviks », qui s'intitulent fièrement « vrais léninistes », selon H. Kersten. « Les néo-bolcheviks, écrit Burg, attaquent le régime pour son échec dans la réalisation des objectifs de 1917 et particulièrement son échec à créer la société égalitaire esquissée par Lénine dans *L'Etat et la révolution* et *Les tâches fondamentales du pouvoir des soviets* »⁷². A leurs yeux, la société russe actuelle n'est pas le socialisme, mais elle n'est pas non plus une forme particulière du capitalisme; l'abandon des buts socialistes s'explique par la victoire de « la bureaucratie du parti, qui a éliminé les anciens dirigeants de la révolution socialiste. [...] Les néo-bolcheviks croient que le testament de Lénine doit être réalisé, que la domination bureaucratique doit être éliminée »⁷³. Leur programme comprend la remise du pouvoir « à des soviets démocratiquement élus et authentiquement représentatifs » et où le parti serait ainsi contraint de « lutter constamment pour le soutien populaire », la transformation des kolkoz en véritables coopératives démocratiquement gérées, et le contrôle ouvrier sur l'industrie planifiée. David Burg souligne l'hostilité des « néo-bolcheviks à l'occident capitaliste et leur conviction du caractère progressif de la structure économique de l'U.R.S.S. ». Tout en jugeant, de son point de vue de démocrate bourgeois, que leur programme « inconsistant » représente « un idéal primitif », « l'utopie

⁶⁸HILDEBRANDT, « Rebel communists in East Germany », *New Leader*, 1^o avril 1957.

⁶⁹*Po Prostu*, 4 novembre 1956.

⁷⁰Brochure *Hungaricus*, p. 118.

⁷¹*Ibidem*, p. 117.

⁷²David BURG, « Observations on soviet university students », *Daedalus*, été 1960, p. 533.

⁷³*Ibidem*, p. 534.

marxiste » et la « quintessence de la « naïveté sociale », il admet que ces idées sont largement répandues dans une jeunesse qui se considère comme l'héritière des traditions des bolcheviks de l'époque révolutionnaire .

C'est par leur action clandestine que s'explique l'agitation dans les universités au moment de l'intervention en Hongrie, agitation qui se poursuit au sein des Jeunesses communistes pendant l'année 1957. Des journaux clandestins circulent, *La Fleur bleue* à l'université de Léninegrad, *La Cloche* - réminiscence de Herzen - à celle de Moscou, *Feuille de vigne* à Vilna, *Culture*, *Voix fraîches*, *Hérésie* dans d'autres écoles supérieures ou Instituts. Les étudiants les affichent et les font circuler avec des poèmes. Des tracts ronéotypés, signés « Le vrai parti communiste », sont diffusés à Moscou. Dans plusieurs organisations, les dirigeants sont remplacés dans des votes à bulletin secret que l'appareil refuse de reconnaître et la lutte se prolonge pendant plusieurs mois. Des groupes clandestins émergent de l'anonymat, tel celui que dénoncent les *Izvestia* du 6 septembre 1959. Burg précise l'action de l'un d'entre eux : une dizaine d'étudiants de l'Institut d'histoire de Moscou « impriment et diffusent des tracts attaquant personnellement Khrouchtchev et la dictature du parti en général et réclamant l'établissement d'une démocratie soviétique et le retour à une « ligne léniniste »⁷⁴. Découverts, les responsables seront exclus de l'Université et condamnés à plusieurs années de prison.

La deuxième révolution.

Trotsky avait inscrit dans les tâches de la IV^e Internationale le mot d'ordre d'une « révolution politique en U.R.S.S. » et formulé dès 1934 son programme : non le « remplacement d'une coterie dirigeante par une autre », mais le « changement des méthodes mêmes de direction économique et culturelle », « la révision radicale des plans dans l'intérêt des travailleurs », « la libre discussion des questions économiques », « une politique étrangère dans la tradition de l'internationalisme prolétarien » et « le droit pour la jeunesse de respirer librement, de se tromper et de mûrir »⁷⁵. Entre la pensée de Trotsky et l'action des jeunes générations en 1956-1957, les liens qui existent sont minces : Miklos Gimes avait, par exemple, acheté à Paris *La révolution trahie* et l'avait rapporté en Hongrie où le livre passa en quelques mains⁷⁶, de même, à l'automne 56, de jeunes étudiants polonais traduiront pour les diffuser en tracts les articles sur la Hongrie du périodique trotskyste français *La Vérité*. En fait, c'est le programme même de Trotsky qui est reprise développé, partiellement mis en pratique par une génération qui non seulement ne l'avait pas lu, mais avait au contraire été soumise à un endoctrinement sans précédent. Dans des conditions qu'il n'avait pu prévoir s'esquisse l'application d'un programme qu'il avait déduit de l'analyse des forces de classe en U.R.S.S. à la veille de la guerre.

Ce mot d'ordre d'une « deuxième révolution » contre « l'Etat des gendarmes et des bureaucrates » repris au printemps 1956 par le vétéran communiste Tibor Déry et, après lui, par les jeunes communistes hongrois et polonais, n'est pas, comme l'ont dit certains, né des seules conditions spécifiques de la domination bureaucratique dans les démocraties populaires, même si son expression a été considérablement facilitée par elles. Le même courant révolutionnaire s'est exprimé en Chine en 1957 lors de la grande discussion connue sous le nom de « campagne des Cent Fleurs ». C'est le professeur communiste Ko. Peï-tchi qui déclare : « Certains disent que le niveau de vie est élevé. Pour qui s'est-il élevé ? Pour les membres et cadres du parti qui jadis traînaient des souliers éculés et qui aujourd'hui roulent en conduite intérieure et portent des uniformes de drap. [...] Les membres du parti jouent le rôle de policiers en civil qui surveillent les masses : [...] la responsabilité en revient à l'organisation du parti elle-même »⁷⁷. C'est le communiste Liu Pin-yen qui dénonce la « classe privilégiée » que constitue l'appareil du parti, avec ses « empereurs locaux », et qui n'a recruté depuis des années que « les flatteurs, les sycophantes et les béni-oui-oui »⁷⁸. C'est le journaliste communiste Tai-Huang, organisateur d'une opposition clandestine, qui affirme qu'une classe privilégiée est en train de se constituer et condamne l'intervention russe en Hongrie⁷⁹. Ce sont les deux intellectuels communistes Houang Chen-lou et Tchang Po-cheng qui dénoncent le monopole du parti, son « ossification », la victoire du principe des nominations sur celui de l'élection, demandent la liberté des parti, des organisations et des publications pourvu quelles ne s'opposent pas au socialisme⁸⁰.

Le mouvement étudiant qui, comme à Varsovie, à Budapest et Moscou, se manifeste par des assemblées tumultueuses et une prolifération de journaux qui sont des tribunes de discussion, a en Chine, son porte-parole dans une jeune fille de vingt et un ans, Lin Hsi-hing, ancienne combattante, à seize ans, de l'armée populaire, élève de l'Université du peuple, la pépinière des cadres communistes chinois. Le 23 mai 1957, elle déclare dans un meeting d'étudiants à Pékin : « Le vrai socialisme est très démocratique. Or le socialisme que nous avons ici sous les yeux n'est pas démocratique. Pour moi, c'est un socialisme construit sur les bases du féodalisme. » « ni l'Union Soviétique ni la Chine ne sont des pays véritablement socialistes. » Le parti ne comprend qu'une « minorité de vrais bolcheviks ». Les traits bureaucratiques que l'on relève dans la société chinoise sont l'expression d'un système qui secrète les trois « maux » dénoncés par le parti : « Le bureaucratisme, le subjectivisme et le sectarisme. » La base du système est dans le retard économique de la Russie et de la Chine et la théorie - qu'elle condamne en s'appuyant sur une citation d'Engels - du « socialisme dans un seul pays ». Comme *Lasota* et *Po Prost*, Lin Hsi-ling rejette la « bureaucratie libérale » : « Nous devons considérer comme insuffisants le mouvement de rectification du parti, les mesures réformistes et les quelques concessions faites au peuple. [...] Nous devons chercher à réaliser le vrai socialisme. Je propose

⁷⁴ *Ibidem*, p. 531

⁷⁵ TROTSKY, *De la Révolution*, p. 639.

⁷⁶ La circulation, parmi les intellectuels hongrois du livre de Trotsky est attestée par Peter RENDE, *Etudes* n° 4, 1962, p. 102. L'auteur omet de dire que le livre avait été rapporté de Paris par Miklos Gimes.

⁷⁷ *Quotidien du Peuple*, 31 mai 1957, cité par Roderick MAC FARQUHAR, *The Hundred Flowers*, pp. 87-88.

⁷⁸ *Quotidien du peuple*, 20 juillet 1957, *op. cit.*, pp. 73-74.

⁷⁹ *New China News agency* de Pékin, 7 août 1957, *op. cit.*, pp. 74-76.

⁸⁰ *Quotidien de Tchenyang*, 11 juin 1957, *op. cit.* pp. 105-109.

que des mesures radicales soient prises pour transformer de façon révolutionnaire le système social existant actuellement. Je n'approuve pas le réformisme. Ce qu'il faut, c'est un changement radical, une transformation totale. » Pour cela, pour « résoudre les problèmes, vaincre effectivement les difficultés », « il n'y a qu'un moyen : mobiliser et soulever les masses »⁸¹.

Dès la fin du mois, Lin forme, avec d'autres étudiants de Pékin, l'organisation qui publiera le journal *Forum* et se donne pour tâche de montrer au peuple que le problème du bureaucratisme « ne concerne pas seulement le style du travail, mais le système de l'Etat », de lutter, en l'imposant, « pour la liberté de parole et de publication, de réunion et d'organisation »⁸². L'organisation de *Forum* doit devenir une organisation solide, « le cœur des masses engagées dans le mouvement ». Lin Hsi-ling tentera d'élargir l'organisation de Pékin en prenant contact, sur le plan national, avec les différents groupes d'étudiants qui reconnaissent son autorité : son influence - jusqu'à ce que la répression les frappe brutalement - ne cessera de croître dans la ligue des Jeunesses communistes où Toung Hsoueh-loung membre du comité central, se fera le porte-parole de la lutte pour l'information et la vérité, contre les « béni-oui-oui » et les « robots »⁸³.

Brutalement supprimée avec le déchaînement de la campagne contre les « droitiers » et la fin de la discussion, l'expression politique du courant néo-bolchevique en Chine donne finalement leur signification totale et leur caractère universel aux mouvements d'Europe orientale de 1956. Il n'est pas interdit de penser que les années 1956-57 peuvent éventuellement revêtir pour l'ensemble du monde la signification qu'avait eue pour l'empire russe la révolution de 1905. Vu sous cet angle, le phénomène de la « déstalinisation » officielle n'apparaît plus que comme la conséquence de la nouvelle montée de la conscience et de la combativité ouvrières, de la renaissance de la pensée socialiste et révolutionnaire. Après la réaction née de l'isolement de l'U.R.S.S. et alimentée entre les deux guerres par la répression de l'appareil bureaucratique, de nouvelles générations ont renoué en 1956 et 1957 les liens avec la tradition, la pensée et la pratique révolutionnaires de 1917, précisément enterrées par des commentateurs intéressés. Certes, les conditions du reflux en Hongrie et en Pologne au cours de l'année 1957, la réapparition de ce que Ryszard Turcki appelle « l'émigration intérieure », « la psychologie ouvrière de la fatigue politique »⁸⁴, le découragement, comme la crainte du chômage, qui ont marqué cette période post-révolutionnaire rappellent irrésistiblement les conditions de la défaite de l'opposition en 1927. Le contexte, pourtant, est tout différent. En U.R.S.S. même, les restes de la génération bolchevique de l'époque héroïque ont retrouvé dans les camps la jeune génération des « vrais léninistes » et de l'« opposition ouvrière ». Claudius a connu dans les camps, à la veille de leur libération, des hommes comme V. A. Smirnov, opposant de 1947, et les rares survivants de la vieille garde, un ancien secrétaire de Trotsky, Palatnikov, l'ancien rédacteur en chef de *Trud* et militant de l'opposition Verchblovski, qui coudoyaient les Allemands arrêtés lors du procès Rajk où après l'insurrection de juin 1953⁸⁵. La fin de l'année 1962 a vu la réapparition publique et fracassante d'une vieille militante bolchevique qui demande des comptes, l'historienne Galina Sérébriakova, ancienne compagne de Sérébriakov, puis de Sokolnikov, emprisonnée plus de vingt années durant : la violence de ses attaques contre Ehrenbourg met en péril la forme « respectueuse » de la déstalinisation. Lentement les bouches s'ouvrent, l'information se refait, le passé reprend forme, ce qui est l'une des conditions d'une lutte pour un avenir. Les années qui viennent diront si l'action souterraine des « noyaux » qu'attestent mille indices, saura utiliser pour un nouveau 1917 l'expérience du premier combat ouvrier contre le stalinisme à l'échelle de plusieurs pays.

⁸¹ *Quotidien du peuple*, 24 juillet 1957, *op. cit.*, pp. 137-140.

⁸² *New China news agency. Kounming*, 26 août 1957, *op. cit.*, pp.172-173.

⁸³ *Quotidien du peuple*, 30 juin 1957, *op. cit.*, pp. 140-141.

⁸⁴ *Po Prostu*, 14 avril 1957.

⁸⁵ CLAUDIUS, *op. cit.*, pp. 143-146.

Chap. XX - LE PARTI APRES STALINE : L'ERE KHROUCHTCHEVIENNE

Le rythme inégal du développement de la déstalinisation officielle, les hésitations, les retours en arrière et les accélérations brutales interdisent toute analyse statique limitée à un délai de quelques années, et expliquent les démentis que la réalité inflige à des spécialistes pourtant sérieux, mais assez imprudents pour croire qu'ils peuvent, de l'extérieur, apprécier l'évolution des rapports de forces qui n'ont qu'incomplètement pris conscience d'elles-mêmes. C'est une lutte de classes qui déroule aujourd'hui sa dialectique en U.R.S.S. : il est aussi insensé de prétendre que les événements postérieurs à la mort de Staline n'ont rien changé à la structure de la société soviétique que de croire que la mort de Staline a supprimé les faits sociaux dans lesquels sa puissance avait su plonger ses racines et qu'un appareil despotique va, une fois ses dirigeants « éclairés », entamer une évolution qui en fera le promoteur de la démocratie.

Les contradictions de l'économie.

Personne ne songe plus aujourd'hui à contester l'étendue du succès remporté sur le terrain de la transformation économique par les structures de type socialiste mises en place par la révolution de 1917. L'U.R.S.S. est aujourd'hui la deuxième puissance industrielle du monde. C'est en 1953 qu'elle a doublé son parc de machines-outils d'avant-guerre, surclassant très largement celui de la Grande-Bretagne, dépassée seulement par l'équipement industriel du capitalisme nord-américain. Ce développement fantastique, comparable seulement à celui de la révolution industrielle dans les pays avancés au XIX^e siècle, est évidemment le seul qu'ait connu, à l'époque de l'impérialisme, un pays encore arriéré il y a cinquante ans. C'est là un fait irréfutable que ne peuvent contester les affirmations réitérées des anticommunistes et antisocialistes de principe suivant lesquels ces succès sont dus à la seule contrainte sur les travailleurs, réduits à une condition quasi-servile. Il faudrait, pour les suivre sur leur terrain et admettre avec eux la supériorité du régime capitaliste, avoir vu démontrer que l'impérialisme s'est montré un patron plus libéral avec ses esclaves coloniaux, travailleurs des mines ou des plantations, et que la domination de la Société générale de l'United Fruit ou de telle société capitaliste a pu créer dans un pays quelconque depuis cette date une société industrielle moderne. Ecrivait, en 1930, les dernières lignes de son *Histoire de la révolution russe*, Trotsky soulignait la qualité des mots russes passés dans le langage international avant et après 1917 : « Si la culture instituée par la noblesse a introduit dans le langage universel des barbarismes tels que *tsar*, *pogrome*, *nagaïka*, Octobre, dit-il, a internationalisé des mots comme *bolchevik*, *soviet*, et *piatiletka* »¹. Et si *piatiletka* - le plan quinquennal - a finalement été traduit dans toutes les langues, le zèle avec lequel les partisans du « monde libre » et de l'économie capitaliste s'efforcent de recouvrir les réalités d'un système basé sur le profit d'un survêtement de planification, illustre bien, si besoin était, la victoire morale d'un principe jusqu'alors déclaré hérésie.

Il serait pourtant imprudent, eu égard aux réalités quotidiennes comme d'ailleurs aux chiffres généraux, de s'empresse de crier à la victoire du socialisme. L'U.R.S.S. - malgré ses incontestables succès dans le domaine cosmique, de ceux qui frappent les imaginations - est loin d'avoir comblé tout son retard, et cela est évident dès que l'on rapporte les chiffres de production à ceux de la population. En 1960, la production d'acier par tête d'habitant, en U.R.S.S., 350 kilos, est très inférieure non seulement à celle des U.S.A. (820) mais à celle du Bénélux (1 300) et celle de l'Allemagne fédérale (650). Celle d'électricité (1300 kWh) vient très loin derrière celle des U. S. A. (4670), de la Grande-Bretagne (2490), de la République fédérale allemande (2055), immédiatement avant celle de la France (1 590) et dépasse de peu celle de l'Italie (1 100). Le retard apparaît plus important encore, concernant surtout un pays qui se réclame du socialisme, lorsqu'il s'agit de la consommation privée moyenne, 38 kilos de viande en U.R.S.S. contre 73 aux Etats-Unis, 64 en France, 26 kilos de sucre contre 240 aux Etats-Unis et 25 en France, 6,5 kilos d'œufs contre 22,4 aux Etats-Unis et 11 en France, 28 mètres de cotonnade contre 54,3 aux Etats-Unis, 30 en France, : 1 m² 84 de lainage contre 2,7 aux Etats-Unis et 3,9 en France, 1,9 pièce de sous-vêtement contre 11,6 aux Etats-Unis, 1,7 paire de souliers de cuir contre 3,5 aux Etats-Unis. Les usines automobiles américaines sortent dix véhicules automobiles pour un en Russie. En 1960, sur 1000 habitants, on comptait 1 030 postes de radio aux Etats-Unis, 600 au Canada, 300 en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale, 250 en France, 240 en U.R.S.S. La densité d'occupation des logements est peut-être l'un des aspects les plus spectaculaires de ce retard, puisqu'elle est de 1,6 habitant par pièce en 1956, alors que la France et l'Italie, où la « crise » est particulièrement sévère, ont des densités respectives de 1 et 1,5. Les destructions de la guerre, invoquées par les propagandistes, n'expliquent en rien ce retard, la surface habitable utile par habitant était en U.R.S.S. de 6 m², 9 en 1940 contre 7 m², 3 en 1913. Elle n'a du reste atteint ce dernier chiffre qu'en 1950, et 7 m², 7 en 1955, mais dans les villes seulement².

Les Varsoviens - premiers producteurs au monde d'histoires russes - disent que les enfants Gagarine, interviewés par des journalistes, répondaient : « Papa est dans le cosmos : il revient dans vingt minutes. Maman est allée acheter de la viande : elle reviendra dans cinq heures. » C'est en effet au détriment du niveau de consommation des larges masses que l'industrialisation s'est réalisée en U.R.S.S. Entre 1928 et 1937, la production de houille, de fonte et d'acier augmentant de 400 % et celle d'électricité de 700 %, celle de lainage n'augmentait que de 10 %, celle de coton de 20 %. Entre 1937 et 1950, les productions de houille et d'électricité augmentaient encore de 200 %, celle de fonte et d'acier de 50 et 60 %, tandis que la production de lainages augmentait de 60 %, celle de coton de 10 % seulement³. Or cette inégalité du développement des branches industrielles, du développement systématique et en priorité de l'industrie lourde, d'une part, et des biens de

¹ TROTSKY, *Histoire de la révolution russe*, t. IV, p. 475.

² MANDEL, *op. cit.*, t. II, pp. 222-224.

³ *Ibidem*.

production, d'autre part, est le résultat d'une politique systématique des dirigeants du parti. Il ne s'agit pas seulement de produire d'abord les biens de production, ensuite les biens de consommation, mais d'accumuler les biens de production en réduisant l'augmentation des biens de consommation dans la mesure ou l'inégalité dans la répartition et les privilèges sont le meilleur des aiguillons. Ces contradictions ne peuvent se comprendre si l'on ne prend conscience de la contradiction fondamentale existant en U.R.S.S. entre le mode de production, de caractère non capitaliste ou, si l'on veut, socialiste pour l'essentiel, et le mode de distribution, resté fondamentalement bourgeois. C'est sur cette pénurie presque absolue que s'est développée, nous l'avons vu, une bureaucratie qui a su défendre et à croître ses privilèges dans la période d'expansion économique.

La contradiction reparaît au niveau de la production industrielle. Dans le cadre de la collectivisation des moyens de production et d'une économie planifiée, le bas niveau technique et culturel exigeaient certes l'utilisation des stimulants qui constituent les privilèges. Mais le monopole politique des bureaucrates, l'utilisation de leur intérêt privé comme moteur essentiel de l'augmentation de la production aboutissent à mettre en péril les impératifs généraux de la production. C'est l'introduction de la notion de rentabilité industrielle des entreprises, conséquence de cette conception bureaucratique de la production, qui explique la pratique couramment dénoncée dans la presse qui consiste, pour des entreprises, à produire ce qu'on appelle les « biens indéterminés » non prévus par le plan, mais destinés à permettre aux administrateurs de réaliser le plan financier : c'est ainsi que des usines d'apprentissage électrique fabriquent de la quincaillerie et que le cirage et les produits de mercerie apparaissent dans les pharmacies tandis que les laboratoires prévus pour la recherche concurrencent les usines dans la production. La nécessité pour le bureaucrate de réaliser le plan l'entraîne à négliger la qualité de sa production, à constituer des réserves de matières premières supérieures à ses besoins, à dissimuler systématiquement la capacité de production de son entreprise afin de pouvoir réaliser et au besoin dépasser les normes. Les directeurs freinent toute étude ou fabrication nouvelle qui réduirait forcément leur programme et s'efforcent de fabriquer toujours les mêmes modèles.

L'un des résultats de cette gestion bureaucratique est le gaspillage d'une partie de l'équipement productif. Aristov révélera au XXI^e congrès que 60 000 fraiseuses et 15 000 presses mécaniques « restent inutilisées pendant des années dans les entrepôts ou rouillent dans les cours », tandis qu'une autre source russe cite l'exemple d'une usine où 50 machines-outils restent inutilisées, certaines depuis 1939, et les autres depuis 1945. Le marché noir, la plaie de l'économie soviétique, est une autre conséquence de la planification bureaucratique. Il porte non seulement sur les biens de consommation dont la production est insuffisante mais, sur les instruments de production et les matières premières. Toutes les entreprises ont leur *tolkatch*, leur organisateur, au statut plus ou moins légal, assurant les fournitures au moyen de la corruption, le *blat*, « plus fort que Staline », dit la sagesse populaire.

Depuis 1953, les dirigeants du parti russe ont tenté de surmonter ces contradictions en modernisant l'économie, en s'efforçant de simplifier l'appareil et de supprimer les caractéristiques les plus monstrueuses de la centralisation stalinienne. En 1953, au nom de la nouvelle direction, Malenkov annonce l'abandon de la politique de priorité à l'industrie lourde et le développement de la production des biens de consommation pour répondre « aux besoins croissants du peuple soviétique ». Des augmentations deux à trois fois supérieures sont prévues dans la production des textiles et vêtements. Mais en même temps ces objectifs entrent en contradiction avec ceux de l'exploitation des « terres vierges » qui ont besoin de machines, avec la nécessité de fournir à la Chine l'équipement industriel dont elle a besoin. Le 24 janvier 1955, Chepilov rappelle dans la *Pravda* que l'industrie lourde est la « base de granit de l'économie soviétique » et, au comité central, Khrouchtchev taxe de « déviationnisme de droite » les avocats de l'augmentation de la production de biens de consommation. Dans sa lettre de démission du 8 février, Malenkov fait son autocritique et reconnaît la nécessité de la priorité à l'industrie lourde.

Une nouvelle étape s'ouvre avec la discussion sur la modernisation, qui se déroule à partir du mois d'avril et qui se termine au comité central de juillet. Le rapport de Boulganine, remarquablement franc, admet le retard technique de l'industrie russe, qu'il attribue à son « isolationnisme », qui le maintient en arrière des progrès occidentaux, et à son excessive centralisation. Il souligne que le système des normes, loin d'être un encouragement à la productivité, est en réalité un moyen de maintenir les salaires à un niveau fixe qui empêche toute augmentation sérieuse des rendements. Il sort de ces délibérations une circulaire qui augmente les pouvoirs et l'initiative des chefs d'entreprise et les appelle à « tenir compte des besoins des travailleurs » : la contradiction reconnue n'est pas pour autant surmontée. C'est ce qui ressort de toutes les « insuffisances » dénoncées par Khrouchtchev au comité central de février 1957 : la grande commission de planification qui vient d'être mise sur pied en décembre sous l'autorité de Pervoukhine va être supprimée. L'appareil économique est fortement décentralisé, de nombreux ministères centraux sont supprimés, l'essentiel de la direction économique est transféré aux conseils régionaux, les *sovnarkhozes*. En fait, le contrôle bureaucratique a seulement changé de forme, et les problèmes ne sont pas résolus.

La presse russe de 1962 donne d'intéressantes informations sur leur permanence. On apprend, en mai, la découverte en Carélie d'une gigantesque affaire de troc entre du bois, du métal et d'autres produits manufacturés. Le journal *Sovietskaia Russiia* révèle que des contacts avaient été pris jusque dans les services ministériels de Géorgie, et que « des trains entiers de marchandises illicites roulaient d'une extrémité à l'autre de l'Union ». Le parti avait assisté à ce spectacle en « indifférent ». En juin, trois dirigeants d'un entrepôt de Dniepropetrovsk sont condamnés à mort pour « dilapidation ». En juillet, les *Izvestia* annoncent la condamnation à mort de quatre employés d'une usine de Frounzé coupables d'avoir vendu au marché noir des produits fabriqués avec des matières premières achetées en fraude. Le journal précise que ces quatre « employés » - il ne précise pas leurs fonctions - possédaient des villas, des voitures, des articles de luxe pour une somme égale à 6 millions de francs 1963, et qu'on leur a en outre confisqué 320 kilos d'or et 30 kilos d'argent. Les affaires de Carélie avaient peuplé d'affairistes prospères les hôtels de Pétrozavodsk. Ainsi, dans le dos de l'économie planifiée elle-même, renaissent, grâce à ses contradictions, une production et un commerce parallèles de biens de production et des couches sociales de type capitaliste que la bureaucratie, malgré les exécutions capitales, semble impuissante à anéantir. L'automne 1962 voit remettre en question les principes mêmes de la planification bureaucratique. La *Pravda* du 4 octobre écrit : « Notre pays a perdu des centaines de milliers de roubles à cause de cette politique », et conclut : « Le système de planification employé est tellement mauvais que l'U.R.S.S. manque en ce moment de denrées de première nécessité, telles que chaussettes, sous-vêtements et

chaussures, alors que les magasins regorgent d'objets si laids et de si mauvaise qualité que personne ne les achètera jamais.
»

La mort de Staline a permis aussi de dévoiler un autre secret de Polichinelle : la gravité de la crise agricole, jamais surmontée depuis l'époque de la collectivisation. La politique Malenkov de l'augmentation du niveau de vie exige d'abord une augmentation de la production agricole. Khrouchtchev révèle dans son discours de septembre 1953 le retard de la production agricole, inférieure par tête d'habitants à ce qu'elle était avant la révolution. La productivité moyenne du travail agricole reste ridiculement basse, sept fois inférieure à celle des U.S.A. pour le blé, six fois pour la betterave à sucre. L'U.R.S.S. a moins de tracteurs par rapport à la surface cultivée et au nombre d'habitants que les U.S.A., la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale. Un kolkhoze sur quatre a l'électricité.

La nouvelle politique d'août-septembre 1953 a pour but de s'appuyer sur l'intérêt des kolkhoziens pour assurer une production couvrant les besoins du pays. Les prix payés pour les livraisons obligatoires et contractuelles sont relevés, les arriérés d'impôts supprimés, les impôts sur les lopins individuels diminués; on promet aux kolkhoziens; des produits industriels. L'appareil du parti dans les stations de machines et tracteurs est renforcé afin d'assurer l'application de cette nouvelle politique. Il suffit de quelques mois, cependant, pour que les objectifs assignés à la production agricole se révèlent inaccessibles : au comité central de février 1955, Khrouchtchev lance la campagne de défrichement des terres vierges : 13 millions d'hectares doivent être cultivés en deux ans, dont on attend une production de 18 millions de tonnes de grain. Les résultats seront décevants : en juillet 1957, les livraisons obligatoires sont supprimées sur les lopins individuels.

En janvier 1958, Khrouchtchev reprend la proposition repoussée par Staline en 1952 de dissoudre les stations de machines et tracteurs et de vendre leurs machines aux kolkhozes : elle est adoptée au comité central de février et réalisée très vite, grâce à l'empressement des kolkhoziens, mais dans d'assez mauvaises conditions, malgré une tentative de freinage du comité central, qui s'inquiète de la vente à bas prix des machines et de la disparition des conditions matérielles nécessaires au maintien de stations de réparation. En juillet 1958, une autre concession d'importance est faite aux kolkhoziens, avec la suppression totale des livraisons obligatoires aux kolkhozes, dont les produits iront sur le marché. Désormais libéré du carcan (les stations, le secteur coopératif kolkhozien renforce sa position et les tendances centrifuges par rapport à l'économie planifiée accentuent les différences entre kolkhozes pauvres et « millionnaires ». L'augmentation massive des prix des produits alimentaires, en Juillet 1962, les hausses de 30 % sur la viande, de 20 % sur le beurre, sont la preuve de l'accroissement de la pression qu'exercent les paysans et qui conduit le parti à déchirer une fois de plus les promesses faites au consommateur, en l'occurrence celles du XXII^e congrès.

Un nouveau virage s'ébauche d'ailleurs avec la parution, le 28 juillet 1962, dans la *Pravda Ukrainskyi*, puis dans toute la presse, de la lettre de la kolkhoziennine Nadejda Zaglada proposant la suppression du système des équipes et des brigades et l'affectation à chaque kolkhozien d'un morceau de terre kolkhoziennine à cultiver personnellement, ce qu'il aura hâte de mener à bien afin de se consacrer à son propre lopin. La kolkhoziennine conclut : « Une telle méthode élève la responsabilité et enseigne la conscience. » L'économie de l'U.R.S.S., après plusieurs années de réformes khrouchtchéviennes, n'a pas été modifiée dans le sens d'un renforcement du « secteur socialiste »; elle n'a - et pour cause - résolu aucune de ses contradictions.

Les contradictions de la société.

Le système bureaucratique, qui compromet gravement le fonctionnement de l'économie, a pour base l'existence d'une pyramide de privilégiés que la statistique et les études dites « sociologiques » s'efforcent de dissimuler, mais que la presse, dans la critique et l'information sur la le quotidienne, puis la littérature, rendent apparente après la mort de Staline. En 1953, l'éventail des salaires est à peu près le même qu'en 1935 et s'étale en gros de un à vingt. Un ouvrier qualifié gagne de sept à huit fois plus que son camarade non qualifié. La campagne menée contre la « Jeunesse dorée » permet de constater l'existence de fils de privilégiés qui reçoivent comme argent de poche mille roubles par mois, l'équivalent du salaire moyen d'un ouvrier. Les bureaucrates refusent d'occuper des postes loin des grandes villes, s'embusquent systématiquement dans les services. A l'occasion, la presse dénonce l'utilisation qu'ils font de leurs « voitures de service ». La datcha, demeure privée du haut bureaucrate, coûte des centaines de milliers de roubles : sa vente peut permettre à l'héritier de vivre sans travailler. Le fait que le bureaucrate est un personnage au-dessus du commun transparaît dans une critique de la *Pravda* contre un passage de roman de guerre où l'on voit des partisans appeler leur chef par son surnom. : « Il semble très difficile de croire que des gens de la ville aient osé appeler « Gavrik » un homme considérable, membre important du parti ». *Trud* écrit qu'« une foule de fonctionnaires économiques dirigeants piétinent insolemment les droits des citoyens ». Un récit de Parkhomov nous montre un bureaucrate qui a pour principe de n'avoir aucun contact chez lui avec « des gens qui sont placés sous ses ordres » et la *Komsomolskaïa Pravda* dénonce l'écrivain Virta qui s'est fait construire une datcha avec patinoire privée par les jeunes communistes de la région, où il est appelé « le barine ». Le roman de Vera Panova, *Les Saisons*, met en scène des bureaucrates du parti, au passé glorieux, qui n'hésitent pas, pour jouir de leurs privilèges, à s'entourer d'un réseau d'influences et de chantages. Dans *Les convives*, une pièce interdite après quelques représentations pendant l'hiver 1953-1954, Léonide Zorine décrit le conflit entre un haut fonctionnaire, son père, vieux-bolchevik, qui le traite de « bonze repu » et sa sœur Varvara qui le qualifie de bourgeois et déclare éprouver contre lui et ses semblables des « couches supérieures » quelque chose qui n'est pas de la haine, mais « qui rappelle un sentiment de classe ». Le journaliste Tourbine, qui des personnages sympathiques, y parle d'une « classe dirigeante » née « de la méchanceté de la convoitise, de l'ambition, de ses incapacités et de notre tolérance ». La volonté des privilégiés et leur désir de les transmettre à leurs héritiers est révélée par une baisse importante du pourcentage d'étudiants fils d'ouvriers, déjà passé entre 1931 et 1938 de 44,6 à 33,9 % : l'académicien Kolgorov affirme en 1958 que le nombre d'enfants de l'intelligentsia ne cesse de croître d'année en année dans l'Université et les écoles techniques supérieures.

Ces contradictions sont pour la première fois admises après la mort de Staline, même quand ceux qui les ont dénoncées sont officiellement condamnés pour avoir noirci le tableau. Les premières mesures de l'ère Malenkov sont évidemment des concessions aux aspirations des masses populaires, qui bénéficieront de plusieurs baisses sérieuses des prix de détail. A partir

de 1955, des mesures précises sont prises qui modifient profondément les conditions de la vie sociale. Le rapport de Boulganine au comité central de juillet blâme les responsables qui ne tiennent pas compte des aspirations ouvrières. La vie du parti se réfère à une circulaire pour condamner sévèrement les syndicats qui « approuvent toutes les décisions de la direction parce que les usines sont des entreprises d'Etat ».

Le 29 novembre 1955, le décret sur l'avortement est aboli. L'un des thèmes du XX^e congrès est l'augmentation des salaires les plus bas; Kaganovitch, qui fait des réserves, sera remplacé à la commission des salaires. Cette fois, une partie des promesses faites sera tenue. Le 8 mars 1956, la journée de travail est ramenée à six heures les veilles de congé. Le 10, il est décidé que les kolkhoziens recevront des avances mensuelles, sans attendre l'établissement de ce qui leur est dû d'après leurs heures de travail au kolkhoze; Le 28 mars, la durée du congé payé de maternité est portée de 77 à 112 jours. Le 25 avril - c'est, pour les ouvriers d'U.R.S.S., une date importante - le décret du 26 juin 1940 sur la discipline du travail, les absences injustifiées, les retards, est aboli et les sentences prononcées seront toutes révisées. Le 9 mai, la durée de la journée de travail des jeunes entre seize et dix-huit ans est réduite de huit à six heures, le taux des pensions est régularisé, leur minimum étant fixé à 300 roubles et le maximum à 1200. Le 9 juin, les droits universitaires rétablis en 1940 sont de nouveau supprimés. Au début de septembre, les bas salaires sont augmentés de 33 % en moyenne ; le minimum en est fixé à 300 roubles en ville, 270 à la campagne. Les salaires des mineurs sont sensiblement augmentés en novembre. De façon générale, les pouvoirs de contrôle des syndicats sont partiellement restaurés en matière de normes, embauche, licenciement.

Parallèlement, certains abus sont dénoncés. Il est interdit d'acheter plus d'une voiture en trois ans. La presse s'en prend aux fils de bureaucrates qui ont peur du travail. La réforme scolaire vise à donner à tous des chances égales : les privilégiés parviendront pourtant à l'entamer en empêchant l'application de certaines clauses, et surtout à la tourner. La presse reste extrêmement discrète sur le nouvel éventail des salaires, quoiqu'elle émette de nombreuses critiques sur le système en général. A Kharkov, en 1961, d'après Philippe Ben, un ouvrier qualifié gagne 90 nouveaux roubles, mais nombreux sont les ouvriers à 60 roubles, et les femmes de ménage n'en gagnent que 40. Quelques ouvriers arrivent à gagner jusqu'à 150 roubles. Les ingénieurs débutent à 90, les médecins à 60. Le bureaucrate qui le renseigne omet d'indiquer son propre salaire. On parle de nouveau beaucoup de datchas et d'autos à la veille du XXII^e congrès, où le niveau de vie des masses est à l'ordre du jour. Mais la hausse des prix de juin 1962 est en recul sérieux. Et, le 24 septembre, on annonce que les impôts sur les salaires entre 60 et 80 nouveaux roubles, dont la suppression était prévue pour le 1^{er} octobre, sont provisoirement maintenus, nouveau indice des difficultés de la politique sociale réformatrice de Khrouchtchev, inséparables des contradictions économiques et politiques. Quelques jours plus tard, la presse annonce qu'au cours d'une réunion du parti à Léninegrad, le secrétaire du comité de la ville a dit que, pour 1961, « deux millions et demi de journées de travail ont été perdues dans les entreprises industrielles de Léninegrad du fait des absences non motivées et des retards des ouvriers » : la classe ouvrière manifeste comme elle le peut son aliénation de l'appareil économique et la suppression du carcan de terreur ne suffit pas à lui donner l'enthousiasme que pourrait seule créer la participation réelle et authentique à la gestion de l'économie, participation à laquelle la bureaucratie ne peut précisément pas consentir.

Les forces sociales en jeu.

Personne ne conteste aujourd'hui que la politique incarnée par Khrouchtchev ne rencontre une vive résistance au sein de l'appareil et de la bureaucratie, pour qui elle présente à bien des égards des risques certains. Rapportant une conversation avec deux privilégiés du régime à la fin de 1956, Klaus Mehnert écrit : « Tous deux jugeaient que les paysans abandonneraient les collectifs s'ils conquéraient leur liberté ; les villes resteraient sans ravitaillement, les ouvriers exigeraient le droit de grève, voudraient influencer sur la gestion des entreprises »⁴. Derrière la perspective de libéralisation, les bureaucrates entrevoient la fin de leurs privilèges, la démocratie ouvrière, qu'ils baptisent chaos. Il serait faux pourtant d'imaginer que la majorité d'entre eux restent fidèles aux méthodes de l'ère stalinienne. Pour les plus éclairés au moins, il est clair, au moment où Khrouchtchev décide de s'attaquer au mythe que, ainsi que l'écrit Philippe Ben, « l'obstacle majeur à l'amélioration du niveau scientifique et technique de l'U.R.S.S. - condition indispensable de tout progrès matériel - était le dogmatisme stalinien, qui imposait des chaînes à la philosophie, aux sciences physiques et mathématiques, à la biologie, à l'économie politique, et à presque tous les autres domaines de la pensée »⁵. Tout pas en avant pour surmonter au moins provisoirement les contradictions de la société soviétique exigeait la destruction des mythes staliens.

L'intérêt général coïncidait ici avec le sentiment personnel des bureaucrates : l'atmosphère de préparation d'une purge qui prévalait à la veille de la mort de Staline recréait parmi eux le sentiment d'insécurité la conscience de la précarité de leur situation et de leur existence même, sur lesquelles avait reposé pendant des années l'autorité du maître du Kremlin. Les assurances sur le respect de la légalité, la limitation des pouvoirs de la police politique : les réhabilitations même étaient, au premier chef, destinées à rassurer les privilégiés eux-mêmes en même temps que les réformes administratives et économiques, visant à la simplification et la décentralisation, devaient permettre à ces hommes, rouages essentiels de la société bureaucratique, de travailler dans des conditions normales. Klaus Mehnert souligne la mentalité conservatrice, bien éloignée de tout esprit de rébellion, des gens arrivés qui constituent la couche privilégiée en U.R.S.S. et les bases de leur accord avec la politique de Khrouchtchev, lorsqu'il écrit : « Quand l'Etat a assuré à ses membres des revenus élevés, une formation professionnelle, une promotion sociale, un prestige étendu un certain degré de sécurité personnelle, qu'il ne les tracasse pas par un intolérable excès d'arbitraire administratif et que, par ailleurs, il tient encore en bride les masses mobilisées au nom de l'égalité durant la révolution, la majorité de la classe dirigeante se montre provisoirement satisfaite du moins tant que l'Etat paraît puissant et stable »⁶.

⁴ MEHNERT, *op. cit.*, p. 251.

⁵ Ph. BEN, « La situation en U.R.S.S. vue de Varsovie », *Le Monde*, 23 juillet 1957.

⁶ MEHNERT, *op. cit.*, pp. 251-252.

Ce n'est pourtant là que le moindre aspect des rapports sociaux qui sous-tendent la politique des dirigeants du parti russe après 1953. Écrivant en 1957 de Varsovie, particulièrement riche en informations de première main sur l'U.R.S.S., Philippe Ben décrit ce qu'il appelle « la grande révolution de l'ère post-stalinienne ». « Le grand changement, c'est que les masses ouvrières et paysannes, encouragées par la disparition du despote, par la fin de la terreur de la police secrète, ont commencé à exprimer leur désir de vivre mieux. » C'est incontestablement au « cours de ses tournées à travers le pays - encore un changement radical par rapport à Staline, muré dans le Kremlin - que Khrouchtchev a pris conscience de la nécessité pour lui, s'il voulait résoudre la crise agricole, de céder aux revendications des kolkhoziens concernant les impôts sur leurs lopins, les livraisons obligatoires, la modification du système des kolkhozes. Le fait nouveau est que ces revendications se soient exprimées. « La crainte animale écrit encore Ben, se dissipe, les esclaves commencent à redresser la tête. Ils ne sont plus satisfaits du pain noir, qui, hier encore, leur semblait le plus précieux des biens. Ils commencent à éprouver d'autres besoins et veulent les satisfaire »⁷.

Le phénomène est particulièrement important pour les entreprises industrielles, dans un pays qui est devenu la deuxième puissance industrielle mondiale et où les ouvriers constituent de loin la force sociale numériquement la plus importante, en même temps que la plus concentrée. Au lendemain de la guerre, l'ouvrier russe commence à prendre conscience de lui-même, à élaborer sa nouvelle « conscience de classe ». Ainsi que l'écrit Klaus Mehnert, « il eut un temps, vers 1930, où l'on pouvait « mobiliser » dans les villages les paysans ignorants et les pousser de force dans les ateliers primitifs et les usines du premier plan quinquennal. [...] Actuellement, au niveau technique dont témoignent les débuts de l'automation, un tel procédé n'est pas rentable. [...] L'industrie moderne exige à un rythme croissant des hommes d'une haute qualification professionnelle, ayant le sens de leurs responsabilités. [...] Même considéré sous l'angle quantitatif, le problème des travaux de supplément ne peut plus se résoudre par le recrutement de main-d'œuvre appartenant à la population rurale. Les réserves humaines s'épuisent ; une augmentation quelque peu importante de la production d'ensemble de l'Union soviétique ne s'obtiendra que par une augmentation correspondante de la production Industrielle [...] ne se réalisera que dans la mesure où l'ouvrier (surtout l'ouvrier qualifié) y apportera de la bonne volonté »⁸.

Or, à partir de la mort de Staline, les ouvriers commencent à se manifester. Philippe Ben écrit : « Dans les usines, dans les réunions de cellules, de syndicats, des ouvriers ne craignent plus de réclamer le relèvement des salaires, la réduction des normes, l'application des lois sociales et des règles sur la sécurité du travail, presque toujours ignorées dans le passé, et même des bonifications ou récompenses extraordinaires non prévues par la loi. [...] Ici ou là, dans une mine ou dans une usine, les récriminations provoquées par le non-paiement des primes à la production (du fait que les plans mensuels n'ont pas été accomplis ou que la direction n'a pas fourni aux ouvriers exécutant des travaux dangereux des masques ou des vêtements de protection) aboutissent à un arrêt de travail d'une heure ou deux, à une sorte de petite « grève perlée »⁹. Ce genre d'événement, unimaginable à l'époque de Staline - le dernier conflit avait eu lieu à Briansk en 1935 - se produit non seulement dans la région de Moscou, mais dans l'Oural, le Donbass, à Kharkov, Léninegrad, Odessa, Ivanovo et les centres industriels de Sibérie.

Ce mouvement s'exprimera plus clairement que jamais au XXII^e congrès, où l'ouvrière Rojneva demande la suppression des 3 X 8 pour les femmes, où l'on présente des revendications comme les trois semaines de congé payé, la suppression du travail de nuit pour les femmes, l'unification des traitements entre les différentes branches d'industrie, la réduction de l'éventail des salaires, la limitation du droit de propriété sur les datchas. Au cours de l'été 1961, la grève des ouvriers des chantiers navals, les manifestations ouvrières de Novotcherkask en juin 1962 contre les hausses de prix sont d'autres indices de cette prise de conscience des ouvriers qui est, finalement, l'événement décisif de la période post-stalinienne. Au temps où Malenkov apparaissait encore comme le successeur incontesté de Staline, Isaac Deutscher écrivait déjà : « On croit presque l'entendre plaider dans le sanctuaire du Kremlin : Il est préférable d'abolir les pires aspects du stalinisme par en haut que de tergiverser jusqu'à ce qu'ils soient abolis par en bas »¹⁰.

La politique du parti à l'égard des écrivains exprime bien cette préoccupation de conserver en permanence le contrôle de la vie intellectuelle et par conséquent politique. Le « dégel » de 1953 est marqué par la parution des romans d'Ehrenbourg et Vera Panova, les prises de position de Pomerantsev dans *Novy Mir* en faveur de la liberté d'expression, la pièce de Zorine. Mais celle-ci est bientôt interdite et la *Pravda* contre-attaque au nom du « réalisme socialiste ». Les rédacteurs en chef des revues *Octobre* et *Novy Mir*, Panfiorov et Tvardovski, sont révoqués à l'été 1954. Le II^e congrès des écrivains, en décembre 1954, réaffirme la ligne du parti.

Mais, en 1956 se produit une nouvelle offensive des écrivains de gauche : le roman de Doudintsev, le poème de Krisanov sur les bureaucrates qui « ont besoin de cœurs de fer qui font ce qu'on leur dit de faire », le recueil de *Literatournaia Moskva*, où A. Kron dénonce le « culte », « étranger aux traditions démocratiques révolutionnaires », qui crée « la hiérarchie de ses propres serviteurs », en sont les étapes essentielles. Khrouchtchev dirige personnellement la réaction, accuse les auteurs de pessimisme, de manque d'esprit de parti. C'est que la critique des écrivains revêt, comme en Pologne et en Hongrie, des accents révolutionnaires. Dans *Le levier* de Yachine, de jeunes communistes ouvrent les fenêtres de la pièce où les responsables étouffaient dans leurs mensonges et leurs chantages. Dans *Opinion privée*, Daniel Granine décrit une réunion du parti où la base, incarnée par le « héros positif » Borissov, met en échec les plans des bureaucrates qui avaient décidé non seulement qui serait élu, mais encore qui proposerait ses candidats. Aucun texte n'exprime mieux, à travers la description de la naissance de ce que Mehnert appelle une « démocratie en petit », le besoin profond de démocratie conçue comme la participation de tous, sans exception, à l'exercice des responsabilités et donc du pouvoir, qui s'est exprimé en Hongrie, en

⁷ *Le Monde*, 22 juillet 1957.

⁸ MEHNERT, *op. cit.*, pp. 248-249.

⁹ *Le Monde*, 22 juillet 1957.

¹⁰ DEUTSCHER, *La Russie après Staline*, p. 114.

Pologne, en Tchécoslovaquie, en U.R.S.S., en Chine et ailleurs à la même époque. La scène décrite par Granine est bien le premier pas, un premier pas décisif puisque prise de conscience à l'échelon de base, de la possibilité, pour les masses, de se faire entendre, et de la nécessité qui s'impose, à elles, pour ce faire, de commencer une lutte contre l'appareil.

La jeunesse et les poètes.

A cet égard, les étudiants et les jeunes intellectuels représentent incontestablement une sorte de baromètre de l'opinion publique, dont le parti est de plus en plus contraint de tenir compte. Comme en Pologne, Hongre, Tchécoslovaquie, Chine, ce sont, incontestablement des privilégiés, mais que leurs besoins intellectuels, les nécessités de leur travail rendent particulièrement sensibles aux influences qui s'exercent en dehors de l'appareil de la part des couches sociales jusque-là comprimées. La fin au stalinisme signifie pour eux l'octroi d'une réelle liberté d'information et d'expression parmi les privilégiés, ils sont les seuls à pouvoir rechercher, à la fois psychologiquement, puisqu'ils tournent le dos au passé, et pratiquement, puisqu'ils ont besoin d'une audience, une approbation de l'opinion publique ouvrière en train de se constituer. Elevés dans l'atmosphère étouffante du stalinisme ils ont vu s'amonceler les menaces à partir de 1952, puis, d'un seul coup, bouillonner les idées, se multiplier échanges et confrontations. Le stalinisme n'a pas eu le temps de les briser, mais ils ont gardé de son époque un goût très vif pour la liberté.

Le cas d'Evtouchenko est, à cet égard, typique. Il a vingt ans à la mort de Staline et la revue *Octobre* publie de lui un poème autobiographique chargé d'allusions politiques : il l'explique par la nécessité de trouver par lui-même des réponses à tous les problèmes, et notamment à l'innocence des médecins jusqu'alors proclamés coupables : « Je songeais au vrai et au faux et encore à ceci : comment le vrai se change en faux. [...] Nous sommes tous coupables du scandale des grandes « petites » des vers creux, des citations à foison, des clichés qui terminent les discours. » En ce mois de la révolte hongroise, sa critique du rapport Khrouchtchev est à peine voilée : « Je me refuse à justifier l'impuissance, de même qu'à excuser les hommes qui expliquent les fautes de la Russie à l'aide de méprisables potins ». Il est désormais le « jeune homme russe en colère » dans lequel se retrouvent les jeunes générations. Mis en garde, puis critiqué par la presse officielle, il est exclu des Jeunesses communistes à la fin de 1957. Il va se mettre à chanter la révolution cubaine : *Cimetière américain à Cuba, Un meeting à la Havane* puis, en septembre 1961 lance sa bombe, le célèbre poème *Babi-yar*, qui se termine par l'affirmation que l'Internationale retentira quand le dernier antisémite de la terre sera enterré pour toujours ». La presse officielle réagit vivement à ce poème - d'ailleurs fortement censuré - qui est une critique ouverte de l'antisémitisme existant en U.R.S.S. : l'organe des écrivains l'accuse de « s'acheminer vers les positions de l'idéologie bourgeoise », d'être « hostile au léninisme », de travailler contre « l'amitié solide et monolithique des peuples de l'U.R.S.S. ». Quelques jours après, réclamé par les étudiants massés place Maïakovski pour la « Journée de la poésie » dont il a été écarté, il vient lire un nouveau poème « contre les laquais, contre ceux qui ne pensent pas au pouvoir soviétique, mais uniquement au pouvoir tout seul ». Et, en décembre, en réponse aux nombreuses félicitations que lui a values son poème, il publie dans un journal polonais sa réponse : « Un jour viendra où nos fils évoqueront, pris de honte, ces jours étranges où l'honnêteté la plus simple était qualifiée de courage. » Le 21 octobre 1962, la *Pravda* publie « Les héritiers de Staline » : « A ceux qui furent autrefois les piliers, le temps ne plait pas où les camps sont vides et pleines les salles où l'on écoute les vers. [...] Certains héritiers en retraite taillent des roses, mais pensent en secret que cette retraite est provisoire, d'autres attaquent même Staline du haut des tribunes, mais eux-mêmes, la nuit, pensent avec nostalgie au temps passé. »

Auteur d'autres poèmes satiriques féroces contre la bureaucratie, comme *Gredin dans son bain* ou *Le camarade Mosovochtorg a Paris*, Evtouchenko dont la popularité a incontestablement des bases politiques, est élu en avril 1962, avec son camarade Voznessenski, membre du comité directeur de l'Union des écrivains de Moscou. A la même date, une confrontation des étudiants de Moscou avec Ilya Ehrenbourg à l'occasion de la publication de ses mémoires, donne lieu à une discussion, dont le correspondant du *Monde* dit qu'elle révèle « à quel point la tendance dite de gauche, avide de progrès et d'air frais, est dominante parmi les jeunes générations ». Un étudiant en histoire déclare à la tribune : « A nous aussi, on demandera des comptes sur notre passé. On demandera ce que nous avons fait pour lutter contre les séquelles du culte de la personnalité ». Et c'est un étudiant en philosophie qui fera la première allusion publique, le 20 avril 1962, à la liquidation des vieux bolcheviks en déclarant : « La plus belle chose qu'il fait l'ancienne génération est de nous avoir donné naissance. Pour cela, nous lui devons la gratitude, mais il est dommage que, de cette génération, n'aient pas survécu ceux qui devaient survivre en premier lieu »¹¹.

En fait, les exigences de la jeune génération russe ne cessent de s'accroître. Le besoin de comprendre et d'apprendre, le goût de la liberté et de la discussion fleurissent avec d'autant plus de force que les jeunes, privilèges compris, réalisent à quel point le rôle qui leur a été attribué est dérisoire. L'écrivain Valentin Ovetchkine écrit : « Le Komsomol s'occupe d'enfantillages par exemple du parrainage d'un veau ou de la collecte des vieux métaux. Comment cela se passait-il pendant la guerre civile, au début de l'ère soviétique, dans les premiers temps ? Schors, âgé de vingt-quatre ans, commandait une division, Arkadi Gaidar commandait un régiment à seize ans, des garçons de vingt-deux ans organisaient des comités révolutionnaires et des kolkhozes »¹². Comment la jeune génération d'un pays qui est en train de conquérir l'espace se contenterait-elle d'écrire des poèmes, quand les responsables de ses organisations ont dépassé la quarantaine, trente-cinq ans après une révolution dirigée par des moins de trente ans et faite par ceux de leur âge ? Au XX^e congrès, 80 % des délégués avaient plus de quarante ans; Mme Fourtseva, quarante-six ans, et Moukhitdinov, trente-neuf ans, étaient les benjamins du présidium. Au même congrès, pour un pays qui compte presque 50 %, d'ouvriers, 10 % des participants seulement viennent de l'usine; Dans ces deux traits apparaissent les contradictions inhérentes à la structure bureaucratique de la société, et le sens des forces qui œuvrent à la détruire, la Jeunesse ouvrière et étudiante au premier chef.

¹¹ *Le Monde*, 21 avril 1962.

¹² Cité par MEHNERT, *op. cit.*, p. 266.

Le parti après la mort de Staline.

Il n'est pas encore temps d'écrire l'histoire du parti communiste russe après la mort de Staline. Trop d'éléments font défaut, tandis que ceux dont nous disposons sont souvent contradictoires. Seules de grandes lignes peuvent être dégagées. Ainsi que l'écrit Philippe Ben, « la ligne politique du parti communiste soviétique, avec ses zigzags et ses changements de personne est parallèle à la ligne générale du développement des désirs de vivre mieux » qui s'expriment dans toutes les couches de la société. C'est ce dernier facteur qui constitue le grand fait nouveau de l'histoire d'un parti qui, au demeurant, n'a pas changé de nature parce que Staline est mort et demeure un parti de bureaucrates, dirigeants et administrateurs, gouverné par un appareil de permanents. Pour les rêveurs qui ont cru à un changement qualitatif entre la mort de Staline et le XX^e congrès, les chiffres donnés par Aristov sont un rappel des réalités : dans un parti qui compte 6 795 896 membres et 449 277 stagiaires groupés en 350 000 cellules, il y a 80 015 cellules dans les kolkhozes et 43 061 seulement dans l'industrie; 90 000 membres sont employés dans les mines de charbon, dont 30 000 seulement travaillent au fond, chiffre dérisoire en comparaison de celui - 1 877 713 - des « spécialistes » ayant fait des études supérieures.

Il était pourtant normal que dans un parti de ce type, la disparition du chef provoque un grand désarroi. Les premières mesures ont trahi l'inquiétude de l'état-major du Kremlin, son anxiété de dissimuler au maximum les premiers désaccords internes. Formellement, la succession est réglée et la *Pravda* du 6 mars donne à Malenkov, premier secrétaire et président du conseil, tous les honneurs dus au chef : le 8, elle publie de lui une immense photo prise au XIX^e congrès : il est au centre et Staline, dans un coin, semble l'écouter. Une première indication de changement réside dans le fait que les hiérarques, Molotov, Béria, Kaganovitch. Boulganine, vice-présidents, concentrent dans leurs mains des pouvoirs qui semblent s'équilibrer. On apprendra plus tard seulement la dissolution du secrétariat privé que dirigeait Poskrebychev ainsi que celle du bureau du présidium constitué en secret après octobre et dont la composition n'a pas été divulguée. Pourtant, une discussion se déroule dans les coulisses, puisque, le 11 mars, au lieu du seul Malenkov, la *Pravda* cite les dirigeants Malenkov, Béria, Molotov. Le comité central se réunit le 14 et le 15. Ses décisions seront publiées le 21 mars. « sur sa demande », Malenkov a été « libéré » des fonctions de premier secrétaire et ne conserve que celles de président du conseil. Béria, Boulganine, Molotov, Kaganovitch sont vice-présidents. Le secrétariat comprend Khrouchtchev, Souslov, Pospelov, Chataline, responsable des cadres, Ignatiev, ministre de la sécurité d'Etat. En fait, Malenkov à la tête de l'Etat, Khrouchtchev à la tête du parti, Béria chef de toutes les polices, se partagent les pouvoirs rassemblés auparavant par Staline : c'est ce que traduit l'article de la *Pravda* célébrant l'avènement de la « direction collégiale ».

C'est vraisemblablement d'un commun accord que les nouveaux dirigeants décident de clore l'affaire des médecins, qui menaçait directement au moins plusieurs d'entre eux. Rioumine, vice-ministre de la sécurité d'Etat et chef du service des enquêtes, est déféré à la justice. Il sera condamné à mort et fusillé en juin 1954. Le ministre Ignatiev, accusé d'aveuglement, est également sanctionné, mais sa carrière n'est pas brisée puisqu'il apparaît un an plus tard comme premier secrétaire de Bachkirie et témoignera du rôle de Staline dans l'affaire au XX^e congrès. La réhabilitation des médecins sera le prétexte d'une violente attaque contre la police secrète, dont la *Pravda* dénonce les actes illégaux et arbitraires. La nouvelle direction promet aux citoyens « tranquillité et sécurité » sous sa protection, et le respect de la « légalité soviétique » : l'épuration, en avril, des épurateurs de la Géorgie en 1951, Mguéladzé et Roukhadzé, celle, en avril, du premier secrétaire du parti communiste ukrainien Melnikov, accusé d'erreurs en matières de nationalités, semblent des gages donnés de la sincérité des intentions énoncées. C'est Dekanozov, un collaborateur de Béria, qui remplace Roukhadzé au ministère de la sécurité d'Etat de Géorgie : la position du ministre de l'intérieur ne semble pas, au premier abord, ébranlée.

L'affaire Béria.

En 1939, commentant les liquidations successives de Iagoda et Ejov, Trotsky écrivait : « Sur qui se reposer ? Sur Béria ? Le glas sonnera pour lui aussi. » Le 10 juin, Béria est encore cité dans la presse avec Malenkov et Molotov. Mais le 27, la *Pravda*, énumérant les dirigeants présents à l'Opéra le 25, ne cite pas son nom. Le 9 juillet, les principaux responsables du parti dans les organisations locales sont informés en secret que Béria, « ennemi du parti et de l'Etat » a été arrêté. C'est seulement le 9 août que la nouvelle paraît dans la *Pravda* de l'arrestation de Béria le 26 juin, alors que les informations précédentes permettaient de situer l'événement entre le 10 et le 25 du même mois. La *Pravda* publie le rapport de Malenkov au comité central, « démasquant » Béria, l'excluant de toutes ses fonctions et le déférant au tribunal suprême. Pendant les mois suivants, le Géorgien, traité d'« ennemi démasqué », de « renégat bourgeois », « traître », « agent impérialiste et espion » devient la cible de toutes les attaques de la presse et des organisations du parti. Le 17 décembre, son jugement par le tribunal suprême est annoncé, en même temps que celui de six de ses anciens collaborateurs, Mechik, Dekanozov, Merkoulou, Koboulou et Vlodzimirski : le procès aura lieu à huis-clos conformément à la loi adoptée après l'assassinat de Kirov. Le 24 décembre, les journaux publient la nouvelle de la condamnation à mort de Béria et de ses complices, exécutés le jour même du verdict, après avoir fait des aveux complets sur une activité antisoviétique poursuivie depuis 1919 et, ces dernières années, à la tête de l'Etat. L'accusation, selon la *Pravda*, a été soutenue par le nouveau procureur général Rudenko. Le tribunal, présidé par le maréchal Koniev, comprenait le maréchal Moskalenko, un haut fonctionnaire de la police, Louniev, et deux dirigeants du parti, Chvernik et Mikhaïlov. Telle est la version officielle que des rumeurs, très répandues à Moscou et dont certaines ont pour origine Khrouchtchev lui-même, présentent comme une pure fabrication : Béria aurait été, en réalité, abattu ou même étranglé par ses collègues au cours d'une réunion du présidium. En fait, le doute subsiste sur l'épisode tout entier comme sur ses causes réelles.

Béria a-t-il été victime de ceux qui voyaient d'un mauvais œil le nouveau gouvernement s'engager dans la voie d'une détente Est-Ouest? Ses initiatives pour modifier la direction du parti en Allemagne orientale se sont-elles retournées contre lui et a-t-il été rendu responsable du soulèvement de Berlin-Est le 18 juin? Ce ne sont qu'hypothèses. Il serait faux, en tout cas, de supposer un désaccord sur la « libéralisation » : le vrai problème, ainsi que le souligne Leonhard, n'était sans doute pas celui

des mesures à prendre, mais de savoir qui en porterait la responsabilité et le bénéfice¹³. En abattant Béria, les autres dirigeants de l'appareil ont abattu les services de sécurité en tant que farce indépendante : l'épuration consécutive du parti est-allemand et du parti nord-coréen peuvent seulement suggérer une politique de concessions à l'Occident, dans ces deux pays, qui aurait servi de prétexte à sa liquidation. La chute de Béria renforce la position de Khrouchtchev, qui d'après la *Pravda* du 13 novembre, devient premier secrétaire du parti.

En septembre 1955, plusieurs responsables de la sécurité en Géorgie sont condamnés à mort et fusillés pour avoir employé des « méthodes criminelles d'enquête » et « fabriqué de fausses accusations », à la fois contre Ordjonikidzé et contre le vieux-bolchevik Orachelachvili, exécuté en 1937 avec Enoukidzé. Baguirov, relevé de ses fonctions en 1953, sera fusillé en 1956. Le ministère de l'intérieur est démantelé par la suppression des tribunaux spéciaux, l'abolition de la loi du 1^{er} décembre 1934, la libération de très nombreux prisonniers des camps. Un apparatchik, Doudorov, deviendra ministre de l'intérieur à la place de Krouglov à la veille du XX^e congrès : le parti paraît décidé à contrôler désormais les services de sécurité et il semble qu'il y soit parvenu. Son premier secrétaire, en tout cas, est le principal bénéficiaire de l'opération : cité au cinquième rang parmi les dirigeants, après Malenkov, Béria, Molotov, Vorochilov, il passe désormais en troisième position, immédiatement derrière Malenkov et Molotov.

La déstalinisation et l'année cruciale.

L'accord entre les vainqueurs de Béria est éphémère. Au moment où est éliminé Arioutinov, secrétaire du parti communiste d'Arménie, un des derniers hommes de Béria, les premiers indices apparaissent déjà d'un nouveau conflit : en novembre 1953, Khrouchtchev en personne préside à Léninegrad à l'élimination d'Andrianov, qui a succédé aux gens de Jdanov, et à son remplacement par Frol Kozlov. Un autre indice de luttes intestines et du déclin de Malenkov est la publication par ordre alphabétique des noms des dirigeants, en juin 1954. Malenkov démissionne de la présidence du conseil en février 1955, accusant son « inexpérience », admettant ses erreurs dans le domaine de l'agriculture et de l'économie en général. On n'a probablement pas souligné suffisamment que cette démission est suivie du remplacement d'Imre Nagy à la présidence du conseil en Hongrie : le tumultueux « dégel » hongrois inquiète les dirigeants russes et Malenkov peut fort bien en avoir été la victime, puisqu'il en avait été, avec la nomination de Nagy, l'initiateur¹⁴.

Dès cette époque, d'ailleurs, les problèmes posés par les Etats satellites ont acquis une importance nouvelle. Du côté soviétique, on recherche un rapprochement avec la Yougoslavie. L'Américain Noël Field a été libéré en novembre 1954 : avec sa réhabilitation s'effondre l'échafaudage des procès destinés à compromettre Tito, et qui ont coûté la vie à Rajk, Kostov, Slansky. Khrouchtchev et Malenkov sont allés boire côte à côte, à l'ambassade yougoslave à Moscou, à la santé du « camarade Tito ». Le 8 février, dans un discours au soviet suprême, Molotov tente de concilier l'attitude nouvelle avec les attaques passées en expliquant que les Yougoslaves ont opéré tournant. Tito réplique vertement : la *Pravda*, le 12 mars, désavoue Molotov. Il semble bien, pourtant, que la position ne soit pas définitivement arrêtée puisque, le 9 mai, deux maréchaux, Joukov, promu récemment ministre, et Sokolovski, prennent dans la presse des attitudes opposées sur la question yougoslave. Le voyage à Belgrade de Khrouchtchev et Boulganine n'est pas un succès : les Yougoslaves ne se contentent pas de la version russe selon laquelle tout était de la faute de Béria. Ils ne consentent pas à reprendre les relations de parti à parti. Nouveau conflit interne pour les Russes : peuvent-ils, doivent-ils ou non compter sur Tito pour les aider à assurer leur contrôle sur les partis communistes d'Europe orientale ? Quel prix faut-il payer pour gagner son aide ? Il semble bien que Molotov n'ait pas confiance et que Khrouchtchev, lui, soit prêt à bien des concessions pour obtenir l'appui yougoslave. D'accord sur l'objectif, les deux dirigeants russes divergent sur les moyens.

Au comité central de juillet, il semble que Molotov, qui a attaqué, se retrouve isolé. Mikoyan a fait adopter le principe de l'abandon du système des sociétés mixtes, que les Chinois critiquent, après d'autres. Le présidium est élargi avec l'entrée de Souslov et Kiritchenko. Aristov, Beliaev et Chepilov, qui a mené l'attaque contre Malenkov, entrent au secrétariat. La défaite de Molotov est confirmée par son autocritique du 16 septembre, publiée en octobre : il a commis l'erreur d'« oublier » que le parti a depuis longtemps décidé que le socialisme était réalisé et que l'on avait atteint la phase de la « transition vers le communisme ». Au même moment, Khrouchtchev place ses hommes dans l'appareil : Brejnev au Kazakhstan, Ignatov à Gorki, Moukhitdinov dans l'Ouzbékistan. A Sofia, au cours de son voyage de l'été, Khrouchtchev, aurait, selon certaines informations, parlé devant des dirigeants bulgares des « erreurs » de Staline, de l'assassinat de Voznessenski. Le 21 décembre, la *Pravda* publie en première page une immense photo du chef défunt, mais le 27 janvier les dirigeants des partis frères sont avertis que le XX^e congrès va s'en prendre au « culte de la personnalité ».

Que s'est-il passé entre ces deux dates ? Quelles décisions ont été prises, et par qui ? Le rapport secret de Khrouchtchev avait-il été décidé à l'avance ? At-il été jugé nécessaire à la suite du désarroi provoqué parmi les délégués par les premières critiques acerbes prononcées devant le congrès par Malenkov, Souslov, l'historienne Pankratova et surtout Mikoyan ? Autant de questions qu'il faut se résigner pour l'instant à laisser sans réponse. Le XX^e congrès a donné le signal de la « déstalinisation » : nombre de condamnés sont réhabilités officiellement, les historiens annoncent leur intention de réécrire l'histoire du parti dont les autorités étaient, hier encore, Staline, Béria, Baguirov ; des textes inconnus en U.R.S.S. sont publiés et notamment le fameux testament de Lénine, dont l'existence avait été si souvent démentie. L'opinion russe et internationale ne se trompe pas quand elle fait de Khrouchtchev l'inspirateur de cette politique : le premier secrétaire a affermi son emprise sur le parti ; il est, avec Souslov, le seul à être membre à la fois du secrétariat et du présidium ; Brejnev, Chepilov, Fourtseva, qui passent pour être à lui, sont en même temps secrétaires et suppléants du présidium, détenteurs de l'autorité réelle sur l'appareil. Les attaques contre Staline ont bien coïncidé avec l'éclipse de Molotov, remplacé aux affaires étrangères par Chepilov.

¹³ Cité par LEONHARD, *Kremlin*, p. 68.

¹⁴ PETHYBRIDGE, *A key to soviet politics*, pp. 59-60.

Il n'existe pourtant aucun fait qui permette d'affirmer que Molotov se serait dressé contre la déstalinisation, quelle que soit la vraisemblance de cette affirmation. Il semble bien au contraire que le coup de frein à la déstalinisation ait été donné, non pas à partir d'octobre, comme on l'a souvent écrit, mais à partir du mois de juin, par la direction du parti, à la suite des événements de Poznan, que le parti polonais se refuse à considérer comme le résultat d'une provocation d'agents impérialistes. Avec la vague de fond qui les secoue, le problème est de nouveau posé du contrôle des partis communistes d'Europe orientale. Le 2 juillet 1956 est publiée une résolution sur « le culte de la personnalité et ses conséquences », adoptée le 30 juin : les fautes de Staline sont incontestables, mais ses victimes étaient d'authentiques ennemis du léninisme. Le parti communiste russe répond vivement à Togliatti, qui avait estimé insuffisante l'explication du stalinisme par la personnalité de Staline : il est faux de dire que le « culte de la personnalité » a eu des racines dans la société russe et la destruction par Staline de la démocratie dans le parti. Le 6 juillet, la *Pravda* justifie de nouveau la lutte contre les ennemis du parti et défend le principe du parti unique. Le 24 juillet, elle célèbre « l'unité inébranlable des pays du système socialiste » qu'elle oppose aux « révisionnistes » : l'historien Bourdjalov est accusé de « nihilisme ». L'agitation dans les partis communistes d'Europe orientale est freinée par tous les moyens. L'exemple est la « ligne tchèque » ; on augmente les salaires, on fait taire les étudiants. En Hongrie, Imre Nagy, devient bon gré mal gré le drapeau de l'opposition au stalinisme qui grandit après le XX^e congrès, nourrie de l'obstination de Rakosi et de son équipe à refuser la réhabilitation de Rajk. Les dirigeants russes se refusent à rappeler le vieil homme fidèle et populaire qu'ils ont renvoyé en 1954. Quand il apparaît qu'il faut sacrifier Rakosi, c'est Geroe, un homme de l'appareil, aussi impopulaire que lui, qui le remplace à la tête du parti. Khrouchtchev multiplie les efforts pour parvenir à un accord avec Tito, qui n'a pas non plus intérêt à ce que la déstalinisation prenne un cours révolutionnaire et que le mouvement des masses mette en cause le monopole du parti et les privilèges des bureaucrates. Khrouchtchev et Tito discutent du 19 au 27 septembre : la rencontre à Yalta entre Tito et Geroe semble consacrer l'appui donné par les Yougoslaves à la solution prônée par Khrouchtchev dernier rempart contre une déstalinisation révolutionnaire. Mais l'arrogance d'un discours de Geroe, fort de l'appui de Tito, déclenche les premières manifestations violentes à Budapest.

On n'est pas encore prêt d'avoir éclairci tous les aspects de la politique du parti russe pendant la crise révolutionnaire. Tout l'état-major russe est à Varsovie le 19 octobre, après l'élection de Gomulka au secrétariat du parti polonais : c'est Khrouchtchev qui tempête et menace. Mais s'il n'évitera pas l'élimination de Rokossovski, nommé par Staline, et que les Polonais considèrent comme le symbole de leur servitude, il négociera avec succès un accord durable avec Gomulka, dont le premier résultat sera l'élimination des révolutionnaires polonais. Mikoyan et Souslov ont-ils vraiment, comme on l'a dit, imposé le retour d'Imre Nagy, réclamé par la rue, et écarté les vieux staliniens honnis ? Est-ce vraiment l'armée qui a imposé la deuxième intervention russe en Hongrie ? Cette hypothèse, souvent présentée comme un fait avéré, est pourtant contredite par l'intervention du chef de la sécurité, le général Serov, pardessus la tête des militaires, pour arrêter, en pleines négociations, les chefs militaires hongrois, et notamment le général Maleter, héros de l'insurrection, ministre de la défense du gouvernement Imre Nagy ? L'explication traditionnellement avancée, suivant laquelle Khrouchtchev aurait eu la main forcée par ses maréchaux ne rend pas compte de la coïncidence entre l'intervention russe et le débarquement anglo-français à Suez, dont il faudra bien un jour connaître les dessous.

La solution hongroise de la déstalinisation, sous Kadar, après la révolution, est en tout cas dans la ligne de Khrouchtchev ; l'écrasement des formes révolutionnaires démocratiques des conseils ouvriers était bien une condition de son application. Sans doute, les adversaires personnels du premier secrétaire ont-ils tenté d'exploiter contre lui ses difficultés : cela n'enlève rien aux responsabilités qui furent les siennes, car, le 17 juin 1958, il y a plus d'une année que Khrouchtchev s'est débarrassé aussi bien du « groupe anti-parti » que du maréchal Joukov, quand, avec son approbation, Imre Nagy et ses compagnons, Maleter, Miklos Gimes et Szilayi sont exécutés.

Vraisemblablement accusé d'avoir, par ses imprudences, joué les apprentis-sorciers, Khrouchtchev, à partir d'octobre, ne fait que poursuivre, dans des conditions simplement plus difficiles, la politique qu'il mène depuis le début de juillet. C'est le même souci de préserver la domination bureaucratique qui le conduit à freiner la déstalinisation, après l'avoir déclenchée, dans la mesure où elle a provoqué l'apparition de dangers mortels. Le 31 décembre, à la réception du nouvel an, il s'écrie : « S'il s'agit de lutter contre l'impérialisme, nous pouvons dire que nous sommes tous staliniens. [...] De ce point de vue, je suis fier que nous soyons staliniens »¹⁵. Cette déclaration n'est pas publiée dans la presse russe, mais le 19 janvier la *Pravda* fait paraître une déclaration semblable, prononcée à l'ambassade chinoise, le 17 : « Le stalinisme, comme Staline lui-même, est inséparable du communisme. Dieu fasse, comme on dit, que chaque communiste se batte comme Staline s'est battu. » Le remplacement de Chepilov par Gromyko aux affaires étrangères est peut-être une concession temporaire. Fort de l'appui que lui porte Chou En-laï au nom du parti communiste chinois au cours de sa tournée en Europe, vraisemblablement soutenu par l'armée, Khrouchtchev soumet au comité central de février ses thèses sur la décentralisation de l'industrie.

L'affaire du « groupe anti-parti ».

C'est au mois de juin que se déroule l'épreuve de force décisive au sein du parti, que se règle, en fait, le problème de la succession de Staline laissé en suspens depuis 1953. La bataille se livre dans le présidium à partir du 18 juin, au retour d'un voyage en Finlande de Khrouchtchev et Boulganine. Elle se poursuit dans le cadre d'une assemblée plénière du comité central, du 22 au 28 juin, et le bilan en sera publié le 4 juillet : Malenkov, Molotov, Kaganovitch, accusés d'avoir constitué un « groupe anti-parti », de s'être opposés à toutes les initiatives de la direction et d'être l'incarnation du « conservatisme », sont exclus du présidium et du comité central. Chepilov, qui devient, pour longtemps, « Chepilov-qui-s'est-joint-à-eux », est également exclu du secrétariat et du comité central.

Les versions de l'épisode ne manquent pas, transmises par des journalistes étrangers, communistes ou non, étayées par des confidences de Khrouchtchev à des visiteurs, par des « révélations » de tel ou tel dirigeant¹⁶. A vrai dire, elles ne

¹⁵Cité par LEONHARD, *Kremlin*, p. 232.

¹⁶Notamment, LUCKI, *Trybuna Ludu*, 9 juillet 1957, G. BOFFA, *L'Unità*, 8 juillet.

concordent guère. Il apparaît pourtant que Khrouchtchev a été en minorité au présidium au début de sa réunion. Molotov, qui mène l'attaque, lui reproche d'être le responsable de toutes les difficultés économiques et politiques du pays. Il propose de lui enlever le secrétariat et de le nommer ministre de l'agriculture. Malenkov redeviendrait président du conseil et Molotov premier secrétaire. Khrouchtchev, dont la position est affaiblie par l'absence de Kiritchenko, semble avoir cherché à gagner du temps, épaulé notamment par Fourtseva, suppléante participant à la réunion, qui y aurait prononcé un discours de six heures. Il aurait finalement obtenu que le comité central soit convoqué pour régler la question. Le maréchal Joukov, en mettant à la disposition des élus du comité central des avions militaires, aurait rendu possible cette réunion et le rassemblement à Moscou des responsables du parti, en majorité fidèles à Khrouchtchev. A la réunion du comité central, sur 309 présents, selon *Trybuna Ludu*, 215 auraient demandé la parole, 60 la prenant finalement, les autres résumant par écrit leurs interventions. Comme au présidium, les opposants attaquent les premiers, mais, bientôt, les provinciaux font pencher la balance du côté de Khrouchtchev. Le maréchal Joukov serait vigoureusement intervenu contre les trois, rappelant leur responsabilité personnelle dans les purges d'avant-guerre et menaçant de publier des documents accablants pour eux. La victoire de Khrouchtchev est cette fois, incontestable : ses trois principaux adversaires, ainsi que Pervoukhine et Sabourov, quittent le présidium où entrent, avec Joukov et les rescapés de la vieille garde stalinienne, Kuusinen et Chvernîk, six des secrétaires du parti, Aristov, Beliaev, Brejnev, Ignatov, Kozlov et Fourtseva. Chepilov exclu du nombre des suppléants, où Pervoukhine, rétrogradé, prend place, les huit nouveaux promus sont tous des hommes liés au premier secrétaire.

Le point le plus obscur reste celui de savoir qui a combattu Khrouchtchev et quels sont les hommes du « noyau sain » qui l'ont soutenu. Il y a eu sans doute, bien des retournements : si Chepilov s'est joint au groupe « anti-parti », il semble que Souslov, qui passait pour lié à lui, ait au contraire soutenu Khrouchtchev, qui aurait eu ainsi, au sein du présidium, une majorité de huit voix contre trois. En novembre 1958, cependant, Khrouchtchev ajoute Boulganine à la liste des « anti-parti », ce qui réduit sa majorité à sept contre quatre. Le 29 janvier 1959, Spiridonov, le secrétaire de Léninegrad, accuse formellement Pervoukhine et Sabourov d'avoir été membres du « groupe anti-parti », ce qui donne à ce dernier la majorité au présidium de juin 1957 et réduit le « noyau sain » à cinq membres seulement : or le texte de l'Histoire du parti publié en 1959 le réduit à quatre, excluant Vorochilov. Sabourov, enfin, dans son autocritique, réduit le « noyau sain » à trois membres, les seuls Khrouchtchev, Mikoyan et Kirichenko¹⁷. Chacune de ces versions ne correspond évidemment qu'aux nécessités du moment où elle est divulguée : le fait incontestable est que la situation de Khrouchtchev a été menacée de façon très sérieuse. Le parti a dû faire, dans les tours qui ont suivi, un effort considérable d'explications, l'organisation de Moscou tenant 8 000 réunions en deux jours, celle de Léninegrad se trouvant conduite à évoquer l'« affaire de Léninegrad », probablement un moyen de dresser contre les « anti-parti » les *apparatchiki* de la grande cité. Leonhard suggère que la suppression des livraisons obligatoires sur les lopins individuels des kolkhoziens a été conçue comme un moyen d'apaiser ces derniers, émus de la chute de Malenkov. Le même auteur rapporte que la surprise a provoqué à Koursk une grève d'une heure dans une usine d'appareillage électrique pour appuyer des demandes d'explication et qu'il a fallu attendre le 24 juillet pour que paraissent dans la presse les déclarations des vieux-bolcheviks condamnant les « anti-parti »¹⁸.

Khrouchtchev maître du parti et du pays.

Après juillet 1957, la position de Khrouchtchev ne va cesser de se raffermir jusqu'en 1962. A l'automne, il se débarrasse de son allié de l'été, Joukov. Le maréchal est peut-être allé trop loin dans la dénonciation des crimes, qui risquent en définitive d'éclabousser d'autres dirigeants que ceux du groupe « anti-parti ». Le journal de l'armée, *l'Etoile rouge* publie la biographie de Blücher, critique la propagande du parti au mois d'août. Le 27 octobre, la *Pravda* annonce que le maréchal a été relevé de ses fonctions. Le 3 novembre, elle publie son autocritique. Joukov est accusé d'avoir cherché à affaiblir le contrôle du parti sur l'armée et développer le culte de sa propre personnalité. Son compagnon d'armes, le maréchal Koniev, mènera contre lui l'offensive traditionnelle dans la presse.

Le 28 mars 1958, Boulganine remet sa démission de président du conseil. Vorochilov, qui propose de l'accepter, suggère de le remplacer par Khrouchtchev, dont le comité central a d'autre part décidé qu'il conserverait ses fonctions de premier secrétaire. Le maître du parti est désormais à la tête de l'appareil d'Etat, comme du temps de Staline. La chute de Boulganine sera rapide : en août, il est nommé président du sovnarkhoze de Stavropol ; en novembre, dénoncé comme « anti-parti », il est exclu du présidium. Son autocritique, prononcée devant le comité central en décembre, sera en général jugée insuffisante par les autres orateurs. Après l'autocritique de Pervoukhine et Sabourov, l'autorité de Khrouchtchev est apparemment sans partage.

Le XIX^e congrès semble indiquer un culte naissant : les orateurs qui se succèdent célèbrent, comme Podgorny, la « tâche titanique du secrétaire général », soulignent, comme Beliaev, « l'importance historique » de ses thèses. Tous parlent « du comité central avec Nikita Khrouchtchev à sa tête », du « parti sous la direction du comité central et de Nikita Khrouchtchev personnellement » ou même « du comité central du parti sous la direction de Nikita Khrouchtchev ». La domination de Khrouchtchev est pourtant loin d'être stabilisée pour une longue période. Le fait même que Malenkov, Molotov, Kaganovitch, chargés de la responsabilité d'assassinats de masse, avant et après la guerre, n'aient pas été poursuivis en justice, ni même, apparemment, exclus du parti, prouve bien ou que leurs positions sont encore solides dans l'appareil ou que Khrouchtchev craint en ouvrant les dossiers trop largement, de jouer une fois de plus les apprentis-sorciers. Le ton des interventions contre eux au XIX^e congrès varie de l'attitude conciliatrice de Mikoyan, apaisant, aux réquisitoires de Spiridonov, Podgorny, Ignatov. Mais il est significatif que plusieurs phrases de l'intervention vigoureuse de Chélépine, transmises à l'Unifil par G. Boffa, aient été supprimées du compte rendu de la Pravda. Les réhabilitations se poursuivent avec suffisamment de méthode et de discrétion pour qu'elles ne risquent pas de provoquer de nouveaux chocs. Surtout, le XXII^e congrès va révéler au grand jour que de nouvelles contradictions assaillent le parti et la bureaucratie à l'heure de ce qu'on pourrait appeler avec un peu d'ironie,

¹⁷ LEONHARD, *Kremlin*, p. 172.

¹⁸ *Ibidem*, pp. 250-251.

le « socialisme dans plusieurs pays rivaux », démonstration, par l'absurde, de l'impasse créée par le stalinisme et de ses conséquences à l'échelle mondiale.

Il est au moins un point sur lequel les successeurs de Staline ne sont pas revenus après sa mort, c'est la lutte contre tout mouvement révolutionnaire risquant d'échapper à leur contrôle. La théorie de la « coexistence pacifique » est le nouvel habit d'une politique extérieure dominée par la recherche d'un compromis avec les Etats-Unis. Staline pouvait négocier et marchander sur le dos des partis et des mouvements ouvriers européens. Khrouchtchev peut aujourd'hui le faire au détriment des mouvements révolutionnaires d'Afrique, d'Amérique et, éventuellement d'Europe, mais se heurte à la répugnance de ses correspondants chinois à faire les frais d'une entente par un accord au sommet. Les révolutionnaires cubains ne seront pas les derniers à découvrir ce que signifie l'alliance avec les champions de la coexistence pacifique pour qui se trouve dans l'aire géographique que Moscou ne songe pas à disputer à Washington et considère donc comme une commode monnaie d'échange. Le conflit avec la Chine, la polémique avec le parti communiste albanais ne sont que le début d'une crise dont le rythme de développement, encore imprévisible, pourrait se révéler rapide si un accord au sommet, intervenant prochainement, partageait de nouveau le monde entre les deux Grands et les amenait à se coaliser, plus ouvertement cette fois, contre les aspirations révolutionnaires qui, partout, se font jour.

Nous nous contenterons de remarquer qu'il est imprudent de faire du conflit entre Khrouchtchev et le groupe « anti-parti » une étape de la bataille que se livreraient, en toute clarté, dans l'appareil, bureaucrates « libéraux » et bureaucrates « staliniens » : c'est ainsi que Chepilov, condamné pour s'être joint au groupe « anti-parti », le sera, en outre, pour avoir protégé les écrivains critiques, permis la diffusion du livre de Doudintsev et la publication de poèmes d'Evtouchenko. Les luttes internes au sommet ont pour toile de fond la prise de conscience des masses soviétiques et pour enjeu la manière de résoudre les problèmes qu'elle pose à la bureaucratie. La manière dont elles sont conduites ne diffère en rien de la manière dont étaient conduites, depuis plus de vingt-cinq ans, les luttes d'appareil, du temps de la marche de Staline vers le pouvoir. Depuis Abakoumov, certes, le sang des bureaucrates n'a plus coulé; mais les attaques se préparent toujours dans les officines policières à coups de dossiers, les débats restaurés se déroulent à huis-clos et les groupes armés se font face, devant les coulisses, comme les hommes de Boulganine et ceux de Joukov devant le Kremlin en juin 1957. Les divergences véritables ne peuvent faire l'objet que de suppositions : c'est seulement par Khrouchtchev, vainqueur, que transpireront les thèses de Molotov, vaincu. Sur les positions réellement défendues par les dirigeants du « groupe anti-parti » - si « groupe anti-parti » homogène il y a eu réellement - le black-out est, en définitive, mieux tait qu'il ne l'était en 1926-27 sur celles de Zinoviev et Trotsky. Comme Staline, Khrouchtchev s'empare de certaines parties du programme du rival abattu, et cherche à lui faire endosser les responsabilités qui furent les siennes. Comme Staline avait fait disparaître les révolutionnaires de l'opposition. Khrouchtchev a fait fusiller les révolutionnaires hongrois et, en peine déstalinisation, garde en prison ceux qui survivent, les intellectuels Fekete et Meray comme les ouvriers Racz et Bali. Dans la lutte entre les successeurs de Staline, c'est en définitive, avec Khrouchtchev, l'appareil du parti, éclipsé en tant que tel dans les dernières années de Staline, qui a réussi à dicter sa loi et à imposer de nouveau son autorité aux autres secteurs de la bureaucratie. Dans l'appareil vainqueur, pourtant, un homme émerge, arbitre suprême, qui l'a unifié d'une poigne énergique et habile, a su placer aux postes-clés des *apparatchiki* qui lui doivent tout : les membres du présidium Bejnev, Podgorny, Polianski, Kirilenko, Mjavanadzé, les secrétaires Titov et Rudakov, le chef de la sécurité d'Etat Semitchastny et le procureur Rudenko ont fait leur carrière en Ukraine avec lui; par l'appareil, il contrôle personnellement les autres secteurs de l'administration, de l'économie, de la police, de l'armée. C'est dans un perfectionnement de ce système de contrôle que l'assemblée plénière de novembre 1962 cherche une solution aux contradictions qui assaillent le parti au pouvoir. Il semble bien, certes, qu'aujourd'hui présidium et comité central aient, avec le premier secrétaire, une marge de discussion comparable à celle dont les organismes correspondants jouissaient avec Staline avant 1936. Cette situation risque pourtant de se modifier rapidement. Les contradictions entre les sommets de la bureaucratie, résolues pour le moment par l'installation aux postes décisifs des *apparatchiki*, peuvent renaître : Ejov comme Béria venaient de l'appareil du parti avant de devenir les maîtres tout puissants de la police politique. Et, dans la crise de Cuba, il semble bien que M. Khrouchtchev ait eu une liberté de manœuvre personnelle considérable. L'élimination, en 1960, de Kiritchenko, la rétrogradation, en 1962, de Spiridonov, pourraient bien constituer des étapes de règlements de compte entre nouveaux vainqueurs et jalonner la marche vers le contrôle absolu de l'appareil par un seul homme.

En définitive, la crise ouverte en 1953 a été suffisante pour secouer durement l'appareil, le contraindre à s'adapter et à se moderniser. Elle ne l'a pas été assez pour l'entamer sérieusement. Khrouchtchev a pour le moment réussi, par ses concessions et ses promesses, à apaiser la paysannerie et à endiguer la montée ouvrière. Ses succès temporaires ont affermi sa position personnelle. Rien n'est pourtant réglé, car la stabilité ainsi créée dissimule une contradiction fondamentale - et qui n'est pas nouvelle - : la concentration du pouvoir entre les mains d'un seul homme est incompatible avec les réels besoins de l'économie, les tendances de la société et les aspirations des masses. En ce sens, le régime personnel de Khrouchtchev contient en germe une nouvelle aggravation des contradictions que, faute de solution, il a dû se contenter de mettre de côté, en espérant que la bonne volonté américaine, aboutissant à un accord au sommet, lui permettrait, grâce à une réduction des armements, de gagner un nouveau et précieux délai.

Aveuglement, routine ou intérêt politique, les commentateurs occidentaux ne semblent pas avoir compris que depuis 1953, c'est une nouvelle montée révolutionnaire qui se prépare en U.R.S.S. L'envoyé spécial d'un hebdomadaire parisien à Varsovie, commentant les réactions des différents courants polonais face aux événements actuels, écrit : « Les uns et les autres, néanmoins, qu'ils désespèrent ou non à court terme, sont, à long terme, très confiants : tout changera pour la Pologne, tout redeviendra possible le jour où la révolution éclatera à Moscou. C'est l'affirmation la plus banale, la plus courante, et la plus stupéfiante qu'on puisse journallement entendre à Varsovie dans la bouche des gens qui croient au socialisme¹⁹. » Malgré la stupeur du témoin, le témoignage est éloquent, car, depuis plusieurs années, les Polonais savent par expérience, non seulement ce que représente le règne de la bureaucratie, mais à quoi ressemble la révolution qui se prépare contre elle.

¹⁹Stanislas LEGIER, *France-Observateur*, 27 septembre 1962.

* Dans un article de la *Gazette économique* de 1962, le célèbre physicien russe Kapitza, sous le titre « Théorie expérience et pratique », cite le dictionnaire philosophique russe paru en 1954 et sa définition de la cybernétique : « Pseudoscience réactionnaire, apparue aux Etats-Unis après la deuxième guerre mondiale, et pratiquée sur une grande échelle dans d'autres pays capitaliste : une sorte de mécanisme moderne. » Il commente : « Si, nos savants avaient, en 1954, suivi les philosophes et accepté leur décision comme guide pour le développement de cette science on peut affirmer que la conquête du cosmos dont nous sommes à juste titre fiers n'aurait pu être réalisée, car il est impossible de contrôler un engin spatial sans machines cybernétiques. » Chacun sait qu'en U.R.S.S. stalinienne les « décisions » n'étaient pas prises par les « philosophes » : le savant s'exprime ici avec une prudence qui montre que tout danger n'est peut-être pas écarté à ses yeux.

PUISQU'IL FAUT CONCLURE

La question de l'avenir immédiat se pose, inséparable des perspectives lointaines. Où va l'U.R.S.S. ? Entre la pression des Etats-Unis dont la crise des Caraïbes a montré la détermination, ses propres contradictions, et la montée des masses, les aspirations démocratiques de millions de Soviétiques, la marge de manœuvre de l'appareil apparaît sérieusement réduite.

Les préoccupations des dirigeants américains se reflètent dans les recherches de leurs spécialistes des questions russes, les « soviétologues », dont l'inspiration n'est pas désintéressée. Pour réintégrer le tiers du monde dans le marché du capitalisme mondial, pour effacer les conquêtes d'Octobre, existe-t-il une autre méthode que celle de Hitler, la guerre de conquête camouflée en croisade du « monde libre » contre le « totalitarisme » ? Les Occidentaux peuvent-ils espérer trouver en U. R. S. S., ailleurs que parmi les bureaucrates soucieux de conserver et d'accroître leurs privilèges, un point d'appui pour leurs entreprises ? L'intérêt porté par les chercheurs au mouvement Vlassov et aux « erreurs » hitlériennes est significatif de cette préoccupation permanente.

En fait, les spécialistes sérieux ont depuis longtemps catégoriquement rejeté les rêveries d'émigrés sur une restauration pacifique du capitalisme. L'économiste Naum Jasny condamne nettement l'irresponsabilité de ceux qui prétendent qu'une décollectivisation pourrait ne pas être « une calamité gigantesque, une immense catastrophe »¹. Au sujet de l'économie kolkhozienne, Isaac Deutscher remarque judicieusement : « Une ferme collective ne peut se fractionner en une centaine de petites fermes privées, pas plus qu'un paquebot transatlantique ne saurait se scinder en petits bateaux à voile »². George Fischer a, lui aussi, dénoncé les erreurs énormes que les champions de la croisade s'apprêtent à renouveler en s'imaginant qu'une propagande « made in U.S.A. » pourrait mordre sur les masses soviétiques. Il semble bien d'ailleurs qu'involontairement ce soit Vlassov qui ait donné lui-même les clés de l'avenir russe. A la veille de sa capture, c'est Deutscher qui rapporte l'épisode, il confie à ses compagnons, des officiers nazis, « qu'il n'y avait qu'un seul moyen de gagner la confiance du peuple soviétique : [...] leur dire que Staline avait déformé et falsifié l'enseignement de Lénine et que le moment était venu de restaurer la véritable république d'ouvriers et de paysans telle que Lénine l'entendait ». Deutscher commente : « Sous l'intervention ridicule de Vlassov se cache une grande vérité ; car l'espoir d'une renaissance de la révolution est resté vivace dans l'esprit du peuple soviétique entretenu par les souvenirs lointains de l'époque léniniste. »

Déjà, au lendemain de la guerre, « le parti de loin le plus important parmi les réfugiés est celui qui se dénomme le « parti de Lénine » et qui préconise le retour aux origines démocratiques de la révolution »³. Les informations de plus en plus nombreuses qui nous parviennent confirment cette tendance. L'Anglais William Just, qui en 1956, a interrogé de nombreux étudiants russes sur l'avenir de leur pays, a rapporté des réponses significatives : « Nous pensons que nous aurons une véritable démocratie ouvrière; tous les travailleurs seraient libres de former leur propre organisation politique. [...] Nous voulons plus d'un candidat pour chaque fonction. [...] Tous les groupes d'ouvriers devraient pouvoir présenter leurs propres candidats »⁴. Klaus Mehnert, dont les sympathies pour la démocratie à l'occidentale ne sont pas dissimulées, écrit à propos du mouvement pour la démocratisation : « Le point d'insertion concret de réflexions politiques réside surtout dans l'institution à laquelle l'Etat soviétique doit son nom et à laquelle on peut se référer ouvertement : celle des soviets (conseils). » Aussi considère-t-il comme probable que « les forces qui souhaiteraient une démocratisation n'envisageraient pas d'élaborer une Constitution de type français ou américain, mais de libérer les conseils de la situation humiliante où les plonge leur simple rôle d'approubateurs passifs, leur donnant ainsi une existence politique authentique »⁵. Le groupe clandestin de « léninistes », déjà cité, partisan de la restauration démocratique des soviets, écrivait de son côté en 1954 que le mot d'ordre de la politique extérieure des successeurs de Staline était « l'ère de la coexistence pacifique entre Malenkov et Eisenhower au détriment du prolétariat ».

Les illusions sont donc minces, de part et d'autre : l'impérialisme n'a aucun espoir de trouver des alliés dans les courants d'opposition à l'intérieur de l'U.R. : S.S. Et ceux-ci savent que Kennedy sera leur pire ennemi. Comme en 1943-45, c'est dans la peur des révolutions que manifeste la bureaucratie, dans sa politique conservatrice et sa volonté de compromis par un « accord au sommet » que résident les chances de succès des entreprises américaines, au premier chef l'élimination de la Menace que constitue, au cœur de son empire, la révolution cubaine, et, en second lieu, la réintégration dans le marché capitaliste du tiers de l'humanité.

Traçant, en, 1938, le programme de la révolution politique qu'il prévoyait et appelait à, préparer en U.R.S.S., Trotsky fixait comme tâches le rétablissement de soviets véritables, la restitution de leur contenu démocratique par l'élimination de la bureaucratie et de la nouvelle aristocratie. Dix-huit ans avant que la jeune génération ne commence à concevoir et à tenter d'appliquer ce programme il écrivait : « La démocratisation des soviets est inconcevable sans la légalisation des partis soviétiques. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques »⁶. Ces lignes prophétiques ont longtemps fait sourire spécialistes et politiques « réalistes ». Elles sont pourtant, depuis 1953 de nouveau à l'ordre du jour, avec leur auteur, que le revanche de l'histoire appelée « déstalinisation » a transformé d'écrivain maudit en un ressuscité géant de la pensée socialiste. Qu'on y prenne garde pourtant : ce n'est pas en spécialiste de l'U.R.S.S. qu'il a écrit ses lignes, mais en dirigeant révolutionnaire, dans un programme global de révolution mondiale. Car, pas plus aujourd'hui qu'en 1918 ou en 1938, l'avenir de l'U.R.S.S. ne peut être séparé de la lutte à l'échelle mondiale pour le renversement du capitalisme. En ce sens, la perspective de la victoire du socialisme dans le monde s'oppose à celle de la coexistence pacifique, c'est-à-dire de la survivance simultanée du capitalisme et de la bureaucratie

¹ *Courrier socialiste*, janvier 1953, cité par DEUTSCHER, *La Russie après Staline*, p. 65.

² DEUTSCHER, *ibidem*, p. 64.

³ *Ibidem*, pp. 103-104.

⁴ *Observer*, octobre-novembre 1956, cité par LEONHARD, *Kremlin*, p. 217.

⁵ MEHNERT, *op. cit.*, p. 316.

⁶ TROTSKY, *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale* (programme de transition), p. 32.

Pour qui admet cette perspective, bien des discussions sur le bolchevisme paraissent byzantines. Le *komitetchik* portait-il en lui les germes de *l'apparatchik* ? La pensée dialectique de Lénine a-t-elle engendré la scolastique de Staline ? Le bolchevisme est-il le père légitime du stalinisme ? Pour répondre, il faudrait sans doute que la roue de l'histoire ait cessé de tourner et les réponses les plus catégoriques viennent de ceux qui croient qu'elle s'arrête avec eux. En réalité, l'histoire à tout moment, est grosse de virtualités contraires. Dans le phénomène historique appelé « bolchevisme » étaient incontestablement en germe, non seulement Staline et ses portraits géants, ses bureaucrates et ses policiers, ses litanies et ses crimes, les aveux ignominieux, les tortures, la balle dans la nuque et le cadavre qui roule dans les caves de la Loubianka, mais aussi les forçats intrépides dans les bagnes du tsar, les inlassables militants clandestins, les combattants de la guerre civile qui s'enchaînaient à leurs mitrailleuses, les « saints » de la Tcheka dont parle Victor Serge, les constructeurs d'avenir, bâtisseurs d'usines et de chemins de fer en Sibérie, les vieux-bolcheviks irréductibles et les jeunes enthousiastes mourant pour leurs convictions, sous les coups et dans l'ombre. Il y avait les procès de Moscou comme l'octobre polonais et hongrois, les vieux militants s'accusant des pires crimes comme les jeunes gens qui découvrent, quarante ans après, les conseils ouvriers et un chemin que l'on croyait perdu.

Ce serait toutefois faire preuve d'une grande myopie ou d'un persévérant parti pris que d'attribuer à la seule idéologie des bolcheviks des conséquences aussi extrêmes et diverses. En tant qu'homme et phénomène historique, Staline est au moins autant le résultat du séminaire orthodoxe de Tiflis que du comité ouvrier de Bakou et la bureaucratisation du parti bolchevique s'explique, mieux que par les conceptions centralistes de Lénine, par l'état arriéré et l'inculture d'une société de moujiks soumise à une servitude séculaire. Les écrivains, - la quasi-totalité des spécialistes occidentaux - qui s'en prennent au « bolchevisme » et le clouent au pilori comme responsable de tous les crimes de l'époque stalinienne ont tort d'exiger d'un parti politique qu'il « soumette et élimine les facteurs beaucoup plus denses de masse et de classe qui lui sont hostiles ». La génération qui vient les renverra dos à dos avec les hagiographes qui font du parti bolchevique l'instrument tout-puissant capable de violer l'ensemble des lois du développement social.

Le parti bolchevique ne mérite ni cet excès d'honneur ni cette indignité. Il a été seulement et simplement un parti ouvrier, c'est-à-dire un instrument historique. En tant que tel, il a réalisé le but qu'il s'était fixé, détruire l'autocratie, créer un Etat ouvrier qui pouvait, dans certaines conditions, être l'avant-garde de la révolution socialiste mondiale. Les conditions spécifiques de la Russie expliquent partiellement, non seulement son idéologie et sa structure, mais la relative facilité de son succès initial, la prise du pouvoir par le prolétariat russe de 1917, cette « merveille de l'histoire ». Mais elles se retournent ensuite contre lui et contre ses objectifs ultimes. De la même façon, la révolution industrielle en Allemagne avait créé le premier parti social-démocrate de masses du monde, puissant, riche, solidement organisé, éducateur socialiste de toute une génération, et ce succès même a fait naître les conditions de son incapacité à rompre avec une bourgeoisie à laquelle il avait tant arraché qu'il craignait, en la quittant, de tout perdre : le « réformisme » et le « social-chauvinisme » ne guettent que les partis dont le passé est rempli de grandes victoires partielles. Dans les deux cas, la dégénérescence de l'instrument révolutionnaire le transforme en facteur agissant historiquement dans la direction opposée. Les socialistes allemands engagent leur appareil, en alliance avec les hobereaux, les grands bourgeois et les généraux, contre les conseils ouvriers de 1918-19, et l'étiquette de « social-démocrate » devient une « chemise sale ». Le stalinisme, né de la lassitude et nourri des défaites de la révolution après la première guerre mondiale nourrit à son tour les défaites, la lassitude et le découragement d'autres générations. Si le spectacle qu'il a donné au monde a laissé intactes les illusions de millions d'hommes qui ne croient au paradis socialiste que parce qu'ils ne peuvent le voir, il salit pour des millions d'autres le visage du « socialisme » et ou « communisme » et permet aux défenseurs du capitalisme, après les horreurs des guerres mondiales et du nazis, de se poser en défenseurs de la liberté et de la « civilisation » et de prolonger ainsi leur règne condamné.

Le stalinisme n'aura pourtant été qu'une parenthèse historique, une sorte d'excroissance. Pas plus que le capitalisme n'est parvenu à faire croire à la majorité des sujets d'un empire qui s'étend des Andes à l'Angola, du sud des Etats-Unis et de l'Union sud-africaine où l'on lynche, à l'Europe qui a suscité en quinze ans Mussolini, Hitler et Franco, qu'il était le « monde libre » et la « civilisation », le stalinisme n'a réussi à se faire prendre, ni à se prendre lui-même pour le socialisme. Résultat monstrueux d'un équilibre provisoire entre les contradictions du monde à l'époque de la crise du capitalisme, il est lui-même étroitement par des contradictions que son tentaculaire appareil ne parvient pas à surmonter, puisqu'il continue à diffuser, bon gré mal gré, les idées, mortelles pour lui, de Marx, Engels, Lénine, et doit parler de lutte des classes pour étouffer la lutte des classes.

Plus que jamais, pourtant, le socialisme est à l'ordre du jour, non pas la caricature de socialisme bâtie par trente années de stalinisme et démasquée en quelques semaines par les jeunes Hongrois et Polonais, mais le socialisme à l'échelle de la planète. Aucune illusion n'est possible : le XX^e siècle a vu resurgir les formes les plus barbares d'oppression, dotées de moyens scientifiques et techniques sans précédent, et, avec le régime nazi, l'entreprise la plus systématique - et la plus réaliste - de destruction d'une partie de l'humanité qui ait jamais été entreprise; avant-goût de la barbarie, punition réservée par l'histoire à l'humanité si elle ne sait pas se débarrasser à temps des superstructures économiques, sociales et politiques qui la vouent à l'autodestruction avec l'efficacité que confèrent les armes thermonucléaires. Ainsi que l'a écrit Brecht, « le ventre est encore fécond d'où est sortie la chose immonde ». Le capitalisme, en développant comme il l'a fait les moyens de production, a jeté les bases de formes supérieures d'organisation économique et sociale dont sa survie empêche aujourd'hui la réalisation. Sous son ère, la deuxième révolution industrielle commence par la fabrication massive d'armements atomiques : sa destruction est nécessaire pour permettre l'épanouissement des forces productives qu'on peut attendre des progrès de la science et de la technique. L'automation, qui crée la possibilité de supprimer du même coup salariés et consommateurs. Main d'œuvre et marchés, le condamne aussi sûrement que ses propres contradictions antérieures.

Il est de bon ton aujourd'hui, dans certains milieux se réclamant du socialisme, de souligner les caractéristiques du capitalisme occidental pour en tirer des conclusions générales sur de « nouvelles » lois du développement social, découvrir de « nouvelles » structures de classes qui mettraient en question la lutte des classes, et d'affirmer en conséquence la confiance dans les possibilités d'« évolution » du capitalisme. C'est ainsi qu'un critique historique, s'efforçant récemment de tirer un bilan

⁷TROTSKY, *Staline*, p. 554.

d'une histoire de l'U.R.S.S., pensait pouvoir affirmer l'existence d'« une réalité profonde qui oriente les masses ouvrières d'Europe occidentale vers une voie évolutive dont les insurrections de type « grand soir » sont exclues et reléguées parmi les accessoires de musées »⁸.

Lignes étonnantes sous la plume d'un homme dont le métier est d'écrire et de penser l'histoire, une histoire qui ne peut se découper en tranches d'une ou plusieurs années, plus encore au siècle des guerres mondiales et des révolutions dans le monde entier. Les couches privilégiées des travailleurs et la petite bourgeoisie que le capitalisme engendre et nourrit ont toujours aspiré à une « évolution », parce qu'elles reculent devant un mouvement socialiste dont elles craignent qu'il ne soit « niveleur ». Il y a plus de cinquante années que les marxistes ont caractérisé comme un phénomène d'auto-défense de la bourgeoisie la création d'une aristocratie ouvrière et l'utilisation de l'expansion impérialiste pour renforcer cette couche protectrice des intérêts de la classe dominante.

Il est vrai, que, d'une certaine manière, les travailleurs des U.S.A. et d'Europe occidentale constituent une sorte d'aristocratie ouvrière au-dessus de la masse mondiale des travailleurs sous-alimentés, des mineurs boliviens ou katangais, des guajiros cubains, des coolies de partout. Mais, depuis 1917 le grand fait historique est précisément que la commotion révolutionnaire qui secoue les peuples anciennement colonisés remet en question ces minces privilèges et compromet un équilibre trop hâtivement baptisé par certains, « évolution ». C'est dans les montagnes de Cuba, dans les plantations et dans les sucreries qu'a commencé la révolution américaine, dont la bataille décisive se livrera, tôt ou tard, dans Detroit, dans Pittsburgh, dans les métropoles industrielles du nouveau continent après que les ouvriers et paysans cubains, brésiliens, argentins, péruviens, auront miné les bases de l'impérialisme « yanqui » dans leurs propres pays. Il est vrai aussi que, dans les pays capitalistes avancés, partis et syndicats ouvriers ont développé des appareils conservateurs qui pèsent de tout leur poids pour freiner une prise de conscience qui ne pourrait être que révolutionnaire, et conjuguent leurs efforts à ceux des classes dominantes dont les moyens de diffusion et de propagande moderne, cinéma, radio, télévision, s'emploient à droguer et à étourdir les travailleurs. « Le pain et les jeux » ne sont pas un remède nouveau. Mais ce qui était bon pour une plèbe romaine oisive et mendicante ne peut l'être longtemps pour l'ouvrier moderne.

Certes, il est infiniment plus difficile de construire un mouvement ouvrier révolutionnaire dans les pays avancés qu'il ne l'a été d'en construire un au début de ce siècle dans la Russie tsariste. Mais ce n'est pas parce qu'une tâche est malaisée qu'elle cesse pour autant d'être nécessaire. Les bolcheviks, conscients de cette difficulté - Lénine l'a soulignée maintes fois - l'ont probablement encore sous-estimée, puisque, finalement, ne s'est constitué nulle part un parti semblable au leur, et, moins encore, le parti mondial qu'ils avaient cru bâtir en fondant l'Internationale communiste. Pour ceux qui entendent poursuivre leur tâche, l'approfondissement de la crise du capitalisme et la crise de la bureaucratie sont aujourd'hui de puissants facteurs favorables, les seuls qui, en définitive soient « nouveaux » dans le rapport de force mondial. C'est pourquoi la révolution socialiste mondiale - qui n'a jamais été, sauf pour les sots, les ignorants ou les malveillants, le « grand soir » - est restée à l'ordre du jour, même si elle exige d'abord un immense effort pour la construction du parti mondial qui serait son instrument historique. L'histoire, à cet égard, a confirmé la leçon de 1917, avec l'important additif suivant : l'expérience de ces décennies a en effet ancré dans l'esprit de millions de travailleurs l'idée très simple que, comme le disait la jeune chinoise dont la pensée révolutionnaire a mûri pendant la période des Cent Fleurs, le vrai socialisme ne peut être que très démocratique, qu'il ne peut être réalisé que par tous et pour tous, à l'échelle du monde.

Les perspectives ouvertes à l'humanité par les conquêtes scientifiques dépassent jusqu'à nos facultés de rêve. Mais, pour conquérir un avenir, il faut d'abord maîtriser le présent. Seuls les ennemis d'un avenir socialiste peuvent aujourd'hui jeter l'anathème sur le bolchevisme : ou bien l'humanité sombrera dans l'apocalypse d'une guerre atomique généralisée, ou bien le bolchevisme aura été une étape, l'une des premières, dans la longue préhistoire de l'humanité. Sous peine de nier l'intervention dans l'histoire de la volonté consciente sous la forme élémentaire, et même artisanale, de l'organisation, sous peine de prêcher la renonciation, la résignation, la soumission, de condamner le principe même de la lutte en rejetant les victoires qui ne sont que partielles, les autres ne peuvent que reprendre à leur compte la conclusion de Rosa Luxembourg à sa sévère critique du bolchevisme : « Le problème le plus important du socialisme est précisément la question brûlante du moment : [...] la capacité d'action du prolétariat, la combativité des masses, la volonté de réaliser le socialisme. Sous ce rapport, Lénine et Trotsky et leurs amis ont été les premiers à montrer l'exemple au prolétariat mondial ; ils sont jusqu'ici les seuls qui puissent s'écrier « J'ai osé ! ». C'est là ce qui est essentiel, ce qui est durable dans la politique des bolcheviks. En ce sens, il leur reste le mérite impérissable d'avoir, en conquérant le pouvoir et en posant pratiquement le problème de la réalisation du socialisme, montré l'exemple au prolétariat international, et fait faire un pas énorme dans la voie du règlement de comptes final entre le capital et le travail dans le monde entier. En Russie, le problème ne pouvait être que posé. C'est dans ce sens que l'avenir appartient partout au bolchevisme »⁹.

⁸ *France-Observateur*, décembre 1962, article d'Augustin PICOT consacré au livre de BOFFA, *Les étapes de la révolution russe*.

⁹ Rosa LUXEMBOURG, *La révolution russe*, p. 47.